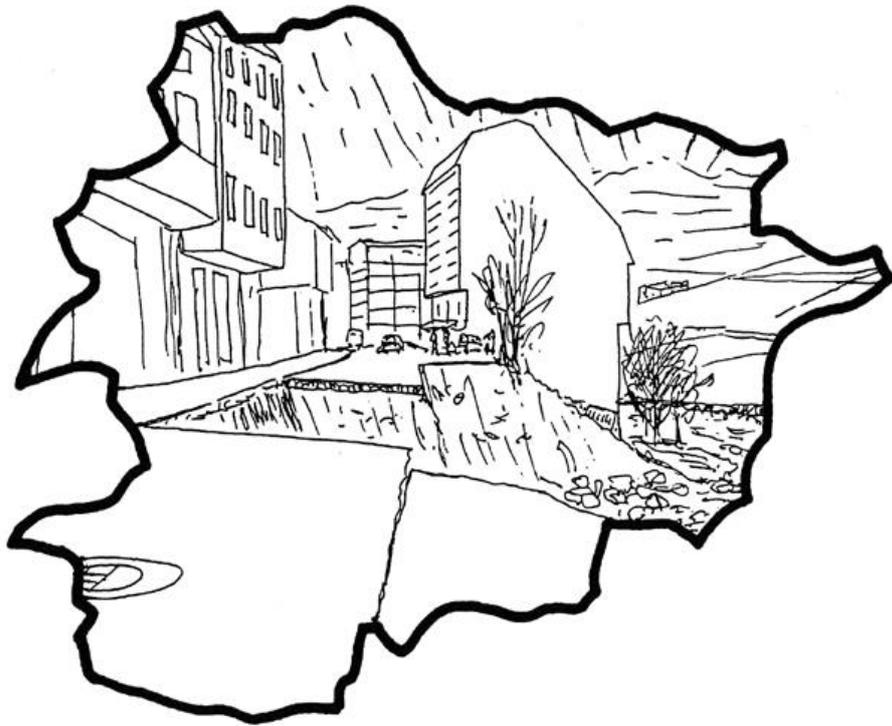
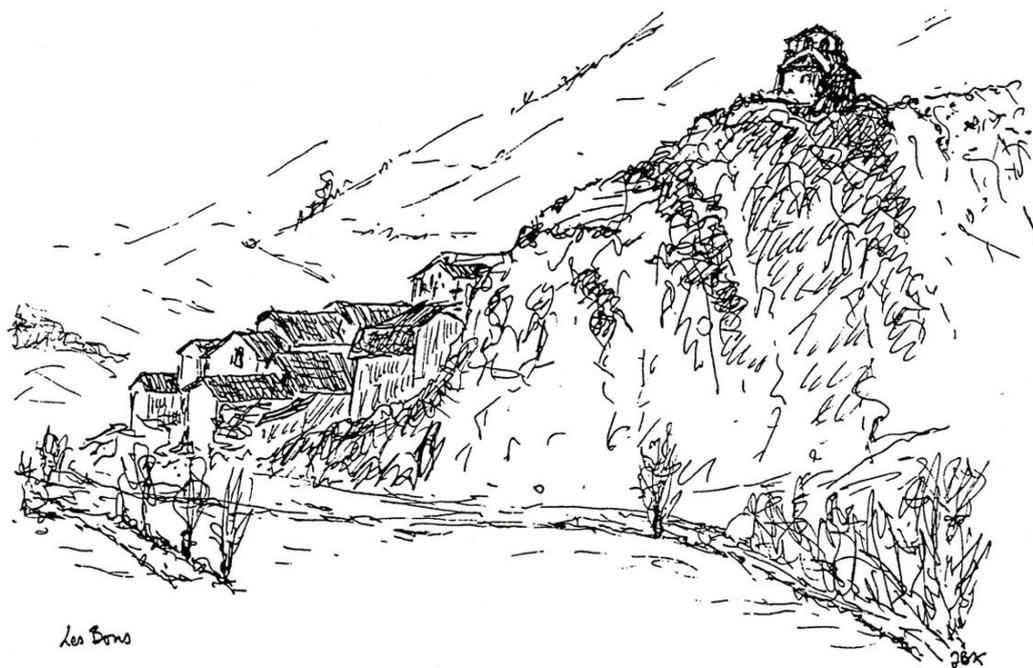


LIBRÀRIÀ 6

institutions



ANDORRA



L'ANDORRE MUTATIONS D'UNE ÉCONOMIE MONTAGNARDE

JEAN BECAT - ICRESS

LIVRE 1 - ORIGINALITÉ ET BANALITÉ DE L'ANDORRE

**LIVRE 2. LA SOCIÉTÉ ET L'ORGANISATION
TRADITIONNELLES DE L'ANDORRE**

**LIVRE 3 - L'AMÉNAGEMENT ACTUEL DU TERRITOIRE EN
ANDORRE**

**LIVRE 4 - LES RISQUES NATURELS ET LA GESTION DU
TERRITOIRE**

LIVRE 5 - LA GESTION CONTEMPORAINE DES FORÊTS

**LIVRE 6 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE
INSTITUTIONNEL**

**LIVRE 7 - BIBLIOGRAPHIE, ILLUSTRATIONS, LEXIQUES
ET DOCUMENTS**

Note : Cet ouvrage est la reproduction sans modifications de la thèse de Doctorat d'État préparée sous la direction du professeur Jean Le Coz et du professeur Pierre Carrière, et présentée et soutenue publiquement par Jean Becat le 18 décembre 1993 à l'Université Paul Valéry Montpellier III sous le titre : *Les Pyrénées méditerranéennes, mutations d'une économie montagnarde : le cas de l'Andorre.*

SOMMAIRE DE LA THÈSE

LIVRE 1 - ORIGINALITÉ ET BANALITÉ DE L'ANDORRE

- 1.1 - Une *comarca* pyrénéenne catalane gérée par ses habitants
- 1.2 - Un micro-État européen
- 1.3 - Isolement et ouverture
- 1.4 - Le cadre physique et ses contraintes
- 1.5 - Documents annexes
- 1.6 - Bibliographies thématiques
- 1.7 - Cartes et documents hors texte

LIVRE 2. LA SOCIÉTÉ ET L'ORGANISATION TRADITIONNELLES DE L'ANDORRE

- 2.0 - Introduction. Un système intégré
- 2.1 - La vie pastorale
- 2.2 - L'organisation, la fonction et la gestion de l'espace montagnard
- 2.3 - L'organisation sociale
- 2.4 - L'organisation politique
- 2.5 - Conclusion. Un système cohérent
- 2.6 - Documents annexes
- 2.7 - Bibliographies thématiques
- 2.8 - Cartes et documents hors texte

LIVRE 3 - L'AMÉNAGEMENT ACTUEL DU TERRITOIRE EN ANDORRE

- 3.1 - L'économie, la société et les institutions andorranes actuelles
- 3.2 - Les communications
- 3.3 - L'urbanisation
- 3.4 - Les aménagements locaux ou ponctuels: les routes en montagne, les stations de ski
- 3.5 - L'évolution de l'économie pastorale et des cultures
- 3.6 - Conclusion. Les concepts ont changé
- 3.7 - Documents annexes
- 3.8 - Bibliographies thématiques
- 3.9 - Cartes et documents hors texte

LIVRE 4 - LES RISQUES NATURELS ET LA GESTION DU TERRITOIRE

4.0 - Introduction. Les orientations de l'étude

4.1 - La notion de risque naturel

4.2 - Les risques pris en compte en Andorre et le bilan des études: les avalanches, les inondations, les formes d'instabilité des versants

4.3 - Vers une politique globale

4.4 - Documents annexes

4.8 - Bibliographie thématique

4.9 - Cartes et documents hors texte

LIVRE 5 - LA GESTION CONTEMPORAINE DES FORÊTS

5.1 - Une longue absence de gestion

5.2 - La progression des forêts et ses limites

5.3 - Les alertes

5.4 - Vers une gestion des forêts

5.5 - Documents annexes

5.6 - Cartes et documents hors texte

LIVRE 6 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

6.1 - Le cadre institutionnel andorran et son évolution: réforme ou constitution?

6.2 - Les changements dans la structure institutionnelle de l'Andorre

6.3 - La constitution andorrane et la reconnaissance internationale de l'Andorre

6.4 - Documents annexes

LIVRE 7 - BIBLIOGRAPHIE, ILLUSTRATIONS, LEXIQUES ET DOCUMENTS

7.1 - Bibliographie

7.2 - Illustrations, tableaux, schémas dans le texte

7.3 - Lexiques thématiques

7.4 - Documents annexes

7.5 - Cartes et documents hors texte

7.6 - Sommaire

LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

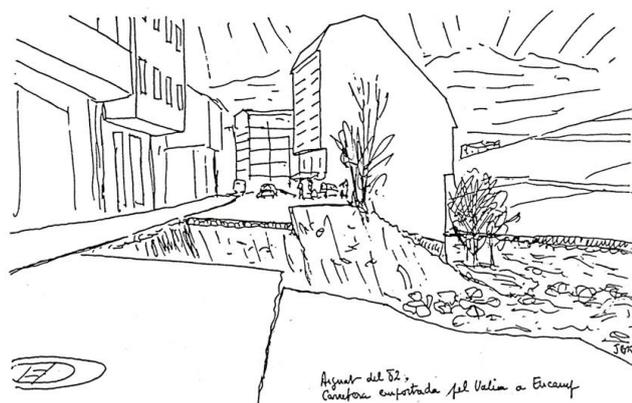
SOMMAIRE DU LIVRE 6

Sommaire détaillé	6
1 - Le cadre institutionnel andorran et son évolution: réforme ou constitution?	
1.1 - Le cadre précédent (1970-1980)	
1.2 - La Réforme de 1981	
La demande de réforme	
Les hésitations et la préparation de la réforme	
La <i>Reforma</i>	
1.2 - Les questions à résoudre et le nouveau débat	25
La trop lente application de la réforme	
L'aggravation des tensions internes	
La remise en cause des pouvoirs des Coprinces	
Les conséquences de l'accord avec la Communauté Européenne	
2 - Le temps des mutations	
2.1 - L'évolution positive de l'administration de l'État	
La création de services d'État	
L'administration centrale et le premier appareil réglementaire et législatif	
La conservation du patrimoine	
2.2 - La gestion du territoire: un objectif économique et un instrument d'affirmation	46
La situation de départ.	
Va-t-on vers une gestion du territoire?	
Un instrument d'affirmation.	
2.3 - La gestion de la population	51
23.1 - Les déficits sociaux: les droits de la personne	
L'état civil, le mariage civil et le divorce	

La protection sociale et le logement	
Le droit d'association	
Le droit du travail et la reconnaissance des syndicats	
L'intervention directe des institutions européennes	
23.2 - Les déficits sociaux: la nationalité	65
L'accès limité à la nationalité	
Les <i>nats a Andorra</i>	
L'identité andorrane	
2.4 - La formation et la communication	72
24.1 - L'intégration	
Langue officielle, langues parlées	
L'andorranisation	
La question de l'intégration	
24.2 - Les déficits sociaux: l'enseignement	80
Quatre systèmes d'éducation en concurrence	
Des possibilités d'évolution inutilisées	
Le coût de l'enseignement	
Les perspectives	
24.3 - Les déficits sociaux: la communication.	88
La radio et la télévision	
Les télécommunications	
L'information écrite	
3 - La Constitution andorrane et la reconnaissance internationale de l'Andorre	93
3.1 - La négociation de la Constitution	
Les prémices	
Les premières négociations et le projet de Constitution	
L'interruption des négociations et l'assemblée constituante	
Les dernières négociations	
3.2 - La Constitution et la mise en place des nouvelles institutions	116
La Constitution de 1993	
Les questions non résolues	
La rapide mise en place des nouvelles structures	
L'évolution des idées et des pratiques politiques	
3.3 - La reconnaissance internationale de l'Andorre	128
Les positions récentes: l'Andorre est-elle un État?	
La stratégie des petits pas	
La reconnaissance par l'O.N.U	

La normalisation des relations avec les autres organismes
internationaux et avec les États

Essai de chronologie. La constitution et la reconnaissance internationale de l'Andorre	141
4 - Documents annexes. Les incidences sur le cadre institutionnel	145
4.1 - Les droits de la personne	146
4.2 - La nationalité	153
4.3 - La difficile émergence du syndicalisme	164
4.4 - L'andorranisation et l'enseignement	171
4.5 - La radio et la télévision	188
4.6 - La négociation de la constitution	201
4.7 - La Constitution andorrane de 1993	226
4.8 - La mise en place de nouvelles structures	251
4.9 - L'Andorre est-elle un État?	257
4.10 - La reconnaissance internationale de l'Andorre	270
Bref sommaire	283



Les incidences sur le cadre institutionnel

1 – Le cadre institutionnel andorran et son évolution : réforme ou constitution ?

De ses origines jusqu'à nos jours, malgré les évolutions historiques et les réformes de 1866 et de 1981, le système institutionnel andorran reposait toujours sur deux groupes d'institutions antagonistes qu'il faut distinguer clairement.

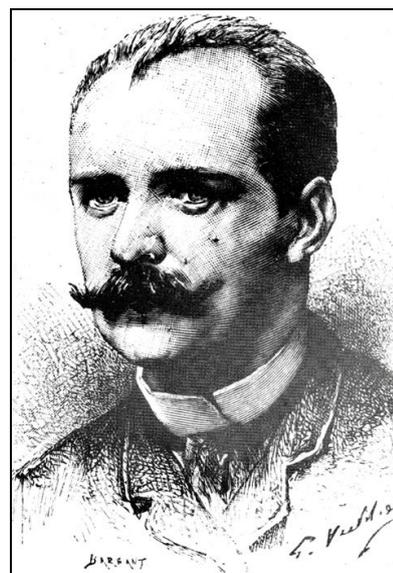
D'une part il y a les deux Coprinces, toujours extérieurs à l'Andorre, investis de tous les pouvoirs. Ils les exercent de manière permanente à travers leurs services ou les gens qu'ils désignent à leur guise, par exemple la justice ou l'ordre public. Ils les exercent occasionnellement, toujours de manière discrétionnaire, chaque fois qu'ils le jugent nécessaire ou bien lorsque les circonstances le demandent, à travers le *recurs en queixa*, la suspension des conseils élus, l'octroi de privilèges ou de faveurs, ou par la promulgation de textes législatifs ou de réforme. Malgré tout, en dehors de ces circonstances exceptionnelles, leur pouvoir était tempéré dans la pratique. L'éloignement pour l'un, la faiblesse politique pour l'autre, la rivalité entre leurs services ou leurs États, ainsi que le faible enjeu économique ou politique que pouvait représenter la petite Principauté pyrénéenne étaient des facteurs qui limitaient objectivement leurs interventions, sur lesquels les andorrans ont constamment joué.

D'autre part il y a les institutions proprement andorranes, représentatives des andorrans d'une manière ou d'une autre selon les époques: des paroisses et des *cases* les plus importantes, puis de l'ensemble des *cases*, puis des citoyens. Elles gèrent les affaires intérieures sous la tutelle des précédents. Elles cherchent évidemment à gagner des compétences concrètes, par la tactique du fait accompli et de la tradition ou par l'attribution explicite de privilèges ou d'autorisations de la part des souverains, mais sans jamais mettre en cause ni les Coprinces ni leurs pouvoirs.

Dans cette évolution multiséculaire, à un siècle d'intervalle, à la demande pressante du *Consell General* et de l'opinion andorrane, les Coprinces accordèrent deux réformes institutionnelles, que l'on désigne habituellement sous les noms de *Nova*

Reforma, en 1866, et de *Reforma*, en 1981. Dans les deux cas elles ne concernent pas les Coprinces ni leurs attributions. Il s'agit chaque fois de modifications, finalement peu importantes, des structures intérieures de l'Andorre, du mode de représentation et du système électoral. Sur le fond, rien n'est changé quant à l'équilibre des pouvoirs. On peut même affirmer que l'autorité et la présence des Coprinces en sortent chaque fois renforcés, à la fois par la manifestation de pouvoir qu'implique le fait d'accorder une réforme et par l'allégeance explicite que signifie le recours à leur volonté et l'acceptation de leur décision. Ils gardent chaque fois leur position d'arbitres souverains et de dernier recours.

Charles Romeu, originaire de Prades dans les Pyrénées-Orientales et inamovible *Veguer francès* de 1887, à 33 ans, jusqu'à sa mort en 1933, à 78 ans. Avec paternalisme et connivence avec les grandes familles andorranes, il renforça l'influence du Coprince français et contribua à gérer l'évolution économique et politique de l'Andorre, ainsi que les tensions avec le Coprince épiscopal ou internes à l'Andorre. On lui doit la première route, entre le Pas de la Casa et Soldeu, et la création des écoles françaises.



Comme nous l'avons évoqué dans le livre second à propos de l'organisation politique traditionnelle, le 22 avril 1866, sous la pression des réformistes et du *Síndic General* Guillem de Plandolit, le Coprince épiscopal signa la *Nova Reforma*¹. Elle fut soumise au Coprince français le 24 avril 1866 et signée en son nom par le ministre des Affaires Étrangères français le 10 avril 1868. Elle donnait le droit de vote à tous les *caps de casa*, elle séparait l'élection des *Consellers* représentant les paroisses au *Consell General* de celle des *Comuns* et elle fixait les normes d'élection et les charges à tous les niveaux. J.-A. Brutails se montra très critique à son égard: "L'organisation politique andorrane a été réglée, et mal réglée, par la loi électorale de 1866, dite la *Réforme*. La

¹ - Pour le texte du décret dit "de Nova Reforma" du 22 avril 1866, on verra: *Andorra, Estat, Institucions...*, CREC et éd. Maià. Compléments: Ramon Viñas: *Nacionalitat...*, ainsi que le livre 2 de cette thèse, chapitre 4: l'organisation politique traditionnelle.

Réforme a été élaborée à Andorre-la-Vielle par un groupe d'hommes intelligents, mais mal préparés à faire oeuvre de législateur."²

Entre la réforme de 1866 à celle de 1981, il n'y eut guère de modifications du système institutionnel, si ce n'est l'extension du droit de vote³ ou les critères d'éligibilité, la mise en place de *Juntas* au sein du *Consell General* et la création d'une septième paroisse.

1.1 – Le cadre précédent (1970-1980)

La situation antérieure se caractérisait par l'extrême confusion des pouvoirs et par l'indéfinition des compétences⁴. Jusqu'aux années soixante-dix elle fut aggravée par l'absence d'une véritable administration et de services publics⁵, ainsi que par l'absence d'une codification moderne des règles administratives et des contentieux. La moindre question de gestion du territoire, de l'économie ou de la société posait des problèmes de compétences entre institutions. Le rôle des États voisins et de la mobilisation de leurs services par les Coprinces n'étaient pas clarifiés (et ne le furent toujours pas jusqu'à 1993, malgré la Réforme de 1981). L'économie andorrane progressait constamment mais, faute d'accords bilatéraux, elle était en position toujours fautive et virtuellement instable, avec tous les conditionnements et toutes les autolimitations politiques que cela pouvait comporter chez les élus andorrans. Bref, il y avait une situation peu adaptée au monde actuel et aux nécessités de gestion de l'Andorre. Un certain nombre d'andorrans s'en accommodait mais, dans leur ensemble, ils souhaitaient une adaptation et une réforme profonde des institutions.

Historiquement et jusqu'à nos jours, l'Andorre fut réellement une fédération de paroisses. Celles-ci ont les compétences nécessaires pour assurer la gestion de leur

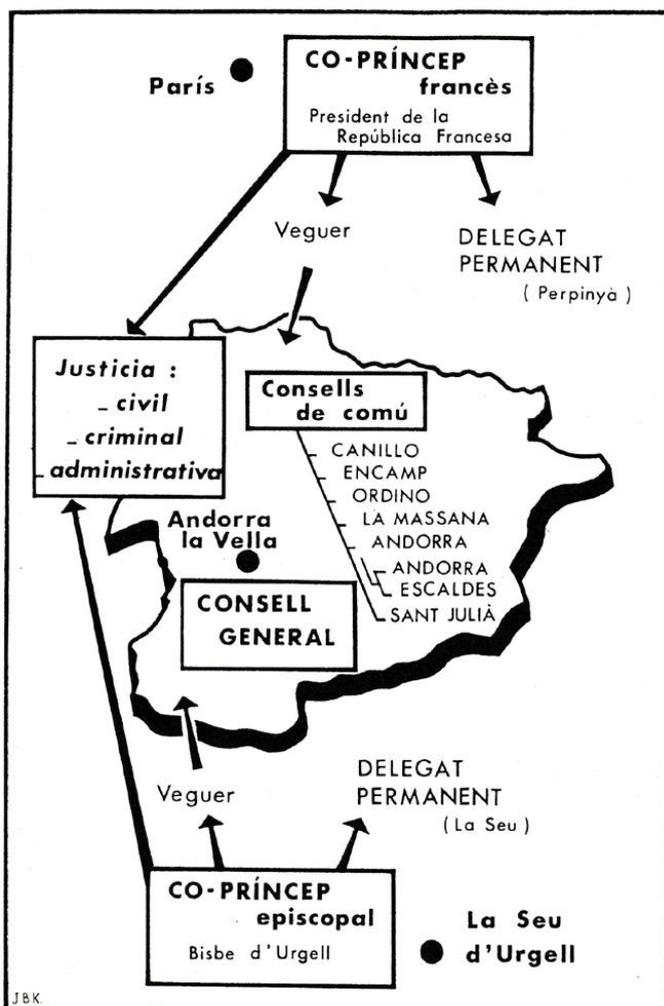
² - J.-A. Brutails, *La coutume d'Andorre*, 1904, p.27.

³ - Les décrets des 19 août 1933 et 23 août 1947 instaurent puis réinstaurent le suffrage universel masculin, ceux du 14 avril 1970 et du 5 septembre 1973 l'étendent aux femmes.

⁴ - On se reportera à notre chapitre 4 du livre 2, ainsi qu'aux descriptions et aux analyses d'Antoni Fiñana: "Les bases del sistema institucional..." et de Marc Vila: "El procés recent de reforma...", dans *Andorra, Estat, Institucions, Societat*, CREC, éd. Maià, 1990.

⁵ - Dans le même ouvrage, voir "Andorra crea estructures de gestió...", de Joan Becat, et ci-après le point 2.1.

propre territoire. Elles ont la propriété des considérables étendues de forêts et de terrains communaux, donc entre 90 et 95% du territoire. Elles bénéficiaient autrefois de l'essentiel des ressources financières, par la location des pacages et par la vente des coupes de bois. Elles avaient la capacité juridique de faire passer des terrains publics sous le régime de la propriété ou de l'usage privés. C'est au niveau des *quarts*, quand ils en avaient la capacité, ou au niveau des paroisses qu'étaient prises les décisions les plus importantes. Notons aussi que, probablement pour ces raisons, c'est au sein des paroisses, dans le *Consell de Comú*, que les *caps de casa* d'abord, avec la *Nova Reforma*, puis l'ensemble des citoyens avaient une représentation égalitaire, en dehors des cas où la présence des *quarts* conditionnait en partie la composition des listes.



L'Andorre est en fait une fédération de paroisses, chacune dirigée par un *Consell de Comú* et représentée au *Consell General* par quatre *Consellers*. Ces conseils sont élus par l'ensemble des *caps de casa* depuis la *Nova Reforma* du XIXe siècle, puis au XXe siècle au suffrage universel. Les compétences du *Consell General* sont limitées, mais son importance croît avec l'essor économique.

Les Coprinceps ne sont pas résidents. Ils ont un grand pouvoir, sans contrôle, et une présence qui s'accroît avec la présence des *Veguers*, qui deviennent résidents et contrôlent la justice, la police, l'ordre public et l'immigration, dont ils fixent les flux, et avec les *Delegats Permanents* également non andorrans qui exercent une stricte tutelle politique et économique à tous niveaux. Il y a une totale confusion des pouvoirs et, malgré une attitude souvent paternaliste et une écoute des andorrans, l'arbitraire est la norme de conduite.

En 1928, les Veguers et les membres du Tribunal de Corts posent devant la Casa de la Vall, où ils se réunissaient. De part et d'autre le Batlle épiscopal Thomas et le Batlle français Calbó, andorrans mais désignés par les Veguers, et chargés de la justice en première instance. Au centre le Veguer episcopal de Llorens, le Veguer français Charles Romeu et le Juge d'Apellation Casagran. Réunis, ils forment le Tribunal de Corts, juridiction d'appel au civil et chargé de la justice pénale. Photo X, archives Terra Nostra.



Jusqu'à la moitié du XXe siècle, on pouvait difficilement affirmer que le *Consell General* était réellement une structure de gestion d'un État. Avec sa vision française des institutions et de la société, Jean-Auguste Brutails ne s'y était pas trompé lorsqu'il écrivait, au début du XXe siècle: "A étudier de près le budget de l'Andorre, on se rend compte que cette réunion de paroisses est une association politique relativement récente et quelque peu factice: les ressources appartiennent soit aux *quarts*, soit surtout aux paroisses, et la Vallée en est à peu près dépourvue."⁶ Le *Consell General* canalisait les relations avec les Coprinces. Mais, d'un autre côté, n'importe quelle paroisse ou *Cònsol* pouvait aussi les saisir directement grâce aux *recurs* ou à diverses procédures. En réalité, le *Consell General* était davantage un lieu d'équilibre et de concertation entre les paroisses qu'un organisme de gestion de l'ensemble du pays. Sa composition et son action jusqu'à la dernière décennie à peine le démontrent clairement.

De plus, il ne faut pas perdre de vue que le *Consell General* représente les paroisses et non pas directement les citoyens. Cela a toujours conditionné ses décisions. Vu sous cet angle, si on admet qu'il doit être un forum pour les paroisses, il n'est pas choquant qu'il y ait des disproportions dans la représentation des électeurs, chaque paroisse élisant quatre *Consellers* quelle que soit sa population. Comme nous venons de le souligner, c'est dans leur propre paroisse qu'ils bénéficiaient d'une représentation non discriminatoire, pas au *Consell General*. Cette structure impliquait que, si la représentation démocratique des andorrans était assurée au niveau local, elle ne l'était pas au niveau de l'État.

⁶ - J.-A. Brutails, *La coutume...*, p.35.

Le système institutionnel andorran était donc assis sur les paroisses, des origines jusqu'à la Constitution de 1993, qui reconnaît en grande partie leur identité et leurs compétences. En supposant que l'on veuille passer par-dessus les réactions opposées que cela ne manquerait pas de provoquer, vouloir marginaliser ou éliminer cette réalité toujours vivante serait peut-être la plus grande révolution que pourrait vivre aujourd'hui l'Andorre. De tous temps, la majorité des andorrans et les paroisses n'ont pas voulu d'un État très structuré ni d'institutions centrales fortes. C'est pour cela que l'affrontement avec les Coprines à propos de leurs compétences a tardé si longtemps.

Mais en même temps il y a une autre réalité, contraire à celle-ci, qui naît et qui prend force avec le changement économique des années cinquante. Il s'agit de la progression continue du *Consell General*, d'abord grâce à ses initiatives et à son budget, puis grâce à la création pas à pas, par nécessité plus que par volonté politique d'affirmation vis-à-vis des Coprines, de structures administratives d'État.



Crépie d'un mortier de chaux teinté dans la masse, la *Casa de la Vall* a l'aspect, en 1906, d'une grande *casa* andorrane. Sur la porte et son arc en claveaux de pierre le blason des Vallées et une fenêtre. Un mâchicoulis protège l'entrée et rappelle, avec l'échauguette et l'absence de fenêtres au rez-de-chaussée (la seule, fermée par une grille en fer forgé, est celle de la prison) que c'était une maison forte. Ph. Labouche, Arxiu Terra Nostra.

La Casa de la Vall est au cœur d'Andorra la Vella. L'édifice a été restauré: les pierres sont apparentes; on a bâti une seconde échauguette d'angle; peu de modifications en dehors du remaniement complet des abords, avec la réalisation d'une terrasse et l'arrasement du *bony* rocheux contre lequel elle se protégeait. La salle du Consell General est au premier étage. La commission tripartite de négociation de la Constitution s'est réunie dans la salle aménagée dans l'ancien grenier.



Le *Consell General* ne pouvait le faire qu'en récupérant des compétences à la fois des Coprinces et des paroisses, ces deux institutions se retrouvant en de multiples occasions objectivement unies contre lui. Dans ce jeu à trois, comme dans les vaudevilles des théâtres de boulevard parisiens, ce n'était pas toujours le même qui regardait les deux autres. Par exemple, il est possible d'interpréter la *Reforma* de 1981 comme une incitation des Coprinces faite au *Consell General* et au nouveau Gouvernement de s'efforcer de récupérer des compétences au détriment des paroisses, s'ils voulaient malgré tout construire un embryon d'État avec ce qui leur était concédé.

Au cours des quarante dernières années, la nécessité de gérer le pays dans son ensemble est devenue de plus en plus évidente, car le modèle ancien était effectivement inadapté sur bien des aspects. Tout d'abord, si on admet que la gestion des affaires communes de l'État doit se faire par la participation démocratique de tous les citoyens, les anciennes structures traînaient avec elles le péché originel de la discrimination dans la représentation des citoyens. Ensuite, l'Andorre avait de plus en plus besoin de décisions au plus haut niveau pour la gestion de son économie, pour ses relations extérieures, pour les voies de communication, pour la planification et les normes de l'aménagement du territoire, pour le milieu et les risques naturels, pour les services d'éducation, pour les normes à imposer aux médias et pour bien d'autres thèmes d'intérêt général. Et nous n'insisterons pas sur des services qui n'ont de sens que s'ils sont centralisés dans un pays de la taille de l'Andorre, comme par exemple les archives, le patrimoine ou la protection et la gestion de la nature. Évidemment cela n'écarte pas les initiatives privées ou des corporations locales, mais elles perdraient tout leur sens si elles n'entraient pas dans un cadre cohérent.

Conséquence directe du changement d'économie et des importations commerciales croissantes, l'argent des taxes alimenta dorénavant en abondance les caisses du *Consell General*. En quarante ans, le déséquilibre financier que nous avons signalé plus haut fut totalement inversé en sa faveur. Certes, les paroisses gardaient toujours jalousement leurs compétences et leurs propriétés, mais elles n'avaient plus les ressources budgétaires pour exercer les premières et pour gérer les secondes. En dehors de la capitale, elles devinrent complètement tributaires du bon vouloir du *Consell General* et des subventions qu'il leur fallait lui arracher grâce à leurs *Consellers* et à leurs positions stratégiques au sein des diverses *Juntes*.

Pourtant, dans sa progression, le *Consell General* ne pouvait exercer pleinement les compétences qu'il gagnait de fait sur les paroisses, car il était constamment bloqué ou limité dans son action par l'intervention croissante des Coprinces et de leurs services. Celle-ci deviendra rapidement plus qu'une tutelle, une omniprésence sourcilleuse. En

effet, très réels avant le changement économique mais également peu contestés et très édulcorés par la coutume, leurs pouvoirs étaient mis en danger à terme s'ils ne devenaient pas plus effectifs, s'ils ne suivaient pas en parallèle la progression du poids politique et des ressources des structures centrales andorranes. Leurs pouvoirs réellement exercés croissent aussi grâce à l'absence de définition des domaines de compétences, puisqu'en fin de compte tout revenait entre leurs mains, comme décideurs ou comme arbitres, même dans les domaines où ils évitaient traditionnellement de se mêler, comme par exemple les affaires paroissiales internes ou les relations entre les paroisses et le *Consell General*.

Cette progressive intromission et cette tutelle effective des services des Coprinces, qui signifiait en réalité que naissait malgré eux un État moderne en Andorre, fut toujours très critiquée par les andorrans. Mais, finalement, elle a été voulue par toutes les parties, jusqu'à ce que le système devienne insupportable pour trop de personnes, en particulier dans les paroisses qui se jugèrent trop discriminées, pour des raisons différentes: d'une part Andorra la Vella-Les Escaldes à cause de sa représentation au sein du *Consell General*, et d'autre part toutes les paroisses hautes car elles estimaient avec raison qu'elles avaient perdu leurs ressources sans pouvoir participer pour autant à la richesse générale.

La *Reforma* de 1981 ne règlera pas cette question. Elle contribuera donc à accroître les tensions internes. Dans cette optique, la Constitution de 1993, que nous étudierons plus loin, est réellement une refondation de l'Andorre puisque, dans ce cadre rénové, elle pose clairement (il est vrai sans la résoudre) la question sous-jacente du nouvel équilibre à trouver entre les paroisses et l'État.

1.2 - La réforme de 1981

La demande de réforme

La question des compétences des services des Coprinces et de la tutelle excessive qu'ils exerçaient sur le *Consell General* devint publique à propos d'un décret concernant les résidents étrangers, promulgué par les *Veguers* le 3 janvier 1975. Ce décret stipulait que "tout étranger n'ayant pas la nationalité andorrane, dès l'instant qu'il a plus de seize ans, devra, s'il prétend séjourner plus de trois mois en Andorre, obtenir des Viguiers une autorisation de résidence, soit temporaire, soit ordinaire, soit privilégiée." La première était annuelle, la seconde établie pour trois ans et la troisième,

d'une durée de dix ans renouvelable, pouvait être octroyée à ceux qui avaient déjà résidé au moins trois ans de manière ininterrompue dans la Principauté.

Le décret précédent datait du 30 septembre 1949, dans l'après-guerre, alors que la croissance économique et que la forte immigration n'avaient pas encore commencées. S'il émanait des *Veguers*, c'est que le fichage et le contrôle des étrangers avait été considéré uniquement comme une question d'ordre public et de sécurité du territoire. De la même manière et pour les mêmes raisons, les premiers comptages de population furent confiés aux services de police, sous la responsabilité des *Veguers*. Il ne faut pas perdre de vue aussi que la majeure partie des immigrés provenait d'Espagne et de Catalogne, et que le gouvernement fasciste espagnol pouvait avoir intérêt à en contrôler le nombre et les mouvements, au cours des années cinquante et soixante, par le biais du Coprince épiscopal Iglesias, qui lui était idéologiquement proche, et de ses services en Andorre.

Cette approche était toujours celle des services des Coprince en 1975, alors que le régime franquiste s'essouffait en Espagne (tout en continuant à emprisonner, à torturer ou à exécuter ses opposants) et que les manifestations en faveur de la démocratie et de l'autonomie se multipliaient en Catalogne. Le 2 novembre 1974, un festival de *Cançó popular* (en fait un récital de *Nova Cançó* catalane, avec Lluís Llach et Ramon Muntaner, accompagnés du chanteur espagnol Paco Ibañez) avait été organisé à Andorra la Vella par la revue bimensuelle *Tribuna* à l'occasion de son premier anniversaire. Selon la tradition dans ces manifestations libertaires, des spectateurs brûlèrent un drapeau espagnol.

Le gouvernement franquiste, qui ne pouvait guère l'empêcher en Catalogne, le prit fort mal en Andorre et bloqua la frontière hispano-andorrane à partir du 12 novembre 1974, limitant les achats dans la Principauté à 3.000 *pessetes* par personne. Devant cette pression politique et économique, passant outre un texte du *Consell General*, les services des Coprince prirent l'initiative du fameux décret du 3 janvier 1975, afin de rassurer les autorités franquistes et de ramener une situation normale à la frontière.

Il ne faut pas perdre de vue que, du côté français, le *Delegat Permanent* du Coprince est le préfet des Pyrénées-Orientales, qui avait alors les mêmes préoccupations que le gouvernement franquiste à la frontière franco-espagnole et en Catalogne Nord (*Universitat Catalana d'Estiu* à Prades, *Sis Hores de Cançó* à Perpignan, etc.), et que le viguier français était traditionnellement désigné par le Quai d'Orsay. Or, à cette époque, les autorités françaises voyaient avec préoccupation les revendications autonomistes catalanes en Espagne et leur influence en France (elles ne facilitèrent pas non plus les

contacts, afin de rétablir la démocratie, entre le gouvernement espagnol et le président de la *Generalitat* en exil Josep Tarradellas deux ans plus tard, après la mort du dictateur Francisco Franco).

Du côté épiscopal, il ne faut pas oublier que le Coprince était tenu par le gouvernement espagnol, à la fois par la désignation des évêques, soumise à son avis, et par le soutien logistique et matériel qu'il lui attribuait : école, services postaux et jusqu'à la garde de la *Vegueria episcopal* en Andorre, assurée par des Gardes Civils sans uniforme. L'évêque Joan Martí i Alanís, Coprince depuis 1972, et son *Veguer* Francesc Badia, résidant en Andorre, devenaient dans la pratique responsables du contrôle des antifranquistes en Andorre.

Or, selon l'approche du *Consell General*, il ne s'agissait plus de savoir si tel ou tel étranger était indésirable ou susceptible de troubler la tranquillité des Vallées ou des territoires voisins par ses activités politiques depuis l'Andorre, mais de gérer une politique d'immigration de travail dans le cadre d'une croissance économique rapide. Depuis le 1er décembre 1974 un quotidien avait vu le jour, *Poble Andorrà* (il deviendra hebdomadaire ensuite), qui faisait son travail d'information, ce qui avait pour conséquence naturelle de donner de l'importance aux événements andorrans et de permettre à des opinions diverses de s'exprimer.

La *Junta de Consellers Majors* demanda aussitôt la réunion d'urgence du *Consell General*, ce qui fut fait cinq jours plus tard. Les esprits étaient d'autant plus échauffés que ce même *Consell General* avait déjà élaboré en 1972, trois ans auparavant, un texte qui réglementait l'entrée et le séjour des résidents étrangers. Il avait été envoyé aux services des Coprinces pour signature et publication, mais il était resté sans suite, la régulation de l'immigration restant donc aux mains des *Veguers* selon le texte antérieur datant de 1949. Dans ce contexte, le nouveau décret était une rebuffade faite au *Consell General* et une réaffirmation sans ambages des compétences exclusives des Coprinces dans ce domaine. Cette question venait se rajouter à un long contentieux, puisque d'autres thèmes étaient en débat depuis quelques années, comme le régime des sociétés, l'andorranisation des enseignements français et espagnol, les concessions des radios émettant depuis l'Andorre ou la création d'une septième paroisse.

Le 8 janvier 1975 le *Consell General* protesta. Il vota le texte suivant, dont une version était en français:

"Vu la communication du 3 janvier 1975 des Très Illustres Viguiers, d'un texte de décret relatif aux résidents des Vallées d'Andorre, le Très Illustre Conseil Général, après débat, a décidé à l'unanimité:

- 1.- que le dit décret a été édicté outrepassant la compétence et la juridiction que la loi et la coutume attribuent aux Très Illustres Viguiers;
- 2.- que la décision d'autorisation de résider en Andorre pour les étrangers est compétence administrative et qu'en conséquence le T.I. Conseil Général s'oppose à l'application du décret du 3 janvier 1975;
- 3.- de nommer une commission composée par la T.I. Syndicature et par la Junta de Conseillers Majeurs pour rencontrer les T.I. Viguiers afin d'essayer de trouver à ce grave problème une forme de solution qui tienne compte des respectives compétences et juridictions et qui permette de résoudre d'une façon efficace et pratique le pressant problème de l'immigration et de la résidence dans les Vallées."

Le journal *L'Indépendant* du 9 janvier 1975 se fait l'écho de la protestation du *Consell General*, le lendemain même de son vote, et cite le texte de la délibération, parlant de crise et rappelant ses antécédents. Ce quotidien est édité à Perpignan, où réside le préfet des Pyrénées-Orientales, qui est aussi le Délégué Permanent du Coprinco français.

Le Conseil général des Vallées conteste la légitimité du décret des Viguiers réglementant le séjour des étrangers

9/1/75

Le Conseil Général des Vallées s'est réuni hier et a pris la délibération suivante :

Vu la communication du 3 janvier 1975 des Très Illustres Viguiers, d'un texte de décret relatif aux résidents des Vallées d'Andorre, le Très Illustre Conseil général, après débat, a décidé à l'unanimité :

1. — que le dit décret a été édicté outrepassant la compétence et la juridiction que la loi et la coutume attribuent aux Très Illustres Viguiers.
2. — que la décision d'autorisation de résider en Andorre pour les étrangers est compétence administrative et qu'en conséquence le Très Illustre Conseil général s'oppose à l'application du décret du 3 janvier 1975.
3. — de nommer une commission composée par la Très Illustre Syndicature et par la Junta de Conseillers majeurs pour rencontrer le Très Illustre Viguiers afin d'essayer de trouver à ce grave problème une forme de solution qui tienne compte des respectives compétences et juridictions et qui permette de résoudre d'une façon efficace et pratique le pressant problème de l'immigration et de la résidence dans les Vallées.

Le Conseil général refuse, non pour le contenu mais parce qu'il juge que sa publication est de sa compétence. Ce n'est pas la première fois que l'Andorre se trouve dans cette situation, il n'y a pas tellement longtemps qu'une « Assemblée Magnà » refusa d'accepter une alternative des délégués permanents demandant soit de doubler le nombre des conseillers de la paroisse d'Andorre-la-Vieille soit de créer une nouvelle paroisse, le syndic général a rappelé dans la session de mercredi que le Conseil général s'était déjà opposé à un décret des Viguiers relatif à la publication d'un bulletin officiel.

Mais comme le rappelait très justement un conseiller, c'est toujours au moment où la crise a surgi que tout le monde se souvient qu'il existe un problème de définition de compétence.

Il est évident que le Conseil général sera à partir de cette date peu réceptif à toute offre de collaboration, mais nous sommes persuadés que pour notre petit pays, la seule solution viable est la coopération entre le Conseil général, les conseils municipaux et les coprinco et leurs représentants.

Cette commission demanda à négocier avec les représentants des Coprinco, mais les *Veguers* continuèrent jusqu'en 1993 à délivrer les autorisations de séjour et à manipuler l'immigration pratiquement à leur guise, pendant que le *Consell General* fixait chaque semestre les quotas des nouveaux migrants sans pouvoir faire appliquer

ses décisions ni avoir accès aux fichiers⁷. Chacune des parties fit valoir ses arguments mais, en fin de compte, personne n'avait pouvoir de trancher la question, si ce n'est les Coprinces eux-mêmes, comme toujours à la fois juges et parties.

Dès le 11 février 1975 le problème de fond est posé par le *Consell General*, qui sollicite des Coprinces une réforme des institutions. Il suivait en cela une évolution de l'opinion publique, qui l'avait précédé. C'est probablement pour cette raison qu'il approuva l'année suivante un rapport très modéré comme base de discussion avec les services des souverains.

L'opinion des plus progressistes apparaît dans une interview⁸ de M. Jaume Bartumeu, *Conseller General* d'Andorra la Vella, pour le journal l'Indépendant de Perpignan, donc aussi dirigée vers le *Delegat Permanet* du Coprince français, le préfet des Pyrénées-Orientales : "Une page de l'Histoire vient d'être tournée et les institutions sont dépassées dans tous les domaines. On ne peut pas gouverner en plein XXe siècle avec des structures politiques aussi archaïques. Il faut doter l'Andorre d'une nouvelle constitution. Rien n'interdit de conserver les deux coprinces, qui sont la garantie de notre indépendance, mais à partir de là, il faut tout reprendre. Par exemple nous vivons actuellement sous un véritable chantage économique. Nous dépendons de la France et de l'Espagne, et dès qu'on ferme le robinet, c'est comme le pétrole, le pays s'asphyxie. Si nous avions, nous, Andorrans, la possibilité de dialoguer directement avec les autorités françaises et espagnoles, ça irait beaucoup mieux."

Les élections de décembre 1975 amènent dix *Consellers* réformistes, sur les douze sièges renouvelés, qui déclarèrent vouloir changer le style de la vie publique, critiquant le fonctionnement des institutions, le *Síndic* en place, Julià Reig, et les Coprinces, rendus pêle-mêle responsables de l'immobilisme.

Parallèlement la création de l'A.D.A., *Agrupament Democràtic d'Andorra*, l'ébauche d'un premier parti politique, est rendue publique le 8 septembre 1976. Les partis politiques et les syndicats étant interdits dans la Principauté, ses 33 fondateurs insistèrent beaucoup sur leur volonté de créer simplement un mouvement, un groupe de réflexion où pourraient se rencontrer des gens de diverses tendances. Ils avaient cependant un programme très significatif: liberté d'expression, de réunion et

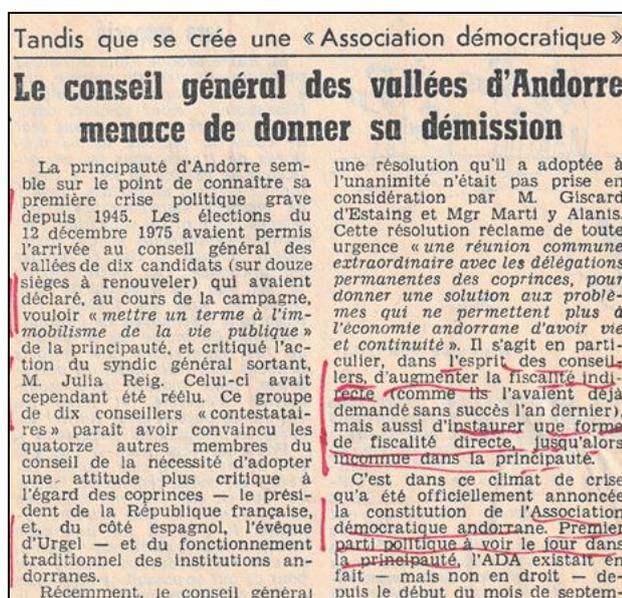
⁷ - Sur cette question on se reportera plus loin au point 2.3, la gestion de la population et surtout à l'article incisif de Ladislau Baró, qui fut ministre du Gouvernement andorran: "*La política d'immigració a Andorra (1980-1989)*", dans *Debat 2. Els moviments migratoris a Andorra*, éd. Maià et CREC, 1991.

⁸ - Dans un long article du journal *L'Indépendant* de Perpignan, du 26 janvier 1975 -"La Principauté d'Andorre est-elle à la veille d'une profonde crise économique et politique?"

d'association, approbation et application de la Déclaration universelle des droits de l'homme, participation des citoyens aux prises de décision concernant l'Andorre, rédaction d'une constitution qui assure la séparation des pouvoirs et qui définisse clairement les compétences de chaque institution.

En décembre 1976, le projet de budget pour 1977 est l'occasion d'un semblant de mutinerie du *Consell General*, peut-être influencé par ses *Consellers* réformistes et par cette évolution politique. Il menace de démissionner s'il n'y a pas une réunion d'urgence avec les deux Délégations Permanentes à propos des problèmes économiques, des taxes et de la fiscalité. Ces divers événements locaux, ainsi que les demandes de réforme et de création d'une nouvelle paroisse toujours en suspens questions, firent que la presse régionale du midi français consacra des reportages importants sur la situation andorrane⁹.

La crise andorrane franchit un pas quand la presse parisienne s'en fait l'écho, ici avec un article du journal *Le Monde*, en date du 17 décembre 1976, soit aussitôt après la prise de position du *Consell General* andorran. Il souligne l'attitude critique de la nouvelle majorité vis-à-vis des Coprines, le président Giscard d'Estaing et monseigneur Martí Alanís, et annonce la naissance du premier parti politique, l'ADA, Association Démocratique Andorrane, qui réclame une « authentique démocratie ».



L'effervescence démocratique et nationaliste, les événements et les mutations se

⁹ - "L'Andorre aux Andorrans!" dans la revue *Sud* 46, du 13 décembre 1976, et un reportage d'une pleine page pendant quatre jours dans *l'Indépendant* de Perpignan, sous le titre général: "L'Andorre s'interroge sur son avenir", par Georges-Henri Gourrier, les 4, 5, 6 et 7 avril 1977. Les articles ont des titres évocateurs: "Le passage de la féodalité aux temps modernes.", "Le pouvoir politique ou la Principauté des caciques.", "La montée des jeunes et le débat constitutionnel.", "La mutation sociale et la réalité andorrane."

succédaient alors en Espagne et en Catalogne, au cours de cette période que l'on baptisa ensuite la transition démocratique. Ces transformations n'étaient peut-être pas non plus étrangères au bouillonnement des idées en Andorre. Il ne faut pas s'étonner de voir de jeunes andorrans, par contagion ou par mimétisme, ou tout simplement parce qu'ils participaient aussi au mouvement de résistance et de rénovation en Catalogne, bousculer un peu les institutions et les gens en place, dont beaucoup étaient critiquables, les uns parce qu'ils avaient eu d'excellentes relations avec l'ancien régime espagnol ou parce qu'ils en étaient philosophiquement très proches, les autres parce qu'ils semblaient trop inféodés aux intérêts français.

Les hésitations et la préparation de la réforme

La question la plus urgente, celle qui avait déclenché auparavant le processus de réforme, était la représentation de la paroisse d'Andorra la Vella - où se recrutaient la plupart des réformistes - au *Consell General*: avec près de 60% de la population elle n'avait que quatre *Consellers*, soit à peine 17% de la représentation nationale. Pour enlever le brandon de la poudrière et, par la même occasion, pour désamorcer la bombe à retardement que constituait un processus de réforme, les Coprinces créèrent en 1978 une septième paroisse par mitose de la paroisse plaignante. Elle rééquilibrait un peu la représentation de la capitale au *Consell General*, puisqu'elle passait à 28%. On était loin du compte, mais la situation devenait moins choquante. En même temps la tranquillité des Coprinces était assurée pour un temps puisque les deux nouvelles paroisses devaient se mettre d'accord sur le partage des espaces de montagne. De là un affrontement permanent qui dure encore, comme nous l'avons vu à propos de la vallée du Madriu et du *camp de neu* projeté à Claror et Perafita.

Le quotidien parisien Le Monde du 2 octobre 1977 évoque la consultation sur les « six projets de réformes institutionnelles ». De bien grands mots puisqu'il s'agissait de la création d'une nouvelle paroisse et de la représentation au Conseil General. Le point essentiel, le transfert des compétences des Coprinces, n'était pas abordé dans des projets qui furent interprétés comme des manœuvres de diversion.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS L'HISTOIRE DES VALLÉES

Une « consultation populaire » est organisée
 29.10.77
sur la réforme
des institutions de la vallée d'Andorre

Pour la première fois dans l'histoire des vallées d'Andorre, six projets de réformes institutionnelles étaient soumis, ce vendredi 28 octobre, au corps électoral de la principauté. L'événement est d'importance pour les Andorrans et leurs deux co-princes, qui sont, comme on le sait, le président de la République française et l'évêque d'Urgel.

Plusieurs questions importantes se posent en effet depuis plusieurs années dans ce petit territoire autonome de 462 kilomètres carrés dont le statut politique, survivance de la féodalité, est de plus en plus mal adapté à l'évolution économique moderne.

Suivant la procédure en vigueur dans les vallées, six questions portant sur la réforme des institutions administratives

la principauté, les Andorrans ne sont que 8 000. Seuls peuvent voter, dès l'âge de vingt et un ans, les Andorrans de la troisième généra-

Les années 1977 et 1978 voient une grande effervescence car, à la suite de la réponse des Coprinces, acceptant enfin la réforme et demandant aux andorrans de leur soumettre un projet unique, les opinions sont contrastées. Deux consultations ont lieu à propos de six projets différents présentés à l'approbation de l'ensemble des électeurs. Le *Consell General* adoptera un projet de compromis définitif à l'unanimité le 31 mars 1978.

Malgré toute cette phase de préparation très démocratique (bien que la plupart des andorrans ne comprennent guère les différences entre les projets et votent plutôt selon les personnalités - donc les alliances traditionnelles - ou les paroisses qui ont élaboré les textes) et malgré l'unanimité de la chambre autour du texte de synthèse, les services des Coprinces attendront près de trois ans avant de publier la réforme. Le décret qu'ils promulguent et qui suit d'assez près le projet qui leur avait été soumis, ne sortira que le 15 janvier 1981.

La Reforma.

Cette réforme est présentée comme un premier pas vers une transformation des institutions andorranes. Elle se limite en fait à la création d'un gouvernement aux pouvoirs essentiellement administratifs et à la redéfinition du rôle du *Consell General*. Celui-ci perdra les fonctions de gestion et d'exécution qu'il cumulait auparavant avec les fonctions législatives.

Mais les Coprinces ne lui attribuaient pas de nouvelles compétences, si bien qu'il n'assumait qu'en partie ce pouvoir législatif. Ses décisions devaient être approuvées par les deux *Delegats Permanents* et les Coprinces gardaient un pouvoir discrétionnaire car rien n'était précisé à propos de l'expédition des lois: temps de réflexion des souverains, relecture, solution en cas de désaccord. Rien de tout cela n'était prévu. Les Coprinces approuvent - donc peuvent refuser -, modifient et publient les textes de loi à leur convenance.

Cette faiblesse assez étonnante de la *Reforma* explique les lenteurs dans l'application de toutes les possibilités qu'elle semblait offrir, les crispations et les impatiences qui s'accumulèrent au fur et à mesure que passaient les années. Cette première réforme devait être suivie d'une seconde phase qui devait concerner forcément les compétences des Coprinces.

Dès 1983 les élus andorrans réclament une réforme profonde des institutions, qui devrait concerner les compétences des Coprince, comme ici à Paris où le Chef du gouvernement Òscar Ribas Reig et le Syndic des Vallées sont venus remettre la quèstia au Coprince français François Mitterrand (*Avui*, Barcelone, 01/12/1983)



Il s'agissait du seul domaine encore à redéfinir, puisque les souverains continuaient à cumuler tous les pouvoirs sans céder de compétences aux institutions représentatives des andorrans. L'autorité suprême et réelle étant encore aux mains des deux Coprince, juridiquement andorrans pendant le temps de leur charge, mais toujours français (comme Président de la République) et espagnol (comme évêque de la Seu d'Urgell), ce qui perpétuait l'ambigüité qui servait de prétexte au refus de reconnaissance internationale de l'Andorre. C'est l'absence de constitution - ou du moins de séparation des pouvoirs - et la nécessité de passer par les Coprince et par leurs services qui impliquaient la large place des influences extérieures et un jeu politique qui, sans cette explication, pouvait sembler parfois incohérent.

Le problème essentiel restait posé: avec ou sans constitution, il fallait redistribuer une partie ou la totalité des compétences que cumulaient les coprince. Or, après 1981, il n'en fut plus question, jusqu'à ce que le gouvernement et le *Consell General* ne fassent leur nuit du 4 août et demandent en 1990 la rédaction d'une constitution moderne et démocratique.

Les circonstances semblaient alors plus favorables car, d'une part, les questions gênantes des relations économiques avec les États voisins (par le biais de l'accord avec la CEE) étaient réglées et, d'autre part, l'opinion publique andorrane était très sensibilisée sur ce thème, envoyant au *Consell General* une nouvelle majorité favorable au changement, centrée sur le groupe des nouveaux *Consellers* d'Andorra la Vella et des Escaldes, tous gagnés à cette option. Un vote unanime du *Consell General* demanda la rédaction d'une constitution et en fixa les grandes lignes.

Les lenteurs et les crispations qui avaient présidé pendant dix ans à la mise en place de la première réforme aidèrent beaucoup cette prise de conscience, au point que l'on peut se demander si l'action de certains services des Coprinceps était un combat d'usure et d'arrière-garde, comme tout le monde l'interpréta alors, ou un blocage conscient destiné à provoquer la réaction des andorrans et la clarification de leurs positions.

Le blocage des institutions était de notoriété publique et créait un grand malaise, tout comme le blocage des réformes sociales sous l'influence du Coprinceps épiscopal. Sur ce point, l'article pleine page de *l'Avui* du 6 juin 1988 (Barcelone), sous le titre « Els interessos dels dos coprinceps frenen la modernització d'Andorra », mets en sous-titres : « L'Església i Mitterrand no s'entenen » et « Al Principats

no hi ha divisió de poders » (trad. : Les intérêts des deux Coprinceps feignent la modernisation de l'Andorre / L'Église et Mitterrand ne s'entendent pas / Dans la Principauté il n'y a pas de division de pouvoirs). Voi l'ensemble de l'article en document annexe 4.1.



1.3 - Les questions à résoudre et le nouveau débat

Nous avons signalé que la réforme n'était qu'un premier pas qui ne faisait que clarifier la séparation des pouvoirs entre le *Consell General* et la Gouvernement nouvellement créé. Mais elle allait se heurter aussitôt à trois difficultés majeures:

1 - Un pourrissement des applications qu'elle laissait entrevoir ou qu'elle prévoyait: il faudra plus de dix ans pour mettre en place les structures qui en découlaient.

2 - Une série de problèmes internes à l'Andorre à propos des compétences collectivités territoriales sur la gestion du territoire, sur les infrastructures et sur les services, que ne réglait pas cette réforme partielle. Quelques observateurs et juristes affirmèrent que cela avait été voulu, afin de bloquer, par ces affrontements entre *Consell* et *Govern* d'une part, entre *Govern* et *Comuns* d'autre part, tout développement du processus de réforme, ce qui reportait d'autant l'examen de la question des Coprinceps.

3 - L'essentiel n'avait pas été fait, à savoir la remise en cause des pouvoirs exorbitants des Coprinces et la redistribution de leurs compétences. De plus, dès la première législature, les souverains et leurs services ne jouèrent pas le jeu (ou en jouèrent un autre), en bloquant toute possibilité de fonctionnement normal des nouvelles institutions: renversement d'un gouvernement, lenteur dans la signature des lois et des décrets, utilisation abusive du *recurs en queixa*, manipulations de la politique d'immigration.

De plus, pendant cette période, avait lieu la négociation sur l'entrée de l'Espagne dans la Communauté Européenne, avec des affrontements violents entre la France et l'Espagne. Il y eut un long processus de discussion puis de négociation à propos de l'accord entre l'Andorre et la CEE, qui devait remplacer les accords bilatéraux avec la France et avec l'Espagne. À travers cette négociation d'un accord économique, c'était en fait la question de la souveraineté de l'Andorre, sa reconnaissance internationale et sa représentation qui était en jeu. Cette négociation, avec toutes ses péripéties, a été évoquée en détail dans le troisième livre, à propos du commerce et de l'économie.

Le Chef du gouvernement andorran Òscar Ribas Reig et le Commissaire européen Abel Matutes paraphent le 28 juin 1990 à Bruxelles l'accord commercial entre la Communauté européenne et l'Andorre, qui avait été signé le même jour à Luxembourg par un ministre irlandais, l'Irlande assumant alors la présidence de la Communauté. Outre un cadre économique clair et favorable que l'Andorre attendait depuis quatre ans, cet accord enlevait tout moyen de pression aux Coprinces à travers des deux États voisins, la France et l'Espagne, dont les

services accordaient auparavant les permis d'importations et assuraient le contrôle des frontières.



Il est significatif que l'accord avec la Communauté Européenne à peine signé, le Gouvernement andorran et le *Consell General* déclarent à l'unanimité la nécessité d'une constitution écrite moderne, donc remettent aussitôt en cause ouvertement le rôle et les pouvoirs des Coprinces. C'est cette phase qui suivit la réforme de 1981 que nous allons brièvement évoquer, à travers un inventaire des points à résoudre et des débats qui se

produisirent alors.

La trop lente application de la réforme

Après des élections générales de décembre 1981, qui renouvelaient pour la première fois dans sa totalité le *Consell General*, un gouvernement fut aussitôt mis en place, présidé par Òscar Ribas Reig. Mais très vite surgirent des problèmes avec le *Consell General*, qui allaient de questions de préséances entre le *Síndic General* et le *Cap de Govern* jusqu'à la tentative de réduire ce gouvernement à des fonctions de stricte gestion administrative, sans aucune initiative politique ni capacité de décision.

Ces affrontements prévisibles furent la cause et le prétexte de l'extrême lenteur de l'application du cadre de la réforme. Le *Consell General* mit beaucoup de temps à pacter, à préparer et à voter les lois qui devaient structurer les institutions intérieures. Les Coprinces et leurs services jouèrent sur ces antagonismes, directement ou grâce à leurs hommes de paille, pour ralentir encore le processus de modernisation de la Principauté. Par exemple, ce n'est que le 24 mai 1985, soit quatre ans après le décret de réforme, que la loi sur l'organisation administrative de l'Andorre voit le jour. Elle définit enfin les compétences entre le *Consell General* et le gouvernement.

Après bien des retards et des tergiversations, le Code de l'administration approuvé le 13 juillet 1987 par le *Consell General*. Mais il n'est promulgué que deux ans après par les Coprinces, le 28 mars 1989. À la suite de ce code, il fallait bien un tribunal pour traiter du contentieux. Le 15 novembre 1989 les *Delegats Permanents* promulguent une *Llei de jurisdicció administrativa i fiscal*, déjà votée par le *Consell General*. Elle prévoyait le contrôle juridique de l'application réglementaire des lois par le gouvernement, de l'activité de l'administration publique, ainsi que le domaine, l'organisation et la procédure d'un tribunal nouveau chargé de ces thèmes.

Sa création n'arriva que deux ans plus tard. Si nous comptons bien, cette phase destinée à régler les questions de contentieux administratif dura quatre ans et son dénouement survint six ans après la promulgation de la loi sur l'organisation administrative du pays. Bien que prévu dans la *Reforma* de 1981, ce *Tribunal administratiu i Fiscal* ne fut mis en place le 7 octobre 1991, alors que le processus de négociation de la constitution était déjà lancé. Il est composé de deux juges andorrans en première instance, désignés par les Coprinces et, en seconde instance, de juges extérieurs à l'Andorre désignés unilatéralement par chacun des Coprinces épiscopal et français.

Comme son nom l'indique, cette juridiction est chargée de traiter le contentieux administratif et fiscal: litiges électoraux à propos des candidatures, recours contre les indemnisations pour expropriation, responsabilité civile de l'administration et des fonctionnaires, litiges à propos de l'exécution des contrats et des services pour le compte de l'administration, ainsi que certains contentieux liés à la sécurité sociale.

Ce Tribunal administratif devait traiter dorénavant les *recurs en queixa*, ce qui était une tentative de les soustraire des négociations constitutionnelles en cours.

La rencontre des deux Coprinces en Andorre, François Mitterrand et l'évêque Joan Martí Alanís, le 26 septembre 1986, alors que commençaient les négociations avec la Commission Européenne sur un accord commercial avec la Principauté. Les divergences des Coprinces sur la réforme des institutions et l'évolution de la société de l'Andorre étaient très fortes.



Malgré ce blocage dans la mise en place des structures, qu'il semble inutile de démontrer davantage, ces années quatre-vingts se caractérisent par une grande activité législative et réglementaire du *Consell General* et du Gouvernement. Nous avons pu en évoquer divers aspects dans les livres précédents, à propos de la neige et des stations de ski, des risques naturels et technologiques, des normes de construction et d'habitat, des voies de communication, du zonage du territoire, du patrimoine, etc. Les concessions de FHASA et des radios sont récupérées, ce qui permet de mettre en place des monopoles d'État dans ces domaines. Bref, le bilan est dans l'ensemble très positif malgré les lenteurs, les indécisions et les tensions qui s'accumulaient peu à peu.

L'aggravation des tensions internes

Le projet approuvé le 31 mars 1978 et présenté par le *Consell General* aux Coprinces¹⁰ allait beaucoup plus loin que la réforme finalement promulguée en janvier

¹⁰ - Pour les phases préparatoire de ce processus de réforme, comme pour l'analyse des contenus du texte

1981. À partir du texte approuvé par les andorrans, Marc Vila soulignait les insuffisances du texte promulgué, qu'il analysait avec sévérité et un point d'amertume dans un article intitulé "*El procés recent de reforma, etapes i balanç, mancances*", en 1989, donc avant la conclusion de l'accord avec la Communauté Européenne qui libéra enfin l'Andorre de la tutelle des États voisins.

Dans la proposition andorrane, il était question de la reconnaissance d'un État de droit, avec toutes ses implications, de la reconnaissance de la Déclaration universelle des droits de l'homme, donc de ses conséquences quant aux droits des andorrans et des résidents, d'une séparation des pouvoirs, avec une critique explicite de la situation alors en vigueur¹¹, de la création d'un tribunal administratif indépendant dont les juges seraient proposés par le *Consell General* et par les Coprinces, de l'indépendance de la justice, donc de sa soustraction des compétences directes des Coprinces, de la responsabilité de l'ordre public, de la représentation internationale de l'Andorre à travers des andorrans.

Aucun de ces points fondamentaux ne fut finalement retenu dans la réforme, si ce n'est partiellement pour la séparation des pouvoirs entre le *Consell General* et le nouveau gouvernement - mais pas en ce qui concernait les Coprinces - et pour le tribunal administratif, finalement mis en place en 1991, comme nous l'avons vu, mais avec des juges désignés en totalité par les Coprinces.

On comprend qu'il y ait eu une déception, qui se traduit par une protestation du *Consell General*. "Peu après la promulgation du Décret du 15 janvier, le Consell General formula une protestation énergique devant les Coprinces contre la faible portée du Décret de Réforme et pour le fait d'avoir créé un exécutif sans avoir défini aussi les compétences. Les gestions des différentes commissions afin de récupérer par la voie de la négociation une réforme authentique sont infructueuses, et le 8 février 182 un nouveau Chef du Gouvernement est élu." (trad.)¹². De plus, alors que la réforme de 1866 avait été signée par les Coprinces eux-mêmes, celle de 1981 ne le fut que par leurs

promulgué, on se reportera à l'article de Marc Vila i Amigó, "*El procés recent de reforma, etapes i balanç, mancances*", dans *Andorra, Estat, Institucions, Societat*, ed. Maià, 1990, pp. 33-38.

¹¹ - Il faut éviter "*una atomització del poder que arriba a ésser de ningú i que porta en conseqüència a una arresponsabilitat per part d'aquells que teòricament el detenen*." (*Memòria de Reforma institucional de M.I. Consell General*, 1978, citée par Marc Vila, p.35).

¹² - id., p.39. Texte original : « *Poc després de l'aparició del Decret de 15 de gener, el Consell General formula una enèrgica protesta als Co-Prínceps pel poc abast del Decret de Reforma i pel fet d'haver-se creat un executiu sense haver-ne definit també les competències. Les gestions de diferents comissions per recuperar per via negociada una autèntica reforma són infructuoses, i el 8 de febrer de 1982 s'elegeix un nou Cap de Govern.* »

représentants, comme si l'on voulait lui enlever sa portée. Marc Vila parle à ce propos de "réforme au rabais", et observe: "Une donnée importante, en ce qui concerne le Décret du 15 janvier, est qu'il fut signé par les Délégués Permanents et les Viguiers des Coprinces, contribuant ainsi à la confusion institutionnelle (puisque les fonctions institutionnelles des Viguiers, en principe, ne comprennent pas cette matière." (trad.)¹³

Ce fut en vain et, pragmatiquement, commença la lente mise en place des nouvelles institutions. C'est à ce propos que les affrontements changèrent de protagonistes. Au lieu de voir s'opposer les Coprinces, par le biais de leurs représentants, à un *Consell General* unanime sur le principe de réforme, ils firent s'opposer, compte tenu de l'indéfinition du texte et pour des questions de compétences à répartir et de hiérarchie, les institutions élues andorranes entre elles: *Consell General* et Gouvernement, Gouvernement et *Comuns*.

Ces oppositions virent s'ajouter à la rivalité déjà ancienne entre le *Consell General* et les paroisses, exacerbée après 1981 par l'acuité des questions liées à l'aménagement du territoire (routes, gestion des forêts, équipements collectifs, développement du tourisme, etc.) et par l'intense activité réglementaire du premier au cours de cette période.

C'est ce que notait avec humour un haut fonctionnaire andorran, Casimir Arajol, directeur d'*Agricultura i Patrimoni Natural*, dans une interview datant de 1990, à propos des limitations qu'il rencontrait dans son action : "*Existeix un proverbi que diu "L'home proposa i Déu disposa". Sense voler treure les atribucions pròpies de Déu, doncs, soc creient, a Andorra el proverbi podria ésser així: L'home proposa i la delimitació de competències disposa.*"¹⁴

La réforme de 1981 laissait de côté la question essentielle du système électoral, pourtant inadapté si on souhaitait que le *Consell General* devienne réellement une assemblée parlementaire, donc représentative des citoyens. Tout se pas-sait comme si l'on considérait que la création d'une septième paroisse avait résolu le problème pour longtemps. En réalité, il aurait fallu décider entre la représentation des paroisses et la représentation des citoyens ou, compte tenu de l'exigüité de l'Andorre, choisir un système mixte.

¹³ - id., p.38. Texte original : « *reforma a la baixa* », « *Una dada important pel que fa al Decret del 15 de gener és que fou signat pels Delegats Permanents i pels Veguers dels Coprínceps, contribuïnt així (..) a la confusió institucional (per tal com les funcions institucionals dels Veguers, en principi, no abasten aquesta matèria).* »

¹⁴ - *Informacions*, 09/06/1990, p.56, interview par Rosa Maria Sorribes.

Or, indépendamment de la finalité de l'assemblée, plus proche d'un sénat que d'une assemblée de députés, les déséquilibres de représentation entre les paroisses demeuraient et s'aggravaient d'année en année, jusqu'à devenir à nouveau insupportables, comme le démontre le tableau qui suit, où nous pouvons suivre l'évolution des électeurs inscrits par paroisse entre 1977 et 1992.

LES ÉLECTEURS INSCRITS, 1977-1992

	1977 décembre	1981 décembre	1983 décembre	1987 décembre	1992 avril
Canillo.....	272	281	302	355	402
	8,5%	7,9%	7,7%	5,8%	4,7%
Indice	100	106	111	131	145
Encamp.....	324	411	446	722	1038
	10,1%	11,3%	11,4%	11,7%	12,1%
Indice	100	127	138	223	320
Ordino.....	195	212	224	316	411
	6,1%	5,8%	5,7%	5,1%	4,8%
Indice	100	109	115	162	211
La Massana.....	317	343	373	468	637
	9,9%	9,4%	9,6%	7,6%	7,4%
Indice	100	108	118	148	201
Andorra la Vella	918	1070	1180	1896	2721
	28,6%	29,3%	30,3%	30,8%	31,7%
Indice	100	117	129	207	296
Escaldes-Engord.	706	813	802	1395	2045
	22%	22,2%	20,6%	22,7%	23,8%
Indice	100	115	114	198	290
Andorra/Escaldes	1624	1883	1982	3291	4776
	50,6%	51,6%	50,8%	53,5%	55,6%
Indice	100	116	122	203	294
Sant Julià.....	479	512	573	1003	1339
	14,9%	14%	14,7%	16,3%	15,6%
Indice	100	107	120	309	279
Total Andorre...	3211	3648	3900	6155	8593
	100%	100%	100%	100%	100%
Indice	100	114	121	192	268

En quinze ans la proportion d'électeurs passe seulement de l'indice 100 à 145 à Canillo, de 100 à 279 à Sant Julià de Lòria, qui suit la progression moyenne andorrane (268) alors que les Escaldes, Andorra la Vella et Encamp sont plus désavantagées qu'au moment de la création de la septième paroisse, puisqu'elles passent de l'indice 100 aux indices 290, 296 et 320 respectivement.

Le mode de représentation et de scrutin avantage outrageusement les paroisses hautes, moins peuplées. Par exemple, en 1992, avec 9% des électeurs, Canillo et Ordino avaient le même nombre de représentants qu'Andorra la Vella et les Escaldes, qui en rassemblaient 55%. Pour élire un *Conseller General*, il suffit de 100 électeurs à Canillo, de 103 à Ordino, alors que la moyenne andorrane est de 307 électeurs par *Conseller* et qu'un élu d'Andorra la Vella représente 680 citoyens, en principe titulaires des mêmes droits que les autres. Mais à l'inverse, un système de représentation strictement proportionnelle, compte tenu des déséquilibres du peuplement, impliquerait le risque d'une hégémonie politique de la capitale. On voit que la réforme du système de scrutin était liée à la redéfinition et à l'extension des compétences du *Consell General*, accompagnées du raffermissement - et du cantonnement - des compétences des paroisses.

La remise en cause des pouvoirs des Coprinces

Les pouvoirs des Coprinces étaient incompatibles avec les principes d'un système parlementaire moderne. De plus, leur pratique du nouveau régime qu'ils avaient eux-mêmes mis en place en 1981 bloqua son bon fonctionnement et se révéla bien vite néfaste.

Les interventions directes de leurs représentants, *Delegats Permanents* et *Veguers* (donc, à ce niveau, forcément des Coprinces eux-mêmes), perturbèrent le jeu parlementaire qui commençait à s'instaurer (utilisation abusive du *recurs en queixa* et, par l'acceptation d'un de ces recours, renversement d'un gouvernement doté d'une majorité parlementaire). La lenteur déjà signalée dans la signature des lois et décrets retarda pendant deux législatures l'application d'une réforme qui auraient dû être opérative aussitôt.

Les manipulations dans la politique de l'immigration ne favorisèrent pas non plus des relations détendues entre services des Coprinces et élus andorrans. En conclusion d'une communication sur la politique d'immigration en Andorre, Ladislau

Baró, qui fut lui-même ministre du Gouvernement andorran l'année suivante, écrivait en 1989:

Traduction : "Récapitulant, vous devons remarquer que nous avons la configuration d'un cadre de décision très compliqué. Le problème s'inscrit dans un cadre légal contradictoire en matière d'immigration, lié à une trame institutionnelle au caractère encore plus contradictoire. De plus, l'articulation réelle de la décision – dans laquelle les viguiers ont une forte incidence – non seulement altère le schéma formel mais aussi, depuis 1987, se déroule en marge de ce schéma. À partir de 1987 la commission mixte de haut niveau ne se réunit plus [Note: commission composée par les deux *Veguers*, le Chef du Gouvernement et le ministre du travail]. La situation actuelle semble aller vers une impasse du modèle de politique de quotas. Le niveau d'incertitude est assez élevé. Cette impasse de la voie administrative se caractérise par des pressions croissantes du marché du travail ; contradictions de la réglementation ; manque d'accord politique."¹⁵

La remise en cause des pouvoirs des Coprinces tarda, car on hésitait à compromettre les négociations en cours avec la Communauté Européenne et faire un saut dans l'inconnu. Mais les critiques devenaient plus explicites à la fin des années quatre-vingts, avec une dose d'autocritique de la part des andorrans. Marc Vila analyse clairement les enjeux:

Traduction : "Pourquoi n'est-on pas allé plus loin ? On pourrait ébaucher trois blocs de raisons pour répondre à cette question.

1. Des motifs qui dérivent des divergences entre les andorrans. (..) Il semble clair que les andorrans sentent la nécessité de réformer leurs institutions, mais sans savoir jusqu'où on peut/on veut arriver. (..) Les lectures les plus critiques s'en remettent à une sorte de peur révérencieuse à tendre trop la corde et perdre les anciens privilèges, ou encore, à l'incapacité d'assumer le prix – précisément en politique économique – de la majorité d'âge politique.

2. Des motifs qui proviennent des divergences entre l'un et l'autre des Coprinces.

¹⁵ - Ladislau Baró: "*La política d'immigració...*", op. cité, p.106. Texte original : «*Recapitulant, hem de remarcar que ens queda configurat un mapa de decisió força complicat. El problema s'inscriu en un marc legal contradictori en matèria d'immigració, vinculat a una trama institucional de caràcter encara més contradictòri. A més, l'articulació real de la decisió - en la qual els veguers tenen una forta incidència - no només subverteix l'esquema formal sinó que a partir de 1987 es vehicula al marge d'aquest esquema. A partir de 1987 la comissió mixta d'alt nivell no es reuneix més. La situació actual (1988-1989) sembla apuntar cap a un esgotament del model de política de quotes. El nivell d'incertesa és bastant elevat. Aquest estancament de la via administrativa es caracteritza per: pressions creixents del mercat de treball; contradiccions de la reglamentació; manca d'acord polític .* »

Nous nous trouvons devant ce que certains auteurs ont désigné comme le cœur du problème: considérer l'Andorre comme un ÉTAT ou comme autre chose ou, en d'autres termes, la confusion d'État de droit / État en droit (international). Sur ce point les Coprinces ont des points de vue radicalement différents. (..)

3. Des motifs centrés dans les divergences entre les Coprinces et les andorrans. Pour le dire en deux mots, le Processus de Réforme des Institutions peut être lu comme un processus d'élucidation de la souveraineté. (..) Les Coprinces doutent sur ce qu'est, réellement, la "volonté générale"; ils n'ont pas fini de clarifier quel est le statut qu'ils prévoient pour eux-mêmes dans l'Andorre réformée; par ailleurs, certains andorrans se demandent si les Coprinces seraient réellement disposés à rester les "tuteurs" du petit pays, perdant une bonne part de leurs pouvoirs actuels."¹⁶

En effet, la réforme essentielle restait à accomplir: séparation des pouvoirs et redistribution des pouvoirs des Coprinces aux représentants élus des andorrans. La situation juridique de la Principauté après la réforme de 1981 était en tout point semblable à celle des siècles précédents. Les Coprinces demeuraient souverains et détenaient personnellement la totalité des pouvoirs qu'ils exerçaient réellement, directement ou par l'intermédiaire de leurs délégués, viguiers ou services. La souveraineté du peuple n'était pas reconnue et la justice n'était pas indépendante.

Même après la réforme de 1981, les Coprinces avaient toujours la possibilité de contrôler toutes les décisions prises par le *Consell General* et par le gouvernement qui, en outre, ne possédaient pas encore toutes les attributions habituelles d'un législatif ou

¹⁶ - Marc Vila: "El procés recent de reforma...", p.40-42. Traduction : "Per què no s'ha anat més enllà? Hom podria esbossar tres blocs de raons per respondre a aquesta qüestió.

1. Motius que deriven de les divergències entre Andorrans. (..) Sembla clar que els andorrans senten la necessitat de reformar llurs institucions, però sense saber fins on es pot/vol arribar. (..) Les més crítiques [lectures] ho remetent a l'existència d'una mena de por reverencial a estirar massa la corda i perdre els antics privilegis, o encara, a la incapacitat d'assumir el preu - precisament en política econòmica - de la majoria d'edat política.

2. Motius que provenen de les divergències entre l'un i l'altre Co-Príncep. Ens trobem davant el que algun autor ha anomenat el nucli del problema: la consideració d'Andorra com a ESTAT o com a altra cosa, o, en altres paraules, la qüestió de la confusió Estat de dret/Estat en dret (internacional). En aquest punt, l'un i l'altre Co-Príncep tenen punts de vista radicalment diferents. (..)

3. Motius centrats en les divergències entre els Co-Prínceps i els andorrans. Per dir-ho en dues paraules, el Procés de Reforma de les Institucions pot ésser llegit com un procés d'elucidació de la soberania. (..) Els Co-Prínceps recelen sobre quina és, realment, la "volonté générale"; no han acabat de deixar clar quin és l'estatut que preveuen per a ells mateixos en l'Andorra reformada; d'altra banda, alguns andorrans es demanen si els Co-Prínceps estarien realment disposats a romandre com a "tutors" del petit

d'un exécutif, faute précisément d'un abandon de compétences des Coprinces vers les élus andorrans. Le système archaïque du *recurs en queixa* demandait aussi à être modifié ou tout simplement à disparaître car il entravait le fonctionnement normal des institutions en créant des crispations inutiles.

Par deux fois le *Consell General* posa le problème, en 1987 à travers le vote d'un document demandant des délimitations de compétences, et en 1990 par la demande explicite d'une constitution. Le blocage s'expliquait peut-être à la fois par la radicalisation des demandes et par le fait que l'on touchait directement à la souveraineté des Coprinces sans définir leur statut.

C'est ce que nous soulignons en 1988 lors des premières *Diades Andorranes* à l'UCE (*Universitat Catalana d'Estiu*) de Prades: "Indépendamment de la question institutionnelle capitale de la nouvelle répartition des compétences entre tous les pouvoirs qui agissent en Andorre, le problème politique essentiel à résoudre réside dans les Coprinces. Je ne veux pas dire qu'il faudrait mettre en cause leur existence et le statut de Co-principauté d'Andorre, sinon que le fait évident que les deux Coprinces résident à l'étranger où ils exercent d'autres fonctions, peut-être plus importantes pour eux et contradictoires avec leur pouvoir sur l'Andorre sont des éléments de fond à éclaircir, peut-être tout simplement par le transfert à des institutions andorranes de l'intérieur du pays des pouvoirs qui amènent des contradictions et des ambiguïtés. Les Coprinces sont évêque dans l'État espagnol pour l'un, Président de la République Française pour l'autre, essentiellement. Ce sont ces fonctions qui justifient leur nomination ou élection, à qui ils doivent prioritairement respect et assiduité, autant par les engagements moraux et statutaires qu'ils ont avec leurs mandats, que pour assurer leur propre permanence dans leur charge. La fonction de Coprince vient comme une conséquence de la première fonction et non pas comme un élément de leur choix."¹⁷

país, perden bona part dels poders actuals."

¹⁷ - Joan Becat, "Andorra crea estructures de gestió...", *Andorra, Estat, Institucions, Societat*, ed. Maià, 1990, p.102. Texte original : "Independentment de la qüestió institucional cabdal de la nova repartició de les competències entre tots els poders que actuen a Andorra, el problema polític essencial a solucionar resideix en els Coprínceps. No vull dir que s'hauria de posar en qüestió llur existència i l'estatut de Copríncipat d'Andorra, sinó que el fet obvi que els dos Coprínceps resideixen a l'estranger on exerceixen altres funcions, potser més importants per a ells i contradictòries amb llur poder sobre Andorra, són elements de fons a aclarir, potser tot simplement per transferències a institucions andorranes de l'interior del país dels poders que plantegen contradiccions i ambigüitats. Els Coprínceps són Bisbe a l'Estat Espanyol un, President de la República Francesa l'altre, essencialment. Són aquestes funcions que justifiquen llur nomenament o elecció, a qui deuen prioritàriament respecte i dedicació, tant pels compromisos morals i estatutaris que tenen amb llurs mandats, que per a assegurar llur pròpia permanència en el càrrec. La funció de Copríncep ve com a conseqüència del primer càrrec i no com a element d'elecció."

Les conséquences de l'accord avec la Communauté Européenne

Après la signature de l'accord commercial entre l'Andorre et la Communauté Européenne, en juin 1990, les décisions économiques principales concernant la Principauté devenaient indépendantes des pressions et du contrôle des États des Coprinces, donc des Coprinces eux-mêmes. Ils perdent leur rôle de médiateurs obligés et de distributeurs de faveurs économiques qu'ils avaient auparavant, ce qui justifiait leurs pouvoirs aux yeux de beaucoup d'andorrans. Pour la première fois dans son histoire la Principauté ne dépendait plus de la tutelle de ses puissants voisins. Elle possédait certes des contraintes, à travers les clauses du traité, mais elles étaient à un autre niveau, dans le cadre d'un système précis et régulé, révisable tous les cinq ans, mais stable, dont le maintien dépendait de l'Andorre elle-même - par son respect des clauses - et non plus des intérêts ou des caprices des autres.

Cette évolution économique devait entraîner forcément des changements sociaux et politiques. C'était prévisible avant même que l'accord ne soit signé. Lors d'un débat à l'Université Catalane d'Été de Prades, en août 1989, nous disions : "C'est-à-dire qu'une fois tout clarifié et stabilisé avec l'Europe on ne tardera pas à admettre les syndicats et les groupes de pression. Eux bougeront. La démocratie est un jeu de pouvoirs et de contrepouvoirs. Pour le moment il y a seulement les intérêts économiques. L'intégration d'anciens immigrants ou de leurs enfants peut modifier beaucoup ce jeu, par exemple, si on admet que la majeure partie des « nés en Andorre » obtiennent la nationalité andorrane, d'ici cinq à dix ans ils peuvent être majoritaires en Andorre. Il est aussi évident que ne changeront pas toutes les têtes ni tous les points de vu, mais il faut voir qu'un politique s'imbibe beaucoup de ce qui vient vers lui. Par conséquent une chose ou une autre changera, avec des répercussions sur le style politique, sur la vie sociale et sur la propre législation."¹⁸

La mutation politique si nécessaire était devenue inéluctable. Dès la signature de l'accord avec la Communauté Européenne on note des évolutions. Elles se cristallisent autour de trois grands thèmes: la rédaction d'une constitution écrite suivant les principes

¹⁸ - *Els moviments migratoris a Andorra*, débat, intervention de J. Becat, p.117. Texte original : "És a dir, una vegada tot clarificat i estabilitzat amb Europa, no es trigarà a admetre's els sindicats i altres grups de pressió. Ells es mouran. La democràcia és un joc amb poders i contrapoders. Per ara només hi ha els interessos econòmics. L'integració d'antics immigrants o dels seus fills pot modificar bastant aquest joc, per exemple si s'admet que la major part dels nats a Andorra adquireixen la nacionalitat d'aquí cinc a deu anys, poden ser majoritaris a Andorra. Es també evident que no canviaran tots els caps ni tot els punts de vista, però cal pensar que un polític xucla molt del que li vé. Per tant una cosa o una altra canviarà, amb repercussions sobre l'estil polític, la vida social i sobre la legislació mateixa."

des démocraties occidentales, la reconnaissance internationale de l'Andorre et, évidemment, l'adaptation économique qu'imposent les nouvelles relations avec l'ensemble européen, en particulier avec les États et les régions frontalières voisines.



2 - Le temps des mutations

En deux décades, et en particulier après la réforme de 1981 et la création d'un gouvernement, donc avec une administration centrale mieux encadrée et mieux coordonnée que ne l'étaient auparavant les services administratifs des *Juntas*, la Principauté a connu des changements considérables. Ce fut une véritable mutation, qui suivit avec vingt ans de retard la mutation économique. Les deux évolutions sont liées, car ce fut l'excès de laxisme dû au manque de structures d'État et à l'indéfinition des compétences qui amena le *Consell General* à créer pour ses propres besoins un embryon d'administration, puis à demander une réforme qui puisse permettre de créer réellement un instrument de gestion mieux adapté à la modernité du pays.

Parallèlement se mettaient en place des services sociaux et culturels, une fraction de plus en plus large de l'opinion publique prenait conscience des aliénations de souveraineté qui avaient été consenties, par facilité, au profit des Coprinces et des États sur qui ils s'appuyaient. À partir de là naît une volonté de récupération des richesses et un souci parfois puéril d'affirmation des symboles nationaux.

Cela concerne principalement la production et la distribution de l'électricité, avec la récupération avant son terme de la concession de FHASA, l'affaire des radios, puis la question des aides à la création des stations de ski. Le *Consell General* puis le Gouvernement souhaitent récupérer ou affirmer des compétences dans la gestion intérieure du pays, qui avaient été aliénées au profit de prestataires de service privés ou étrangers, eux-mêmes privés ou, plus souvent, appartenant aux États français et espagnol.

Les situations acquises sont remises en cause. Par exemple on s'inquiète de la formation andorrane dans les éco-les, par le biais de l'andorranisation. L'ouverture économique au monde amène le souhait de participer à tous les niveaux au concert international. Il y a les premières participations andorranes aux jeux olympiques d'hiver puis d'été, et des essais infructueux pour entrer dans des organismes internationaux, et bien d'autres efforts d'affirmation que nous avons déjà évoqués.

Le déséquilibre croissant dans la population en faveur des immigrés et la prise de conscience de l'action d'acculturation des écoles française et espagnole amenèrent des réactions de défense, comme le code de la nationalité de 1975 et une xénophobie

latente de la part des andorrans de souche, ainsi qu'une inquiétude pour le futur de l'identité andorrane.

De là un effort pour recenser, pour conserver et pour mettre en valeur tous les éléments du patrimoine. Les déficits sociaux deviennent plus évidents, surtout après l'instauration de la démocratie en Espagne et d'un gouvernement autonome en Catalogne, avec tout ce que cela comporta de développement et d'ouverture culturelle et sociale, semblables et, pour certains points tels que le droit à l'identité, supérieurs à ce que connaissait depuis longtemps la France. L'Andorre n'était plus un espace social imparfait entre deux mondes différents, l'un plus avancé et l'autre très en retard, mais un espace devenu attardé au sein d'une Europe occidentale plus évoluée. C'est le contenu réel du message que transmettait le Conseil de l'Europe dans son rapport sur l'Andorre, en mai 1990.

Bref, au total, une période de mutation profonde dans tous les domaines, avec des avancées, avec un souhait d'affirmation, mais aussi avec la réalité toujours plus évidente des retards accumulés dans les domaines politiques, sociaux et culturels et la prise de conscience des efforts à consentir pour y remédier.

2.1 – L'évolution positive de l'administration de l'État

Au départ, cette évolution positive est toujours en relation avec la nécessité urgente de gérer le territoire, l'économie, la population ou les besoins sociaux. En effet la croissance économique et démographique demandait un encadrement et créait de nouveaux problèmes qui entraient partout ailleurs dans les attributions d'une administration régionale ou d'État. Pour ce faire, il fallait donc redéfinir des compétences dans des domaines concrets, identifier les problèmes posés et définir qui devait les gérer en fonction des attributions anciennes les plus voisines.

Les premiers services avaient été mis en place grâce à l'appui des Coprinces et sur un financement des États voisins: école, services postaux et éditions de timbres, télégraphe puis téléphone, protection civile. Au cours du XXe siècle, cela rendit les représentants et les services des Coprinces toujours plus présents et paternalistes, car ils assumaient de fait (toujours en double, administration française et administration espagnole) la gestion d'un État démunie de moyens financiers, de structures et de personnel administratif et technique compétent. Mais, avec le développement économique, cette omniprésence, cette nécessité constante du pacte et de la dépendance,

ainsi que les insuffisances qui apparaissaient dans la gestion devaient forcément rendre de moins en moins supportable un système si empirique hérité du passé.

La création de services d'État

Pour mesurer la nouveauté et l'effort que représentait la création des services d'État, il faut insister avant tout sur l'extrême jeunesse de l'économie andorrane dans sa forme actuelle. Les besoins de gestion administrative du pays étaient comparables il y a moins de cinquante ans à ceux d'un modeste canton de montagne. La plupart des services courants étaient pris en charge par les communes, qui constituaient l'armature de l'économie et de l'organisation politique, ou bien directement par les Coprinces, à la demande même des andorrans, avec essentiellement une école et un bureau de poste par village.

La croissance de l'économie et de la population avait pris tout le monde de court: pas de budget finalisé au niveau de l'État, dont certains pouvaient effectivement douter de la réalité, et pas de compétences vraiment définies. L'Andorre pâtissait, surtout auprès du *Consell General*, de l'absence d'une structure de gestion administrative préexistante, même modeste, qui aurait pu former un noyau de cadres et de gestionnaires ayant des compétences professionnelles et de l'expérience, à partir de laquelle il aurait été possible de développer des services plus complets et plus ramifiés. Tout était à créer, à mettre en place et, la plupart du temps, il fallait de surplus affirmer d'abord les domaines de compétence des services de l'État (entendus comme services du *Consell General*) face aux services des Coprinces (ou mobilisés par eux depuis l'étranger) et des services privés qui avaient été les grands bénéficiaires de ce laisser-faire¹⁹.

Avant 1970 ou 1972, selon les secteurs, les services administratifs d'État étaient réduits à leur plus simple expression ou bien ils étaient inexistant: une poignée de policiers, dépendant des *Veguers*, quelques fonctionnaires de *Casa la Vall*, et c'est tout. Au total moins de trente personnes pour gérer et maintenir l'ordre dans un petit État de 25.000 habitants. Par exemple les services administratifs andorrans de l'éducation, de la santé, de la culture et des sports n'avaient que quatre personnes en 1972. La première bibliothèque publique nationale n'est ouverte qu'après 1972. D'abord de manière précaire, puis mieux installées à la fin des années soixante-dix, la Bibliothèque et les

¹⁹ - On en trouvera des exemples dans les livres précédents, à propos des études d'avalanches, de la protection civile ou de l'aménagement du territoire, et dans celui-ci à propos de la politique d'immigration, de l'école et des médias.

Archives Nationales n'ont été créées qu'en 1974 et 1975.

Le Service de la Population, qui s'efforça, comme premier objectif, de regrouper et de publier annuellement des statistiques démographiques qui n'existaient pas (naissances, décès, etc.), n'est mis en place qu'en 1979. Créé également au cours de cette décennie, le *Patrimoni Artístic*, chargé de la protection et de la conservation du patrimoine andorran, attendra 1983 pour avoir une loi qui le mette effectivement en situation d'agir, en définissant ses objectifs, ses droits et la notion de patrimoine applicable dans la Principauté. Il faudra attendre davantage pour que l'on publie le premier Bulletin Officiel, hier, en 1989.

Malgré cette situation à peine croyable dans un pays développé européen, le retard fut comblé à toute allure et, dans les années soixante-dix et quatre-vingts, les cadres andorrans se caractérisaient par leur extrême jeunesse. Presque tous les chefs de département ou de service avaient alors entre vingt-cinq et trente-cinq ans, avec une bonne formation de base (licenciés, ingénieurs, docteurs des universités françaises ou espagnoles), mais avec une inexpérience pratique, qu'ils comblaient avec une rapidité très grande: pas d'inertie ni d'encroûtement, au moins dans un premier temps. Autre avantage de la situation: le caractère moderne des solutions et de l'équipement mis en place, empruntant aux modèles des États voisins puis de la *Generalitat* de Catalogne, avec beaucoup d'empirisme et de pragmatisme. Il se dégageait alors une impression de "pays neuf", qui se forme et qui se structure.

Pendant ce temps, les services privés continuaient à être prestataires de services pour le compte du *Consell General*. Quand une structure administrative d'État est mise en place, par exemple les Travaux Publics et l'Équipement, on nomme d'abord un ou deux fonctionnaires pour concrétiser cette compétence. Le service commence par affirmer son domaine et sa compétence concrète, par la récupération des prérogatives. Mais, faute de services techniques, il commence à agir en passant des contrats pour telle ou telle étude ou réalisation avec des services privés, souvent ceux qui agissaient auparavant dans ce même domaine et qui comblaient à leur profit le vide légal. Puis on forme du personnel, ou bien, plus simplement, on absorbe celui des services privés. Ainsi, peu à peu, le service public se trouve assumé. La plupart du temps le cadre réglementaire vient après, renforçant définitivement la situation de fait.

Au cours de ces années de métamorphose, plus que des questions générales sur les institutions ce sont de nombreux problèmes moins fondamentaux en apparence, mais en réalité très importants pour asseoir les mécanismes administratifs et de gestion, qui vont amener des changements dans la structure de la Principauté et faire que l'Andorre de 1990 soit très différente de celle de 1970.

Ces problèmes surgissent toujours à propos d'un cas concret à résoudre ou d'une lutte de compétences à son propos; par exemple, entre autres, le survol de l'Andorre par hélicoptère, ou la sécurité des remonte-pentes des stations de ski ou les questions liées à la protection civile. Ils peuvent être regroupés autour de deux thèmes: d'une part les rivalités entre institutions (paroisses, *Consell General* et Services des Coprinces) à propos des évolutions déjà évoquées et des redéfinitions des attributions opératives et, d'autre part, la mise en place proprement dite d'une administration et de services d'État, avec l'approbation de l'appareil réglementaire correspondant par le *Consell General* puis par les *Delegats Permanents*.

Dans ce contexte, les mesures et les services qui visaient à encadrer l'immigration ou à couvrir les besoins en services sociaux et culturels ont toujours été les plus polémiques, quand ils ne se sont pas heurtés à la résistance des services des Coprinces. Cela vient de l'ambiguïté même de l'appartenance des Coprinces et de leurs services à deux États différents, la France et l'Andorre pour les uns, l'Espagne et l'Andorre pour les autres. Jusqu'à une époque récente les deux collectifs de résidents étrangers les plus nombreux étaient les espagnols et les français. Jouant sur cette double appartenance, ils jouissaient de fait d'un statut privilégié et, oubliant parfois qu'ils étaient en territoire étranger, toute tentative de gestion directe par les andorrans était considérée par certains comme une atteinte à leurs droits nationaux.

Jusqu'à la disparition de leur fonction en 1993, il y avait une grande confusion à propos du rôle réel des *Veguers* vis à vis des ressortissants français ou espagnols et des citoyens andorrans. Pour les andorrans ils étaient censés être avant tout des autorités andorranes et représenter leurs Coprinces, mais une enquête nous a révélé que pour la plupart des ressortissant français et espagnols ils étaient perçus comme des consuls ou des ambassadeurs français ou espagnols en Andorre, chargés de les protéger et de les aider lorsqu'ils croyaient être l'objet de discrimination de la part d'une institution "andorrane" (*Consell General*, Gouvernement ou *Comuns*), ou lorsqu'ils rencontraient des difficultés au cours de leur séjour.

Il est vrai que la confusion était permise, car il y avait des situations, des attitudes et des tics très curieux. Quelques exemples anecdotiques. Le *Veguer* français était toujours un diplomate du Quai d'Orsay, dont il continuait à dépendre puisque le secrétariat du Coprince à Paris étaient assuré par le Bureau pour l'Europe méridionale du Ministère des Affaires Étrangères français. Le *Vegueries* française et épiscopale n'étaient pas gardées par des policiers andorrans (dont les *Veguers* étaient pourtant les chefs) mais par des gendarmes français et par des gardes civils espagnols qui, bien que sans uniforme, y gardaient leur fonction, leur rang, leur hiérarchie et leur progression de

carrière. La fête nationale andorrane, en septembre n'était jamais célébrée à la *Veguerie* française, qui célébrait cependant chaque année le 14 juillet, la fête nationale française, par une cérémonie et une réception obligée pour toutes les autorités andorranes. Même coutumiers, folkloriques ou finalement acceptés par tous bon gré mal gré, ce sont des attitudes ou des faits surprenants, qui pouvaient être admis autrefois, mais qui détonnaient en cette fin du XXe siècle. Nous avons évoqué aussi dans les chapitres précédents des attitudes de services administratifs étrangers qui, aux alentours de 1980, considéraient encore l'Andorre comme leur chasse gardée, même lorsque l'intrus était un service andorran²⁰. Il a fallu pratiquement quinze ans pour effacer tout cela.

Aujourd'hui, et surtout après la mise en place du nouveau régime issu de la Constitution de 1993, et toute cette mutation lente et patiente est devenue une page d'histoire. Malgré la situation enfin normalisée, la France et l'Espagne, et maintenant la Catalogne autonome restent de grands et puissants voisins, avec lesquels l'Andorre devra toujours compter et sur lesquels elle devra continuer à s'appuyer. D'autre part, quoi qu'elle fasse, la Principauté n'aura jamais tous les services d'un État (par exemple une université complète, ou certains services techniques d'intervention ou de recherche) à cause du coût, du manque de ressources humaines ou de demande sociale. Ses responsables le savent et connaissent le coût des opérations de prestige, bien qu'ils veuillent programmer une télévision propre.

Mais, même dans ces domaines difficiles à assumer entièrement, on observe un effort pour contrôler la situation et les relations avec les services des États voisins. Les responsables andorrans ont été formés en France ou en Espagne et, lors des nominations à ces charges, un équilibre semble recherché, autant pour des raisons d'équilibre politique (tel formé en France n'est certes pas francisé, mais il pourrait être pénétré d'influences et avoir forgé des amitiés que la France pourrait utiliser à des fins politiques, et vice-versa pour l'Espagne), que pour pouvoir connaître et contrôler à travers eux les interventions en Andorre des grands voisins lorsqu'il sera fait appel à eux.

L'administration centrale et le premier appareil réglementaire et législatif

Les services administratifs généraux furent longtemps réduits à leur plus simple expression: un secrétariat du *Consell General* et quelques services plus spécialisés avec

²⁰ - On se reportera aux livres 4 et 5, sur les risques naturels et sur les forêts, aux premières études de risque d'avalanches (chapitre 21.1) et aux documents annexes, où une correspondance significative est reproduite (document n° 3: l'inégale mobilisation des services administratifs français).

peu de personnel. Avant 1981, chaque département administratif était sous la responsabilité d'une *Junta* formée d'un *Conseller* par paroisse: *finances, serveis públics, qüestions socials, foment, població, agricultura* et *personal*. Une *Junta de Consellers Majors* des six, puis des sept paroisses chapeautait le tout. Il y avait évidemment une absence de séparation des pouvoirs, aussi bien au niveau du *Consell General* que des Coprinces.

La *Reforma* de 1981 éclaircit la première ambiguïté sans toucher à la seconde. Cependant, la création d'un gouvernement permit de mieux structurer ces services administratifs, de les étendre à tous les domaines nécessaires à la gestion du pays et de leur donner un seul responsable. Le gouvernement est composé de quatre à six départements dirigés par des *Consellers* ou ministres, chacun ayant en charge un secteur de l'administration générale de l'Andorre. En 1993 ces départements sont ceux de *Finances, d'Agricultura, Comerç i Indústria, de Serveis Públics, de Treball i Benestar Social, d'Educació, Cultura i Joventut, de Turisme i Esports*, ainsi qu'une *Secretaria Tècnica de Relacions amb la CEE*. Le siège du *Govern* et des *Conselleries* est situé au centre d'Andorra la Vella, dans un édifice administratif achevé en 1985.

Entre 1981 et 1993 un très grand nombre de règlements et de lois sont promulgués. Ceux qui concernent la construction et l'urbanisme, l'achat de terres et d'appartements par des étrangers, la neige et le ski, les risques naturels ou le patrimoine ont été évoqués dans les chapitres antérieurs ou reproduits en documents annexes. Mais nous pouvons signaler aussi, à titre d'exemples, la réglementation de la radiodiffusion et la loi sur les parkings verticaux ou horizontaux, en 1983, la création d'un service de télécommunications d'Andorre, avec la réglementation correspondante, la définition des normes de sécurité dans les immeubles ou la loi sur la protection civile en 1984, la loi sur les résidus solides, la loi sur les eaux et les minerais, la loi sur les transports publics, la loi sur la contamination atmosphérique et sur les nuisances sonores, la loi sur les normes des contrats publics en 1985, etc. Avec la *Llei d'Organització de l'Administració General* et, le 10 avril 1989, le *Codi de l'Administració*, la Principauté d'Andorre s'est trouvée dotée d'une structure et de normes administratives d'État complètes.

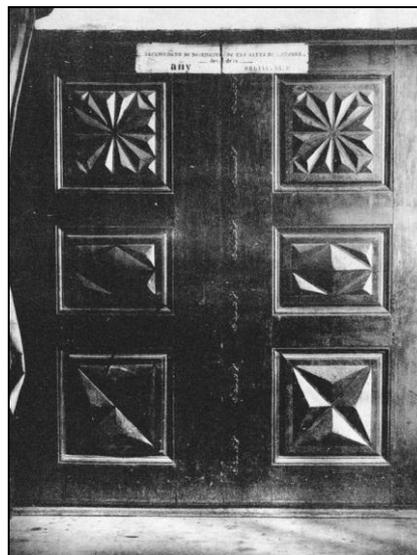
La conservation du patrimoine

Bien que tardive et longtemps sans normes administratives ni support législatif, la connaissance, l'inventaire et la conservation furent des préoccupations du *Consell General* et du Gouvernement au cours de ces vingt dernières années. Le mérite est d'autant plus grand que, dans plusieurs domaines, il fallait partir pratiquement de zéro. Certaines personnes ont joué un rôle déterminant, par passion personnelle ou par l'idée

qu'elles se faisaient du patrimoine et de l'identité andorranes.

L'armari dels sis panys, en fait un renforcement dans l'épais mur de la salle du conseil, fermé par une lourde porte à double battant et six serrures.

(Photographie Claverol, archives TerraNostra)



Les archives traditionnelles de l'Andorre étaient réduites à ce qui était contenu dans *l'armari dels sis panys*, l'armoire aux six serrures différentes (sept depuis 1978), encadrée dans le mur de la grande salle de la *Casa de la Vall*. Chaque paroisse possédait la clef d'une des serrures²¹. Il faut les sept clefs et la présence d'un *Conseller* de chaque paroisse pour pouvoir l'ouvrir. Les livres et les actes qu'elle contenait sont aujourd'hui déposés aux archives. Les archives nationales (*Arxius Nacionals*) ont été créées par le *Consell General* et inaugurées le 22 décembre 1975, avec deux sections: *Arxius Històrics* et *Arxius Administratius*, mais elles ne furent dotées de bâtiments propres que huit ans après. Elles sont actuellement situées dans l'immeuble Prada Casadet, à Andorra la Vella.

La première bibliothèque publique avec vocation de bibliothèque de référence pour l'Andorre a été créée au début des années soixante-dix; elle prenait le relais d'une autre bibliothèque plus modeste. Elle est devenue *Biblioteca Nacional* le 21 décembre 1974. En 1980 elle possédait environ neuf mille volumes et quarante mille dix ans après. Depuis la loi de 1981 sur les publications elle assure le dépôt légal et l'I.S.B.N.

²¹ - En 1904, J.-A. Brutails écrit dans *La coutume d'Andorre*, page 73: "Les archives du Conseil général garnissent, dans la salle des délibérations, une armoire à six clefs confiées aux conseils des six paroisses. J'avais eu l'occasion de les voir très rapidement en 1887 ou 1888 et de constater, après d'autres, qu'elles étaient fort au-dessous de leur réputation. Au point de vue du droit, les archives des *comuns* sont plus intéressantes, si j'en juge par celles d'Encamp, où certains registres ont retenu mon attention." Malheureusement on ne peut plus vérifier cette affirmation, puisque *l'aiguat* de 1937 emporta la *Casa del Comú* d'Encamp avec tout ce qu'elle contenait.

Elle est située à Andorra la Vella, dans le même immeuble que les archives et d'autres services culturels, près du bâtiment administratif du Gouvernement.

Le *Patrimoni Artístic* est un service rattaché à la *Conselleria d'Educació i Cultura* du gouvernement andorran. Il fut créé à la même époque, à partir d'un service antérieur du *Consell General*. Le *Patrimoni Artístic* a aujourd'hui différents départements et services avec des techniciens qualifiés: archéologie, restauration, etc. Le 9 novembre 1983, le *Consell General* approuva une loi, la *Llei de protecció del Patrimoni Cultural-Natural d'Andorra*, qui définissait le patrimoine national andorran et qui ouvrait un catalogue en vue de sa protection.

2.2 - La gestion du territoire: un objectif économique et un instrument d'affirmation

La situation de départ

Dans les livres 3 et 5, à propos de l'aménagement actuel du territoire et de la gestion des forêts, nous avons vu que la situation de départ qui précéda cette reprise en mains par une administration d'État n'était guère brillante ni favorable. De mauvaises habitudes s'étaient installées, dans la société comme au sein des institutions élues andorranes. Un libéralisme outrancier devenait insupportable à cause de ses excès et de son impact sur le territoire et sur le milieu. Nous avons montré qu'il dérivait essentiellement de l'inadaptation des structures politiques et administratives antérieures et de leur incapacité à faire front aux questions nouvelles. Mais aussi, à leur décharge, il convient de souligner que l'indéfinition des compétences et la confusion des pouvoirs à tous les niveaux bloquaient les initiatives ou les décourageaient par avance, empêchant de mettre en place rapidement les normes réglementaires et les garde-fous nécessaires. Dans ce contexte, c'est un processus inhabituel qui prévaut en Andorre, puisque ce sont précisément les excès, spéculatifs ou écologiques, provoqués par ce vide légal qui justifient la création de structures de gestion et le vote de règlements.

Le poids des intérêts en place est considérable. Ils sont les plus divers. Entre autres, nous rappellerons les intérêts politiques et ceux des groupes de pression économiques.

La politique locale andorranne était alors exclusivement basée sur l'existence de

réseaux et groupes politiques locaux, habituellement paroissiaux, sans programme politique bien défini si ce n'est la représentation et le soutien des intérêts privés ou collectifs des personnes et des *cases* qui les constituaient. Ils étaient liés par des relations souvent anciennes où se mêlaient les alliances familiales, les intérêts économiques, dont certains venaient de la vie pastorale, les réseaux d'amitié ou de prestations de services, ainsi que nous l'avons évoqué dans le second livre. N'oublions pas non plus que la base électorale était très étroite, avec 3.211 électeurs en 1977 pour toute l'Andorre, entre 150 et 500 pour cinq paroisses au cours des années soixante-dix. Dans ce cadre, on comprend que le poids de ces groupes familiaux ou d'intérêts est très grand.

Comme le système institutionnel prive les andorrans d'une réelle vie politique, du fait de l'étendue des pouvoirs et de la tutelle stricte des Coprince, il est normal que les questions économiques et spéculatives prennent le dessus et deviennent la base du débat politique. D'ici à ce que ces petits groupes politiques, ces divers clans paroissiaux se transforment en groupes de pression pour utiliser la politique et la représentation publique comme moyen de faire aboutir leurs projets privés, il n'y a qu'un pas qu'ils franchissent progressivement presque tous. Si bien que la reprise en main du pays se fait avec la présence de ces groupes d'intérêt à tous les niveaux de l'État, avec leur accord et en sauvegardant l'essentiel de leurs acquis. On pourrait parler d'une autorégulation.

Les entrepreneurs de travaux publics, les sociétés immobilières ou de promotion, le secteur hôtelier, le secteur bancaire, les importateurs et les grands magasins comptaient parmi les principaux groupes de pression qui agissaient directement sur le pouvoir politique, interférant avec les groupes précédents ou les pénétrant, créant donc un tissu complexe de relations et d'intérêts qu'il était difficile de pénétrer, mais dont l'évidence était telle que personne ne songeait à la mettre en doute.

Mais aussi les principaux propriétaires de terrains et jusqu'aux simples *caps de casa* qui franchissaient le pas et qui se lançaient dans la construction d'appartements, d'hôtels ou de commerces sur un de leurs terrains participaient à ce jeu de pressions et de positionnements politico-économiques. Enfin, compte tenu de l'importance des investissements étrangers en Andorre et de la généralisation du système des prête-noms, il ne faut pas perdre de vue que derrière beaucoup de ces groupes andorrans il y avait des intérêts acquis extérieurs dont les principaux étaient français, catalans, espagnols ou britanniques, ou ceux d'andorrans installés à l'étranger.

L'initiative privée sans entraves - ou avec le minimum de contraintes - était aussi favorisée en Andorre par le sentiment très aigu de la propriété et de son libre usage, par la tradition juridique catalane qui impliquait la libre disposition des biens privés et par

l'inexistence de fait de l'État. L'absence de cadastre, de registre public de la propriété ou de service des hypothèques en dérivait; elle rendait difficile le contrôle et la gestion du territoire. À côté de gens raisonnables ou d'autres qui allaient plus loin, mais dans le respect des normes morales de la société andorrane, il y eut bien des affairistes et des aménageurs à tout va, dont certains furent formés à l'école alpine française, dont les excès furent si critiqués en leur temps. Curieusement, à la même époque en Andorre, cette référence était prise comme un gage de compétence et d'efficacité.

Au cours de la phase de mise en place de l'appareil d'État, ces conditions humaines et ces groupes d'intérêt demeuraient tous puissants, avec des représentants qualifiés au sein des conseils de *Quart*, aux *Comuns* et jusqu'au *Consell General*. On peut imaginer les multiples pressions, dont certaines étaient condamnables, mais dont beaucoup étaient dues aux initiatives foisonnantes qui s'épanouissaient dans ce cadre idéal pour elles. Lors de la mise en place des services administratifs, c'est souvent au sein de ces groupes divers que l'on a trouvé une partie du personnel compétent pour occuper rapidement les postes de direction ou d'exécution qui étaient créés.

Dans une évolution comme celle qu'a connue l'Andorre depuis vingt ans, il y a toujours en même temps la coexistence d'éléments de la situation ancienne et des éléments nouveaux. Le retard pris par les structures de gestion de l'économie, du pays et de la société était tel que la création des services et leur intervention se faisaient dans le mouvement, sans posséder encore toutes les données ni toutes les compétences, parfois même avant qu'un cadre juridique ne soit approuvé. La légitimité et l'expérience venaient au cours de la marche.

Dans cette évolution, par le biais du groupe de géographie de Perpignan que nous avons dirigé pendant douze de ces années cruciales, l'*Institut d'Estudis Andorrans* a été un de ces instruments d'intervention et d'étude, comme l'ont été aussi d'autres structures (le CEMAGREF de Grenoble, les universités barcelonaises, des groupes privés andorrans, espagnols ou français). Il a agi indirectement par la formation théorique ou pratique de personnel andorran, et directement par des contrats d'étude dans des domaines sensibles. Nous avons évoqué dans ce travail les études sur la forêt andorrane, en 1978 puis entre 1983 et 1988, les études sur les avalanches et celles qui concernent les autres risques naturels. Des projets qui concernaient la population et les besoins sociaux n'ont pas eu de suite.

Va-t-on vers une gestion du territoire?

Le nombre de décisions récentes affectant le territoire est tel que l'on va vers une

gestion de l'ensemble du pays. La question est donc celle de la coordination ou de la mise en place d'un plan d'aménagement global ou, à défaut, d'une série de plans d'aménagement thématiques interactifs, par exemple concernant les forêts, les ressources énergétiques, l'élevage en montagne, le ski, le tourisme, les risques naturels, les routes et les voies de communication.

C'est une nécessité impérieuse car le territoire andorran est en soi une valeur économique, la seule qui échappe aux conditionnements extérieurs (comme l'est le commerce) et qui dépend exclusivement des andorrans. De plus, après quarante ans de tout-commerce, l'Andorre a besoin de changer d'image. Cela va dans le sens d'une nouvelle vocation touristique et des souhaits des visiteurs qui séjournent dans la Principauté. Nous avons vu par exemple que la création d'un parc naturel vient en première place de leurs souhaits, à toutes les tranches d'âge.

Pour sa part, la gestion des risques naturels implique une zonation et une gestion stricte du territoire. Les questions écologiques sont un dernier facteur à prendre en compte, à la fois à cause de la fragilité du milieu montagnard, localement en raison de sa valeur (localement exceptionnelle, ou plus simplement parce que certaines vallées ou biotopes sont représentatifs d'une situation moyenne) et par l'image de qualité, donc la valeur touristique qu'elles donnent si elles sont correctement traitées.

Au cours de ces années et encore en partie aujourd'hui, cela a posé ou aggravé les problèmes déjà évoqués dans ce chapitre: ceux des compétences, des relations et de la coordination entre institutions, ceux des moyens financiers et techniques, ceux des relations extérieures, donc indirectement de la représentation internationale de l'Andorre dans les organisations européennes ou mondiales qui traitent chacun des thèmes. Paradoxalement, dans cet environnement peu favorable, l'absence de législation ou de réglementation antérieures peut être considérée comme un atout, car elle a permis d'innover et de ne pas être prisonniers de contraintes et de règlements éventuellement inadaptés.

Enfin, ne perdons de vue que les préoccupations liées à l'organisation et à l'utilisation du territoire sont celles qui ont contribué le plus à configurer l'Andorre dans le passé, à travers son aménagement territorial, sa société et son régime intérieur, comme nous l'avons évoqué dans le second livre. En fait les questions qui touchaient à l'aménagement et à la gestion de leur territoire sont les seules compétences claires qui aient toujours appartenu aux andorrans, celles pour lesquelles les Coprinceps, de tous temps, leur ont laissé la bride sur le cou. Même le contrôle de la population et la sécurité ont échappé en grande partie aux andorrans, mais jamais l'ordonnement du territoire, depuis les premiers privilèges obtenus au Moyen-Âge.

Un instrument d'affirmation.

Au cours des années quatre-vingts, les questions touchant au territoire et les autres questions qui ont une forte imbrication avec elle, telles que le peuplement, la protection de la population et des activités économiques, les nouvelles utilisations de l'espace et du milieu dérivant du changement de civilisation et de mode de vie (motos et 4x4, chasse, évolution de la végétation en fonction du changement économique et du repli des activités agro-pastorales, etc.) ont été sans conteste des instruments privilégiés d'affirmation du nouveau gouvernement dans sa gestion administrative et du *Consell General* dans son nouveau rôle d'assemblée législative.

Avec pragmatisme, ils permettaient d'étendre la capacité administrative et réglementaire, donc d'imposer des structures et des décisions andorranes, au dedans comme au dehors, dans un champ où les services des Coprinces pouvaient difficilement censurer ou faire traîner les choses, puisque, bien que s'agissant de questions nouvelles (par exemple les installations de ski, la sécurité des transports, les risques naturels et technologiques, les nuisances, etc.), elles étaient proches ou elles dérivait des thèmes traditionnels qui étaient dévolus aux andorrans.

Nous avons vécu de près certains de ces combats ou participé à la mise en place de certaines de ces structures, et nous pouvons affirmer que la nécessité d'une nouvelle gestion du territoire, des habitants et des activités, à travers leur impact sur le territoire et sur le milieu, ou à travers la nécessité d'imposer des normes et de canaliser ces impulsions, ont été sciemment utilisés comme instruments d'auto-affirmation et de renforcement de l'action gouvernementale, donc, indirectement, comme une manière d'affirmer la nécessité de changements institutionnels plus profonds ou, du moins, de faire en sorte que les Coprinces et, dans une moindre mesure, les paroisses, acceptent de fait des transferts de compétences, pour une meilleure gestion du pays et pour le plus grand bénéfice de sa population. Ils peuvent donc figurer parmi les instruments d'affirmation de la nouvelle Andorre, car ils démontraient ses compétences et donnaient des preuves de sa capacité à agir et à gérer.

Bref, selon les cas, ils permirent soit d'affirmer des compétences établies, soit à partir d'elles de déborder sur des domaines connexes, soit encore de poser la question des compétences entre le *Consell General* et les paroisses ou entre le *Consell General* et les Coprinces autour de cas concrets bien définis, où les autorités andorranes de l'intérieur pouvaient se placer en position de force. Nous rappellerons les exemples de la sécurité et des risques naturels, où les vellétés des services des Coprinces et de

certaines paroisses ou de quelques *quarts* ont été bien vite balayées, les *Veguers* restant cantonnés dans l'ordre public, le *Delegat Permanent* français étant amené à collaborer ainsi que les paroisses, ces dernières gardant le privilège de zoner le territoire mais en tenant compte, bien sûr, des impératifs qui découlent des normes ou des études destinées à les encadrer.

Aujourd'hui, dans un contexte institutionnel nouveau, la gestion d'un territoire exigu et non renouvelable amènera inéluctablement à une réflexion globale. Sous de nouvelles formes, les andorrans seront amenés à reposer les mêmes questions qu'autrefois à propos de la vie pastorale et à rechercher, toujours selon les potentialités et les limitations de leur territoire, de *la terra*, un nouvel ordonnancement du pays, de sa société (par les valeurs et par les orientations que supposeront ces choix), du rôle des institutions, bref, d'une certaine manière, une redéfinition de leur image et de l'identité de l'Andorre.

2.3 - La gestion de la population

Il fallut d'abord s'efforcer de connaître la population. Avant 1976 il n'y avait que des comptages grossiers, sans autres indications que le nombre d'habitants et leur nationalité. Puis il y eut un *cens permanent* qui améliorerait la connaissance mais dont nous avons souligné les défauts. Le premier recensement est très récent puisqu'il date de juillet 1989. Il est évidemment lié à une volonté politique. Il fait suite à un rapport sur la population et la société andorranes demandé à Georges Tapinos, dont une des conclusions d'évidence était la nécessité d'une meilleure connaissance de ses caractères et de sa composition si l'on voulait asseoir des actions futures. C'était donc le prélude à la reprise en mains de la gestion de la population, de l'immigration et des besoins sociaux.

Le contrôle de l'immigration est un souci permanent des autorités andorranes, mais nous avons vu qu'il était entravé par les questions de compétences entre les services des Coprinces et le *Consell General*. Il y avait trop d'intérêts en jeu, en Andorre comme en France et en Espagne, pour que ceux qui avaient le pouvoir de décider, c'est-à-dire les services des Coprinces, s'en dessaisissent de leur plein gré au bénéfice de ceux qui étaient pourtant les premiers intéressés. Nous avons souligné l'ambiguïté de la situation, qui ne trouvera de solution qu'avec la Constitution de 1993, à savoir la disparition des services des Coprinces, comme autorité de tutelle et de décision, et le transfert de ces compétences à l'assemblée et au gouvernement andorrans, comme cela

aurait dû être fait depuis au moins deux décades, si les deux plus grandes communautés - et les plus délicates à contrôler - n'avaient pas été précisément celles des deux Coprinces et des personnels d'autorité qui assuraient leurs services. De là les essais et les échecs d'une politique de gestion de la population, du travail et de l'immigration depuis 1982, date de la mise en place du premier gouvernement.

Les questions débattues au cours de cette période sont les droits de la personne (droits de l'homme), surtout sous l'angle du droit d'association. La question de la nationalité et celles de l'enseignement et de l'andorranisation, qui en réalité sont liées, furent aussi au coeur du débat, dans le microcosme politique comme dans la société. Ce sera le thème des premières *Diades Andorranes* de l'UCE (*Universitat Catalana d'Estiu*) de Prades, en 1988, 1989 et 1990.

On voit donc que par le biais de la gestion de la population, par ailleurs nécessaire et urgente compte tenu de la croissance démographique et des retards accumulés, se posent des problèmes de fond: l'accès à la citoyenneté, la séparation des pouvoirs, les relations avec les États voisins, jugées trop "privilégiées" par les andorrans, les droits sociaux et politiques des diverses communautés qui résident dans la Principauté, dont principalement ceux de la communauté andorrane.

23.1 - Les déficits sociaux: les droits de la personne

La question des droits de l'homme est un autre grand thème qui secoue et divise la société andorrane au cours des années quatre-vingts. Il s'agit surtout de la reconnaissance du droit d'association et des droits syndicaux et politiques. C'est toute la question de la mise en place des contre-pouvoirs, élément indispensable dans une démocratie. D'abord clandestin, puis ouvertement déclaré mais non reconnu, la création d'un syndicat est au centre des débats. On parle moins - conservatisme social et Coprince épiscopal obligent - des autres droits de la personne, dont certaines absences affectent également les andorrans. Le résultat de ces campagnes est une sorte de culpabilisation collective des andorrans de souche, qui doivent faire front à toutes les critiques, dont un rapport du Parlement de Strasbourg et une condamnation en bonne et due forme à travers une résolution du Conseil de l'Europe.

Les andorrans en arrivent à perdre de vue qu'ils sont les premiers lésés par la situation politique et sociale, puisque le blocage de la réforme et l'immobilisme politique des Coprinces leur nient les droits les plus élémentaires: démocratie, droit à l'identité, droit à l'éducation et jusqu'au droit d'expression puisque la censure des

Viguiers sur les publications de presse et sur les spectacles est toujours en vigueur, sans législation ni code de référence, même si elle n'est que rarement appliquée²².

L'état civil, le mariage civil et le divorce

La Principauté d'Andorre est un État confessionnel où le catholicisme est religion d'État. Mais, en dehors de ce fait qui implique que les autres religions, si elles sont tolérées, ne bénéficient d'aucune reconnaissance ni support, il y a des conséquences qui limitent beaucoup les droits de la personne. L'état civil n'est pas tenu par les services des *comuns* ou du gouvernement, mais par les curés des paroisses: c'est le registre de l'église qui tient lieu de registre civil. Qui ne passe pas par l'église catholique (autres religions ou athée) n'a pas d'existence officielle. Qui ne se marie pas à l'église ne peut se marier ou être considéré comme tel, à moins d'aller se marier à l'étranger, en général à la mairie de la Seu d'Urgell. C'est un peu la situation inverse de ces États américains qui ne reconnaissent pas le divorce, ce qui amène leurs citoyens à aller dans un autre État plus tolérant pour pouvoir se séparer. En Andorre ce sont les couples qui souhaitent se marier en dehors de l'église qui doivent changer d'État pour pouvoir être officiellement liés, bien que non reconnus par leur propre État.

Il ne faut pas croire que ce soit un fait anecdotique ou isolé, puisqu'entre janvier et août 1992, vingt-cinq couples se sont mariés civilement à la Seu d'Urgell, soit un par semaine²³. C'est possible chaque fois que l'un ou les deux conjoints ne sont pas andorrans. Si les deux conjoints sont de nationalité andorrane et résidents dans la Principauté ils ont le choix entre le mariage à l'église ou vivre ensemble sans légaliser leur situation, même contre leur volonté. Lorsqu'il y a des naissances elles doivent être inscrites sur le registre paroissial tenu par le curé. Dans le cas de fils de couple réguliers mais non mariés à l'église, les parents doivent fournir un acte notarial de reconnaissance de paternité, puisqu'ils n'étant pas passés par l'église ils ne sont pas officiellement mariés. Par ce biais, on peut avoir indirectement une idée du nombre de personnes

²² - Nous avons été le témoin d'un épisode anecdotique mais significatif. Un groupe de chanteurs nord catalans, l'Agram devait se produire à Andorra la Vella pour la fête. Il fallut envoyer par avance la liste des chansons aux *Veguers*, pour accord préalable. Toutes étaient des chansons traditionnelles catalanes. L'accord revint, avec une chanson interdite par le *Veguer* épiscopal Francesc Badia, comme attentatoire à la dignité de la religion: il s'agissait d'une chanson traditionnelle, connue de tout le monde, "*Les nenes maques*" où il était question, simplement par allusions, de leur confession particulière par un déluré "*Mossen Mateu*". Rien n'y fit et le récital eut lieu sans la chanson censurée, ... en 1978.

²³ - Selon l'article de Iolanda Clop: "*Vint-i-cinc parelles s'han casat pel civil a la Seu d'Urgell*", dans le *Diari d'Andorra* du 20/08/1992 (document annexe 4.1), dont sont extraites en partie les données qui suivent.

affectées: toujours pour les sept premiers mois de 1992 et pour trois paroisses (le quart de la population de l'Andorre), neuf enfants sont dans ce cas, contre quatre-vingts issus de couples dont le mariage était reconnu.

Avec humour, Joana Viusà parlait de "*divorci a l'andorrana*" dans un article dans le journal barcelonais *Avui*²⁴, en 1987. Elle faisait allusion à une enquête de la revue andorrane *Línia Andorra*, d'où il ressortait que 95% des andorrans et 98% des résidents souhaitaient l'instauration du mariage civil, et la reconnaissance du divorce pour respectivement 90% et 94% des enquêtés. En 1986 il y eut 138 mariages en Andorre, dont un tiers célébrés à l'extérieur de la Principauté. Selon l'étude, 20% d'entre eux aboutiront à la séparation de corps ou au divorce sans qu'il n'y ait une issue légale possible. Pour certains couples mariés à l'église le divorce peut se faire par le biais d'une décision de nullité canonique, pour les autres il n'y a pas de solution en Andorre.

Cet état de fait affecte l'ensemble de population résidente, mais ce sont les citoyens andorrans qui en supportent les plus grands préjudices. Deux questions différentes sont posées en réalité: d'une part instaurer un état civil laïque et obligatoire tenu par les autorités administratives territoriales, ce qui aurait pour effet d'améliorer le suivi de la démographie, de mettre sur un pied d'égalité toutes les religions et d'éliminer bien des situations contraignantes et coûteuses pour beaucoup de couples et, d'autre part, l'instauration du mariage civil. Mais comme cette seconde décision impliquerait aussi à terme la reconnaissance du divorce, il y a un blocage de la part du Coprince épiscopal. Nous verrons plus loin, à propos de la dernière étape dans la négociation de la Constitution, que ce point fut l'argument qu'il mit en avant pour obtenir un droit exorbitant, le droit de veto préalable sur toutes les lois à travers le Conseil Constitutionnel, allant jusqu'à menacer de renoncer à son statut de Coprince s'il n'avait pas de garanties sur cet aspect.

La question qui se posera inéluctablement au nouveau régime andorran sera celle du passage à un État laïque, ou du moins détaché de l'église catholique, afin de mettre tous ses citoyens sur un pied d'égalité, sans discriminations, donc de respecter les termes mêmes du texte constitutionnel. En réalité il s'agira de définir le rôle d'un Coprince-évêque dans un futur État laïque et tolérant, ou dans un État qui déciderait d'adopter une législation semblable à celle de la plupart des États européens. Outre le divorce, il y a aussi en arrière-plan la contraception, la légalisation de l'avortement, la reconnaissance (et le soutien?) des autres religions ou l'abandon de la religion d'État.

²⁴ - Article de Joana Viusà: "*Els andorrans reclamen el dret al matrimoni civil i al divorci.*" *Avui*, 26/04/1987 (Document annexe 64.623/1).

La protection sociale et le logement

Si, vers 1980, la protection sociale minimale était assurée, en particulier la sécurité sociale et l'accès aux soins pour les assurés, les services et les prestations sociales étaient très déficientes en Andorre, en règle générale. Le plus préoccupant n'était pas le niveau et la qualité des prestations, mais le fait qu'une partie notable de la population résidente y échappait, surtout les travailleurs immigrés aux plus bas salaires et leurs familles. De plus, avec l'absence de politique cohérente de l'immigration, avec souvent des quotas limités alors que la demande interne du marché du travail était très forte et que les contrôles étaient déficients, tout portait à l'existence d'une masse importante de population flottante: immigrés clandestins et personnes qui, après leur temps de séjour autorisé, se retrouvent en situation irrégulière. Leur nombre a varié au cours des années quatre-vingts, pour croître progressivement. Des polémiques ont opposé les diverses sources, patronales, syndicales, institutionnelles, d'organisations caritatives, les fourchettes allant de deux mille à six mille²⁵ travailleurs.

Quelle que soit la vérité, ce sont des chiffres très importants puisque la population était alors de 45.000 à 55.000 habitants, soit 10% de la population totale et près de 20% des actifs. Parmi eux, en 1991, le groupe le plus important était celui des portugais, suivi des espagnols. Selon le syndicat andorran SAT, le secteur qui absorbait le plus de clandestins était l'hôtellerie, puis venaient les services et le bâtiment. Interrogé sur la réalité et le nombre de clandestins dans l'hôtellerie, Antoni Cornella, président de l'*Unió Hotelera de les Valls d'Andorra*, le syndicat patronal du secteur, déclarait sans détours (traduction): " Si nous en avons connaissance, nous ne le ferions pas public non plus, car ils sont en train de nous poursuivre avec des sanctions à cause de l'illégalité de nos travailleurs"²⁶. Compte tenu de leur situation, outre la précarité de l'emploi et les salaires inférieurs qu'ils étaient contraints d'accepter, ce qui avait des répercussions à la baisse sur les autres salaires des mêmes secteurs et sur le marché de l'emploi, ils ne pouvaient bénéficier de la sécurité sociale ni de l'assistance sanitaire et sociale, il leur était difficile de signer un contrat de location de logement et ils ne pouvaient guère non plus prétendre à une vie familiale normale.

Bien que moins visible pour le touriste, la réalité de l'Andorre pauvre et de la détresse sociale est une évidence et, jusqu'à présent, malgré quelques ministres de bonne

²⁵ - Article du *Diari d'Andorra*, 01/11/1991, dans les documents annexes 64.623/1 : "*Al voltant de sis mil persones treballen de manera il·legal al Principat.*"

²⁶ - id. Texte original : "*Si ho coneguéssim, tampoc ho fariem públic, ja que ens estan perseguint amb sancions degut a la il·legalitat dels nostres treballadors.*"

volonté, peu de chose a été fait pour ces milliers de laissés pour compte. Logement à l'année dans des roulottes, entassement d'une famille, voire de plusieurs familles dans des logements de taille insuffisante et parfois insalubres, difficultés de vie, nécessités vitales mal couvertes (nourriture équilibrée et/ou suffisante, habillement, chauffage et logement) sont des faits suffisamment courants et apparents pour être vus par qui souhaite les voir.

Cette situation fut évoquée avec beaucoup de force et de pudeur par Agustí Font, président de Caritas en Andorre, dans une communication²⁷ présentée à la *II Diada Andorrana a l'UCE de Prada*, en 1989 (traduction): "La crise du logement est une forte crise dans notre pays. Il est clair que nous parlons d'un logement social, ce qui veut dire une maison accessible et possible, encore que ce soit avec trop d'effort, par la majorité des immigrants. Vivre dans des campings, fait que nous avons dénoncés parfois, l'entassement de familles dans un seul logement, évidemment insuffisant pour une vie élémentairement humaine, des prix des loyers qui emportent la majeure partie du salaire, l'impossibilité, par conséquent, de penser qu'un jour, avec beaucoup d'efforts, on pourra dire ma maison. Il est difficile de parler l'intégration, d'assimilation dans ces circonstances."²⁸

Il ajouta dans le débat qui suivit (traduction): "Le débat est en train d'être amené au niveau de la rentabilité, des chiffres, et on écarte les personnes qui, aujourd'hui en nombre important, vivent dans des conditions que personne ici nous ne voudrions. J'ai l'impression que vous ne vous penchez pas sur la réalité. Il faut donner la main à tous et voir les logements où vivent dix personnes, et tout cela. On ne peut admettre qu'il y ait une croissance comme celle d'aujourd'hui, avec des rentabilités qui n'ont pas été perdues, et que l'on continue à le payer à ce prix. Là est la honte."²⁹

²⁷ - Agustí Font: "Migració i problemàtica social", *Els moviments migratoris a Andorra*, éd. Maià, Andorra la Vella, 1991, 91-100.

²⁸ - id., p.98. Texte original : "*La crisi de l'habitatge és una crisi forta al nostre país. És clar que parlem d'un pis social que vol dir una casa assequible i possible, encara que sia amb massa esforç, en la majoria dels immigrants. Viure en càmpings, fet que algunes vegades hem denunciat, l'amuntegament de famílies en un sol pis, evidentment insuficient per a una vida elementalment humana, uns preus de lloguer que s'emporten la major part del sou, la impossibilitat, per tant, de pensar que un dia, amb molt d'esforç es podrà dir casa meva.. És difícil de parlar d'integració, d'assimilació en aquestes circumstàncies.*"

²⁹ - ibid., p.118. Texte original : "*El debat s'està portant al nivell de la rendabilitat, dels números, i s'aparta de les persones que avui, en nombre important, estan vivint en condicions que cap de nosaltres voldria. Em fa la impressió que no baixeu a la realitat. S'ha de donar la mà a qualsevol i veure els pisos on viuen deu per-sones, i tot això. No es pot admetre que hi hagi un creixement com el d'ara, amb unes rendibilitats que no s'han perdut, i que es continua pagant-ho amb aquest preu. La vergonya és aquí.*"

Il précisa à un incrédule: "La majorité de ceux que moi je connais, de la masse travailleuse qu'il y a dans les hôtels et dans certains lieux des commerces, ce sont ceux des cinquante mille *pessetes* [de salaire mensuel]. Et on leur retient, encore, une partie pour la pension. Nous devons être réalistes. Ce sont eux qui ont des gamins. En plus, l'affrontement de deux communautés est au coin de la rue si cela ne se résout pas. (..) Pour information il y a eu, en deux ans, beaucoup de gens employés par un certain nombre de magasins, que je ne veux pas citer, qui faisaient travailler sept jours par semaine, douze heures par jour, sans jours de fête, pour cinquante mille *pessetes* par mois. À ce moment-là j'ai demandé au Chef du gouvernement: nous prenons des inspecteurs et nous allons les chercher? Je veux dire: ne faisons pas de démagogie parce que la réalité existe et doit être regardée."³⁰

L'Andorre manque de logements sociaux. Les prix très élevés des loyers et l'étroitesse du marché locatif non touristique écartent de la possibilité d'avoir un logement décent la plupart des travailleurs immigrés du bâtiment ou des services et leurs familles. Cette question est très rapidement évoquée en terme très vagues dans le discours-programme du chef du gouvernement en 1990, sans mesures concrètes ni de cadre législatif prévu. Le problème est qualifié de difficile et complexe, il demanda "*la conscienciació de tots els òrgans institucionals del País*" et la collaboration de tous. Rien d'autre. Cependant, la question est évoquée pour la première fois³¹, les conditions de logement de beaucoup d'habitants sont qualifiées "*d'anormals*" et le gouvernement reconnaît que la question peut affecter la "*convivència harmònica*" si on n'y apporte pas remède. Les premiers bâtiments de logements sociaux, lancés en 1991 à Encamp, sont

³⁰ - *ibid.*, p.120. Texte original: "*La majoria dels que conec jo, de la massa treballadora que hi ha als hotels i segons quins llocs dels comerços, són els de cinquanta mil pessetes. I els descompten, encara, una part per a la pensió. Hem de ser realistes. Són aquests que tenen nanos. A més, l'enfrontament de dues comunitats és a la cantonada si no se solventa. (..) Per informació, hi ha hagut, en dos anys, molta gent empleada per un nombre determinat de magatzems, que no vull dir, en què els feien treballar set dies per setmana, dotze hores per dia, sense dies de festa, per cinquanta mil pessetes al mes. En aquell moment ho vaig demanar al cap de govern: prenem els inspectors i anem a buscar-ho? Vull dir: no fem demagògies perquè la realitat existeix i s'ha de mirar.*"

³¹ - "*Una de les primeres consideracions - possiblement la més urgent - que es planteja el meu Govern és la problemàtica de l'habitatge. Per ésser, tal volta, una mica prematur, no puc encara donar xifres a aquesta M.I. Assemblea, sense el risc que no siguin del tot exactes, però tots sabem que un nombre important de les persones que viuen a Andorra es troba habitant en condicions que, segons les dades dels organismes institucionals competents, s'han de qualificar d'anormals. I a tots ens consten les dificultats existents per trobar un habitatge de lloguer. La solució a aquest problema és, certament, difícil i complexa. Requereix la conscienciació de tots els òrgans institucionals del País, àdhuc en les més altes jerarquies (..). Els demano la seva col·laboració, per, tots junts, procurar resoldre amb absoluta urgència un problema de justícia social i, per tant, d'interès per a la convivència harmònica en aquesta terra andorrana.*" Discours-programme d'Òscar Ribas, 06/02/1990, p.5.

dûs à l'initiative privée d'une fondation bénéfique catholique créée à cette occasion.

Le droit d'association

Bien que très débattue dans la presse andorrane et espagnole, dans la société andorrane et même au Conseil de l'Europe où elle a fait l'objet d'un rapport parlementaire, la question du droit d'association est en fin de compte moins importante que les questions sociales, malgré ses évidentes implications économiques et politiques, car, dès 1988 son issue positive semblait inéluctable. Une loi sur les droits de la personne fut promulguée le 23 mars 1989, qui reprenait le texte de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Sa mise en pratique était conditionnée par la réforme souhaitée des institutions.

La question des droits de l'homme, du droit d'expression et du droit d'association avaient été mis au programme de l'université d'été d'Andorre, un cycle de conférences organisé par le gouvernement lui-même³². D'ailleurs, bien qu'illégal et clandestin jusqu'en 1990, le syndicalisme andorran ne fut jamais inquiété (il ne fut jamais pris non plus comme interlocuteur et resta privé de son arme principale puisque la grève était illégale). La mise en pratique du droit d'association est inscrite dans une des lois prévues pour la fin de 1993, en application de la Constitution.

Le droit du travail et la reconnaissance des syndicats

Pendant cette période de transformation et jusqu'à aujourd'hui le droit du travail est régi en Andorre par une série de textes et de décisions ponctuelles qui laissent trop de points essentiels sans normes légales. Même pris dans leur ensemble, ils ne constituent pas un réel code du travail. L'assemblée du Conseil de l'Europe s'est montrée "spécialement préoccupée par les problèmes qui se posent dans le domaine du droit du travail et de la législation sociale" et invita les Coprinces et le *Consell General* "à faire un effort pour adapter le droit du travail et la législation sociale aux normes européennes"³³.

En effet, les travailleurs sont pratiquement sans protection face aux décisions de leurs employeurs. Le plus grand arbitraire règne quant aux contrats d'embauche et aux

³² - Voir les documents annexes 4.1: "*Els drets de l'home centren la Universitat d'Estiu d'Andorra.*" *Avui*, 26/04/ 1987.

³³ - Résolution 946 du Conseil de l'Europe, du 11 mai 1990.

licenciements, qui sont pratiquement libres, avec seulement quinze jours de préavis. Les recours sont impossibles dans la pratique. L'absence de légalisation sur les syndicats, le droit de grève, fait qu'une personne ou un organisme qui puisse pas interposer des recours (médiateur, défenseur du peuple, syndicat...) et être entendus des autorités. Cela laisse les salariés dans les mains des employeurs³⁴.

Ceux-ci, par le biais de leurs associations corporatives qui, par contre, sont reconnues et qui constituent comme nous l'avons vu dans le livre 3 des groupes de pression puissants et de véritables syndicats patronaux par secteurs, sont maîtres du jeu et plient jusqu'à présent à leur convenance le *Consell General* et les gouvernements successifs. Le grand nombre de clandestins, ouvertement embauchés et parfois déclarés à la sécurité sociale par leur employeur, joue dans le même sens, interdisant de fait toute velléité de résistance, même avec l'appui du syndicat récemment créé.

Dans ce contexte il n'est pas étonnant que l'émergence du syndicalisme ait été difficile et très tardive. Les premières protestations se manifestèrent au début des années quatre-vingts, hors de la Principauté, après la création d'un gouvernement en Andorre et l'arrivée au pouvoir en Espagne d'un gouvernement socialiste. Lors d'une réunion à la mairie de la Seu d'Urgell de l'Institut d'émigration espagnol, dépendant du ministère du travail madrilène, les résidents espagnols en Andorre protestèrent³⁵.

Une représentation de cet institut fut reçue par le chef de gouvernement andorran pour lui proposer une convention: ouverture d'un bureau du travail espagnol en Andorre, à la *Vegueria* episcopal, qui jouerait le rôle d'un consulat et d'une assistance juridique, mise en place d'un système global d'embauche avec des conventions passées entre employeurs andorrans et gouvernement espagnol, introduction d'une allocation de chômage et création d'une "*Casa de Espanya*" pour les immigrés en Andorre. C'était mal connaître la situation et les attitudes dans la Principauté; c'était aussi se tromper d'interlocuteurs.

En décembre 1986, lors de la remise de la *quèstia*, le Coprince épiscopal avait

³⁴ - On se reportera à l'article de Glòria Gurdó, dans les documents annexes 4.3 : "*El feudalisme laboral d'Andorra. Una legislació insuficient és causa de mil abusos. Els treballadors andorrans no troben feina perquè són més exigents. Els estrangers no gosen fer cap reclamació per por de les represàlies.*" (traduction : Le féodalisme laboral d'Andorre. Une législation insuffisante est la cause de mille abus. Les travailleurs andoans ne trouvent pas de travail parce qu'ils sont plus exigeants. Les étrangers n'osent faire aucune réclamation pa peur des représailles), *Avui*, 21/06/1988.

³⁵ - Document annexe 4.3 : "*Seu d'Urgell. Reunió de 500 espanyols que resideixen a Andorra.*", article de Joana Viusà, *Avui*, 25/03/1983.

abordé la question des conditions de travail: "Je cois que notre communauté a déjà assez de moyens pour améliorer les conditions laborales et de sécurité des travailleurs, qui apportent leur effort quotidien à la construction du pays"³⁶. À la même époque, entre 1986 et 1989, le gouvernement espagnol exerça également des pressions sur son homologue andorran afin qu'il reconnaisse les droits syndicaux, en contrepartie, semble-t-il, de son support lors des négociations avec la Communauté Européenne³⁷. Il est vrai que l'A.R.A. (*Associació de Residents d'Andorra*), association qui devait donner naissance au premier syndicat andorran, constituée essentiellement d'espagnols, était très proche de l'U.G.T. (Union générale du travail), un syndicat espagnol d'obédience socialiste, alors très lié à ce parti et au président Felipe González.

Il fallut attendre 14 juin 1988 pour qu'un syndicat clandestin se constitue, le S.A.T. (*Sindicat Andorrà de Treballadors*) et 1990 pour qu'il fasse ouvertement une assemblée générale en Andorre. Il fut constitué en Andorre puis présenté à la Seu d'Urgell, sous les auspices de syndicats espagnols (U.G.T.) et français (C.F.D.T. et F.O.)³⁸. Dès sa création, c'est chez les ressortissants espagnols qu'il recruta la plupart de ses membres (sur environ 22.000 actifs en Andorre, 17.000 étaient espagnols, 2.000 andorrans, puis venaient les français et les portugais, dont le nombre devait augmenter très rapidement dans les années qui suivirent, jusqu'à devenir le second groupe). Il se heurta dès le début à l'opposition des syndicats patronaux, qui lancèrent aussitôt une campagne de signatures parmi leurs adhérents³⁹ et qui interdirent à leurs employés leur affiliation.

Les autorités andorranes refusèrent toujours de reconnaître le S.A.T., considérant qu'il s'agissait d'une ingérence étrangère en Andorre et d'une pression directe des syndicats espagnols, jouant sur le fait que certains dirigeants avaient la double affiliation S.A.T./U.G.T., et déplaçant le problème sur le plan politique. Dans

³⁶ - Discours du Coprince Joan Martí i Alanís, la Seu d'Urgell, 08/10/1986, cité par Joana Viusà. Texte original : *Crec que la nostra comunitat ja té prou mitjans per a millorar les condicions laborals i de seguretat dels treballadors, que aporten el seu esforç diari a la construcció del país, Avui*, 09/10/1986.

³⁷ - Voir le livre 3, à propos de l'économie et les documents annexes sur la négociation de l'accord entre l'Andorre et la Communauté Européenne.

³⁸ - Document annexe 4.3: "*L'organització té el suport de sindicats catalans i francesos. Neix un sindicat andorrà clandestí. Permetrà la defensa dels treballadors espanyols.*", article de Sebastià Vivas, *Avui*, 15/06/1988.

³⁹ - Document annexe 4.3: "*Protestes a Andorra per l'acció sindical. Els empresaris comencen a recollir firmes.*", article de Joana Viusà, *Diari de Barcelona*, 07/08/1988.

son discours-programme⁴⁰ en février 1990, le chef du gouvernement andorran critique explicitement les options faites en dehors "*de la perspectiva andorrana*". Il établit un lien entre les andorrans, minoritaires chez eux, et le fait qu'un secteur économique particulier (allusion aux syndicats) puisse avoir une influence politique décisive. La même objection n'était pas faite à l'encontre les associations patronales, par définition andorranes. Celles-ci étaient évoquées à travers l'égalité nécessaire entre les secteurs du travail et de l'entreprise. Mais c'était un vœu pieux, puisqu'aucune mesure ni calendrier concrets n'étaient évoqués.

La réponse du berger à la bergère fut la constitution officielle (mais toujours illégale) du SAT le 8 mars suivant dans la salle des congrès de l'hôtel Roc Blanc des Escaldes, en présence des présidents des deux principaux syndicats espagnols⁴¹. Parallèlement à la demande d'ouverture du processus constitutionnel adressée aux Coprince, un avant-projet de loi sur les associations politiques et syndicales était discuté au *Consell General*⁴². Il tardera trois ans.

Plus qu'une décision d'aboutir rapidement, il s'agissait plutôt, comme pour la loi sur les droits de la personne, de donner une preuve de bonne volonté et, compte tenu des fortes implications que de telles décisions pouvaient avoir sur la politique intérieure, de conditionner la solution définitive du problème à l'instauration d'un nouvel ordre institutionnel en Andorre, donc de retourner vers les Coprince la pression intérieure et extérieure⁴³ que l'on exerçait sur le *Consell General* et sur le gouvernement.

⁴⁰ - "*Les associacions professionals, els sindicats, són un altre dels temes plantejats actualment i dels quals s'ha parlat molt, a vegades sense el degut criteri bàsic que és fer-ho des de la perspectiva andorrana. (...) Som conscients, és clar, que s'ha d'avançar en aquesta matèria i és del tot equitatiu que els sectors laboral i empresarial puguin actuar pels seus interessos, però també és equitatiu que els objectius polítics i institucionals d'un País siguin absolutament respectats. El bé general priva per damunt del d'uns sectors econòmics, siguin aquests quins siguin. Som una comunitat atípica. Som una minoria en el nostre País. No ens podem permetre - i això ha d'ésser entès per tothom per de pura lògica - que un determinat sector econòmic, el que sigui, pugui arribar a tenir una influència decisiva en el tarannà polític institucional. Per tant, s'ha d'ésser original, cal trobar un sistema que, tot i permetent la defensa dels interessos sectorials, salvaguardi els nacionals.*" Discours-programme présenté devant le *Consell General*, Òscar Ribas Reig, p.6-7, 06/02/1990.

⁴¹ - Document annexe 4.3: articles de l'*Avui*, (08/03/ 1990), "*El govern del Principat considera que la constitució d'aquesta organització és una "ingerència estrangera". Constitució del primer sindicat de treballadors d'Andorra.*" et de *L'Indépendant* (11/03/1990), "Andorre. Naissance d'un syndicat."

⁴² - Document annexe 4.3 : "*L'avantprojecte de llei d'associacions polítiques i sindicals causa polèmica a les Valls.*", article de Jordi Garriga, *Avui*, 26/08/1990.

⁴³ - D'une manière imprudente et un tantinet démagogique, peut-être sous la pression des intérêts espagnols, le Coprince épiscopal Joan Martí i Alanís avait reçu Antoni Roig, secrétaire du S.A.T. et avait

L'intervention directe des institutions européennes.

Entre 1988 et 1991, les institutions européennes, Conseil de l'Europe et Communauté Européenne (à travers l'Assemblée Européenne siégeant à Strasbourg), sont directement intervenues dans la politique intérieure andorrane. Elles ordonnèrent des enquêtes, publièrent des rapports et votèrent des résolutions qui, évidemment épinglaient les institutions andorranes pour leur non-respect de certains droits de l'homme et pour la non-conformité du régime avec celui des démocraties occidentales. Comme pour la constitution des syndicats, il est difficile de croire à la spontanéité de la démarche bien que, comme celle-ci, elle soit justifiée et opportune.

Le contexte politique a été évoqué; il joue pleinement dans cette affaire, qui servira de prétexte à la demande de constitution écrite. Le gouvernement andorran et le *Consell General* sont en train de négocier l'accord commercial avec la C.E.E. La tension avec les Coprinces pour savoir qui négocie et qui représente l'Andorre vient à peine de s'apaiser, mais la question de fond demeure. Dans la phase de négociations la France et surtout l'Espagne souhaitent contrôler ou limiter le commerce extérieur andorran, donc amener les andorrans à composer. Le gouvernement espagnol cherche depuis plusieurs années à imposer à l'Andorre la reconnaissance des syndicats et l'amélioration des conditions de travail de ses ressortissants dans la Principauté. Ces enquêtes et rapports seront impulsés, entre autres parlementaires, par des députés espagnols et français proches des partis au pouvoir dans les deux États, qui rédigeront aussi le rapport final. Il y a probablement plus qu'une coïncidence.

Mais les pressions viennent aussi de l'intérieur de l'Andorre, afin de rompre l'immobilisme que nous avons évoqué plus haut à propos des réformes politiques et sociales. L'A.R.A. puis le syndicat andorran, alors clandestin mais dont tout le monde connaissait les dirigeants, multiplie les interventions à l'extérieur pour exercer une pression sur les autorités andorranes et obtenir enfin la reconnaissance de leurs droits. Ils verront en mai 1986 trois députés européens espagnols originaires de Catalogne,

fait une déclaration à la presse. Selon un article de Glòria Gurdó dans l'*Avui* du 09/03/1990: "*Alanís va declarar que està totalment a favor de les associacions de tota mena i que aquest era un tema pel qual la mitra ha lluitat durant els dos últims anys. "Si bé no s'han presentat peticions per fer partits polítics, si que s'ha fet una petició sindical, i és lògic que es posi en marxa" va dir el bisbe.*" (traduction : Alanis a déclaré qu'il est totalement en faveur des associations de toute sorte et que ceci était un thème pour lequel la mitre a lutté au cours des deux dernières années. "Si on n'a pas présenté de demandes pour faire des partis politiques, on a fait une demande syndicale, et il est logique qu'elle soit mise en marche" a déclaré l'évêque.)

membres du parti socialiste au pouvoir en Espagne, afin d'obtenir leur intervention à Strasbourg et à Bruxelles: conditionner l'accord commercial Andorre-CEE à la reconnaissance des droits sociaux et syndicaux dans la Principauté.

En 1987, un groupe d'opinion, le *Grup Andorrà Europa*⁴⁴, envoya une information sur la situation en Andorre et une demande à tous les députés européens, afin qu'une enquête soit faite sur les droits de la personne et sur l'absence de système démocratique. À Hambourg lors du congrès de l'Internationale Libérale, où un andorran était intervenu⁴⁵, puis en avril 1987, lors du congrès à Lisbonne de la Fédération Libérale Européenne, présidée par Simone Veil, le cas de l'Andorre avait été évoqué⁴⁶. La phase de sensibilisation était bien avancée et les pressions extérieures et intérieures allaient dans le même sens, pour des motifs bien différents.

En janvier 1988, le Conseil de l'Europe prit l'initiative⁴⁷ d'une enquête sur la situation des droits de l'homme en Andorre, confiée à trois députés⁴⁸. Sans attendre les résultats, il envoya aussi aux deux Coprinceps, Joan Martí i Alanís et François Mitterrand, une lettre leur demandant de réformer les institutions pour faire de l'Andorre un État de droit. Finalement quatre députés se rendirent en Andorre du 27 au 29 avril 1989. Le rapport sera présenté à la Commission des Affaires Politiques le 16 novembre 1989 par deux députés socialistes, Lluís Maria de Puig (Espagne, originaire de Catalogne) et Robert Pontillon (France, proche du président Mitterrand), pour passer en assemblée plénière le 2 février suivant.

Les autorités andorranes devaient en être informées et le projet proposait un

⁴⁴ - Essentiellement des andorrans des jeunes générations qui souhaitaient une réforme profonde des institutions et une intégration dans l'Europe. Parmi les signataires, il y a Jordi Llovera et Roger Rossell.

⁴⁵ - Il s'agit de l'avocat Ricard Fiter, dont les propos sont cités par Joana Viusà dans un article du journal *Avui* du 12/04/1987: "*Tots els poder són concentrats en darrera instància en les mans dels coprínceps, que esdevenen així codetentors d'una soberania absoluta: no hi ha - va afegir Fiter - estat civil independent de l'Església catòlica, no hi ha matrimoni civil, ni divorci, ni codi civil, ni codi penal.*"

⁴⁶ - Dans le même article on faisait état d'un texte des 42 députés européens de cette fédération qui souhaitaient que les négociations avec la CEE puissent donner "*la possibilitat al Principat d'oferir a la seva població pau i progrés social, polític, constitucional, econòmic i cultural*".

⁴⁷ - Selon Bjorn Elmquist (Avui, 05/02/1988) député danois et président du groupe libéral au Conseil de l'Europe, la découverte de la situation en Andorre et l'absence de droits civiques a surpris beaucoup de parlementaires, qui ne pouvaient admettre qu'un pays européen ne puisse les respecter, quelles que soient ses conditions spécifiques, dont la forte immigration.

⁴⁸ - Alfons Cucó, député socialiste espagnol originaire du Pays Valencien, Bruno Stegagnini, député démocrate social italien et Doeche Eisma, député sans étiquette hollandais.

contact ou une relation régulière de la Principauté avec le Conseil. Une représentation du *Consell General* et du gouvernement andorran obtint lors d'une rencontre à Paris le report de l'examen du rapport à une session ultérieure, car un nouveau gouvernement devait être mis en place, et quelques modifications des textes, en particulier la mention explicite de la nécessité d'une constitution écrite et la possibilité ultérieure de participer au Conseil de l'Europe.

En fait, tout en protestant contre les ingérences et les pressions extérieures, il s'agissait pour les élus andorrans d'utiliser cette résolution comme un boomerang et de la renvoyer vers les Coprinces afin d'accélérer la réforme. Entretemps, le 29 mars 1989, le vote de la loi sur les droits de la personne par le *Consell General* était une preuve de bonne volonté, bien que son application effective ne soit pas alors envisagée.

L'assemblée du Conseil de l'Europe approuva la résolution 946 le 11 mai 1990. Entre autres constatations, elle soulignait que le système électoral "n'assure pas une représentation adéquate des électeurs andorrans" et que la loi sur les droits de l'homme nécessitait "l'adoption de textes législatifs appropriés". Par deux fois apparaissait la nécessité d'une affirmation de la souveraineté populaire. La résolution invitait⁴⁹ les Coprinces et le *Consell General* à doter l'Andorre d'une constitution écrite, à transférer des compétences vers les institutions élues, à réformer la loi électorale, à "assouplir les règles d'acquisition de la nationalité andorrane", à autoriser le droit d'association et à "adapter le droit du travail et la législation sociale aux normes européennes". C'est sur cette base et sur la proposition du chef du gouvernement andorran que le *Consell General* saisit les Coprinces d'une demande de constitution, un mois plus tard.

Parallèlement la Sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen avait entrepris, avec moins de résultats visibles, une démarche semblable qui semblait plus téléguidée encore. Toujours à la suite d'une demande adressée aux parlementaires européens par le groupe andorran Europa, après la décision d'enquête du Conseil de l'Europe, le bureau du Parlement Européen de Strasbourg distribua à tous les députés, le 13 avril 1988, le texte d'une proposition signée par 23 députés de différents États⁵⁰ demandant que la Commission et le Conseil de la Communauté insistent sur les garanties de droits civiques et d'un État de droit à donner aux andorrans en préalable à la conclusion de l'accord commercial négocié avec l'Andorre. Le texte, faisant une

⁴⁹ - Le texte de la résolution 946 est reproduit dans les documents annexes 4.1: les droits de la personne.

⁵⁰ - La proposition était présentée par le député bavarois (et archiduc) Otto de Habsbourg et les députés espagnols centristes (*Centro Democrático y Social*) et communistes (dont le catalan Antoni Gutiérrez). Les autres signataires étaient allemands, italiens, hollandais, italiens, belge, luxembourgeois, et un travailliste anglais.

confusion qui ne pouvait pas être fortuite, reconnaissait une responsabilité spéciale de la France et de l'Espagne quant à l'Andorre⁵¹. Parallèlement les négociations avec la CEE impliquaient fortement ces mêmes acteurs⁵².

La proposition fut transmise à la Commission des Affaires politiques qui chargea en 1990 la Sous-Commission des droits de l'homme de rédiger un rapport. Comme pour le Conseil de l'Europe, le texte faisait référence aux libertés civiles, mais aussi au fait que les citoyens andorrans étaient minoritaires et à la nécessité d'ouvrir l'accès à la nationalité. Il insistait sur la nécessaire souveraineté populaire et sur la séparation des pouvoirs. Mais il arrivait un peu tard puisque l'accord avec la Communauté était approuvé et que le processus de discussion d'une constitution venait d'être entamé.

23.2 - Les déficits sociaux: la nationalité

L'accès limité à la nationalité

L'accès à la nationalité andorrane a toujours été limité. C'est une constante de la politique du *Consell General*, autant par tradition que par conservatisme, puis pour réserver aux andorrans résidant dans la Principauté le bénéfice des transformations économiques. Il y avait aussi un souci latent d'autoprotection contre l'extérieur puis contre l'avalanche d'immigrants, qui mena le groupe andorran d'origine vers des attitudes de fermeture et d'isolement. Dans le contexte de l'économie et de la société traditionnelles, nous en avons expliqué les raisons et les mécanismes dans le second livre.

Pendant longtemps cette limitation concerna aussi les fils des andorrans de la

⁵¹ - Il était reconnu que les deux États limitrophes, tous deux membres de la Communauté Européenne, avaient des responsabilités spéciales, et que les deux Coprinces étaient tous deux des citoyens de cette Communauté.

⁵² - La France et l'Espagne cherchaient à cadrer l'accord commercial afin d'une part de continuer à contrôler indirectement l'économie andorrane et, d'autre part, d'éviter que l'Andorre ne soit une plateforme de réexportation de produits exonérés de TEC originaires des pays tiers vers la Communauté, en particulier chez elles. De plus, pour assouplir la position andorrane et pour défendre ses ressortissants dans la Principauté, depuis deux ans, le gouvernement espagnol exerçait de fortes pressions afin que l'Andorre modifie ses lois sociales. À certains moments la tension fut grande.

diaspora. Le décret du 17 juin 1939 sur la nationalité andorrane était excessivement limitatif. Il précisait qui était andorran ou pouvait prétendre à la nationalité andorrane:

- les personnes nées en Andorre de père andorran,
- les femmes étrangères mariées à un andorran, qui pouvaient opter pour la nationalité andorrane ou garder la leur au moment du mariage,
- les femmes andorranes qui n'étaient pas *pubilles*, mariées à un étranger, pouvaient garder leur nationalité ou opter pour celle de leur mari,
- la *pubilla* pouvait donner la nationalité andorrane à son mari s'il était étranger, sous réserve qu'il renoncât à sa nationalité d'origine;
- les fils de parents étrangers seront andorrans à la troisième génération (donc les petits-fils, dits communément "*andorrans de tercera*"), sous réserve d'un séjour ininterrompu des trois générations en Andorre.

Les fils d'andorrans nés à l'étranger en étaient exclus s'ils ne revenaient pas résider en Andorre de manière ininterrompue pendant toute leur enfance jusqu'à leur majorité. Les règles furent assouplies ensuite, permettant exceptionnellement l'acquisition de la nationalité andorrane par les étrangers qui possédaient vingt ans de séjour ininterrompu en Andorre et aux fils de père et mère andorrans nés à l'étranger.

À partir de 1975 on constate une volonté de contrôle quantitatif et qualitatif de l'immigration. À ce moment-là les andorrans représentaient 20,2% de la population totale (5.517 sur 27.288 lors du premier comptage complet de 1976), les *nats a Andorra* presque 10% (2.608 jeunes nés en Andorre, qui se trouvaient écartés de la nationalité andorrane, soit l'équivalent de la moitié des citoyens andorrans de tous âges). Les étrangers pratiquement écartés de l'accès à la nationalité constituaient les 70% restants.

Par décret du 11 mars 1977, promulgué par les *Delegats Permanents* sur proposition du *Consell General*, un nouveau code de la nationalité, très restrictif, permettait l'accès à la citoyenneté andorrane aux fils d'étrangers nés en Andorre avant 1975, sous des conditions strictes de résidence. Il excluait de l'acquisition de la nationalité les résidents adultes et la seconde génération née après 1975: "*les personnes nascudes a Andorre després de l'1 de gener del 1975, fils de pare i mare estrangers, seguiran l'estatut personal de llurs pares*"⁵³ (traduction : les personnes nées en Andorre après le 1^{er} janvier 1975, fils de père et mère étrangers, suivront le statut personnel de leurs parents). On ne peut que difficilement imaginer une législation plus malthusienne

⁵³ - *Codi de la Nacionalitat*, 11/03/1977, chapitre VII, article 26. Des extraits de ce code sont reproduits dans les documents annexes 4.2.

à propos de l'acquisition de la nationalité. En outre, elle ne pouvait que provoquer des injustices et des cas sociaux insolubles, tels que des familles coupées en deux, avec des enfants nés en Andorre, y résidant et ayant les mêmes parents, qui seront ou non andorrans selon qu'ils seront nés avant ou après 1975.

À terme, c'était une politique nocive pour le pays et pour les andorrans eux-mêmes. Elle ne pouvait que créer un profond malaise social, rendre plus difficile l'assimilation des immigrants, déjà numériquement très majoritaires dans la population et, surtout, condamner les citoyens andorrans à la marginalité culturelle ou à une situation d'apartheid sans issue. Les rapports des professeurs Zemanek et Tapinos, en 1981 et en 1987, insistèrent sur ces points, ce qui valut des polémiques et une série d'articles de presse parfois accrocheurs⁵⁴.

Nous venons de voir que cette législation restrictive, qui ne respectait pas les droits de l'homme tels qu'ils sont compris par les démocraties européennes et par les Nations Unies, fut un des principaux points critiqués par la résolution du Conseil de l'Europe. Pour mesurer l'ampleur de ce problème humain et politique, nous noterons simplement qu'en 1987 la moitié des élèves des écoles et instituts de la Principauté, nés en Andorre, n'avaient pas de nationalité définie⁵⁵.

Pour compenser ce déséquilibre croissant et pour renforcer la base électorale andorrane, on utilisa récemment toutes les possibilités offertes par le code de la nationalité, ce qui mena à des dévoiements. Alors que des jeunes nés et résidents en Andorre étaient écartés d'une nationalité qu'ils souhaitaient, par des décrets successifs des *Delegats Permanents*, on accorda la nationalité andorrane à des fournées de personnes vivant en réalité le plus souvent à l'étranger⁵⁶, mais qui pouvaient justifier

⁵⁴ - Voir les documents annexes 4.2, par exemple: "*Els andorrans desapareixeran si els emigrants no són nacionalitzats*" (Joana Viusà, *Avui*, 06/05/1988), ou un reportage de Maria Carne Ribot, dans l'hebdomadaire *El Temps*, de València: "*Els andorrans, en perill d'estinció?*", du 23/05/1988.

⁵⁵ - Documents annexes 4.2: "*La meitat dels escolars andorrans no tenen nacionalitat.*", *Avui*, 08/08/1987.

⁵⁶ - On trouvera un témoignage intéressant dans le débat de la "*2a Diada Andorrana a l'UCE de Prada, agost de 1989*", sur le thème *Els moviments migratoris a Andorra* (CREC et éd. Maià, 1991, p.76-77):

" -Joana Novau: *Em ve de nou, tot això. Fa tres mesos que sóc andorrana perquè ho vaig reclamar; al final ho vam aconseguir. Venia aquí a escoltar, a veure què passa. Quan sento parlar d'aquest tema [nationalité et intégration des étrangers], puc ser una de les beneficiades. Aleshores, quan sento parlar de la voluntat d'integració penso que pel que m'han explicat i que he sentit, a més a més, de la voluntat d'integració dels que hi ha allà, hi ha d'haver una voluntat integradora dels que fins ara s'han beneficiat d'una sèrie de coses i que eren pocs a compartir el pastís. Si aquesta integració s'arriba a fer, esglaonadament o com sigui, seran molt més a repartir-se el pastís. No sé fins a quin punt això interessa*

d'un aïeul andorran, de revenus suffisants et d'une résidence en Andorre, souvent fictive⁵⁷.

Les nats a Andorra

Les jeunes nés en Andorre de parents étrangers et résidents sont des cas difficiles à résoudre dans le cadre de la législation sur la nationalité en vigueur entre 1975 et 1993. Or, du fait de l'évolution démographique et de la stabilisation importante des immigrés en Andorre, ils constituent une masse de personnes de plus en plus considérable, qui va jusqu'à rejoindre en nombre les andorrans d'origine: 11% en 1992, contre 17,5% d'andorrans, dont on peut estimer que presque le tiers est déjà de nationalité acquise. Or ce sont des gens facilement intégrables, surtout si les institutions andorranes arrivent à contrôler l'école et les médias, qui ont eu jusqu'à présent une action d'acculturation vis-à-vis de l'Andorre. En août 1989, dans le débat de la deuxième *Diada Andorrana a l'UCE de Prada*, centrée sur la question des migrations, nous faisons à leur propos l'analyse qui suit (traduction).

"Lors de la croissance impressionnante de la population par immigration, dans une économie ouverte qui n'était guère dominée, on observa la même réaction de protectionnisme et de limitations face aux étrangers (achats de maisons et de terres,

els andorrans. (..)

- *Joan Becat: (..) Precisament, els nats a Andorra i els de nacionalitat adquirida són un bon instrument, car han fet el pas per motivacions personals. Trenquen el cercle.*

- *Joana Novau: En el meu cas era perquè el meu fill no faci la mili."*

Le cas de cette barcelonaise dont un *avantpassat* était andorran contraste avec le témoignage d'un jeune andorran qui venait aussi d'acquérir la nationalité à sa majorité, après être né en Andorre de parents étrangers avant 1975 et avoir résidé sans interruption dans la Principauté (débat de la 3e *Diada Andorrana*, sur le thème de l'identité, août 1990): "*Miquel Pascual: Soc andorrà de primera generació des de fa dos anys. Ja t'autoritzen a ser andorrà i dius: qui són aquesta gent? què decideix aquesta gent? Et diuen si tu ets andorrà o no, si ets sents andorrà o no. És una mica un tribunal d'assimilació amagat. Entre els papers que has de fer n'hi ha un on has de dir per què vols ser andorrà. No sé si s'ho miren o si no s'ho miren. La majoria de la gent, quan l'han de fer, normalment fan còpia. Hi ha un full estàndar que més o meys fica: si, perquè jo he nascut a Sant Julià o jo he nascut a Ordino i ja està. Quan algú ho fa penso: estàs boig o què? Tu aquí, a matxacar. Fins que no es resolgui la qüestió de l'andorranització a les escoles, és en part una cosa racista. Perquè uns andorrans han de fer un examen i altres no? En part dius: és una cosa de la gent, mentres a Andorra hi hagi escoles espanyoles i franceses. Potser la gent de més edat no ho veu, però la gent de la meva edat..."*

⁵⁷ - On cite le cas d'hôtels, dans l'agglomération principale et dans les paroisses voisines, servant de résidence à des demandeurs de la nationalité, qui seraient donc virtuellement pleins en permanence, avec parfois plusieurs familles par chambre si on rapproche les deux statistiques de la capacité d'accueil et des résidents qui y furent déclarés au moment de leur demande.

commerces, accès à la nationalité andorrane pour les enfants...). Il s'agissait de réserver les privilèges économiques aux nationaux, mais on peut aussi l'interpréter comme la volonté de protéger ce que les choses que l'on considérait les plus essentielles, deux desquelles étaient depuis toujours la qualité d'andorran et le contrôle du territoire.

Un retard énorme s'est donc accumulé dans l'intégration des nouveaux habitants. Le problème est devenu plus grand et c'est cela qui bloque les réformes. On n'a pas intégré par la nationalité au moment voulu les gens qui se sentaient andorrans et qui pouvaient s'intégrer facilement. La flexibilité pour les andorrans de la diaspora date seulement des années soixante-dix.

Aujourd'hui, outre l'augmentation du nombre des immigrants, il y a un changement d'attitudes : ils s'intègrent moins parce qu'ils n'ont pas de perspectives et parce qu'ils n'en ont pas la nécessité. Un serveur de restaurant ou un employé de commerce n'a plus besoin de faire un effort pour comprendre le catalan, et beaucoup rabrouent les touristes s'ils demandent en catalan. La capacité intégratrice de l'Andorre a fonctionné pendant longtemps, quand il y avait peu d'immigration, grâce aux contacts quotidiens avec la population andorrane. Parallèlement et jusqu'à aujourd'hui on note une incapacité d'intégration au niveau juridique. Certes depuis vingt-cinq ans le phénomène migratoire a changé de dimension et de caractères, mais il faut cependant le traiter."⁵⁸

Et, à propos de la question des *nats a Andorra* : "Je soulignerai une curiosité - presque une spécificité - des récents recensements andorrans : les nés en Andorre. Dans

⁵⁸ - *Els moviments migratoris a Andorra* (CREC et éditions Maià, 1991, p.74-75. Texte original : "*Quan va créixer la població de manera impressionant per immigració, dins una economia oberta que no es dominava massa, la mateixa reacció de proteccionisme i de limitacions s'observa, de cara als estrangers (compres de cases i terres, negocis, accés a la nacionalitat andorrana pels fills...). Era reservar privilegis econòmics als nacionals, però es pot interpretar també com la voluntat de protegir les coses que es creien més essencials, dues de les quals eren, de sempre, la qualitat d'andorrà i el domini del territori.*

Això ha fet que es va acumulant un retard enorme dins l'integració dels nous habitants. El problema és més gros i això mateix bloqueja les reformes. No es va integrar dins la nacionalitat al moment volgut la gent que es sentia andorrana i que es podia integrar fàcilment. La flexibilitat pels andorrans de la diàspora data només dels anys setanta.

Avui a més de l'augment de la massa dels immigrants, hi ha un canvi d'actituds: no s'integren tant perquè no tenen perspectives i perquè no ho necessiten, degut al seu nombre. Un camarer o un empleat que despatxa a un comerç no té més necessitat de fer com si entenia el català, i molts planten cara als turistes si pregunten en català. La capacitat integradora d'Andorra ha funcionat durant temps, quan hi havia poca immigració, pels contactes quotidians amb la població andorrana. Paral·lelament i fins avui dia es nota una incapacitat integradora a nivell jurídic. Des de fa vint-i-cinc anys el fenomen migratori ha canviat de tamany i de caràcters, però s'ha de tractar igualment."

les statistiques publiées on ne peut savoir qui ils sont : l'Andorre est peut-être le seul pays au monde où il y a autant de personnes sans une situation claire. Ou ils sont andorrans ou ils ne le sont pas et, dans ce cas, à quelle nationalité appartiennent-ils ? Ce n'est pas mentionné. Qu'est-ce que cela signifie ? Si nous prenons l'exemple de l'État voisin, dans les recensements en France il y a les citoyens français et les étrangers, allemands, espagnols, italiens, etc., qui incluent leurs enfants nés en France quand ils n'ont pas encore la nationalité acquise. On leur reconnaît un droit à la nationalité française et ils décideront s'ils veulent s'y intégrer (et non d'autres personnes ou institutions), mais en attendant ils sont recensés en tant qu'étrangers résidents.

Les *nats a Andorra* sont à part comme s'ils n'étaient pas étrangers alors qu'ils le sont juridiquement, et peut-être pour toujours. En faire une catégorie c'est reconnaître implicitement qu'ils ne sont pas étrangers, avec des droits à la nationalité andorrane qui n'en finissent pas d'être concrétisés. C'est dire : « Nous ne les gardons pas et nous les rejetons pas, nous verrons ce que nous en ferons. » Alors que la capacité d'intégration des *nats a Andorra* est très forte. Pourquoi ? D'une part, une grande partie des migrants avec des enfants est stabilisée (contrairement à ce qui se dit habituellement), avec un effort d'adaptation que ne leur facilite ni la société ni les institutions. Beaucoup de *nats a Andorra* n'ont pas d'autre pays ; ils ont la nationalité des parents, mais les enfants de huit ou dix ans qui sont nés en Andorre et qui y vivent n'ont pas d'autre patrie. Ils ne peuvent plus choisir : ils sont d'Andorre et ils ne sont pas andorrans. Un adulte peut choisir entre son lieu d'origine et son lieu de résidence. Eux pas autant : s'ils devaient retourner dans le pays des parents ils y auraient des problèmes d'intégration plus grands que d'achever leur assimilation en Andorre.

C'est un groupe social de quatre ou cinq mille personnes facilement intégrables, qui ne pose aucun problème insoluble, ni juridique ni de mentalités. En plus ils seraient un exemple une incitation pour les autres. Aujourd'hui, alors que la porte est totalement fermée, peut-on reprocher aux étrangers de n'avoir aucun intérêt à s'adapter ? Avec la massification des dix dernières années, la jeune génération sera plus difficile à assimiler s'il n'est pas possible de contrôler l'école et les médias, car l'Andorre se castillanise."⁵⁹

⁵⁹ Id. Texte original : "*Subratllaré una curiositat - gairebé una especificitat- dels recents censos andorrans: els nats a Andorra. En les estadístiques publicades no es pot saber qui són; Andorra és potser l'únic país del món que té tanta gent sense situació clara. O són andorrans o no ho són, i en aquest cas a quina nacionalitat pertanyen? No es menciona. Què vol dir? Si es pren un exemple a un estat veí, veiem que als censos de França hi ha els ciutadans francesos i els estrangers, alemanys, espanyols, italians, etc, incloent els seus fills nascuts a França quan no tenen encara la nacionalitat adquirida, és a dir de menys de divuit anys. Se'ls hi reconeix un dret a la nacionalitat francesa i ells optaran si volen integrar-se (i no altres persones o institucions), però mentrestant són censats com a estrangers residents.*

Els nats a Andorra són a part com si no fossin estrangers quan realment ho són juridicament, i potser per sempre. Fer una categoria vol dir implícitament que es reconeix que no són estrangers, amb uns drets

Allant dans le sens de la constitution andorrane alors en fin de négociation, le 27 octobre 1992 le *Consell General* approuva un nouveau code de la nationalité qui remplaçait le code antérieur si restrictif. Dans le cadre de l'application de la Constitution de 1993, une loi sur la nationalité fut votée le 2 septembre de la même année, sans apporter guère de retouches, ce qui déçut les andorrans les plus progressistes⁶⁰. Elle permettait l'intégration de tous les *nats a Andorra*, avec l'obligation du renoncement de la seconde nationalité dans les cinq ans qui suivaient l'acquisition de la nationalité andorrane. Mais elle était encore restrictive pour les résidents étrangers. Cette évolution avait été annoncée dans le discours-programme d'Oscar Ribas Reig, prononcé devant le *Consell General* en février 1990. Le code de 1975 y était sévèrement critiqué ainsi que la situation discriminatoire qu'il avait créée⁶¹. Il affirmait sa volonté d'établir de nouvelles normes, qui n'étaient pas présentées comme une législation mais comme un correctif des injustices les plus criantes, en particulier le cas des *nats a Andorra*. On pouvait y voir l'influence du rapport du Pr. Tapinos, explicitement cité, et des résultats du recensement effectué l'année précédente.

L'identité andorrane

L'Andorre fait partie de l'ensemble linguistique et culturel catalan, c'est-à-dire, au sens propre du terme, de l'ensemble national catalan⁶². Mais, tout en partageant la

a la nacionalitat andorrana que no s'acaben de concretar. És com dir: "Ni els guardem ni els tirem, ja veurem què en farem." Per tant la capacitat d'integració dels nats a Andorra és molt forta. Perquè? D'una banda, bona part dels migrants amb fills és bastant estabilitzada (malgrat el que es diu habitualment), fent un esforç d'adaptació que no li estalvia ni la societat ni les institucions. Molts dels nats a Andorra no tenen cap altre país; tenen la nacionalitat dels pares, però els nens de vuit o deu anys que van nèixer a Andorra i que hi viuen no tenen cap altra pàtria. Ja no poden triar: són d'Andorra i no són andor-rans. Un adult pot triar entre lloc d'origen i lloc de residència; ells no tant: si havien de tornar al país dels pares tindrien allà problemes d'integració més grans que d'acabar l'assimilació a Andorra.

És un cos social de quatre o cinc mil persones fàcilment integrable, que no planteja cap problema insoluble, ni jurídic ni de mentalitats. A més a més serien un exemple i un estímul pels altres. Avui dia, quan es sap que la porta és tancada, es pot retreure als estrangers de no tenir cap interès per a adaptar-se? Amb la massificació dels últims deu anys, la jova generació serà més difícil d'assimilar si no es dominen l'escola i els mitjans de comunicació, ja que Andorra es castellanitza."

⁶⁰ - Documents annexes 4.2: "Nacionalitat: segona oportunitat", éditorial du *Diari d'Andorra* du 31/08/1993.

⁶¹ - Des extraits du discours sont reproduits dans les documents annexes 4.2.

⁶² - Selon la *Gran Enciclopèdia Catalana*: "- Nacional: Relatiu o pertanyent a la nació. - Nació: Comunitat d'individus als quals uns vincles determinats, però diversificables, bàsicament culturals i d'estructura econòmica, amb una història comuna, donen una fesomia pròpia, diferenciada i diferenciadora i una voluntat d'organització i projecció autònoma que, al límit, els porta a voler-se dotar

langue, les signes d'identité et une partie de son histoire, l'Andorre y occupe depuis longtemps une place à part et originale. Ceci, comme sa trajectoire historique moderne et contemporaine et son statut d'État souverain lui confèrent des traits différenciés que personne ne conteste et que tout le monde met en valeur dans les Pays Catalans. L'émergence politique de cette volonté d'identité andorrane se manifeste depuis le XVIII^e siècle à travers des ouvrages, des initiatives et, récemment, par les attitudes qui émanent de la société andorrane elle-même.

Avec l'arrivée massive d'immigrés d'une culture et d'une langue différente de la leur, les andorrans se trouvent aujourd'hui confrontés à la redéfinition de leur identité collective, à la nécessité de diffuser chez eux leur propre catalanité et, par voie de conséquence, à porter une grande attention à des questions qui deviennent pour eux essentielles comme la citoyenneté (la nationalité en termes juridiques ou administratif), l'enseignement et les médias. En parallèle avec cette nécessité d'une reconquête de l'espace culturel propre perdu chez elle, paradoxalement, grâce à son entrée aux Nations Unies en juillet 1993 et au discours sans ambiguïtés prononcé par le Chef du Gouvernement andorran, la Principauté a assumé une responsabilité de projection et d'affirmation culturelles pour l'ensemble de l'aire catalane, accompagnée de répercussions pratiques positives sur les autres Pays Catalans et d'un renforcement de son image, puisqu'elle est devenue le seul État souverain de langue catalane.

2.4 - La formation et la communication

24.1 - L'intégration

Langue officielle, langues parlées

Malgré le caractère officiel du catalan en Andorre, selon les résultats du recensement de 1989⁶³, 44% seulement des 46.200 habitants alors recensés déclarent parler cette langue. Comme dans beaucoup d'enquêtes semblables, on peut supposer que lorsqu'une administration pose cette question dans un pays où il s'agit de la seule langue

d'institucions polítiques pròpies." On retrouve une définition proche dans les autres dictionnaires, par exemple dans le *Petit Larousse*: "- National: Qui appartient à une nation. - Nation: Communauté humaine, le plus souvent installée sur un même territoire, qui possède une certaine unité historique, linguistique, religieuse ou même économique."

⁶³ - Govern d'Andorra, *Recull estadístic...*, 1989, p. 14, 16, 26 et 32.

officielle le pourcentage des réponses positives s'en trouve grossi. Déclarer parler une langue ne signifie pas l'utiliser normalement, dans toutes les circonstances de la vie quotidienne. Il s'a-git des andorrans, de la plupart des personnes originaires de Catalogne et de quelques autres résidents étrangers.

Mais n'importe quel observateur peut constater que la langue véhiculaire la plus courante est le castillan. L'acquisition de la nationalité andorrane par les immigrés résidant depuis longtemps dans le pays (14.900 ont plus de dix années de résidence, dont 10.400 plus de quinze années, soit respectivement 32% et 23% de la population totale) et par les personnes nées en Andorre (3.400 personnes soit 7% des habitants) était alors bloquée par une législation très restrictive⁶⁴. Son assouplissement, conseillé par tous les spécialistes, souhaité par beaucoup d'andorrans et nécessaire à l'équilibre démographique du pays, se heurtait alors à des difficultés pratiques et politiques, dont la principale était l'impossibilité d'intégrer cette population par les moyens classiques que sont les médias et surtout l'école. Ces questions étaient étroitement liées dans l'esprit des dirigeants élus comme pour une grande partie de l'opinion publique andorrane.

Sur le plan linguistique, au cours du XXe siècle, l'Andorre a joué un rôle particulier dans l'ensemble catalan. Tout d'abord, il faut rappeler et ne jamais perdre de vue que pendant des décades la Principauté fut le seul endroit où la langue catalane existait officiellement, où elle était réellement utilisée avec normalité. Alors que le catalan perdait de la force en Catalogne Nord, alors qu'il était interdit et persécuté en Catalogne où le franquisme, utilisant les pouvoirs de l'État espagnol, tentait un ethnocide, alors que la langue propre faisait face à un processus de substitution au Pays Valencien et aux Îles Baléares, il y avait maintien et affirmation en Andorre. Pour beaucoup de personnes qui ont vécu cette époque, la Principauté est restée le pays d'où s'émettait le fameux "*Aquí Ràdio Andorra*", où les enseignes et les panneaux étaient rédigés en catalan, seule langue de tous les papiers et de tous les avis de "*Ca la Vall*". Fait moins connu, l'Andorre a joué aussi un rôle de lieu d'édition en catalan et en castillan (l'impression se faisant en partie ailleurs) pendant la période difficile du franquisme le plus dur.

Pendant ce temps, en Andorre même, il y avait une volonté constante de maintenir le catalan comme seule langue officielle et, peut-être plus comme signe d'identité différenciée que par militantisme linguistique, de préserver sa primauté sur les langues officielles des deux puissants États qui l'enveloppaient et qui la corsetaient. Vis

⁶⁴ - Code de la nationalité andorrane: décret et loi du 11 mars 1977 et du 07 septembre 1985. On trouvera des extraits du code de 1977 dans les documents annexes 4.2, et le texte complet et le commentaire dans l'ouvrage de Ramon Viñas Farré, *Nacionalitat...*, 1989, chapitres V à VII et dans l'appendice I.

à vis des services des Coprinces, l'affirmation devait être permanente, même si, dans la pratique, il fallait tout leur traduire et envoyer le courrier dans leur langue.

Nous avons le témoignage de cette constance à travers les neuf édits, accords ou ordonnances que le *Consell General* prit sur ce thème en quarante-cinq ans, entre 1938 et 1982, un peu comme s'il fallait régulièrement rappeler à l'ordre, comme si la pratique sociale et celle des services des Coprinces allait vers l'usage officiel *de facto* du castillan et du français et faisait obligation aux autorités proprement andorranes de rappeler de temps en temps où était le seul usage légal⁶⁵.

L'ordonnance et l'édit de 1938 ne souffrent d'aucune ambiguïté lorsqu'il est question de parler de la langue officielle catalane: "*Totes les súplices adreçades al M.I. Consell General de les Valls deuran ésser redactades en llengua oficial que és la catalana.*" (Ordinació VI, 1938). "*S'acorda que tots els cartells i rètols oficials o semi-oficials hauran d'ésser redactats en la llengua oficial catalana.*" (Edicte, 1938). La population du pays est très majoritairement andorrane. Il y a certes la présence de travailleurs immigrés, des catalans des *comarques* voisines pour l'essentiel, et les premiers réfugiés venant d'Espagne. Mais il n'y a pas encore de pressions sur l'usage du catalan pour des raisons politiques ou sociales.

Par contre, peut-être par contagion à cause de l'atmosphère de l'époque outre-Pyrénées, où résidait un des Coprinces, l'ordonnance de 1953 ne parlait pas de catalan mais de langue officielle sans autre précision, avec la nuance "*preferentment en la llengua oficial*" pour les publicités des spectacles. Elle précisait: "*Els rètols anunciadors dels comerços i indústries deuran ésser redactats, inexcusablement, en la llengua oficial.*" (Ordinació III, 1953).

Les *ordinacions* de 1966 et de 1968 sont plus explicites: elles font obligation d'écrire toutes les enseignes et tous affichages publics en catalan et d'adresser les demandes et les lettres au *Consell General* dans cette langue car, di-sent-elles, le catalan est la langue officielle des Vallées: "*Essent el català la llengua oficial de les Valls, totes les peticions adreçades a les Corporacions públiques hauran de ser obligatòriament redactades en català. Tots els cartells, proclames, propaganda, prospectes, etc., que es distribueixin en territori andorrà, així com els cartells anunciadors d'establiments comercials o industrials, hauran de ser redactats en català pel que fa a l'idioma i la publicitat principal.*" (Ordinació I, 1968). La nécessité même d'aller à ce degré de précision implique que, pour attirer le client, on installait en Andorre de plus en plus

⁶⁵ - Govern d'Andorra, Conselleria d'Educació i Cultura: *El català, llengua oficial d'Andorra*, dépliant. Les citations qui suivent y sont empruntées.

d'affiches et de publicités en castillan, et que les résidents français ou espagnols, forts de leur présence croissante et du poids de leurs États et des Coprince, envoyaient leurs demandes dans leur langue aux *Comuns* et au *Consell General*.

La normalisation linguistique passe aussi par *l'acord* de 1971 à travers lequel le *Consell General* demande au Coprince épiscopal que les curés qui ont en charge les paroisses des Vallées rédigent en catalan leurs registres, qui tiennent lieu de registres civils faute d'un état civil laïque, ce qui implique qu'à cette époque cette règle n'était pas respectée partout.

L'acord de 1976 rappelle que toutes les pièces des dossiers présentés aux services du *Consell General* pour des achats de terrains ou d'appartements, pour des immatriculations d'automobiles ou des transactions commerciales doivent être écrites en catalan. Les pièces justificatives peuvent être en français ou en espagnol, mais "*legalment traduïdes al català*", ou présentées exceptionnellement dans ces langues, mais alors ces documents "*deuran ésser fets per davant de notari o organisme diplomàtic o consular francès o espanyol*". Bref, l'administration andorrane ne connaissait que le catalan et renvoyait aux organismes des États voisins l'authentification des documents qui n'étaient pas dans la langue officielle, même si lire un texte en français ou en espagnol n'a jamais présenté une difficulté de compréhension pour les fonctionnaires andorrans, toujours parfaitement trilingues. Dans la pratique, ce sont les services des Coprince qui rendaient habituellement ce service aux ressortissants français et espagnol, ce qui n'était pas une des moindres ambiguïtés quant à leur nature, à leur fonction vis-à-vis de l'Andorre et à leur perception de la part des résidents étrangers.

Les *ordinacions* de 1981 et de 1982 imposent la rédaction des menus en catalan, "*podent fer-ho a més en altres llengües*" (*Ordinació IV*, 1981) et rappellent une fois encore que les publicités doivent être rédigées en catalan: "*Tots els rètols publicitaris hauran de ser redactats en català, si bé en el lloc secundari podran utilitzar-se expressions en altres llengües, sempre que la superfície ocupada per aquestes sigui inferior al tema principal redactat en català*" (*Ordinació III*, 1982).

Depuis 1987, l'Andorre est entrée avec prudence dans une politique de normalisation linguistique. Elle prend la suite des différents décrets et ordonnances du *Consell General* que nous venons d'évoquer. Compte tenu de la croissance démographique et des déséquilibres linguistiques dans la population, affirmer l'officialité du catalan ne suffit plus. Parmi les premières mesures ponctuelles, il y a l'exigence de la connaissance du catalan pour les professions qui sont des prestataires de

services au public, par exemple les professions libérales ou les chauffeurs de taxi⁶⁶. Cette simple mesure de bon sens se heurta à des résistances et à des recours.

De même, la décision de la *Conselleria de comerç i Indústria* de rendre obligatoire l'usage du catalan pour l'examen du permis de conduire provoqua en 1991 une vive réaction de sept auto-écoles sur les huit que comptait la Principauté⁶⁷. Réaction et situation habituelles et significatives, elles présentèrent un *recurs en queixa* auprès des Coprinces, c'est-à-dire qu'elles demandèrent en fait que les services des Coprinces les aident à imposer le français et le castillan comme langues d'usage officiel en Andorre, contre la volonté du gouvernement. Plus que le français, c'était le castillan qui était en cause, puisque c'est dans cette langue étrangère que se donnaient les cours et qu'étaient rédigés les ouvrages utilisés, tous importés d'Espagne. Le ministre andorran Jaume Bertomeu feignit la surprise devant cette réaction et rappela à la presse que "*es tracta de la llengua oficial del país, que s'utilitza normalment en tots els tràmits davant de l'administració*".

Cela donne indirectement la mesure de la présence du castillan dans la vie quotidienne en Andorre. Bien que réels, il faut malgré tout prendre ses distances avec de tels exemples car ils sont anecdotiques. En réalité, il est difficile de connaître la situation sociolinguistique exacte de l'Andorre, car aucune enquête sérieuse n'a été faite à ce jour. Non seulement on ne connaît pas l'usage social des différentes langues, en particulier du catalan et du castillan, mais on ignore quelles sont les attitudes des résidents vis-à-vis de l'Andorre, des mesures de normalisation linguistique, ni quels sont les obstacles pratiques qui font que passer au catalan soit difficile pour certains groupes sociaux. En 1990, le gouvernement créa un *Servei d'Assessorament Lingüístic*, rattaché à la *Conselleria d'Educació i Cultura*.

Modeste, jugée insuffisante par ses acteurs⁶⁸, la politique de normalisation linguistique existe cependant, ce qui n'était pas le cas auparavant. Identifier un problème et commencer à installer une structure et des actions pour le résoudre est toujours le premier pas à réaliser. Il faut reconnaître aussi qu'une politique de normalisation linguistique plus énergique se serait heurtée à une résistance de la part de beaucoup de résidents, à une levée probable de boucliers de la part d'une fraction des principales

⁶⁶ - Documents annexes 4.4: "*Exigiran el domini del català als taxistes andorrans*", *Avui*, 15/05/1987.

⁶⁷ - id., "*Les autoscoles, en contra. Els exàmens per treure's el carnet de conduir a Andorra s'hauran de fer en català*." *Avui*, 07/01/1991.

⁶⁸ - Documents annexes 4.4: "*La legislació lingüística és insuficient, segons Badia*", *Diari d'Andorra*, 18/07/199387.

communautés étrangères résidant en Andorre, l'espagnole et la française, appuyées sur leurs Coprinces et leurs services, en particulier du côté français, où on ne semblait guère disposé à jouer avec ces choses-là. La difficulté de la mise en place l'andorranisation dans les écoles, pourtant bien modeste et innocente, en donne la mesure, comme nous le verrons aussitôt.

En réalité c'est à partir de 1993, dans le cadre d'un État reconnu et consolidé, doté d'une constitution et en grande partie dégagé des influences extérieures, qu'une politique de normalisation linguistique et d'assimilation pourra être menée, si telle est la volonté réelle des autorités andorranes. Il est probable que le contexte sera plus favorable à cette action. Les nouvelles conditions politiques faciliteront cette démarche et, par leur évidence, par le prestige nouveau de l'État auprès des résidents étrangers autant que par les possibilités de nationalisation et d'assimilation qui leur seront offertes, elles élimineront les résistances virtuelles qui n'auraient pas manqué de se manifester dans la situation antérieure.

L'andorranisation

Les années soixante-dix sont celles de la mise en place de l'andorranisation. Le programme est approuvé par le *Consell General* en 1972. Il commence modestement en 1973 avec les premiers cours de langue catalane, d'institutions, de géographie et d'histoire andorranes dans les écoles françaises et espagnoles, financés par l'Andorre et assurés par des maîtres et professeur andorrans dépendant d'une *Assessoria Pedagògica* créée pour la circonstance. En 1975 il y avait 5.405 élèves scolarisés en Andorre, dont 2.928 déclaraient avoir le catalan comme langue maternelle (andorrans ou fils de catalans), 2.082 l'espagnol, 278 le français et 117 d'autres langues. Or l'enseignement se faisait exclusivement en espagnol (pour 2.942 élèves) ou en français (pour 2.463 élèves) dans des écoles qui dépendaient des ministères d'éducation des États voisins et qui y appliquaient leurs programmes correspondants.

En principe, avec le consentement des écoles et des classes concernées, cette andorranisation consistait à réaliser à tous les niveaux de une à trois heures en catalan, la langue officielle du pays. Cette mise en place fut très lente et difficile car elle se heurta à l'opposition ou à la mauvaise volonté des enseignants et des systèmes d'éducation étrangers.

En 1976, la création d'un *Institut d'Estudis Andorrans* avait pour but d'étendre cette andorranisation à l'enseignement supérieur, afin de former des enseignants, de

susciter des recherches sur l'Andorre et de fournir de la documentation pédagogique. Des Centres d'Études étaient créés les années suivantes à Perpignan et à Barcelone, en collaboration avec leurs universités. Après plus de quinze ans d'existence et beaucoup d'argent dépensé, on ne peut pas dire que les objectifs aient été atteints.

Malgré la foi et souvent l'abnégation des personnes et des enseignants qui y participèrent, malgré les petits progrès obtenus, en particulier que tous les jeunes scolarisés en Andorre aient un contact avec la langue du pays et connaissent ses institutions, l'andorranisation devait très vite montrer ses limites, car elle partait d'un double renoncement: on renonçait à créer un système d'éducation public proprement national, andorran; on renonçait à amener les enseignements étrangers à intégrer à leurs frais dans leurs programmes et dans leurs enseignements un minimum de connaissances sur le pays où ils étaient installés. Ce n'est que plus tard que l'on vit que c'était un combat perdu d'avance, de là probablement la recherche d'une autre voie avec la création de l'école andorrane, dix ans après.

Ce combat pour l'identité de l'Andorre, réalisé sur leur propre territoire par les autorités du pays, alors qu'il s'agissait en principe (et juridiquement) d'un État indépendant et souverain, ce combat avait un côté assez pathétique. Bien que très courante à ce moment-là dans les nouveaux États africains ou asiatiques issus de la décolonisation ou des aires d'influence anglaise, française ou belge, cette situation était unique en Europe. Le nom lui-même rappelait les processus de récupération identitaire de ces pays en voie de développement. Le parallèle pouvait être poussé plus loin; comme dans beaucoup de ces pays non européens, en Andorre aussi la langue du pays n'était pas enseignée dans les écoles, car le système éducatif était pensé davantage pour les étrangers qui étaient venus s'y installer que pour ses habitants d'origine.

La question de l'intégration.

À travers la naissante politique de normalisation linguistique ou, plus ancienne, la volonté d'andorraniser l'enseignement, c'est la question de l'intégration des résidents étrangers qui est posée, en particulier celle des jeunes nés en Andorre, qui auront la possibilité de devenir citoyens andorrans.

En août 1990, dans le débat de la *3a Diada Andorrana a l'UCE de Prada*⁶⁹, à propos de l'identité andorrane, nous analysions ainsi la situation. Traduction : "Souvent nous avons abordé la relation entre le politique et les questions humaines. L'an dernier,

⁶⁹ - *Andorra. La identitat nacional*, éd. Maià, 1993.

au cours de cette même journée, il a été établi qu'une partie de la population de l'Andorre faisait front à une situation très féroce sous l'angle des droits humains. Par ailleurs on ne pouvait guère critiquer l'Andorre car elle ne contrôlait pas les moyens de rendre réellement andorrane la personne qui réside dans le pays. Dit d'une autre manière, donner la nationalité, ce qui veut dire donner la citoyenneté, les États ne le font en général que s'ils ont les moyens d'assurer leur propre identité, la nationalité au sens propre. Ce n'est pas le cas de l'Andorre. Les autres petits États d'Europe ont la même identité que celle du grand État voisin, et par conséquent le problème de l'immigration ne se pose pas autant. Il y a beaucoup de français à Monaco, beaucoup d'italiens à San Marino et beaucoup de germanophones au Liechtenstein.

À mon sens, en même temps qu'elle revendique son identité et qu'on lui impose des obligations morales depuis l'extérieur, l'Andorre doit revendiquer les moyens d'intégration normaux et habituels pour tout État. Nous savons que dans les grands États, où il y a peu de population immigrée, le contact social joue beaucoup. En Andorre il faut relier la citoyenneté ou la nationalité politique et le contrôle direct, unique et non partagé, de la population qui réside dans son propre État, ainsi que l'état civil et l'école. Réaliser l'andorranisation est la seule voie. Je ne la critique pas, j'y ai collaboré, mais c'est dramatique dans un État qui a une langue propre et unique. Par conséquent, il faut poser à nouveau le rôle et la langue de l'école et des médias. Évidemment ces conditions requises sont un paquet global. Agir d'une autre manière serait introduire une distorsion. Bref, la situation de la population de l'Andorre me choque en tant que citoyen du monde, mais elle me choque autant vue depuis l'Andorre, plus que toute autre chose."⁷⁰

⁷⁰ - Texte original: "*Diverses vegades s'ha parlat de la relació entre el polític i les qüestions humanes. L'any passat, en la mateixa diada, es va reconèixer que a Andorra una part de la població feia front a una situació molt ferotge en referència als drets humans. Per altra banda no es podia massa criticar Andorra perquè no dominava els mitjans de fer realment andorrana la persona que resideix al país. Dit d'una altra manera, donar la nacionalitat, que vol dir aquí donar la ciutadania, els estats en general ho fan si tenen els mitjans d'assegurar la seva identitat, o sigui la nacionalitat en el sentit propi. No és el cas d'Andorra. Els altres petits països d'Europa tenen la mateixa identitat que l'estat veí, i per tant no es planteja tant el problema de la immigració. Hi ha molts francesos a Mònaco, molts italians a San Marino i molts alemànics a Liechtenstein.*

Al meu entendre, al mateix moment que reivindica identitat i que se li imposa obligacions morals des de l'exterior, Andorra ha de reivindicar els mitjans d'integració normals i habituals de qualsevol estat. Els grans estats on hi ha poca població immigrada, ja sabem que juga el contacte social. A Andorra s'ha de lligar ciutadania o nacionalitat política i control directe, únic i no compartit de la població que hi ha dins el propi estat, com també de l'estat civil i de l'escola. Fer andorranització és l'única via. No la critico, hi vaig col·laborar, però és dramàtic dins un estat que té llengua pròpia i única. Per tant s'ha de replantejar el paper i la llengua de l'escola i dels mitjans de comunicació. Evidentment aquests requisits són un paquet global. Actuar d'una altra manera seria introduir una distorsió. Per tant la situació de la població d'Andorra em xoca com a ciutadà del món, però no em xoca tant vista des d'Andorra car em

24.2 - Les déficits sociaux: l'enseignement

Quatre systèmes d'éducation en concurrence

En Andorre cohabitent quatre systèmes d'éducation différents, dans trois langues différentes, avec des programmes et des cycles scolaires non coordonnés, qui sont incompatibles entre eux sur de nombreux points. Selon une étude⁷¹ que nous avons réalisée en décembre 1989, il apparaissait que, sur les neuf mille élèves scolarisés dans la Principauté, 5% seulement bénéficiaient, en catalan, d'un système scolaire andorran sous la responsabilité du gouvernement du pays. On voit que l'État ne contrôle pas l'éducation et le système scolaire sur son propre territoire. Les autres systèmes sont étrangers, français ou espagnol; ils ne sont pas adaptés aux besoins de formation de l'Andorre et ils pénalisent les élèves d'origine andorrane, qui ont un pourcentage de retards scolaires supérieurs à la moyenne. Fait plus gênant, ils sont un obstacle à l'intégration des fils d'immigrés ou des étrangers résidents de seconde génération. En effet, pour trois élèves sur quatre l'enseignement importe en Andorre des modèles et des contenus éducatifs des états voisins, enseignés en langue étrangère, sans la moindre adaptation au pays. Il est probable qu'aucun autre État européen n'accepterait une telle situation chez lui.

Des quatre offres **l'enseignement français** est la plus importante. Les écoles françaises, installées en Andorre depuis un siècle à la demande du *Consell General*, traditionnellement rattachées à l'académie de Montpellier et gérées depuis Perpignan, sont devenues les "Écoles du Coprince français" par un décret de 1982. Il s'agit toujours des personnels et du système de l'éducation nationale française mais elles dépendent directement de Paris, avec une gestion depuis le rectorat de Montpellier pendant un temps, puis directe. Cet accord a permis d'éviter, pendant la décade qui suivit, que le *Consell General* et le gouvernement andorran ne les régissent ou ne les andorranisent puisque d'écoles étrangères elles devenaient ainsi écoles du Coprince. Ce subterfuge

xoca més tot lo altre."

⁷¹ - Réalisée dans le cadre de cette thèse, elle a fourni la matière d'un article de fond dans le journal barcelonais *Avui*, du 11/12/1989: "*L'ensenyament a Andorra: To be or not to be?*". Voir également l'article de Martina Camiada: "*L'ensenyament a Andorra*", dans *Andorra. Estat, Institucions, Societat*. C.R.E.C., édit. Maià, Andorra la Vella, 1990, 55-73, les statistiques scolaires du Gouvernement, *Conselleria d'Educació i Cultura: Estadístiques escolars*, depuis 1974, et l'*Informe tècnic sobre l'educació a Andorra*, Andorra la Vella, 1988.

juridique y maintint intégralement le programme français, sans même les concessions au catalan ou aux classes à tendance bilingues que l'on admettait à la même époque dans les Pyrénées-Orientales voisines.

Après de longues résistances et dans un climat encore souvent tendu, la présence de trois heures hebdomadaires de catalan et d'histoire et institutions andorranes y est assurée depuis quinze ans par des professeurs d'andorranisation payés par le gouvernement andorran, afin d'assurer un minimum d'enseignement de la seule langue officielle du pays. Il y a une situation semblable dans l'enseignement espagnol, rendu lui aussi au nom du Coprince épiscopal, mais avec le nom d'"Écoles Espagnoles en Andorre".

Les enseignants des écoles, collège et lycée français sont des fonctionnaires français, dont 23% de nationalité andorrane. L'enseignement se fait exclusivement en français; il est suivi par 40% des élèves scolarisés. Si on compare ce pourcentage à celui des résidents français en Andorre, soit 8,5% des habitants, on voit que l'école est un important instrument d'influence. Pendant longtemps la mauvaise situation matérielle et la mauvaise réputation de l'école espagnole, qui lui venaient de la période franquiste, ont favorisé le développement de l'enseignement français. Si on tient compte du fait que beaucoup d'andorrans, qui représentent 17% de la population des Vallées, envoient leurs enfants à l'école confessionnelle ou à l'école andorrane, on voit que ce public supplémentaire lui vient des enfants des ressortissants de diverses nationalités et d'une partie des fils d'espagnols eux-mêmes.

Les Écoles Espagnoles en Andorre sont gérées selon la convention signée en 1981 par le Coprince épiscopal et le ministère d'éducation du gouvernement espagnol, à Madrid. Les programmes sont ceux de l'État espagnol (et non pas ceux de la Catalogne), l'enseignement se fait en langue castillane et les maîtres et professeurs sont des fonctionnaires espagnols, dont 7% seulement sont des andorrans. Cet enseignement accueille 35% des élèves, alors que les espagnols représentent les deux-tiers des habitants.

En 1965 et en 1968, sous l'influence directe ou indirecte du Coprince-évêque de la Seu d'Urgell⁷², qui avait la confiance des autorités franquistes, furent créés **trois**

⁷² - Monseigneur Ramon Iglesias i Navarri a été évêque de la Seu d'Urgell et Coprince d'Andorre de 1942 à 1969. C'est chez lui que se réfugia à la Libération le propriétaire de *Ràdio Andorra* et de divers médias et radios du sud-ouest de la France, M. Trémoulet, alors condamné à mort par contumace pour collaboration, avec confiscation de ses biens. Pour éviter cette confiscation, *Ràdio Andorra* passa à des intérêts espagnols et barcelonais, puis plus directement sous influence gouvernementale franquiste, selon ce qui ressort de la thèse d'Eugeni Giralt sur *Ràdio Andorra* et sur les médias en Andorre (Thèse doctorale

écoles et institutions confessionnelles, l'*Institut Janer*, pour jeunes filles, l'*Institut Sant Ermengol* pour les garçons et l'école de la *Sagrada Família*. Ils accueillent 20% des élèves. Les programmes et les titres sont ceux de l'État espagnol, mais l'enseignement se fait essentiellement en catalan. La plupart des maîtres sont andorrans.

Le gouvernement andorran gère le centre d'éducation spécialisée *Nostra Senyora de Meritxell*, qui a cinquante élèves. En 1982, précisément lorsque les écoles françaises et espagnoles ont passé des accords avec les Coprince, il a créé l'*Escola Andorrana*. Sa mise en place fut laborieuse puisqu'elle a réellement démarré en 1985 et qu'elle est régie par une loi votée par le *Consell General* bien après, le 2 mai 1989. Elle s'est progressivement étendue à tous les niveaux de la maternelle et du primaire, ainsi que dans les diverses paroisses.

C'est une école novatrice, utilisant des méthodes pédagogiques modernes, des maîtres bien formés, au contact de ce qui se fait de mieux en Catalogne, en France et en Italie. Elle pratique une pédagogie multilingue, avec une base catalan-français ou catalan-castillan, puis l'introduction de la troisième langue de base, castillan ou français, et de l'anglais. Les programmes sont adaptés aux nécessités du pays et les maîtres sont surtout andorrans, mais il y a aussi des enseignants catalans. Les élèves sont d'origine variée, andorrans mais aussi de toutes les nationalités, en particulier des enfants nés dans la Principauté qui peuvent prétendre obtenir plus tard la nationalité et que leurs parents mettent à l'école andorrane pour faciliter leur insertion future. De 5% du total à la rentrée 1989, le nombre d'élèves croît d'année en année et a doublé mais, malgré ses succès (il a progressé jusqu'à 15% en 1993) et le rôle qu'il joue déjà dans la société, le seul enseignement réellement andorran reste aujourd'hui encore un phénomène marginal.

Malgré les éloges que l'on peut lui faire et l'enthousiasme des enseignants, la création d'une école andorrane, en concurrence avec les enseignements espagnols (en castillan dans l'école espagnole ou en catalan dans les écoles confessionnelles) et avec l'enseignement français sur un marché scolaire ouvert, ni contrôlé ni légiféré par l'État, prend une évidente signification politique. Faute de pouvoir andorraniser les écoles étrangères installées sur son territoire, celles des Coprince, faute de pouvoir contrôler l'éducation nationale, la création de cette école andorrane consolide les autres offres. Elle peut être interprétée comme un renoncement à les intégrer un jour. Il est possible cependant que la question refasse surface après l'approbation de la Constitution et d'une nouvelle loi sur l'éducation.

d'économie, Université Autonome de Barcelone, 1989).

En plus de ces quatre types d'enseignements il y a le corps des **maîtres et professeurs d'andorranisation**, plus d'une centaine de personnes en grande majorité andorranes, directement gérés par la *Conselleria d'Educació* du gouvernement andorran. Nous avons vu que ce n'était pas une ligne d'enseignement spécifique mais un complément d'enseignement de catalan et d'éléments sur l'Andorre, en général de trois heures hebdomadaires qui était apporté gratuitement dans toutes les classes des écoles françaises et espagnoles. L'andorranisation introduisait l'enseignement de la langue officielle dans les enseignements étrangers qui jusqu'alors (et encore aujourd'hui) l'ignoraient.

Cela aurait pu déboucher vers une plus grande pénétration des réalités andorranes dans les programmes et vers un enseignement plurilingue. À l'initiative du *Consell General*, puis du premier gouvernement, un début de mouvement a eu lieu, centré sur les programmes d'enseignement de diverses matières. Il s'est heurté à la mauvaise volonté des autorités de gestion de l'éducation en France et en Espagne, probablement par peur de la contagion chez eux, ainsi qu'à l'opposition frontale et très dure des syndicats d'enseignants français et espagnols, opposés à tout essai d'introduction du catalan dans les enseignements en Andorre.

Sans entrer dans des jugements de valeur sur le fond ni sur la question des intérêts corporatifs, puisque un tel processus impliquait à terme le recyclage progressif des enseignants, ces réactions sont au moins condamnables puisqu'elles aboutissaient, de la part de syndicats étrangers, en connivence avec les administrations des États voisins, à refuser l'accès à la langue et le droit à l'identité propre à une population qui le souhaitait, chez elle. Nous avons pu participer à ces travaux comme expert désigné par l'Andorre et, bien que tout fut d'une grande correction, nous avons assisté à des moments d'une très grande violence sous l'angle du respect des droits de l'homme (à l'encontre des jeunes andorrans) et de la souveraineté de l'Andorre. L'initiative n'alla pas plus loin et l'andorranisation continua à être, comme elle l'est encore aujourd'hui, un complément linguistique peu considéré et d'une efficacité réelle limitée. Dans ce contexte, on peut interpréter les décrets et les conventions unilatérales de chaque Coprinco avec les enseignements français ou espagnols, en 1981 et en 1982, comme une réponse à cette stratégie andorrane, puisqu'elle bloquait de fait toute évolution qui ne viendrait pas d'eux sur un enseignement qui dé-ormais leur appartenait clairement.

Des possibilités d'évolution inutilisées

Sans aller jusqu'à la nationalisation ou à l'imposition de normes par voie législative, une évolution très positive pourrait avoir lieu sans bouleversements. Il

suffirait que les enseignements étrangers utilisent en Andorre les normes et les possibilités qui existent déjà dans les deux États dont ils sont issus.

L'enseignement confessionnel utilise déjà le catalan comme langue véhiculaire. Il suffirait de modifier les programmes et s'inspirant de la Catalogne ou en introduisant dans toutes les matières une optique ou des contenus andorrans. Les validations de titres en Espagne n'en seraient pas altérées.

L'évolution de l'école française serait peut-être plus difficile, davantage à cause des mentalités et du manque de formation des enseignants (il suffirait de les remplacer progressivement par des enseignants bilingues, en particulier andorrans ou nord-catalans) que pour des raisons pédagogiques. Actuellement les textes en vigueur en France permettent, en plus de la langue, de faire d'autres enseignements en catalan. Ce serait une amélioration sensible et un pas vers des classes bilingues, qui sont actuellement mises en place expérimentalement en Catalogne Nord.

Le cas de l'enseignement espagnol est certainement le plus facile à résoudre, puisqu'il lui suffirait d'appliquer les normes qu'il est tenu de mettre en pratique sur son propre territoire et qu'il ne respecte pas en Andorre. En effet en Espagne, depuis l'approbation de la Constitution de 1978, les communautés autonomes peuvent choisir leur langue propre comme langue officielle dans leur territoire, conjointement avec le castillan qui est la langue de tout l'État. C'est ce qui se passe en Catalogne, à Valence et aux Îles Baléares pour le catalan, à Euskadi pour le basque, en Galice pour le galaïco-portugais, soit pour plus du tiers des espagnols.

Dans ce cas l'école publique doit offrir la double option aux parents et aux élèves: des classes en base castillan, avec au moins six heures hebdomadaires dans la langue du pays, et des classes dans la langue propre avec un minimum d'heures de castillan. Or en Andorre le catalan est seule langue officielle. On arrive donc à la situation aberrante d'une école espagnole qui n'applique pas en Andorre les règles qu'elle est tenue d'appliquer en Catalogne voisine, par exemple à la Seu d'Urgell.

On peut aller plus loin puisqu'en Espagne les compétences sur l'enseignement ont souvent été transférées aux autonomies ce qui permet, dans un cadre général unique, d'adapter les contenus et les programmes aux nécessités régionales. C'est le cas en Catalogne. Ce pourrait être le cas en Andorre; en fin de compte c'est ce que souhaitent les autorités andorranes vers 1980. On en arrive à la conclusion que les écoles espagnoles en Andorre semblent faites pour former *in situ* des fils d'immigrants originaires de toute l'Espagne dans leur propre langue - ou dans une autre s'ils viennent de Catalogne -, donc d'empêcher leur réelle intégration ou encore, ce qui serait plus

pervers, de castillaniser progressivement l'Andorre. Dans ces conditions on comprend que la plupart des fils de résidents originaires de Catalogne envoient leurs enfants dans les instituts confessionnels, à l'école andorrane ou même dans l'enseignement français.

Le coût de l'enseignement

Si l'Andorre ne contrôle pas son système éducatif, en contrepartie elle n'en assure pas la totalité du coût. La France et l'Espagne paient une partie de cet enseignement. Mais en réalité c'est l'Andorre qui paie la plus grande part du coût de son enseignement, sans avoir en retour un droit de regard ou d'orientation pédagogique. Nous avons essayé de faire un bilan économique de tout l'enseignement, salaires des enseignants et des autres personnels, fonctionnement, bâtiments et entretien. En voici les conclusions.

Le ministère madrilène d'enseignement paie les salaires des maîtres et des professeurs de l'enseignement espagnol. Mais le *Consell General* a payé les terrains et tous les bâtiments, dont il assure l'entretien et les améliorations. Il paie aussi les salaires du personnel de service et des aides pédagogiques, ainsi que les enseignants qui assurent les heures d'andorranisation. C'est la même situation dans l'enseignement français sauf pour le lycée Comtes de Foix d'Andorra la Vella. Si l'Andorre a fourni les terrains, l'État français a financé les bâtiments et continue d'en assurer l'entretien.

Pour l'enseignement confessionnel c'est encore plus limpide puisque le *Consell General* a tout payé, terrains et bâtiments. Il continue financer cet enseignement à 100% puisque, par le biais d'une subvention globale annuelle, il couvre les salaires des enseignants, le fonctionnement et, comme ailleurs, celui du personnel de service et d'aide pédagogique. Évidemment le gouvernement andorran assume la totalité du coût de l'école andorrane.

Sur les 660 enseignants qui travaillaient en Andorre en 1989, le gouvernement andorran assumait directement les salaires de 265 d'entre eux, soit 40% du total pour, rappelons-le, 5% des élèves qui bénéficiaient à cette date d'un enseignement andorran. En tenant compte des autres personnels on arrive à plus de la moitié des salaires à la charge de l'Andorre. Si on considère le coût global de l'enseignement, c'est-à-dire si on ajoute les investissements en terrains et en bâtiments, amortis sur vingt-cinq ans, on arrive aux proportions suivantes: l'Andorre paie environ les 65% du coût de son enseignement, sans en avoir en retour les services et la formation qu'elle pourrait en attendre, la France environ 20% pour 40% des élèves formés dans son enseignement, et l'Espagne les 15% restants. Quant aux écoles confessionnelles, elles ne coûtent rien à

l'évêché d'Urgell ni aux congrégations qui en ont la charge.

À cause de la croissance démographique et de la jeunesse de la population, il y a une croissance continue de la population scolaire et un grand besoin de terrains et de bâtiments nouveaux, tous à la charge du gouvernement andorran, qu'il s'agisse de ses propres écoles ou des enseignements étrangers. C'est une lourde charge pour le budget andorran⁷³, sans pour autant avoir la contrepartie du contrôle des enseignements ni de leurs orientations.

Les perspectives.

Que peut représenter l'*Escola andorrana* pour le Coprince français, ou pour le Ministère français de l'Éducation Nationale qui gère en son nom les écoles et lycées français en Andorre? Que représente-t-elle pour le *Ministerio de Educación y Cultura* espagnol? Le raisonnement pourrait être celui-ci: si les autorités andorranes créent leur propre école, c'est qu'elles admettent que nous n'avons pas à changer, que nous pouvons continuer notre formation des jeunes français, espagnols, et des andorrans ou des étrangers sans adapter notre système d'enseignement. Par conséquent, dans ce marché scolaire où nous avons 35 ou 40% des élèves, nous devons maintenir notre spécificité et continuer à former nos élèves comme il nous convient, puisqu'en les envoyant chez nous leurs parents manifestent leur accord et que l'attitude des dirigeants du pays nous y incite.

Telle qu'elle est conçue et définie actuellement, l'École andorrane ne semble pas être l'instrument d'une substitution progressive d'un système d'enseignement par un autre, ni une école publique nationale, mais une troisième voie, une offre supplémentaire dans un marché ouvert et libre. Elle est un progrès, car il n'existait rien d'andorran auparavant, car elle crée une dynamique et une offre réellement attractive. Mais, sous sa forme actuelle et dans le contexte de l'enseignement en Andorre, elle est malgré tout la marque d'un recul ou d'un renoncement par rapport à la perspective de la récupération totale et du contrôle par l'Andorre de son système éducatif.

Avec un parallélisme saisissant avec l'étape précédente - et probablement pour les mêmes raisons politiques et stratégiques de fond -, en 1993 une **convention franco-andorrane sur l'enseignement français en Andorre** a été signée entre le

⁷³ - Documents annexes 4.4: "*El Govern projecta dos importants centres escolars per a l'any 1994*", *Diari d'Andorra*, 14/03/1993. Le coût de ces deux centres sera de 3,7 milliards de *pessetes*, soit environ 170 millions de francs.

gouvernement andorran et le gouvernement français⁷⁴. Certes, en 1981 et en 1982 les acteurs et les objectifs n'étaient pas tout-à-fait les mêmes, mais la démarche semble bien proche. À cette époque des accords furent passés entre les Coprinceps et les gouvernements français et espagnol pour donner un nouveau cadre à ces enseignements étrangers. Or cela se produisit juste à la veille d'un changement institutionnel en Andorre, qui comportait la création d'un gouvernement, donc d'un ministère de l'éducation andorran qui n'existait pas jusqu'alors. On pouvait supposer que ce ministère s'efforceraient d'andorraniser tout l'enseignement ou même de légiférer sur l'ensemble du système éducatif, enseignements étrangers compris. L'accord bilatéral alors signé les soustrayait de ce champ andorran potentiel.

On peut penser que la même opération s'est produite lors des négociations de 1992 puis lors de la signature le 19 mars 1993, juste avant que la Constitution andorrane ne soit proclamée et que les nouvelles institutions ne soient mises en place, soustrayant donc par un accord international (qui n'en a que plus de force) l'enseignement français du futur champ d'une législation andorrane sur le système éducatif national. Certes une nouvelle loi peut remettre en question cet accord s'il ne convient pas aux andorrans, mais tout est rendu plus difficile.

La convention marque effectivement un progrès par rapport à la situation antérieure. Les matières d'andorranisation sont mieux intégrées dans l'enseignement à tous niveaux, dans le collège et dans le lycée le catalan passe du statut de langue vivante 2 à celui de langue vivante 1, obligatoire pour tous. Mais le système n'a pas fondamentalement changé et l'Andorre paie toujours - avec une charge très accrue en personnel - un enseignement du catalan qui devrait être normalement à la charge de l'enseignement français, comme il l'est en France même depuis la création d'un CAPES de catalan.

L'inspection de ces personnels andorrans n'est pas assurée par le ministère d'éducation andorran, ni directement ni à travers une inspection commune, mais par un Délégué à l'enseignement français désigné par le ministère français de l'éducation. L'Andorre peut proposer les programmes de catalan, mais sous réserve de l'approbation française et de leur conformité aux dispositions françaises (orientations, instructions, objectifs et programmes), et non l'inverse comme il aurait été logique. Les examens sont français sans aucune participation prévue pour les enseignants ou le ministère andorrans dans leur élaboration, dans leur déroulement ni dans leur programme.

Du côté français l'accord est très avantageux car il n'y a eu aucune cession de

⁷⁴ - Le texte de la convention est reproduit dans les documents annexes 4.4.

souveraineté. Tout au contraire, une partie du personnel d'andorranisation passe sous le contrôle de l'éducation nationale française (programmes et contrôle pédagogique) sans avoir à en assurer le coût ni faire de concessions pour cela. Bref, si dorénavant l'enseignement du catalan est en mesure de faire des progrès dans les écoles et lycée français à partir de la rentrée 1993, c'est avec un coût financier et compétentiel élevé pour l'Andorre.

Dans ce contexte, qui concerne aussi l'enseignement espagnol, public ou confessionnel, il est évident que la *Llei d'educació* de 1993 et les textes qui viendront ensuite devront revoir certains aspects et définir enfin les contours du système éducatif pour l'ensemble des enseignements en Andorre. C'est d'autant plus urgent que récemment les écoles privées se multiplient en Andorre, certaines spécialisées en langues, d'autre en enseignement professionnel, d'autres proposant un enseignement général multilingue à des publics ciblés venant de l'ensemble de l'Europe. Cette offre éducative particulière, qui met à profit la situation géographique et fiscale de l'Andorre, est aussi une activité économique intéressante pour la Principauté, qui semble devoir se développer dans l'avenir. Elle demandera aussi un encadrement réglementaire.

24.3 - Les déficits sociaux: la communication

La question des contre-pouvoirs a été en partie abordée à propos des droits de la personne: associations, partis politiques et syndicats. Jusqu'en 1993 on ne peut pas dire qu'ils aient existé en Andorre. Même lorsqu'ils ont été créés de fait, récemment, l'absence de légalisation limitait leur action, quand elle ne permettait pas au pouvoir en place de jouer avec eux "*a la torera*". Cela, ainsi que l'absence de séparation des pouvoirs et de représentativité des citoyens, était un des éléments qui empêchaient de parler d'un régime réellement démocratique.

L'absence ou l'insuffisance, selon les branches, de moyens de communication et d'information était, jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, un autre des grands déficits sociaux en Andorre. Nous avons vu cependant le rôle du premier journal - puis trop vite hebdomadaire - et des premières revues dans le processus qui amena à la réforme, au cours des années soixante-dix. Cependant, il n'y aura pas de presse quotidienne andorrane jusqu'en 1990. Aujourd'hui encore, il manque au moins (sans aller jusqu'à parler de pluralité) une radio et une télévision andorranes. L'information du citoyen, par le biais d'un journal officiel, date d'hier, et d'avant-hier la publication de statistiques par les administrations et par les services publics. La protection des auteurs et le dépôt légal datent du début des années quatre-vingts. Certes, une évolution très

rapide s'est produite en une décade, qui accroît l'information, donc les libertés réelles, qui fait de l'Andorre un pays très proche des autres, mais il y a encore des lacunes, en particulier dans l'audio-visuel.

La radio et la télévision

Les concessions de radios, Ràdio Andorra, avant la seconde guerre mondiale, puis Sud Radio après la guerre s'étaient faites sous la pression d'intérêts extérieurs et le *Consell General* ne les avait jamais réellement acceptées. Après les affrontements entre le *Consell General*, désireux de contrôler la situation et de reprendre les concessions, et les sociétés radiophoniques en 1978, que le journal parisien Le Monde baptisa mi-sérieusement mi-humoristiquement "la guerre des ondes en Andorre", la question revint à l'actualité en 1981.

Par un accord du *Consell General* du 2 avril 1989 il fut décidé que "*el dia 29 de març de 1981 finalitzen totes les concessions atorgades pel M.I. Consell General relatives a Radiodifusió. En aquesta data l'explotació de les emissores retorna a la possessió del M.I. Consell General*"⁷⁵. Une commission de gestion devait être mise en place. Le 6 novembre 1981, une *Assemblea Magna* décida finalement la fermeture des stations. Malgré des résistances, les sociétés SOFIRAD pour Sud-Radio et EIRASA pour Ràdio Andorra cédèrent⁷⁶. Sud-Radio reprit ses émissions depuis Toulouse. Tout au long de leur existence, ces radios furent destinées aux auditeurs des États voisins, comme pour d'autres radios dites périphériques. Il semble qu'elles furent de bonnes affaires commerciales pour leurs promoteurs. Elles s'intéressèrent peu à l'Andorre, où elles eurent un rôle jugé négatif par le Pr Eugeni Giralt. Elles ne furent jamais des instruments utiles pour la Principauté, qu'il s'agisse de la création d'un espace de communication propre, d'un élément de prise de conscience du pays ou de son identité, ou qu'il s'agisse de sa projection extérieure.

Ce n'est qu'en 1989 qu'une loi sur la radiodiffusion et télévision andorranes créa l'ORTA, *Organització de Ràdio i Televisió Andorranes*⁷⁷. Elle affirmait le monopole d'État sur les émissions de radio et de télévision et fixait les normes du service public.

⁷⁵ - Traduction: "le 29 mars 1981 s'achèvent toutes les concessions attribuées par le *M.I. Consell General* relatives à la Radiodiffusion. À cette date l'exploitation des stations d'émission retourne en possession du *M.I. Consell General*"

⁷⁶ - On se reportera aux documents annexes 4.5 et aux travaux d'Eugeni Giralt déjà cités.

⁷⁷ - Le texte de la loi du 12 octobre 1989 sur la radio et la télévision andorranes est également reproduit dans les documents annexes 4.5.

Les radios privées ou les accords avec des radios ou télévisions étrangères pour leur réception en Andorre n'étaient pas exclus. Symboliquement, les premières émissions de la télévision andorrane commencèrent le 8 septembre 1990, jour de la fête nationale. Auparavant, par un décret en date du 25 mars 1981, le *Consell General* avait créé l'*Entitat Nacional Andorrana de Radiodifusió*, un organisme public autonome qui recevait le monopole en matière de radiodiffusion dans la Principauté ou à partir d'elle.

Les télécommunications.

Le Service de Télécommunications d'Andorre est un organisme public créé en 1984, qui a le monopole de l'ensemble des télécommunications et des retransmissions de données, de sons et d'images en Andorre et avec l'étranger. C'est la récupération d'une compétence d'État qui était assumée auparavant, en Andorre même, par les télécommunications françaises et espagnoles, ou qui, pour les radios, avait été concédée unilatéralement par les Coprinces à des sociétés étrangères. Traduction : "Le Service de Télécommunications d'Andorre, abrégé en forme d'anagramme S.T.A., constitue une entité de droit public, avec une personnalité juridique propre et une pleine capacité pour le développement de ses objectifs", selon le premier article du statut voté le 25 avril 1984 par le *Consell General*. Selon le troisième article : "L'objet du S.T.A. consiste en la gestion et exploitation, en exclusivité, des Services de télécommunications généraux et, de manière particulière, des services téléphoniques, radiotéléphoniques, télex, transmission de données et autres services auxiliaires ou complémentaires dans le territoire d'Andorre, y compris pour ce qui fait référence à ses communications internationales. (..) Le S.T.A. est aussi responsable de la gestion des infrastructures techniques et des réseaux nationaux de radiodiffusion sonore et de télévision"⁷⁸.

L'information écrite

Le journal officiel, *Butlletí Oficial del Principat d'Andorra*, fut créé récemment, en janvier 1989. Il publie les lois, les textes réglementaires, *decrets*, *ordinacions* et *acords* du *Consell General* et des *Comuns*, les dispositions prises par le Gouvernement et celles qui émanent des Coprinces et de leurs services, les annonces de concours et de marchés

⁷⁸ - Texte original: "*El Servei de Telecomunicacions d'Andorra, abreujadament en forma d'anagrama S.T.A., constitueix una entitat de dret públic, amb personalitat jurídica pròpia, i amb organització autònoma, patrimoni propi i plena capacitat per al desenvolupament dels seus fins. / L'objecte del S.T.A. consisteix en la gestió i explotació, en exclusiva, dels Serveis de telecomunicacions generals i, de manera particular, dels serveis telefònics, radiotelefònics, tèlex, transmissió de dades o altres serveis auxiliars o complementaris dintre del territori d'Andorra, fins i tot pel que es refereix a les seves comunicacions internacionals. (..) El S.T.A. també és responsable de la gestió de les infraestructures tècniques i de les xarxes nacionals de radiodifusió sonora i televisió.*"

publics, les avis et les annonces légales émanant de toutes les institutions publiques. C'est une publication hebdomadaire, avec des fascicules supplémentaires tels que, par exemple, le projet d'accord avec la CEE, le discours-programme du *Cap de Govern* ou le projet de constitution.

Après un bref essai de **presse quotidienne** en 1974-1975, avec *Poble Andorrà*, l'Andorre eut une presse hebdomadaire, dont la plupart des titres étaient aux mains de personnalités andorranes ou de groupes de pression économiques. Il manquait une presse quotidienne ou une véritable presse d'opinion. En 1991 apparaît un premier journal quotidien, le *Diari d'Andorra*, suivi pendant quelque temps sur ce terrain par l'hebdomadaire *Informacions*, qui reviendra à sa première formule au bout d'un an.

C'est un changement considérable, qui intervient à un moment opportun dans la vie sociale et politique andorrane. Il marque l'arrivée d'un nouveau style de presse, proche de ce qui se fait dans les pays voisins. Très vite, il influencera et il modifiera la manière de faire de la politique en Andorre. Le "*secretisme*", selon l'expression utilisée en Andorre, devient plus difficile, le journal devient une caisse de résonance pour les politiques comme pour les groupes associatifs. Il joue un rôle important au moment des campagnes électorales et de la période de pré-campagne. Il contribue à faire émerger une opinion publique ou à dégager des thèmes de débat. Tout ceci est très nouveau dans la Principauté, habituée à d'autres pratiques.

Par exemple, c'est ce journal qui a permis d'avoir des informations ou des filtrations sur la négociation de la constitution, pourtant tenue très secrète par ses acteurs, qui en a publié l'avant-projet, qui a recueilli au jour le jour les opinions des divers acteurs. Au cours de cette période, il a permis un autre débat et le jeu des pressions et l'entrée de l'opinion publique dans une affaire dont elle était volontairement écartée par les acteurs politiques qui auraient dû pourtant l'informer constamment.

La presse joue aujourd'hui davantage son rôle normal d'information et de tribune quant à la politique, à la vie sociale et culturelle, que beaucoup découvrent moins pauvre qu'on ne le disait, à l'aménagement du territoire, à l'écologie. Le changement est particulièrement important sous ce dernier angle, car opinion est davantage sensibilisée. Par le biais d'une édition spéciale mensuelle réalisée avec la collaboration de l'ensemble des écoles et des enseignements existant en Andorre, il contribue à la formation d'un espace éducatif et de communication andorrans.



3 - La Constitution andorrane et la reconnaissance internationale de l'Andorre

La configuration de l'Andorre en tant qu'État a fait au cours des années quatre-vingts des pas décisifs, comme nous venons de le constater. Il était à prévoir qu'elle allait en faire d'autres très rapidement. La plupart des arguments que Bertrand Bélinguier et d'autres juristes opposaient à la reconnaissance internationale de l'Andorre tombaient comme blé en été. On voyait progresser chaque année la régulation des institutions internes et des administrations. Il était de plus en plus question de réformer les impôts et le code de la nationalité.

On en arriva à remettre en question le rôle des Coprinces. Au cours des *Diades d'Andorra* à l'Université catalane d'été de Prades, en 1988 et 1989, les interventions andorranes critiquent le processus de réforme, considéré comme inopérant et dépassé, et demandent une clarification des doubles fonctions des Coprinces.

En 1990, Pere Moles Aristot, un ancien *Cònsol* des Escaldes et *Conseller General* alors en fonctions, publie un essai au titre explicite, *Andorra... sense Co-Prínceps?* (L'Andorre... sans les Coprinces ?), où l'on peut lire à la page 73 (traduction) : " Passons maintenant au thème de fond qui a donné lieu au titre de ce livre. Nous avons déjà dit, auparavant, que le souhait des andorrans est de continuer avec les Coprinces, mais d'une manière qui soit compatible avec la démocratie (...) Zemanek parle de trois modèles pour la Réforme : Modèle I, le statu quo avec des modifications mineures. Modèle II, le statu quo avec des modifications plus profondes. Modèle III, changement fondamental du statu quo."⁷⁹

Il conclut, pages 82-83 (traduction): " Le modèle numéro III part de l'hypothèse suivante : le Peuple andorran réalise pleinement la souveraineté populaire et, dans ce but, il abolit l'institution des Coprinces et il se constitue en République démocratique.

⁷⁹ - Texte original : "*Passem ara, al tema de fons que ha donat lloc al títol d'aquest llibre. Ja hem dit, abans, que el desig dels andorrans és de continuar amb els Co-Prínceps, però d'una manera que sigui compatible amb la democràcia. (...) Zemanek parla de tres models de la Reforma: Model I, el statu-quo amb modificacions menors. Model II, el statu-quo amb modificacions més profundes. Model III, canvi fonamental del statu-quo.*"

(...) Pour moi, en toute sincérité, je n'aimerais pas que l'on en arrive au modèle numéro III. Cela démontrerait qu'ont raison ceux qui affirment que les termes Coprinces et démocratie sont incompatibles. Je préfère penser que les andorrans et les Services des Coprinces mettrons tous leurs efforts pour arriver aux objectifs du modèle numéro II qui, comme je l'ai dit avant, est le modèle qui s'approche le plus des souhaits du peuple andorran. (...) Andorre... sans Coprinces ? Les andorrans ont la réponse à cette question mais, évidemment et surtout, ce sont les Coprinces qui l'ont."⁸⁰.

Publiée l'année même où le Gouvernement et le *Consell General* demandaient aux Coprinces la négociation d'une constitution écrite, la mise en garde ne pouvait être plus claire.

La question de la représentation internationale de l'Andorre avait déjà été soulevée à propos de la négociation de l'accord entre l'Andorre et la Communauté Européenne, entre 1985 et 1989. Ces voix n'étaient pas qu'andorranes. Lors de la séance de signature à Luxembourg puis à Bruxelles, le 29 juin 1990, selon des propos rapportés par la presse andorrane présente à la cérémonie, qui le prit fort mal alors qu'il s'agissait d'une évidence, le commissaire européen qui signa au nom de la Commission Européenne, l'espagnol Abel Matutes fit noter avec beaucoup d'humour que c'était la première fois que la Communauté signait un accord avec un pays tiers dont les représentants légaux étaient déjà des citoyens européens. Il faisait référence bien entendu aux deux *Veguers* qui signaient conjointement avec le chef du gouvernement andorran, au nom des deux Coprinces, eux aussi citoyens européens.

Le nouvel ordre économique, issu de l'accord avec la Communauté Européenne, ne changera pas radicalement dans un premier temps les caractères de l'économie car il semblait devoir sauvegarder les principaux intérêts andorrans, mais il impliquait une évolution économique et fiscale et, surtout, un changement de structures. Indirectement, il imposait surtout une autre gestion de l'État et de son budget. Par le biais de la nécessaire diversification des activités et de la planification à moyen et long terme qui devenaient possibles dans un cadre commercial ainsi régulé, il entraînait une dimension d'aménagement du territoire qui n'était pas suffisamment prise en compte jusqu'alors. Il

⁸⁰ - Texte original : "*El model núm. III parteix de la hipòtesi següent: El Poble andorrà realitza plenament la sobirania popular i, amb aquest fi, aboleix la institució dels Co-Prínceps; i es constitueix en República democràtica.*" (...) *A mi, amb tota sinceritat, no m'agradaria que s'arribés al model núm. III. Això demostraria que tenen raó aquells que afirmen que els termes Co-Prínceps i democràcia són incompatibles. I prefereixo pensar que els andorrans i els Serveis dels Co-Prínceps dedicaran els seus esforços en assolir els objectius del model núm. II que, tal com he dit abans, és el model que més s'apropa dels desitgs del poble andorrà.* (...) *Andorra...sense Co-Prínceps? La resposta a aquesta pregunta la tenen els andorrans, evidentment, però, sobretot, la tenen els Co-prínceps.*"

impliquait enfin une clarification politique et institutionnelle, que la société andorrane réclamait unanimement par ailleurs. Celle-ci dépendait dorénavant moins des andorrans que des coprinces dont on ne pouvait se passer mais qui en étaient aussi le principal obstacle.

Cette consolidation définitive de l'Andorre dépendait en partie des États voisins. Le France était un obstacle surtout sur le plan juridique car ses représentants et ses juristes, dans leur majorité, refusaient la reconnaissance internationale de l'Andorre, argumentant sur la confusion entre la fonction et les droits du Coprince et ceux de l'État français⁸¹. Dès les premières réunions de la commission tripartite de négociation, ce fut un des thèmes mis en discussion par la délégation française: "*Gilles Ménage, cap de la Delegació francesa, apunta la representació internacional d'Andorra com a punt conflictiu. Va tenir raó.*"⁸² (traduction : Gilles Ménage, chef de la Délégation française, nota la représentation internationale de l'Andorre comme point conflictif. Il eut raison).

L'obstacle semblait devoir être davantage politique du côté du Coprince épiscopal et de l'État espagnol qui lui prêtait son soutien et ses services. Il se manifestait déjà dans les retards mis pour régler les situations juridiques qui découlaient de la réforme de 1981, ou dans les déclarations publiques un tantinet démagogiques du Coprince évêque à propos de la reconnaissance des syndicats et des droits de l'homme. Ces réticences étaient en tout cas prévisibles car ce sont eux qui ont le plus à perdre si le régime de l'Andorre devenait moins autocratique, à moins que les Coprinces ne puissent conserver un rôle prééminent dans certains domaines clefs.

Telles étaient les données au début du processus qui devait mener à la rédaction d'une constitution écrite. Nous écrivions en mai 1991, en conclusion d'une communication sur l'Andorre⁸³, publiée ensuite dans la R.G.P.S.O.⁸⁴: "Quoi qu'il en soit cette évolution de l'économie et des institutions aura lieu. Je ne doute pas de la capacité des andorrans pour trouver un moyen terme qui aille dans le sens de leurs intérêts, comme ils ont toujours su le faire jusqu'à présent malgré la disproportion des États et

⁸¹ - La thèse de Bertrand Bélinguier et l'interprétation de son directeur le professeur Rousseau dans sa préface, que nous verrons plus loin, en sont une illustration.

⁸² - M.C. Orduña: "*A la recerca de la pròpia identitat política*", article sur les négociations de la constitution, *Diari d'Andorra*, supplément de 80p. du 15/03/1993, p.17.

⁸³ - Colloque international en Andorre, 27-29 mai 1991, sur "les cultures et régions transfrontalières à l'aube du marché unique", organisé par la Commission de la géographie des frontières du Comité national français de Géographie.

⁸⁴ - J. Becat: "L'Andorre, pays catalan d'économie ouverte entre la France et l'Espagne." *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 62-2, avril-juin 1991, p.151-168.

des pouvoirs qui s'affrontaient. Il est également certain que la reconnaissance internationale de l'Andorre ne peut plus tarder puisque les andorrans la souhaitent et qu'il n'y a guère d'argument sérieux à leur opposer.

Mais, malgré les apparences et les débats actuels, l'enjeu le plus important de l'Andorre n'est pas dans ces défis qui sont déjà virtuellement gagnés, mais dans l'intégration de ses nouveaux citoyens, dans l'harmonie sociale que ces évolutions peuvent mettre à rude épreuve, et dans l'affirmation de son identité."

3.1 - La négociation de la Constitution

Bien que très rapide, puisqu'il s'écoule moins de trois ans entre le discours du nouveau chef de gouvernement, Òscar Ribas Reig, qui demande le 1er juin 1990: "*el meu Govern afirma que necessitem una Constitució escrita per poder estructurar el país*" (trad. : mon Gouvernement affirme que nous avons besoin d'une Constitution écrite pour pouvoir structurer le pays) et le référendum du 14 mars 1993 qui approuve le texte constitutionnel, le processus d'élaboration a comporté plusieurs phases, dont une de mûrissement qui précéda la demande formelle. Déroulant son ballet aux pas parfois hésitants et amenant quelques émotions (mais jamais des affrontements violents ni de véritables passions en Andorre), la négociation elle-même a été encore plus rapide, commençant le 12 avril 1991 avec la première réunion de la commission tripartite et finissant le 19 décembre 1992, lorsqu'elle remit sa copie au *Consell General*.

Les prémices

Sans remonter trop loin dans le temps - nous avons vu, page 20, que dans les programmes de l'A.D.A. en 1976 il était question explicitement d'une constitution -, il est possible de situer le début du basculement réforme/constitution, donc le passage d'une stratégie à une autre, à la période difficile de la négociation de l'accord commercial avec la Communauté Européenne, qui vit s'affronter davantage les élus andorrans à leurs Coprince qu'à leur interlocuteur commun européen.

La constatation du blocage de toute issue pour une reconnaissance internationale (rejet des demandes d'adhésion du gouvernement andorran, au nom de l'Andorre, à la Croix Rouge internationale et à l'Union Internationale des Télécommunications, en 1983-1984, à cause de l'opposition de l'Espagne et surtout de la France) et l'impasse du

processus de réformes politiques et sociales, qui devint évidente après 1985, furent des facteurs qui jouèrent également.

C'est la convergence de ces éléments qui menèrent à la demande de constitution. L'accord avec la CEE et la résolution du Conseil de l'Europe, à un mois d'intervalle, débridèrent soudain le gouvernement andorran et le *Consell General*.

Après la réforme partielle de 1981 il y avait le choix entre deux stratégies. Ou bien poursuivre la réforme à l'andorrane, c'est-à-dire lentement, avec prudence, en traitant chaque thème lorsqu'il est mûr et que l'on ne peut faire autrement que de le traiter. On avance pragmatiquement point par point en évitant de trop poser les problèmes de fond, à travers des cas concrets, avec pragmatisme, afin de ne pas déstabiliser le système. Ou bien on pose directement la question de fond: il faut élaborer une constitution pour créer d'abord un cadre de référence, il faut affirmer d'emblée des principes: séparation des pouvoirs, donc perte de la totalité ou d'une partie des pouvoirs des Coprines, et souveraineté populaire, donc fin de la légitimité des Coprines par héritage, leurs compétences leur venant dès lors de l'accord des citoyens.

C'est la solution la plus cartésienne mais aussi la moins conforme à la tradition andorrane, bien que la *Nova Reforma* de 1866 ait été obtenue par une mini-révolution. Cette seconde voie avait aussi l'inconvénient de poser d'emblée tous les problèmes avec la nécessité de les résoudre aussitôt: pouvoirs et statut des Coprines, nationalité, représentation internationale, monnaie, représentation des citoyens ou des paroisses à/aux assemblée/s, statut et fonction des corporations locales, etc., sur lesquels les andorrans n'étaient pas d'accord entre eux.

On peut noter qu'au fur et à mesure qu'avançaient les années quatre-vingts, trois éléments allaient dans le sens de cette seconde solution. Tout d'abord la lenteur et le quasi blocage des applications de la réforme de 1981 exaspéraient de plus en plus les élus, confrontés à des problèmes administratifs et de gestion sans obtenir les instruments juridiques nécessaires, et l'opinion publique qui perdait peu à peu la confiance, dans certain cas presque mystique, dans les Coprines. En second lieu il y a l'accord commercial avec la Communauté Européenne. Quelles que soient ses conséquences économiques, il a le mérite de rendre la Principauté moins dépendante des États voisins, donc des Coprines et de leurs pressions directes ou indirectes. Il y a moins de risques de représailles à poser les questions essentielles.

Enfin il y a la montée des jeunes générations, dans deux domaines. D'une part une nouvelle génération d'hommes politiques émerge et arrive au pouvoir. Ils ont la trentaine ou la quarantaine, ils furent les étudiants ou les jeunes qui critiquèrent tant les

institutions et les vieilles barbes au cours des années soixante-dix. Beaucoup ont pris part aux initiatives, aux tribunes et aux débats de cette époque. D'autre part il y a un grand rajeunissement du corps électoral. Ces jeunes générations sont moins liées aux formes traditionnelles de pensée. Elles n'ont pas connu l'économie et la société anciennes - ou seulement ses derniers avatars - elles n'ont pas participé à l'ancien système institutionnel.

Par contre beaucoup de ces jeunes électeurs ont très mal vécu le malaise créé par une législation sociale insuffisante, par un code de la nationalité rétrograde et non voulu par eux, qui créait davantage des fossés entre les jeunes qu'entre les gens plus âgés, par une réforme incomplète et ambiguë. Ils avaient été formés par les enseignements français et espagnol, où ils avaient été amenés à apprendre ce qu'est un système démocratique et constitutionnel occidental, qu'ils pouvaient donc comparer à la situation intérieure andorrane. Par conséquent ils étaient à même de mesurer l'ampleur des besoins et être tentés par une solution globale, rapide et nette.

Malgré les transformations économiques internes qui commencèrent avec **l'accord entre l'Andorre et la Communauté Européenne**, sur le plan politique, tout s'achève avec la signature solennelle à Luxembourg et à Bruxelles le 29 juin 1990. Six mois auparavant, à la fin de la phase de négociations, un échange de lettre et une première signature avaient eu lieu à Bruxelles et à Andorra la Vella le 14 décembre 1989; puis, entre temps, il y avait eu la ratification de l'accord par le *Consell General* en Andorre et par le Conseil des ministres européens à Bruxelles.

Dans le livre 3, à propos de l'évolution de l'économie andorrane, nous avons montré que tout commençait en 1985, pendant la phase de négociation entre les deux États ibériques et la CEE, lorsqu'il fallut savoir qui négocierait au nom de la Principauté. Or, l'accord qui se préparait en parallèle avec l'Andorre se négociait sans les andorrans, à travers la France et l'Espagne, cette dernière agissant au nom (et derrière la façade) du Coprince épiscopal. La grande chance de l'Andorre fut que les négociations avec l'Espagne fussent si dures, l'opposition à propos des questions litigieuses venant essentiellement de la France. Le traité fut bouclé in-extremis, fin décembre 1985. Pendant cette année-là, le gouvernement andorran de Josep Pintat protesta publiquement et demanda à participer directement aux négociations qui affectaient son pays, à la fois pour cette raison d'évidence, mais aussi avec l'arrière-pensée d'affirmer la présence internationale de la Principauté que lui contestaient ses Coprinces et leurs États.

Pragmatiquement, selon ses habitudes, la CEE décida de mettre le cas andorran en attente et de le résoudre après l'admission de l'Espagne et du Portugal, dans les deux

années qui suivaient. En fin 1987 rien n'était encore décidé et les véritables négociations n'avaient pas commencé. Mais cet intervalle de temps avait été mis à profit par le *Consell General*, dès 1986, pour préciser sa position par le vote d'un texte énumérant ses objectifs et ses prétentions, et par les Coprinces pour accepter que la délégation andorrane soit tripartite, intégrant comme troisième partenaire une représentation du *Consell General* et du gouvernement. Lorsque l'accord fut conclu, trois signatures furent apposées pour l'Andorre, d'abord celle du chef du gouvernement en fonctions, Òscar Ribas, puis celles des deux *Veguers* en représentation des Coprinces.

Il est certain que l'accord commercial avec la Communauté Européenne marquait le début d'une nouvelle étape. C'est l'événement majeur de cette période pour l'Andorre. D'une part, c'était la première fois que l'Andorre signait directement un accord international, et non pas à travers le représentant des gouvernements français et/ou espagnol agissant pour elle. Cet acte ne pouvait pas être considéré encore comme la reconnaissance internationale explicite de la Principauté en tant qu'État de plein droit, car la CEE avait déjà passé des accords commerciaux semblables aussi bien avec Gibraltar, avec les Îles anglo-normandes ou avec l'île de Man, qui n'étaient pas des États, qu'avec Monaco ou Malte, qui étaient des États reconnus, puisqu'ils participaient déjà à des organismes internationaux. Mais c'était un premier pas, qui expliquait la dureté des réclamations du chef de gouvernement andorran et les grandes réticences des Coprinces.

Au cours de cette période, les institutions andorranes élus sont devenues le partenaire des Coprinces, qui finalement "*mostra cara*" en représentation des andorrans. Le rapport souverains-sujets venait de changer. Ce gain peut paraître aujourd'hui dérisoire, après l'approbation d'une constitution qui balaye définitivement l'ancien régime et ses invraisemblables rapports de force. Mais, à ce moment-là, il était important d'arriver à cette affirmation dans un acte formel qui impliquait la représentation de la Principauté à l'extérieur. C'était aussi la première fois que le catalan était utilisé comme langue de chancellerie à l'époque contemporaine.

L'accord avec la Communauté Européenne comportait beaucoup de conséquences positives pour l'Andorre. Allant au-delà des aspects économiques très avantageux, nous avons déjà eu l'occasion de souligner que, pour la première fois de son histoire, l'Andorre ne dépendait plus directement des décisions des États français et espagnol en ce qui concernait son économie et les facteurs qui la conditionnaient. La peur de perdre des positions ou des avantages économiques, ou la menace toujours présente - et récemment utilisée - de représailles économiques et de fermeture de la

frontière⁸⁵, donc la dépendance politique, se trouvaient remplacées par une règle du jeu inscrite dans un accord international, que personne ne pouvait manipuler ni modifier tant que durait sa validité et son respect par l'Andorre. Cela clarifiait la situation politique intérieure et cela changeait les rôles de ses acteurs. Entre autres choses, les élus andorrans pouvaient poser la question de la réforme institutionnelle et de la réalité de l'État andorran sur des bases différentes et moins coercitives.

Dans cette optique, la création en 1989 d'un organisme d'État de radio et de télévision andorranes, doté du monopole dans ce domaine, impliquait la participation corrélative de l'Andorre aux organismes internationaux de régulation de ces moyens de communication audiovisuels, chose qui venait d'être interdite à la Principauté quelques années auparavant, bien que toutes les concessions à des sociétés étrangères aient été rendues caduques, donc que l'Andorre fût redevenue maîtresse de son espace de communication.

La résolution 946 du Conseil de l'Europe fut votée au cours de la même phase, entre les deux signatures successives de l'accord commercial avec la CEE, juste après la victoire des partisans de la "*renovació*", c'est-à-dire de l'accélération du changement constitutionnel, aux élections générales de décembre 1989. Elle recommandait aux Coprinces et aux andorrans - en fait elle imposait, surtout au Coprince français en tant que président d'une république-symbole des droits de l'homme - un changement social et la rédaction d'une constitution.

Dans les années qui précédèrent cette irruption des organismes européens dans la politique intérieure andorrane, les différences de point de vue entre les Coprinces étaient devenues publiques et parfois manifestées sans subterfuges par le Coprince épiscopal, signe évident de faiblesse mais aussi que des problèmes de fond se posaient. Comme toujours, ces affrontements furent mis à profit par les andorrans. Objectivement, ils semblent avoir bénéficié de l'appui du Coprince français dans cette évolution qui se faisait en réalité au détriment des pouvoirs et de l'influence du Coprince épiscopal, alors que les deux chefs de gouvernement andorrans successifs étaient présentés comme proches de la mitre.

⁸⁵ - Les représailles économiques et le blocus de la frontière ont été appliqués en 1953 par le gouvernement français afin d'exercer une pression sur le *Consell General* des vallées dans l'affaire de la concession de Sud Radio, qui intéressait beaucoup le Prédident Vincent Auriol, élu de la région du midi français qui devait être couverte par cette station périphérique. Le gouvernement franquiste a utilisé aussi plusieurs fois ce type de représailles à la frontière afin que l'Andorre limite les manifestations d'antifranquisme sur son territoire, par exemple à l'occasion de récitals de la *Nova Cançó* (voir plus haut pages 17 et 18).

Il y avait derrière ces accrochages le grand problème de fond, qui devait ressurgir crûment le 12 novembre 1992: si le président de la République Française pouvait se permettre, comme Coprinco, de céder des compétences aux andorrans et de garder malgré tout une grande influence, que restait-il à l'évêque d'un petit diocèse de montagne s'il n'était plus qu'un souverain d'opérette, les compétences réelles passant aux élus andorrans?

En 1985 déjà la fissure était apparue. Alors que la tension était forte à propos de la négociation avec la CEE, lors de la remise de la *quèstia* au Coprinco français au palais de l'Élysée, à Paris, François Mitterrand avait déclaré⁸⁶: "des mutations s'imposent, c'est une tâche de longue haleine pour laquelle vous trouverez à vos côtés le coprinco français". Il insista aussi sur la nécessité d'accélérer les réformes institutionnelles. Il semblait par là rejeter la responsabilité des blocages et de la résistance du côté du Coprinco épiscopal et de ses partisans conservateurs en Andorre. Cela pouvait sembler d'autant plus paradoxal que la France avait été celle qui avait fait échouer l'adhésion de l'Andorre à des organismes internationaux spécialisés deux ans auparavant.

Avec le recul du temps, et à la lumière de ses déclarations postérieures, il y a une grande logique et beaucoup de continuité dans la pensée de François Mitterrand. Accepter la reconnaissance extérieure de l'Andorre en tant qu'État sans changer le système institutionnel, c'est-à-dire sans que ce soient les élus andorrans qui aient les compétences réelles sur leur État, c'était accorder la reconnaissance internationale au Coprinco évêque, qui ne la possédait pas, et en écarter en même temps les citoyens andorrans.

La préparation par le *Consell General* d'une loi sur le mariage civil avait aussi cristallisé des positions diamétralement opposées entre les Coprincos, dont il ne faut pas perdre de vue que l'un était un républicain socialiste et athée et l'autre un évêque⁸⁷ qui avait toujours affirmé publiquement sa fidélité à la ligne de pensée du pape Jean-Paul II. Contrairement aux aspirations de beaucoup d'andorrans, et occultant un problème dont nous avons mesuré l'ampleur dans la société (page 54), le projet de loi n'envisageait pas le divorce. Afin d'éviter sa reconnaissance légale, il était question de reconnaître seulement la séparation de corps, sans permettre pour autant un remariage civil puisque

⁸⁶ - Voir l'article d'Henri Fabre, correspondant à Paris du journal *L'Indépendant* de Perpignan, le 23/10/1985: "Mitterrand aux Andorrans. Des mutations s'imposent.", dans les documents annexes 4.6.

⁸⁷ -Il avait aussi une fonction au sein de la très conservatrice Conférence épiscopale espagnole, dans les relations avec les médias et la société, où certes il pouvait apparaître aux yeux de certains comme progressiste.

le lien antérieur ne pouvait être annulé. On pouvait aboutir ainsi à une situation assez absurde, les personnes mariées civilement devenant unies indissolublement pour la vie, sans autre issue possible, alors que les couples mariés à l'église (un seul des deux actes étant suffisant) pouvaient utiliser tous les subterfuges du droit canon pour faire dissoudre leur union le cas échéant.

À cette occasion les services des Coprinces s'opposèrent, par presse interposée, ceux de la mitre faisant valoir que François Mitterrand bloquait la reconnaissance extérieure de l'Andorre, ceux du Coprince français soulignant toute l'ambiguïté de la position d'un évêque, comme chef d'État, face à l'évolution du monde moderne et aux souhaits des citoyens. Cela valut des titres dans la presse tels que "*Martí Alanis culpa Mitterrand d'aïllar Andorra*"⁸⁸ (Martí Alanis accuse Mitterrand d'isoler l'Andorre) ou "*Els interessos dels dos coprínecs frenen la modernització d'Andorra*"⁸⁹ (Les intérêts des deux Coprinces freinent la modernisation de l'Andorre : voir supra p.25).

Dans le second article on peut lire une déclaration du porte-parole de la mitre qui va jusqu'à agiter la menace de démission - toujours la même - pour obtenir gain de cause, comme ce sera le cas presque avec les mêmes termes en 1992, où il obtiendra également gain de cause: "*Si arribéssim a aquestes diguem-ne contradiccions, sigui les de tipus constitucional, sigui les de consciència, el coprínec episcopal, per la seva part, retornaria els poders al poble andorrà, amb qui les va pactar, en certa manera, al segle XIII.*"⁹⁰ (trad. : Si nous arrivions à ces, disons, contradictions, que ce soient celles de type institutionnel, ou que ce soient celles de conscience, le coprince épiscopal, pour sa part, retournerait les pouvoirs au peuple andorran, avec qui il les a pacté, d'une certaine manière, au XIIIe siècle). L'analyse et le fondement historiques de cet argument feraient bondir tout historien des époques médiévale et moderne, mais le message politique contemporain était très explicite.

Les premières négociations et le projet de Constitution

Sur l'ensemble de la phase de négociations, il existe deux publications qui

⁸⁸ - Documents annexes 4.6: "*El bisbe de la Seu acusa Mit-terrand.*", *Avui*, 11/07/1988, et "*Martí Alanis culpa Mitterrand d'aïllar Andorra.*", *Diari de Barcelona*, 06/06/1988.

⁸⁹ - Documents annexes 64.631: "*El projecte de llei de matrimoni no preveu el divorci. Els interessos dels dos coprínecs frenen la modernització d'Andorra. L'Església i Mitterrand no s'entenen.*", article de Joana Viusà, *Avui*, Barcelona, 06/06/ 1988.

⁹⁰ - Extrait de l'article précédent.

portent un témoignage à chaud: un ouvrage d'Àlvar Valls, *La nova constitució d'Andorra*⁹¹, et un numéro spécial du *Diari d'Andorra*, "*Constitució del Principat d'Andorra*."⁹². Le premier présente les antécédents, suit les négociations et donne les textes en catalan de la constitution et des divers courriers et résolutions qui l'ont précédée. Le second, publié le lendemain du référendum, recueille les opinions des divers acteurs, des observateurs politiques et rassemble une intéressante chronologie illustrée des négociations.

Les élections de décembre 1989, puis la difficile élection de Josep Maria Beal, le *Cònsol* des Escaldes-Engordany, comme *Síndic* et la désignation plus facile d'Òscar Ribas Reig comme chef du gouvernement mettaient en place partout, à partir du 22 janvier 1990, des partisans de l'accélération de la réforme par la voie de la rédaction d'une constitution. La demande faite au Conseil de l'Europe de sursoir quelques mois au vote de la résolution sur l'Andorre, qui accepta cette requête pour favoriser l'évolution interne de la Principauté et pour permettre à la nouvelle majorité de prendre en mains tous les rouages, montraient qu'ils en acceptaient les termes et qu'ils comptaient l'utiliser à leur compte comme instrument de pression.

Des contacts directs eurent lieu à Paris en avril 1990, au plus haut niveau possible, entre une délégation andorrane composée du *Sub-síndic* Josep Casal (le *Síndic* étant victime d'une maladie qui le contraindrait bientôt à démissionner), du chef de gouvernement Òscar Ribas, du *Conseller de Finances* Jaume Bartumeu, un des hommes forts de la nouvelle majorité (et un des acteurs des mouvements de jeunes des années soixante-dix) et du secrétaire du *Consell General* Antoni Fiñana, avec le directeur de cabinet du président François Mitterrand, Gilles Ménage, qui sera ensuite le chef de la délégation française à la commission tripartite de négociations, flanqué de ses chefs des services (Préfet des Pyrénées-Orientales et *Delegat Permanent, Veguer*, plus le sous-directeur pour l'Europe méridionale au Quai d'Orsay qui assurait le secrétariat pour l'Andorre).

D'abord tenus confidentiels, les contenus de ces conversations furent filtrés à la presse au début juin⁹³, après le vote de la résolution 946 et la déclaration de politique générale du chef du gouvernement, le 1er juin, où il dit avec force: "*El meu Govern*

⁹¹ - Àlvar Valls, *La nova constitució d'Andorra*, Premsa Andorrana S.A., Andorra la Vella, 1993, 11p.

⁹² - *Diari d'Andorra*: "*Constitució del Principat d'Andorra. 700 anys d'història*.", n° 570, 15/03/1993, supplément de 80p.

⁹³ - Le texte de cet article est reproduit dans les documents annexes 4.6: "*Ara acaben de fer-se oficials els seus resultats... Converses, a París, entre l'Elisi i Andorra*.", article de Rosa Mari Sorribes, *Informacions*, 09/06/1990.

afirma que necessitem una Constitució escrita per poder estructurar el país." (trad. : Mon gouvernement affirme que nous avons besoin d'une Constitution écrite pour pouvoir structurer le pays). Il faut l'interpréter comme une pression sur l'opposition au sein du *Consell General* et surtout sur le Coprince épiscopal, puisqu'au cours de ces conversations tout avait été mis à plat, les services du Coprince français indiquant leur position, favorable à une constitution⁹⁴, ainsi que leurs limites ou conditions, comme par exemple améliorer la législation en matière civile et en matière de droit du travail⁹⁵, adapter - donc maintenir - le système éducatif français ou contrôler les activités bancaires⁹⁶.

Après cette phase de préparation, le processus constitutionnel commence avec le vote par unanimité du *Consell General* de l'*acord* du 18 juin 1990. En réponse à la sollicitation du gouvernement, le *Consell General* crée une commission spéciale présidée par le *Síndic* "*destinada a assumir la iniciativa del procés constituent, mitjançant l'elaboració d'una Proposta de Constitució escrita que serà concertada amb els Coprínceps en el marc d'una Comissió Tripartita*" (trad. : destinée à assumer l'initiative du processus constituant, grâce à l'élaboration d'une Proposition de Constitution écrite qui sera concertée avec les Coprinces dans le cadre d'une Commission Tripartite). Le pas était franchi. Dans les attendus on relève la référence à la souveraineté populaire, à la personnalité de l'État andorran en droit international, aux normes juridiques nécessaires.

⁹⁴ - "*El M.I. Sr Cap de Govern evoca els principis que motivaren la Reforma Institucional i les posicions de partida durant els anys 70 i inicis dels 80. (...) Exposa que la contestació institucional començà l'any 1976, oposant el país als Veguers; als anys 80 l'oposició es manifestà envers els Delegats Permanents i, actualment, concerneix els Coprínceps. El M.I. Sr Cap de Govern exposa que l'elaboració d'una Constitució, tot i mantenint el Copríncipat, possibilitaria la definició d'un nou estatut polític per a Andorra.*

(..) El Sr Gilles Ménage (...) afirma que per part del Co-príncep Francès no hi hauria inconvenient, però caldrà fixar un calendari, un mètode d'actuació i determinar allò que es vol; i sobre aquestes qüestions serà necessari d'obtenir l'acord del Copríncep Mitrat. (...) També indica que S.E. el Co-príncep Francès vol que els elegits de Poble regeixin per ells mateixos el Principat." (même article)

⁹⁵ - Ce qui nous vaut de lire des déclarations surprenantes dans la bouche d'un socialiste français, même directeur de cabinet d'un Coprince d'Andorre: "*El Sr Cap de Govern exposa que hi ha la intenció de reglamentar l'actuació de les associacions sindicals, però despolititzant-les el màxim possible, ja que poden constituir grups de pressió política.*" (...) "*El Sr Gilles Ménage pregunta si no hi hauria cap altre sistema d'evitar la qüestió sindical per mitjà d'una millora substancial de la legislació laboral, inclús establint un cert gran de representativitat dels treballadors en el si de les empreses.*" (même article), ce qui était fort en deçà des positions du Coprince évêque qui avait déjà reçu des représentants syndicaux.

⁹⁶ - "*El Sr Gilles Ménage manifesta que existeix un interès en controlar l'activitat bancària, per tal d'evitar certes actuacions contràries a l'ètica i garantir, consegüentment, la moralitat de les activitats bancàries.*" (même article)

Le Consell General, réuni à la Casa de la Vall, au cours de la séance où il demanda une Constitution aux Coprinces et créa une Commission pour en préparer le projet. Au centre le Chef du gouvernement Òscar Ribas Reig et son ministre Jaume Bartumeu. (Ph. *Diari d'Andora*, suppl. spécial, 15 març 1993)



En application de cette décision, le *Subsíndic* adressait le 16 juillet une lettre aux deux Coprinces, les informant de cet accord et leur demandant l'ouverture de négociations à travers leurs services, la fixation d'un calendrier de travail et d'une date buttoir pour la fin des négociations. La réponse tarda, ce qui impliquait qu'il y avait des divergences entre les Coprinces, fait que nous avons déjà souligné. La réponse du Coprince français arriva d'abord et débloqua la situation. Dans sa lettre du 2 octobre 1990, le Coprince français François Mitterrand acceptait la négociation au sein d'une commission tripartite et indiquait qu'il saisissait le Coprince épiscopal de la question, lui demandant son point de vue. L'accord de ce dernier arriva trois mois après, le 10 janvier 1991.

Le *Consell General* approuva le 26 mars suivant la liste des objectifs généraux essentiels à inscrire dans la constitution. La liste, très brève, était sans surprises. Ces objectifs étaient les suivants:

- l'Andorre est État démocratique de droit et la souveraineté émane du peuple;
- la division des pouvoirs: les Coprinces sont les chefs de l'État, de manière conjointe et indivisible; le *Consell General* est l'assemblée législative; le gouvernement a le pouvoir exécutif et il dirige l'administration; la justice est indépendante;
- le maintien de la division territoriale en paroisses et la reconnaissance d'une large autonomie municipale;
- la reconnaissance et la garantie des droits fondamentaux de la personne.

Mais, en même temps que la situation semblait se débloquer, les deux Coprinces acceptant le principe du changement démocratique et le *Consell General* indiquant ses intentions, éclatait une crise politique interne qui devait durer un an. Elle perturba

beaucoup la gestion du pays, elle eut une répercussion négative sur la négociation, la délégation andorrane ayant des personnes très opposées entre elles dans son sein, puis il semble qu'elle ait servi de prétexte à l'interruption des négociations pendant sept mois. À l'origine et en apparence, il eut la démission du *Síndic General* Josep Maria Beal pour des raisons de santé. Dans le plus pur style *parroquialista*, les *Consellers* généraux de la Massana et un des ministres du gouvernement, lui aussi de la même paroisse, changèrent de bord. Ces transfuges passèrent à l'opposition⁹⁷ qui devint majoritaire au sein du *Consell General*, mais sans atteindre le quorum nécessaire pour renverser le gouvernement. Le nouveau Síndic élu par cette nouvelle majorité très composite fut Albert Jalabert, bien entendu originaire de la paroisse de La Massana.

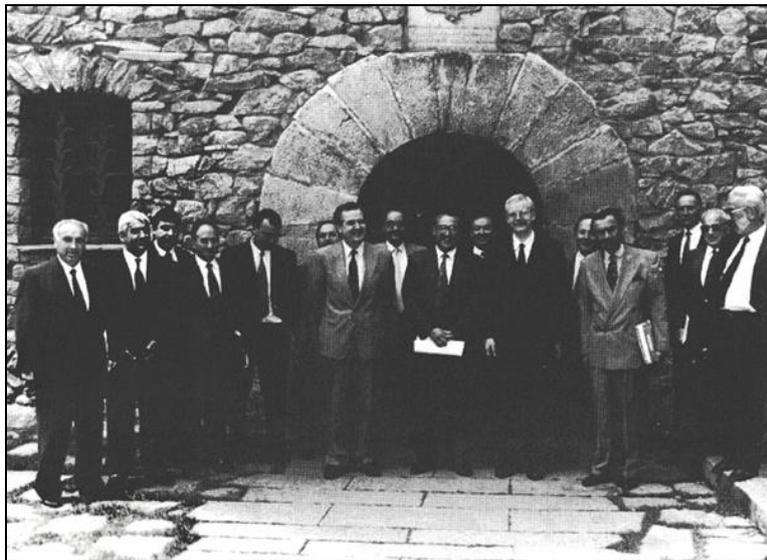
Appuyé sur une minorité qui ne se désagrégea pas davantage, centrée sur les *Consellers* d'Andorra la Vella et des Escaldes, et qui résista à tous les assauts et à toutes les motions de censure, le gouvernement d'Oscar Ribas gouverna en minorité. Devant cette impasse politique, la nouvelle majorité mena une guérilla constante, refusant toutes les propositions du gouvernement ainsi que le budget. Pendant un an l'Andorre vécut sans budget, le gouvernement annulant de nombreux contrats, payant ses créanciers avec retard ou en partie seulement; les travaux d'infrastructure furent paralysés, en dehors de ceux dont le financement avait été débloqué. Le seul vote positif fut celui des dispositions réglementaires permettant d'appliquer l'accord commercial avec la Communauté Européenne. La paralysie gagna progressivement beaucoup de secteurs de l'activité qui dépendaient des paiements ou des commandes des pouvoirs publics. Après une phase d'intérêt pour ces péripéties politiques dont la presse se faisait largement l'écho, cet affrontement stérile et sans issue possible mécontenta des fractions croissantes de l'opinion publique et des milieux économiques.

Pendant ce temps la commission tripartite s'était réunie le 12 avril 1991 et, avec la solennité qui convenait, elle avait déclaré ouvert le processus constitutionnel. Les réunions se succédèrent régulièrement au rythme de une à deux par mois. Chaque délégation s'entoura d'experts universitaires spécialistes de droit constitutionnel, la plupart venant de Barcelone. Elles leur firent élaborer des rapports dès que le projet prit tournure. Sous l'influence de ces juristes qui conseillaient la délégation andorrane et celle de la mitre, pour des raisons de formation, d'influence ou de facilité, ce projet semble s'être inspiré fortement, dans la forme comme dans l'esprit, de la constitution

⁹⁷ - On présenta cette opposition comme plus proche ou plus favorable à la Mitre et à ses positions, moins favorable à de grands changements et peu soucieuse de laisser jouer la représentation proportionnelle des citoyens, qui laisserait trop d'influence à l'agglomération principale. L'histoire dira si la coïncidence a été fortuite entre les événements contradictoires qui se produisirent au cours de ce premier trimestre de 1991, qui gênaient ou qui affaiblissaient la position de départ andorrane.

espagnole de 1978 plus que des autres textes constitutionnels européens.

La Commission Tripartite chargée de négocier la Constitution, réunie pour la photographie officielle devant l'entrée de la *Casa de la Vall*. Au centre, de gauche à droite Nemesius Marquès, Delegat Permanent du Coprinco épiscopal, le Syndic et Gilles Ménage pour le Coprinco français. (Ph. *Diari d'Andora*, suppl. spécial, 15 març 1993)



La méthode fut de définir les grands principes, puis de négocier successivement titre par titre et point par point, en laissant chaque fois de côté les aspects les plus litigieux dès que des rapprochements n'étaient plus possibles. Rien ne filtra afin de préserver, affirma-t-on, la sérénité et l'indépendance de la commission. En réalité cette attitude, respectée par tous et surtout par les andorrans jusqu'à la fin de cette première phase, était plus à l'avantage des Coprinco, détenteurs des pouvoirs et maîtres du jeu, qu'à celui de la délégation andorrane, qui ne pouvait pas utiliser le poids de l'opinion publique, à défaut d'un *Consell General* qui n'était plus unanime et dont certains *Consellers* étaient visiblement manipulés depuis l'extérieur.

La délégation andorrane en discussion avant une session de la Commission tripartite. (Ph. *Diari d'Andora*, suppl. spécial, 15 març 1993)



Dans la meilleure des traditions, la délégation andorrane comprenait les *Síndics* et un *Conseller* pour chaque paroisse, dont deux à tour de rôle pouvaient s'asseoir le long d'un des côtés de la table triangulaire, les autres faisant tapisserie derrière. Du côté épiscopal la délégation fut toujours composée des mêmes personnes, avec le *Delegat Permanent* Nemesi Marquès, le *Veguer* Francesc Badia et leurs deux secrétaires. La délégation française fut toujours dirigée par une personne de l'entourage immédiat de François Mitterrand, d'abord par son directeur de cabinet Gilles Ménage, qui avait participé aux premiers contacts puis, après sa nomination à la tête d'E.D.F., par Jean-Yves Caullet, par ailleurs conseiller auprès du président de la République Française. Ils furent accompagnés des mêmes personnes qui avaient assisté aux entretiens préliminaires de Paris en avril 1990, ou de leurs successeurs à ces postes.



Une réunion de la Commission Tripartite dans une salle de la Casa de la Vall, autour d'une table triangulaire : à droite et de dos la délégation du Coprince épiscopal, à gauche la délégation du Coprince français, avec son chef Gilles Ménage portant les écouteurs de la traduction simultanée, tous les autres membres étant trilingues, au fond et faisant face, la délégation andorrane. (Ph. *Diari d'Andora*, suppl. spécial, 15 març 1993)

L'interruption des négociations et l'assemblée constituante

Sept mois après, toujours sans que l'on sache quel était le projet, ses contours, ses contenus ni les points de désaccord, le 22 novembre 1991 eut lieu la dernière réunion de la première étape des négociations. Il ne restait plus que les questions

difficiles. Les discussions devaient reprendre en janvier 1992 pour les aborder et les résoudre. En fait, elles ne reprirent qu'au bout de sept mois, le 26 juin 1992. Mais cette période ne fut pas sans événements ni sans progrès dans la gestation de la constitution, au moins dans le camp andorran.

En dehors des affrontements au sein du *Consell General*, un des points qui risquait le plus de jeter la discorde entre les andorrans et d'affaiblir leurs positions face aux Coprinces - dont ceux-ci jouaient et qui fournissait les meilleurs appuis à la nouvelle majorité - résidait dans la question des compétences et du financement des paroisses. Avec une grande lucidité politique, malgré sa situation précaire, le chef du gouvernement entama une négociation parallèle avec les sept *comuns*, menés comme il se doit par le *Cònsol* de Canillo, la première paroisse dans l'ordre hiérarchique.

Le lendemain de la signature de l'accord provisoire du 19 novembre 1991, le *Diari d'Andorra* le rend public. Sur la photographie et au premier plan, à gauche Francesc Areny, le *Cònsol* de Canillo qui menait la représentation des sept paroisses, et en face Enric Pujal, président de la Commission de finances du *Consell General* (*Diari d'Andorra*, 20/11/1991)

Diari d'Andorra
 DIRECTOR: GUALB... JORNO - NÚMERO 159 - DIMECRES 20 DE NOVEMBRE DE 1991 - PREU: 80 PTE.

Acord històric per a la futura llei pressupostària dels comuns

Uns 3.650 milions es repartiran les parròquies segons territori i població

Del pressupost que tingui cada comú, dues tercers parts seran per a obres i inversions i la part restant es destinarà a subvencions a entitats

Montserrat Luena
ANDORRA LA VELLA

Els comuns disposaran per llei, cada any, del 30 per cent dels ingressos liquidats de l'exercici anterior, segons va

Membres de la comissió i els cònsols reunits per ultimar el pacte de finançament

iguals, les quals al seu torn se subvindràn en l'ítem, retornat històricament no han

institució comunal, i Enric Pujal, totes dues parts van voler destacar la satisfacció d'haver arribat a un acord que van qualificar d'històric. Les negociacions s'havien intensificat durant l'últim any, però la proposta comunal per arribar a tenir una autonomia econòmica ja es va plantejar ara fa vuit anys, quan Enric Pujal era cònsol d'Encamp.

La gran preocupació dels cònsols ha estat que el repartiment sigui al més equitatiu possible. Areny va voler destacar l'esforç que s'ha fet perquè les diferències intrínseques entre les set parròquies no representessin un desequilibri financer. Amb el tràmit legal que ha de seguir la futura llei fins a la seva entrada en vigor, és previst que les corporacions locals cobrin els diners abans del final d'aquest any. Pujal va indicar

Les domaines de compétences furent trouvés, qui concernaient les domaines traditionnels des paroisses, en particulier l'aménagement du territoire, l'urbanisme et les routes autres que les nationales. Le gouvernement et l'assemblée gardaient dans ces domaines un pouvoir réglementaire et d'inspection ainsi que les orientations générales. Comme il n'y a pas de compétences réelles sans financement, le projet d'accord prévoyait la cession de 30% du budget de l'État aux paroisses qui, de désargentées, devenaient capables de financer une politique propre de développement ou d'aménagement. La répartition utilisait deux clefs, la population et la superficie, ce qui s'avérait à l'avantage des paroisses de haute montagne, moins peuplées, mais qui ne dépossédait pas totalement la capitale, qui bénéficiait par ailleurs du financement et des infrastructures des services centraux de l'État.

On prévoyait en outre, à travers les premières dotations budgétaires, un plan pour éponger la dette des paroisses vis à vis de l'État, qu'il s'agisse des avances et des prêts consentis pour les *campes de neu*, pour les parkings verticaux ou pour les centres sportifs et culturels. Bref, les paroisses avaient intérêt à conserver ce gouvernement et à voir aboutir rapidement le processus constitutionnel afin de pouvoir bénéficier de ces nouvelles dispositions car, sans vote du budget par le *Consell General* et sans vote de la constitution, tout restait comme auparavant. L'accord provisoire fut signé⁹⁸ le 19 novembre 1991, et une commission fut mise en place pour mieux définir, dans le cadre de la constitution, les compétences respectives du gouvernement, du *Consell General* et des corporations locales.

Le 26 novembre 1991 eut lieu à Paris la remise de ce qui devait être la dernière quèstia au Coprince français. À cette occasion François Mitterrand affirma: "Tous les pouvoirs vous seront remis." Mais la situation n'évoluait plus. À la suite d'une fuite probablement volontaire, le *Diari d'Andorra* eut accès au projet de constitution et le publia aussitôt dans une édition spéciale que tout le monde s'arracha le 4 janvier 1992. Le titre de l'édition était significatif de l'absence d'information de l'étape antérieure: "*La Constitució ja és al carrer*".

L'éditorial, placé en première page⁹⁹, affirmait: "*Al poble el que és del poble*". Il rappelait "*hem denunciat reiteradament el secretisme en les negociacions, i hem reclamat, junt amb amplis sectors de la societat civil, un debat obert i plural. (..) El debat públic sobre aquest text és garantia de la irreversibilitat del procés. Ningú no se sentirà protegit sota el mantell del secret d'estat per maniobrar i obstruir la Constitució.*" (trad : Au peuple ce qui appartient au peuple / Nous avons dénoncé à de nombreuses reprises le secret dans les négociations, et nous avons réclamé, conjointement avec de larges secteurs de la société civile, un débat ouvert et pluriel. (...) Le débat public sur ce texte est une garantie de l'irréversibilité du processus. Personne ne se sentira protégé sous le manteau du secret d'État pour manœuvrer et faire obstruction à la Constitution). Effectivement, à partir de là l'opinion publique se manifesta et les citoyens participèrent davantage au débat.

⁹⁸ - Voir les documents annexes 4.6: "*Acord històric per a la futura llei pressupostària dels comuns. Uns 3.650 milions es repartiran les parròquies segons territori i població.*" (Accord historique sur la future loi budgétaire des *comuns*. Quelques 3.650 millions seront répartis entre les paroisses selon le territoire et la population), article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, 20/11/1991.

⁹⁹ - Documents annexes 4.6: "*Aquest rotatiu ha tingut accés i ofereix als seus lectors el text íntegre de l'avantprojecte que debat la tripartita. La Constitució ja és al carrer.*" (Ce journal a eu accès et offre à ses lecteurs le texte intégral de l'avant-projet que débat la tripartite. La Constitution est maintenant dans la rue), éditorial, *Diari d'Andorra*, 04/01/1992.

Ils le firent le 30 janvier d'une manière qui s'était produite déjà deux fois en un siècle. Ce jour-là, répondant à un appel à manifester lancé publiquement le 18 par Lluís Babi, secrétaire du *Comú* d'Ordino et ex-*Conseller*, quelques trois cents personnes occupèrent la *Casa de la Vall* et y assiégèrent le *Consell General* alors en pleine réunion. Leur slogan était: "*Solucions o dimissió*". Sous la pression populaire les *Consellers* décident l'autodissolution du *Consell General*. Deux jours après les prochaines élections étaient fixées pour les 5 et 12 avril.

Les manifestants occupent la Casa de la Vall, jusqu'à la salle de réunions, et font céder le *Consell General* (*Diari d'Andorra*, 31/01/1992)



Le groupe minoritaire qui soutenait le gouvernement d'Òscar Ribas Reig remporta clairement les élections, non seulement dans la capitale mais aussi dans presque toutes les paroisses, y compris à Sant Julià de Lòria, fief de ses opposants. Jordi Farràs et Josep Marsal, élus d'Andorra la Vella et d'Encamp, furent désignés comme *Síndic* et *Sub-síndic* le 22 avril. Le 8 mai, le nouveau gouvernement d'Òscar Ribas entra en fonctions.

Cette solution à la crise politique intérieure permit la reprise de la discussion avec les Coprinces. À travers la dissolution du *Consell General*, confirmée par le vote aux élections générales, les citoyens avaient tranché en faveur de la constitution. Le gouvernement en sortait renforcé et légitimé. Cette nouvelle majorité semblait décidée à poursuivre et à achever rapidement les négociations. Le 5 juin le *Consell General* vota un *acord* manifestant "*la seva ferma voluntat de reprendre el procés destinat a redactar el projecte d'aquesta Constitució*". Il se proclama "*Consell Constituent*", dans la plus pure tradition des révolutionnaires français de la fin du XVIIIe siècle.

En langage clair cela signifiait que ce *Consell* voulait la reprise rapide des négociations et qu'il était prêt à passer par-dessus tous les obstacles pour arriver à ce but. Il prenait d'ailleurs l'initiative. Les 17 et 18 juin, s'isolant en montagne comme

l'avaient fait les parlementaires catalans en 1932 à Núria et en 1979 à Sau pour rédiger leurs statuts d'autonomie, un séminaire de réflexion réunit dans un hôtel du Tarter une délégation du *Consell General*, dont deux anciens membres du gouvernement, les *Síndics* et des experts. Unilatéralement, ils récrivirent à partir du premier texte un nouveau projet, qui servira de base de discussion du projet définitif.

Les dernières négociations

Le 26 juin les réunions de la commission tripartite reprirent à la *Casa de la Vall*, afin de rédiger la version définitive de la Constitution. Les réunions se succédèrent régulièrement jusqu'au début novembre, lorsqu'éclata publiquement la dernière crise, provoquée sciemment par le Coprince évêque. La délégation andorrane multiplia les précautions et sollicita les avis de divers experts. En juin elle possédait déjà deux rapports commentant le projet de constitution¹⁰⁰. L'un avait été rédigé par Miguel Herrero de Miñón, un juriste madrilène, député conservateur aux *Cortes* d'Espagne et ex-dirigeant du parti de droite *Aliança Popular*. Il avait été demandé par l'ancienne majorité au *Consell General* et remis six mois auparavant. Le second, très différent, fut réalisé par deux juristes barcelonais, Carles Viver et Marc Carillo. Au cours de l'été la question de la constitution était présente partout, en Andorre même et à l'extérieur, à Barcelone pour un débat public, à l'Université Catalane d'Été de Prades où le thème de la *Diada Andorrana* fut consacré, par anticipation sur l'évolution prévisible, aux partis politiques¹⁰¹, avec une participation de personnes de premier plan, ce qui lui valut les titres de la presse andorrane pendant plusieurs jours.

Pour plus de précautions, alors que la seconde phase des négociations avançait, la délégation du *Consell General* demanda au Collège d'Avocats d'Andorre d'examiner l'ensemble du projet. Dans la première étape, ils avaient déjà rédigé un rapport sur l'organisation de la justice. Ce second texte fut remis le 10 septembre 1992. La veille avait eu lieu la signature de l'accord délimitant les compétences entre les *comuns*, le gouvernement et le *Consell General*, au bout d'un an de négociations¹⁰², il est vrai

¹⁰⁰ - Les éléments comparatifs de ces deux rapports sont dans les documents annexes 4.6: "*Tres especialistes parlen com hauria de ser la constitució andorrana.*" *Diari d'Andorra*, 28/06/1992.

¹⁰¹ - Même dossier annexe: "*Les tendències polítiques centren la diada de Prada dedicada a Andorra.*" et "*V Diada andorrana a la Universitat Catalana d'Estiu. L'evolució de la política i l'economia van marcar ahir la discussió a Prada.*", *Diari d'Andorra*, 22-23/08/1992.

¹⁰² - Même dossier: "*L'assignació del 30% ha estat corroborada aquesta setmana. Els cònsols i el cap del Govern per delegació van tancar un any de negociació.*", Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, 02/10/1992.

accélérée après les élections générales. Si bien qu'on peut considérer que tout était bouclé du côté andorran. Le 11 septembre, la commission tripartite abordait enfin l'examen des derniers points litigieux.

"*L'esclat final d'un conflicte anunciat*" (trad. : La déflagration finale d'un conflit annoncé), selon un titre explicite du *Diari d'Andorra*¹⁰³, la dernière crise se produisit lors de la remise de la dernière *qüèstia* au Coprince épiscopal Joan Martí Alanis, à La Seu d'Urgell, le 12 novembre 1992. Son argumentation était toujours la même, mais elle était exposée d'une manière explicite et publique: "*Desproveït de poders fàctics, doneu-li els mitjans necessari per ser el garant de la soberania i la independència i el bon funcionament de les institucions, com també els ha de tenir l'altre copríncep.*" (trad. : Dépourvu de pouvoirs factuels, donnez-lui les moyens nécessaires pour être le garant de la souveraineté et de l'indépendance et du bon fonctionnement des institutions, tout comme doit les avoir l'autre Coprince).

Donc, selon lui, si les andorrans ne laissent aucun pouvoir aux Coprinces, le Coprince français restera président d'un État important, avec toute l'influence que cela représente, alors que le Coprince épiscopal ne sera plus rien; il y aura un déséquilibre et il ne pourra plus contrebalancer l'influence française. Mais aussi il nous faut remarquer que, les andorrans prenant en mains l'ensemble de leurs affaires, il est évident qu'ils auront moins besoin de l'intermédiaire du Coprince épiscopal pour mobiliser les services de l'État espagnol; en effet, l'Andorre étant reconnue, les relations hispano-andorranes seront réglées par un traité entre États, donc de gouvernement à gouvernement (par exemple les écoles, les postes, les résidents espagnols, etc.). Indirectement, cette argumentation basée sur les équilibres à préserver revient à présenter les Coprinces comme les vecteurs d'influences extérieures et, implicitement, c'est reconnaître qu'ils l'étaient auparavant.

Dans son discours, par certains aspects pathétique¹⁰⁴, il menaçait de renoncer à sa charge si les Coprinces ne conservaient pas des pouvoirs: "*Deixeu que els coprínceps vigilem per damunt de les fronteres. Que fem de sentinelles un a cada banda. Com*

¹⁰³ - "*Discurs de S.E. el copríncep i bisbe d'Urgell en ocasió de la quèstia de 1992. L'esclat final d'un conflicte anunciat.*", dans une édition spéciale du *Diari d'Andorra*, le jour même. Dans les documents annexes 4.6, on trouvera le texte intégral de ce discours et d'autres coupures de presse, d'Andorre ou de Barcelone.

¹⁰⁴ - Utiliser un discours public et les médias pour régler au grand jour une question qui devait normalement se résoudre dans une négociation que les trois partenaires - et surtout les Coprinces - avaient voulue secrète, c'est à la fois la preuve d'une position de faiblesse, d'impuissance et d'un blocage dans les négociations. On peut faire un parallèle entre le "*secretisme*" dont se plaignaient les médias andorrans et cet éclat public.

voleu que faci de copríncep el bisbe, si no és així?" (trad. : Permettez que les coprinces surveillent par-dessus les frontières. Que nous fassions les sentinelles chacun d'un côté. Comment voulez-vous que l'évêque fasse de coprinces si ce n'est pas ainsi ?). Il est difficile de savoir si c'était réellement cet argument général qui justifiait cette exigence de conserver des pouvoirs, essentiellement la participation aux relations internationales et un droit de véto sur les lois, ou bien si c'était l'objectif concret de la possibilité et de la volonté de blocage de certaines lois prévisibles (par exemple divorce, avortement) qui l'amenait à utiliser les grands arguments pour arriver à ses fins.

Si nous laissons de côté ces hypothèses, un fait était clair, le Coprinces épiscopal réclamait des pouvoirs - ou à ne pas les abandonner: "Je veux faire référence expressément à la fonction des coprinces dans le nouveau cadre de la Constitution. Pour moi c'est une question fondamentale, compte tenu de mon expérience politique d'Andorre, et je veux que le peuple le sache par ma bouche, parce que j'ai la conviction qu'il en sera d'accord. (...) Des actes transcendants, qui puissent compromettre la souveraineté et l'indépendance de la Principauté et la sauvegarde de l'ordre institutionnel voulu par le peuple, je veux m'en sentir responsable, si je dois continuer à la charge de coprinces. Je ne veux faire ni coaction ni exercer du paternalisme. Dieu m'en garde. Mais je n'entrerai pas non plus avec liberté ni avec sécurité dans un nouveau pacte, si ce n'est avec cette garantie."¹⁰⁵

Les réactions en Andorre ont été variées¹⁰⁶, depuis ceux qui pensaient qu'il fallait contenter le Coprinces épiscopal, jusqu'à ceux, plus nombreux, qui s'offusquaient de cet ultimatum qui visait à limiter la souveraineté populaire et les compétences des élus andorrans.

Lors de la reprise des négociations on arriva évidemment à une impasse. Ce fut

¹⁰⁵ - Texte original: "*Vull referir-me expressament a la funció dels coprínceps en el nou marc de la Constitució. Per a mi és una qüestió fonamental, donada la meva experiència política d'Andorra, i vull que el poble la sàpiga per boca meva, perquè confio que hi estarà d'acord. (..) Dels actes transcendants, que puguin comprometre la soberania i la independència del Principat i la salvaguarda de l'ordre institucional volgut pel poble, me'n vull sentir corresponsible, si he de continuar fent de copríncep. No vull fer coacció ni exercir paternalisme. Déu me'n lliuri. Però tampoc jo entraria amb llibertat ni amb seguretat en un nou pacte, si no és amb aquesta garantia.*"

¹⁰⁶ - On en trouvera quelques exemples dans un extrait de presse: "*Nou recull de parers sobre el parlament del copríncep episcopal el dia de la quèstia*", *Diari d'Andorra*, 14/11/1992 (documents annexes 4.6). On y relèvera l'attitude de traditionnalistes comme Antoni Aristot ("*d'acord amb les manifestacions i les inquietuds del copríncep episcopal. (..) De pressa però a poc a poc.*"), de partisans du changement, comme Lluís Babi qui mena la manifestation de janvier ("*Una cosa si que puc dir-la, no m'agraden les amenaces.*"), ou Angelina Mas, moins vive mais tout aussi claire ("*El co-príncep no ha dit res de nou, però és bo que aquesta vegada hagi parlat clar. Més val negociar els temes conflictius sobre*

au tour de la délégation du Coprince français de lancer un ultimatum destiné à débloquer la situation. Elle annonça qu'elle ne participerait plus aux négociations tant que le blocage durerait entre la mitre et les andorrans; elle leur donnait un mois pour que le *Consell General* et les représentants du Coprince épiscopal arrivent à un accord, soit avant la Noël, sinon elle menaçait d'un ajournement *sine die*. La certitude des élections générales qui devaient se produire au printemps suivant en France, à l'issue desquelles on pouvait prévoir des difficultés pour le président Mitterrand, donnaient beaucoup de poids à la menace. Trois réunions bipartites eurent lieu alors en moins de quinze jours, les 3, 11 et 16 décembre 1992 à la *Casa de la Vall* d'Andorra la Vella.

Un rapprochement s'étant produit, la dernière réunion de la commission tripartite eut lieu les 18 et 19 décembre. Elle arriva à un accord final qui donnait satisfaction au Coprince évêque pour l'essentiel. Les andorrans avaient cédé pour obtenir le bénéfice d'une approbation et d'une mise en application rapides de la constitution. La commission tripartite remit le projet définitif le 19 décembre 1992 au soir. Une période transitoire d'un an commençait alors, ponctuée par le référendum populaire, par la signature par les Coprince et par la mise en place des nouvelles lois et structures.

Dès le 21 décembre 1992, le *Diari d'Andorra* publie le projet définitif de Constitution.

Diari d'Andorra

EDICIÓ ESPECIAL

DILLUNS, 21 DE DESEMBRE DE 1992



PROJECTE DE CONSTITUCIÓ DEL PRINCIPAT D'ANDORRA

La present edició especial, adreçada als nostres subscriptors i, de forma gratuïta, als lectors en general, inclou el projecte de Constitució del Principat d'Andorra tal com ha quedat després de l'acord final a què van arribar les tres parts negociadores abans-d'ahir, dissabte, dia 19. El text que oferim en la seva integritat és el que avui dilluns revisaran encara les tres parts per donar-hi el vist-i-plau definitiu després d'efectuar-hi els eventuais retocs finals.

<p>TÍTOL I: DE LA SOBERANIA D'ANDORRA</p> <p>Article 1.- 1.- Andorra és un Estat independent, de dret, democràtic i social. La seva denominació oficial és Principat d'Andorra.</p> <p>2.- La Constitució proclama com a principis inspiradors de l'acció de l'Estat andorrà el respecte i la promoció de la llibertat, la igualtat, la justícia, la tolerància, la defensa dels drets humans i la dignitat de la persona.</p>	<p>Article 6.- 1.- Totes les persones són iguals davant la llei. Ningú no pot ésser discriminat per raó de naixement, raça, sexe, origen, religió, opinió, o qualsevol altra condició personal o social.</p> <p>2.- Els poders públics han de crear les condicions per tal que la igualtat i la llibertat dels individus siguin reals i efectives.</p> <p>Capítol II: De la nacionalitat andorranesa</p>	<p>da raonable, a la presumpció d'innocència, a ésser informat de l'acció, a no confondre-se culpable, a no declarar en contra d'ell mateix i, en els processos penals, al recurs.</p> <p>3.- La llei regularà els supòsits en què, per tal de garantir el principi d'igualtat, la justícia ha d'actuar gratuïta.</p> <p>Article 11.- 1.- La Constitució garanteix la llibertat ideològica, religiosa i de culte, i ningú no pot ésser obligat a declarar o a manifestar-se sobre la seva ideològia</p>	<p>Article 16.- Es reconeixen els drets de reunió i de manifestació pacífiques amb finalitat lícites. L'exercici del dret de manifestació requereix la comunicació prèvia a l'autoritat i no pot impedir la lliure circulació de persones i bens.</p> <p>Article 17.- Es reconeix el dret d'associació per a la consecució de fins lícites. La llei establirà, a efectes de publicitat, un registre de les associacions que es constitueixin.</p>
--	--	--	---

postures clares.").

3.2 - La Constitution et la mise en place des nouvelles institutions

Le *Consell General* approuva le projet de Constitution le 2 février 1993 à l'unanimité, malgré les très fortes réticences, publiquement exprimées, de certains *Consellers* qui pensaient que l'on avait fait trop de concessions. Le 14 mars il était approuvé par référendum¹⁰⁷. Il y eut 74,2% de oui, avec une large majorité de votes favorables dans toutes les paroisses, pour un taux de participation élevé, 75,7% (bien que moins élevé que celui des élections générales qui suivirent la fameuse autodissolution du *Consell General* en janvier 1992). Par rapport aux 9.123 électeurs inscrits, les 4.903 oui représentaient 53,7%, donc également la majorité. Malgré l'opposition du quart des votants, la Constitution était légitimée par le peuple, sans contestation possible.

Les résultats du référendum, par paroisse (*Diari d'Andorra*, 11/03/1993)

Referendum Constitucional	% participació	VOTS		
		SÍ	NO	BLANCS/NULS
NACIONAL	75,7%	4.903	1.706	301
PARROQUIES				
Canillo	67,7%	170	109	4
Encamp	72,7%	611	186	27
Ordino	64,1%	158	90	30
La Massana	77,4%	349	163	16
Andorra la Vella	78,5%	1.610	562	99
Sant Julià de Lòria	75,6%	673	341	53
Escaldes-Engordany	77,2%	1.332	255	72

¹⁰⁷ - Les résultats par paroisses et leur commentaire sont dans les documents annexes 4.7: "*El poble converteix Andorra en un copríncipat parlamentari.*", *Diari d'Andorra*, 15/03/1993. Pour des réactions et des commentaires depuis Barcelone: "*Andorra aprova per àmplia majoria formar un Estat independent i de dret a Europa. Ribas: "Després del referèndum ens sentim país sobirà.*", *Avui*, 15/03/1993.

Il ne faut pas interpréter les votes négatifs comme un refus de doter l'Andorre d'une constitution ni comme un refus d'un changement. Les arguments développés par les partisans du non au cours de la campagne électorale montrent qu'en réalité c'était tout le contraire. On peut estimer que majoritairement les votes non n'étaient pas un refus à une constitution, mais l'expression d'un mécontentement face à un texte qui n'allait pas assez loin. On lui reprochait en particulier de laisser trop de pouvoirs aux Coprinces et de laisser trop de questions sans solution ou mal (ou pas) incorporées dans la constitution: société, écologie, relations paroisses-État. La campagne pour le non ne se fit pas ouvertement, mais pas des consignes données au porte à porte. Les articles et publicités dans les journaux furent rares et confus, embarrassés, comme si on voulait se faire pardonner de s'opposer¹⁰⁸. Malgré tout, les arguments de fond étaient exprimés (trad.): "Avec cette Constitution, les Coprinces non seulement ne perdent pas des prérogatives, sinon qu'ils les augmentent, dans le domaine intérieur comme dans l'international."¹⁰⁹, ou encore on reproche qu'ils aient "*un dret de vet que ni tan sols han d'explicar ni justificar.*" (trad. : un droit de veto qu'ils ne doivent même pas expliquer ni justifier).

Les partisans du oui, par conviction ou par résignation, menèrent une campagne qui insistait beaucoup sur la souveraineté populaire reconnue, sur les avancées obtenues, sur la stabilité que donnerait l'accord, sur la fidélité aux traditions puisque les deux Coprinces demeuraient¹¹⁰. La campagne fut essentiellement menée par les institutions, les *Síndics*, membres du gouvernement et *Consellers* andorrans de la tripartite allant dans chaque paroisse, en suivant l'ordre protocolaire, expliquer les contenus et les raisons de voter oui au cours de réunions publiques.

La Constitution de 1993

Nous en reproduisons le texte intégral dans les documents annexes 4.7: "*Constitució del Principat d'Andorra.*" tel que le publia le "*Consell General de les Valls*

¹⁰⁸ - id.: parmi les partisans du non: "*Grup d'Acció Democràtica d'Escaldes-Engordany (GAD). Comunicat sobre la constitució i el referèndum nacional.*"

¹⁰⁹ - Extrait du document précédent, comme la citation qui suit. Texte original :

On lit aussi: "*Fins i tot intervenen [les Coprinces] en actes en que tradicionalment han estat competència del poble, com convocar eleccions o nomenar el cap de Govern. També poden refusar de promulgar les lleis aprovades pel Consell General, tant si són constitucionals com no, i encara que no existeixin circumstàncies especials que els ho impedeixin.*"

¹¹⁰ - Parmi les partisans du oui: "*7 raons per votar sí. Grup d'Unió Democràtica.*" Publicité électorale, *Diari d'Andorra*, 11/03/1993 (documents annexes 4.9).

d'Andorra" en vue de son approbation. Elle affirme et respecte la souveraineté populaire, elle instaure enfin une claire séparation des pouvoirs et elle reconnaît les droits et libertés.

Le titre I définit la souveraineté: "*Andorra és un Estat independent, de Dret, Democràtic i Social*". "*La soberania resideix en el Poble Andorrà*" (art. 1.3 : L'Andorre est un État indépendant, de Droit, Démocratique et Social. La souveraineté réside dans le Peuple Andorran): par cet alinéa l'Andorre change de statut, passant d'un monde insolite en Europe, où la souveraineté résidait dans les souverains investis de tous les pouvoirs, à celui des États démocratiques où seul le peuple possède et exerce la souveraineté, y compris celle de légitimer et de conserver ses souverains. "*La llengua oficial de l'Estat és el català*" (art. 2 : La langue officielle de l'État est le catalan). Le titre II définit les droits et libertés: "*La Declaració Universal dels Drets Humans és vigent a Andorra*." (La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est en vigueur en Andorre). Les droits de la personne sont reconnus, ainsi que les droits syndicaux et politiques, mais non précisés, comme nous le verrons plus loin. Les autres titres traitent successivement des Coprinces, du *Consell General*, du gouvernement, de la structure territoriale, où les paroisses et leurs compétences sont reconnues, de la justice, du tribunal constitutionnel et enfin de la réforme constitutionnelle, dont l'initiative est laissée aux Coprinces ou au tiers des élus au *Consell General*. Des dispositions additionnelles ou transitoires précisent les conditions et les délais du passage d'un régime à l'autre.

Bref un ensemble classique qui représente, malgré quelques lacunes, un changement complet par rapport à la situation antérieure. Compte tenu des conditions particulières de sa gestation, des enjeux et des crispations de la dernière phase, celle de l'accouchement, la constitution andorrane laisse large place à la loi pour compléter beaucoup d'articles du texte approuvé par référendum. Dans la pratique cela permettra, à travers des lois successives sur le même thème, de faire évoluer cette constitution sans passer par la procédure de la négociation d'une nouvelle réforme institutionnelle.

On notera aussi que certains des pouvoirs laissés aux Coprinces sont, sur quelques points, contradictoires avec l'exercice de la souveraineté populaire, par exemple la possibilité qui leur est laissée de ne pas signer les lois. Que se passera-t-il en cas de conflit? Compte tenu de ces points d'ombre, on voit donc que la pratique et le vécu de la constitution, donc la jurisprudence (les nouvelles traditions et coutumes andorranes) compteront beaucoup dans son application, tout autant que les relations nouvelles qui s'établiront avec les Coprinces. Sur le plan de ces relations, il est vrai que les andorrans ont un savoir-faire et une expérience multiséculaires, qui devraient leur servir beaucoup après 1994.

Dans le titre III consacré aux Coprinces, l'article 45 a été modifié. Le premier texte publié dans la presse précisait que la convocation des élections, la nomination du chef du gouvernement, la signature des lois "*són actes deguts dels Coprínceps*", c'est-à-dire des actes obligés, auxquels ils ne pourraient se soustraire, alors que dans la rédaction définitive cette précision disparaît. C'est ce que souhaitait le Coprince épiscopal. Les souverains, même devenus constitutionnels par le vote positif au référendum, ne sont pas tenus par la Constitution d'accomplir ces actes s'ils ne le souhaitent pas. Par contre, le nouveau texte rajoute que "*els Co-prínceps són conjuntament i indivisament, el Cap de l'Estat, i n'ostenten la més alta representació*" (43.1 : les Coprinces sont conjointement et en indivision, le Chef de l'État, et ils en assurent la plus haute représentation), ce qui implique que l'opposition d'un seul des deux Coprinces peut bloquer toute décision, puisqu'ils ont un pouvoir indivis. Par ce même article, explicitement, ils ont la représentation de l'Andorre, ce qui aurait pu enlever toute velléité de représentation directe du gouvernement ou du parlement qui ne serait pas avec leur accord ou par délégation. Les Coprinces participent à la négociation des traités internationaux.

Disposition originale, outre la chambre et le gouvernement comme c'est habituel, l'initiative des lois peut venir aussi des *comuns* (mais il faut trois paroisses au moins) ou directement des électeurs (10% du corps électoral, soit actuellement un millier de signatures sont nécessaires): article 58.2. Les paroisses, comme division territoriale de base et les *comuns*, comme organes de gestion dotés de compétences, sont expressément reconnus. "*Dins l'àmbit de les seves competències, exercides d'acord amb la Constitució, les lleis i la tradició, [els Comuns] funcionen sota el principi d'autogovern, reconegut i garantit per la Constitució*" (art.79.1 : Dans le domaine de ses compétences, exercées d'accord avec la Constitution, les lois et la tradition, [les Comuns] fonctionnent sous le principe d'autogouvernement, reconnu et garanti par la Constitution). C'est le prix du front commun des andorrans pendant la négociation, qui met fin provisoirement par la même occasion au conflit de compétences entre pouvoir central et paroisses, qui durait depuis la réforme de 1981.

Les *Síndics* et le chef du gouvernement ne pourront exercer plus de deux mandats consécutifs (art. 55.3 et 78.1), ce qui était déjà le cas pour les premiers dans l'ancien système depuis une vingtaine d'années. Les incompatibilités de fonctions sont assez strictes, interdisant le cumul des mandats.

Les questions non résolues

Malgré un texte constitutionnel jugé par beaucoup comme trop long, trop précis et compliqué, de nombreuses questions sont encore en suspens. Pour certains thèmes le texte n'esquisse que les grandes lignes, par exemple les compétences des paroisses. D'autres sont complètement éludés grâce à la formule magique d'une loi à venir, qualifiée ou non, à voter par le *Consell General* pendant la période transitoire, après l'approbation de la Constitution. Par ce biais, le thème est évoqué dans le texte constitutionnel, ce qui astreint le législateur à l'aborder, mais la solution n'est pas définie. Tout se passe comme si la question, souvent épineuse pour l'une ou l'autre des parties en présence, avait été évacuée de la négociation afin d'aboutir plus vite à un texte acceptable par tous.

Deux exemples entre autres, dont l'un concerne les positions fermement défendues par le Coprince épiscopal et l'autre l'absence de consensus sur ce point au sein de la délégation andorrane présente à la commission tripartite.

D'évidence, on a écarté la question du mariage civil, de l'union parentale et du divorce, inconnus officiellement donc interdits à ce jour en Andorre. Le Coprince épiscopal les refusait frontalement. Il allait jusqu'à affirmer, par des filtrations faites par ses représentants, qu'il préférerait abandonner sa condition de Coprince plutôt que d'être amené à instaurer le divorce et le droit à l'avortement en Andorre. Or ces questions existent dans la société andorrane actuelle et il faudra bien les aborder un jour. La Constitution indique seulement: "*la llei regularà la condició civil de les persones i les formes de matrimoni*" (article 13 : la loi régulera la condition civile des personnes et les formes de mariage). Par contre la validité civile du mariage à l'église catholique est indiquée. Il n'est pas question des mariages selon d'autres religions dans cet article.

Autre cas plus fondamental, le régime électoral doit être abordé, ce qui implique de définir le mode d'élection et la composition de la future chambre législative. C'était un des thèmes de division entre les andorrans, les uns attachés à la représentation paroissiale traditionnelle, les autres à des listes nationales et à un scrutin de liste, précisément pour casser l'ancien système de représentation et ses effets pervers. Pour éluder la question, la Constitution précise simplement de manière salomonique qu'il y aura entre 28 et 42 *Consellers* "*la meitat dels quals s'elegeixen a raó d'un nombre igual per cadascuna de les set Parròquies i l'altra meitat s'elegeix per circumscripció nacional*" (article 52), ajoutant: "*una llei qualificada regularà el règim electoral*" (art. 51.4 : la moitié desquels s'élisent à raison d'un nombre égal pour chacune des sept paroisses et l'autre moitié s'élit par circonscription nationale. Une loi qualifiée régulera le régime électoral).

Ces questions non résolues sont nombreuses, dans plusieurs domaines essentiels. C'est probablement le reflet des conditions dans lesquelles fut négociée la constitution et le résultat d'une volonté politique des membres de la commission tripartite, en particulier des représentants des Coprinces, de ne pas interférer sur la capacité législative du *Consell General* et de l'assemblée à élire suivant un nouveau mode de représentation. Selon le cas, il est précisé que la question sera réglée par une loi normale ou par une loi qualifiée (c'est-à-dire prise à la majorité absolue des membres du *Consell General* et non pas la majorité des *Consellers* présents). Par exemple il faudra le vote d'une loi qualifiée pour définir le système électoral et le référendum, pour les compétences communales et pour les transferts aux *Comuns*.

En ce qui concerne la société, les points laissés en suspens sont nombreux et non des moindres. Ils devront également être traités dans des lois postérieures. En dehors du mariage et du divorce, que nous avons évoqué, il y a le droit d'association, la liberté de parole, la nationalité. D'autres questions laissées en pointillés touchent à l'organisation même des pouvoirs de l'État et à son fonctionnement. Par exemple le Tribunal Constitutionnel, dont le rôle et la composition sont définis (quatre membres désignés par moitié par le *Consell General* et par chacun des Coprinces, pour huit ans et renouvelés par rotation), mais "*una llei qualificada regularà l'estatut jurídic dels membres del Tribunal Constitucional, els processos constitucionals i el funcionament de la institució*" (art. 104 : une loi qualifiée régulera le statut juridique des membres du Tribunal Constitutionnel, les processus constitutionnels et le fonctionnement de l'institution). Même chose pour la justice, dont les principes et les divers tribunaux sont indiqués, mais qui doit être redéfinie: "*L'organització judicial és única. La seva estructura, composició, funcionament i l'estatut jurídic dels seus membres hauran d'ésser regulats per Llei Qualificada*" (article 85.2 : L'organisation judiciaire est unique. Sa structure, sa composition, son fonctionnement et le statut juridique de ses membres devront être réglés par une Loi Qualifiée).

Bref, une Constitution qui n'omet aucun des aspects essentiels que comporte toute constitution démocratique moderne, mais qui donne un cadre inégal, parfois précis et complet, parfois très vague, éludant les thèmes chauds qui avaient amené un blocage des négociations. Ce cadre était jugé excessivement pointilliste, trop servilement imité de la constitution espagnole de 1978, selon les partisans d'un texte plus bref et plus simple, selon eux mieux adapté à la mentalité andorrane où la tradition, donc la jurisprudence, doivent pouvoir faire évoluer les choses. Elle laissait aussi, par son flou dans beaucoup de domaines, la possibilité aux élus andorrans de la façonner à leur mesure.

La rapide mise en place des nouvelles structures

La reconnaissance de la Constitution et la mise en place des nouvelles structures se firent très rapidement, accompagnée de la passation des pouvoirs des services des Coprinces au Gouvernement andorran. On n'attendit pas que des élections aient lieu ni que la constitution ait une application normale. Deux mois après le référendum tous les transferts avaient été effectués et les services des Coprinces transformés ou retirés.

Si nous prenons du recul, nous nous apercevrons que pendant cette transition les institutions andorranes se retrouvèrent dans une situation de fait assez étonnante, qui en disait long sur le caractère insolite et artificiel - ou basé sur des artifices - de la situation antérieure. Très vite, après le référendum, on se retrouva donc dans une situation où le gouvernement andorran et le *Consell General*, toujours désignés et agissant dans le cadre des élections et des attributions antérieures, se virent attribuer aussitôt les compétences qui leur étaient si âprement refusées auparavant et qui avaient coûté tant d'affrontements, pendant deux décades.

De deux choses l'une. Ou bien ces institutions précédentes n'étaient pas représentatives ou n'étaient en mesure d'assumer ces compétences, auquel cas il était fondé de ne pas les leur donner auparavant. Mais alors il aurait été sage d'attendre l'élection de la nouvelle assemblée et du nouveau gouvernement pour faire la passation des pouvoirs, les services des Coprinces assurant l'intérim de l'exercice des compétences qu'ils possédaient depuis toujours. Ou bien, comme ce fut le cas, on considérerait que ces institutions andorranes élues étaient capables de gérer le pays et de le représenter, auquel cas elles pouvaient assumer aussitôt les compétences dont le transfert était prévu dans la constitution. Mais alors, pourquoi cela n'avait-il pas été fait avant, par exemple après la réforme de 1981, spontanément, par une démarche progressive et régulière?

Après le référendum du 14 mars, le Coprince épiscopal Joan Martí Alanis signa la Constitution à La Seu d'Urgell le 29 avril et, le lendemain, le Coprince français François Mitterrand en fit de même à Paris. Quelques jours après, le 5 mai, la Constitution entra en vigueur. Cela signifiait que le transfert des compétences pouvait avoir lieu, que la fonction de *Veguer* disparaissait, faute de raisons d'exister puisqu'ils étaient l'expression du pouvoir souverain, et que le gouvernement andorran en place devient libre de ses actions dans le domaine des compétences attribuées à son successeur. Ce dont ne se privera pas le chef de gouvernement Òscar Ribas, en particulier dans le domaine international.

Le 15 mai 1993 a lieu à Andorra la Vella la cérémonie de transfert des compétences des *Veguers* au gouvernement andorran: les services de police et l'ordre

public, le centre pénitentiaire, les compétences sur l'attribution de la nationalité, sur les visas et passeports, sur l'immigration et sur les autorisations de séjour des étrangers, sur la justice, en attendant le vote de la loi qualifiée sur ce troisième pouvoir. Remplacée par des représentants français et espagnol en Andorre, la fonction de *Veguer* cessait avec cet acte. Ce n'était pas pour déplaire à beaucoup d'andorrans, car nous avons vu que cette fonction de tutelle directe était très mal supportée; elle avait concentré la plupart des critiques contre l'ancien régime dès les années soixante-dix¹¹¹.

Les fonctions de *Delegat Permanent* disparaissaient aussi. Si du côté français cela ne posait pas trop de problèmes, les services parisiens du Coprinco français continuant leur gestion (c'est-à-dire comme avant les conseillers de l'Élysée et le ministère des Affaires Étrangères du gouvernement français) et le préfet des Pyrénées-Orientales prêtant le concours de ses services, par contre, du côté du Coprinco épiscopal il fallait concentrer les services et redéfinir les compétences, avec un seul poste possible pour deux anciens responsables et deux anciennes structures, le coût de ces services étant à la charge du budget andorran. Cette mutation attendit davantage et le décret mettant en place la nouvelle structure fut rendu public dans le J.O. du 11 août 1993.

Le siège de son représentant, chargé par délégation des pouvoirs du Coprinco mitré, sera dans des bureaux de l'ancienne *Vegueria episcopal* qui deviendra le siège de l'ambassade espagnole. Plus par sa présence dans la Principauté, au sein de la société andorranne et du microcosme politique local, que par son voisinage avec les représentants de l'État espagnol, cela promet comme auparavant une plus grande vigilance et une plus grande incidence sur le jeu politique intérieur d'un Coprinco que de l'autre.

Les mois d'été connurent une véritable fébrilité législative, puisque pas moins de trente-deux lois furent préparées en quelques mois et présentées lors de la session du 2 septembre 1993. La plupart avaient connu une phase de préparation alors que les négociations de la constitution entraient dans leur phase finale, d'autres reprenaient et complétaient des textes approuvés au cours de années précédentes, comme par exemple

¹¹¹ - "*Els coprínceps traspassen les seves competències al poble. Aquesta matinada s'ha fet efectiu el traspàs dels serveis de l'ordre públic.*", *Diari d'Andorra* 15/06/1993 (documents annexes 4.10). Selon cet article, dont on se demande s'il doit être lu au premier ou au second degré, ce fut comme il se doit un moment d'émotion, "*els veguers francès i episcopal van mostrar-se emocionats, en rebre ahir de mans d'Oscar Ribas una placa commemorativa de l'acte que simbolitzava el traspàs de competències*", avec une pointe de paternalisme qui venait certainement de l'habitude: "*Va afegir [Francesc Badia] que "els meus sentiments són de qui casa una filla; estic molt, molt content de casar-la, però en el fons queda recança.*"

la loi sur l'expropriation¹¹² ou les lois à caractère technique.

Ce travail intense était une obligation car, selon la première disposition transitoire, ces mesures législatives devaient intervenir avant les élections générales: "*el mateix Consell General que ha aprovat la present Constitució obrirà un període extraordinari de sessions, per tal d'aprovar, almenys, el Reglament del Consell General i les lleis qualificades referents al règim electoral, les competències i el sistema de finançament dels Comuns, la Justícia i el Tribunal Constitucional.*" (trad. : le même *Consell General* qui a approuvé la présente Constitution ouvrira une période extraordinaire de sessions, afin d'approuver, au moins, le Règlement du *Consell General* et les lois qualifiées référentes au régime électoral, aux compétences et au système de financement des *Comuns*, à la Justice et au Tribunal Constitutionnel). Ce qui fut fait le 2 septembre même, au cours d'une séance marathon. Le règlement de la chambre fut également approuvé, ainsi que la procédure de préparation et de vote des lois. Un journal officiel du parlement sera tenu¹¹³. À partir de là, le 8 septembre, jour de la fête de la vierge de Meritxell et fête nationale andorrane, le *Síndic General* put convoquer des élections générales pour la première quinzaine du mois de décembre suivant, afin d'élire les 28 *Consellers* de la nouvelle assemblée parlementaire. La période transitoire devait s'achever le 31 décembre 1993.

Mais, profitant de cette période de battement, où il était peu probable que les Coprinces se montrent aussi tâillons que dans la situation antérieure, ne serait-ce que parce que leurs services de proximité chargés de cette besogne avaient disparu, profitant aussi du climat d'euphorie et du consensus politique qui régnaient en Andorre, le gouvernement et sa majorité au *Consell General* en profitèrent pour faire préparer et faire approuver dans la foulée un très grand nombre de lois¹¹⁴, dans tous les domaines possibles, ceux qui étaient explicitement prévus dans le texte constitutionnel (ce sont les lacunes que nous avons signalées dans le point précédent), mais aussi ceux qui paraissaient nécessaires pour réordonner le pays, par exemple l'immigration et les contrats d'emploi, l'expropriation que nous avons déjà évoquée, l'élevage et la montagne, la régulation du jeu, l'aménagement du territoire, etc. À travers ces dispositions, on note tout spécialement une volonté de planifier ou de guider l'économie

¹¹² - "*Llei d'expropiació: una eina per a les administracions. El text està inspirat en la legislació que ja va aprovar el Consell General l'any 1989.*" *Diari d'Andorra*, 26/08/1993 (documents annexes 4.8).

¹¹³ - "*El reglament diu com es treballarà en la cambra parlamentària del futur. Es farà un diari oficial del Consell General per primera vegada a la història.*", *Diari d'Andorra*, 15/08/1993 (id.).

¹¹⁴ - "*El Consell examina quinze lleis de les quals cinc tenen diverses esmenes.*", et: "*El Consell podrà debatre les 32 lleis que van entrar a tràmit fins ahir. Cinc lleis que configuren un país. La llei d'immigració rep els darrers retocs.*", *Diari d'Andorra*, 02/09/1993 (id.).

et l'aménagement du territoire. Il semble que la leçon des années quatre-vingts, ponctuées de lenteurs et de blocages politiques ou procéduriers, ait été comprise et mise à profit.

La rapide reconnaissance internationale, que nous évoquerons dans un point suivant, eut des effets intérieurs importants, consolidant la constitution avant même sa mise en pratique. Elle a très certainement atténué des réticences, qu'elles viennent de la société ou des Coprinces. C'est l'entrée à l'O.N.U., plus que le référendum sur la constitution, qui semble avoir modifié les comportements vis-à-vis de l'Andorre, à l'intérieur et en dehors de la Principauté.

L'évolution des idées et des pratiques politiques

Il est évident que la mise en pratique de la nouvelle constitution et surtout les nouvelles élections, avec leurs listes nationales, vont faire changer rapidement les attitudes et les pratiques politiques si particulières dans la Principauté. Elles amèneront des alliances de groupes entre paroisses, des programmes communs, donc la constitution de coalitions ou de partis politiques, forcément personnalisés compte tenu de l'étroitesse du corps électoral et de la base démographique andorrane. Mais, s'ils sont appelés à s'accélérer, ces changements d'attitude et de contexte politiques pouvaient déjà être notés depuis plusieurs années, avant même que le nouveau régime ne l'impose. Il fallait y voir un effet du changement de générations et une autre manière de concevoir la politique andorrane, surtout depuis la ville principale, moins comme un assemblage de paroisses que comme un État à affirmer et à gérer.

Bien que peu décantées et encore confuses quant aux prises de position des groupes - plus que des partis - et des programmes, comme ce serait le cas dans les démocraties occidentales, les dernières élections, entre 1986 et 1992 montrent une évolution importante et inéluctable vers des courants d'opinion. À brève échéance, avec ou sans constitution, on allait donc vers l'émergence de partis politiques.

En 1990, la presse et l'opinion estimèrent que l'ancienne opposition avait gagné, alors que le support au gouvernement mis en place lors des élections précédentes avait été présenté comme le résultat d'une coalition de diverses paroisses. Quels que fussent les niveaux de cohérence de cette nouvelle majorité (qui se rompra bientôt avec le départ de *Consellers* transfuges de La Massana, dans la plus pure tradition des manoeuvres toujours intéressées de la politique *parroquialista*) et sa composition paroissiale, trop marquée par la prépondérance d'Andorra la Vella et des Escaldes au goût de certains de ses propres membres issus des paroisses périphériques, il était clair

qu'on allait vers un système de division entre majorité et opposition, donc vers un fonctionnement parlementaire classique. La campagne vit se dessiner quelques points de programme clairs.

Les élections suivantes, en 1992, virent s'accroître ces tendances, car on était alors en pleine négociation de la constitution. Il était clair que les *Consellers* élus et que le nouveau gouvernement imprimerait leur marque sur le futur texte. Chacun y alla de ses propositions, avec même des confrontations de programmes, des alliances de listes entre paroisses et des débats publics contradictoires. La presse quotidienne, en particulier le *Diari d'Andorra*, contribua aussi à faire clarifier les points programmatiques et les positions des candidats, à travers les interviews et la mise à disposition chaque jour de pages spéciales où chaque liste présentait ses candidats et ses propositions, forcément sur un modèle proche ou analogue pour faciliter les comparaisons.

Cela suffira-t-il à effacer les anciennes divisions, les anciens clans ou clientèles et les solidarités paroissiales? Probablement pas, au moins dans un premier temps. On peut supposer que le "*parroquialisme*" restera fort, compte tenu de la présence de la moitié des *Consellers* élus en représentation des paroisses, et parce qu'une longue tradition a tissé de solides alliances d'intérêts de groupes ou de familles. Même au sein d'une formation ou d'une majorité à l'assemblée nationale, on retrouvera pour longtemps les clivages selon les *cases* d'origine, les paroisses et la formation des personnes. À l'inverse, ces affinités lieront entre eux des élus de formations en principe politiquement opposées.

Mais il est probable aussi que la nécessité de constituer des listes nationales pour l'autre moitié des *Consellers* favorisera l'émergence et la consolidation rapide des partis, qui décideront de l'ordre dans des listes fermées, sans possibilité de panachage, donc de l'élection des candidats¹¹⁵. Cette disposition a fait l'objet de fortes discussions lors de la séance du 2 septembre 1993, comme aussi le nombre de *Consellers*, entre 28 et 42. C'est le modèle espagnol qui a donc été suivi et non le modèle français. Comme en Espagne après le franquisme, il fallait rapidement modifier les comportements et éviter que les caciques antérieurs ne viennent se couler dans le nouveau moule (si ce n'est par la création et le leadership d'un parti). Le fait que le noyau principal de la majorité issue des élections de 1992 soit formé des huit *Consellers* de la capitale a été probablement pour beaucoup dans le choix du système et de la représentation électorale, car ils ont tout intérêt à briser ou affaiblir le *parroquialisme* des paroisses périphériques.

¹¹⁵ - "*Les nouvelles normes électorales changent les relations politiques à la cambra.*", *Diari d'Andorra*, 13/08/1993 (id.).

L'obligation de constituer des listes nationales pour la moitié des sièges amènera aussi une uniformisation progressive des programmes, assortie comme il se doit d'une liste de points particuliers à chacune des paroisses, et l'émergence de thèmes généraux, qui étaient singulièrement absents des préoccupations des candidats jusqu'à ces dernières années.

La confirmation des compétences exclusives des paroisses, en particulier sur des questions qui affectent de près les citoyens, et leur importante dotation budgétaire à partir des ressources de l'État, bref l'important pouvoir économique et décisionnel que cela représente, tous ces éléments provoqueront probablement un transfert de la politique dite "*parroquialista*" du *Consell General* vers les *Comuns*. Pour obtenir des subventions ou des autorisations diverses, puisque l'argent et le pouvoir de décision seront transférés aux paroisses il ne sera plus nécessaire de faire des alliances sur des questions locales mineures au sein du *Consell General*, où les intérêts particuliers l'emportaient jusqu'à présent sur la vision d'ensemble de la gestion du pays. Par voie de conséquence, il est probable aussi que les élections communales seront dorénavant plus politisées et plus dures, car les enjeux y seront plus grands.

Au cours des années 1992 et 1993, quelques groupes jusqu'alors paroissiaux se définissent comme des partis politiques ou s'efforcent de couvrir d'autres paroisses par le biais des alliances ou de leurs adhérents. La création réelle de partis politiques est très proche, accompagnée de campagnes d'explication et de programmes. Les élections de décembre 1993 y aideront beaucoup. Ce processus créera de nouvelles manières de penser et de nouvelles solidarités.

Même imparfaites, la radio et la télévision andorranes devenant une réalité, il y aura avec elles une irruption des médias audiovisuels dans les élections andorranes et dans la vie quotidienne. Elles ne seront plus exclusivement, comme elles l'étaient avant, une affaire de relations personnelles et de porte à porte avant chaque élection. En Andorre plus qu'ailleurs, selon qui les dirigera ou pourra les influencer, les médias consolideront ou non des positions politiques. Mais avant tout, quels que soient les partis, il est probable qu'ils consolideront l'Andorre en tant qu'État, comme communauté territoriale unique, en créant des valeurs communes à travers les campagnes électorales.

Avec ces nouvelles règles du jeu, il sera nécessaire de présenter des messages simples, des points de programme faciles à appréhender par le plus grand nombre, tels que la souveraineté, l'identité andorrane ou la nationalité (avec les divers sens du terme et avec toutes les confusions possibles ou voulues), l'application de la Constitution. le pouvoir, l'orientation générale de l'économie, l'enseignement, la protection sociale,

l'ordre public et les problèmes quotidiens, la nature et l'écologie.

3.3 - La reconnaissance internationale de l'Andorre

Après le vote de la Constitution, et avant même sa mise en place définitive, la reconnaissance internationale de l'Andorre a été acquise, avec une rapidité qui a surpris tout le monde, à commencer par les intéressés eux-mêmes. Entre autres arguments, c'est la preuve que la situation était mûre et que l'Andorre aurait pu tout aussi bien entrer dans des organismes internationaux depuis longtemps.

En effet, ou bien la situation de l'Andorre était douteuse, et on pouvait s'attendre à un processus plus lent et plus graduel, accompagnant par exemple les élections de décembre 1993 et la désignation d'un nouveau gouvernement en 1994, ou bien les éléments étaient déjà clairs, l'Andorre possédant par avance tous les caractères d'un État, et la reconnaissance est un acte purement formel que l'on fait aussitôt.

Cette seconde hypothèse semble corroborée par les événements très rapides, l'Andorre devenant membre des Nations Unies deux mois après le transfert des compétences des Coprinces et avant même que les lois complétant la constitution ne soient votées. Cela implique ou confirme que le blocage était dû seulement à des oppositions politiques, essentiellement de la France et de l'Espagne, appuyées sur une argumentation de circonstance fournie par les juristes de service.

On comprend mieux alors que la reconnaissance se soit faite très vite dès que les moyens de pression sur l'Andorre ont disparu. Nous avons toujours analysé la situation de cette façon et nous pensons que le changement de l'équilibre institutionnel interne a été davantage un prétexte à la reconnaissance, les anciens opposants pouvant se déjuger sans perdre la face, plus que l'élément réellement décisif.

Il y a malgré tout beaucoup de cynisme dans ces changements d'attitude. Cela nous a valu de lire et d'entendre des changements d'argumentation très cocasses, du style: il y a une constitution donc l'Andorre est un État, comme si les critères relatifs au territoire, aux habitants, à la nationalité, aux institutions propres - quelles qu'elles soient - n'étaient pas ceux qui primaient.

Qu'un organisme comme le Conseil de l'Europe exige d'abord une plus profonde démocratisation avant de laisser entrer l'Andorre en son sein, cela s'entend, puisque son

objectif est de défendre et de propager la démocratie et le respect des droits de l'homme, mais que l'Andorre ait été écartée des organismes internationaux concernant par exemple les télécommunications ou les droits d'auteur, cela n'est guère compréhensible. Malgré ce genre d'analyse, que nous avons souvent entendu en Andorre même, les andorrans ont su tirer profit opportunément des revirements d'attitude, en particulier ceux de la France et de l'Espagne, les prenant au mot afin d'obtenir leur parrainage pour l'entrée dans les organismes internationaux.

Les positions récentes: l'Andorre est-elle un État?

Avec le recul du temps, sur seulement quelques décades, ce changement des positions et des faits reconnus, qui collent désormais davantage à la réalité des choses, est terrible pour les politiques ou pour les juristes qui niaient l'existence d'un État andorran et qui, par leur discours, contribuaient à bloquer sa reconnaissance. Dans les documents annexes 64.633/1 nous avons rassemblé quelques opinions divergentes sur la discussion théorique autour de l'État andorran.

Du côté français, où se situaient les détracteurs les plus fermes, en particulier dans les écoles dites de Paris et de Toulouse, nous présentons des extraits de la thèse de Bertrand Bélinguier, *La condition juridique des Vallées d'Andorre*, publiée à Paris en 1970, avec une préface réellement étonnante de punch et d'engagement politique insolites chez un universitaire de haut niveau, écrite par le professeur Charles Rousseau, alors directeur de l'Institut des Hautes Études Internationales à Paris.

On y lit par exemple: "Il faut enfin être reconnaissant à M. Bélinguier d'avoir affirmé avec force, conformément à la doctrine constante du Quai d'Orsay et contrairement aux efforts persistants du gouvernement espagnol, qu'il n'existe à Andorre qu'une seule autorité temporelle et que le Coprince français est à cet égard l'unique détenteur de l'action internationale: l'exclusivité est ici la règle. La démonstration est péremptoire et devrait faire bonne justice de prétentions avancées au-delà des Pyrénées davantage pour des considérations de prestige que par respect de la vérité historique et juridique.¹¹⁶" C'est tellement excessif et orienté qu'il semble inutile de faire des commentaires.

En même temps, malgré le support qui lui était donné en apparence, c'était un bien mauvais service qui était rendu à Bertrand Bélinguier, laissant entendre que c'était

¹¹⁶ - *La condition juridique des Vallées d'Andorre*, Bertrand Bélinguier, Paris, 1970, préface (documents annexes 4.9, document n°1).

un chercheur stipendié au service d'une cause politique. Son travail est plus mesuré et documenté, bien que l'interprétation des cas présentés et des arguments se décante en fin de compte vers le refus de reconnaître la condition d'État souverain à l'Andorre: "Les Vallées d'Andorre, qui n'ont d'autre nom juridique que leur appellation géographique, ne disposent pas de compétence externe puisque c'est la France qui représente l'Andorre au point de vue international. À cet égard, l'objection selon laquelle ce serait le coprince français à titre personnel, et non la France, qui exercerait cette compétence externe, est sans effet dans la mesure où l'important est qu'en tout état de cause, ce ne sont pas les Andorrans eux-mêmes qui disposent de la compétence externe de l'Andorre."¹¹⁷

Auparavant, dans le chapitre consacré à la nature des droits du président de la République agissant en tant que Coprince d'Andorre, son analyse était très solide et aboutissait à la justification d'un état de fait qui s'est prolongé jusqu'en 1993, à savoir l'assimilation de la situation juridique de l'Andorre et de sa représentation extérieure à celle d'un protectorat ou d'un territoire sous mandat¹¹⁸.

Bien que ne traitant pas le même thème, mais celui de la nationalité, Ramon Viñas Farré, un juriste barcelonais très proche du Coprince évêque, dans *Nacionalitat i drets polítics al Principat d'Andorra*, publié à La Seu d'Urgell en 1989, ne rate aucune occasion pour épinglez les tenants de l'école française et défendre les arguments opposés: les Coprinces exercent leur pouvoir sur l'Andorre à titre personnel; leurs compétences, donc la représentation internationale, sont indivises; l'Andorre n'a aucun lien avec la France. Par exemple on lit page 16, à propos des questions générales: "Les opinions des auteurs français s'expliquent par le traitement que l'Andorre a reçu de la part des organes administratifs et judiciaires de la République Française. On a dit parfois que l'Andorre n'était pas un pays étranger, avec la conséquence que les décisions qui émanent des tribunaux andorrans n'étaient pas sujettes à la procédure

¹¹⁷ - id., p.224, document n°2.

¹¹⁸ - On lit à ce propos, pages 75-76 (Bélinguier, *La condition juridique....*, voir les documents 4.3): "Mais la fonction de coprince d'Andorre ne se borne pas à représenter un titre honorifique, mais bien de conférer le partage de l'autorité suprême sur un territoire où vivent 15.000 habitants. Dans cette survivance des droits régaliens on peut voir la marque de la continuité française en dépit des nombreux bouleversements qu'a connu l'histoire de notre pays.

Il n'est donc pas aisé de déterminer de façon précise les droits du président de la République lorsqu'il agit en tant que coprince d'Andorre; on ne peut guère y procéder que de façon négative. C'est bien ainsi d'ailleurs que le Conseil d'État a fait connaître son avis (suit le cas de la société Le Nickel).

Le Conseil d'État a admis que le président de la République n'agissait pas en qualité de l'exécutif en vertu d'une compétence fondée sur des textes exclusivement français, mais qu'il exerçait, sur la base d'un titre conventionnel préalable, des compétences d'ordre international telles que la représentation de l'État protecteur ou de la puissance mandataire."

d'exequatur, que les droits exercés par la France ne permettent pas de la considérer comme un territoire étranger, que les andorrans ne pouvaient pas être considérés comme étrangers en France et, par conséquent, non soumis à la *cautio judicatum solvi* (...). En d'autres occasions on a traité la Principauté comme un territoire étranger en matière d'extradition, on a affirmé que les andorrans sont des étrangers (...)." ¹¹⁹

Avec l'esprit de casuistique que l'on attribue d'habitude aux jésuites, il retourne les arguments de B. Bélinguier, utilisant ses citations ¹²⁰ contre les autres auteurs français: "Bélinguier critique certaines expressions et affirmations des auteurs français, comme quoi les andorrans constituent un simple indigénat ou que les andorrans ne sont pas étrangers pour la France, et après avoir analysé la situation des andorrans en Andorre, en France, en Espagne, et celle des étrangers en Andorre, il arrive à la conclusion que les andorrans ont une nationalité et une citoyenneté bien déterminée par la législation interne de la Principauté" ¹²¹.

Les autres textes sont extraits ¹²² du rapport du professeur viennois K. Zemanek, *Le statut international d'Andorre*, rédigé à la demande du *Consell General* et publié en français à Andorra la Vella en 1980. Cette étude se base sur la situation de fait ¹²³ et sur l'ensemble des cas de relations extérieures contemporaines qui ont pu se produire. De leur confrontation il tire un certain nombre de constatations et de conclusions, dont des conseils adressés au *Consell General*, destinés à permettre l'émergence de l'Andorre au niveau international.

¹¹⁹ - id., document n° 10, p.16. Texte original : "*Les opinions dels autors francesos s'expliquen pel tractament que Andorra ha rebut per part dels òrgans administratius i judicials de la República francesa. S'ha dit algunes vegades que Andorra no era un país estranger, amb la conseqüència que les decisions emanades dels tribunals andorrans no estaven subjectes al procediment d'exequatur, que els drets exercits per França no permetien considerar-la com un territori estranger, que els andorrans no podien ser considerats estrangers a França i, per tant, no sotmesos a la cautio judicatum solvi (...). D'altres vegades s'ha tractat el Principat com territori estranger en matèria d'extradició, s'ha afirmat que els andorrans eren estrangers (...).*"

¹²⁰ - Nous les donnons en document annexe 4.9, n°2, p.220 et suivantes.

¹²¹ - id. p.16. Texte original : "*Bélinguier critica certes expressions i afirmacions dels autors francesos, com que els andorrans constitueixen un simple indigenat o que els andorrans no són pas estrangers per França, i després d'analitzar la situació dels andorrans a Andorra, a França, a Espanya, i la dels estrangers a Andorra, arriba a la conclusió de que els andorrans tenen una nacionalitat i una ciutadania ben determinada per la legislació interna del Principat*".

¹²² - Documents annexes 64.633/1, documents n° 4 à 9 (K. Zemanek, *Le statut international d'Andorre*). Les documents 5 et 6 sont des exemples de traitement de l'Andorre sur le plan international, à travers la France ou l'Espagne.

¹²³ - id., document n°4: "La situation de fait en Andorre.", p.4-5.

À propos de l'analyse des compétences internationales, le professeur Zemanek note ceci¹²⁴, qui éclaire sous un jour différent les positions pro-française et pro-mitre que nous venons de caractériser plus haut:

"Les deux Co-Princes n'ont jusqu'à un passé récent que rarement exercé leur compétence internationale. Les cas dans lesquels elle a été exercée se refusent à la classification dans un modèle rationnel: chaque cas semble, plutôt, être le fruit du hasard.

Cet état de choses a deux raisons qui sont étroitement liées:

1. Pendant longtemps la politique française semble avoir eu pour but d'éviter l'apparition de l'Andorre ne tant que sujet propre des relations internationales. Là où l'interdépendance nécessitait, dans l'intérêt de la France, l'application de conventions multilatérales à l'Andorre, on préféra l'application par déclaration en vertu de la "clause coloniale" (...). Cette tactique a déjà été utilisée dans la pratique française vis-à-vis des protectorats nord-africains, Maroc et Tunisie qui, eux aussi, étaient des entités juridiques séparées.

2. Comme le Co-Prince épiscopal ne pouvait agir de la même manière, il dut, s'il voulait affirmer et rendre effective sa prétention d'égalité de droits (...) agir directement pour l'Andorre. (...) Ceci explique aussi la thèse française, développée en défense contre cette tactique, selon laquelle le Co-Prince français aurait le monopole de l'action internationale pour l'Andorre.

Selon le rapport de forces entre les Co-Princes et en fonction du soutien que l'Espagne voulait et pouvait fournir à l'Évêque, les solutions choisies pour une occasion déterminée diffèrent et, en fin de compte, se contredisent."

Les conclusions du rapport Zemanek sont très claires: "l'Andorre est une entité distincte en droit international, "de facto-Regime"; il est nécessaire, de toute urgence, de modifier la structure des pouvoirs publics, en particulier clarifier la position des Coprinces, pour consolider la position de l'Andorre dans la communauté internationale.

Il conseille la mise en place d'une constitution négociée avec les Coprinces, en utilisant "la voie évolutionnaire" et non, comme le veut la tradition française, la forme révolutionnaire: "Une fois que l'on a démontré que les Co-Princes ont la souveraineté en Andorre, il est évident qu'ils ont dans la théorie comme dans la pratique le pouvoir nécessaire pour transformer les structures de l'Andorre. Comment les peuples européens auraient-ils pu, sinon, forcer leurs souverains au 19e siècle à leur accorder une

¹²⁴ - *ibid.*, l'ensemble de l'extrait est dans le document n°7: "L'exercice des compétences internationales", p.145-147.

constitution, et donc accepter une limitation de leur pouvoir jusque-là illimité, si ces souverains n'avaient pas eu le pouvoir juridique nécessaire pour agir ainsi? On ne peut pas non plus objecter à cela que les Co-Princes sont obligés de sauvegarder les coutumes andorranes, donc de ne pas les changer, puisque cet argument ne saurait être invoqué lorsque la population, dont les droits doivent être garantis par ces coutumes, souhaite elle-même leur modification."¹²⁵

La stratégie des petits pas

Déjà, en 1925, le *Sindic General* Pere Font (le *Subsindic* était Francesc Cairat) présenta sans succès, au nom du *Consell General*, la demande d'entrée de la Principauté d'Andorre à la Société des Nations. Nous avons vu dans le premier livre, à propos des micro-États, qu'à cette époque il n'était pas question d'admettre à la S.D.N. des États de moyenne ou de petite dimension, à plus forte raison des États que l'on baptisait alors de lilliputiens.

Depuis une trentaine d'années la stratégie de l'Andorre fut celle des petits pas, c'est-à-dire d'essayer d'être admise comme telle dans des organismes internationaux secondaires, ou bien dans ceux qui prenaient en charge des problèmes concrets qui concernaient la Principauté, ou encore en essayant de participer en nom propre à des conférences internationales. Cette stratégie ne donna pas de résultats, bien qu'elle fût utilisée avec constance jusqu'à une époque très récente.

Par exemple, en 1982-1983, le gouvernement fraîchement mis en place essaya de faire admettre l'Andorre comme membre à la Croix Rouge Internationale et à l'UIT, l'Union Internationale des Télécommunications. Dans ce second cas, par une action d'explication et de démarchage État par État, elle obtint le vote de plus de cent membres. Il lui en manqua sept, la France s'y opposant au dernier moment et entraînant ses satellites dans son sillage. Auparavant plusieurs autres tentatives avaient eu lieu. Dans les documents annexes 4.9, nous reproduisons la description de deux de ces essais infructueux et l'analyse qu'en fait le Pr Zemanek: la représentation de l'Andorre à la conférence sur la protection des phonogrammes et à la conférence de radiodiffusion par satellite¹²⁶, qui eurent lieu toutes deux à Genève en 1971 et en 1977. Dans les deux cas personne ne signa pour l'Andorre, bien que les deux délégations française et espagnole soient mandatées par chacun des Coprinces.

¹²⁵ - *ibid.*, document n°9, p 152.

¹²⁶ - *ibid.*, documents n° 5 et 6, B. Zemanek, p.97-99 et p.102-104.

En 1976, l'Andorre participe pour la première fois à des jeux olympiques, aux jeux d'hiver à Innsbruck et aux jeux d'été à Montréal. Depuis, elle enverra une délégation sportive à tous les jeux olympiques. Malgré cette présence effective, on ne peut considérer cela comme une reconnaissance internationale car, d'une part, le Comité Olympique International n'accepte et n'invite que des fédérations sportives et, d'autre part, il y a de nombreux territoires ou régions qui ne sont pas des États et qui ont malgré cela une délégation olympique.

De la même façon, nous avons montré que l'accord de 1990 avec la Communauté Européenne ne pouvait pas non plus être pris pour une reconnaissance formelle. Cependant le fait que la spécificité de l'Andorre soit reconnue, qu'elle participe à un accord qui lui est propre et, surtout, que le chef de son gouvernement signe l'acte sont les premiers signes de l'émergence. À ce moment-là, l'Andorre était le seul État européen qui n'avait aucune reconnaissance de la part des autres États et qui ne participait à aucune des organisations internationales, même comme observateur.

La reconnaissance par l'O.N.U.

Le 24 juin 1993 à Genève, profitant de sa présence aux négociations à propos de la guerre en Bosnie, la demande d'adhésion à l'O.N.U. est remise par le chef du gouvernement Òscar Ribas au Secrétaire Général Boutros Ghali¹²⁷. Trois semaines auparavant, le 3 juin, l'Andorre, la France et l'Espagne avait ratifié un traité trilatéral de bon voisinage, d'amitié et de coopération qui réglait les relations des États des Coprinces avec la nouvelle principauté constitutionnelle¹²⁸. Selon ce traité les deux voisins de l'Andorre s'engageaient à aider son accès aux instances internationales: "*faciliten la seva participació a les conferències i organitzacions internacionals i també el seu accés als convenis internacionals*". Peut-être à cause de la dure expérience antérieure, l'Andorre choisit d'emblée l'O.N.U., et la France et l'Espagne lui servirent de parrains.

Les circonstances jouèrent en faveur de l'Andorre. À cause des tensions

¹²⁷ - "*Ribas: "Amb aquest pas es tanca un procés que ha durat molts anys. El cap de Govern va lliurar ahir a Boutros Ghali la sol·licitud d'ingrés d'Andorra a les Nacions Unides. Una demanda d'accés amb el "si" assegurat.*", *Diari d'Andorra*, 25/06/1993 (documents annexes 64.633/2, n°2).

¹²⁸ - "*El tractat trilateral va entrar en vigor ahir de forma provisional. Espanya i França reconeixen en aquest document el Principat d'Andorra com a Estat sobirà i independent.*" *Diari d'Andorra*, 04/06/1993 (documents annexes 64.633/2, n°1).

internationales et de la guerre dans les Balkans, le Conseil de Sécurité des Nations Unies était réuni de façon permanente. Le 8 juillet il accepta par consensus la demande d'adhésion de l'Andorre. La ratification par l'Assemblée générale des Nations Unies, afin que la décision du Conseil de Sécurité puisse prendre effet devait intervenir à la session d'automne. Mais, pour les mêmes raisons de problèmes internationaux, une réunion extraordinaire de l'Assemblée générale fut décidée pour la fin du mois.

Le 28 juillet, donc un mois à peine après le dépôt de la demande, l'assemblée accepta par acclamation l'entrée de l'Andorre comme 184^e membre. La cérémonie fut retransmise en direct par la télévision catalane TV3, si bien que les andorrans (et une bonne partie des territoires de l'aire catalane) purent entendre en direct le discours d'un quart d'heure, en catalan, du chef du gouvernement andorran Òscar Ribas Reig¹²⁹. Outre Òscar Ribas, la délégation andorrane comprenait le ministre d'Affaires Étrangères Antoni Armengol et le secrétaire et porte-parole du gouvernement Jordi Cinca¹³⁰.

¹²⁹ - Le texte du discours est reproduit en entier dans le document annexe 64.633/2, n°6 (*El Temps*, 09/08/1993). Dans un article publié dans le *Diari de Prada* puis dans le *Diari d'Andorre* (id., document n°11), nous écrivions à propos de cette cérémonie:

"Andorra és el país estrella de l'any 1993 als Països Catalans, deixant molt lluny enrera, per a mi, les peripècies de la política interior espanyola o qualsevol altre esdeveniment que ens afecti directament. El 28 de juliol, Andorra va entrar com a membre de ple dret a les Nacions Unides. No va per broma. Amb Andorra, el català existeix d'ara endavant jurídicament com a llengua reconeguda internacionalment, cosa que no va aconseguir amb tot el seu pes ni cap altre país català. Ens obre portes i possibilitats a tots. (..)

TV3 va tenir l'encert de transmetre en directe la cerimònia. Això fa que de gairebé tota l'àrea catalana es va poder veure un cap d'estat dirigir-se exclusivament en català a l'Assemblea internacional. Va durar un quart d'hora, que és molt, car habitualment es dona cinc o deu minuts. Suposo que els representants dels estats francès i espanyol, els padrins d'Andorra a l'ONU, li van deixar el temps de paraula que se'ls havia concedit per donar-li la benvinguda. Tota una elegància.. o per sortir-se del pas? D'elegància dels ambaixadors francès i espanyol, ni gens ni mica. Descaradament barroers: van escoltar el discurs amb els auriculars de la traducció simultània posats, quan se'ls havia procurat per endavant les traduccions. Ja se sap que els francesos no saben llengües, però per a l'espanyol, ho vaig sentir com una ofensa als deu milions de ciutadans amb llengua estatutària catalana que també representava (..)

El Cap de Govern d'Andorra va pronunciar un discurs tan digne com ben estructurat, mesurat i alhora de contingut fort, amb paraules entenedores, per resumir, clar i català. (..) Senzillament, va explicar què és Andorra i quins valors s'hi respectaven. (..) Va acabar amb unes paraules precises i depurades, molt fortes per a tots nosaltres a l'UCE i als Països Catalans, desacomplexades i sense ambigüitats, sense els embolics habituals de molts polítics nostre. Després d'afirmar la identitat andorrana, "que no s'ha fet contra res ni contra ningú", (..) va concloure amb aquestes paraules que sonaven, en català aquesta vegada i dins el mateix recinte, com un eco al "I am catalan" del mestre Pau Casals: "Cal aprofundir en les pròpies arrels. I les nostres són les de la cultura catalana. (..) És en aquesta llengua, la catalana, que he vingut davant aquesta Assemblea a parlar de pau, llibertat i fraternitat."

¹³⁰ - Même dossier, documents 3 et 5: *"Andorra ja és l'Estat 184^e de Nacions Unides. Òscar Ribas va fer*

Le 28 juillet 1993, le Chef du gouvernement Òscar Ribas Reig et son ministre des Affaires étrangères Antoni Armengol occupent les sièges de l'Andorre à l'assemblée des Nations Unies, à New-York (*Diari d'Andorra*, 01/08/1993)



Devant les bâtiments des Nations Unies à New-York, le 28 juillet 1993, le Chef du gouvernement Òscar Ribas Reig (de dos et au centre) assiste à la levée du drapeau andorran, qui rejoint ceux des 183 autres membres (*Diari d'Andorra*, 01/08/1993)

el discurs d'ingrés en català., *Avui*, Barcelone, du 29/07/1993, et "*El naixement internacional de l'estat andorrà.*", éditorial du *Temps*, València, du 09/08/1993.

Dans une interview accordée au *Diari d'Andorra* à son retour des États-Unis, le chef du gouvernement andorran insista beaucoup sur les conséquences positives de la reconnaissance internationale de l'Andorre en politique intérieure: "*el reconeixement internacional ajuda a consolidar la Constitució*"¹³¹. L'Andorre, représentée par Antoni Armengol, participa à l'Assemblée générale ordinaire qui commença le 27 septembre suivant, avec l'intention d'établir des contacts et des relations internationales avec des pays non européens.

La normalisation des relations avec les autres organisations internationales et avec les États

La première des normalisations a déjà été évoquée; ce fut celle avec la France et avec l'Espagne, qui précéda de deux jours l'entrée en vigueur de la constitution. Ce «*Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération*» tripartite fut négocié entre l'approbation de la Constitution par référendum et sa signature par les Coprinces. Élément positif que l'Andorre utilisera un mois après, l'article 2 prévoyait que la France et l'Espagne faciliteraient la participation de l'Andorre aux organisations internationales. Dans la pratique des accords réglèrent des questions importantes telles que la monnaie, la coopération en matière de sécurité et de justice et, surtout, le maintien des écoles des Coprinces, donc la permanence des écoles françaises et espagnoles ainsi que l'impossibilité pour l'Andorre d'être maîtresse de l'enseignement et de la formation de ses futurs citoyens. On a pu dire que là était le prix payé pour obtenir l'indépendance.

Au siège du gouvernement andorran, la signature du traité trilatéral, le premier traité international du nouvel État, par Òscar Ribas Reig, au centre, avec à gauche Máximo Cajal, sous-secrétaire du ministère des Affaires extérieures d'Espagne et, à droite, (*Diari d'Andorra*, 04/06/1993)



¹³¹ - id., document n°4, *Diari d'Andorra* du 01/08/1993.

La question particulière des relations de l'Espagne avec l'Andorre à travers le Coprince épiscopal, devenu souverain constitutionnel, fut réglée lors d'une entrevue à Madrid entre Òscar Ribas et le ministre espagnol des Relations Extérieures Javier Solana afin de prévoir la venue d'un ambassadeur espagnol dans la Principauté. Ils signèrent un accord bilatéral, préparé en parallèle avec l'accord trilatéral du 3 juin, l'Espagne reconnaissant l'évêque d'Urgell comme Coprince d'Andorre et comme chef d'État. À La Seu d'Urgell, sa personne, ses services et son palais bénéficiaient de l'immunité, comme pour les ambassades.

Le lendemain de la signature en Andorre du traité bilatéral avec l'Espagne avec le gouvernement andorran, le sous-secrétaire des Affaires extérieures d'Espagne rend une visite protocolaire au Coprince épiscopal Martí Alanís, à la Seu d'Urgell (*Diari d'Andorra*, 04/06/1993)



En Andorre même, la France et l'Espagne désignèrent des ambassadeurs, dont le siège d'ambassade reprenait les bâtiments de chacune des deux *Vegueries*. L'ambassadeur espagnol, José Manuel Paz Agüeras, effectua sa première visite au chef du gouvernement andorran le 30 août 1993. Selon les habitudes, il devait présenter ses lettres de créance aux deux chefs d'État pour entrer en fonctions. Une semaine après, le 6 septembre, devait arriver l'ambassadeur français Gérard Julienne¹³². La présentation de ses lettres de créance au Coprince français François Mitterrand de la part du gouvernement français qui l'envoie au nom de la France et de son Président François Mitterrand ne manquera pas d'intérêt anecdotique. Une rencontre des deux Coprinces en Andorre même fut prévue pour le 26 octobre.

Le 25 août 1993, la Suisse reconnaissait l'Andorre et devenait le premier État, en dehors de l'Espagne et de la France, à établir des relations consulaires avec la Principauté¹³³. Compte tenu des relations économiques entre ces deux pays et les caractères de leurs activités, ce geste et la rapidité de la réaction sont très significatifs. Quelques jours avant l'Estonie avait reconnu aussi l'Andorre.

¹³² - *ibid.*, documents n°9 et 10.

¹³³ - *ibid.*, document n°8: "*Suïssa reconeix la sobirania d'Andorra.*", *Diari d'Andorra*, 26/08/1993.

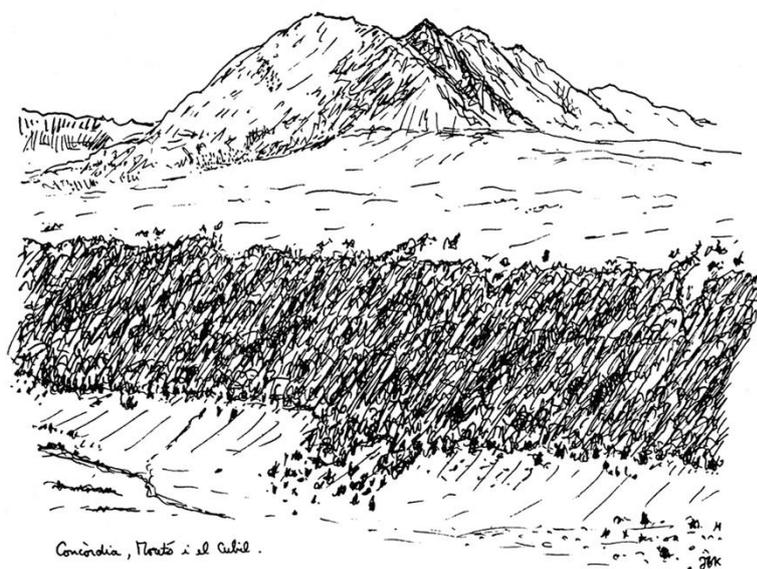
Parallèlement l'Andorre réalisait des démarches pour être associée au Conseil de l'Europe¹³⁴, dont une résolution avait été le détonateur de l'évolution institutionnelle si rapide. Également, dès le début août, le gouvernement andorran demandait l'adhésion de la Principauté à l'U.I.T. et à la Croix Rouge Internationale. Òscar Ribas déclarait à la presse le 10 juillet, alors que l'entrée aux Nations Unies était acquise: "*L'entrada a la UIT és prioritària, un cop a l'ONU.*" L'argument était que "*l'ingrés a aquest organisme de caràcter tècnic suposa, en primer lloc, que Andorra tindrà un número de telèfon internacional propi, i a més, contribuirà directament al progrés tecnològic del nostre país i al millorament de les comunicacions*"¹³⁵ (trad. : L'entrée à l'UIT est prioritaire, une fois à l'ONU. L'entrée à cet organisme à caractère technique suppose, en premier lieu, que l'Andorre aura un numéro de téléphone international propre et, en outre, elle contribuera directement au progrès technologique de notre pays et à l'amélioration des communications). Quant à la croix rouge, la question des risques naturels et la nécessité de l'aide internationale étaient des raisons évidentes.

Mais, au-delà des déclarations officielles et des priorités, on ne manquera pas de remarquer que les deux premiers organismes internationaux spécialisés où l'Andorre demandait à entrer par la grande porte sont précisément ceux dont l'accès lui avait refusé dix ans auparavant, Òscar Ribas Reig était le chef du gouvernement qui avait fait alors la démarche et Antoni Armengol était un des ministres qui l'avait aidé. Une manière renouvelée de "*fer l'andorrà*".



¹³⁴ - *ibid.*, document n°7: "*El Consell d'Europa anima Andorra a participar en l'ens. Ser membre de l'organisme significa obtenir la patent democràtica.*", *Diari d'Andorra*, 08/08/1993.

¹³⁵ - *Diari d'Andorra*, 10/07/1993.



**LA CONSTITUTION
ET LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE
DE L'ANDORRE
ESSAI DE CHRONOLOGIE**

- * 10 et 17/12/1989, Andorre: Élections générales; changement de majorité au *Consell General*, dite de *renovació*.
- * 14/12/1989, Bruxelles et Andorra la Vella: Échanges de lettres et signature de l'accord entre la Communauté Européenne et l'Andorre.
- * 05/01/1990, Andorra la Vella: Un constitutionnaliste, Josep Maria Beal, *Cònsol* de Les Escaldes, est élu *Síndic General*.
- * 22/01/1990, Andorra la Vella: Décret d'entrée en fonctions du nouveau gouvernement d'Òscar Ribas Reig.
- * /04/1990, Paris: Rencontre et tour d'horizon entre une délégation andorrane (*Sub-síndic, Cap de Govern, Conseller de Finances*, secrétaire du *Consell*) et Gilles Ménage (directeur de cabinet de François Mitterrand).
- * 11/05/1990, Paris: L'assemblée du Conseil de l'Europe vote la résolution 946 "relative à la situation en Andorre".
- * 01/06/1990, Andorra la Vella: Déclaration de politique générale du gouvernement présentée au *Consell General* par Òscar Ribas, *Cap de Govern* ("*El meu Govern afirma que necessitem una Constitució escrita per poder estructurar el país.*").
- * 18/06/1990, Andorra la Vella: Le *Consell General* vote par unanimité *l'acord* demandant une constitution.
- * 29/06/1990, Luxembourg et Bruxelles: Signature définitive de l'accord entre la Communauté Européenne et l'Andorre.
- * 16/07/1990, Andorra la Vella: Le *Síndic General* Josep Maria Beal demande aux Coprinces l'ouverture d'un processus constitutionnel.
- * 02/10/1990, Paris: Réponse du Coprince français François Mitterrand acceptant la négociation au sein d'une commission tripartite et saisissant le Coprince épiscopal.
- * 10/01/1991, La Seu d'Urgell: Réponse du Coprince épiscopal Joan Martí Alanis acceptant les négociations.
- * 26/03/1991, Andorra la Vella: Le *Consell General* approuve les objectifs essentiels du *procés constituent*.

* /03/1991, Andorre: Démission pour raisons de santé du *Síndic* Josep Maria Beal; les *Consellers* de La Massana, transfuges, passent à l'opposition qui devient majoritaire, mais sans atteindre le quorum nécessaire pour renverser le gouvernement; Albert Gelabert, de La Massana, est élu *Síndic General*; gouvernement en minorité d'Òscar Ribas jusqu'en avril 1992.

* 12/04/1991, Andorra la Vella: Déclaration d'ouverture du processus de rédaction du projet de constitution.

* 22/11/1991, Andorra la Vella: Dernière réunion de la première étape. Les discussions de la commission tripartite *Consell General* et représentants des Coprinces doivent reprendre en janvier 1992.

* 22/11/1991-26/06/1992: Le processus de négociation est gelé; la commission tripartite ne se réunit pas.

* 26/11/1991, Paris: Remise de la *Quèstia* au Coprince français François Mitterrand ("Tous les pouvoirs vous seront remis.").

* 04/01/1992, Andorra la Vella: Le *Diari d'Andorra* publie le texte du projet de constitution ("*La constitució ja és al carrer.*").

* 30/01/1992, Andorra la Vella: Répondant à l'appel de Lluís Babi, ex-*Conseller* d'Ordino, la *Casa de la Vall* est occupée par une manifestation ("*Solucions o dimissió*"); auto-dissolution du *Consell General*.

* 05 et 12/04/1992, Andorre: Élections générales; le groupe minoritaire qui soutenait le gouvernement d'Òscar Ribas remporte les élections; Jordi Farràs devient *Síndic General*.

* 08/05/1992, Andorra la Vella: Le nouveau gouvernement d'Òscar Ribas Reig entre en fonctions.

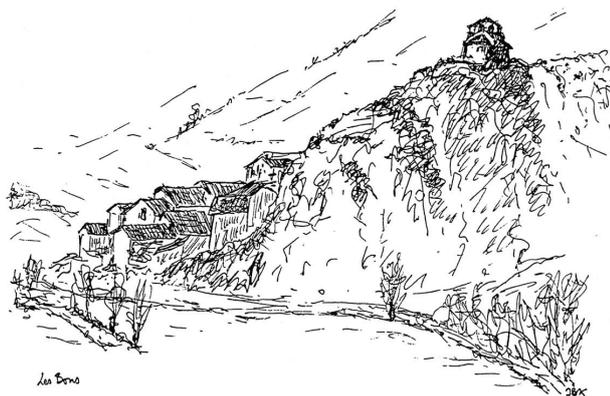
* 05/06/1992, Andorra la Vella: *Acord* du *Consell General* demandant la reprise des négociations. Le *Consell General* se proclame Assemblée constituante.

* 17 et 18/06/1992, El Tarter: Séminaire de réflexion entre experts et une délégation du *Consell General*; nouvelle rédaction unilatérale du projet de constitution.

- * 26/06/1992, Andorra la Vella: Reprise des réunions de la commission tripartite.
- * 09/09/1992, Andorra la Vella: Signature de l'accord délimitant les compétences entre le *Consell General*, le gouvernement et les paroisses.
- * 10/09/1992, Andorra la Vella: Le rapport sur le projet de constitution demandé au *Col.legi d'Advocats* est remis au *Consell General*.
- * 11/09/1992, Andorra la Vella: Réunion de la commission tripartite à partir de laquelle on discute les points litigieux.
- * 12/11/1992, La Seu d'Urgell: Remise de la *Quèstia* au Coprince épiscopal Joan Martí Alanis; dans son discours il menace de renoncer à sa charge si les Coprinces ne conservent pas des pouvoirs ("*Deixeu que els coprínceps vigilem per damunt de les fronteres. Que fem de sentinelles un a cada banda. Com voleu que faci de copríncep el bisbe, si no és així?*").
- * 25/11/1992, Andorra la Vella: La délégation du Coprince français annonce qu'elle ne participera plus aux négociations et donne un mois pour que le *Consell General* et les représentants du Coprince épiscopal arrivent à un accord, avant un ajournement *sine die*.
- * 03, 11 et 16/12/1992, Andorra la Vella: Réunions bipartites.
- * 18 et 19/12/1992, Andorra la vella: Dernière réunion et accord final; la commission tripartite remet le projet définitif de constitution.

-
- * 02/02/1993, Andorra la Vella: Le *Consell General* approuve le projet de constitution.
 - * 14/03/1993, Andorre: La Constitution est approuvée par référendum (74,2% de oui pour 75,7% de participation, soit 53,7% des électeurs inscrits).
 - * 29/04/1993, La Seu d'Urgell: Le Coprince épiscopal Joan Martí Alanis signe la Constitution.
 - * 30/04/1993, Paris: Le Coprince français François Mitterrand signe la Constitution.
 - * 05/05/1993, Andorra la Vella: Entrée en vigueur de la Constitution.
 - * 03/06/1993, Andorra la Vella, Paris, Madrid: Signature du traité trilatéral de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre l'Andorre, la France et l'Espagne.
 - * 15/06/1993, Andorra la Vella: Transfert des compétences des *Veguers* au gouvernement andorran (police, centre pénitentiaire, nationalité, justice).
 - * 25/06/1993, Genève: Le chef du gouvernement Òscar Ribas remet à Boutros Ghali, secrétaire général de l'ONU, la demande d'adhésion de l'Andorre.

- * 08/07/1993, New York: Le Conseil de Sécurité des Nations Unies accepte la demande d'adhésion de l'Andorre.
- * 28/07/1993, New York: L'Assemblée générale des Nations Unies accepte par acclamation l'entrée de l'Andorre comme 184e membre; discours du chef du gouvernement andorran Òscar Ribas Reig; la cérémonie est retransmise en direct par TV3.
- * 25/08/1993, Berne: La Suisse reconnaît l'Andorre et devient le premier État, en dehors de l'Espagne et de la France, à établir des relations consulaires avec la Principauté.
- * 02/09/1993, Andorra la Vella: En application de la disposition transitoire n°1, le *Consell General* examine et approuve quinze lois, en application de la Constitution, dont cinq lois *qualificades* (régime électoral, justice, tribunal constitutionnel, règlement du *Consell General*, nationalité).
- * 08/09/1993, Meritxell: Le *Síndic General* convoque des élections générales pour la première quinzaine du mois de décembre 1993.
- * /12/1993, Andorre: Élections générales pour élire les 28 *Consellers* de la nouvelle assemblée parlementaire.
- * 31/12/1993, Andorra la Vella: Fin de la période transitoire.



L'ANDORRE, MUTATIONS D'UNE ÉCONOMIE MONTAGNARDE

LIVRE 6

LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

4 - Documents annexes

4.1 - Les droits de la personne	. . . . .	146
4.2 - La nationalité	. . . . .	153
4.3 - La difficile émergence du syndicalisme	. . . . .	164
4.4 - L'andorranisation et l'enseignement	. . . . .	171
4.5 - La radio et la télévision	. . . . .	188
4.6 - La négociation de la constitution	. . . . .	201
4.7 - La Constitution andorrane de 1993	. . . . .	226
4.8 - La mise en place de nouvelles structures	. . . . .	251
4.9 - L'Andorre est-elle un État?	. . . . .	257
4.10 - La reconnaissance internationale de l'Andorre	. . . . .	270

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

4.1 - Documents annexes : Les droits de la personne

Documents:

1 - "*Els andorrans reclamen el dret al matrimoni civil i al divorci.*" (Les andorrans réclament le droit au mariage civil et au divorce), article de Joana Viusa, *Avui*, Barcelona, 26/04/1987

2 - "*Els drets de l'home centren la Universitat d'Estiu d'Andorra.*" (Les droits de l'homme centrent l'Université d'Été d'Andorre), article de Jordi Garriga, *Avui*, Barcelona, 26/04/1987

3 - Résolution 946 du Conseil de l'Europe, du 11 mai 1990

4 - "*Al voltant de sis mil persones treballen de manera il·legal al Principat. L'hosteleria és el sector més afectat, segons Antoni Roig, del Sindicat Andorrà de treballadors.*" (Environ six milles personnes travaillent de manière illégale dans la Principauté. L'hôtellerie est le secteur le plus affecté, selon Antoni Roig, du Syndicat Andorran des travailleurs), article de Marisol Fuentes, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 01/11/1991.

5 - "*Vint-i-cinc parelles s'han casat pel civil a la Seu d'Urgell. Al Principat d'Andorra només ho poden fer per l'església. Més de 60 dones solteres han tingut un fill el 1992.*" (Vingt-cinq couples se sont mariés civilement à la Seu d'Urgell. Dans la Principauté ils ne peuvent le faire que par l'église. Plus de 60 femmes célibataires ont eu un enfant en 1992), article de Iolanda Clop, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 20/08/1992.

1 - "Els andorrans reclamen el dret al matrimoni civil i al divorci." (Les andorrans réclament le droit au mariage civil et au divorce), article de Joana Viusa, *Avui*, Barcelona, 26/04/1987

Una enquesta analitza l'estructura de la societat de les Valls

Avui 26/4/87

Els andorrans reclamen el dret al matrimoni civil i al divorci

Les parelles no tenen ara cap més sortida que casar-se per l'Església

La dissolució del vincle topa amb l'oposició del bisbe príncep

Opinions més progressistes

ANDORRA LA VELLA — Els habitants d'Andorra s'han pronunciat per primera vegada sobre l'estructura social de les Valls responent a les preguntes d'actualitat plantejades per una enquesta del mensual *Línia Andorra*. Els resultats de l'enquesta poden ser considerats prou representatius, ja que la mostra seleccionada recull les opinions d'un 1 per cent de la població —460 persones—, de les quals un terç eren de nacionalitat andorrana i la resta residents estrangers.

En conjunt, els andorrans han demostrat unes opinions més progressistes que no les illes que regixen al Principat. De les setze preguntes, que constitueixen un ampli ventall de qüestions actuals, les que han obtingut percentatges de resposta afirmativa o negativa més importants han estat: el dret al matrimoni civil i, com a conseqüència lògica, el dret al divorci; el dret a crear partits polítics i sindicats; el dret a la nacionalitat andorrana per haver nascut i ser escolaritzats a Andorra; el dret a la llibertat de culte i la necessitat d'elaborar una Constitució.

El dret al matrimoni civil i al divorci recullen respectivament el 95 i el 90 per cent de respostes positives per part dels andorrans (98 i 94 per cent en resultats globals). El dret a la llibertat de culte obté prop del 94 per cent de resultats andorrans i el 96 per cent en resultats globals. La necessitat de partits polítics recull un 71 per cent de parens andorrans favorables, semblant als resultats globals, mentre que en la qüestió dels sindicats, les opinions entre andorrans i residents estrangers no s'identifiquen tant: aquest darrer dret recull una majoria justeta del 57 per cent entre els enquestats de nacionalitat andorrana i un 70 per cent en resultats globals.

«Divorci a l'andorrana»

La revista *Línia Andorra*, dirigida per un equip de joves no vinculats amb cap grup polític ni comercial, dedica, per altra banda, un extens reportatge titulat a portada: «Divorci a l'andorrana». Per mossèn Blas, el primer que va pregonar la necessitat d'una llei de matrimoni civil fa tretze anys, «el problema té cara, ulls, llàgrimes i trastorn de consciència». Els 138 casaments celebrats l'any passat, una tercera part dels quals han estat pel civil fora d'Andorra, segons s'explica en el reportatge, s'han de confrontar amb gairebé una cinquena part de divorcis, separacions o nul·litats canòniques. Actualment les parelles andorranes no tenen altra sortida del matrimoni que la nul·litat canònica. Si arribés a prosperar l'actual projecte de llei elaborat per la comissió legislativa permanent del Consell General, que no preveu cap possibilitat de dissolució del vincle civil, «ens trobarem amb la paradoxa —diu l'advocat Jaume Bartumeu— que els casats per via canònica podran aconseguir la dissolució a través de la nul·litat, mentre que els casats pel civil estarien lligats per tota la vida».

El síndic general, Francesc Cerdqueda, que presideix l'assemblea parlamentària andorrana, afirma en el reportatge que «s'ha de tenir en compte la situació específica d'Andorra: tenim un copríncep que és bisbe, i això dona una connotació especial al tema».

Els andorrans només poden casar-se per l'Església. En una recent enquesta es declaren, però, partidaris del dret al matrimoni civil i al divorci



2 - "Els drets de l'home centren la Universitat d'Estiu d'Andorra." (Les droits de l'homme centrent l'Université d'Été d'Andorre), article de Jordi Garriga, *Avui*, Barcelona, 26/04/1987

Els drets de l'home centren la Universitat d'Estiu d'Andorra

Organitzada per la conselleria d'Educació i Cultura del govern andorrà, la setena edició de la Universitat d'Estiu d'Andorra tindrà com a tema central els drets de l'home. El curs se celebrarà durant la primera quinzena de setembre i hi intervindran destacades personalitats del món de la política, la cultura i la ciència que tractaran la qüestió des de diversos aspectes.

Jordi Garriga, corresponsal ANDORRA

Els drets de l'home seran el tema de reflexió de la VII Universitat d'Estiu d'Andorra, manifestació cultural que organitza la conselleria d'Educació i Cultura del govern andorrà. El curs es desenvoluparà durant la primera quinzena de setembre.

El dia 4 de setembre s'iniciarà el cicle de conferències amb la intervenció de Gregorio Peces Barba, catedràtic de filosofia del dret i ex-president del Congrés de diputats, que introduirà la qüestió amb la ponència *Problemes actuals dels drets fonamentals*. José Luis Sampedro, catedràtic d'estructura econòmica i novel·lista, s'acostarà a la implicació de l'evolució econòmica als drets humans, que també seran confrontats amb la informàtica, en els casos del control informàtic sobre la persona, per Jacques Fauvet, ex-director del diari *Le Monde* i actual president a França de la Comissió Nacional d'Informàtica i Llibertat.

Jordi Solé Tura, catedràtic de dret constitucional de la UB i diputat al Parlament de Catalunya, entrarà en matèria política amb la conferència *Drets humans: partits i sindicats*. La intervenció de Solé Tura despertarà especial expectació després que el passat mes de març la Declaració Universal dels

Drets Humans de 1948, que reconeix l'associacionisme polític i sindical, hagués entrat a formar part de l'ordenament jurídic andorrà. Ignacio Ramonet, redactor en cap de la revista d'informacions internacionals *Le Monde Diplomatique*, parlarà sobre els obstacles que troba el dret a la informació al Tercer Món. La perspectiva de l'Acta Única de 1992 en el vessant dels drets humans i socials de l'individu serà abordada per l'exrodiputat i ex-ministre d'Afers Estrangers espanyol, Fernando Morán.

El debat filosòfic l'encetarà el pare benedictí Francis Rollin, president de l'Associació de Teòlegs per a l'Estudi de la Moral (ATEM), que parlarà d'ètica en relació a aquests valors. El dissident polonès Mieszko Kolakowski, professor de filosofia a la Universitat d'Oxford i Chicago, interrelacionarà el marxisme, del qual n'és estudiant, amb els drets de l'home.

El feminisme apareixerà en aquesta edició de la Universitat d'Estiu amb la intervenció de l'escriptora italiana Maria Antonietta Macciocchi, que centrarà el seu discurs en l'estat dels drets de la dona. L'itinerari històric dels drets humans serà explicat per Joan Góms, president de Justícia i Pau a Barcelona. La qüestió se sortirà del marc de la cultura occidental per inscriure's a l'Islam amb



Santiago Dexeus i Maria Antonietta Macciocchi

Jacques Berque, considerat a hores d'ara l'islamista més important d'Occident.

El problema de la identitat de la persona com a nou dret serà tractat per Maria de Lourdes Pintasilgo, ex-primer ministre de Portugal i membre del cos diplomàtic. Finalment, el dia 15 el Dr. Santiago Dexeus, director del departament d'Obstetrícia i Ginecologia de l'Institut Dexeus, s'endinsarà en el tema de la genètica amb la conferència *Ètica i noves tècniques de reproducció assistida*.

3 - Résolution 946 du Conseil de l'Europe, du 11 mai 1990**RÉSOLUTION 946 (1990) DU CONSEIL DE L'EUROPE RELATIVE À LA SITUATION EN ANDORRE**

L'Assemblée,

- 1.- Informée des résultats de la visite d'information effectuée en Andorre par quatre de ses membres du 27 au 29 avril 1989;
- 2.- Soulignant que l'Andorre fait partie intégrante de l'Europe occidentale pour des raisons à la fois géographiques, historiques et culturelles;
- 3.- Rappelant qu'au cours de la deuxième guerre mondiale, les autorités et la population ont fait d'Andorre une terre d'asile en contribuant à sauver un grand nombre de vies humaines;
- 4.- Prenant note des transformations profondes - accompagnées d'un essor économique sans précédent - qu'ont connues les structures économiques et la société andorranes au cours des trois dernières décennies;
- 5.- Consciente de l'originalité et de la complexité des institutions andorranes, auxquelles la très grande majorité de la population demeure profondément attachée, car elles constituent un élément essentiel de son identité;
- 6.- Convaincue que les réformes des institutions, entreprises dès 1981, vont dans le sens souhaité par la population de doter de compétences accrues le Conseil Général des Vallées et le Conseil exécutif, et donc d'affirmer progressivement la souveraineté populaire;
- 7.- Exprimant le voeu que ces réformes soient menées d'un commun accord entre les Co-Princes et le Conseil Général des Vallées, et puissent marquer un progrès qualitatif aussi bien au point de vue de la souveraineté populaire que de la sûreté du droit;
- 8.- Notant que le système électoral en vigueur vise à permettre la représentation des "paroisses" dont est constituée la Principauté, mais n'assure pas une représentation adéquate des électeurs andorrans;
- 9.- Prenant acte avec satisfaction de la loi sur les droits de la personne du 29 mars 1989 qui incorpore dans l'ordre juridique de la Principauté les droits fondamentaux de la personne tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948;
- 10.- Soulignant la nécessité de l'adoption d'actes législatifs appropriés,

conformément à l'article 2 de la loi susmentionnée, en vue de rendre effectifs le respect de tous les droits reconnus dans la Déclaration;

11.- Préoccupée notamment par les problèmes qui se posent en matière de droit d'association (partis politiques et syndicats), ainsi que dans le domaine du droit du travail et de la législation sociale;

12.- Consciente que la plupart de ces problèmes ne pourront être progressivement résolus que grâce à une politique d'intégration des résidents étrangers;

13.- Invite les Co-Princes et le Conseil Général des Vallées:

I.- à considérer l'opportunité de se doter d'une constitution écrite qui fixerait les droits et les libertés des citoyens tels que définis dans les traités internationaux sur la protection des droits de l'homme, ainsi qu'à proposer son adoption au peuple andorran par le moyen d'un référendum;

II.- à compléter et à élargir dans le cadre de cette constitution les réformes institutionnelles engagées par le décret du 15 janvier 1981 dans le sens d'un transfert progressif des compétences vers le Conseil Général des Vallées et le Conseil Exécutif, avec l'objectif d'en faire véritablement le parlement et le gouvernement de la Principauté avec des pouvoirs législatifs appropriés;

III.- à réformer la loi électorale en vigueur dans le but d'assurer une représentation adéquate de la population andorrane;

IV.- à assouplir les règles d'acquisition de la nationalité andorrane, afin de réaliser une intégration progressive des résidents étrangers tout en sauvegardant l'identité nationale et la personnalité culturelle de la Principauté;

V.- à mettre en oeuvre dans les meilleurs délais l'article 2 de la loi sur les personnes du 29 mars 1989 par une législation relative aux différents droits du citoyen autorisant notamment le droit d'association;

VI.- à faire un effort en vue d'adapter le droit du travail et la législation sociale aux normes européennes.

4 - "Al voltant de sis mil persones treballen de manera il·legal al Principat. L'hosteleria és el sector més afectat, segons Antoni Roig, del Sindicat Andorrà de treballadors." (Environ six milles personnes travaillent de manière illégale dans la Principauté. L'hôtellerie est le secteur le plus affecté, selon Antoni Roig, du Syndicat Andorran des travailleurs), article de Marisol Fuentes, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 01/11/1991.

DIJENRES, 1 DE NOVEMBRE DE 1991

• SOCIETAT

Diari d'Andorra 5

Bona part d'aquests treballadors clandestins són de nacionalitat portuguesa

Al voltant de sis mil persones treballen de manera il·legal al Principat

■ L'hosteleria és el sector més afectat, segons Antoni Roig, del Sindicat Andorrà de treballadors

Marisol Fuentes
ANDORRA LA VELLA

Al Principat hi ha al voltant de sis mil treballadors clandestins, segons que ha informat el Sindicat andorrà de treballadors (SAT). D'aquests sis mil treballadors en situació il·legal, bona part són de nacionalitat portuguesa, malgrat que el SAT no descarta la possibilitat que un nombre important d'aquests treballadors siguin espanyols. Segons els sindicats andorrà, la majoria d'aquests immigrants treballen al sector de l'hosteleria.

Per al SAT, la causa essencial de l'existència d'aquests clandestins és la contradicció que hi ha entre el model econòmic andorrà i la política immigratòria que actualment realitza el govern.

El secretari general del SAT, Antoni Roig, ha indicat que aquests treballadors clandestins es troben en una situació bastant precària econòmicament i socialment, ja que no disposen dels avantatges que gaudeixen altres treballadors del país, com la seguretat social i el dret a l'assistència sanitària. També, per la seva situació d'il·legalitat, no poden crear un nucli familiar o establir-lo, ni tampoc aconseguir un habitatge amb les condicions indispensables. Roig també ha indicat que l'existència d'aquests treballadors minva el nivell de vida de la resta, residents i andorrans. El secretari general del SAT ha expressat que el seu sindicat no critica les quotes que estableix el govern sobre el nombre d'immigrants que pot acceptar, ja que, segons opinen, és el país qui ha de delimitar el nombre de treballadors estrangers que pot absorbir, i només demanen que aquests "tinguin totes les garanties legals i d'igualtat de què gaudeixen la resta de treballadors" que viuen al Principat.

Sobre el tema de les frones, Roig ha volgut aclarir que aquests tipus de treballadors no es poden considerar clandestins, ja que aquesta situació - en relació sobretot a la de les comarques catalanes properes al Principat - és comuna a totes les zones frontereres, i ha destacat que resulta un fet positiu per a l'economia del país, ja que aquestes comarques ofereixen la mà d'obra que Andorra necessita, i el sistema econòmic del país afavoreix que els nivells d'anar d'aquestes comarques baixi.

D'altra banda, la policia andorrana no disposa de xifres sobre el nombre de treballadors clandestins o de persones repatriades per aquest fet. La policia estima que de les 264 persones estrangeres vetegudes duran l'any 90, un 10 per cent eren treballadors en situació il·legal.

Antoni Cornella, president de la Unió Hotelera de les Valls d'Andorra - sector on treballen un major nombre d'il·legals - ha explicat que no coneix la quantitat ni nacionalitat majoritària de les persones que treballen clandestinament al país i ha explicat que "si ho coneguéssim, tampoc ho fariem públic, ja que ens estan perseguint amb sancions degut a la il·legalitat dels nostres treballadors". Cornella ha dit també que "els il·legals que hi ha al Principat no són milionaris, sinó que pertanyen a la classe treballadora, a la qual respectem molt".

Les institucions benèfiques Creu Roja Andorrana i Caritas tampoc disposen de xifres exactes sobre el nombre de persones en situació il·legal que han passat per les institucions demanant ajut. Segons la Creu Roja, el percentatge de persones en aquesta situació és un 1 per cent aproximadament del total de treballadors clandestins que hi poden haver al país i ha explicat que aquest fet es produeix més habitualment quan hi ha una major demanda de treball. Ambdues institucions ofereixen als passants, com a mesura d'emergència, una nit d'hotel i un dia de menjar, i els faciliten els tràmits de repatriació.



Els treballadors clandestins viuen una situació molt precària.

5 - "Vint-i-cinc parelles s'han casat pel civil a la Seu d'Urgell. Al Principat d'Andorra només ho poden fer per l'església. Més de 60 dones solteres han tingut un fill el 1992." (Vingt-cinq couples se sont mariés civilement à la Seu d'Urgell. Dans la Principauté ils ne peuvent le faire que par l'église. Plus de 60 femmes célibataires ont eu un enfant en 1992), article de Iolanda Clop, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 20/08/1992.

Vint-i-cinc parelles s'han casat pel civil a la Seu d'Urgell

■ Al Principat d'Andorra només ho poden fer per l'església

Iolanda Clop
ANDORRA LA VELLA

El jutge comarcal de la Seu d'Urgell ha casat en total de 25 parelles residents a Andorra durant aquest any. Entre aquestes parelles hi ha andorranos, tot i que almenys un dels dos contractes ha de tenir la nacionalitat espanyola perquè el jutge pugui tenir competència per casar-les.

Segons informen fonts del registre civil de la Seu, "perquè aquestes parelles puguin casar-se, han de acreditar la seva nacionalitat i donar punt d'un han residit durant els dos darrers anys".

El fet que a Andorra només existeixi el casament canònic motiva que les persones que ho vulguin fer pel civil hagin de superar moltes traves burocràtiques per poder fer-ho fora del país. França i Espanya són les destinacions escolliades a l'hora de fer resoldre el cas de molts nous contractes matrimonials exclusivament per la via civil.

En cas que els dos membres de la parella siguin de nacionalitat andorranos només poden casar-se per l'església o bé casar-se junts sense legalitzar la seva situació prèviament aquesta darrera opció va s'ha anat incrementant



El jutge comarcal de la Seu d'Urgell.

aquests últims anys. Difícilment es poden obtenir dades sobre el nombre de persones que viuen en parelles sense haver-se casat, ja que només queden registrats els naixements dels seus fills. Els registres de les recintes de cada parròquia són els que controlen aquest aspecte, mitjançant una acta notarial de reconeixement del fill que presenten els pares.

El DIARI D'ANDORRA només ha pogut localitzar el nombre de naixements registrats en tres parròquies: a Sant Julià aquest any s'han incrementat davant els 42 infants que posseïen de pares amb una situació reconeguda oficialment. A Ordino s'han registrat tres naixements, davant els quinze de registrats per parelles casades, i a la Massana s'han presentat quatre actes notarial de reconeixement del fill. També s'han donat alguns casos de pares que batgen el seu infant sense estar casats, ni per l'església ni pel civil.

D'altra banda, els rectors de Sant Julià i d'Ordino han comunicat que aquest any els casaments han disminuït novament davant dels catorze que hi va haver l'any passat, a la primera, i quatre davant dels sis que es van contractar l'any 1991 a Ordino.

Més de 60 dones solteres han tingut un fill el 1992

Segons les dades de dades de la clínica Virgen de Meritxell aquest any més de vintanta dones solteres han tingut un fill. Aquesta cifra és inferior a la de l'any passat, que va ser d'un espessor. Cal dir que també la cifra de naixements l'any 91 va ser bastant superior amb més de 400 naixements, davant dels 300 d'enguany. La cifra de les mares solteres registrades a la clínica no reflecteix quantes tenen parella estable, però després una altra aproximació del paper que representa en el país el grup social anomenat sense haver-se casat.

Del que fa a l'edat de les parelles que es casen, els novells asseguren que varia entre els 25 i els 30 anys fonamentalment, tot i que el capellà de la Massana, Ramon Font, comenta que aquest any ha casat algunes

parelles grans, majoritàriament vielles, i de procedència britànica i alemanya.

En més de quatre anys, el Consell General va presentar el projecte de llei de matrimoni civil. El projecte de llei va atreure atenció amb algunes divergències inicials pel que fa al ventall de confessions religioses que podrien casar dins una futura llei del matrimoni. Inicialment, des de la Milla es presenten la via civil i la via del matrimoni religiós, però exclusivament canònic. La delegació francesa a Perpinyà va comunicar a la seva homologa de la Seu que un text així podria suposar complicacions; els serveis del capítol francès van insistir que també es podria fer entrar en aquest ventall altres confessions religioses que han proliferat al Principat.

Entre els oficials insistentment que la falta d'acord per posar en marxa el registre civil va ser també un dels punts clau per no aprovar el projecte. L'any passat, el tema es va tornar a debatre, però no es va arribar a cap solució.

En l'actual projecte de Constitució publicat pel DIARI D'ANDORRA a primers d'any es fa una referència a aquest tema en l'article 17 del capítol sobre els drets fonamentals i les llibertats públiques, que s'esmentarà dins del títol II: "La llei organitzarà la condició civil de les persones i, en aquestes, les formes de matrimoni. Es reconeixerà els efectes civils del matrimoni canònic".

A hores d'ara el segon punt de l'enumeració es vigent, mentre que queda encara per debatre l'acceptació de l'establiment del registre civil.

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

4.2 - Documents annexes : La nationalité

Documents:

1 - Extraits du Code de la nationalité andorrane, du 11/ 03/1977

2 - "*Per la modificació del codi/ La meitat dels escolars andorrans no tenen nacionalitat*" (Pour la modification du code/La moitié des scolaires andorrans n'ont pas de nationalité), article de Joana Viusà, *Avui*, 08/08/1987

3 - "*Conclusions d'un estudi encarregat pel cap de govern. Els andorrans desapareixeran si els emigrants no són nacionalitzats*" (Conclusions d'une étude demandée par le chef du gouvernement. Les andorrans disparaîtront si les immigrants ne sont pas nationalisés), article de Joana Viusà, *Avui*, 06/05/1988

4 - Extraits du discours-programme du *Cap de Govern* Òscar Ribas Reig, concernant la nationalité (p.5-6). Session du *Consell General* du 06/02/1990

5 - "*El codi de la nacionalitat és aprovat per 19 vots a favor i 5 en contra. "És una obertura prudent i limitada". Una prova de maduresa i responsabilitat dels consellers*" (Le code de la nationalité est approuvé par 19 voix en faveur et 5 contre. « C'est une ouverture prudente et limitée ». Une preuve de maturité et de responsabilité des conseillers), article de M.C. Orduña et de F. Campoy, *Diari d'Andorra*, 28/10/ 1992

6 - "*El Govern demana la nacionalitat al Consell per als nats després del 75.*" (Le Gouvernement demande la nationalité au Conseil pour les nés après 75), article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, 14/07/1993

7 - "*El PLA diu que el codi de la nacionalitat és inviable. Aquesta llei ja ha començat a aixecar polèmica abans de posar-se a debat. "S'estan discutint a caixa tancada les lleis més importants.*" (Le PLA dit que le code de la nationalité est inviable. Cette loi a déjà commencé à soulever une polémique avant d'être mise en débat, « Ils discutent à caisse fermée les lois les plus importantes »), article de M.C. Orduña, *Diari d'Andorra*, 06/08/1993

8 - "*Nacionalitat: segona oportunitat*", éditorial du *Diari d'Andorra* du 31/08/1993

9 - "*El Parlament andorrà debat la llei que donarà la ciutadania a 4.000 joves nascuts després del 75. El Principat aprofundeix la reforma institucional en el camp polític i de la justícia.*" (Le Parlement andorran débat la loi qui donnera la citoyenneté à 4.000 jeunes nés après 75. La Principauté approfondit la réforme institutionnelle dans le champ politique et de la justice), article d'Ismael Carbó et de Magda Bertran, *Avui*, 02/09/1987

Documents annexes 4.2 : LA NATIONALITÉ

1 - Extraits du Code de la nationalité andorrane, du 11/ 03/1977

Capítol II.- LA NACIONALITAT ANDORRANA D'ORIGEN.

Article 1.- La nacionalitat andorrana per filiació.

Són andorrans:

1.1 : els fills legítims o no legítims, nascuts a Andorra, de pare andorrà o nascuts a l'estranger, si el pare andorrà és nascut a Andorra;

1.2 : els fills legítims o no legítims, nascuts a Andorra, de mare andorrana o nascuts a l'estranger, sila mare andorrana és nascuda a Andorra.

Article 2.- La nacionalitat andorrana per naixement a Andorra.

Són andorrans:

2.1.- els fills legítims o no legítims, nascuts a Andorra si almenys un dels progenitors és també nascut a Andorra, i a condició que tant els pares com els fills tinguin domicili i residència permanent al Principat;

2.2.- els fills trobats a Andorra fins que la seva filiació s'estableixi; des d'aquest moment tindran la nacionalitat que els correspongui.

Capítol III.- L'ADQUISICIÓ DE LA NACIONALITAT ANDORRANA.

Article 3.- Disposicions comunes a tots els casos d'adquisició de la nacionalitat andorrana.

3.1. : Ningú no pot adquirir la nacionalitat andorrana si, prèviament no ha establert el seu domicili i residència efectius al Principat.

3.2. : Cada persona major d'edat, que hagi adquirit la nacionalitat andorrana ha de provar, dintre de l'any a comptar de la data del Decret de les Delegacions Permanents que l'atorgui:

- ja sigui que ha obtingut la declaració de pèrdua de la nacionalitat per part de les autoritats competents de l'Estat estranger, del qual la tingué;

- ja sigui almenys, que ha formulat demanda davant les citades autoritats amb l'esmentada finalitat.

(..)

Capítol VII.- DISPOSICIONS DIVERSES.

Article 26.- Les persones nascudes a Andorra després de l'1 de gener del 1975, fils de

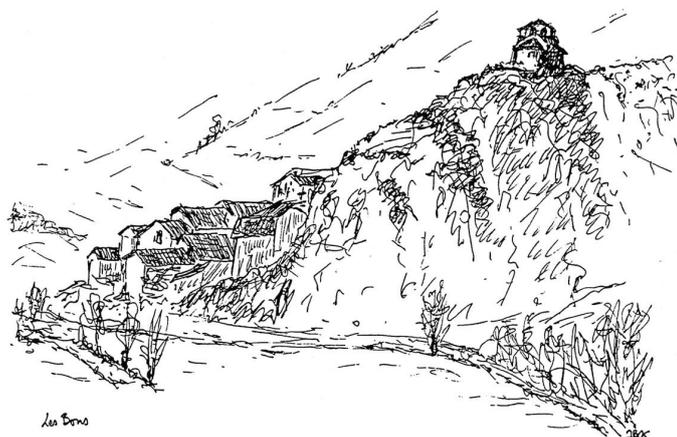
pare i mare estrangers, seguiran l'estatut personal de llurs pares.

(..)

Article 28.- Els nascuts a Andorra abans de l'1 de gener del 1975, fils de pare i mare estrangers, podran adquirir la nacionalitat andorrana, a condició que le pare o la mare tinguin domicili i residència efectius al Principat durant un període ininterromput de vint anys, com a mínim, i que ells mateixos hi tinguin domicili i residència efectius.

(..)

Article 31.- Per derogació a les disposicions de l'article 28, les persones nascudes a Andorra després de l'1 de gener del 1975, fils de pare i mare estrangers, podran adquirir, excepcionalment, la nacionalitat andorrana, si un germà o una germana, nascuts abans dita data, l'han adquirida en virtut de les disposicions de l'article 28.



Documents annexes 4.2 : LA NATIONALITÉ

2 - "Per la modificació del codi/ La meitat dels escolars andorrans no tenen nacionalitat" (Pour la modification du code/La moitié des scolaires andorrans n'ont pas de nationalité), article de Joana Viusà, *Avui*, 08/08/1987

avui, dissabte, 8 d'agost del 1987

Per la modificació del Codi

La meitat dels escolars andorrans no tenen nacionalitat

Joana Viusà

ANDORRA LA VELLA — «Usted sabe que esto no vale! Pasa por esta vez, pero hay que inscribir a su hijo en el registro español». Cada vegada que travessen la frontera hispano-andorrana, els pares de nacionalitat espanyola i residents a Andorra que porten amb ells fills nascuts a les Valls després del 1975, no saben com amagar-los. Només tenen un certificat de la vegueria episcopal que acredita que són fills seus: no tenen ni llibre de família ni passaport. Si van en cotxe particular, procuren tenir els petits adormits i ben estesos al seient del darrera; si van amb l'Alsina Graells, ja és

més difícil. «Sort» que la policia espanyola es despreocupa bastant d'aquesta mena de contraban de fills indocumentats. I no és que siguin pocs: malgrat les estadístiques desfasades del govern andorrà, es calcula que el nombre d'infants en aquesta situació és d'uns 4.000, és a dir, la meitat de la població escolar de les Valls d'Andorra. Tots tenen de dotze anys en avall i han nascut a Andorra de pares no andorrans residents al Principat, essencialment catalans. Els més grans van néixer amb dret a ser andorrans i quan tenien dos anys el Consell General va votar una modificació del Codi de la Nacionalitat que suprimia aquest dret amb caràcter retroactiu. «Tots els infants nascuts després del primer de gener de 1975 de pares estrangers han de seguir la nacionalitat de llurs pares», diu l'articulat del Codi.

Una batalla de recursos en contra va començar i l'any 1985 es va introduir una clàusula que autoritzava l'accés a la nacionalitat andorrana a aquells que poguessin justificar que els seus pares ja eren residents a Andorra l'any 1965.

Es nega la inscripció

Actualment, els pares d'aquests més de 4.000 nens i nenes «nats a Andorra» es neguen a inscriure'ls al registre espanyol «perquè no tenen cap lligam amb aquest Estat; van a escoles

andorranes i se senten andorrans». El nombre total d'escolars és de 8.730 alumnes, i els «nats» a Andorra escolaritzats són 4.263. Només poden ser andorrans 280 per raó de sang, i uns 500 fills de pares estrangers nascuts abans que canviés el Codi de la Nacionalitat o que s'han beneficiat de la clàusula posterior.

Segons ha declarat a l'AVUI el president de l'Associació de Residents a Andorra, Antoni Roig, «aquesta situació de nats a Andorra i de nacionalitzats andorrans crea una discriminació i una injustícia entre ells». En efecte, cohabiten en els col·legis del Principat 4.263 alumnes, tots nats a Andorra, entre els quals uns són andorrans i els altres no. Aquests pares estan inquietos quant al futur dels seus infants, perquè si no troben feina quan siguin grans, seran considerats estrangers

Un 90 per cent dels treballadors a Andorra són avui estrangers, i pel cap del govern andorrà, Josep Pintat, «no existeixen els nens sense nacionalitat, perquè transporten la nacionalitat dels seus pares», que serà automàticament la seva quan arribin a la majoria d'edat. «Només hi ha pares que no han fet allò necessari per estar en conformitat amb els reglaments. Josep Pintat reconeix que la «llei és restrictiva quant a nacionalitat, i molt poc restrictiva quant a immigració».

Documents annexes 4.2 : LA NATIONALITÉ

3 - "Conclusions d'un estudi encarregat pel cap de govern. Els andorrans desapareixeran si els emigrants no són nacionalitzats" (Conclusions d'une étude demandée par le chef du gouvernement. Les andorrans disparaîtront si les immigrants ne sont pas nationalisés), article de Joana Viusà, *Avui*, 06/05/1988

Conclusions d'un estudi encarregat pel cap de govern

Els andorrans desapareixeran si els emigrants no són nacionalitzats

Joana Viusà

ANDORRA LA VELLA — Els andorrans són un grup demogràfic que tendeix progressivament a debilitar-se, fins al punt que passat l'any 2000, seran només el 3 per cent de la població resident al Principat. Aquest és el pronòstic que el demògraf francès Georges Tapinos ha fet en un informe encarregat pel cap de govern, Josep Pinat. Tapinos, professor de l'Institut d'Estadística Política de París, indica que per evitar aquesta situació caldrà canviar les actuals lleis de nacionalització d'immigrants.

Actualment, els andorrans amb passaport són el 16,8 per cent de la població.

Després d'acceptar sobre el sol andorrà milers i milers de treballadors estrangers, que han contribuït a projectar Andorra a l'espiral de la fortuna, s'ha produït un desequilibri demogràfic que la política actual de tancament a la integració nacional no pot corregir. Georges Tapinos afirma que en llarg terme, la presència estrangera s'accentuarà, sigui quina sigui la hipòtesi, bé perquè es continuaran utilitzant treballadors, o bé, en cas de restriccions, pel simple creixement natural dels residents. A la hipòtesi extrema que les condicions actuals es mantinguessin, a molt llarg terme, la població andorrana tendirà a desaparèixer.

Cada cop menys andorrans

Actualment, cal saber que els andorrans amb passaport només són el 16,8 per cent de la població, comptant-hi els fills de residents, nascuts a Andorra, en situació d'apertides des de la llei del 1975. Els residents de nacionalitat espanyola, la meitat dels quals són catalans, constitueixen el 54,5 per cent, i la resta és una contínuació de nacionalitats diverses entre les quals destaca la francesa (17,5 per cent), seguida de la portuguesa (4,3 per cent).

Entre l'aproximadament 25 per cent de residents estrangers de parla catalana bona part fa quaranta anys, trenta anys, i la gran majoria més de deu anys que estan fixats a les valls andorranes. Val a dir que els residents no

constitueixen el batalló de patrons catalans, força identificat amb la manera de ser i de veure dels andorrans, amb els quals conviuen íntimament en els negocis i les famílies fortament imbricades a través dels matrimonis.

Frustració entre els residents

Comença a sorgir un sentiment de frustració i de desencany entre aquesta categoria de catalans residents. «Ben segur que jo sóc més andorrà, encara que no tingui passaport, que no pas el meu pare, que s'ha casat amb la meua filla andorrana! En canvi, ell em fa callar perquè és andorrà», em coïssa fa uns dies un important comerciant.

Georges Tapinos no és sospitós de fer el joc de la seva pròpia comunitat, sumament minoritària a Andorra. Per això, la seva opinió té més valor: «Les línies directrius s'imposen de manera irremediable. És possible de

naturalitzar després d'un cert temps de residència —el límit de deu anys seria raonable i tindria un impacte qualitatiu— és una de les vies possibles.

La naturalització, procediment discrecional que resulta d'una sol·licitud expressada pels interessats, tindria l'avantatge d'afavorir immediatament la integració d'una part important dels immigrants pels quals Andorra ha desenvolupat la seva política d'adopció. Si, a més a més, es conferís l'adquisició automàtica de la nacionalitat andorrana als infants de persones naturalitzades, sota reserva de condicions d'edat i de residència efectiva, es disposaria d'un mecanisme que contribuiria de manera permanent a l'equilibri ètnic nacional».

Georges Tapinos afegeix que «la situació actual és inestable. Andorra és en un tornant de la seva història. Li cal moure una política immigratòria que en els seus objectius integri l'equílibri econòmic i el manteniment

La majoria dels veus que es veuen pels carrers d'Andorra —a la foto superior— no tenen la nacionalitat del país, i l'amenaça demogràfica és cada cop més evident. Avui per avui, les valls d'Andorra troben com a problema principal el fet de conservar la seva demografia autòctona

Els veugers, «tribuns» romans

J. V.

Georges Tapinos analitza en el seu informe sobre immigració a Andorra l'actitud dels dos coprínceps en matèria d'immigració a través dels seus dos veugers. «Si exceptuem la voluntat de la vegeria francesa de mantenir un cert equilibri nacional de reclutaments, equilibri perfectament fictici, la intervenció dels veugers, i molt particularment la del veguer episcopal, sembla exercir una funció de «tribú (magistrat romà) de protecció dels immigrants, que s'inscriu en la línia de les intervencions de l'Església, i que es manifesta per l'afirmació al dret de sojorn permanent, a la protecció social i al reagrupament familiar».

Dret d'associació

Referint-se al dret d'associació, que no convenç els governants andorrans, perquè seria la porta oberta al poder polític i sindical estranger, el demògraf francès constata «la importància d'aquesta comunitat espanyola, que condueix el govern andorrà a tenir una gran prudència, perquè el risc de desviació amb fins polítics no es pot excloure». De tota manera, ell opina que «una evolució de la legislació actual apareix com a ineluctable».

També creu que no és cap solució confiar en una immigració fronterera, per «l'absència a prop d'Andorra d'una zona de poblament dens, com és el cas de Mònaco».

D'assat l'any 2000, els ciutadans de ple dret seran només el 3 per cent de la població resident a les Valls

Els treballadors estrangers han causat un desequilibri demogràfic



Documents annexes 4.2 : LA NATIONALITÉ

4 - Extraits du discours-programme du *Cap de Govern* Òscar Ribas Reig, concernant la nationalité (p.5-6). Session du *Consell General* du 06/02/1990

Un dels temes vitals actualment plantejats i del qual és forçós parlar ara i aquí, és el de la nacionalitat. Personalment, en els anys setanta, vaig formar part dels grups que tenien per objectiu eliminar les diferents categories d'andorrans que existien aleshores. Ara, amb l'actual legislació, es tendeix a crear noves diferències entre andorrans. La barrera de l'any 1975, estableix que els nascuts a Andorra abans d'aquella data tinguin la nacionalitat andorrana, mentre que els que han nascut posteriorment no hi tenen dret; hi ha andorrans que només tenim una nacionalitat; altres, en canvi, són plurinacionals, amb dos o tres nacionalitats.

Convindran Vostres Senyories amb mi que és una situació totalment anòmala. Els fills del País nascuts després de 1975 es troben privats d'un dret natural, com és el de tenir la nacionalitat de la terra en la qual han nascut.

En aquest aspecte, penso que és necessària una revisió de l'actual legislació. El meu Govern està disposat a col.laborar amb Vostres Senyories per tal d'establir els mecanismes necessaris perquè els nascuts a Andorra accedeixin a la nacionalitat andorrana, sempre i que es demostrï el seu arrelament al País.

Un altre punt important que també haurem de tractar conjuntament, és l'eventual integració a la nacionalitat andorrana de totes aquelles persones que residint a Andorra després de molts anys, s'han integrat a la nostra comunitat i se senten andorrans, partint del principi que les lleis no poden ésser retroactives i que no es poden lesionar drets adquirits.

El meu Govern considera important aquesta temàtica que es justifica pel fet que Andorra és un País de forta immigració i que tot i mantenint intacta la identitat nacional, cal incorporar el màxim de persones possibles per a fer desaparèixer el desequilibri negatiu existent avui entre nacionals i estrangers, com recull l'informe del Sr. Tapinos, del qual Vostres Senyories ja tenen coneixement.

5 - "El codi de la nacionalitat és aprovat per 19 vots a favor i 5 en contra. "És una obertura prudent i limitada". Una prova de maduresa i responsabilitat dels consellers" (Le code de la nationalité est approuvé par 19 voix en faveur et 5 contre. « C'est une ouverture prudente et limitée ». Une preuve de maturité et de responsabilité des conseilles), article de M.C. Orduña et de F. Campoy, *Diari d'Andorra*, 28/10/ 1992

Diari d'Andorra 4

Fem la Constitució **Actualitat**

El Consell General va donar per bona la modificació de la llei de la nacionalitat després d'una llarga sessió de debat caracteritzat pel nivell polític de les intervencions i la presència d'espectadors.

El Codi de la nacionalitat és aprovat per 19 vots a favor i 5 en contra

■ La retroactivitat de la prohibició de la doble nacionalitat va centrar part de la discussió

M.C. Orduña i F. Campoy
ANADORRA I VÍLLA



El Consell General momentàniament abans de començar la sessió d'ahir a la tarda.

La retroactivitat de la prohibició de la doble nacionalitat va centrar part de la discussió. Els consellers van discutir sobre la possibilitat de permetre la doble nacionalitat i, finalment, la d'opar per la retroactivitat amb efectes a través de les lleis.

Una part dels consellers van defensar sobre l'aplicació de l'aprovació en el moment actual i per la possibilitat que es deixés per a un acord posterior algun dels punts. Sobre això, el conseller Jordi Fàbregas va recordar que el primer havia estat un tema de discussió i que el Consell acordava amb la voluntat política de la població.

El punt sobre el qual hi va haver més discussió va ser la retroactivitat amb què s'ha aplicat la prohibició de la doble nacionalitat.

La discussió va ser un moment clau sobre les línies polítiques d'ahir i en el que va acabar amb la decisió de donar per bona la modificació de la llei de la nacionalitat.

Els consellers van fer diversos intents de votar les seves conclusions en actes explícits i significats del seu vot, però el Govern no va fer cap votació en acta ni parlamentària en la sessió. Els consellers van dir que "el Govern si que s'ha parlat, però s'ha intentat mantenir controlant la separació de poders, en aquesta, era tanca del parlament".

Per la seva part, el conseller Jordi Fàbregas va dir que aquells que una votació de Solidaritat "per no dir el que ha estat una prova de maduresa i de responsabilitat per part de la totalitat dels membres del Consell actual".

Fàbregas, que a més president de la comissió permanent, es va referir en la seva intervenció al text final del Codi i va dir: "Després d'un debat, que ha tingut un nivell de la parlamentària i també a nivell de la cambra. Tots hem hagut de fer l'efort de créixer una mica en això que no ens agrada, però ha estat una prova que hi ha les disposicions satisfactòries. En crec que s'ha trobat un equilibri just entre les diferents posicions".

A més que un conseller a l'oposició, Miquel Alcega, un dels defensors de la versió de la llei, va considerar que el debat havia estat "una responsabilitat política que corresponia al Consell des de la història, i finalment s'ha arribat a un acord". Va afegir que "s'hauria pogut fer molt abans, que hauria estat millor, era una injustícia la modificació del Codi del 85 i s'hauria d'haver corregit molt abans".

"Es fa una obertura prudent i limitada"

El conseller Jordi Fàbregas, va dir ahir que aquesta és una decisió que "és una obertura prudent i limitada". De fet, la versió de la llei de la nacionalitat aprovada és una obertura prudent i limitada, segons el conseller.

El conseller Jordi Fàbregas va dir ahir que aquesta és una decisió que "és una obertura prudent i limitada". De fet, la versió de la llei de la nacionalitat aprovada és una obertura prudent i limitada, segons el conseller.

El conseller Jordi Fàbregas va dir ahir que aquesta és una decisió que "és una obertura prudent i limitada". De fet, la versió de la llei de la nacionalitat aprovada és una obertura prudent i limitada, segons el conseller.



Carles Santacru va llegir informes als informes al públic.

Documents annexes 4.2 : LA NATIONALITÉ

6 - "El Govern demana la nacionalitat al Consell per als nats després del 75." (Le Gouvernement demande la nationalité au Conseil pour les nés après 75), article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, 14/07/1993

DIJESSRES, 14 DE JULIOL DE 1993
POLÍTICA

Diari d'Andorra
5

El cap de l'executiu es va reunir amb la comissió permanent per tractar diversos temes

El Govern demana la nacionalitat al Consell per als nats després del 75

Montserrat Luesma
ANDORRA LA VELLA

El cap del Govern, Òscar Ribas, ha demanat al Consell General, a través de la comissió permanent, que el legislatiu accelereu els tràmits per resoldre la situació dels joves fills de residents nascuts a Andorra després del primer de gener de l'any 1975.

Els joves que han complert ja els divuit anys, segons va explicar el mateix Òscar Ribas, es troben amb dificultats amb la burocràcia. "El Govern" -segons va dir- "ha demanat al legislatiu que examini amb la màxima urgència possible l'estatus d'aquests joves, alguns dels quals han optat per la nacionalitat dels seus pares i altres, que no han volgut optar per cap nacionalitat, continuen indocumentats".

Segons va dir el cap de l'executiu, "es tracta de donar satisfacció a aquestes persones, especialment en un moment en què estem molt preocupats pel tema de la integració dels nacionals andorrans". Pel que fa a la tasca que correspon al Consell General, Ribas va dir "crec que és oportú que el legislatiu examini la llei sobre nacionalitat que està pendents des de fa tres anys i que doni una solució a un problema que ens neguiteja especialment". Òscar Ribas va considerar aquest el tema prioritari d'entre els que havia de presentar a la comissió.

Segons va explicar a la sortida de la reunió, la discussió de la llei i la seva aprovació podria entrar a l'ordre del dia d'un proper Consell General, però no va poder concretar si s'inclouria a la sessió plenària de la cambra que s'ha de celebrar l'última setmana d'aquest mes de juliol.

La llei que actualment està pendent hauria de ser recuperada pel Consell General, com a òrgan legislatiu, revisada i presentada al Govern, que l'haurà d'estudiar i fer-hi alguna proposta de modificació si així ho considera convenient.

El Codi de la nacionalitat aprovat pel Consell General no ha entrat mai en vigor i es podria considerar obsolet, segons el cap del Govern, ja que no va rebre la ratificació dels coprínceps. Aquests no es van pronunciar sobre el text, vist que Andorra estava immersa en el període constitucional que ha comportat un nou sistema de competències d'acord amb l'Estat de dret democràtic.

Òscar Ribas també va informar el Consell de l'adequació que es pretén del servei de correus. Segons va explicar, d'acord amb el nou marc que ens dona la Constitució, s'ha de regularitzar la situació jurídica dels correus, "amb la Constitució hi ha un buit legal que afecta l'actuació dels correus espanyols i francesos en territori andorrà". El Govern ha estudiat tres models: assumir directament tota la responsabilitat sobre aquest servei, establir un conveni amb les corporacions dels correus veïns o encarregar-ho a una societat mixta entre Andorra, Espanya i França.

El Govern defensa la tercera via, on el 51 per cent de la societat, que hauria de ser privada, correspongués a la participació andorrana i el 49 per cent restant es repartís a parts iguals entre França i Espanya.



El cap del Govern i el ministre de Relacions Exteriors durant la reunió amb la Permanent.

7 - "El PLA diu que el codi de la nacionalitat és inviable. Aquesta llei ja ha començat a aixecar polèmica abans de posar-se a debat. "S'estan discutint a caixa tancada les lleis més importants." (Le PLA dit que le code de la nationalité est inviable. Cette loi a déjà commencé à soulever une polémique avant d'être mise en débat, « Ils discutent à caisse fermée les lois les plus importantes », article de M.C. Orduña, *Diari d'Andorra*, 06/08/1993

DEUTY NOME, 6 DE AGOST DE 1993
POLÍTICA



Diari d'Andorra
3

El Partit Liberal d'Andorra ha criticat el manteniment de l'any 60 com a data límit per poder obtenir la nacionalitat andorrana i ha dit –com ja ha fet en anteriors ocasions– que és un greuge comparatiu i una arbitrietat

El PLA diu que el codi de la nacionalitat és inviable

■ Aquesta llei ja ha començat a aixecar polèmica abans de posar-se a debat

M.C.Orduña
ANDORRA I LA VELLA

El PLA va incidir ahir en la crítica que va fer la tardor passada sobre el codi de la nacionalitat, i va reivindicar que els fills d'estrangers nascuts a Andorra després del 1975 puguin adoptar la nacionalitat andorrana si ho desiguen i que els residents amb residència continuada puguin optar al llarg del temps per la nacionalitat tot demostrant la integració al país, d'una manera gradual.

El portaveu i secretari del partit polític, Gerard Sasplugas, es va preguntar per què en el codi de la nacionalitat, davant de les crítiques que es fan ara, es va posar una data per als nats després del 75, de la qual va dir que "s'ha vist que era inoperant i injusta", i per què "es torna a fer el mateix amb el 60? La primera pregunta que s'hauria de fer el legislador és per què es va triar aquesta data", i

"S'estan discutint en caixa tancada les lleis més importants"

"S'estan discutint en caixa tancada les lleis més importants", va dir ahir el secretari del PLA, Gerard Sasplugas, que va afegir que "el que no pot ser és que una llei electoral, el debat de la qual pot durar 24 hores, dos dies o pot haver-hi un daltabaix, s'hagi de començar a discutir al setembre, i que tot just s'hagi acabat aquesta llei i pràcticament com qui diu es presentin les candidatures, realment no és seriós".

Sasplugas va referir-se al laps de temps entre que es va promulgar la Constitució i les properes eleccions i va assenyalar que és "molt llarg" i que ha quedat molt perquè s'han fet una sèrie de lleis que "potser no corrien una pressió imminent, com la de contaminació atmosfèrica. Si hem hagut de paraitzar el país, perquè realment hi ha hagut una paraitz del país des de la Constitució fins ara, valia més que s'haguessin fet les lleis fonamentals, que haguessin entrat en seu parlament i un nou exercitiu amb una base sòlida que es pogués posar a treballar".

El representant del partit d'Andorra la Vella va afegir que aquesta seria una manera de fer avançar el país, perquè al seu entendre existien en una crisi "i com a única solució tenim un Pla estratègic" que encara no funciona.

va afegir que "una persona que estigui vinculada al país ha de ser integrada; parlant des d'un punt de vista egoista, nosaltres necessitem que aquesta gent estigui integrada. El que pot distorsionar la nostra identitat és gent no integrada al país; i una de les formes de la integració és el temps que ets aquí, la creació d'una família... això vincula i arrela al país, i el normal és que puguin aspirar a tenir els mateixos drets que els altres".

Aquesta és la primera reacció dels partits polítics que no tenen representació al Consell General i que no han pogut intervenir en l'elaboració d'aquest text legislatiu. En el moment de la seva aprovació abans de la Constitució va aixecar forta polèmica.

Comunicat

El PLA va fer un comunicat ahir en el qual es diu que "el



El PLA ja ha fet diversos atacs contra aquesta llei.

projecte de modificació del codi de nacionalitat presentat i discutit a corre-cuita no ha tingut cap efecte positiu i es troba en un calaix, com tants altres projectes", i continua després dient que "el seu contingut i les constàncies en acta dels mateixos consellers en el moment de la deliberació al Consell, van fer inviable aquesta llei, tan necessària per a l'equilibri demogràfic del nostre país".

Aquest partit d'Andorra la

Vella ha criticat diverses vegades la llei de la nacionalitat tal com la va deixar la comissió permanent. En el seu comunicat destaca que aquestes valoracions són de plena vigència avui dia.

El secretari del PLA va assenyalar ahir que, d'altra banda, cap dels integrants del parlament els ha comunicat el text de la llei que s'ha posat a tràmit i que, per tant, desconeixen de manera oficial el contingut d'aquesta nova llei de la nacionalitat que s'haurà de debatre al setembre.



— Editorial —

Nacionalitat: segona oportunitat

La darrera de les quinze lleis que han de ser examinades en el proper Consell del dia 2 de setembre, segons l'ordre del dia fet públic per Sindicatura, és la proposició de llei qualificada de la nacionalitat. El projecte que la comissió permanent porta a la consideració del ple és exactament el mateix que ja va ser aprovat pel Consell pre-constitucional l'any passat i que els caps d'Estat no van sancionar ni promulgar a causa, probablement, d'alguns articles que podrien infringir el principi de no retroactivitat de les disposicions restrictives de drets individuals que avui proclama la vigent Constitució d'Andorra en l'article 3.2, el qual en aquell moment ja era sobre la taula tripartida de negociació.

Al seu moment ja vam fer pública la nostra decepció tant pel contingut de la llei com per la forma com va ser aprovada: lectura única, sense possibilitat de fer-hi esmenes. El repàs de les actes d'aquell Consell ha confirmat, *a posteriori*, el que ja era una sensació generalitzada en aquells moments: que no existia, ni molt menys, un consens global sobre l'articulat del text. Que, si bé entre els consellers generals hi havia acord sobre els principis que havien d'inspirar la nova llei sobre nacionalitat —obrir l'accés a la nacionalitat andorrana als nats a Andorra després del 1975, prohibir la doble nacionalitat, acabar amb el *colador* de les padrines i, en definitiva, atansar en el possible la població de dret amb la de fet—, molts consellers van haver de fer un esforç considerable per votar afirmativament la globalitat del text tot i no combregar amb alguns punts, tal com van declarar en les explicacions de vot i en les nombroses constàncies en acta que aquell dia es van produir durant el

ple.

Gairebé un any després, i ja amb la carta magna en vigor, no s'entén que, havent canviat les circumstàncies d'aquell moment —el necessari manteniment d'un consens precari que no podia malbaratar-se sense posar en perill els avenços constitucionals— i en absència d'un tribunal constitucional en funcionament que dictaminés sobre la constitucionalitat o no dels articles sobre retroactivitat, el Consell General no hagi revisat àmpliament els continguts de la llei. Una llei que, partint d'uns principis raonables, havia estat elaborada amb moltes deficiències, tant d'esperit —persecutori, fiscalitzador, reglamentista, malaltissament inquisidor— com de tècnica jurídica: articles més que probablement anticonstitucionals referits retroactivament als qui ja posseeixen dues o més nacionalitats; articles contradictoris amb el principi enunciat d'establir un sol tipus d'andorrans, quan de fet se'n creen de dos tipus en la regulació de la pèrdua de la nacionalitat dels que l'han adquirit d'una certa manera, ja que se'ls exigeix residència posterior durant set anys. A la vista de tot això, ens demanem per quina raó no s'ha procedit a una revisió acurada de la llei. I si se'ns argumentés que seria molt difícil tornar a trobar consens, aleshores no estaria fora de lloc plantejar-se si no hagués estat millor procedir a una modificació més limitada que donés resposta als principals problemes pendents —obertura als nats després del 75 i fi de la nacionalitat *per les padrines*—, mentre s'espera una altra oportunitat per confegir una llei indubtablement homologable amb l'esperit i la lletra de la Constitució i adaptada a la realitat i les necessitats del nostre país.

Documents annexes 4.2 : LA NATIONALITÉ

9 - "El Parlament andorrà debat la llei que donarà la ciutadania a 4.000 joves nascuts després del 75. El Principat aprofundeix la reforma institucional en el camp polític i de la justícia." (Le Parlement andorran débat la loi qui donnera la citoyenneté à 4.000 jeunes nés après 75. La Principauté approfondit la réforme institutionnelle dans le champ politique et de la justice), article d'Ismael Carbó et de Magda Bertran, *Avui*, 02/09/1987

AVUI / PAÏSOS CATALANS / ESPANYA

2/9/93

El Consell General de les Valls aprovarà avui i demà els textos legals fonamentals que desenvolupen la Constitució

El Parlament andorrà debat la llei que donarà la ciutadania a 4.000 joves nascuts després del 75

El Principat aprofundeix la reforma institucional en el camp polític i de la justícia

El Consell General de les Valls d'Andorra obrirà avui la seva sessió plenària amb l'aprovació de les lleis que regulen el sistema electoral, el funcionament de la Cambra legislativa, el Tribunal Constitucional i la justícia, entre altres, complint així el mandat de la Constitu-

ció. Aquestes decisives lleis necessiten una majoria qualificada per a la seva aprovació pel seu caràcter orgànic. També serà una llei qualificada la que regula l'accés a la nacionalitat andorrana, una qüestió molt sentida per la població, tant pels andorrans com pels residents.

Ismael Carbó / Magda Bertran
 BARCELONA — La llei de la nacionalitat és el text que suscita més interès entre la ciutadania andorrana de tot el paquet legislatiu que el Consell General de les Valls d'Andorra ha d'aprovar entre avui i demà, divendres, com a desenvolupament bàsic de la Constitució. Uns quatre mil joves nascuts després de 1975 i uns pocs centenars de residents al Principat des d'abans de 1960, podran accedir a la ciutadania andorrana.

La llei de la nacionalitat amplia els supòsits pels quals es podrà obtenir la ciutadania andorrana, però a la vegada prohibeix expressament la doble nacionalitat, d'acord amb la Constitució. A partir de l'entrada en vigor de la llei, els fills de pare i mare estrangers podran adquirir la nacionalitat andorrana a condició que el pare o la mare tingui residència i domicili efectius i exclusius a Andorra durant un període ininterromput de vint anys, com a mínim, i que ells mateixos hi tinguin residència i domicili efectius i exclusius.

D'aquesta manera, els fills de pare i mare estrangers, nascuts a Andorra després de l'1 de gener de 1975, podran accedir a la nacionalitat. Molts d'aquests joves arriben ara als divuit anys i es troben que no tenen cap nacionalitat quan volen ingressar a la Universitat o volen exercir el dret de vot. Uns quatre mil joves podrien obtenir la nacionalitat andorrana amb l'entrada en vigor de la llei, dels més de sis mil que es creu que han nascut al Principat des de 1975.

Així mateix, els estrangers que acreditin tenir domicili i residència efectius, ininterromputs i exclusius al Principat des d'abans de l'1 de gener de 1960, també podran fer-se andorrans.

La llei invalida, en canvi, l'article 5 del Codi de la Nacionalitat dels anys 1977 i 1985, conegut com la llei de les padrines que concedia la nacionalitat a les persones de tercera o ulterior generació nascudes a l'estranger, és a dir, a aquelles persones amb un avi o una àvia andorrans. Aquest aspecte i la prohibició expressa de la doble nacionalitat a tots els nacionalitzats andorrans a partir de l'11 de març de 1977, són els punts més polèmics de la llei, ja que comporten un efecte retroactiu.

El copríncep episcopal ja va expressar la seva disconformitat respecte al nou redactat de la llei abans de l'aprovació de la Constitució del 14 de març; i va advertir que exerciria el dret de vet. El bisbe Martí Alanís no descarta portar la llei de la nacionalitat davant del Tribunal Constitucional, extrem que li permet la Constitució.

La població inscrita a Andorra el 1991 era de 59.048 persones, de les quals 10.395 són andorranes (un 17,6 per cent).

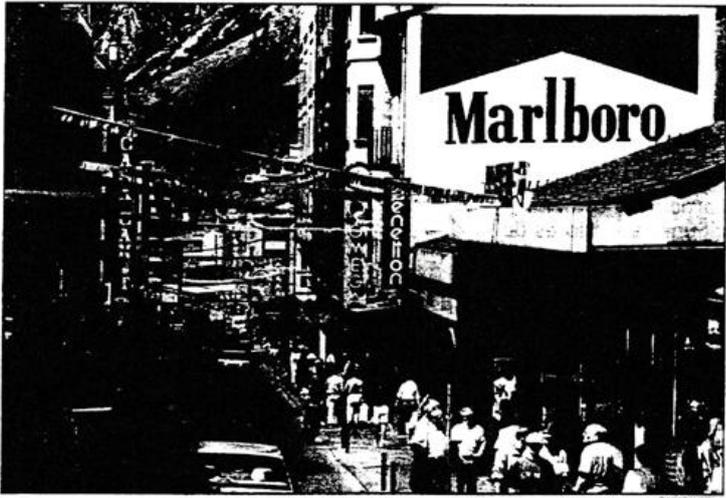
Nou mapa polític

La llei electoral que avui aprovarà el Parlament estableix dues circumscripcions, una de parroquial i una altra d'àmbit andorrà, per a les eleccions generals. Aquest text legislatiu ja serà vigent en les eleccions que se celebraran al desembre, en què el Consell General passarà a tenir 42 components.

Amb la nova llei, les parroquies, que fins ara constituïen l'única circumscripció electoral, perdran una part del paper polític que han jugat històricament en el Principat. La meitat dels consellers generals seran elegits per la circumscripció parroquial i l'altra meitat per una circumscripció comú a tot el país.

El sistema electoral serà mixt: proporcional amb llistes tancades per elegir els consellers de la circumscripció general, i majoritari en la circumscripció parroquial, molt probablement a dues voïtes i amb llistes obertes.

El nou sistema aplicarà un model semblant al francès pel que fa a l'elecció dels consells locals, o comuns. La candidatura més votada obtindrà per aquest motiu la meitat del nombre total de consellers que s'hagin d'escollir en la parroquia, mentre que la resta de candidatures, inclosa la guanyadora, es repartiran proporcionalment la resta d'escons.



Les Escaldes, una de les parròquies amb més activitat comercial d'Andorra

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

4.3 - La difficile émergence du syndicalisme

Documents:

1 - "*Seu d'Urgell. Reunió de 500 espanyols que resideixen a Andorra.*", article de Joana Viusà, *Avui*, Barcelona, 25/03/1983.

2 - "*L'organització té el suport de sindicats catalans i francesos. Neix un sindicat andorrà clandestí. Permetrà la defensa dels treballadors espanyols.*", article de Sebastià Vivas, *Avui*, Barcelona, 15/06/1988.

3 - "*El feudalisme laboral d'Andorra. Una legislació insuficient és causa de mil abusos. Els treballadors andorrans no troben feina perquè són més exigents. Els estrangers no gosen fer cap reclamació per por de les represàlies.*", article de Glòria Gurdó, *Avui*, Barcelona, 21/06/1988.

4 - "*Protestes a Andorra per l'acció sindical. Els empresaris comencen a recollir firmes.*", article de Joana Viusà, *Diari de Barcelona*, Barcelona, 07/08/1988.

5 - "*El govern del Principat considera que la constitució d'aquesta organització és una 'ingerència estrangera'. Constitució del primer sindicat de treballadors d'Andorra.*", agence EFE, *Avui*, Barcelona, 08/03/1990.

"Andorre. Naissance d'un syndicat." *L'Indépendant*, Perpignan, 11/03/1990.

6 - "*L'avantprojecte de llei d'associacions polítiques i sindicals causa polèmica a les Valls. El sindicalisme andorrà afronta el nou ordre laboral que comença a regir al Principat. El sindicat SAT demanarà al govern la negociació col·lectiva.*", article de Jordi Garriga, *Avui*, Barcelona, 26/08/1990.

1 - "Seu d'Urgell. Reunió de 500 espanyols que resideixen a Andorra.", article de Joana Viusà, *Avui*, Barcelona, 25/03/1983.

Seu d'Urgell

Reunió de 500 espanyols que resideixen a Andorra

Van informar representants de Madrid

Joana Viusà
Andorra.— En presència d'unes cinc-centes persones —la majoria estaven dretes— va tenir lloc dimecres a la nit a la sala d'actes de l'Ajuntament de la Seu d'Urgell la reunió informativa de la delegació de l'Institut d'emigració Espanyol, que depèn del ministeri del Treball. Després d'una vibrant presentació feta pel president de l'Associació de Residents a Andorra, Antoni Roig, i de l'alcalde de la Seu, Amadeu Gallart, el subdirector del IEE, Javier Casas, s'adreçà als treballadors espanyols emigrats a Andorra i als treballadors fronterers per a exposar-los l'inventari de millores de llur situació que la delegació va plantejar en el curs del mateix dia, primer al copríncep episcopal, el bisbe Joan Martí i Alanís, i després al cap del govern andorrà. El subdirector del IEE manifestà repetidament que el Principat d'Andorra és un Estat sobirà (és la primera vegada que un representant del govern espanyol reconeix la sobirania andorrana) i que, com en els altres països amb els quals Espanya ha negociat millores per als immigrants, no es tracta d'imposar cap canvi del sistema laboral andorrà. Tanmateix, sempre hi ha interessos recíprocs que fan possible el diàleg i la con-

secució d'alguns objectius, com, per exemple, el desig expressat a la delegació del IEE pel mateix cap de govern andorrà, senyor Oscar Ribas Reig, que els nacionals andorrans trobin a l'Estat espanyol tota mena de facilitats professionals en tots els rams.

Les propostes espanyoles

La delegació espanyola, en el curs de la visita que va retre al cap adjunt del govern andorrà a la Casa de la Vall, ha proposat l'estudi d'un conveni global que conté:

— L'obertura d'una oficina laboral del govern espanyol en territori andorrà, que permetria assegurar la protecció social i jurídica dels emigrats. Seria instal·lada sota els auspicis de la vegueria episcopal, que exerciria un paper de consolat. El senyor Casas, contestant a una pregunta, deixà ben clar que si bé el govern espanyol no podria intervenir per a fer modificar una legislació laboral andorrana molt deficient, ni per a lamentar l'absència de sindicats que defensin els interessos dels treballadors, la futura oficina laboral sí que tindria una missió d'assessorament i de defensa jurídica en funció de la llei laboral andorrana. També, a falta de me-

canismes de protecció, el senyor Casas suggerí la possibilitat d'emprar sistemes de contractació col·lectiva a través de convenis negociats entre patrons d'Andorra i el govern espanyol (com es fa amb Suïssa).

— Un altre punt del conveni seria l'ampliació de la cobertura de la Caixa Andorrana de Seguretat Social amb la inclusió del subsidi d'atur.

— A nivell cultural es proposarà la implantació d'una Casa d'Espanya, com n'existeixen a tots els altres Estats d'immigració espanyola, però tenint en compte en aquest cas la particular situació cultural d'Andorra. A l'ensenyament, hi haurà millores de la xarxa escolar i de la qualitat de l'ensenyament.

Els temes a negociar, tant amb el copríncep episcopal com amb el cap de govern andorrà, seran redactats immediatament i d'aquí a dues setmanes, segons va dir el subsecretari del IEE, seran lliurats a les parts concernides. A la reunió multitudinària de la Seu quedà palès el treball intensiu realitzat per l'ARA (Associació de Residents a Andorra) durant aquests darrers anys a favor del millorament de la situació dels treballadors immigrants a les Valls respecte al govern espanyol.

Documents annexes 4.3 : LA DIFFICILE ÉMERGENCE DU SYNDICALISME

2 - "L'organització té el suport de sindicats catalans i francesos. Neix un sindicat andorrà clandestí. Permetrà la defensa dels treballadors espanyols.", article de Sebastià Vivas, *Avui*, Barcelona, 15/06/1988.

L'organització té el suport de sindicats catalans i francesos

Neix un sindicat andorrà clandestí

Permetrà la defensa dels treballadors espanyols

*Avui
15/6/88*

Sebastià Vivas

LA SEU D'URGELL — Aquesta matinada s'ha creat, a la clandestinitat, el Sindicat Andorrà de Treballadors (SAT), coincidint amb la celebració de les II Jornades de Treballadors Estrangers a Andorra, que tenen lloc a la Seu d'Urgell. La creació del SAT s'ha fet a Espanya perquè el petit país pirinenc és l'únic d'Europa occidental on els sindicats són il·legals. El fet es produeix en un moment en què el govern andorrà està negociant un tracte de favor per part de la CEE.

El SAT ingressarà, una vegada constituït, a la Federació Europea de Sindicats. Té el suport de diferents sindicats espanyols, francesos i italians. El sindicat andorrà neix com una organització unitària en la qual tenen cabuda un ampli ventall de corrents ideològics, des dels demòcrata-cristians fins als comunistes.

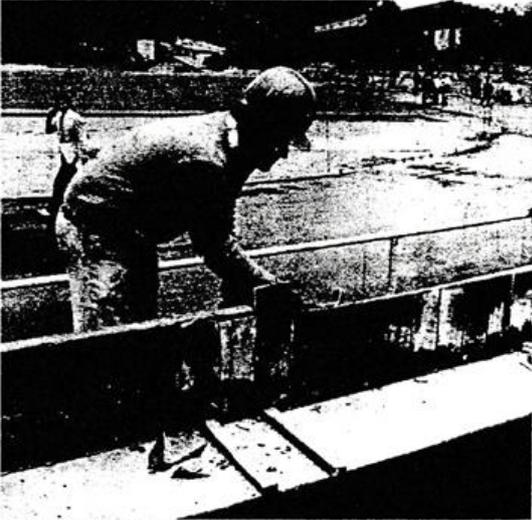
André Paderpeguy, president del Consell Sindical del Pirineu - Mediterrani, i secretari general del sindicat francès CFDT, va manifestar que, amb la creació d'aquest sindicat andorrà es vol «permetre als treballadors estrangers, en la seva majoria espanyols i catalans, defensar, com a qualsevol altre país europeu, els seus drets més elementals».

Els sindicats francesos CFDT i Força Obrera, i l'espanyol UGT, orga-

nitzadors de les jornades i principals avaladors del nou sindicat andorrà, han assenyalat que no desitgen implantar-se a Andorra, «sinó permetre que els treballadors andorrans puguin expressar lliurement les seves reivindicacions i negociar els seus drets». El nou sindicat andorrà es va constituir a la matinada, en un lloc desconegut d'Andorra, per por a les represàlies del govern andorrà. André Paderpeguy va constatar «un sentiment de por per part dels treballadors davant de l'Estat i les empreses, perquè estan en una situació de completa il·legalitat». Cal assenyalar que la majoria de les persones assalariades a Andorra són estrangers, i que els permisos de treball són renovats segons la voluntat dels empresaris. No tenir permís de treball comporta l'expulsió immediata del país.

El copríncep episcopal d'Andorra reconeix el dret d'associació i sindicació al Principat, segons va dir ahir el portaveu de la mitra episcopal, Joan Massa, en relació amb la creació del primer sindicat.

La situació dels treballadors assalariats a Andorra, sobretot els estrangers, és kafkiana, com ho demostra el projecte del govern andorrà de construir un polígon d'habitatges entre aquest país i la Seu d'Urgell, on vagin a dormir, després de la jornada laboral,



Els treballadors catalans, espanyols, portuguesos, indis i d'altres nacionalitats podran defensar els seus drets laborals a Andorra a través d'un sindicat, de moment clandestí

els treballadors no andorrans.

La situació laboral a Andorra és complicada. El país és incapaç d'autocobrir-se de mà d'obra, i necessita els treballadors estrangers, però es nega a acceptar el més mínim mecanisme de defensa laboral. La població total andorrana supera les 45.000 per-

sones, però solament unes 8.000 tenen la nacionalitat andorrana.

La majoria dels treballadors són espanyols (uns 17.000), seguits dels andorrans (prop de 2.000), dels francesos (uns 1.000), i dels portuguesos. La resta pertanyen a les més variades nacionalitats.

3 - "El feudalisme laboral d'Andorra. Una legislació insuficient és causa de mil abusos. Els treballadors andorrans no troben feina perquè són més exigents. Els estrangers no gosen fer cap reclamació per por de les represàlies.", article de Glòria Gurdó, *Avui*, Barcelona, 21/06/1988.

El feudalisme laboral d'Andorra

Una legislació insuficient és causa de mil abusos

Els treballadors andorrans no troben feina perquè són més exigents

Els estrangers no gosen fer cap reclamació per por de les represàlies

L Glòria GURDÓ a problemàtica social dels treballadors d'Andorra és complexa. Les lleis en matèria de treball que hi ha actualment al Principat són insuficients i en la majoria de casos els patrons no les compleixen, segons fonts d'ARA (Associació de Residents d'Andorra). L'incompliment de la legislació laboral deixa desamparats als treballadors espanyols que desitgen tornar a Espanya o que a hi veuen obligats. Efectivament, els treballadors espanyols tenen dret al subsidi d'atur a Espanya sempre que puguin acreditar que han estat treballant a Andorra, però sovint els treballadors espanyols no poden presentar la baixa d'Andorra perquè ells no han estat donats d'alta, o bé perquè no han estat degudament assegurats a la Caixa de Seguretat Social dels seus patrons.

La majoria de les persones estrangeres, especialment si viuen a Andorra fa poc temps, no s'atreveixen a queixar-se ni de la feina ni de les condicions en què viuen, per por de les represàlies: pèrdua de la feina, no renovació del permís d'estada a les Valls, i fins i tot hi ha qui tem l'expulsió.

Als treballadors de nacionalitat andorrana cada vegada els és més difícil trobar la primera feina, ja que són els únics que no tenen por a l'hora de reclamar els seus drets, i els patrons prefereixen contractar estrangers amb permisos de treball de sis mesos que es conformen amb menys sou, fan més hores de treball i són més còmodes per a les empreses.

Segons estadístiques de la CASS, el 50 per cent de la població laboral cobra el seu mínim, fixat en 61.000 pessetes. L'elevat cost dels lloguers de les vivendes obliga les famílies a compartir pis. Aquests dies, el propietari d'un immoble del centre d'Andorra la Vella està desallotjant tots els seus llogaters. Aquests pisos, de construcció antiga, eren de preu baix (de 20.000 a 30.000 pessetes al mes). Avui, trobar a Andorra un pis per aquest preu és pràcticament impossible. Els lloguers que es demanen actualment van de 50.000 a 60.000 pessetes.

Altres dificultats econòmiques dels treballadors són causades pel reglament de la Caixa de Seguretat Social. Per exemple, el cas d'Emili, treballador espanyol, que es va quedar sense feina i no en va trobar una altra immediatament. Vint-i-vuit dies després de no treballar, va caure greument malalt i va haver de ser intervingut quirúrgicament, i encara continua convalescent. L'Emili no té dret a rebre cap prestació de la Caixa de Seguretat Social, perquè la malaltia se li va declarar «des dels tard». La CASS no cobreix cap prestació 25 dies després d'estar el treballador sense feina. Un altre exemple és el cas de M.S., que cobrava una pensió d'invalidesa per accident de treball. L'accident va succeir-li en caure d'una botida, i a més de quedar invalid també va tenir un infart. Dos anys més tard, en una revisió mèdica, la CASS va al·legar que l'infart va ser el causant de l'accident. Conseqüentment, no té dret a la pensió d'invalidesa, sinó a la de malaltia. M.S. diu que la seva pensió s'ha reduït a una tercera part de la que cobrava.

També hi ha persones que, vivint a Andorra fa anys, no troben una feina que els satisfaci. P.R. va començar a treballar de grum en un hotel del Principat a l'inici de nou anys. Treballava tots els dies i a les tardes durant les vacances escolava, i entre setmana totes les tardes s'hi anava a treballar. Els anys 1972 i 1973 cobrava 500 pessetes més les propines. «Tots els meus amics de classe feien el mateix. En aquell temps era normal». Als tretze anys deixa els estudis i es posa a treballar en una empresa d'elèctrica, fent de deu a onze hores diàries per un sou de 7.500 pessetes. Al cap de tres anys deixa l'empresa perquè el patró li va negar el primer augment de sou. Aleshores entra a treballar en una botiga per un sou de 10.500 pessetes, fins a l'any 1983, que ha d'anar al servei militar. Aleshores ja cobrava 85.000 pessetes per nou hores de treball diàries. En acabar el servei no s'entén amb el seu antic patró i se'n va a treballar dues temporades seguides a la costa. P.R. diu que «estava més ben pagat, i era considerat d'igual a igual». A Andorra no es consolida el treballador. En general, els sous són baixos i no es respecten ni els horaris ni els dies de festa. Mentre no vagi tenint raó no em vaig sentir explotat. Un altre factor important és la falta de comunicació entre els treballadors, per por de les represàlies dels patrons, que fomenten allò de «dividir i vencer»: i sempre estan de part dels esplotats que es volen assegurar la feina, encara que patixin les mateixes condicions que els altres.

Una noia de nacionalitat andorrana que havia estat secretaria de metge durant quatre anys, es va quedar sense feina quan guanyava 90.000 pessetes (1986). D.V. ha provat de trobar una feina semblant, però de moment només li ofereixen el seu mínim de 61.000 pessetes brutes, així és, «amb la intenció d'augmentar-me i promocionar-me, si ho mereixo». Els meus pusses, i la situació no canvia. «S'accontentaran d'augmentar-me cada cop que ho imposi el govern».

A.P., portuguès, treballa en un supermercat, cobra el seu mínim i viu a pensió en una casa particular. La seva màxima preocupació és no poder continuar treballant a Andorra. Diu que no es pot queixar, i que de tant en tant envia diners a la família. No vol anar a fer feines, com la seva mare, a Portugal.

El denominador comú de gairebé tots els treballadors és la por de parlar, ja que pensen que això els pot comportar més problemes dels que ja tenen.



4 - "Protestes a Andorra per l'acció sindical. Els empresaris comencen a recollir firmes.", article de Joana Viusà, *Diari de Barcelona*, Barcelona, 07/08/1988.

Protestes a Andorra per l'acció sindical

Els empresaris comencen a recollir firmes

Joana Viusà /
Corresponsal

◆ ANDORRA. – Una representació d'empresaris andorrans ha començat una campanya contra el SAT (Sindicat Andorrà de Treballadors), fundat clandestinament el mes de juny, amb el suport de la UGT i de les centrals sindicals franceses FO i CFDT. La principal acció de protesta és la captació de firmes a través d'una carta oberta a l'opinió pública que no compta amb l'autorització del Consell de la Vall.

La recollida de firmes iniciada pels empresaris de la construcció i dels comerços, en protesta per l'existència

d'aquest sindicat, va dirigida especialment als seus empleats a qui desaconsellen vivament que s'afiliïn a aquesta central.

La carta acusa el president de l'Associació de Residents d'Andorra (ARA), Antoni Roig, en la qual participa el SAT, de buscar "fins a límits inconfessables dosis de protagonisme, de promoció personal i d'un intent de desestabilització del país".

Antoni Roig, segons va manifestar al DdB, assegura que "només la injustícia social podria tenir aquest resultat" i recalca que l'ARA ha aconseguit del govern espanyol "diversos beneficis pels seus residents a Andorra".

Documents annexes 4.3 : LA DIFFICILE ÉMERGENCE DU SYNDICALISME

5 - "El govern del Principat considera que la constitució d'aquesta organització és una "ingerència estrangera". Constitució del primer sindicat de treballadors d'Andorra.", agence EFE, Avui, Barcelona, 08/03/1990.

"Andorre. Naissance d'un syndicat." *L'Indépendant*, Perpignan, 11/03/1990.

El govern del Principat considera que la constitució d'aquesta organització és una "ingerència estrangera"

Constitució oficial del primer sindicat de treballadors d'Andorra

Efe
BARCELONA — El govern andorrà ha qualificat en un comunicat "d'ingerència estrangera" la creació del Sindicat Andorrà de Treballadors (SAT). Aquesta és la primera organització sindical que es posa en marxa en el Principat, únic país europeu occidental en què no es reconeixia la sindicació.

El SAT es va fundar en la clandestinitat l'any 1988, i avui es constitueix formalment, després de la promulgació pels coprínceps francès i episcopal, el 10 d'abril de 1989, d'una llei que incorpora a l'ordenament jurídic andorrà els drets fonamentals recollits en la Declaració Universal dels Drets de l'Home.

Al congrés constitucional que es celebra avui a les Escaldes, amb la participació d'uns 70 delegats, hi assistiran el president de CCOO, Marcelino Camacho, i el secretari general de la UGT, Nicolás Redondo, que es reuniran amb el copríncep episcopal i bisbe d'Urgell, que sempre ha donat suport per la creació de sindicats al Principat,

per tractar de la situació dels treballadors a Andorra.

La UGT ha jugat un paper destacat en la posada en marxa del sindicat andorrà, impulsant la seva constitució en la clandestinitat, principalment pel fet que gran part dels treballadors estrangers censats pertanyen a la UGT.

El govern andorrà, reunit ahir amb caràcter extraordinari, indica en el comunicat que "no pot acceptar que organitzacions estrangeres intervinguin en la política andorrana, perquè aquesta circumstància pot arribar a tenir una influència decisiva en l'estil polític institucional d'Andorra."

D'altra part, el president de la comissió gestora del SAT, Antoni Roig, va manifestar que en la creació d'aquest sindicat no hi ha hagut cap ingerència estrangera i que l'organització no té voluntat ni possibilitat de constituir-se en poder polític. Així mateix va manifestar que el sindicat s'ajusta al marc legal del Principat, que el seu ordenament jurídic ha incorporat la Declaració dels Drets Humans.

L'Indépendant dimanche

Andorre

Naissance d'un syndicat

Événement dans les vallées : le Syndicat andorran des travailleurs est né. D'une manière encore officieuse : les autorités politiques n'étaient en effet ni présentes ni représentées à ce premier congrès national.

Toujours officieux, le S.A.T. est aussi toujours clandestin, malgré cette réunion au sommet en Principauté, car la loi est formelle : aucune entité n'est officielle tant que les statuts n'ont pas été acceptés par les autorités du pays, et le président doit être obligatoirement de nationalité andorrane, ce qui n'est pas le cas.

Salle des Congrès de l'hôtel Roc Blanc, il y avait environ 150 personnes à 19 h 45, lorsque le congrès fut déclaré ouvert (avec une heure trois quarts de retard sur l'horaire initialement prévu, mais à 18 h, beaucoup de syndicalistes ou de sympathisants travaillaient encore).

Surprise dès le début : le congrès débute par l'hymne andorran chanté par l'Orfeo Andorra, et il est immédiate-

ment suivi de l'Internationale, chantée en catalan. Une occasion pour les spectateurs et organisateurs de lever le poing gauche et de manifester ainsi leur solidarité.

Antoni Roig, cheville ouvrière de ce syndicat, élu secrétaire général, a surtout mis l'accent sur le fait que la masse salariale des vallées représente 75 % de la population, et qu'elle ne se partage que 25 % du revenu national. L'un des buts du nouveau syndicat est, bien entendu, d'équilibrer au mieux cette différence.

Chacun rentra chez soi, après avoir salué une dernière fois les membres élus du comité de gestion du S.A.T. autrement dit : Antoni Roig, secrétaire général (élu à l'unanimité moins une voix contre et une abstention : la sienne) et les secrétaires dont les fonctions seront définies ultérieurement : Josep Lluís Santos ; Guillem Fornelles ; Cristian Cendoya ; Josep Barros ; Didac Subirats ; Bergonya Arribas ; Josep Fusté et Lluís Cisneros.

6 - "L'avantprojecte de llei d'associacions polítiques i sindicals causa polèmica a les Valls. El sindicalisme andorrà afronta el nou ordre laboral que comença a regir al Principat. El sindicat SAT demanarà al govern la negociació col·lectiva.", article de Jordi Garriga, Avui, Barcelona, 26/08/1990.

L'avantprojecte de llei d'associacions polítiques i sindicals causa polèmica a les Valls

El sindicalisme andorrà afronta el nou ordre laboral que comença a regir al Principat

El sindicat SAT demanarà al govern la negociació col·lectiva

Jordi Garriga

ANDORRA LA VELLA — Les noves disposicions laborals que en les últimes setmanes han entrat en vigor en l'ordenament laboral d'Andorra han propiciat el raonament dels representants del SAT (Sindicat Andorrà de Treballadors), força sindical que en els últims temps també ha hagut d'expressar una posició de comentari crític de la realitat social andorrana, respecte d'unes reduccions de treball que determinen el dia a dia de les Valls.

No del tot superada la convicció governamental sobre el fet sindical que es desenvolupa a les Valls, "inquietant i estranyant" va ser la inesperada qualificació que el gabinet del reformista Óscar Ribes va atorgar al SAT en el moment de la seva constitució: alguns indicis semblen indicar que "hi ha la idea generalitzada que ha d'haver-hi sindicats. Però assumim aquesta realitat, però en volem conservar alguns matisos. Així mateix, no hi ha hagut el contacte, que ens sembla essencial, entre legisladors i portaveus socials, per tal de reflexionar i discutir conjuntament sobre les noves disposicions que s'han instaurat en el marc laboral". Qui així parla és Avelino Blanco, membre del secretariat nacional del SAT, que creu, tanmateix, "que és clar que ens hem de trobar, ni que sigui a títol personal".

Saber el debat sobre la identificació del sindicat per part dels seus dirigents —que ha obligat el secretari general de l'organització, Antoni Roig, a explicar, amb tots els ens i a moltes vegades, que "hauria estat més fàcil fer un sindicat afiliat amb qualsevol organització estrangera, el més difícil era fer un sindicat independent en un país que no té tradició sindicalista"—, la qüestió de finançament de debò. La setmana de quaranta hores i les vacances regulades aren una vella reivindicació dels treballadors del Principat, que finalment han aconseguit en els papers de llei d'Andorra, tot i que, segons Blanco, la seva operativitat és un tic diabòlic. "Si s'examina la llei pel que fa a la seva part, es pot veure que, aquests dies, gran part dels que efectivament representen la setmana de 40 hores —segons a les Valls a partir del gener de 1991— i la fixació del dret a gaudir de vacances no estan previstos en la llei per cap mecanisme ni per cap òrgan. Aquesta absència d'elements per fer respectar un horari pot ocasionar que la protesta del treballador acabi amb un acordament sense fi. El fet de la llei no permet donar entreveure la possibilitat d'una mena de tribunal d'apel·lacions, que a hores d'ara només és un concepte i no se sap quan podrà començar a funcionar".

Segons aquesta visió, els portaveus més grans podrien recórrer sobre un dels sectors que anotenzen l'economia andorrana, com ara l'hoteleria, on es habitualment deposen un horari setmanal de vuit hores i a treballar a mitjans de 10 o 12 hores de treball diàries. El nou reglament laboral disposa una instància judicial per al control de la llei, però el fet no li dona, a l'ensenyament de Blanco, un aspecte que l'acosti a les magistratures de treball que coexisten.

Dret d'habitatge

No fa pas gaires dies, el conseller de Turisme del govern Ribes, Claudi Navàs, parlava davant les càmeres de Televisió Espanyola de les noves disposicions sobre immigració que comença any en fan efectives a l'època d'obertura del flux de treballadors temporals, els mesos d'estiu. Aquest any, la quota es fixava, després d'uns càlculs més o menys exactes, en 8.000 treballadors, amb la idea de poder absorbir els dels grans problemes estructurals de la societat andorrana, l'existència d'un nucli de població permanentment i humana important en una situació legal de total desprotecció. En la seva intervenció televisiva, Navàs va insistir particularment en la novetat de les noves disposicions: condicionar la renovació del permís de treball i ser-se a les Valls, demostrant que es té un habitatge digne. Navàs explicava que la disposició pretén forçar el patró perquè garanteixi un habitatge digne als treballadors. Blanco creu que aquesta pretensió "és irreal, ja que amb pocs feines el patró paga un sou digne perquè, a més a més, troba poques o cap feina treballadors en un país que els feiners superen fàcilment el salari mínim, fixat en 76.200 pessetes. Tal com està redactada la mesura, l'empresari pot prescindir d'aquest compromís i retirar-se de les reserves del mercat de treball i, d'altra banda, el treballador es pot tornar a trobar en una situació d'instabilitat". El nou reglament obligava la contractació per empreses i fixa una quota de temporalitat del 20 per cent de la plantilla, que han de ser declarats per la direcció.

Un altre punt que també ha preocupat la reflexió dels sindicalistes andorrans —que en un nombre de 500 formen l'afiliació del SAT— és el que respecta a la seva mateixa existència. La suspensió i l'entrada de llei reguladora del dret d'associacions, en situació d'avantprojecte, ha donat profundament ca impicció en el dret social, com Avelino Blanco, que ho veu "un clar exemple contra la llei sobre drets de la persona, fonamentada en la Declaració Universal dels Drets Humans, que no admet restriccions com ara que el govern en pugui reservar la capacitat de dissoldre associacions o que només els andorrans puguin crear les noves organitzacions polítiques i sindicals". Així mateix, en el pla estratègic sindical, la futura llei o s'aprova, aganta cap a un sindicalisme germinal, per branques, en què s'extingeix la presència en les branques per ser aquest sindical i en nou per esdevenir consolidada. "No obstant —segons Blanco— podríem arribar fàcilment aquesta condició, perquè som presents a tots els sectors i branques, i també podríem presentar un president andorrà per a la nostra organització, perquè la presència d'andorrans al SAT és manifesta i significativa, però no ho fem i hi interposem nous, ja que considerem que la llei no és progressista ni s'ajusta als drets cívics que contempla la llei aprovada el 29 de maig de 1989".

La propera tardor, segons el síndic, pot ser clar, ja que l'avantprojecte entrarà en el capítol de discussió parlamentària i pot entrar també en l'ordre jurídic sense el vist-i-plut de sectors socials que ja són indigents en el desenvolupament del Principat, el qual vol convertir-se definitivament en un Estat de dret. És clar que una constitució acostuma a admetre "sindicats de classe, que acullen treballadors que signen treballador". Una tardor en què els sindicalistes andorrans ja han iniciat que demanaran la negociació col·lectiva com a fet del desenvolupament de la vida laboral al país.



Les jornades de treballadors de 1987 van servir d'impuls del sindicat SAT

Les recomanacions del Grup de Trevi, els ministres d'Interior de la CE

■ Una de les regles del nou ordre laboral d'Andorra que crida més l'atenció és que la contractació de treballadors ha d'afectar "preferentment" ciutadans europeus, tot seguint en un segon ordre, "clarament discriminat", els ciutadans procedents del nord d'Àfrica, Sud-amèrica i Filipines. Segons ha pogut constatar el SAT, en aquests dies de renovació de permisos de sojorn i treball, alguns treballadors procedents de Sud-amèrica o del Magrib, i que ja duïen un bon temps treballant a les Valls, han vist com se'ls suspèn el dret de quedar-se al Principat i se'ls instava a marxar.

En l'últim d'aquest procediment, considerat pel SAT una vulneració del dret de lliure circulació, que s'agrega en treure sobre persones que ja havien fet vida a les Valls, apunta a l'acord comercial establert entre el Principat i la CE, que podria haver estat flanquejat per les recomanacions del Grup de Trevi —nom del consell de ministres d'Interior dels Drets— de controlar els processos d'immigració per via de criteris de revisió de la nacionalitat, que darrerament han estat exemplificats pel Govern Civil de Barcelona, en la seva aplicació de la llei d'estrangeria, que va donar com a resultat l'expulsió d'un grup de treballadors magrebins de la comarca d'Osona.

En aquests últims dies, el secretari general del SAT, Antoni Roig, ha hagut d'acudir als mitjans de comunicació per denunciar les conseqüències de què són objecte els afiliats al sindicat a qui hi ha mostrat simpatia. Segons Roig, alguns sectors de la patronal, i va fer

ament a l'hoteleria, col·leccions il·legals per atemorir els elements que consideren conflictius, o agita per la solució esportiva del consell d'Itàlia.

Roig ja ha advertit que pensa treballar la dimissió al ple del Consell d'Europa de Sindacats (CES), el mes vinent a Luxemburg.



Oscar Ribes i Antoni Roig

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

4.4 - L'andorranisation et l'enseignement

Documents:

- 1 - "*Andorra i la llengua*", article de Josep Lluís Carod Rovira,
- 2 - "*Exigiran el domini del català als taxistes andorrans*", *Avui*, Barcelona, 15/05/1987.
"*Les autoscoles, en contra. Els exàmens per treure's el carnet de conduir a Andorra s'hauran de fer en català*", *Avui*, Barcelona, 07/01/1991.
- 3 - "*La legislació lingüística és insuficient, segons Badia*", *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 18/07/1993.
- 4 - *Llei de l'Escola Andorrana*, 02/05/1989.
- 5 - "*El Govern projecta dos importants centres escolars per a l'any 1994. El problema de la massificació escolar al país és general*", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 14/03/1992.
- 6 - "*Andorra última el conveni d'educació amb França*", *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 28/01/1993.
- 7 - "*Une convention franco-andorrane*", *L'Indépendant*, Perpignan, 24/03/1993.
- 8 - **Texte de la convention franco-andorrane sur les établissements français d'enseignement en Andorre.** Mars 1993.

1 - "Andorra i la llengua", article de Josep Lluís Carod Rovira,

Andorra i la llengua

Josép-Lluís Carod-Rovira

El Principat d'Andorra va ser terra d'acollida per a molts catalans que fugiren del franquisme, durant els anys negres de la dictadura, i més tard i tot. Per a molts exiliats, les petites valls esdevingueren un autèntic símbol lingüístic, un espai de lliure respir idiomàtic, ran mateix d'un territori on la mateixa llengua era sotmesa a un intent calculat d'extinció, de veritable emmudiment, de genocidi, en definitiva. Per aquest motiu, perquè era l'únic lloc on podia fer-se en català, Pompeu Fabra hi acudí a redactar-hi el seu testament, i altres refugiats, homes i dones de la diàspora, a casa-s'hi.

Per als qui anàrem a Andorra, ja en decennis posteriors, a sojornar-hi, ni que fos tan sois unes hores, el rètol de recepció «Esteu en terra andorrana» ens era una autèntica fuetada que ens donava la bevinguda i obria les portes, de bat a bat, a una sensació nova i viva, en la qual la nostra llengua s'allava en llibertat i amb dignitat. Des del punt de vista visual, de l'entorn configurat pels grans rètols d'organismes oficials, bancs, botigues, gasolineres, tallers i establiments de tota mena, Andorra era l'únic indret del domini lingüístic català que semblava, realment, pertanyer-hi. Des d'aquest mateix punt de vista, l'àrea geogràfica de la llengua, en els territoris on avui és oficial al sud, no arriba més enllà d'algunes comarques compades. Com a unitat territorial, Andorra continua essent l'únic lloc lingüísticament català, a vista de cotxe, si m'és permesa l'expressió...

Va ser, precisament, un refugiats, fra Tomàs Junoy, qui el 1838 publicava, a la impremta Montaubain de Tolosa, la *Relació Històrica sobre la Vall d'Andorra*, primer llibre en català sobre aquest Principat. El vicari d'Anyós hi reconeixia que «llengua, usos i costums són els dels catalans». La catalanitat lingüística i cultural de les Valls ja havia estat remarçada per Antoni Puig, el 1763, en el seu *Poëta Andorrà*, quan assegurava que les Valls «són veraderament catalanes (...) com també ho demostra l'idioma, el vestit i els costums dels moradors i ho expresen molts instruments públics i autèntics guardats en els arxius». Efectivament, fa dos anys, en el marc del II Congrés Internacional de la Llengua Catalana, Ramon Villeró ja indicava que el català era «des de sempre», la llengua del Principat, com ho testimoniaven documents de l'Arxipiscopat de la Seu, de la Prefectura de Foix, de París, de la Casa de la Vall, de les Batlles, del Tribunal de Corta, els protocols dels notaris i els papers veïls de moltes cases particulars.

Justament per l'evidència inequívoca de quina era i és la llengua d'Andorra, cal esperar el 1938 perquè aparegui la primera disposició legal que confirmi allò que ja havia adquirit carta de naturalesa, per tradició i quotidianitat. Així, en una ordinació de l'1 de juny d'aquell any, s'hi fa constar que totes les súpliques «deuran ésser redactades en llengua oficial, que és la catalana» o bé, contràriament, «es procedirà a la devolució al peticionari sense examen de la súplica». L'oficialitat única de la llengua naci-

El Principat d'Andorra ha estat durant molts anys l'únic lloc del món on el català era oficial, i encara avui és llengua única. Però la immigració està fent canviar la realitat lingüística

onal hi és establerta, per tant, en un to de naturalitat absoluta. El català és, en conseqüència, la llengua d'Andorra.

El mateix 1938, un edicte acordà l'obligatorietat de l'idioma oficial en tots els cartells i rètols oficials i semioficials, obligatorietat que, en una ordinació del 1953, s'estén «inexcusablement», als comerços i indústries i «preferentment» a la publicitat comercial en els cinemes. Tretze anys després, en una nova ordinació, es recorda la vigència d'aquestes disposicions i s'estableix, per primera vegada, les mesures de sanció per incompliment del precepte legal: 500 pessetes i retirada dels rètols infractors. La sanció pot arribar a mil pessetes, en una ordinació del 1968, cas de no ser el català l'idioma de la publicitat «principal» (cartells, proclames, propaganda, preceptes, etc). S'hi recorda, a més, l'ús obligatori de la llengua oficial en els tractes amb l'administració pública.

Amb posterioritat a aquests textos, hi ha un acord del 1971 perquè siguin redactats en català els registres civils de les esglésies, acceptant, davant el nombre de documents en «llengua estrangera», escrits en espanyol o francès, «excepcionalment i en casos justificats» (acord del 1976) i referent a la redacció dels menús en català (ordinació del 1981), podent fer-ho, a més, en altres llengües. La darrera disposició relativa a l'idioma és de fa sis anys i es tracta d'una ordinació establint que la superfície dels rètols publicitaris en català ha de ser superior a la d'altres llengües, les quals podran utilitzar-se en lloc secundari i amb una grandària inferior.

Tot i la claredat, i la intenció, del corpus legal exposat fins ara, la realitat de l'Andorra actual és ben lluny d'avenir-s'hi. La major part dels textos esmentats han aparegut de vint anys ençà. Son, exactament, els anys en què s'ha produït una transformació radical, profunda, de l'estructura socioeconòmica de les Valls, transformació que ha afectat, també, l'ús de la llengua nacional.

Amb prop de 40.000 habitants, amb prou feines si la quarta part dels residents al Principat són andorrans... L'allau immigratòria que de manera esclatant ha afectat Andorra, ha tingut, així, conseqüències directes de caràcter lingüístic. El dret natural de les persones a un lloc de treball, molts ciutadans han hagut d'anar-lo a exercir entre montanyes, en l'enclotament de les Valls d'Andorra. I amb l'exercici d'aquest dret hi han portat, també, òbviament, la seva pròpia llengua, que no és la del país que els ha acollit. Com a resultat d'aquesta situació, avui, la llengua que més se-

sent a Andorra és una llengua estrangera: l'espanyol. La llengua que es veu escrita, en els grans rètols, és la catalana. La llengua que s'escolta, pels carrers, és l'espanyol.

Malgrat un marc legal prou definit, actualment es produeix un incompliment notori de les disposicions de l'autoritat andorrana. Hi ha hotels, bars, i restaurants que exposen els menús només en espanyol —i menys, en francès— i el català hi és del tot absent. En alguns grans magatzems, el servei de megafonia funciona exclusivament en espanyol i el mateix passa amb els rètols propagandístics de l'interior. A moltes botigues, els cartells manuscrits que acompanyen els productes exhibits a l'aparador són només en espanyol, etc.

Com que la majoria de cambrers i dependents són espanyols, aquesta és també la llengua d'hotels i botigues. I avui, hotels i botigues, són la vida d'Andorra, la imatge d'Andorra, són Andorra. Aquest procés creixent d'espanyolització lingüística i demogràfica ha obert també les portes a una certa espanyolització política de les Valls. Els espanyols que hi acuden com a turistes s'hi veuen ja amb cor, amb un entorn que ho afavoreix, de plantejar-hi exigències lingüístiques, fent cas omís de la situació de monolingüisme oficial i talment com si es trobessin al seu Estat. I, d'Espanya estant, han començat ja les pretensions d'intervenir en el futur polític del Principat, intentant de traslladar al seu rei el copríncipat que exerceix el bisbe de la Seu.

Preservar la continuïtat del català com a idioma oficial d'Andorra, com a llengua real, de vida activa a les Valls, hauria de ser objectiu prioritari. Per això cal no sols que el govern andorrà faci complir les seves lleis, sinó posar els mitjans efectius perquè això sigui possible, facilitant l'accés al domini de la llengua a aquells que no el tenen, amb una campanya massiva de cursos, servis de traducció i correcció i un seguiment regular i estricte del compliment de les disposicions legals. Una actitud proteccionista es fa, doncs, inevitable.

La nova etapa que espera Andorra, de modernització i adequació de les seves estructures fins al nivell de les democràcies europees, ha d'anar paral·lela a l'enfortiment dels seus signes d'identitat nacional. L'andorranització efectiva de l'ensenyament ha d'ajudar-hi i hauria de fer-ho també una política comunicativa audiovisual de què ara no es disposa. En aquesta etapa, pel que fa a la llengua, es ja inajornable un tractat d'unió entre totes les institucions dels territoris de llengua catalana per fer una planificació lingüística conjunta amb objectius concrets: mitjans de comunicació, cinema, publicitat, etc.

Deu milions de ciutadans podem començar a trobar-nos, aleshores, caminant pel mateix camí. En aquell moment, l'esteu en terra andorrana serà, finalment, no pas un rètol exòtic o inexacte, sinó la constatació que ens trobem en una terra de llibertat i dignitat. La terra on entrem. La terra d'on venim. La nostra.

*Josép-Lluís Carod-Rovira és escrividor,
vice-president de la Universitat Catalana d'Estiu*

2 - "Exigiran el domini del català als taxistes andorrans", *Avui*, Barcelona, 15/05/1987.

"Les autoscoles, en contra. Els exàmens per treure's el carnet de conduir a Andorra s'hauran de fer en català", *Avui*, Barcelona, 07/01/1991.

<p style="text-align: center;"><i>El servei serà professional</i></p> <p style="text-align: center;">Exigiran el domini del català als taxistes andorrans</p> <p style="text-align: right;"><i>Joana Viusà</i></p> <p>ANDORRA LA VELLA — Tres de les quatre empreses de taxis més importants del Principat, que reuneixen la meitat dels vehicles fins ara autoritzats pel govern andorrà, es van reunir dimarts a la nit per crear una associació professional del taxi, tal com recomana el mateix reglament de taxis que s'acaba de publicar. És la primera vegada que el govern andorrà ho recomana explícitament i que s'oposa a la legislació general.</p>	<p>En un temps de cinc anys, segons aquest reglament, tots els conductors de taxi, a més de posseir el permís andorrà de conducció de classe C-1, hauran de superar un control de domini del català i coneixements adequats de castellà i francès, així com de geografia turística i institucional del Principat, de les tècniques de primers auxilis i de la mecànica del vehicle per reparar una avaria senzilla. Ramon Cuberes, principal oponent a l'aplicació de la llei, elaborada l'any 1983, contra la qual va presentar un recurs que la va paral·litzar durant sis mesos, n'ha presentat un altre a les delegacions dels coprínceps, perquè ell no vol la competència dels col·legues no andorrans que la llei autoritza a ser titulars a partir de vint anys de residència. Tampoc no vol haver-se de desfer de la seva flota de set vehicles, ja que la llei obliga que cada titular tingui només dos vehicles i tres assalariats amb carnet.</p> <p>Els quatre empresaris andorrans més potents totalitzen 27 vehicles, que el reglament de taxis preveu que s'hauran de reduir a vuit d'aquí a set anys com a màxim. Un centenar de vehicles circulen pels carrers d'Andorra la Vella i Escaldes, essencialment.</p>	<p style="text-align: center;">Les autoscoles, en contra</p> <p style="text-align: center;">Els exàmens per treure's el carnet de conduir a Andorra s'hauran de fer en català</p> <p style="text-align: center;"><i>Glòria Gurdó, corresponent</i></p> <p>ANDORRA LA VELLA — Les autoscoles d'Andorra han presentat un recurs contra la decisió del govern del Principat que afecta la utilització del català en els exàmens per al permís de conduir. Fins ara, els aspirants al permís de conduir podien examinar-se indiscriminadament en català, francès o castellà, mentre que a partir d'aquest mes hauran de fer-ho obligatòriament en català.</p> <p>Aquesta obligatorietat, però, només afectarà aquelles persones que quan s'examinin ja faci més d'un any que resideixin a les Valls. Només les persones que porten menys d'un any vivint a Andorra en el moment d'examinar-se podran fer-ho en la seva llengua.</p> <p>El ministre de Comerç i Indústria, Jaume Bertomeu, va assenyalar que aquesta decisió té la finalitat de regular una situació anormal pel que fa a l'ús de la llengua oficial del país. Per la seva banda, el 90 per cent de les autoscoles d'Andorra estan en contra d'aquesta decisió. En total, són set els centres d'autoscola que consideren la normativa massa estricta, perquè els mètodes que utilitzen per a la preparació dels exàmens són en castellà. Els llibres de text i manuals de teòrica de les autoscoles del Principat provenen de l'Estat espanyol.</p> <p>En aquest sentit, el departament de Comerç i Indústria del govern andorrà creu que són les autoscoles d'Andorra, en ser negocis privats, les que han d'elaborar els seus propis llibres de text en català, ja que han al·legat que no troben material didàctic en la llengua del país.</p> <p>Jaume Bertomeu no va poder dissimular la seva sorpresa davant del rebuig de les autoscoles per a l'ús del català en els exàmens, ja que "es tracta de la llengua oficial del país, que s'utilitza normalment en tots els tràmits davant de l'administració", va dir el conseller.</p>
---	--	--

3 - "*La legislació lingüística és insuficient, segons Badia*", *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 18/07/1993.

La cap del servei d'assessorament lingüístic parla del català i la Constitució

La legislació lingüística és insuficient, segons Badia

Montserrat Badia, cap del servei d'assessorament lingüístic del Govern, considera que **"el pecat de la legislació lingüística andorrana és haver oblidat, salvant algunes excepcions, la realitat del carrer"**, segons manifesta en un article que fa a la revista *Llengua i administració* del mes de juny, publicat per la direcció de política lingüística de la Generalitat de Catalunya.

Es reconeixen esforços en àmbits concrets, ja que totes les administracions del país funcionen en català, l'exercici de les professions liberals s'ha de fer en

la llengua oficial i el comerç retola en català, encara que el seu personal no l'arribi a entendre. I en el terreny de l'educació, se cita l'aprovació pel Consell de la nota-informe sobre l'andorranització, que va afegir als programes curriculars l'ensenyament del català, la formació d'adults, més tard, i finalment la creació, l'any 1989, de l'Escola andorrana.

Però malgrat tot això, Badia considera que **"la sensació és que la llengua del país perd pes en gairebé tots els terrenys en benefici d'altres llengües. I**

hem de parlar de sensació, perquè falten dades objectives", indica. L'única solució que hi troba és posar els mitjans econòmics, tècnics i humans per poder conèixer la situació real, i aleshores **"intervenir efectivament en aquells sectors i en aquelles situacions en què l'ús normal de la llengua està en perill"**. Conclou que **"el conjunt legislatiu lingüístic que tenim actualment és insuficient, i no dona resposta als problemes de la nostra societat"**, i considera que només amb la Constitució, canviaran poques coses.

4 - Llei de l'Escola Andorrana, 02/05/1989 (page 1 sur 3)

Disposicions del Consell General

Disposicions
de caràcter general

Llei de l'Escola Andorrana

aprovada pel M.I. Consell General en la seva sessió ordinària del dia 2 de maig de 1989

Preàmbul

Una Escola no té la finalitat en ella mateixa: l'Estat, que li confia els seus infants, té el dret i el deure de definir-ne les ambicions i els objectius, així com de controlar-ne permanentment l'adequació.

D'acord amb la ja bicentenària Declaració dels Drets de l'home i del ciutadà, correspon al poble i als seus representants elegits democràticament de definir l'ambient cultural i econòmic del país. Aquest principi ha estat recollit en les modernes declaracions de drets, i inspira tot l'ordenament públic internacional.

L'Escola és el mitjà més noble per a assolir aquella ambició.

El sentiment de la identitat nacional, de la ciutadania, és profund i complex, i no es presta a reduccions simplificadores. Però, com tot sentiment, tan sols adquireix solidesa quan troba suport en racionalitzacions culturals, al servei d'una visió compartida del futur de la col·lectivitat.

En tot país, la cultura nacional està formada per un conjunt d'elements complexos i variats: essencialment lingüístics, històrics, religiosos, geogràfics i ètics.

La llengua és un element primordial. No hi ha pensament sense llenguatge, i tot coneixement s'expressa en una llengua: sovint, a través de la llengua s'ha forjat i mantingut un esperit nacional. Amb tot, la sola identitat lingüística no és suficient per a crear una consciència nacional.

La història té un valor i una força almenys iguals que la llengua, i la nostra història aglutina elements que no es troben en cap altre lloc del món: quina

enorme riquesa ens confereix set segles d'independència i de neutralitat.

La geografia és, per a nosaltres, una feblesa i una força alhora, però, en tot cas, està indissociablement unida a la nostra identitat.

La nostra ètica ens ve dictada per la història: la tradició cristiana i els valors universals dels drets de l'home.

L'educació cívica i moral, la consciència de pertànyer a una comunitat, són exigències indissociables a tot Estat, i més encara en el nostre que es caracteritza per un model de població tan obert. Cal que els infants del país gaudeixin del substrat que afavoreixi el sentiment d'una consciència nacional.

Seria absurd intentar definir una escola sense referir-se a les ambicions econòmiques que el país s'ha fixat. Les nostres limitacions -en som conscients- vénen determinades sobretot per la situació geogràfica i per la manca de recursos naturals.

Malgrat això, no ens manquen recursos: lleugeresa de les estructures, la flexibilitat del marc legal i reglamentari, la descentralització cada vegada més gran d'activitats amb fort valor afegit, constitueixen expectatives d'una gran qualitat de vida. Aquestes possibilitats s'hauran de potenciar i explotar per mans andorranes i això imposa a la nostra escola nacional unes exigències de qualitat i de competitivitat internacionals.

En tota societat l'educació assegura la pervivència i el desenvolupament de la civilització i, al mateix temps, respon a un dret individual i inalienable de la persona. En la nostra civilització, humanista i cristiana, l'infant ha d'ésser educat sobretot per a ell mateix: es tracta d'oferir a cada un el desenvolupament ple de la seva personalitat, en el triple aspecte físic, intel·lectual i moral. És un imperatiu humà i un imperatiu nacional: no tenim riqueses naturals, la nostra riquesa és l'home, forjat per una cultura i una història multiseulars.

La nostra voluntat, la nostra ambició, és de donar a cada infant la formació més completa, compatible amb el seu talent i les seves aspiracions. Les modalitats poden ésser molt diverses: els estudis presenten una enorme varietat i la

indeterminació del futur desaconsella els moules rígids. La dimensió del país ens imposa limitacions, però no la resignació.

La garantia de la qualitat és, en tot cas, un deure d'Estat per a les autoritats responsables, tant davant de les famílies com davant de la resta dels ciutadans, i correspon també a les autoritats dotar dels recursos necessaris i formar i mantenir el professorat qualificat, sense la participació del qual no és possible una escola de qualitat.

L'objectiu primordial a curt termini és l'elaboració d'un *Projecte de Llei General de l'Educació* a Andorra, amb la finalitat de fer-la més justa, més eficaç, coordinada i interrelacionada, més moderna amb la incorporació dels avenços científics i tecnològics i més adaptada a la dinàmica i a les necessitats del món actual.

Inspirada en els principis del dret de tots a l'educació, de llibertat, tolerància, pluralisme, participació dels diferents estaments en la comunitat educativa, d'obligatorietat i gratuïtat de l'educació bàsica, l'educació andorrana ha d'ésser capaç de formar, preparar i estimular els nostres infants i joves per al repte de la societat futura en les mateixes condicions que els altres joves europeus.

Com a pas previ, però, cal procedir a la definició i organització del *Sistema Educatiu Andorrà*, dins del qual s'integra l'actual escola andorrana de maternal i de primera ensenyança, que cal consolidar i regular en primer lloc car són el seu punt de partida.

El Sistema Educatiu Andorrà ha de caracteritzar-se per la unitat i la flexibilitat a fi de dotar els alumnes d'un bagatge cultural que els permeti adaptar-se als canvis del món modern, interrelacionat amb altres sistemes educatius, per aprofitar al màxim les potencialitats que ofereixen, vetllant sempre pel manteniment de la identitat nacional.

El sistema que regula la present Llei, oferirà als alumnes una xarxa de centres públics parroquials, sota la dependència directa de la Conselleria d'Educació i Cultura, i facilitarà ensems la creació d'escoles d'iniciativa privada, amb els requisits que en el seu moment s'assenyalin.

4 - Llei de l'Escola Andorrana, 02/05/1989 (page 2 sur 3)

En aquesta escola es professarà l'ensenyament andorrà, amb plans d'estudis específics i orientacions pedagògiques aprovades pel Govern. La llengua catalana hi serà utilitzada com a vehicle normal d'expressió.

Encara que la llengua pròpia de l'escola sigui la catalana, caldrà assegurar un bon coneixement de les llengües castellana i francesa, ja que també són llengües de relació i de treball a Andorra. Així mateix, es dotaran els recursos necessaris per fer possible que els alumnes que assisteixin a aquestes escoles puguin estudiar una quarta llengua viva, per a facilitar-los una fluida relació amb els altres països europeus i l'obertura a la cultura universal, a l'enriquiment de la qual han de contribuir des d'Andorra.

La participació de tots els estaments concernits en la programació general de l'ensenyament, el diàleg, l'assessorament i la consulta permanents amb les autoritats educatives són essencials perquè l'Escola no es desvinculi de la realitat social, i perquè reaccioni amb rapidesa i flexibilitat a les mutacions que actualment es produeixen a un ritme accelerat. La Llei dona els mitjans institucionals d'expressió a aquesta voluntat participativa.

Finalment, caldrà una avaluació continuada dels resultats obtinguts per a determinar en quina mesura s'assoleixen els objectius proposats, per a corregir les eventuais desviacions, i per a controlar la qualitat i la competitivitat de l'ensenyament andorrà.

La Llei reguladora de l'Escola Andorrana vol ésser, alhora, la proclamació dels objectius del Consell General en matèria d'educació i el marc que donarà progressivament al Govern els mitjans per a assolir-los. No és la fi sinó el començament d'un procés que intervé després d'una lenta maduració i reflexió iniciades amb la Nota-Informe sobre l'andorranització que aprovà el Consell General en data 6 de juny de 1972.

Aquest procés haurà de continuar amb la promulgació de la *Llei General de l'Educació*, l'elaboració del *Sistema Educatiu Andorrà*, amb la negociació amb els Coprínceps i les autoritats educatives dels països veïns i comunitaris. Caldrà acompanyar-lo, en fi, d'una política forta

i tenaç del Govern, no sols per a l'aplicació de la Llei sinó també per fer convergir les mesures transitòries necessàries cap als objectius que han estat fixats.

Per aquestes raons, el Consell General de les Valls aprova la següent,

Llei**Títol I. Disposicions generals****Article primer**

L'Escola Andorrana té per missió donar a tots els infants d'Andorra la formació que els permeti integrar-se a la nostra comunitat com a adults lliures, ciutadans responsables i professionals qualificats. Es regirà per allò que disposa la present Llei i les disposicions que la desenvolupin.

Article segon

1. Els Centres que conformen l'Escola Andorrana podran ser públics i privats.

2. Són Centres públics els que depenen directament de la Conselleria d'Educació i Cultura. Són Centres privats aquells el titular dels quals és una persona física o jurídica de caràcter privat.

Article tercer

Totes les escoles andorranes desenvoluparan les seves activitats adreçades a la consecució dels objectius següents:

- a) Assegurar la formació dels infants i joves en els diferents nivells de l'ensenyament.
- b) Promoure i afavorir el desenvolupament personal dels alumnes en el marc de la cultura i de la identitat andorrana.
- c) Contribuir a la formació i enriquiment dels elements culturals propis i específics de la societat andorrana.
- d) Formar els infants i els joves en el respecte dels drets i llibertats fonamentals i en l'exercici de la tolerància i la llibertat, dins dels principis democràtics de convivència i pluralisme.
- e) Fomentar l'adquisició d'hàbits intel·lectuals i de treball per al bon exercici d'activitats professionals.

f) Suscitar els comportaments de creativitat, adaptabilitat i d'autonomia propis de les previsible societats postindustrials.

g) Estimular l'exercici d'activitats desenvolupant l'esperit esportiu.

h) Transmetre coneixements científics, tècnics, humanístics, artístics, religiosos i ètics.

i) Fomentar la participació dels joves en l'àmbit social i cívic.

j) Adoptar com a pròpia la llengua oficial del País, fixant-se com a objectiu prioritari que els alumnes assoleixin un domini correcte i un ús matísat i ric del català oral i escrit.

k) Assegurar als alumnes un bon coneixement gradual de les llengües castellana i francesa, així com possibilitar-los el domini oral i escrit d'una quarta llengua viva.

Article quart

L'Escola Andorrana impartirà l'ensenyament des del nivell maternal fins al secundari. El Govern decidirà l'extensió progressiva dels nivells d'ensenyament impartits, previ compliment del que estableix la disposició addicional primera.

Article cinquè

Dins el marc que estableix aquesta Llei i les disposicions que la desenvolupin, els Centres públics andorranos gaudiran d'autonomia per a organitzar activitats culturals, socials, cíviques, esportives, escolars i extraescolars i, si escau, per adaptar-ne els programes.

Article sisè

La Conselleria d'Educació i Cultura, mitjançant la inspecció, vetllarà pel compliment de les disposicions legals, assessorarà els Centres i en controlarà el funcionament. Així mateix, avaluarà el rendiment educatiu de cadascun dels Centres i proposarà, si escau, les mesures i orientacions pedagògiques adients.

Article setè

Els diferents estaments que configuren la comunitat educativa participaran en la programació de l'ensenyament andorrà i s'integraran en els diferents òrgans de participació que figuren en aquesta Llei per a desenvolupar una cooperació efec-

4 - Llei de l'Escola Andorrana, 02/05/1989 (page 3 sur 3)

tiva entre l'Administració educativa i els sectors afectats.

Títol II. Del personal.**Article vuitè**

1. Tot el personal docent i no docent, que presti els seus serveis a l'Escola Andorrana pública, serà contractat en règim laboral per la Conselleria d'Educació i Cultura de la qual dependrà, tot i que exercirà les seves funcions sota la dependència directa del Director o responsable pedagògic del Centre.

2. La Conselleria d'Educació i Cultura farà anunci públic de les places vacants de professorat i assenyalarà les titulacions necessàries per a accedir-hi.

3. La Conselleria d'Educació i Cultura posarà a l'abast de tot el professorat els mitjans per a la seva formació continuada.

Títol III. Dels òrgans rectors, de participació i d'assessorament**Article novè**

1. Cada un dels Centres de l'Escola Andorrana pública tindrà un Director o responsable pedagògic, nomenat pel Conseller d'Educació i Cultura a proposta del Director de Departament al qual es refereix l'article següent.

2. Seran funcions del Director o responsable pedagògic l'ordenació i la direcció de les activitats del Centre, la coordinació del professorat i aquelles altres que li puguin ésser atribuïdes per disposicions reglamentàries o per encàrrec del Director de Departament.

Article desè

El Conseller d'Educació i Cultura nomenarà un Director de Departament que dependrà directament d'ell i que efectuarà les tasques de coordinació i assessorament dels Directors o responsables pedagògics de cadascun dels Centres que integren l'Escola Andorrana pública.

Article onzè

El Govern determinarà, si escau, altres òrgans uni-personals i el procediment per a nomenar-los.

Article dotzè

1. Es crearà un Consell de les escoles en el qual participaran tots els estaments que componen la comunitat educativa, que serà de preceptiva consulta per a l'elaboració de la programació general anual de les escoles.

2. El Consell de les escoles supervisarà l'activitat general dels Centres en els aspectes administratius i docents, i exercirà qualsevol altra funció que li sigui atribuïda reglamentàriament.

3. Serà presidit pel Conseller d'Educació i Cultura o per la persona en la qual delegui.

4. La composició i el funcionament s'establirà reglamentàriament.

Article tretzè

1. L'òrgan de participació pròpia dels professors en el govern de les escoles és el claustre, que serà presidit pel Director de Departament.

2. El claustre serà competent per a programar les activitats docents dels diferents Centres, per a efectuar la coordinació de les funcions d'orientació i tutoria dels alumnes, per a proposar iniciatives d'experimentació i d'investigació pedagògica i per a dur a terme qualsevol altra activitat que li sigui encomanada.

Article catorzè

1. El Consell Andorrà de l'Ensenyament (C.A.D.E.) serà el màxim òrgan col·legiat de participació dels diferents sectors de la comunitat educativa per a la programació general de l'ensenyament i d'assessorament i consulta del Govern.

2. El President del C.A.D.E. serà el Conseller d'Educació i Cultura o una altra persona de reconegut prestigi nomenada pel Govern, a proposta del Conseller d'Educació i Cultura.

3. El C.A.D.E. formularà propostes pedagògiques per a millorar l'eficàcia, el rendiment i la qualitat del sistema educatiu, i elaborarà estudis a fi d'experimentar i investigar sobre noves propostes educatives i mètodes d'estudi.

4. El C.A.D.E. elaborarà anualment un informe sobre el sistema educatiu andorrà.

5. El C.A.D.E. efectuarà periòdicament l'avaluació pedagògica de les escoles andorranes. Per a l'exercici d'aquestes funcions, es crearà en el si d'aquest Consell una Comissió amb caràcter permanent, la qual es dotarà dels mitjans necessaris per a desenvolupar eficaçment aquesta tasca.

Article quinze

El Govern sotmetrà a consulta del C.A.D.E. els projectes de desenvolupament de les lleis educatives, la programació general de l'ensenyament andorrà, i les disposicions generals relatives a l'ordenació del sistema educatiu andorrà. Podrà sotmetre-li també, a fi d'assessorar-se, qualsevol altra qüestió relativa a l'ensenyament i a l'educació.

Article setzè

1. La composició i el funcionament del C.A.D.E. s'establiran reglamentàriament.

2. Es podran incorporar al C.A.D.E., amb caràcter permanent o per a temes específics, experts estrangers de reconegut prestigi, nomenats pel Govern a proposta del Conseller d'Educació i Cultura.

Disposicions transitòries**Primera**

Dins del termini màxim d'un any a comptar des de la publicació de la present Llei, el Govern elaborarà el Projecte de Llei General de l'Educació a Andorra, tenint en compte els principis i objectius contemplats al preàmbul de la present Llei.

Segona

En el termini de tres mesos des de la publicació d'aquesta Llei, el Govern dictarà les normes de funcionament, organització i règim econòmic de l'Escola Andorrana, i el règim del seu personal.

Tercera

En el termini màxim de sis mesos el Govern elaborarà i publicarà el Sistema Educatiu Andorrà.

5 - "El Govern projecta dos importants centres escolars per a l'any 1994. El problema de la massificació escolar al país és general", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 14/03/1992.

El Govern projecta dos importants centres escolars per a l'any 1994

■ Les conselleries de Serveis Públics i d'Educació esperen tenir els diners el mes de juny

Montserrat Luesma
ANDORRA LA VELLA

Els consellers de Serveis Públics, Josep Casal, i d'Educació, Cultura i Joventut, Josep Dalleres, acompanyats pel director general de Serveis Públics, Eron Estany, van presentar els dos projectes d'infraestructures escolars que el Govern té previst de realitzar en el termini dels propers dos anys. La data final de les obres està totalment supeditada a l'aprovació prèvia del pressupost general de l'Estat, que l'executiu espera que pugui materialitzar-se el mes de juny vinent.

Santa Coloma i Escaldes

Es tracta de dos complexos escolars, l'un situat a Santa Coloma i l'altre, a Escaldes. El primer es troba en fase més avançada, a punt de començar les obres de construcció. A la finca sobre la qual s'ha d'aixecar aquest edifici ja hi han entrat les màquines per fer-hi els treballs d'excavació.

En el cas del centre d'Escal-

des, els tècnics preparen el projecte arquitectònic definitiu que modifica el primer, ja que inicialment s'havia previst situar-lo en un terreny diferent emplaçat a l'obaga. Posteriorment, el Govern va poder adquirir uns terrenys davant mateix d'on s'està construint el Termolúdic, que es troben a la banda del sol i que per això van descartar la primera opció.

3.700 milions de pressupost

El pressupost estimatiu per a la realització dels dos edificis és de 3.700 milions de pessetes: Santa Coloma (1.900 milions) i Escaldes (1.800 milions).

Josep Casal, conseller de Serveis Públics, ha destacat del projecte d'Escaldes la possibilitat que dona per construir-hi gairebé 500 places d'aparcament, aprofitant els espais de les noves vies que segons el pla viari de la parròquia han d'enllaçar la zona on ha de construir-se l'escola.

El terreny de Santa Coloma també quedarà perfectament

comunicat quan es pugui finalitzar el pla viari que hi ha dissenyat. Per tal de facilitar les operacions d'arribada i sortida dels autocars escolars, el Govern va intentar l'expropiació d'una parcel·la de 576 m² que queda davant mateix del complex educatiu, operació que no ha pogut ser realitzada.

Un cop aquests dos centres estiguin en marxa el país disposarà d'aproximadament 1.600 places escolars més, cada escola podrà acollir entre 700 i 800 alumnes.

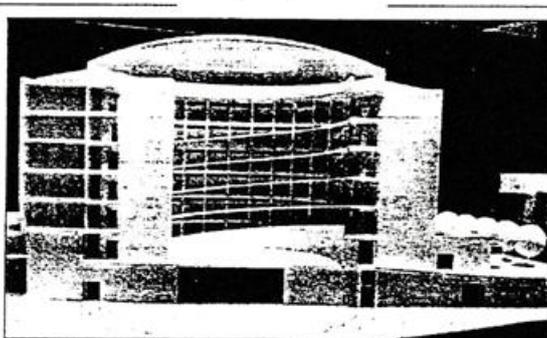
Falta de previsió

El conseller d'Educació, Cultura i Joventut ha explicat que el problema de la massificació escolar dels centres actuals a Andorra es deriva d'una falta de previsió del creixement progressiu dels alumnes. I ha afegit que a cause de la importància que el flux migratori té al país, es fa realment difícil poder fer càlculs que permetin una planificació a llarg termini de les necessitats escolars del Principat.



Josep Dalleres, conseller d'Educació, Cultura i Joventut.

FOTOS: TEO-ARCA/S&P



Un nou centre pluridisciplinar d'ensenyament

El projecte tècnic definitiu presenta modificacions respecte al dissenyat inicialment, pel que fa a la destinació final de les seves dependències. El primer projecte concebia una macroescola amb capacitat per a uns 1.600 alumnes; el conseller, Josep Dalleres, mestre de professió, ha explicat els problemes de deshumanització de l'ensenyament que comporta la concentració d'estudiants tan alta. Es conseqüència es va optar per donar a l'edifici una funció polivalent, sense oblidar el seu primer objectiu, que és el de solucionar el problema de congestió escolar que té

l'escola en general, i especialment el centre de Ciutat de Valls d'Andorra la Vella.

A les plantes superiors de l'edifici s'instal·laran diversos serveis de la conselleria d'Educació, Cultura i Joventut. Una planta sencera estarà dedicada als arxius nacionals, que podran quedar-hi definitivament. El Centre de formació andorrana de professorat i l'Escola de formació d'adults també han d'aparcar en aquest modern centre de forma circular. L'edifici sol ocupa 6.523 m² i un cop realitzada la xarxa viària d'Andorra la Vella l'edifici quedarà totalment comunicat.

El problema de la massificació escolar al país és general

Llevar de les parròquies de Canillo, Ordino i Sant Julià de Lòria, sobretot aquesta última, les quals, segons el conseller d'Educació, Cultura i Joventut, Josep Dalleres, tenen resolt el tema d'espai escolar, el problema de la massificació dels alumnes a Andorra és força important.

Actualment aquesta conselleria, juntament amb la de Serveis Públics, té en diferents fases d'execució, projectes per dotar el país de més places escolars.

En fase final hi ha el projecte d'ampliació del centre escolar del Pas de la Casa, la construcció de l'edifici polivalent de Santa Coloma i les escoles de la parròquia d'Escaldes-Engordany.

Josep Dalleres ha qualificat d'extrema urgència l'adequació a Encamp dels locals de l'antiga biblioteca comunal per a ús de l'escola i el cas de la Massana, on és prevista la cobertura d'un pati de l'escola que possibi-

larà la construcció d'algunes aules més.

Les previsions de l'administració central és que aquests projectes puguin ser acabats el primer trimestre de l'any vinent.

L'escola del carrer Ciutat de Valls d'Andorra la Vella guanyarà un 15% més de superfície després de les obres d'adequació del pati que el Govern té previstes. Més greu encara és el problema que té la secció maternal d'aquesta escola, la qual un cop es pugui realitzar l'ampliació projectada, triplicarà l'espai.

Les escoles Sagrada Família d'Escaldes-Engordany i de la parròquia d'Ordino també milloraran les seves condicions un cop es cobreixin els patis.

Projectes a més llarg termini són els que es preveuen per la Massana i la Margineda, on el Govern ha comprat uns terrenys destinats a la construcció de centres escolars.

6 - "Andorra ultima el conveni d'educació amb França", Diari d'Andorra, Andorra la Vella, 28/01/1993.

El conseller Dalleres ha estat negociant aquesta setmana els termes del que serà el primer conveni amb França sobre educació. Aquesta negociació es produeix pocs dies després de la signatura del conveni amb Espanya

Andorra ultima el conveni d'educació amb França

■ El Govern fa públics els grans trets d'aquest conveni després de parlar-ne en consell

M.C.O.
ANDORRA LA VELLA

El conveni d'educació amb França ja està gairebé esbósat. El conseller Dalleres es va reafirmar ahir, en declaracions a diversos mitjans de comunicació, que pot quedar totalment negociat en poc més d'un mes i mig, és a dir, durant el mes de març, una vegada quedin superades les divergències que hi ha en alguns punts, com l'ensenyament de matemàtiques sobre Andorra i l'acoblament i l'aplicació del calendari escolar.

El Govern va fer públic ahir un comunicat de premsa en el qual s'expliquen els grans trets del document, poc després que el mateix conseller hagués informat del resultat de les últimes negociacions al ple de l'executiu. Aquestes negociacions es van fer entre dilluns i dimarts passat a París, on van anar Josep Dalleres, el conseller d'Educació, i Roser Bastida, la directora d'educació.

Una vegada s'hagi aconseguit acabar i signar el conveni, s'obrirà una fórmula de coordinació i igualació dels tres sistemes educatius que hi ha a Andorra, una de les línies marcades per la conselleria, i s'eliminarà un gran nombre de desajustos entre ells pel que fa a l'organització i al seu funcionament actuals.

Dificultats de negociació

El text del conveni, segons diu el comunicat, es dividirà en quatre grans apartats: les disposicions d'ordre general, l'àmbit pedagògic, les estructures administratives i les disposicions diverses.

En el primer punt es farà referència a l'ortofinanciació del sistema educatiu francès a Andorra, a la infraestructura i al personal; en el segon es tractarà dels aspectes purament acadèmics; en el tercer de l'organització administrativa, i finalment, en l'últim apartat, es definiran les equivalències entre els sistemes educatius andorrà i francès.

Dalleres, com ja va declarar al Diari fa un parell de setmanes amb motiu de la signatura del conveni amb Espanya, considera que la dificultat de la negociació serà, en aquest cas, de categoria diferent de la que es va trobar en la negociació amb Espanya.

Hi ha punts que no suposen cap mena de conflictivitat, com ara la cessió de terrenys, que ja es va fer l'any 1972 per a la construcció del Lycée, o la posibilitat que els treballadors dels centres francesos puguin ser andorranos, que ja es preveu en el decret del copríncep francès de l'any 82.

N'hi ha d'altres, però, que sí que representen dificultats; és el cas de la coordinació del calendari escolar i els horaris, o bé els programes escolars sobre temari andorrà i la necessitat que siguin aplicats més estrictament.

Una vella demanda

Sobre aquest punt, el conseller Josep Dalleres va especificar ahir en declaracions fetes a Ràdio Andorra que aquesta és "una demanda feta ja l'any 1990 de manera formal al copríncep", i va afegir que és un tema sobre el qual s'estan estudiant propostes des de les dues parts, i es reconeixen que aquest era "un dels temes espinosos" de l'actual negociació amb París.

Aquesta es, segons fonts de la conselleria, una de les dificultats que poden costar més de superar. Amb tot, es fa una valoració positiva de l'estat de les negociacions sobre aquest aspecte. França es mostra d'acord a donar més importància a aquest currículum andorrà, però encara no s'ha arribat a especificar en quins termes s'haurà d'aplicar en el marc de la resta d'estudis.

Malgrat les dificultats en aquests aspectes puntuals, el conveni amb França mantindrà certes similituds formals amb el ja signat amb Espanya, ja que els negociadors andorranos han mantingut un mateix objectiu amb el qual es volen igualar els tres sistemes educatius: el francès, l'espanyol i l'andorrà.

Calendari de trobades

La negociació continuarà endavant en properes reunions amb els representants del ministeri francès d'Educació, malgrat que encara no se'n coneixen les dates.

Les dues parts negociadores hauran de buscar una concòrdia en les seves respectives agendes, tot i que per part dels francesos hi ha algunes dificultats degudes a la campanya electoral, tal com va assenyalar ahir Dalleres.

En la reunió mantinguda a París dilluns i dimarts es va avançar, però, de manera important.



Josep Dalleres, conseller d'Educació, va anar a París amb la directora d'educació, Roser Bastida.

Una negociació amb certs avantatges

Aquest que s'està negociant serà el primer conveni d'educació amb França. Actualment, les relacions sobre aquest tema estan regulades per un decret del copríncep francès del 25 de gener de 1982. Dos anys abans s'havia creat, per decret, el Lycée Comte de Foix.

Segons aquest decret, les escoles franceses i el Lycée estan sota el control del rector del districte universitari de Montpellier, el personal de nacionalitat andorrana té prioritat en la cobertura dels llocs vacants, ja sigui personal docent o no.

Un dels punts que aleshores quedaven previstos eren l'ensenyament de temes sobre geografia, història i institucions andorranes. Segons diu

l'article 7 del decret, els programes escolars han de ser aplicats dins dels establers i homologats per França, adaptats a una doble necessitat: tenir en compte la necessitat de l'aprenentatge de la llengua francesa per als infants de les Valls, i la d'inserir dins dels horaris de classe un espai destinat a l'ensenyament de la llengua catalana, "la instrucció civica, la història i la geografia locals, és a dir, els elements de la cultura andorrana i del coneixement de l'entorn natural" dins el qual han nascut els alumnes.

L'aplicació d'aquest article s'ha fet de manera dispa. Els representants andorranos demanen que se segueixi d'una manera més àmplia que el que es farà.

Andorre

Une convention franco-andorrane

C'est le vendredi 19 mars qu'a été signée, à Paris, la convention franco-andorrane sur l'enseignement.

La délégation de la Principauté était composée du chef du gouvernement Oscar Ribas ; du ministre de l'Education, de la Culture et de la Jeunesse, Josep Dalleres ; du secrétaire général du gouvernement Jordi Cinca ; du secrétaire général technique chargé des relations avec la communauté Antoni Armengol ; et de la directrice de l'éducation, Mme Roser Bastida.

La convention a été signée, du côté français, par Jack Lang, ministre de l'Education Nationale et de la Culture, et par Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la Francophonie et aux Relations culturelles extérieures ; ont contresigné, du côté andorran, le ministre Josep Dalleres et le secrétaire général technique Antoni Armengol.

La convention, qui a été négociée au cours de ces derniers mois, a pour but de régulariser l'action éducative

française en Principauté. Elle comprend un préambule et dix-neuf articles, répartis en quatre chapitres.

On peut mettre en exergue les trois points suivants :

1. - la nécessité d'établir une entente entre les gouvernements français et andorran en ce qui concerne l'ouverture ou la fermeture d'établissements scolaires français sur le territoire des Vallées.

2. - la consolidation de l'enseignement de la langue catalane, ainsi que de la géographie, l'histoire et les institutions d'Andorre. L'enseignement de ces matières formera une partie du développement du curriculum scolaire et sera sanctionné par l'obtention de diplômes français.

3. - la création d'une commission mixte franco-andorrane pour l'enseignement à caractère intergouvernemental, commission qui examinera et prendra les décisions sur les grandes lignes de la politique d'enseignement des établissements scolaires français en Principauté.

8 - Texte de la convention franco-andorrane sur les établissements français d'enseignement en Andorre. Mars 1993 (page 1 sur 7)

El Govern del Principat d'Andorra i el Govern de la República Francesa,

Considerant, d'una part, el seu interès pel manteniment d'un ensenyament de qualitat impartit pels centres docents francesos al Principat i, d'altra part, la seva voluntat d'enfortir l'estudi de la llengua i civilització andorrana, fonament de la identitat andorrana,

Considerant que aquests centres docents contribueixen, des de la seva creació, a assegurar una obra de servei públic a Andorra,

Desitjant assegurar al personal docent, tant francès com andorrà, un estatut que garanteixi els seus drets i precisi les seves obligacions, i dotar-los dels mitjans materials i pedagògics indispensables per a l'assoliment de les seves funcions,

Estableixen el que segueix:

TITOL I: DISPOSICIONS GENERALS

Article 1r

Els centres docents d'ensenyament francès al Principat d'Andorra contribueixen al desenvolupament de l'educació al Principat, assegurant un ensenyament francès de qualitat dins el respecte de la identitat andorrana.

Asseguren el seu ensenyament d'acord amb els principis de gratuïtat i obligació vigents en els centres escolars públics a França.

Article 2n

Aquests centres docents es componen de:

- les escoles franceses, maternals i primàries, que estan situades a les parròquies;
- un centre docent que es compon d'un *collège*, un liceu professional i un liceu que es denomina liceu Comte de Foix.

Article 3r

La creació o el tancament de centres docents es decideix de comú acord entre ambdós Governos, prèvia consulta de la Comissió Mixta, creada en l'article 13 del present Conveni.

Article 4t

Per assegurar la seva missió, els centres d'ensenyament francès del Principat d'Andorra convoquen totes les categories de personal de l'ensenyament públic que depenen del Ministeri francès de l'Educació Nacional, siguin de nacionalitat francesa o andorrana.

Els uns i els altres han de complir, per desenvolupar les seves funcions, les condicions exigides per exercir en els centres docents homòlegs de França; especialment, han de posseir els títols francesos requerits.

8 - Texte de la convention franco-andorrane sur les établissements français d'enseignement en Andorre. Mars 1993 (page 2 sur 7)

Article 5è

El personal anteriorment esmentat queda sotmès a la reglamentació estatutària que el regeix; de manera especial, pel que fa als nomenaments, els trasllats i la gestió de les carreres, sota reserva de les disposicions específiques fixades a l'article 6è, citat a continuació.

Article 6è

El personal de nacionalitat andorrana es beneficia d'una prioritat a l'hora de ser nomenat:

-a les places vacants en els centres docents d'ensenyament francès a Andorra en el seu primer nomenament al Principat;

-a les funcions de direcció de les escoles maternals i primàries, sempre que compleixi les condicions fixades a l'annex I, i en el límit màxim de la meitat de les places de direcció.

El nomenament del *proviseur* del liceu Comte de Foix així com el dels seus adjunts es regeix per la mateixa reglamentació que la vigent en els centres docents públics de l'ensenyament francès. Prèviament, aquests nomenaments són comunicats a les Autoritats andorranes.

Article 7è

El personal dels centres docents -al·ludit a l'article 4t- continua a càrrec del pressupost de l'Estat francès mitjançant el Ministeri encarregat de l'Educació.

Per a l'ensenyament de la llengua catalana, la geografia, la història i les institucions d'Andorra, el Govern andorrà posa a disposició dels centres docents els ensenyants necessaris, dels quals se'n fa càrrec i vetlla per la qualificació.

Aquests ensenyants estan sota l'autoritat dels directors dels centres. Les modalitats del seu seguiment pedagògic són determinades per la Comissió Mixta.

Article 8è

El Govern andorrà posa a disposició del Govern francès els locals de les escoles maternals i primàries i n'assegura el seu manteniment.

La participació de les Autoritats andorranes a les despeses de funcionament dels centres docents serà objecte d'un intercanvi de cartes amb el Govern francès.

Les despeses de manteniment i equipament del liceu Comte de Foix, implantat en un terreny cedit pel Consell General, l'any 1971, van a càrrec del Ministeri francès de l'Educació Nacional.

El Govern andorrà pot participar en les despeses de funcionament d'aquest centre. En aquest cas, s'han de presentar els justificants corresponents a l'import atorgat.

En unes condicions fixades prèviament, les Autoritats andorranes, d'acord amb el *Délegué à l'enseignement*, poden facilitar, als centres docents, la utilització d'altres locals. De la mateixa manera, els locals del liceu Comte de Foix poden ser posats a disposició de les Autoritats andorranes.

8 - Texte de la convention franco-andorrane sur les établissements français d'enseignement en Andorre. Mars 1993 (page 3 sur 7)

El fet de posar a disposició uns locals no contreu els centres docents a recórrer a un personal aliè al seu.

Article 9è

El servei sanitari i social escolar del Govern andorrà s'encarrega de la visita mèdica anual adreçada als alumnes dels centres docents i del suport corresponent.

Aquest servei treballa en estreta col·laboració amb el *Délegué à l'enseignement*.

TITOL II: AMBIT PEDAGOGIC

Article 10è

Els centres d'ensenyament francès al Principat d'Andorra asseguren un ensenyament conforme al dels centres docents públics de la República Francesa.

Aquest ensenyament és sancionat per diplomes francesos.

Article 11è

Tanmateix, per tal de consolidar l'ensenyament de la llengua catalana, la geografia, la història i les institucions d'Andorra, l'ensenyament és objecte, en aquestes matèries, de les adequacions següents:

-l'ensenyament de la llengua catalana -l'aprenentatge de la qual comença a l'escola maternal i s'aprofundeix a l'escola primària- rep l'estatut de *première langue vivante* en els diferents cicles del liceu Comte de Foix. En aquest sentit, els programes i els continguts pedagògics, elaborats pel Govern andorrà, són lliurats, per al seu beneplàcit, al Ministeri francès de l'Educació Nacional.

-aquest ensenyament forma part, en la seva totalitat, del desenvolupament del currículum escolar, i és sancionat per a l'obtenció de diplomes francesos.

Els horaris de l'ensenyament de la llengua catalana, la geografia, la història i les institucions d'Andorra es precisen en l'annex II.

TITOL III: ESTRUCTURES ADMINISTRATIVES

Article 12è

Un funcionari, delegat d'ensenyament, dependent del Ministre francès encarregat de l'Educació és nomenat al Principat d'Andorra. És l'interlocutor de les Autoritats andorranes per a totes les qüestions relatives al sistema educatiu francès a Andorra. És l'interlocutor dels serveis competents del Ministeri de l'Educació Nacional per a la gestió dels mitjans necessaris.

8 - Texte de la convention franco-andorrane sur les établissements français d'enseignement en Andorre. Mars 1993 (page 4 sur 7)

Article 13è

Es crea una Comissió Mixta franco-andorrana per a l'ensenyament.

Aquesta comissió, de caràcter intergovernamental, es constitueix en formació plenària o en formació especialitzada.

En formació plenària, la comissió té per missió examinar les grans línies de la política d'ensenyament dels centres docents francesos i prendre decisions sobre totes aquelles qüestions importants en aquest àmbit.

Es reuneix almenys una vegada a l'any alternativament a París i a Andorra, i és presidida segons el lloc de reunió pel Ministre francès encarregat de l'Educació o pel Ministre del Govern d'Andorra encarregat de l'Educació.

En formació especialitzada, la Comissió Mixta franco-andorrana té seu al Principat d'Andorra i s'encarrega bàsicament de:

-vetllar per l'aplicació i el seguiment de les decisions preses per la formació plenària de la comissió;

-tractar de qüestions que interessin les dues parts, com ara: transport escolar, salut escolar, infraestructures, material pedagògic, calendari de l'any escolar, activitats esportives, beques, així com la restauració escolar i el personal no-docent de les escoles;

-vetllar per la bona aplicació de les disposicions adoptades en tot allò que concerneix l'ensenyament de les matèries que depenen de la competència de les Autoritats andorranes.

La comissió és informada de les candidatures, d'una part, del personal proposat pel Ministeri francès encarregat de l'Educació i, d'altra, del personal que el Govern andorrà posa a disposició dels centres docents francesos per tal d'assegurar l'ensenyament de la llengua catalana, la geografia, la història i les institucions d'Andorra.

Article 14è

Per analogia al sistema existent als centres docents escolars francesos es crea un consell d'escola per a cada una de les escoles franceses i un consell d'administració per al liceu Comte de Foix, que permeten la participació de tots els components de la comunicat educativa.

Els consells consultius de les escoles i del liceu es mantenen vigents fins a l'inici del mandat dels membres dels consells d'escola i del consell d'administració del liceu.

TITOL IV: DISPOSICIONS DIVERSES

Article 15è

Les dues parts es comprometen a estudiar l'establiment d'equivalències entre els ensenyaments impartits en els sistemes educatius francès i andorrà.

Article 16è

El sistema educatiu francès es beneficia dels avantatges atorgats als altres sistemes educatius sota reserva d'adaptacions específiques.

8 - Texte de la convention franco-andorrane sur les établissements français d'enseignement en Andorre. Mars 1993 (page 5 sur 7)

Article 17è

A comptar del seu nomenament, el personal francès i la seva família (infants i cònjuge) es beneficien d'una autorització de residència vàlida d'acord amb la durada del seu nomenament a Andorra.

Article 18è

El dret sindical és reconegut al personal francès designat al Principat d'Andorra dins el respecte de les disposicions constitucionals i legislatives vigents a Andorra.

Article 19è

El present Conveni entra en vigor un mes després de la seva signatura. En aquesta data, substitueix totes les disposicions vigents en la matèria, que són abrogades.

El Conveni s'estableix per una durada de deu anys. Les dues parts podran demanar-ne la modificació amb un preavís de dos anys.

Fet a París, el 19 de març de 1993, en dos exemplars, cada un en llengua catalana i en llengua francesa, ambdós textos donen fe que el contingut és el mateix.

Pel Govern del
Principat d'Andorra

El Conseller d'Educació,
Cultura i Joventut

Josep DALLERES CODINA

El Secretari General
Tècnic de les Relacions
amb la CE

Antoni ARMENGOL ALEIX

Pel Govern de la
República francesa

El Ministre d'Estat,
Ministre de l'Educació
Nacional i de la Cultura

Jack LANG

El Secretari d'Estat de
la Francofonia i de les
Relacions Culturals
Exteriors

Catherine TASCA

8 - Texte de la convention franco-andorrane sur les établissements français d'enseignement en Andorre. Mars 1993 (page 6 sur 7)

ANNEX I

Una Comissió nacional de nomenament del personal de l'Educació Nacional a Andorra, vinculada al Ministeri francès encarregat de l'Educació, examina les candidatures del personal que sol·licita plaça a Andorra.

Per a les operacions de trasllats de 1993, aquesta Comissió es constitueix d'acord amb les disposicions previstes pel decret núm. 82.402 del 7 de maig de 1982 i per la reglamentació emanada de la seva aplicació.

* * * * *

Els candidats a les funcions de direcció de les escoles maternals i primàries, o bé han d'ocupar funcions de direcció d'escola a Andorra o bé han d'estar inscrits a la llista d'aptitud per al càrrec de director d'escola, establerta per a Andorra. Els candidats andorrans es beneficien de la prioritat prevista a l'article 6è del Conveni.

El nomenament dels directors d'escola s'efectua segons les disposicions següents:

Per a les escoles de 5 classes i més, els candidats han de justificar una antiguitat d'exercici a Andorra com a mínim de 5 anys i haver assolit l'11è grau del cos de mestres o el 8è grau del de professors d'escola.

Per a les escoles de menys de 5 classes i per a les escoles de 5 classes i més, en presència de diverses candidatures andorranes o en absència de candidatures andorranes que compleixin les condicions suara esmentades, la tria dels candidats s'efectua tenint en compte els elements següents:

1) Antiguitat general de serveis: 1 punt per any i 1/12 punt per mes.

2) Durada d'exercici a Andorra:

.de 0 a 5 anys = 0 punts	} màxim 12,5 punts
.de 6 a 10 anys = 1 punt per any	
.d'11 a 15 anys = 1,5 punt per any	

3) Funcions de direcció a Andorra:

.5 classes i més = 1 punt per any	} màxim 10 anys els millors anys són presos en consideració.
.menys de 5 classes = 1/2 punt per any	

Les disposicions de l'article 6è del Conveni i les del present annex s'apliquen a les operacions de nomenament de l'inici del curs de l'any 1993.

8 - Texte de la convention franco-andorrane sur les établissements français d'enseignement en Andorre. Mars 1993 (page 7 sur 7)

ANNEX II

ENSENYAMENT DE LA LLENGUA CATALANA, LA GEOGRAFIA, LA HISTÒRIA I LES INSTITUCIONS D'ANDORRA EN ELS CENTRES DOCENTS D'ENSENYAMENT FRANCÈS A ANDORRA

ENSENYAMENT PRIMARI

Horaris setmanals

Maternal:

3 hores d'ensenyament de llengua catalana als nivells mitjà i gran

Primari:

4 hores d'ensenyament de llengua catalana, de les quals 1 hora és presa de l'horari del tercer grup de matèries

COLLEGE-LICEU

Per al conjunt dels ensenyaments de la *6ème* a la *terminale*, els horaris aplicables són els vigents en els centres públics d'ensenyament, homòlegs de França. Tanmateix,

al college:

Els alumnes del liceu Comte de Foix, de la *6ème* a la *3ème*, estudien obligatòriament el Català com a *langue vivante I*. Poden, endemés, escollir una segona *langue vivante I*.

A *6ème* i a *5ème*, els horaris s'incrementen d'una hora per a l'ensenyament de la història, la geografia i les institucions d'Andorra.

Les famílies que porten menys de 5 anys de residència a Andorra, a la data d'inscripció dels seus fills a *6ème*, poden no cursar el Català com a *langue vivante I*. Aquests alumnes segueixen, llavors, un ensenyament obligatori de 2 hores de llengua catalana, història, geografia i institucions d'Andorra.

Al liceu:

Els alumnes del liceu Comte de Foix, de la *seconde* a la *terminale* poden estudiar el Català com a *langue vivante I, II ou III*. Aquest ensenyament és sancionat al *baccalauréat*.

Per a aquests alumnes, de la *seconde* a la *terminale*, l'ensenyament de la història, la geografia i les institucions d'Andorra és objecte d'un seminari trimestral.

Els altres alumnes segueixen un ensenyament obligatori de 2 hores de llengua catalana, història, geografia i institucions d'Andorra.

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

4.5 - La radio et la télévision

Documents:

1 - "*Sud Radio (ex-Andorradio)*", article de Frank Tenot, *Poble Andorrà*, Andorra la Vella, 17/06/1978.

2 - "*Converses SOFIRAD-Sindicatura. Radio les Valls torna a Andorra - d'aquí a tres mesos es radiarà de nou des del Principat - tot el personal és reintegrat. A les vigílies de la vinguda de Giscard d'Estaing Andorra fa de la ràdio un afer nacional.*", articles de Joana Viusà et de René Mauriès, *Poble Andorrà*, Andorra la Vella, 17/06/1978.

3 - "*Le Monde*" *La guerra de les ones a Andorra*", article de Léo Palacio, *Poble Andorrà*, Andorra la Vella, 17/06/1978.

4 - *Acord du Consell General annulant les concessions de radiodiffusion en Andorre*, 02/04/1981.

5 - "*Enquête. L'Andorre en marche. II.- Le casse-tête juridique de Radio-Andorre.*", article de Georges-Henry Gourier, *L'Indépendant*, Perpignan, 04/03/1981.

6 - "*Enquête. L'Andorre en marche. III.- Sud-Radio dans le créneau sudiste.*", article de Georges-Henry Gourier, *L'Indépendant*, Perpignan, 05/03/1981.

7 - "*Andorre. L'affaire des radios. Précisions communes des Co-Princes. Le conseil général décide la fermeture immédiate et définitive des deux stations de radio.*", *L'Indépendant*, Perpignan, 06/11/1981.

8 - *Llei de radiodifusió i televisió*, 12/10/1989, *Diari Oficial*, Andorra la Vella, 30/10/1989.

9 - "*Els programes seran íntegrament en català. Andorra tindrà ràdio i televisió pública el pròxim 8 de setembre. Les emissions continuades es faran al gener.*", article d'Anna Gómez, *Avui*, Barcelone, 17/03/1990.

10 - "*La primera fase comptarà amb més programes fets per l'ens que adquirits. La televisió andorrana apostarà pels espais de producció pròpia. Es pretindrà captar la realitat social d'Andorra.*", article d'Òscar Montferrer, *Avui*, Barcelone, 24/05/1990.

Documents annexes 4.5 : LA RADIO ET LA TÉLÉVISION

1 - "*Sud Radio (ex-Andorradio)*", article de Frank Tenot, *Poble Andorrà*, Andorra la Vella, 17/06/1978.

SUD RADIO (EX-ANDORRADIO)

Desitjos de fer callar Ràdio Andorra, cosa que no pogué aconseguir per la via jurídica i les empatalades, el govern francès mira de fer-li la competència, implantant una altra emissora andorrana controlada per la Sofirad. En 1951, arriba al Principat material fornit per Ràdio Monte-Carlo, material que és instal·lat en un xalet que pertany a Estanislau Puiggrós.

França n'adquirí la concessió que aquest tenia, però que ja havia cedit a Jacques Trémoulet... Tanmateix, en desembre de 1951, el Consell de les Valles ordena que cessin els treballs i que es desmuntin les instal·lacions tan exteriors com interiors. En 1952, l'Assemblea General del poble andorrà decidí segrestar el material tramés per la Sofirad. La batalla d'Andorradio.

A partir de 1954, l'estació comença a fer algunes proves,

discretament, sobre una longitud d'ones de 287 metres, però el primer emissor no és gaire audible en la regió, puix que estava ma situat. Malgrat tot, Jacques Soustelle, ministre d'informació, a partir del 1958 masida per tots els mitjans contrarestar la influència de «La Dépêche du Midi», i a restar recursos publicitaris a aqueix diari i a Ràdio Andorra. S'accentuen les pressions sobre Espanya. Si en 1958, Antoine Pinyal nega crèdits per a una nova emissora, i si Ràdio Monte-Carlo es nega igualment a donar-li material, Jacques Soustelle fa desmuntar emissores d'Alger per tal de posar en servei una emissora potent. El 18 de setembre de 1958, a mitja dia, Andorradio comença a funcionar regularment. La Sofirad proposa a la premsa del Sud-est una participació en el capital de la Societat. Tots els diaris s'hi neguen.

Una mitja victòria

En 1961, un acord entre els coprínceps legalitza la presència de les dues emissores. Andorradio s'anomena, aleshores, Ràdio de les Valls. Un nou emissor Thomson Houston de 900 quilovats és posat en servei en 1964 al cim del pic Blanc. Les seves antenes esian situades a 2.650 metres d'altura. És el més alt d'Europa. Es comunica per cable i per via heretiana amb els dos estudis centrals d'Andorra la Vella i de Tolosa. Des del 15 de juliol de 1964 al 8 de novembre de 1965, els programes i la publicitat van junts amb els de Ràdio Monte-Carlo. A partir de 1966, l'estació s'anuncia com a Sud - Ràdio, i el seu capital el detenta la Sofirad. Successivament, en foren directors Estanislau Puiggrós (1958), M. Hémeret, Christian Delepine (1963), Henri

Dolbois (1965), Jean-Christophe Barbé i Jean-Louis Herbette (1971). En 1977, René Duval hi és nomenat director d'informació i de programes i Thierry Bernana, redactor en cap a Tolosa. Els programes ja són a l'estil dels d'Europa número 1: molts discos presentats per programadors joves i dinàmics, molts «hit-parades», emissions per a adolescents (Frank), sessions de vacances (Christian Dauriac). La vida regional hi té un lloc de privilegi gràcies a la xarxa de corresponals locals. Tot el que toca a l'activitat del «Midi», hi és emès en directe. La zona de difusió abasta 22 departaments situats entre l'Atlàntic i la Mediterrània al sud del Massís Central. La publicitat és a compte d'informació et Publicités (filial d'Havas), que administra igualment Ràdio Luxemburg. Sud-Ràdio és el

fruit d'un esforç enorme de bloqueig de la Sofirad i de la seva tennicitat. La instal·lació de l'emissor del pic Blanc va costar 12 milions de francs. Tanmateix, l'objectiu de la Sofirad de reemplaçar Ràdio Andorra per una estació controlada en el 100 per cent pel govern francès no va ser assolit només que en una petita part. Malgrat els grans mitjans i, principalment, la utilització per la Sofirad de les distribucions dels beneficis d'Europa número 1, Sud-Ràdio no ha superat Ràdio Andorra. Això no obstant, en 1976, la xifra corresponent a publicitat de Sud-Ràdio ultrapassava els 15 milions contra els 3,5 de Ràdio Andorra.

FRANK TENOT

(Ràdios privades, ràdios pirates)

2 - "Converses SOFIRAD-Sindicatura. Radio les Valls torna a Andorra - d'aquí a tres mesos es radiarà de nou des del Principat - tot el personal és reintegrat. A les vigílies de la vinguda de Giscard d'Estaing Andorra fa de la ràdio un afer nacional.", articles de Joana Viusà et de René Mauriès, *Poble Andorrà*, Andorra la Vella, 17/06/1978.

CONVERSES SOFIRAD - SINDICATURA

RADIO LES VALLS TORNA A ANDORRA

— d'aquí a tres mesos es radiarà de nou des del Principat
— tot el personal és reintegrat

Es ben cert allò que diu el nostre col·lega de la *Dépêche du Midi*: L'afer de les ràdios esdevé cada dia més clarament un assumpte estatalitzador de les aspiracions nacionals andorranes. L'aspiració a autogovernar-se, al control de la infraestructura econòmica, social i cultural, s'ha vingut a empetar sobre l'assumpte de la Ràdio perquè aquesta ha entrat en crisi en aquest precís moment i que constitueix, amb correus i les escoles, tal com ho remarca molt bé el bisbe Coprincep, un dels punts sensibles del despertar nacional andorrà.

A França la premsa ha copsat immediatament aquesta especial crispació i n'ha parlat a columna seguida. No oblidem també que, a més de sentir la pregonera importància d'aquest afer en la situació actual, la determinació andorrana davant del problema de la renovació de les concessions; fa perillar enormes interessos francesos en particular per a la SOFIRAD, per Ràdio les Valls Interpostada) interessos que no solament són econòmics sinó també i potser sobretot polítics. No en va s'ha desplaçat especialment, a petició del Consell de la Vall, el mateix President de la SOFIRAD, Sr. Gouillon-Beauchamps, per a discutir amb Sindicatura d'aquest enterbolit assumpte de Ràdio les Valls.

D'aquestes converses, poca cosa n'hem pogut saber, car la informació de la premsa és una cosa desconeguda a nivell d'administració andorrana i si se'n filtra alguna cosa sempre ho hem d'agafar amb pinces puix que no n'hem estat degudament informats per una veu autoritzada. Sembla, doncs, que en el curs d'aquestes converses, Sindicatura hauria obtingut que Ràdio les Valls tornés a radiar tots els programes des d'Andorra.

També hom afirma que tot el personal prèviament acomiadat ha estat reintegrat. Els serveis de publicitat són els primers que han de tornar al cas, seguits dels serveis de programació. Tot plegat, sembla que, d'aquí tres mesos, Ràdio les Valls estarà en condicions per a tornar a radiar a «ple program» des d'Andorra. Si aquesta notícia es confirma, només diem una paraula: PER QUE?

PER QUE «Sud-Ràdio», després d'un costós trasllat a Tolosa, d'una contractació massiva (vuitanta persones) ha fet marxa enrera reintegrant el personal acomiadat ací i retornant tots els serveis? Quines han estat les condicions?

Jona VIUSA I GALI

faltar a primer fila, les antenes de les ràdios instal·lades a Andorra, o sigui «Ràdio Andorra» i «Sud-Ràdio».

Hom considera allí que la solució d'aquest problema no és possible fora del marc nacional. Ja vam encetar aquesta qüestió arran del proper renovament dels acords passats en 1961 entre el Consell de les Valls d'Andorra i els interessats, així com per raó del mal·estar social creat per trasllats d'activitats i acomiadaments a «Sud Ràdio» («La Dépêche-Magazine» del 10 de setembre). I el Sr Jean-Louis Horbette, director general d'aquesta estació ens presentava el seu pla. Ja antic, que consistia en un repartiment de les zones de difusió —una ràdio vers Espanya, l'altra vers França— i la creació d'una «Ràdio de les Valls» en modulació de freqüència, essencialment andorrana i catalana.

RADIO ANDORRA FAVORABLE A UN TRASPAS NACIONAL

No obstant això, veïdram sentir-se satisfets els andorrans amb una petita emissora local oferta per l'un o per l'altre de llurs concessionaris? Per a Jean Delvigne, president de «Radio Andorra» i Gilles Marques, director general, el Consell de les Valls no necessita ningú per a dotar-se d'instal·lacions radiofòniques d'aquest tipus i fins i tot de televisió. Consideren normal que un Estat mo-

(Continua a la pàg. 11)

Per altra banda, ens farem àmpliament ressò de les informacions del corresponent de la «Dépêche du Midi» a Andorra, René Mauriès, que en un article molt ben documentat i que reproduïm a continuació, afirma que «els responsables de «Ràdio Andorra» se sentien disposats a discutir, si cal, molt abans del termini de llur concessió, un trasllat a l'Estat Andorrà...»

A les vigílies de la vinguda de GISCARD D'ESTAING ANDORRA FA DE LA RADIO UN AFER NACIONAL

Per RENE MAURIES

Amb la propera vinguda a Andorra de Valéry Giscard d'Estaing i de la primeríssima trobada, en llur feu, dels dos coprincesps, el francès i l'episcopal, Mons. Martí Alanís, bisbe d'Urgell, l'esdeveniment afirma, per la voluntat dels andorrans, el seu caràcter realment històric. Temps enrera vam evocar «La Dépêche du Midi» dels 9, 9 i 12 de setembre) llur convenciment raonat que el moment era arribat, en aquest setè centenari de llurs institucions, d'establir ben bé llur caràcter excepcional per al retorn a la personalització original de llurs relacions d'Estat modern, amb tot el que representa d'evolució en tots els rams.

En aquest marc d'avenir, treuen el cap, i no hi podien

convenciment raonat que el moment era arribat, en aquest setè centenari de llurs institucions, d'establir ben bé llur caràcter excepcional per al retorn a la personalització original de llurs relacions d'Estat modern, amb tot el que representa d'evolució en tots els rams.

En aquest marc d'avenir, treuen el cap, i no hi podien

2 - "Converses SOFIRAD-Sindicatura. Radio les Valls torna a Andorra - d'aquí a tres mesos es radiarà de nou des del Principat - tot el personal és reintegrat. A les vigílies de la vinguda de Giscard d'Estaing Andorra fa de la ràdio un afer nacional.", articles de Joana Viusà et de René Mauriès, *Poble Andorrà*, Andorra la Vella, 17/06/1978 (suite)

(Ve de la pàg. 10)

dern vulgui controlar la seva radiodifusió i es diuen disposats, per llur banda, a retre llur plena contribució i a emprendre un procés de traspàs de llurs instal·lacions a les autoritats andorranes, fins i tot abans d'acabar-se llur concessió. D'aquesta manera, volen fer palesar que la situació de «Ràdio Andorra» difereix molt sensiblement de la de «Sud-Ràdio». «Ràdio Andorra» es beneficia d'una concessió acordada el 1935 per trenta anys a una ciutadà andorrà. Bonaventura Vila Ribes, els drets del qual foren cedits l'any següent pels seus hereus a Jacques Trémoulet, fundador de Ràdio Toulouse». Més tard, l'any 1937, el Consell de les Valls doblà la durada de la concessió, la qual finalitzarà l'any 1985. I un ministre francès, el botès Anatole de Monzie, si no m'erro, va inaugurar l'emissora l'any 1939. Actualment pertany als hereus del Sr. Trémoulet: la seva vídua, Sra. Georgette Trémoulet i la seva filla Sra. Guy Comminges. «Ràdio Andorra» no se sent per tant gens concernida pels acords del 1961, sobretot que no foren mai validats, com tothom sap, pels dos coprínceps, i que, a més a més, foren signats en nom seu per una tal societat «Eiras», creada per les necessitats del moment per l'administració espanyola en virtut d'un contracte que, d'aleshores ençà, s'ha revelat nul de dret. Per tant, pel president Jean Delvigne, hi ha d'una banda, «Sud Ràdio», propietat de la Sofirad, per

tant de l'Estat francès i la seva preocupació és obtenir el manteniment de la seva antena emissora en territori andorrà després del termini de la seva concessió el 1981). De l'altra, «Ràdio Andorra» empresa andorrana, que funciona des de fa quaranta anys amb disset més a transcórrer.

«LA MALA PASSADA DE «RADIO MONTE CARLO NO ES POT REPETIR»

Per als andorrans, no hi ha lloc a dubte que, en finalitzar les concessions, últim termini, les estacions de ràdio, instal·lades en llur territori, eis seran tornades. D'aquí ve la urgència d'una entesa per «Sud Ràdio». Més quan aquesta estació, recorden certs andorrans, instal·lada per molts contra la voluntat dels andorrans, va desencadenar allò que hom batejà «la guerra de les ràdios» i que hom no té cap ganes, allí d'amar mantenint una situació equívoca inacceptable per un Estat que es vol modern i responsable. Hom desitja per tant una clarificació a nivell de coprínceps, és a dir un organisme nacional de radiodifusió respectuós de l'especificitat andorrana, és a dir, de cap de les maneres imposat. Els responsables de «Ràdio Andorra» es diuen disposades a discutir, si convé molt abans del termini de llur concessió, un traspàs a l'Estat andorrà; una normalització no apareix com a irrealitzable en l'immediat.

Quant a l'eventualitat d'una tercera estació, la d'una ràdio

local de servei, no sembla que aquest problema ofereixi cap dificultat, sobretot en funció de la resolució de la situació dels dos «grans». Es desembarcarà cap a una solució que doni plena satisfacció als andorrans amb la benedició laica i apostòlica dels dos coprínceps? Hom pot esperar que sí, si aquests últims tenen plena consciència de llur sobirania estrictament personal. Mons. Martí Alanís ja es va pronunciar, aquests dies passats, a POBLE ANDORRA el periòdic del Principat: (1) «No em sentiré plenament Copríncep d'Andorra fins el dia que els correus i les ràdios no siguin andorranes va declarar en català... Hom espera allí que Valéry Giscard d'Estaing se'n faci eco. Una veu autoritzada m'ha dit: «Andorra no és Mònaco. La mala passada de «Ràdio Monte-Carlo no es pot fer dues vegades».

(1) NOTA DE LA REDACCIÓ:

Les declaracions a les quals fa referència el nostre col·lega René Mauriès foren fetes pel Copríncep a una delegació de membres acomiadats de Ràdio les Valls i nosaltres a través d'un interviu a Manel Sansa, aleshores delegat del personal, les férem públiques. Aprofitem aquesta avinentesa per a precisar que el Copríncep Episcopal va dir que no se sentiria plenament Copríncep no solament fins que Correus i les ràdios, sinó també les escoles, fossin andorranes, detall important que saltà en l'article citat.

3 - "Le Monde" La guerra de les ones a Andorra", article de Léo Palacio, Poble Andorrà, Andorra la Vella, 17/06/1978.

11

Poble Andorrà, 7 al 13 d'octubre de 1978

Nacional

Seguidament publicarem la traducció de l'article aparegut al diari «Le Monde», interessant per la síntesi que fa dels esdeveniments dels mesos anteriors a Ràdio les Valls i per algunes revelacions sobre la política que pretenia seguir en funció d'una perspectiva electoral francesa.

«LE MONDE»

LA GUERRA DE LES ONES A ANDORRA

Per LEO PALACIO

«La guerra de les ones ha reprès a Andorra, on les autoritats del Principat han amenaçat de tancar l'emissora de Sud-Ràdio (Ràdio de les Valls) si la direcció d'aquesta estació no compleix amb el compromís que va signar el 1961 i que s'acaba el 1980.

Sud-Ràdio (Ràdio les Valls) que emet a partir del coll d'Envalira (a 2.500 metres d'altitud), és una de les dues societats concessionàries d'emissions radiofòniques al Principat, la segona és Ràdio Andorra. L'estació, controlada per la SOFIRAD, emet sobretot en direcció del sud-oest francès, de Bordes a Montpellier, i la seva competidora, Ràdio Andorra, en direcció d'Espanya (sic). Les dues societats no paguen més que un impost molt baix al Principat (R.T.L. i R.M.C. donen 7% de llur xifra d'afers respectivament al Gran Ducat de Luxemburg i al Principat de Mònaco), però els andorrans recreen sobretot a llurs dues estacions de solament radiar emissions en francès o en espanyol. El català, llengua oficial del Principat, no hi és mai emprat.

Els acords signats el 1961 tenien com a co-signataris la SOFIRAD per Sud-Ràdio, l'EIRASA per Ràdio Andorra i el Consell General de les Valls pel Parlament andorrà. No foren mai ratificats pels coprínceps de l'època, el General De Gaulle, president de la República francesa i Mons. Iglésias, bisbe de la Seu d'Urgell.

Avui dia, els andorrans consideren que tenen per coprínceps dues personalitats més liberals. Demanen, per tant, de tenir veu al capítol: desitgen, d'una banda augmentar llur pressupost de taxes suplementàries i, per altra banda, fer sentir la llengua catalana en les dues emissores.

La rèplica, prou brutal va venir de Sud-Ràdio: pensant en la perspectiva d'una victòria de l'esquerra a les últimes eleccions legislatives, la SOFIRAD havia pensat en el cas que el nou govern francès autoritzés la creació d'emissores privades sobre el territori nacional, cosa que hauria perjudicat l'índex d'escolta de les estacions dines perifèriques. En aquesta òptica, vuitanta hores de treball foren creats a Tolosa, on els serveis dels estudis del carrer Caraman foren ampliats amb joves elements mentre antics col·laboradors es veien acomiadats sense recurs.

Tot d'una fou el cop de teatre: la majoria s'emportà el vot a les eleccions i el Sr. Raymond Barre anuncià fermament la seva intenció de no autoritzar la creació d'emissores privades.

Al contrari, per SOFIRAD interposada, el control governamental de les ràdios perifèriques es fa més dur. El 30 d'abril del 1978, Tolosa esdevé el centre privilegiat de les emissores de Sud-Ràdio i l'oficina d'Andorra la Vella es reduïx a la més mínima expressió, puix que tots els serveis de varietats de redacció i de publicitat s'instal·len a Tolosa. Fou tan sols sota la pressió del Sindic General de les Valls, Sr. Julià Reiz, que l'emissió de nit continua funcionant a partir d'Andorra.

Amb les vacances de juliol, el Sr. Jean-Louis Horbette, director de Sud-Ràdio, instal·lat des de fa molts anys a Andorra i coneixedor de les estructures i dels dirigents rep de la SOFIRAD l'ordre d'acomodar set col·laboradors de les oficines andorranes. Altres acomiadaments són previstos per la segona quinzena de setembre. El personal ocupa els locals de l'avinguda Meritxell a la capital del Principat. Dues ve-

gades el Consell General convoca el director general de Sud-Ràdio que no respon. Mentrestant, el Sr. René Duval, quaranta-sis anys, que havia estat nomenat el setembre del 1977 director de la informació i dels programes a Sud Ràdio dimiteix. El Sr. Alain Quintrie-Lamothe quaranta-tres anys, que fou periodista a R.T.L. del 1961 al 1970, esdevé director general adjunt. El 6 de setembre hom s'assabenta del nomenament del Sr. Jean-Pierre Rémond antic responsable de varietats a R.T.L. com a cap del mateix servei a Sud-Ràdio. Havia de prendre les seves funcions el 15 de setembre (Le Monde del 31 d'agost i del 5 de setembre).

En el curs d'aquesta canvi, el Sr. Horbette havia proposat al Sr. Gouillou-Beauchamps, President-Director General de la Sofirad, el retorn al Principat d'alguns programes recentment transferits a Tolosa així com la creació a Andorra d'activitats noves que permetin emprar millor el personal que resideix al Principat. El Sr. Horbette va precisar —i aquesta declaració sembla donar en part satisfacció als dirigents andorranes— que conservaria la direcció general de l'empresa al Principat i que deixaria al senyor Quintrie-Lamothe la direcció dels serveis tolosencs.»

4 - Acord du Consell General anulant les concessions de radiodiffusion en Andorre, 02/04/1981.

ACORDS M.I. CONSELL GENERAL 2/04/1981

ACORD

1.- El dia 29 de març de 1981 finalitzen totes les concessions atorgades pel M.I. Consell General relatives a Radiodifusió. En aquesta data l'explotació de les emissores retornar a la possessió del M.I. Consell General.

2.- Provisionalment, durant un termini de dos mesos les dues emissores, de Radiodifusió seran regides per una Comissió gestora per cada emissora.

3.- En el moment que les Comissions de gestió entren en funcions, lo que es farà el dia 30 de Març de 1981, es redactaran les oportunes actes de cessió de l'explotació a favor:

-dels Excms. Srs. Co-Prínceps i del M.I. Consell General que seran signades pels membres d'aquestes Comissions i pels representants legals de les empreses fins ara concessionaris acceptant aquesta cessió.

4.- Les Comissions gestores estaran compostades per dues persones, una designada pels Excms. Srs. Co-Prínceps i l'altra designada pel M.I. Consell General. Aquestes persones de les respectives comissions gestores gaudiran de les facultats de tràmit dels afers corrents, en nom dels Excms. Srs. Co-Prínceps i del M.I. Consell General, conjuntament.

5.- Durant aquest plaç de dos mesos, les MM.II. Delegacions Permanents i la M.I. Junta de Consellers Majors prosseguiran els seus contactes a fi d'arbitrar les solucions adequades pel futur de la Radiodifusió a Andorra.

6.- Durant aquest mateix plaç de dos mesos, les Societats que fins el dia 29 de Març de 1981 han detentat les concessions de Radiodifusió, i el M.I. Consell General establiran, d'acord amb el què estipula l'article 3 dels contractes signats amb SOFIRAD i EIRASA; el valor de les instal·lacions i immobles de les emissores, amb la finalitat que el M.I. Consell General, si ho creu convenient, pugui exercitar el seu dret d'adquisició de les instal·lacions i immobles de les dues emissores."

ACORD

Aquesta nota té per objecte precisar le condicions sota les quals aquestes disposicions seran aplicades:

1.- MANDAT DE LA COMISSIÓ DE GESTIÓ.

Es constituirà per a cada estació una Comissió de gestió integrada per un representant del Co-Prínceps i per

un representant del Consell General. Cada Comissió tindrà la missió de garantir el funcionament de l'estació durant el període transitori. A tal efecte la Comissió rebrà al seu degut temps, de part de la direcció, tots els documents útils i, d'una manera general, tots els elements d'informació que li permetin estudiar l'evolució, la situació i l'estat dels assumptes. Tindrà ple poder per a oposar-se a l'execució de qualsevulla iniciativa que pogués atemptar contra els interessos andorrans o que pogués perjudicar de qualsevulla manera les decisions que puguin ésser adoptades per les Autoritats competents sobre règim futur de la radiodifusió al Principat. Les decisions de la Comissió de Gestió seran preses de comú acord.

En acabar la seva missió, els membres de la Comissió donaran compte a les Autoritats que els designaran de l'execució del seu mandat.

2.- ELABORACIÓ DEL REGIM FUTUR DE LA RADIODIFUSIÓ

Ambdues parts decideixen de comú acord continuar sense demora els contactes sobre la radiodifusió quedant ben entès que el M.I. Consell General acceptarà negociar amb les societats que els Excms. Srs. Co-Prínceps presentin conjuntament i sota llur responsabilitat."

"ANNEXE - 2 -

La Societat titular a comptar del 29 de març del 1961 del contracte d'exploació de instal·lada en el territori del Principat, reconeix que el contracte esmentat ha finalitzat al 29 de Març de 1981. La Societat cedeix al M.I. Consell General i als Excms. Srs. Co-Prínceps la possessió de l'explotació.

La Societat es declara conxexedora de les disposicions adoptades pels Co-Prínceps i pel Consell General d'instituir, des del 30 de Març de 1981, un règim transitori de dos mesos de duració durant el qual una Comissió integrada per un representant dels Excms. Srs. Co-Prínceps i per un representant del Consell General explotará l'estació.

A aquest fi, i pel termini de dos mesos la Societat cedeix l'ús dels immobles i de les instal·lacions sense perjudici del que estipula l'article 3 del contracte.

La Societat es declara conxexedora del mandat donat conjuntament pel Consell General i pels Co-Prínceps a la Comissió de Gestió i declara que es sotmet a les seves disposicions."

(Recopilacions . 1966-1988)

5 - "Enquête. L'Andorre en marche. II.- Le casse-tête juridique de Radio-Andorre.", article de Georges-Henry Gourier, *L'Indépendant*, Perpignan, 04/03/1981.

L'indépendant

MERCREDI 4 MARS 1981

enquête

L'ANDORRE en marche
II. - Le casse-tête juridique de Radio-Andorre

L'ANDORRE veut s'exprimer avec liberté et indépendance. Nous ne permettons pas une radiodiffusion qui ne soit pas totalement andorranne, parlant notre langue et exprimant nos inquiétudes, servant uniquement les intérêts d'Andorre et au bénéfice de ceux qui y vivent. Partecipons et luttons tous pour une radiodiffusion réellement libre. Le 30 Mars, Radio des Vallées et Radio-Andorra doivent être uniquement nôtres. Assés d'intimidations des gouvernements étrangers. Assés de colonisation !

Ce tract distribué en Andorre durant la nuit du jeudi 29 vendredi 30 janvier, s'il ne reflète pas votre opinion généralisée dans les Vallées, n'en traduit pas moins le malaise que fait poindre le conflit des radios qui devrait trouver une solution à l'échéance du 29 mars 1981. Ouvrir le dossier des radios en Andorre n'est pas une tâche de tout repos et les plus grands spécialistes de droit ont quelque peine à s'y retrouver. Tout commença en août 1935 quand le Conseil général des Vallées accorda à l'Andorran Buenaventura Vila une concession pour installer dans les Vallées un émetteur de radio et l'exploiter pendant 30 ans. Un an après M. Vila meurt et en 1938 ses héritiers cèdent les droits dévolus de la concession à M. Trémoulet et en 1937 le Conseil général porta la durée de la concession à 60 ans. En août 1939 résonnèrent les premiers et vite célébrés « Aquí Radio-Andorra ».

Des conventions non ratifiées

Il faut s'arrêter un instant sur la personnalité de Jacques Trémoulet. Fondateur de Radio-Toulouse et de Radio-Montpellier, il fut un intello pionnier des radios commerciales. Condamné injustement à la Libération, il sera peu après acquitté mais il poursuivra son œuvre en Espagne, au Maroc, au Portugal et aux Antilles jusqu'à sa mort en 1971 à Madrid. De 1951 à 1960, Radio-Andorre et M. Trémoulet auront à faire face au long et difficile processus de mise en place d'un émetteur concurrent Andorran, suscité par le Sofrad et qui, avec un coup de pouce du général de Gaulle, devint « Radio des Vallées », surnom « Sud-Radio ».

Mais c'est à partir de 1961 que la situation juridique de Radio-Andorre va se compliquer sérieusement. Le 16 janvier 1961, M. Trémoulet, par convention, cédait à l'Etat espagnol la propriété de la station émettrice « avec tous les droits qui lui sont inhérents » mais en se réservant l'exploitation pour une durée de 20 ans. Le 10 avril de la même année, le Conseil général octroya la concession pour l'exploitation de Radio-Andorra à une société espagnole Eirasa pour 20 ans à partir du 29 mars 1961. C'est à

cette même date qu'un contrat analogue avait été signé avec la Sofrad.

La convention de 1961 prévoyait d'une part la création pour l'exploitation de Radio-Andorra d'une société formée entre Eirasa et le Conseil général et que d'autre part le caractère exécutoire de la convention était subordonné à l'approbation des coprinces. Or si la nouvelle société d'exploitation ni l'approbation des coprinces, ni le principe d'émettre en langue espagnole n'ont reçu la moindre application. C'est ce qui explique que les héritiers Trémoulet aient poursuivi l'exploitation de Radio-Andorra sans tenir compte de cette convention, ne reconnaissant aucun droit à Eirasa. On passera sur les péripéties ayant trait à des problèmes de rédevance entre la syndicalité Eirasa et Radio-Andorra pour en arriver au début janvier 81 où le Conseil général des Vallées avait à se prononcer sur l'offre de donation de l'émetteur de Radio-Andorra par les héritiers Trémoulet, qui renoncent à leurs droits au profit du peuple andorran. Mais avec 14 pour et 14 contre les conseillers généraux ne parvenant pas à se prononcer. Comme le prévoit la loi, le T.J. Syndic était invité à voter et sa voix faisait pencher la balance en faveur du refus de la donation. De son côté, l'Etat espagnol avait fait savoir qu'il verrait fort mal que l'Andorre acceptât ce qu'il considérait comme sa proie. Un communiqué du Conseil des ministres de Madrid était à ce sujet fort éloquent. Les Espagnols par voie de presse annonçaient leur désir de prendre possession des locaux de Radio-Andorra à l'échéance du 16 janvier mais cette velléité est à ce jour restée lettre-morte.

Enfin il faut rappeler les décisions prises le 26 juin 1980 par le Conseil général des Vallées décidant d'une part :

— Que les ondes radioélectriques s'intègrent dans l'ensemble de la richesse naturelle de tout pays et que leur répartition a fait l'objet de conventions entre toutes les nations du monde « tenant compte de l'égalité de droit de tous les pays, grands et petits, inclus ceux qui ne sont pas représentés à la Conférence de l'U.I.T. (Genève 13 février 1977) ». Les attributions à l'Andorre sont une richesse naturelle et font partie du patrimoine inaliénable du pays.

— Que d'autre part, il est décidé la création d'un régime de droit public à caractère autonome, nommée Radiodiffusion Andorranne qui aura pour objet la gestion et l'exploitation d'émetteurs de radiodiffusion.

Revenir à l'Andorre

M. Gilles Marquet partage avec son frère Jean-Louis la direction de Radio-Andorre. « Nous sommes titulaires, précisément, de la concession de 1935, valable jusqu'en 1995, et les seuls, après diverses expertises juridiques. C'est un point fondamental mais on considère qu'il est légitime après 40 ans d'exploitation de s'incliner devant les décisions du Conseil car les ondes sont une affaire de souveraineté ».



« M. Gilles Marquet : « Nous avons bonne conscience ».

« Nous avons bonne conscience, ajoute M. Gilles Marquet, car nous voulons maintenir un émetteur d'expression française alors qu'on essaie de le faire basculer en émetteur espagnol. Qui dit qu'il ne pourrait être un jour l'instrument d'une politique dictée par l'étranger, surtout si l'on pense à la fragilité de la situation espagnole ? C'est là un risque que la Sofrad assume délibérément ».

La Sofrad est en effet favorable à la parité étatique des radios, une pour la France, une pour l'Espagne. C'est du moins ce qu'il paraît ressortir d'une lettre de son P.D.G. M. Xavier Guyon Beauchamps, ancien secrétaire de l'Elysee au Très Illustré Syndic en date du 5 septembre 1980. Le patron de la Sofrad dans cette même missive émet les plus expresses réserves sur la validité des textes de 1961 et partant de la concession à Eirasa. Or, dans une deuxième lettre au même destinataire en date du 16 octobre 1980, relative à une demande d'inventaire émanant de la syndicalité, il refuse de prendre en compte l'expertise effectuée à Radio-Andorre, du moment qu'elle n'a pas été consentie par Eirasa elle-même.

Un monstre juridique

Comme on le voit le paradoxe est de règle dans cet imbroglio juridique. Consulté à deux reprises en 76 et 80 par les héritiers Trémoulet, le professeur Jean Rivero de Paris, une sommité internationale, a tenu d'y voir clair. Après avoir souligné le désaccord entre des conventions dont la validité formelle est au surplus incertaine et une pratique qui a ignoré la plupart des clauses qui y étaient stipulées, il précise néanmoins : « Sur le terrain du droit, un point, néanmoins paraît échapper à toute discussion : c'est le nullité radicale qui frappe la convention du 16 janvier 1961 (contrat entre Trémoulet et l'administration espagnole) ». Pour le professeur Rivero « tout se passe comme si la Radiodiffusion andorranne était, par la seule volonté de M. Trémoulet, transformée en un service public espagnol, l'autorité andorranne étant purement et simplement éliminée de sa qualité de concédant au profit de l'Etat espagnol ».

Et de conclure sur ce point : « On ne voit donc pas à la convention du 16 janvier 1961 la moindre justification juridique, ni au regard des principes généraux du droit ni au regard de la concession de 1935. Si jamais un acte a mérité la qualification de « monstre juridique », c'est bien celui-là ».

Un « monstre » qui pourra susciter des interrogations au-delà de l'échéance du 29 mars 1981.

DEMAIN : Sud-Radio dans un créneau « sudiste »



« Les studios de Radio-Andorre ».

Texte de
Georges-Henry Gourier
Photos de
Michel Coupeau

Nous avons fourni notre inventaire au Conseil avant les délais impartis. Et nous considérons que le litige entre l'Etat espagnol et les héritiers Trémoulet ne concerne pas les Andorrans. C'est un contrat nul de droit et reconnu comme tel par un spécialiste aussi éminent que le professeur Rivero ».

M. Jean Delvigne, président de Radio-Andorra s'appuie lui aussi sur le vide juridique constaté depuis 1961 et il ajoute : « La vocation de Radio-Andorra était de revenir à l'Andorre car elle a été convenue par le nom de la principauté dans le monde quand celle-ci n'était pas connue. Et d'autre part nous croyons que le radio est un attribut de souveraineté évident. Cela a été confirmé par la dernière conférence de l'U.I.T. de Genève qui a attribué à l'Andorre, ondes et satellite ».

« Il faut bien comprendre, ajoute M. Delvigne, que Radio-Andorra n'a aucun lien avec la société Eirasa et que depuis que je suis à la tête de Radio-Andorra, celle-ci s'est engagée vers une andorranisation irréversible avec pour aboutissement l'intégration complète à laquelle aspirent légitimement les Andorrans ».

A quelques semaines de l'échéance du 29 mars, les tractations vont bon train entre le Conseil des Vallées et les représentants de la société étatique espagnole Eirasa et ceux de la non moins puissante Sofrad. Le véritable débat se situe d'Etat à Etat avec un incontestable décor politique.

6 - "Enquête. L'Andorre en marche. III.- Sud-Radio dans le créneau sudiste.", article de Georges-Henry Gourrier, *L'Indépendant*, Perpignan, 05/03/1981.

L'Indépendant JEUDI 5 MARS 1981

enquêtes

L'ANDORRE en marche

III. - Sud-Radio dans un créneau sudiste

FACE à l'incroyable complexité juridique de Radio-Andorre la situation du deuxième poste andorran « Radio des Vallées » alias « Sud-Radio » pour la France paraît bien plus claire, mais son installation dans la Principauté ne s'est pas faite sans convulsions ni péripéties. C'est dans les années 50 que la Sofirad tenta de s'implanter en Andorre en constituant une société « Andorrada » avec M. Puigades qui revendiquait la propriété de Radio-Andorre que sa femme avait cédée à M. Jacques Tremoulet. L'installation de la nouvelle station ne manquera pas de créer des tensions, le Conseil des Vallées y étant hostile. En 1952, la Sofirad envoya en Andorre du matériel pour installer un émetteur de 100 KW mais une Assemblée Magna du peuple andorran ordonna le saisis du matériel et des installations de la Sofirad. Les autorités françaises par mesure de rétorsions évacuèrent le bétail et les pasteurs andorrans qui se trouvent dans les départements limitrophes puis fermèrent la frontière de juin 1953 à juin 1954. Les fracturations s'engagèrent mais en fin d'année 1955 de graves incidents se produisirent à la frontière franco-andorranne, le Syndicat et plusieurs conseillers généraux étant détenus et menacés par la police française. En août 1959, l'arrivée du général de Gaulle va apaiser les difficultés qui reconstruisent la Sofirad et en 1959 elle pourra commencer l'exploitation d'Andorrada : enfin on débouchera sur les accords du 29 mars 1961 qui officialiseront la « Radio des Vallées » avec une concession de 20 ans.

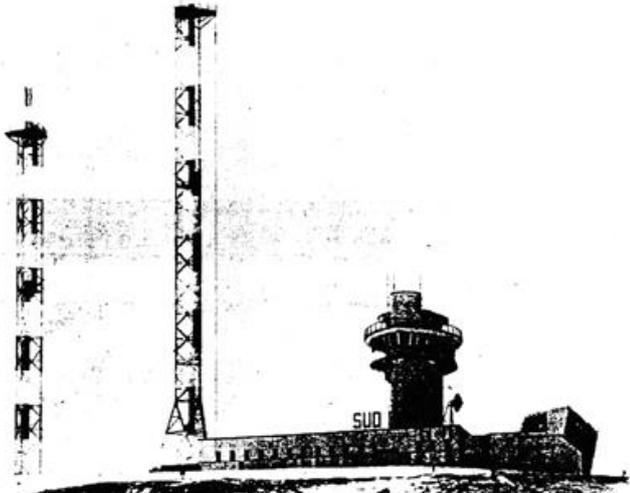
Une convention qui à l'occasion la Sofirad n'hésite pas à tenir pour nulle, n'ayant pas été ratifiée par les copropriétaires ou à invoquer pour se prévaloir de la partie avec la société étatique espagnole Erasa. Dernier épisode, il y a trois ans, la Sofirad tenta de regrouper tous les services de Sud-Radio à Toulouse mais devant l'opposition de l'Andorre, elle maintient la société d'exploitation andorranne « Radio des Vallées » en créant une société française distincte « Sud-Radio Service » qui revend ses programmes à Radio des Vallées ou à l'Autriche.

Mais à Sud-Radio on ne s'émeut pas outre mesure de l'échéance du 29 mars, l'heure étant à la négociation et la puissante Sofirad qui a déjà la main sur R.M.C. et Europe 1 ne manque certainement pas d'arguments à faire valoir auprès des autorités andorraines.

Deux sociétés pour la Sofirad

Pour présenter ses programmes 81, Sud-Radio avait invité début février des journalistes de la presse nationale et régionale dans le Gers, à Auch où elle avait installé son car insérant. Elle y recevait des « sudistes » connus comme Jacques Fouroux, Zavarra, Maurice Messiaque, René Lescux, l'inventeur du pousse-poire et bien sûr ce grand maître de la gastronomie qui est André Daguin. Pour conforter son implantation régionale Sud-Radio joue à fond la carte « sudiste » d'une information enracinée à la région et elle l'a fort bien démontré au cours de deux journées tonitruantes dans ce Gers de la gastronomie, de l'Armagnac et de l'art mais aussi économiquement et qui a un urgent besoin de développement touristique. Incontestablement, « Sud-Radio » a montré qu'elle était à l'écoute des préoccupations de la région qu'elle couvre. Ce souci est clairement apparu lors de la conférence de presse de son directeur général M. Thierry Bernard, entouré de son état-major, pour présenter les nouveaux programmes, de récents sondages ont montré que Sud-Radio avait la première audience d'écoute pour le Grand Toulouse et progressait. En évoquant les problèmes andorrans, M. Thierry Bernard déclarait notamment : « Sud-Radio n'a rien à voir avec les autorités andorraines car c'est la Radio des Vallées qui exploite la concession accordée à la Sofirad en 1961. Les Andorrans ont souhaité ne pas renouveler cette concession. Il y a actuellement des négociations mais nous ne sommes pas partie prenante ».

Mais précisait encore le directeur de Sud-Radio, « le président de la République, comme copropriétaire, souhaite que la concession soit renouvelée, et l'Andorre de son côté demande la création d'une société d'économie mixte avec sa participation. Or si les Andorrans décident de rompre, on voit mal comment ils pourraient exploiter eux-mêmes une



« L'émetteur de Sud-Radio à Envalles.

radio commerciale. Leur problème est plutôt de mettre la barre le plus haut possible dans les négociations pour obtenir le maximum dans le nouveau contrat ».

Après avoir indiqué que Sud-Radio publiait le soir quelques flashes d'information en catalan, M. Thierry Bernard rappelait toutefois que sa station ne voulait pas être la radio des minorités et il concluait : « Tout le monde est d'accord pour mettre de l'ordre dans les radios en Andorre mais cela passe par une réglementation. C'est là un problème de gouvernement et c'est pourquoi les représentants des copropriétaires et du Conseil général se rencontrent pour cette mise en place des radios. Attendons donc le résultat de ces négociations ».

En attendant Godot

Et en Andorre même, on attend le résultat de ces négociations un peu comme on attend Godot ou encore le lapin blanc qui va sortir du haut de forme du grand-père. Certes on fait chouer toutes tendances politiques confondues, pour affirmer qu'après le 29 mars les radios doivent être andorraines, le Conseil général a d'ailleurs décidé de créer une entité de droit public à caractère autonome, la radiodiffusion andorranne qui aura pour objet la gestion et l'exploitation d'émetteurs de radiodiffusion.

« La radio, explique le conseiller général Edouard Rossell, est un potentiel économique, politique et social propre à chaque pays. Les radios doivent être andorraines mais compte tenu des relations privilégiées de l'Andorre avec les deux pays voisins et les sociétés qui les représentent, il est possible et logique qu'on permette à ces entités d'y participer. Mais l'Andorre veut être majoritaire dans ces nouvelles concessions ».

On a en effet conscience à tous les niveaux qu'affirmer la propriété des ondes est une chose et qu'en assurer l'exploitation est une autre, et surtout en matière de radio commerciale lorsqu'on ne dispose que d'un territoire minuscule et de 8.000 nationaux. Concilier la forme et la forme n'est pas facile d'autant qu'on connaît particulièrement dans ce pays des affaires les impropres de l'argent, de la concurrence et de la publicité.

Trouver le point d'équilibre

« Il y a », déclare le vice-syndic, M. Enric Paris, une recherche d'identité vêtue de l'Andorre et il faudra à travers les radios, une affirmation un peu plus importante de la Principauté comme pays. Ce fut longtemps un petit coin perdu qui a changé de nos jours et il faut définir de nouvelles structures valables qui permettent au pays de s'affir-

mer en donnant un contenu à l'Etat de Droit. Mais il faut faire la différence entre une radio commerciale et la radio qui n'a pas d'auditeurs. Nous devons concilier une écoute au-delà des frontières et en même temps andorraniser les radios. C'est ce point d'équilibre qu'il faudra trouver ».

Parmi les responsables du Parti démocratique andorran du groupe de jeunes intellectuels, progressistes pour la plupart l'Andorre n'a jamais été sur la bonne longueur d'ondes des radios : « on n'entendait le mot Andorre, ironise Jose-Maria Beal, que sur l'indicatif. Que pour la diffusion extérieure on utilise un autre langage, soit, mais que pour l'intérieur, la radio reste

**Texte de
Georges-Henry Gourrier
Photos de
Michel Coupeau**



« L'état-major de Sud-Radio lors de la présentation des programmes 81, avec le directeur général Thierry Bernard (le 2^e à partir de la droite).

« andorrans. Alors pourquoi pas une radio nationale payée par l'Etat ? Mais nous ne nions pas des possibilités d'accord avec des concessionnaires pour la partie matérielle de l'exploitation ».

Enfin un conseiller général d'Andorre M. Frances Cerquès souligne l'impératif et l'urgence pour l'Andorre à reprendre les radios considérées comme un patrimoine national ainsi qu'au lieu de effectuer les déclarations nécessaires pour ne pas perdre ses droits d'utilisation de satellites. Il voit aussi dans l'exploitation des radios la possibilité d'un partage équitable entre les trois langues, catalan, français et espagnol.

De la complexité juridique de Radio-Andorre aux péripéties de Radio des Vallées, l'exploitation des émetteurs de la Principauté s'est soldée depuis près de quarante ans par des concessions qui n'ont pas apporté aux Andorrans ce qu'ils pouvaient espérer au point d'en ressentir aujourd'hui une sorte de frustration. L'échéance du 29 mars qui met un terme aux concessions en 1981 va faire table rase d'un passé encombrant mais en fait-il espérer que les nouvelles mesures prises pour l'exploitation des radios le seront sur des bases claires, une notion qui l'Andorre ne fait pas souvent partie du domaine des évidences.

DEMAIN : Réformer sans tout casser

7 - "Andorre. L'affaire des radios. Précisions communes des Co-Princes. Le conseil général décide la fermeture immédiate et définitive des deux stations de radio.",
L'Indépendant, Perpignan, 06/11/1981.

Andorre

L'Indépendant

L'affaire des radios

Précisions communes des Co-Princes

6/11/81

Avant l'assemblée Magna d'aujourd'hui, au sujet de la radiodiffusion en Andorre, les délégations permanentes de LL. EE. les Co-Princes communiquent :

Devant un certain manque d'information en ce qui concerne la position des délégations permanentes de LL. EE. les Co-Princes dans l'exécution du protocole du 29 septembre 1981, notamment en ce qui a trait à la création d'une Commission provisoire de gestion de la radiodiffusion, les délégations permanentes se voient conduites à préciser ce qui suit :

Le 29 septembre 1981 a eu lieu à Perpignan une rencontre entre les délégués permanents des deux Co-Princes et la T.I. Junta des conseillers majeurs afin d'établir un protocole d'accord sur l'ensemble du problème de la radiodiffusion.

Comme résultat de cette rencontre un document en huit points a été rédigé le 29 septembre 1981, document qui a été qualifié inexactement de protocole des délégués permanents, mais qui, en réalité, a été rédigé conjointement avec les représentants du Conseil général, recueillant fidèlement l'accord auquel l'on était parvenu.

Il nous paraît intéressant de rappeler ici les huit points objet de cet accord.

1 — "Les contrats passés par le T.I. Conseil général en 1961 ont été valables du 29-3-1961 jusqu'au 29-3-1981 date où ils sont devenus caducs. Aucune autre concession ne peut réglementer cette affaire.

2 — Les Co-Princes et le Conseil général des vallées transfèrent la propriété des droits d'exploitation des stations au domaine public du peuple andorran.

Le droit d'exploitation des émissions de portée nationale, c'est-à-dire celles qui se font uniquement et exclusivement dans le cadre du territoire andorran, relève de la pleine souveraineté du Conseil général.

Les droits d'exploitation des émissions en dehors du territoire andorran sont gérés par une entité de droit public, régie par un conseil d'administration composé de manière paritaire par les représentants des Co-Princes et du Conseil général et les décisions sont prises à l'unanimité.

3 — Fermeture des stations.

4 — Les opérations d'estimation des immeubles sont poursuivies ainsi que cela est prévu par l'art. 3 alinéa 2, des contrats du 29-3-1961 et 10-4-1961.

5 — Les sociétés retirent les recours en queixa.

6 — La radiodiffusion sera régie par le conseil d'administration prévu au paragraphe n° 2.

7 — L'entité établit les contrats d'exploitation : prix, durée, administrateurs du Conseil général, participation financière du Conseil général.

8 — Demande d'adhésion de l'Andorre à l'U.I.T. faite par les Co-Princes".

Le 30 septembre 1981 le T.I. Conseil général des Vallées a adopté les huit points précités. Il a ajouté un additif relatif à la Commission provisoire de gestion. Cet additif a été rédigé unilatéralement par le T.I. Conseil général des Vallées le 30 septembre 1981 en prenant en considération en ce qui concerne sa composition, une simple proposition qui avait été faite par un conseiller major le 29 septembre 1981, ainsi que cela a été constaté lors d'une nouvelle réunion qui s'est tenue à Saillagouse le 30 octobre 1981, proposition qui n'avait été ni discutée, ni adoptée et moins encore rédigée en commun.

Cet additif est le suivant :

"En cas d'accord sur ce protocole et après fermeture des stations de radiodiffusion, on entrerait dans une période provisoire de 4 mois au cours de laquelle les deux stations actuelles seraient gérées par une commission de gestion suivant l'accord du Conseil général du 30-3-1981, paragraphe 4, qui serait rédigé ainsi :

"La Commission de gestion sera composée de 2 personnes, l'une désignée par les Co-Princes, l'autre désignée par le Conseil général. Les personnes composant la commission de gestion jouiront des facultés de gestion et de traitement des affaires courantes au nom des Co-Princes et du Conseil général".

Les délégués permanents font observer que dans l'esprit de toutes les solutions envisagées en cette matière LL. EE. les Co-Princes et leurs services avaient retenu l'idée qu'il s'agissait d'une commission provisoire de gestion composée paritairement de représentants des deux Co-Princes et du T.I. Conseil général des Vallées dans le sens précis de ce qui avait été prévu par la décision du T.I. Conseil général du 30 mars 1981 et en cohérence avec les huit points du protocole adopté conjointement le 29 septembre 1981 et notamment le point n° 2, ci-dessus indiqué.

Or, l'additif rédigé unilatéralement par le T.I. Conseil général des Vallées le 30 septembre 1981 prévoit dans la Commission provisoire seulement un représentant des deux Co-Princes et un représentant du T.I. Conseil général des Vallées.

Dans un esprit de conciliation les Co-Princes ont accepté que chacun des Co-Princes ait un représentant, étant entendu que ces représentants se substitueraient mutuellement au sein de la Commission provisoire en fonction des questions à traiter. Il y aurait ainsi en toute hypothèse une seule commission composée d'un représentant des deux Co-Princes et d'un représentant du T.I. Conseil général des Vallées. Ceci est le sens de la lettre du 27 octobre 1981 adressée par les délégués permanents à l'assemblée andorranne.

Cependant les représentants du T.I. Conseil général ont fait connaître aux délégations permanentes à l'Assemblée andorranne.

Cependant, les représentants du T.I. Conseil général ont fait connaître aux délégations permanentes que l'Assemblée andorranne n'acceptait pas cette formule de conciliation. Devant cette position, les délégations permanentes ont cru opportun de proposer une nouvelle fois la solution qui est dans la plus parfaite cohérence avec les huit points du protocole adoptés conjointement par le Conseil général et par les délégués permanents, c'est-à-dire que la commission serait composée de deux représentants des Co-Princes et de deux représentants du Conseil général, les décisions devant être prises à l'unanimité. Cette formule semble la plus appropriée pour sauvegarder la parité et la responsabilité commune dans une affaire très importante pour la Principauté.

Le conseil général décide la fermeture immédiate et définitive des deux stations de radio

En fin d'après-midi la maison des Vallées portait à la connaissance du public un long communiqué expliquant la position du très illustre conseil général dans l'affaire des radios andorranes. De ce document il faut extraire surtout les quatre points suivants :

Premièrement : le conseil général a pris la décision de ne pas accepter et de ne pas ratifier le texte du protocole qui lui a été soumis par les délégations permanentes.

Deuxièmement : le conseil général décide la fermeture immédiate et définitive des deux stations andorranes et demande au Batlle des Vallées de procéder à cette fermeture.

Troisièmement : le conseil général soumettra aujourd'hui le texte des deux paragraphes précédents à l'assemblée Magna du peuple andorran afin de demander à cette dernière de prendre position à son tour.

Quatrièmement : le conseil général a demandé à la Junta des conseillers majeurs d'étudier dans la légalité le problème du règlement du personnel des deux stations afin que les employés ne soient pas lésés.

8 - Llei de radiodifusió i televisió, 12/10/1989, Diari Oficial, Andorra la Vella, 30/10/1989 (page 1 sur 2)

Núm. 25 - 30.10.1989	Butlletí Oficial del Principat d'Andorra	489
Disposicions del Consell General		
Disposicions de caràcter general	Finalment, la Llei respecta les disposicions vigents en la matèria, i concretament, les competències que l'E.N.A.R. té atribuïdes en el seu Estatut.	Article 5 L'objecte de l'O.R.T.A. és la gestió directa dels serveis públics de radiodifusió i televisió.
Llei	Llei	Article 6 L'O.R.T.A., com a entitat de dret públic, es subjecta a les disposicions d'aquesta Llei i a les disposicions complementàries de desenvolupament. Pel que fa a les relacions jurídiques externes, a les adquisicions patrimonials i a la contractació, es subjecta al dret privat.
<i>de radiodifusió i televisió</i>	Títol I. Disposicions generals	Article 7 El patrimoni de l'O.R.T.A. té la consideració de domini públic, com a patrimoni afectat a un servei públic.
<i>aprovada pel M.I. Consell General en la seva sessió ordinària del dia 12 d'octubre de 1989</i>	Article 1 La radiodifusió i la televisió són serveis essencials per a la comunitat de titularitat pública.	Article 8 L'Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra s'estructura, quant a la seva direcció, administració general i representació en els següents òrgans:
Exposició de motius	Article 2 Els serveis de radiodifusió i televisió seran explotats en concurrència per les modalitats següents:	a) La Junta de Govern b) El Director General
La present Llei té per objecte l'articulació de les bases essencials del sistema de ràdio i televisió a Andorra, en quant a l'explotació interna dins del Principat, utilitzant les freqüències, canals i posicions orbitals de satèl.lits, de les quals, segons l'article quart de l'Estatut de l'E.N.A.R., el Consell General en pot disposar sense restriccions.	a) Per gestió directa de l'entitat de dret públic Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra prevista en el títol II d'aquesta Llei.	
Es dona compliment a les prescripcions de la Llei sobre els Drets de la Persona, de recent aprovació, relatives a la previsió legal tendent a assegurar l'exercici de la llibertat d'opinió i d'expressió.	b) Per gestió indirecta, mitjançant concessió administrativa atorgada a persones físiques o jurídiques.	
Amb l'adopció d'un sistema d'explotació de tipus mixt, públic (gestió directa) i privat (gestió indirecta), la radiodifusió i la televisió es declaren serveis públics essencials per a la Comunitat. D'acord amb això, i amb el que estableix l'article cinc del Codi de l'Administració, es crea l'Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra (O.R.T.A.), entitat de dret públic, l'objecte de la qual és la gestió de la ràdio i televisió públiques. A tal efecte es preveu la possible transferència de béns de l'E.N.A.R. i del S.T.A., previ el seu informe, al referit organisme.	Article 3 D'acord amb allò que preveu la Llei sobre Drets de la Persona, l'Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra tindrà la funció de control deontològic de les emissions difoses per gestió directa per tal d'assegurar llur exercici, independentment de les facultats que, en aquest sentit, l'E.N.A.R. té atribuïdes pel seu Estatut.	Article 9 1. La Junta de Govern estarà integrada per quatre membres, designats per un període de dos anys de la forma següent: dos pel Consell General i dos pel Govern.
D'acord amb els principis de la gestió indirecta (privada) dels serveis de radiodifusió i televisió de titularitat pública, aquest tipus de gestió només podrà tenir lloc prèvia la corresponent concessió administrativa. S'estableix un temps previ, fins que no s'hagin assignat a l'Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra les freqüències necessàries per al seu funcionament, durant el qual no es podrà atorgar ni renovar cap concessió ni autorització a persones físiques o jurídiques.	Tot això sense perjudici de la facultat de control polític del Consell General i de la competència dels òrgans judicials pel que fa al control jurisdiccional.	2. La constitució de la Junta de Govern requereix, per a ésser vàlida, la presència com a mínim de tres dels seus membres.
	Títol II. Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra	Els acords de la Junta de Govern s'adopten per majoria dels membres presents.
	Article 4 Es constitueix una entitat de dret públic amb personalitat jurídica pròpia sota el nom d'Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra (O.R.T.A.).	En cas d'empat decidirà el vot de qualitat del President.
		3. La presidència de la Junta de Govern s'exercirà per períodes de sis mesos, de forma rotatòria entre els seus membres.
		4. El Director General assistirà a les reunions de la Junta de Govern amb veu, però sense vot.
		5. Es competència de la Junta de Govern:
		a) L'alta direcció, l'organització i vigilància dels serveis i instal·lacions.
		b) Representar l'Organisme de Radiodifusió i Televisió d'Andorra davant totes les persones, organismes o auto-

Documents annexes 4.5 : LA RADIO ET LA TÉLÉVISION

8 - Llei de radiodifusió i televisió, 12/10/1989, Diari Oficial, Andorra la Vella, 30/10/1989 (page 2 sur 2)

ritats, i autoritzar l'exercici de totes aquelles accions que siguin necessàries.

c) Exercir el control i vigilància per tal de garantir el funcionament dels serveis, el respecte dels drets fonamentals de la persona, i llur exercici.

d) Proposar al Govern, que el sotmetrà al Consell General, el pressupost anual d'exploració i d'inversions i, una vegada aprovat, prendre cura de la seva execució.

e) Autoritzar tota mena d'adquisicions i de despeses, així com tota mena de contractes de servei, subministrament i realitzacions que siguin de la seva competència.

f) Aprovar la memòria anual respecte a la gestió i explotació del Servei i els projectes inclosos al pla anual d'actuació.

g) Redactar els informes que li demanin el Govern i el Consell General.

6. La Junta de Govern es reunirà almenys una vegada al mes i en tot cas quan ho demanin com a mínim dos dels membres.

Article 10

La Junta de Govern establirà el seu règim intern de funcionament en allò no previst per aquesta Llei.

Article 11

Són funcions del President de la Junta de Govern:

a) Exercir la representació de la Junta de Govern.

b) Convocar les reunions de la Junta de Govern, fixar-ne l'ordre del dia i dirigir les deliberacions.

c) Vigilar el compliment dels acords de la Junta de Govern.

Article 12

1. El Director General és nomenat pel Govern.

2. Correspon al Director General:

a) Executar els acords adoptats per la Junta de Govern, exercir les funcions de direcció que no estiguin expressament encomanades a la mateixa o al President i totes aquelles que li deleguin.

b) Sotmetre a l'aprovació de la Junta de Govern, el pla anual de treball, la memòria econòmica anual i els avantprojectes de pressupostos.

c) Ordenar els cobraments i els pagaments.

d) Presentar a l'examen i aprovació de la Junta de Govern les propostes raonades de les adquisicions, obres, alienacions o inversions que estimi necessari realitzar, i en general, les de totes les altres qüestions que hagi de conèixer.

e) Contractar i acomiadar el personal empleat, fixar-ne els drets, deures i remuneració i atorgar els pertinents contractes de treball d'acord amb la legislació laboral i prèvia autorització de la Junta de Govern.

Article 13

1. El Pressupost de l'O.R.T.A. s'ajustarà a les normes de l'article 11 i concordants de la Llei General de les Finances Públiques i a les disposicions de desplegament.

2. La comptabilitat es portarà d'acord amb les normes derivades dels articles 51 i següents de la mateixa Llei.

La Junta de l'O.R.T.A. trametrà cada any al Govern, perquè se sotmetin a l'aprovació del Consell General, els documents següents:

La liquidació del Pressupost
El compte d'explotació
El compte resum d'operacions comercials
Un estat de variació del fons de maniobra
Un quadre de finançament

Article 14

L'Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra es finança amb càrrec al Pressupost General d'Andorra i també mitjançant els ingressos i els rendiments de les seves activitats.

Els ingressos per publicitat no podran, en cap cas, ultrapassar la quantitat equivalent a una tercera part del total de les despeses pressupostades.

Article 15

1. La Intervenció General, d'acord amb la Llei General de les Finances Públiques i el Decret Regulador de l'esmentada Intervenció General, vigilarà de manera constant la correcta execució dels Pres-

supostos de l'Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra, així com la situació de la seva tresoreria, la realització de cobraments i pagaments i, en general, tot allò que es refereixi a l'ordre financer de l'Entitat.

2. L'Interventor podrà proposar al President de la Junta de Govern l'exercici de la seva facultat suspensiva respecte dels acords de la Junta de Govern que infringeixin les limitacions previstes al present Estatut o les assenyalades pel Govern en ús de les competències que se li reserven, respecte a l'aplicació i finançament de les inversions o als que tinguin per objecte aplicacions inadequades de partides del pressupost, o per qualsevol altra raó important de caràcter financer. Si l'exercici d'aquesta facultat suspensiva no fos aprovat pel Govern dins un termini de 30 dies, romandrà en vigor l'acord suspès.

Títol III. Gestió indirecta

Article 16

La gestió dels serveis públics de radiodifusió i televisió per part de persones físiques o jurídiques, altres que l'Organisme de Ràdio i Televisió d'Andorra, requereix concessió administrativa prèvia.

Article 17

Les concessions seran atorgades:

a) Pel Govern, per a les freqüències, canals i posicions orbitals dels satèl·lits geostacionaris necessaris per a la cobertura exclusiva del territori andorrà.

b) Per l'E.N.A.R., per a les freqüències, canals i posicions orbitals l'amplitud de les quals sobrepassi el territori del Principat.

Article 18

1. El règim de les concessions, l'atorgament de les quals correspon al Govern, es determinarà pel Consell General.

2. Les concessions de competència de l'E.N.A.R. s'ajustaran a les normes contingudes en el seu Estatut.

3. En ambdós supòsits seran d'aplicació les prescripcions generals establertes en el Codi de l'Administració.

9 - "Els programes seran íntegrament en català. Andorra tindrà ràdio i televisió pública el pròxim 8 de setembre. Les emissions continuades es faran al gener.", article d'Anna Gómez, *Avui*, Barcelone, 17/03/1990.

Avui 17/3/90 Els programes seran íntegrament en català

Andorra tindrà ràdio i televisió pública el pròxim 8 de setembre

Les emissions continuades es faran al gener

Anna Gómez, *corresponsal*
ANDORRA LA VELLA — El Consell General d'Andorra ha acordat fixar el 8 de setembre d'aquest any, festivitat nacional de Meritxell, com a data límit per posar en funcionament la ràdio i la televisió pública del país, que emetrà íntegrament en català, desenvolupant d'aquesta manera la llei de radiodifusió i televisió aprovada per l'anterior executiu. Les emissions contínues es començaran a fer a partir de gener.

Aquest acord es va produir en la reunió mantinguda dimecres passat, en què es van fixar diferents bases per a la posada en marxa dels mitjans de comunicació andorrans i desenvolupar la normativa aprovada pel Consell General el dia 12 d'octubre de l'any passat. D'aquesta manera, el govern creu que la festivitat nacional de Meritxell és una data prou significativa per tirar endavant el projecte.

Amb la llei de la ràdio i la televisió andorranes, les activitats de les quals es finançaran mitjançant el pressupost general del país, s'ha creat l'ORTA, que és l'entitat de dret públic que gestionarà la radiodifusió del país. De la mateixa manera, es contempla l'exploració de les ràdios privades, que estaran subjectes a una concessió prèvia fins que l'ORTA no tingui freqüència per al seu funcionament.

Un altre dels apartats de la llei assenyalava que els ingressos de publicitat no podran superar una tercera part del total de la despesa pública, tant en ràdio com en televisió.

De moment, no se sap encara el nom dels futurs directores de la ràdio i la televisió andorranes, ni quin pot ser l'abast que tindran aquestes emissions. Inicialment s'ha dit que no s'instal·laran reemissors, fet que descarta que es pugui veure en àmplies zones de Catalunya o de la Catalunya del Nord. De tota manera, si que podria arribar a la Seu d'Urgell i a part de la Cerdanya.

Immigrants qualificats

En un altre ordre de coses i en la mateixa sessió de govern, el conseller de Treball i Benestar Social, Antoni Armengol, va informar sobre la reunió mantinguda amb el responsable de l'executiu, Oscar Ribas, i els veguers per abordar la problemàtica de la immigració. De cara al futur es va plantejar la possibilitat d'exigir una qualificació

General d'Andorra, va ratificar dijous per unanimitat l'acord comercial amb la Comunitat Econòmica Europea firmat a Brussel·les el 14 de desembre de 1989 pel qual aleshores era cap del govern, Josep Pintat, i els representants dels coprínceps.

El següent pas correspon a la Comunitat, que procedirà a la ratificació d'aquest document perquè entri en vigor.

En el transcurs de la sessió del Consell General es posarà de manifest que els consellers són partidaris d'aplicar la via de l'article 113, que contempla tan sols l'aprovació dels dotze països comunitaris i no la del Parlament

Europeu. Contràriament, si s'apliqués l'article 235, seria necessària l'autorització de la Cambra Europea, fet que podria allargar els tràmits. En aquest sentit, si la CE ratifiqués el document abans del mes de juliol, l'acord comercial entraria en vigor l'1 de gener de 1991. El cap del govern andorrà, Oscar Ribas, ha afirmat que és tan important el contingut de l'acord com el reconeixement que comporta d'Andorra com un Estat.

El titular de l'àrea de Finances, Jaume Bartumeu, ha informat que estan estudiant diversos avantprojectes d'impostos que substituïxin la taxa que s'aplica en la duana per mercaderies.

societat *avui*, dissabte
17 de març de 1990



Andorra tindrà televisió pública aquest mateix any

professional als treballadors immigrants, així com la implantació d'un sistema de quotes per a les empreses. També hi ha la possibilitat que es concedixin, de forma continuada al llarg de l'any, autoritzacions de treball amb l'objectiu d'evitar aglomeracions administratives.

D'altra banda, el ple del Consell

10 - "La primera fase comptarà amb més programes fets per l'ens que adquirits. La televisió andorrana apostarà pels espais de producció pròpia. Es pretindrà captar la realitat social d'Andorra.", article d'Òscar Montferrer, *Avui*, Barcelone, 24/05/1990.

La primera fase comptarà amb més programes fets per l'ens que adquirits

La televisió andorrana apostarà pels espais de producció pròpia

Es pretindrà captar la realitat social d'Andorra

Òscar Montferrer
BARCELONA.

La televisió andorrana, que començarà a emetre el pròxim 8 de setembre en període experimental, tindrà en els espais de producció pròpia un dels elements principals de la seva programació.

Segons Vicent Mateu, secretari general tècnic del govern andorrà, "hi haurà una quantitat important de temps dedicat als informatius, en el sentit estricte, d'àmbit local, a la vegada que també es faran altres espais, com debats, centrats en el mateix àmbit".

En aquest sentit, s'espera que, ja en la primera fase d'emissions, els espais produïts pel propi ens televisiu superin en quantitat i en temps d'emissió els que es puguin emetre procedents d'altres cadenes, a la vegada que el grau de qualitat dels professionals que hi treballin sigui elevat. Per aconseguir això, el govern andorrà posarà en marxa una fase, qualificada d'operativa, que servirà per impartir a la plantilla de l'ens televisiu els coneixements que requereix el mitjà, tant pel que fa als aspectes purament tècnics com als periodístics o d'altres de tipologia més general.

El procés de creació de la televisió andorrana es troba ara en la fase d'avantprojecte, en el qual s'inclou la quantificació dels costos i l'obtenció del compromís de col·laboració amb les cadenes de televisió veïnes.

L'elaboració d'aquest avantprojecte, que ha estat definit per Mateu com "la manera de saber què és el que ens fa falta per posar en marxa una cadena de televisió", ha estat encarregat a Enric Canals, amb la intenció que pugui aportar al projecte andorrà l'experiència que va adquirir amb la creació de Televisió de Catalunya.

L'entrega d'aquest avantprojecte no té una data prevista perquè, segons Mateu, "el senyor Canals està en comunicació amb els nostres tècnics —Daniel Bastida i Lidia Armengou—, de manera que tenim notícies constantment sobre què és el que s'està fent i no ens fa falta esperar a tenir l'informe final per començar a treballar. És un procés que avança i que reflecteix un projecte en el qual hi ha encara factors que cal acabar de perfilar".

Segons Mateu, "encara no s'ha entrat en la fase de discussió i no s'ha



Enric Canals prepara el projecte per a la televisió andorrana

pensat en quines seran les persones que dirigiran la televisió andorrana, així com tampoc s'ha acabat d'arrodonir tot el que faci referència als continguts". "El que si que es vol —afegeix Mateu— és crear un nou lloc des d'on tractar la realitat andorrana i difondre la cultura catalana."

Pel que fa al caràcter de la televisió andorrana, Mateu comenta que "serà eminentment pública, amb vocació de servei i sense finalitat comercial, si més no pel que fa referència al canal que ara s'inaugurarà. Una altra qüestió és l'oportunitat de donar pas a cadenes privades, però aquesta possibilitat és encara llunyana, tot i que no està descartada. Amb tot, cal recordar que és l'Estat qui tira endavant la iniciativa".

La creació d'una televisió andorrana va ser aprovada l'any passat pel Consell General, que va dictar la llei que feia possible la creació de l'Organisme de Ràdio i Televisió Andorranes (ORTA). Segons Mateu, "aquesta llei es va emetre en previsió de la necessitat de compliment del que era una demanda social molt estesa".

L'impuls final per a la creació de l'ens televisiu ha vingut de la mà del nou govern, encapçalat per Oscar Ribas, que incloïa aquesta acció en el seu programa electoral. La victòria a les urnes ha estat el tret de sortida per a la nova cadena.

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

4.6 - La négociation de la constitution

Documents:

1 - "Mitterrand aux Andorrans. Des mutations s'imposent. Les Andorrans à l'Élysée. Éviter tout malentendu.", article d'Henri Fabre, *L'Indépendant*, Perpignan, 23/10/1985.

2 - "El projecte de llei de matrimoni no preveu el divorci. Els interessos dels dos coprínceps frenen la modernització d'Andorra. L'Església i Mitterrand no s'entenen. Al Principat no hi ha divisió de poders.", article de Joana Viusà, *Avui*, Barcelona, 06/06/1988.

3 - "El bisbe de la Seu acusa Mitterrand.", *Avui*, Barcelona, 11/07/1988. "Martí Alanis culpa Mitterrand d'aïllar Andorra.", Europa Press, *Diari de Barcelona*, Barcelona, 06/06/1988.

4 - "Ara acaben de fer-se oficials els seus resultats... Converses, a París, entre l'Elisi i Andorra.", article de Rosa Mari Sorribes, *Informacions*, Andorra la Vella, 09/06/ 1990.

5 - "El parlament d'Andorra acorda per unanimitat la redacció d'una constitució. La CEE ratifica el conveni comercial amb el Principat pirinenc.", *Avui*, Barcelona, 29/06/ 1990.

6 - "Canvis institucionals. Amb la redacció d'una constitució escrita Andorra podrà ser reconeguda com estat.", article de Clara Ribas, *El Punt Diari*, Girona, 20/07/1990.

7 - "Acord històric per a la futura llei pressupostària dels comuns. Uns 3.650 milions es repartiran les parròquies segons territori i població.", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 20/11/1991.

8 - "Aquest rotatiu ha tingut accés i ofereix als seus lectors el text íntegre de l'avantprojecte que debat la tripartita. La Constitució ja és al carrer. Al poble el que és del poble.", editorial, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 04/01/1992.

9 - "Tres especialistes parlen com hauria de ser la constitució andorrana.", articles de M.C. Orduño, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 28/06/1992.

10 - "XXIV Universitat Catalana d'Estiu. Les tendències polítiques centren la diada

de Prada dedicada a Andorra.", articles de J. Oliva et de M. Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 22/08/1992.

11 - "*V Diada andorrana a la Universitat Catalana d'Estiu. Constitució i partits polítics, en el centre del debat de Prada. L'evolució de la política i l'economia van marcar ahir la discussió a Prada.*", articles de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 23/08/1992.

12 - "*L'assignació del 30% ha estat corroborada aquesta setmana. Els cònsols i el cap del Govern per delegació van tancar un any de negociació.*", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 02/10/1992.

13 - "*La Mitra reitera el perill d'una futura "monaquitxació" d'Andorra.*", article d'Àlvar Valls, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 12/11/1992.

14 - "*Discurs de S.E. el copríncep i bisbe d'Urgell en ocasió de la quèstia de 1992. L'esclat final d'un conflicte anunciat.*", edició especial, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 12/11/1992.

15 - "*El bisbe de la Seu posa les seves condicions per continuar com a copríncep. Martí Alanis reclama tenir el dret a vet en la Constitució d'Andorra. Tem que el Principat pugui caure en mans franceses.*", article de Lluís Bonada, *Avui*, Barcelone, 13/11/1992.

16 - "*Nou recull de parers sobre el parlament del copríncep episcopal el dia de la quèstia. Mas, Cerqueda, Babi, Aristot, Cosan i Sangrà opinen sobre el discurs.*", article d'Àlvar Valls, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 14/11/1992.



Documents annexes 4.6 : LA NÉGOCIATION DE LA CONSTITUTION

1 - "Mitterrand aux Andorrans. Des mutations s'imposent. Les Andorrans à l'Élysée. Éviter tout malentendu.", article d'Henri Fabre, *L'Indépendant*, Perpignan, 23/10/1985.

MITTERRAND AUX ANDORRANS

L'Indépendant - 23/10/85

Des mutations s'imposent

DES mutations s'imposent, c'est une tâche de longue haleine pour laquelle vous trouverez à vos côtés le coprince français a déclaré M. François Mitterrand en recevant hier à l'Élysée les représentants de la Principauté d'Andorre venus lui remettre la traditionnelle "questia".

Par ailleurs, le coprince français a préconisé une "réforme du régime commercial" de l'Andorre à la suite de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E.

[Avant-dernière]

Le coprince français en compagnie du syndic général des Vallées, M. Francesc Cerqueda Pascuet.



Les Andorrans à l'Élysée

L'Indépendant - 23/10/85

PARIS. — Le président Mitterrand, coprince d'Andorre, a préconisé hier une réforme du régime commercial exceptionnel de la Principauté d'Andorre, à la suite de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne.

Le chef de l'État, qui recevait des autorités andorranes la traditionnelle « questia » a souligné que les responsables de la principauté pyrénéenne devaient trouver, avec les autorités de Bruxelles, après une période consensuelle de deux ans, « une solution qui préserve les fondements de la prospérité andorranne, dans le respect des règles du commerce européen ».

L'Andorre, principauté d'environ trente mille habitants, est un paradis pour les produits détaxés. Conformément à une tradition de plus de sept siècles, les autorités andorranes remettent alternativement chaque année la « questia », un tribut d'un montant devenu symbolique : 1 920 F cette année - aux deux coprinces, le président de la République pour la France et l'évêque de la Seo d'Urgel pour l'Espagne.

Revenu du coïeur doré, réservé aux plus hautes autorités de la principauté, M. Mitterrand a reçu le serment d'allégeance des dé-

putés andorrans, sous les lambris dorés du salon Murat, où se tient chaque semaine le Conseil des ministres. Revêtus de leurs traditionnelles capes noires et coiffés de bonnets noirs, ils ont chacun levé la main droite au-dessus d'un crucifix, posé sur un coussin de velours rouge devant le coprince français.

Avant de remettre la « questia » le syndic général des Vallées, le très illustre Francesc Cerqueda Pascuet, a rappelé l'attachement des Andorrans à « la structure institutionnelle particulière » de la principauté et s'est inquiété du futur statut commercial qu'Andorre devra négocier d'ici deux ans avec les organes communautaires.

Pour sa part, M. Mitterrand a souligné que l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun constituera pour Andorre « un défi dont l'enjeu principal est le régime commercial exceptionnel » de la principauté. « Il faudra le faire évoluer », a ajouté le coprince français, de façon que « soit trouvée une solution qui préserve les fondements de la prospérité d'Andorre », tout en respectant les « règles du commerce européen ».

M. Mitterrand a également insisté sur la nécessité d'accélérer les réformes institutionnelles de la principauté, entamées en 1981, malgré les réticences locales des notables locaux par la mise en place d'un conseil exécutif. Il a observé que « la démocratie a franchi un pas nouveau cette année avec l'abaissement de l'âge de la majorité civile et civique à 18 ans », et a souligné que soit « bientôt mis en place un tribunal administratif et fiscal, condition d'une véritable séparation des pouvoirs ».

« Des mutations s'imposent, c'est une tâche de longue haleine pour laquelle vous trouverez à vos côtés le coprince français », a conclu M. Mitterrand.

La délégation andorranne

La délégation andorranne était composée de MM. Josep Giral Solans, chef du gouvernement, Josep Montané-Pons, (La Massana), Semo Duro Coma (Ordino), Josep Maria Mas Pons (Vic-syndic), Francesc Cerqueda Pascuet (syndic général).

Eviter tout malentendu

(De notre rédaction parisienne)

A l'issue de la réunion de travail à l'Élysée, hier après-midi de 15 h à 17 h, entre la délégation andorranne et les services du coprince français, le bruit a couru, répété par des agences de presse, qu'il avait été question de « réforme fiscale de l'Andorre ». Interrogé par *L'Indépendant* sur ce point épineux, M. Jean-Claude Collard, directeur de cabinet du président de la République, qui a représenté le coprince pendant la séance de travail, a tenu à préciser : « Contrairement à ce qui a pu être dit et répété, il n'a pas été question d'un régime fiscal interne à l'Andorre. Et pour cause : il n'est pas de la compétence des coprinces. En revanche, nous avons évoqué avec nos amis andorrans et dans un esprit de grande compréhension mutuelle, les aménagements nécessaires

qu'il conviendra d'apporter aux règles commerciales applicables à l'Andorre, à la suite de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ».

Ce démenti montre, à l'évidence, qu'à l'Élysée on s'est beaucoup inquiété, et à juste titre, de l'interprétation qui avait pu être faite du discours du président de la République. On a crainé les effets d'un résumé trop hâtif et qui seche sans doute par une connaissance superficielle de la principauté dont on sait le son jour avec lequel elle protège ses droits. L'un des points essentiels de la rencontre, à l'occasion de la remise solennelle de la Questia, était par ailleurs de déterminer la composition de la délégation qui défendra les intérêts d'Andorre à Bruxelles. Les Andorrans ont reçu confirmation, hier, que cette délégation sera composée des

délégués des deux coprinces et des délégués des « habitants » d'Andorre. Cette précision signifiant qu'il pourra y avoir des représentants du gouvernement andorran ou encore des représentants du Conseil général des Vallées. « C'est à vous d'en décider », a précisé aux Andorrans le représentant du coprince français.

La réaction de Jean-Claude Collard, pour démentir tout malentendu, prouve que le président de la République prend très au sérieux les « affaires d'Andorre » que l'on sait compliquées. C'est plutôt de bon augure au moment où les Andorrans peuvent eux aussi attendre les meilleures et les plus des conséquences de l'élargissement imminent du Marché commun à l'Espagne et au Portugal.

Henri FABRE

Documents annexes 4.6 : LA NÉGOCIATION DE LA CONSTITUTION

2 - "El projecte de llei de matrimoni no preveu el divorci. Els interessos dels dos coprínceps frenen la modernització d'Andorra. L'Església i Mitterrand no s'entenen. Al Principat no hi ha divisió de poders.", article de Joana Viusà, *Avui*, Barcelona, 06/06/1988.

països catalans, avui

El projecte de llei de matrimoni civil no preveu el divorci Rov. 6/6/88

Els interessos dels dos coprínceps frenen la modernització d'Andorra



El Principat d'Andorra busca encara el camí de la modernització institucional, que topa amb un sistema de govern medieval

L'Església i Mitterrand no s'entenen

Joana Viusà

ANDORRA LA VELLA. — Els coprínceps d'Andorra arribaran un dia a alçar a plantejar-se la seva existència com a cosmeses del Principat. Per a cada un d'ells es perfila una situació conflictiva amb l'evolució moderna de les valls andorranes. Els serveis del coprínceps francès ja han hagut de transpèr les coses en alguna ocasió per evitar una situació internacional en la qual aquest seria el cap de dos Estats, situació que rebuixa la Constitució francesa. El coprínceps episcopal, monsenyor Joan Martí Alarín, bisbe de la Seu d'Urgell, comença a topar, per la seva banda, amb un altre encall, que també entra en conflicte amb la seva condició de ministre de l'Església: el tema del divorci. Els seus serveis i els governants andorranos la setmana que estàs estudiant un projecte de registre i de matrimoni civil que no inclou el divorci per als andorranos, sinó només la separació sense possibilitat de tornar-se a casar. Els andorranos afirmen que si prospera aquest projecte, resultarà que l'Andorra que es casí pel civil quedarà lligat per tota la vida sense cap possibilitat de rescissió del contracte matrimonial, constantment al qui es casa per l'Església, que pot rescindir a una dissolució canònica.

El portaveu de la Mitra, Joan Manna, nomenat recentment, ha afirmat a l'AVUI que «si un dia els andorranos demanen una llei de divorci, això podria provocar un shock i posar personalment el coprínceps en dificultats serioses respecte a la fidelitat bíblica i a l'Església catòlica». Diu Joan Manna que «és de l'athem coneguda la posició que l'Església manté enfront del divorci».

Per ara, els andorranos no han demanat obertament el dret al divorci: «En el moment present, el Consell General ha evitat els seus textos de registre i de matrimoni civil i el divorci no hi és contemplat». Però el portaveu de la Mitra constata que el coprínceps episcopal ha manifestat que «si arribéssim a aquestes alçades de contradicció, sigui les de tipus constitucional (en el cas del coprínceps francès), sigui les de consciència, el coprínceps episcopal, per la seva part, retindria els poders al poble andorrà, amb què els va pactar, en certa manera, al segle XIII».

Pel costat francès, el veguer del coprínceps, Louis Debblé, ha fet valer que «el coprínceps Mitterrand ha heretat una situació en què l'altre coprínceps de bisbe i té un poder temporal, únic en el món». Segons Debblé, «el president Mitterrand no ha volgut posar mai sobre la taula aquest assumpte, i ha deixat que la Mitra decidís què es vindria fer, però sembla difícil —la declara Louis Debblé a l'AVUI—, que el coprínceps episcopal no defensi estrictament la posició de l'Església». Joan Manna ha reconegut que «aquí s'està arribant als límits dels poders dels coprínceps», però que monsenyor Joan Martí Alarín continuarà lluitant pel reconeixement internacional d'Andorra mentre el poble andorrà mantingui aquesta aspiració. Per exemple, lluitarà perquè Andorra obtingui la seva adhesió a organismes com la UIT (Unió Internacional de Telecomunicacions), l'OMT (Organització Mundial de Turisme), la UNESCO o bé el Consell d'Europa. Louis Debblé, en canvi, no creu possible que Andorra pugui ingressar a aquests organismes si no és un Estat de dret. «És difícil que Andorra sigui Estat de dret internacional, essent un dels dos caps d'Estat a la vegada president de la República francesa», segons Debblé, «implicaria un cognominat de les institucions andorranes, i revisar aquestes institucions per instal·lar un veritable Estat de dret vol dir la fi del coprínceps».

Altresment dit, un desdoblament del coprínceps francès a favor del poble. Sigui com sigui, el veguer francès no veu tampoc fàcilment la connexió d'Andorra com a Estat de dret d'una manera immanent, tot i que s'ha manifestat a favor. Això voldria dir, segons ell, que els andorranos controlen tota l'Administració. «Amb 50.000 habitants que té Andorra, necessitaria 2.000 funcionaris, pràcticament tota la població activa andorrana! Per assolir l'Estat de dret cal que almenys la meitat de la població sigui andorrana», opina el veguer del coprínceps francès.

«Però això podrà esdevenir-se molt de pressa. Tan sols és una qüestió de voluntat política i que el govern apliqui les recomanacions fetes pel demògraf Georges Tapron, d'integrar els residents que fa anys que viuen a Andorra».

L'opinió dels serveis dels dos coprínceps coincideix en aquest punt: en canvi, en d'altres hi ha grans divergències, i en algunes les tres parts estan contraposades: s'ha arribat a un grau de conflictivitat bastant sistemàtic que bloqueja i paralitza la vida administrativa andorrana; alhora que es planteja amb urgència prendre decisions determinants de cara al futur. Un exemple: els drets humans reivindicats pel coprínceps episcopal van ser introduïts en contra de la voluntat del Consell de les Valls i dels serveis del coprínceps francès, que, paradoxalment, tenen i tracten de col·laboradors d'un president socialista, semblen rebuixar el dret d'associació i el dret de reunió.

Joan Manna, conatent del carteró sense sortida on s'ha anat a parar amb tanta punta fonamental en litigi, està fàcilment a favor que les tres parts elaborin una Constitució. El veguer francès considera que, de totes maneres, els drets humans no es poden limitar només als drets d'associació, de sindicació i de vaga.

Al Principat no hi ha divisió de poders

Joana Viusà

El Principat d'Andorra, país de 464 quilòmetres quadrats i de prop de 50.000 habitants, és governat per quatre ciutats: París, Perpinyà, la Seu d'Urgell i Andorra la Vella. A la capital andorrana hi ha la seu del Casal de la Vall amb el Consell General (assemblea parlamentària), i el govern riépel pel primer organisme des de la reforma de les institucions del 1981. Per sobre del poble, els coprínceps tenen encara un poder gairebé absolut, com al segle XVIII a Europa, amb cançalit dels tres poders: executiu, legislatiu i judicial. Efectivament, cada coprínceps somena un veguer que fa de ministre de l'Interior, de magistres judicial i de policia. Els dos veguers dels coprínceps viuen a Andorra. Els coprínceps somenen, per altra banda, dos delegats permanents que residiran l'un a Perpinyà, i que és el prefecte dels Pirineus Orientals, i l'altre al país episcopal de la Seu d'Urgell.

Documents annexes 4.6 : LA NÉGOCIATION DE LA CONSTITUTION

3 - "El bisbe de la Seu acusa Mitterrand.", *Avui*, Barcelona, 11/07/1988. "Martí Alanis culpa Mitterrand d'aïllar Andorra.", Europa Press, *Diari de Barcelona*, Barcelona, 06/06/1988.

Diari de Barcelona - 11/07/88

Martí Alanis culpa Mitterrand d'aïllar Andorra

Els coprínceps discrepen sobre els organismes en què s'hauria d'integrar el Principat

Europa Press

◆ LA SEU D'URGELL. - El bisbe de la Seu d'Urgell i copríncep d'Andorra, monsenyor Joan Martí Alanis va responsabilitzar ahir el copríncep francès i president de la República Francesa, François Mitterrand, del problema de l'absència i l'aïllament del principat d'alguns organismes internacionals.

Segons Martí Alanis, Mitterrand és contrari a acceptar aquesta integració internacional d'Andorra.

Els organismes a què es refereix el bisbe de la Seu d'Urgell són, entre altres, la UNESCO, el Consell d'Europa i l'Organització Mundial de Turisme (OMT).

En relació amb la no adequació de la legislació andorrana, a la de qualsevol altre

Estat democràtic, per la seva integració al consell d'Europa, el copríncep espanyol assenyala que "això és només una mostra". Segons Alanis l'arrel del problema és que "Andorra no necessita ser present a tants organismes internacionals, i que el copríncep francès no accepta fàcilment que el Principat s'integri en aquelles organitzacions en les quals jo considero que hauria de ser".

Martí Alanis considera que els drets humans al Principat "són fonamentalment respectats". No obstant, diu que "hi ha un dret que s'hauria de proclamar i aplicar: el d'associació o el de llibertat d'expressió, encara que de fet estiguin reconeguts, ja que els periodistes poden escriure amb llibertat sobre Andorra i els seus problemes".



Joan Martí Alanis, copríncep espanyol d'Andorra

talans, avui, diumenge, 31 de juliol del 1988

El bisbe de la Seu acusa Mitterrand

SEU D'URGELL — El bisbe de la Seu d'Urgell i copríncep d'Andorra, Martí Alanis, ha responsabilitzat el president de la República francesa, François Mitterrand, del fet que Andorra no sigui present en alguns organismes internacionals.

Segons monsenyor Alanis, la presència d'Andorra a la UNESCO, el Consell d'Europa o l'Organització Mundial de Turisme depèn del consentiment de Mitterrand, copríncep francès del Principat.

Pel que fa a la no adequació de la legislació andorrana a la de qualsevol altre Estat democràtic per a la seva integració al Consell d'Europa, Martí Alanis afirma que l'arrel del problema és que Andorra no necessita pertànyer a tots els organismes internacionals, però sí que cal que s'integri en aquells que ell creu més necessaris.

9

4 - "Ara acaben de fer-se oficials els seus resultats... Converses, a París, entre l'Elisi i Andorra.", article de Rosa Mari Sorribes, *Informacions*, Andorra la Vella, 09/06/ 1990 (page 1 sur 4)

Informacions - 9/6/90 - (per Rosa Mari Sorribes)

ARA ACABEN DE FER-SE OFICIALS ELS SEUS RESULTATS ... CONVERSES, A PARIS, ENTRE L'ELISI I ANDORRA

Abans que res volem deixar constància de l'absurda meticulositat burocràtica i formulista que ha fet que, fins ara, l'opinió pública no pogués estar assabentada del contingut de les converses que van tenir lloc al Palau de l'Elisi de París, entre una delegació andorrana composta pel Sub-Síndic Josep Casal Puigcerdal, Oscar Ribas, Cap de Govern, Miquel Aleix Areny, membre de la Comissió Permanent del M.I.C.G., Jaume Bartumeu, Conseller de Finances, Comerç i Indústria i Antoni Fifana, Secretari General del M.I.C.G., i una representació dels Serveis del Copríncep francès en la qual intervenien Michel Jau, del Gabinet de S.E., Jean-François Cousin, Sots-director per Europa Meridional del Ministeri d'Afers Estrangers, Roger Gros, Delegat Permanent, Jean-Pierre Courtois, Veguer i Jean-Marc Rives, col·laborador de Jean-François Cousin. Aquesta representació francesa era encapçalada pel Director del Gabinet de François Mitterrand, Gilles Ménage que assumia, conjuntament amb el Sub-Síndic Casal, la presidència de la reunió.

La importància dels temes que s'hi van tractar ens obliga tot i el retard de gairebé dos

mesos i mig, a informar els nostres lectors per tal que puguin fer-se una opinió respecte als temes abordats i el seu seguiment i encarrilament.

LES LÍNIES D'ACTUACIÓ DE L'ELISI

Un cop donada la benvinguda a la Delegació andorrana i en haver-se informat de l'estat de salut del Síndic Beal, Gilles Ménage va passar directament a evocar les línies d'actuació aplicades per l'Elisi a les qüestions d'Andorra i que, sintèticament, podien ésser aquestes:

- La claredat de llenguatge, la qual cosa pressuposa franquesa en les relacions i voluntat de fer avançar els temes pendents.
- La voluntat d'evitar dilacions i ambigüitats en tot allò que es refereix a la reforma Institucional.
- Cap qüestió no queda fora d'una eventual discussió, tant en el camp Intern com en l'Internacional.
- Elaboració d'una Constitució: La discussió queda oberta, però no pot ésser considerada com una qüestió prèvia, que pugui bloquejar altres temes de la Reforma Institucional.

- Camp Internacional: aconsejlla d'avançar gradualment mitjançant un procés que eviti contradiccions amb els interessos francesos, i sempre que no s'arribi a un canvi radical en la posició que tradicionalment ha mantingut el Principat.

- Altres qüestions diverses: El Copríncep Francès està interessat en preservar la identitat andorrana, la qual cosa pressuposa de cercar el necessari equilibri entre l'evolució que totes les institucions desitgen i els principis de fons. Caldrà avançar d'acord amb el ritme que vulguin fixar els elegits del Poble.

ELS TEMES ABORDATS

Un cop que la representació dels Serveis del Copríncep Francès hagués exposat les grans línies de preocupació de l'Elisi en allò tocant a la seva política envers Andorra, fou el Cap de Govern, Oscar Ribas, que, un cop que el Sub-Síndic Casal agrai la rebuda i l'interès per l'estat de salut del Síndic Beal, encetà les converses preliminars a la determinació dels temes que serien abordats en la trobada i que, de mutu acord, foren els següents:

- El Procés de Reforma Insti-

32

4 - "Ara acaben de fer-se oficials els seus resultats... Converses, a París, entre l'Elisi i Andorra.", article de Rosa Mari Sorribes, *Informacions*, Andorra la Vella, 09/06/ 1990 (page 4 sur 4)

<p>sintesi "el text ja ha circulat en la Comissió que l'ha adreçat al Col·legi de Comissaris, el qual l'informarà probablement durant el present mes de març. Acte seguit, el text s'elevarà al Consell de Ministres (mes d'abril) que l'enviarà al Parlament per a informació, (tràmit de consulta que no requereix conformitat de l'Assemblea, ja que s'aplicarà l'article 113 del Tractat de Roma, si bé no s'evitarà el debat davant el Parlament). En el si del Consell de Ministres és previsible que alguns Estats formulin observacions sobre la base jurídica del text de l'acord comercial, però no el parantitzaràn. Acte seguit, tindrà lloc l'intercanvi de cartes. Això comporta que es pugui respectar el termini previst del 1er de juliol de 1990, com a data d'entrada en vigor del Conveni Comercial".</p> <p>El Veguer Francès va com-prometre's en adreçar al Govern un model estandaritzat del document regulador aplicat per la CEE en els convenis subscrits per la Comunitat amb països tercers com és el cas d'Andorra. I això un cop que s'hagi convinyut que serà el Govern que s'adrexi als Governats francès i espanyol per tal de donar-los a conèixer l'aprovació, per part del M.I.C.G., del conveni Comercial.</p>	<p>va afirmar que "en el camp de l'Ensenyament no hi ha cap voluntat d'heterogenia cultural sobre el Principat per part francesa".</p> <p>Per aquesta causa Gilles Ménage considera lògica la reivindicació de l'andorranització de l'ensenyament i farà al·lusió que decidixin les autoritats elegides i quins han d'asser els plantejaments per tal que els centres educatius dependents del Copríncep francès puguin aportar quelcom a la cultura andorrana.</p> <p>Es va abordar conjuntament el problema de l'Escola Andorrana, arran d'un informe presentat pel Cap de Govern, en el qual, a més a més s'hi aplegaven diverses reflexions sobre l'esforç necessari d'adaptació a la realitat andorrana i al món laboral.</p> <p>El Veguer Francès va considerar que no hi ha cap mena de dubte entre els responsables dels diversos sistemes educatius presents a les Valls.</p> <p>Segons la declaració oficial rebuda des d'Andorra, el senyor Gilles Ménage "considera que la millor fórmula per avançar en aquesta qüestió consisteix en demanar al Ministre francès d'Educació Nacional, que delegui les seves funcions facultades en el Rector de l'Acadèmia de Montpeller (Responsable actual del sistema educatiu francès al Principat), perquè des de París difundint es pugui ésser sensible a la complexa realitat andorrana.</p> <p>El Sr. Jaume Bartrumeu indica que pot ésser possible</p>	<p>que s'atorgui un poder especial al rector de l'Acadèmia de Montpeller, però caldrà que se li donessin igualment instruccions d'abandonar els criteris d'actuació aplicats pel Ministeri d'Educació Nacional Francès, per tal de poder adaptar a la realitat andorrana.</p> <p>El Sr. Veguer manifesta recolzar la proposta andorrana de modificar el Decret del Copríncep Francès del 1982.</p> <p>El Sr. Cap de Govern es refereix a la convalidació dels llibres expedits per l'Escola Andorrana.</p> <p>Finalment, s'acorda d'intenciar ràpidament els contactes necessaris per tal d'obrir una via de diàleg sobre les qüestions educatives".</p> <p>TUNEL D'ENVALIRA</p> <p>Pel que fa al túnel d'Envalira, Oscar Ribes afirma que el Govern ha adoptat la decisió ferma de fer el túnel i que s'han iniciat els estudis de rendibilitat, mentre que el Sub-Sindic Casal es refereix als problemes de la carrera d'embarcament des de l'Hospitalet fins la futura plataforma duanera, que es trobaria dins el territori andorrà.</p> <p>Pel que fa al Delegat Permanent, diu que hi ha encara tres temes pendents :</p> <p>- El viat d'accés en treny francès.</p> <p>- La realització de la plataforma on se situaran les dependències de Duana, Policia i altres, així com l'elaboració</p>	<p>del Conveni entre ambdues administracions.</p> <p>- I, finalment, la construcció dels edificis administratius.</p> <p>RADIODIFUSIO</p> <p>En Gilles Ménage exposa que el tema de les telecomunicacions hauria d'ésser tractat amb més profunditat en una propera reunió i que, respecte a les freqüències, manifesta en l'ambit estricteament andorrà no posa cap problema, si que aquestes apareixen quan es tracta de la utilització de les freqüències per satèl·lit, car no es desitja que Andorra sigui "el Cavall de Troia" que afegui l'equilibri de les telecomunicacions europees. Això no vol dir -precisa- que Andorra no tingui un dia la vocació per utilitzar les seves freqüències per satèl·lit. En tot cas, considera que seria necessària una actuació concertada.</p> <p>El Sr. Cap de Govern indica que hi ha interès en reprendre les freqüències que pertanyen a Andorra, però que la preocupació immediata de l'Estatutiu i del Legislatiu Andorrà se centra en la radiodifusió internacional.</p> <p>El Sr. Veguer exposa que no es qüestiona la possibilitat d'endre des d'Andorra a l'estranger, però cal fer-ho mitjançant una concertació prèvia, amb la finalitat de defensar la nostra identitat com a europeus. No es pot caure, doncs, en certes temptacions americanes o japoneses.</p> <p>El Sr. Cap de Govern consti-</p>	<p>dera que una fórmula possible d'explosió de les freqüències, passaria per llur explotació a 3 bandes : Espanya-Andorra-França.</p> <p>El Sr. Gilles Ménage recorda que es tracta d'un fons de comerç que es revaloritza any rera any, i que cal actuar amb prudència".</p> <p>EL CONTROL BANCARI</p> <p>Un dels punts claus dins la nostra estructura econòmica global i que no ha deixat de preocupar darrerament. Les reflexions dels reunits, al respecte, han estat aquestes :</p> <p>"El Sr. Gilles Ménage manifesta que existeix un interès en controlar l'activitat bancària, per tal d'evitar certes acusacions contràries a l'ètica i garantit, consegüentment, la moralitat en les activitats bancàries. En aquest sentit, proposa la creació de dos tipus de Comités :</p> <ul style="list-style-type: none"> * El Grup de pilotatge : format per polítics (Sindic General, Cap de Govern, Delegats Permanents i Veguers). * El Grup d'Experts : format per tècnics en la matèria. <p>El Sr. Jaume Bartrumeu informa de l'existència de l'Institut Nacional Andorrà de Finances, creat per Llei del Consell General, la qual cosa comporta que caldrà evitar duplicats.</p> <p>El Sr. Delegat Permanent considera que, actualment, l'INAF, té com a objectiu l'Administració de fons púb-</p>	<p>bles. Això no obstant, creu que pot ésser un element a tenir en compte.</p> <p>El Sr. Jaume Bartrumeu opina que és lògic que tingui interès en evitar que Andorra pugui constituir una plataforma per als capitals de dubtosa procedència, però assenyala que cal fer atenció en la possibilitat de violar el secret bancari.</p> <p>El Sr. Gilles Ménage considera que la qüestió bàsica és demostrar interès en solucionar el problema: el procediment a aplicar és accessori.</p> <p>El Sr. Veguer remarca que la posició francesa tendeix a associar els elegits andorrans en un sector que està circumscrit al camp competencial dels Coprínceps.</p> <p>El Sr. Jaume Bartrumeu manifesta ésser conscient d'aquest fet, si bé discrepa d'aquesta posició car considera que el control de la gestió financera pertany a la Política Econòmica de la Terra".</p> <p>O sí, que a grans treus, aquests són els resultats i explicacions d'una reunió celebrada a París i que tenia, com a tema principal, encara que fins ara no se n'ha donat rnk, Andorra.</p> <p>Recollit per Rosa Mari SORRIBES</p>	<p>TAXI J.P VIATGES A L'EXTERIOR TEL: 60 333</p>
--	--	--	--	--	--	---

Documents annexes 4.6 : LA NÉGOCIATION DE LA CONSTITUTION

5 - "El parlament d'Andorra acorda per unanimitat la redacció d'una constitució. La CEE ratifica el conveni comercial amb el Principat pirinenc.", Avui, Barcelona, 29/06/ 1990.

10
EUROPA-MÓN
EL P

REFORMA INSTITUCIONAL

*Punt
29/6/90*

El parlament d'Andorra acorda per unanimitat la redacció d'una constitució

La CEE ratifica el conveni comercial amb el Principat pirinenc

■ Andorra la Vella.— El Consell general de les Valls d'Andorra va acordar dilluns passat 18 de juny, per unanimitat, nomenar una comissió que iniciï el procés d'elaboració d'una constitució. El

L'acord assolit pel Consell general, cambra legislativa d'Andorra, preveu la creació d'una comissió tripartida integrada pels dos coprínceps i els representants del Consell, que seran els encarregats de negociar el contingut del text constitucional. A més de la creació d'aquesta comissió, es va aprovar enviar una carta a Mitterrand i a Alanis en la qual se'ls comunica la decisió i s'assenyala que ha arribat el moment inajornable perquè el país es doti de l'únic element vertebrador de la societat andorrana, que en pugui assegurar la perennitat com a nació i com a estat.

A més del consens entre els dos coprínceps i el govern andorrà, és necessari també que s'intensifiqui el diàleg entre les forces que donen suport al govern d'Oscar Ribas i l'oposició. La unanimitat amb què va ser aprovada la proposta per redactar un text constitucional és una mostra de l'acord existent entre totes les forces polítiques sobre la necessitat d'introduir canvis importants en l'estructura administrativa del país. Darrerament, però, els grups minoritaris al Consell han criticat l'actitud de l'equip de govern -que ells qualifiquen de prepotent- i fins i tot han arribat a abandonar la sala de plens en senyal de protesta.

Un dels aspectes en què es pre-

projecte de text constitucional serà negociat pel poder executiu i els dos coprínceps que històricament comparteixen les atribucions de cap d'estat, el bisbe de la Seu d'Urgell, Martí Alanis, i el president francès, François Mitterrand. La futura

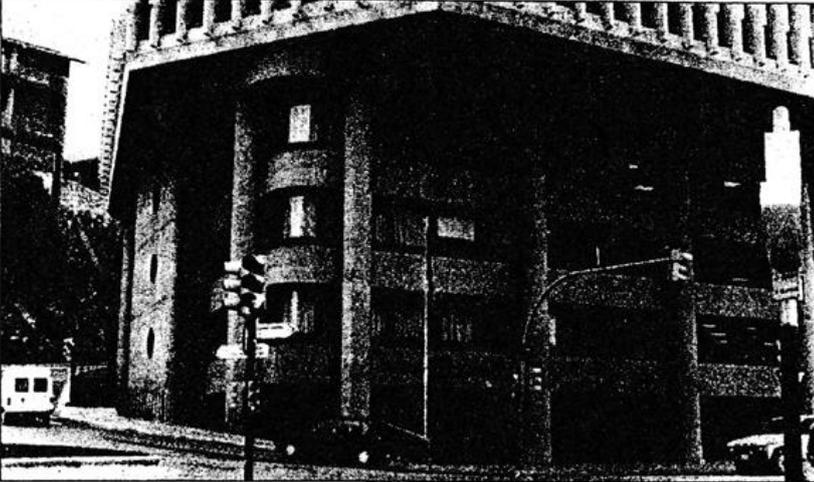
constitució serà sotmesa a referèndum, i suposarà un canvi important en la història política d'Andorra, que fins ara s'ha regit per un antic i original sistema d'usos i costums que segons la CEE no garanteix els drets fonamentals.

veu més controvertida és en el que fa referència a la figura dels coprínceps, que és difícilment compatible amb una constitució democràtica, ja que teòricament detenen el poder absolut. Així, el conseller de l'oposició Albert Pintat ha manifestat els seus dubtes sobre la possibilitat de fer constitucional la figura del co-

príncep. Per la seva part, el conseller general per les Escaldes, Ramon Canut, ha indicat que la funció dels coprínceps ha de ser la de garantirs de la Constitució, però la sobirania ha de ser del poble.

Per altra banda, el consell de ministres de la CEE va ratificar el conveni comercial entre Andorra i

la Comunitat, que plantejarà la necessitat de canviar la fiscalitat del país. El conveni firmat a final del 1989, entrarà en vigor al juliol vinent i implicarà el pagament per part d'Andorra d'impostos per la importació de productes de la CEE, excepte per determinats articles.



Aspecte exterior de la seu administrativa del govern andorrà.

6 - "Canvis institucionals. Amb la redacció d'una constitució escrita Andorra podrà ser reconeguda com estat.", article de Clara Ribas, *El Punt Diari*, Girona, 20/07/1990.

DESPRÉS DEL CONGRÉS DEL PCUS
Després que s'acabi el XXVIII congrés del Partit comunista d'Unió soviètica, Mikhaïl Gorbatxov va acceptar que l'Alemanya unida decidís la seua futura pertinença a un bloc o una aliança militar.

EUROPA-MÓN

NACIONALISMES
Després de moltes altres repúbliques de la Unió soviètica, Ucraïna va declarar la seua sobirania. També a Lúgovlàvia, Eslovènia i Kosovo han adoptat declaracions de sobirania dels seus respectius pobles.

20 Juliol 1990

CANVIS INSTITUCIONALS

El Consell general de les Valls d'Andorra va aprovar, el 18 de juny passat, la creació d'una comissió que, segons la proposta d'acord, "assumirà la iniciativa del procés constitucional, mitjançant l'elaboració d'una

Proposta de constitució escrita". Amb aquesta iniciativa es tanca un procés iniciat ara fa deu anys, durant els quals Andorra ha hagut d'adaptar-se als temps moderns a causa del distanciament de la seva

peculiar estructura política i social de la resta de països europeus. Una estructura que és configurada de manera arcaica i que reserva el privilegi de la nacionalitat per a una minoria, mentre la majoria de la pobla-

Amb la redacció d'una constitució escrita Andorra podrà ser reconegut com estat

Si esdevé un estat de dret, Andorra podrà accedir a l'ONU i al Consell d'Europa

Els andorrans són reticents als canvis per que els immigrants controlin el país

Mantenir o transformar un model de ciutadania

■ **Andorra la Vella.**— El representant de l'únic sindicat que hi ha a Andorra, Antoni Roig, afirma que la seva aspiració és indubiablement la creació d'una constitució, per tal que el país evolucioni cap a un estat de dret. "L'únic condició que hi podem dir Roig és la producció d'un procés paral·lel de recol·lecció a la societat andorranca".

Aquest representant sindical explica que, si no es procura racionalitzar l'atribució de la nacionalitat als estrangers residents a Andorra, "la constitució que faran afectarà només una minoria, un vint-i-cinc per cent de la població".

5% d'andorrans el 1995

El sindicalista sosté que l'oposició de les grans famílies andorranes a la nacionalització dels immigrants i el seu immobilisme pot fer desaparèixer la població andorranca. Roig diu: «Fa deu anys, la població autòctona arribava a un cinquanta per cent dels habitants, ara només al vint-i-cinc, i si no canvia la política de nacionalització, d'aquí a cinc anys representaran només el cinc per cent de la població».

Actualment, ai els fills d'estrangers, que han nascut a Andorra a partir de 1975 tenen dret a naturalitzar-se. Roig considera que aquesta resistència a acceptar els immigrants com a andorrans, és una instrumentalització d'una classe oligàrquica financera per tal de assegurar la indetenible dels treballadors.

El representant sindical no comparteix el temor de les autoritats que els sindicats de treballadors puguen arribar al poder, segons Roig, «la socialització política dels sindicats serà nul·la. Neixeran defensors un concepte de sindicat com a instrument de negociació davant de la patronal i de les autoritats». El primer sindicat que va aparèixer a Andorra va ser l'any 1989, quan es va reconèixer el dret d'associació, bastant-se en la declaració dels drets humans dictada per l'ONU el 1948.

Nomenament del govern

Una vegada format el consell, s'escull un sindic i un sot-sindic, els quals fan el paper de presidents de la Cambra i poden ser exteriors al Consell.

Finalment s'escull el cap de govern, càrrec ocupat actualment per Antoni Ribas Roig, que també pot ser foren al Parlament, i que escollirà els parlamentaris que dirigiran cada una de les sis conselleries (ministèris) existents. Ribas Roig pertany a la majoria, que en el cas d'Andorra no s'agrupa per partits, sinó per parroquies.

L'oposició és formada per les parroquies d'Encamp i Sant Julià i per un conseller de la Massana i un altre de Canillo. En el Consell també hi participen els delegats dels dos coprínceps d'Andorra, és a dir, del president de la República francesa, François Mitterrand, i del bisbe de la Seu d'Urgell, Martí Añàs.



La societat govern andorran.

La majoria no té dret de vot

■ **Andorra la Vella.**— Andorra no existia com a estat, entre altres motius, perquè no posseïa una constitució escrita. Encara té vigent la pena de mort, no reconeix el dret a la vaga i fins fa poc prohibia el dret a l'associació, raó per la qual no hi ha partits polítics i els pocs sindicats formats tenen problemes per subsistir. Les eleccions continuen un procés arcaic, amb vista personal dels candidats als elections i la recompensa simbòlica d'una peseta o el seu equivalent a cada votant el viatge fins a la mesa electoral.

Deia més de 56.000 habitants que el país, només 11.000 tenen dret de vot, ja que la nacionalització s'efectua amb comptagotes. Les autoritats es mostren reticents a obrir

les portes als immigrants que ara com ara són la major part dels treballadors d'Andorra. La idea de perdre l'hegemonia del poder no agrada a les famílies benestants, de caire conservador i que tenen el monopoli banquer i comercial del país. El Consell de les Valls, és a dir, el Parlament andorran, és format per vint-i-vuit consellers, quatre per parroquia. Ordino, Encamp, Andorra la Vella, Sant Julià, les Escaldes, la Massana i Canillo tenen el mateix poder al parlament andorran, tal i que la parroquia d'Andorra la Vella duplica en habitants la d'Ordino. Aquesta desproporció és una altra mostra de l'evolucionament del sistema envers altres països, on s'apliquen fórmules per equilibrar el nombre de votants i el de representants.

Andorra. Una de les alternatives és la constitució com a estat de dret, conflictiu que el dret internacional no li reconeix, i que li obriria les portes de l'ONU i del Consell d'Europa. L'altra possibilitat seria la de convertir-la en una comunitat autònoma dependent de l'Estat francès o de l'Estat espanyol.

Alguns dels sectors més conservadors de la societat andorranca s'han vist forçats a adherir-se als moviments renovadors. Així, el sector de la banca ha estat pressionat a prendre mesures perquè el país deixi de ser un paradís fiscal. Els darrers casos de "blanqueig" de diner i de transvassament il·legal a bancs de Suïssa han malenat la imatge de la banca andorranca, que s'ha vist obligada a obrir-se a un control més estricte de l'exterior. Tot i això, les grans famílies del país continuen tancades davant dels canvis per la por a perdre privilegis. La possibilitat que la població immigrada, domini la vida política i social, els és immobilitzadora.



Antoni Ribas Roig, cap de l'executiu andorran.

Documents annexes 4.6 : LA NÉGOCIATION DE LA CONSTITUTION

7 - "Acord històric per a la futura llei pressupostària dels comuns. Uns 3.650 milions es repartiran les parròquies segons territori i població.", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 20/11/1991.

Acord històric per a la futura llei pressupostària dels comuns

Uns 3.650 milions es repartiran les parròquies segons territori i població

Del pressupost que tingui cada comú, dues terceres parts seran per a obres i inversions i la part restant es destinarà a subvencions a entitats

Montserrat Luesma
ANDORRA LA VELLA

Els comuns disposaran per llei, cada any, del 30 per cent dels ingressos líquids de l'exercici anterior, segons va quedar aprovat abir en el projecte de llei per la transferència de pressupost als comuns.

Segons va anunciar Enric Pujal, president de la comissió legislativa d'Economia, Finances i CEE del Consell General, les set parròquies es repartiran aproximadament uns 3.650 milions de pessetes. A proposta dels cònsols, el repartiment es farà primer en dues parts



Membres de la comissió i els cònsols reunits per ultimar el pacte de finançament

institució comunal, i Enric Pujal, totes dues parts van voler destacar la satisfacció d'haver arribat a un acord que van qualificar d'històric. Les negociacions s'havien intensificat durant l'últim any, però la proposta comunal per arribar a tenir una autonomia econòmica ja es va plantejar ara fa vuit anys, quan Enric Pujal era cònsol d'Encamp.

La gran preocupació dels cònsols ha estat que el repartiment sigui al més equitatiu possible. Areny va voler destacar l'esforç que s'ha fet perquè les diferències intrínseques entre les set parròquies no representessin un desequilibri financer. Amb el tràmit legal que ha de seguir la futura llei fins a la seva entrada en vigor, és previst que les corporacions locals cobrin els diners abans del final d'aquest any. Pujal va indicar que seria bo que fos abans del canvi de consolat, segons les properes eleccions, ja que "aquests cònsols són els que han treballat per tenir una transferència directa". A partir de la transferència, els comuns es faran càrrec de totes les obres dins dels seus límits, excepte carreteres generals, centres de salut, ensenyament i canalitzacions de rius, que seran per compte del govern.

iguals, les quals al seu torn se subdividiran: la primera, segons la repartició tradicional, en set parts iguals –uns 260.714 milions per a cada parròquia–, i la segona meitat en funció dels factors població i territori. En base al paràmetre població es repartirà el 35 per cent –que són 1.277 milions– i al territori se li assignarà el 15 per cent restant –equivalent a 547 milions–. En el cas de les parròquies que tenen zones de territori en litigi, perquè històricament no han estat delimitats, com Canillo i Encamp pel que fa al terreny de Concòrdia –uns 20 quilòmetres– o els punts limitrofs entre Andorra la Vella, Sant Julià de Lòria i Escaldes-Engordany, es va acordar repartir el territori en parts iguals i sumar-les al territori total d'aquestes parròquies.

Durant la roda informativa que van celebrar Francesc Areny, portaveu de la

Documents annexes 4.6 : LA NÉGOCIATION DE LA CONSTITUTION

8 - "Aquest rotatiu ha tingut accés i ofereix als seus lectors el text íntegre de l'avantprojecte que debat la tripartita. La Constitució ja és al carrer. Al poble el que és del poble.", editorial, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 04/01/1992.



DIARI D'ANDORRA
17/1/92 - EC
S. PROVINCIAS

JOAN
et de Bages
10-Perpinya
CRIP, RUTA 48 A

Diari d'Andorra

EXCLUSIVA

DIRECTOR: GUALBERTO OSORIO - NÚMERO 197 - DISSABTE 4 DE GENER 1992 - PREU: 80 PTES.



Aquest rotatiu ha tingut accés i ofereix als seus lectors el text íntegre de l'avantprojecte que debat la tripartita

La Constitució ja és al carrer

- Subsidi d'atur, matrimoni civil, llibertat d'associació política, sindical entre els drets lliberals veneguts
- El cap de govern podrà dissoldre el Consell General i convocar eleccions
- Les parroquies tindran una ampla autonomia política, de gestió interna i financera
- S'institucionalitzarà un poder judicial independent i de pes específic netament andorrà

(Pàgs: 3, 4 i central)

EDITORIAL

Al poble el que és del poble

Us oferim avui el text íntegre de l'avantprojecte de Constitució, al qual el DIARI D'ANDORRA ha tingut accés. El publiquem una volta que l'equip de redacció del diari ha pogut confirmar, per diverses fonts, que aquest és el text sobre el qual treballa la comissió tripartida, i quan s'ha fet evident que havia sortit ja de l'àmbit estricte dels negociadors.

La publicació d'aquest text és important per a nosaltres, perquè és en moments com aquest quan la funció vertebradora i la dimensió social del diari adquireixen el seu significat més ple. Però allò que sobretot ens interessa, no és el *cop d'efecte* periodístic, sinó l'afirmació de la línia que ens vàrem marcar, des de la creació del diari, de fomentar i promoure el debat públic que es concreta, en un primer moment i fins ara, en la nova configuració institucional que determinarà el futur del nostre país. Sobre aquesta base, hem denunciat reiteradament el secretisme en les negociacions, i hem reclamat, junt amb amplis sectors de la societat civil, un debat obert i plural sobre aquesta redefinició de l'Estat andorrà, per tal que des les diverses postures —que hi són—

i des de la sana divergència, sorgeixi el compromís històric sobre una determinada constitució, fruit de diverses veus i no producte de molts silencis.

A l'hora de decidir la publicació d'aquest document ha calgut fer certes valoracions d'oportunitat. El publiquem amb el convenciment que la nostra feina és la d'oferir al ciutadà elements d'anàlisi i de judici, i que, després de passar mesos reclamant informació, no podíem escamotejar ni retardar la publicació d'aquest text.

El debat públic sobre l'avantprojecte de Constitució pot enriquir la continuació dels treballs de la comissió negociadora, i donar llum sobre les aspiracions de la població. I si algú pensa que el coneixement públic d'aquest text pot generar suspicàcies o intents immobilistes d'aturar el procés d'obertura i modernització del país, nosaltres afirmem el contrari: el debat públic sobre aquest text és garantia de la irreversibilitat del procés. Ningú no se sentirà protegit sota el mantell del secret d'estat per maniobrar i obstruir la Constitució. Tothom podrà opinar, valorar, oposar i convergir. Ara és l'hora del poble.



Diàriament, al migdia i al vespre, al restaurant "El Pi" de l'hotel **Roc Blanc** el chef Eric Marsanne, estel Michelin, present al X Criterium de Gastronomia, ofereix diàriament un plat diferent.

El plat d'Eric

Preu plat 1.500 ptes.

AVUI DISSABTE
Pany de costelles de corder amb crosta de julivert

Reserves telèfon 21 4 86



CRÈDIT ANDORRÀ

al vostre servei i al servei del país

DIJUMENGUE, 28 DE JUNY DE 1992
POLÍTICA

Diari d'Andorra
3

Els informes de Miguel Herrero de Miñón i de Carles Viver i Marc Carrillo

Tres especialistes parlen com hauria de ser la constitució andorrana

El mes d'abril de 1991 va començar el degoteig de peticions d'informes sobre la constitució i la reforma de les institucions

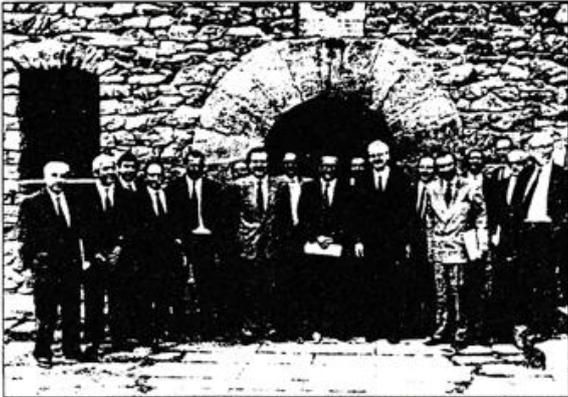
M.C. Orduña
ANDORRA LA VELLA

L'equip format per Carles Viver i Pi i Sunyer i Marc Carrillo per una banda, i l'expert constitucionalista espanyol Miguel Herrero de Miñón, per una altra, van ser requerits, fa més d'un any, per membres del Consell General de les Valls per tal que fessin un informe sobre l'avantprojecte de constitució, i un altre sobre el procés de reforma de les institucions, respectivament.

Quan, el gener passat, va filtrar-se a la premsa aquesta informació, només es coneixia públicament l'existència d'un dels informes: el d'Herrero de Miñón. El *De'A* va ressenyar aleshores que la comissió andorrana en el si de la comissió tripartida havia fet l'encàrrec a Herrero de Miñón, però demanant només un dictamen sobre els títols II i IV. Aquella filtració va ser desmentida per un representant d'aquesta comissió, assenyalant que "oficialment no se li ha encomanat: ara bé, si algú de fora de la comissió ho ha fet extraoficialment, ja no ho sé". Aquelles declaracions demostraven el secretisme amb què s'estava duent la negociació per la constitució i el procés que això comportava. També el bufet d'Herrero de Miñón va negar que estigués fent el treball.

Secretisme

La veritat era que la comissió interparlamentària, presidida per Josep Cases, de Sant Julià de Lòria, va demanar -segons consta en acta- oficialment a Miguel Herrero de Miñón un informe sobre el procés de reforma de les institucions i posteriorment un altre sobre l'avantprojecte. Almenys dos membres de la



Els primers negociadors del text de la constitució andorrana posen davant de la Casa de la Vall.

comissió permanent, que participaven en les negociacions a tres bandes, el sindicat i el subsindic, coneixien l'existència d'aquesta petició.

Sis informes

Aquest primer informe de qui va ser portaveu del grup polític Partit Popular espanyol va ser lliurat el 13 de desembre de l'any passat.

De fet, no era el primer que es demanava. Les altes instàn-

cies del Consell General ja havien demanat uns mesos abans, a l'abril, un informe sobre la constitució al catedràtic català en dret constitucional Carles Viver. Al juny, aquest catedràtic, juntament amb un company de la mateixa universitat, la Pompeu Fabra, Marc Carrillo, va enviar al Consell General un segon informe. Aquests dos primers van ser força breus, i parlaven estrictament de l'articulat d'alguns títols de la constitució. Sobre aquest particular, el *Diari* va donar la primera filtració el mes de febrer passat, en dates properes a aquelles en què aquest equip va lliurar el seu últim informe sobre l'avantprojecte.

En coincidència en les dates, el 2 de març el mateix Herrero de Miñón va lliurar al Consell General, encapçalat aleshores per Albert Geiàbert, el seu últim dictamen, que sí que era sobre l'avantprojecte de constitució, i que venia pre-

Fins ara només s'havia filtrat el contingut del primer informe signat per Herrero de Miñón. No es coneixia res del de Carles Viver

cedit d'un informe anterior, demanat explícitament pel sindicat general.

En noves mans

Els sis informes són ara en mans dels parlamentaris encarregats de seguir el procés constituent i negociar la constitució des de la comissió constituent. En el cas de Carles Viver, la seva col·laboració ha donat peu que en la represa de les negociacions hagi estat designat com a assessor oficial de la comissió. Aquest càrrec, però, ha quedat en entredit després que dijous passat fos escollit pel Congrés dels Diputats espanyol membre del Tribunal Constitucional.

Pel que fa a Miguel Herrero de Miñón, la constitució no ha fet en les seves reunions cap esment sobre el contingut del seus estudis i dictàmens.

El tema de les assessories de tècnics sobre drets constitucionals d'altres països, és ara de plena actualitat, després que alguns membres de la comissió constituent reclamessin l'augment del nombre tradicional d'assessors i tècnics que participen directament en la redacció de l'articulat de l'avantprojecte: Jordi Capó, Pere Vilanova i Miguel Angel Aparicio. La comissió va acordar l'entrada de Carles Viver.

Els primers informes van ser demanats per Sindicatura i per la comissió interparlamentària, dominades aleshores per la majoria. La intenció era aleshores buscar altres assessories amb juristes francesos, anglesos i fins i tot de petits països com Liechtenstein o San Marino. Segueix en plena vigència, com ho està el contingut dels dictàmens i recomanacions que reflectim a la pàgina següent.

Un jurista de clara tendència conservadora i un Govern que es veia exclòs del procés constituent

El coneixement públic a través de la premsa, l'última setmana de gener passat, de l'existència d'un informe signat per Miguel Herrero de Miñón va destapar el tema de la influència que l'adscripció política dels assessors estrangers pot tenir en l'acceptació dels seus informes tècnics.

Van ser diverses les veus que van posar en dubte la bondat d'un informe redactat per un inqüestionable expert constitucionalista que al mateix temps, però, ha estat també un polític de clara tendència conservadora. Així, Antoni Roig denunciava que "l'informe representa el sector conservador que l'ha encomanat i que el pagarà", mentre que altres veus afirmaven que la negociació del text constitucional no era altra cosa que una lluita entre progressistes i reaccionaris.

Però la polèmica ideològica no va sortir a la palestra sola, sinó acompanyada de la polèmica major que era en aquell moment la crisi política que arribava al seu punt culmi-

nant pocs dies abans de l'autodissolució del Consell General. El secretari i portaveu del Govern, Jordi Cinca, manifestava en una entrevista a *Informacions Diàries* que considerava "aberrants" les conclusions de l'informe preliminar que aquell mateix mitjà havia publicat en l'edició anterior, perquè proposava una "posició immobilitista" respecte al procés de reforma de les institucions. El secretari del Govern manifestava que l'executiu no havia estat informat de l'existència de l'informe, i afirmava que no aprofundia en les declaracions perquè "el Govern està exclòs del procés constituent".

També es van posar en relleu les dissensions entre la majoria i la minoria parlamentàries en el si del Consell, plasmades en l'oposició de la segona a la constitució i funcionament de la comissió de Relacions Interparlamentàries, que és la que va fer l'encàrrec de l'informe.

9 - "Tres especialistes parlen com hauria de ser la constitució andorrana.", articles de M.C. Orduño, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 28/06/1992 (page 2 sur 2)

Diari d'Andorra
4

DIUMENGE, 24 DE JUNY DE 1992
POLITICA

Dos dictàmens per una Constitució a l'andorrana

■ Què diuen i com ho diuen els especialistes contractats pel Consell General per avaluar l'actual avantprojecte

M.C.O.
ANDORRA LA VELLA

Els estudis presentats al Consell General respecte de l'avantprojecte de constitució ofereixen dues visions diferents. Mentre que una, la de Miguel Herrero de Miñón, és crítica en general amb tota la redacció, la de Viver i Carrillo ho és només en punts concrets, considerant-la en termes generals com "correcta".

Herrero de Miñón fa en el seu primer informe una anàlisi molt documentada i treballada de les peculiaritats de l'estructura social i política del país, cosa que es reflecteix en el seu text de dictamen final, on parla de la reforma de les institucions donant indicacions de possibles enfocaments per al futur. En els següents informes, és més pragmàtic i assenyalava punts concrets de l'article que haurien de ser modificats, si és que es vol aconseguir el respecte dels drets més andorrans. Un dels temes que toca especialment és "la progressiva federació, en el temps, de les Valls que for-

Observacions generals

Sistema electoral

Territorialitat

Drets i llibertats

Coprinceps

Nacionalitat

Justícia

men les set parròquies actuals".

Per la seva banda, Viver i Carrillo en fan una anàlisi molt més asèptica, i dedicada a la naturalesa de les diverses parts i títols de que consta l'avantprojecte. Tot i que el tema de la territorialitat no s'hi tracta a fons, el mateix Viver ja ha declarat que, en el text de l'avantprojecte, les parròquies "perden relleu constitucional".

Ambdós estudis volen fer un repàs dels principals problemes jurídics i socials als quals s'han d'enfrontar els redactors i també els negociadors, i donen la seva versió dels enfocaments que caldria donar a determinats articles i títols. Aquest aspecte es contempla sobretot en títols com el segon, dedicat als drets i llibertats.

Tots dos parlen dels procediments adoptats en la redacció de la constitució. Herrero diu "sembla del tot adequat des del punt de vista formal". Viver destaca que "si les qüestions són fonamentals, el seu aparellament no és recomanable".

AVANTPROJECTE DE CONSTITUCIÓ D'ANDORRA

La Constitució haurà de ser acabada en un any.

61 6 55
Fax 60 7 15

Av. Tarradellas - Urb. Terra Vella Bloc D - Esc. VI - ANDORRA LA VELLA

Diferents visions dels temes constitucionals

HERRERO DE MIÑÓN

"L'avantprojecte és massa llarg i entrecortat, ja que al tractament de les necessitats pròpies d'Andorra s'hi ha somat la imitació, excessivament fidel, d'institucions i normes constitucionals espanyoles." "No resulta recomanable traslladar a l'ordenament constitucional andorrà interpretacions molt polémiques de les normes espanyoles, com és la tesi de l'acte degut." "L'excessiu mimetisme impedeix prestar l'atenció que caldria a les circumstancies específiques d'estructura territorial."

"L'actual sistema electoral del Consell General de les Valls i dels consells de comú i de quart és plenament vàlid a la llum dels criteris vigents entre les democràcies europees i més encara avalats pel Consell d'Europa." "Pot substituir-se per un altre o altres que, tot respectant l'estructura parroquial, siguessin el per del factor demogràfic en representació global." "El de representació proporcional no és recomanable en una comunitat petita com és Andorra."

"La complexitat territorial de l'Estat andorrà és qüestió fonamental que pot qualificar-se com a tret identificador del poble andorrà." "Les Parròquies, com a institucionalització de les Valls, són les entitats territorials substancials d'una formació política constituïda precisament per la federació d'aquestes Valls, com ho revela el nom del seu Consell General." "Quan el cos polític és plural, la seva representació, per a ser autènticament democràtica, ha de reflectir aquesta complexitat."

"La llei del 89, que estableix la recepció en l'ordenament del Principat dels drets continguts en la Declaració Universal del 1948, estableix una situació respecte als drets humans adequada i satisfactoria." "El capítol I del Títol II és tautològic i superflú, però és lògic que es mantingui." Tot i això, li sembla "d'extensió desmesurada. Se separen exemples molt concrets, no sempre és més autoritat que les disposicions que es preten a tota classe de continguda."

"Sovint el cap d'Estat en la seva funció integradora serveix a la identificació de la comunitat, com és el cas de la institució del Copríncep respecte d'Andorra. I, per tant, la seva expressa configuració és exponent d'aquesta identitat." "Corra a síntesi de la més solvent doctrina i de la pràctica comparada més estimable, s'ha d'assenyalar que avui les competències d'un cap d'estat parlamentari serveixen per a posar fre a les tendències de l'executiu d'incrementar el seu poder."

"Perquè es pugui establir un equilibri entre la representació i la integració dels residents estrangers i la representació de la comunitat nacional, però sense que això condueixi a un sistema de dos caps d'estat, s'ha de preveure que el cap d'estat sigui el mateix que el cap de govern i que aquest tingui el poder executiu i el de promulgar i vetar les lleis, mentre que el president de la república hauria de ser un càrrec purament simbòlic i sense funcions reals." "El sistema de dos caps d'estat, amb el president de la república i el cap de govern, és una fórmula que pot ser útil en un estat de dimensions reduïdes com és Andorra, però que pot resultar perjudicial en un estat de dimensions més grans." "El sistema de dos caps d'estat, amb el president de la república i el cap de govern, és una fórmula que pot ser útil en un estat de dimensions reduïdes com és Andorra, però que pot resultar perjudicial en un estat de dimensions més grans."

VIVER-CARRILLO

"L'avantprojecte ens sembla essencialment correcte, tant pel que fa al seu plantejament global com al redactat concret." "Poen ambusos tres consideracions: "la necessitat que la constitució s'adapti al màxim a la realitat que ha de normar", "el dilema que es planteja entre normes de detall i normes generals", i, finalment, tres qüestions que poden resultar polémiques: "la regulació de la nacionalitat, la del sistema electoral i la referència als drets econòmico-socials."

"La qüestió de fons que es debat és la de privilegiar la representació territorial o la personal." "Les solucions a aquest dilema són múltiples." "Un sistema combinatori que avui grups representatius entre parròquies, és el d'atorgar un nombre mínim igual de consellers per circumscripció parroquial i emprar la circumscripció nacional per a l'elecció de la meitat restant dels consellers. Aquesta és la que millor combina la representació territorial nacional i la representació personal."

"El reconeixement constitucional a la identitat de les parròquies ja apareix al títol primer. Si es vol garantir un àmbit competencial i una estructura organitzativa bàsica que no dependi de la voluntat del legislador ordinari, caldria establir alguns preceptes constitucionals en aquest sentit." "Per donar contingut a la referència a les parròquies procedents, o bé proclamar-ne l'autonomia administrativa, o bé delimitar el territori estatal tax afirmant que és el format per les parròquies."

"Ensenem que els ajustos que s'han de fer amb la declaració continguda en la primera part del text, que atribueix la condició de punt de referència interpretativa als textos internacionals. La força vinculant que aquests puguin tenir, cal abordar-la en aquella part de la constitució que es refereix a l'ur procediment de ratificació per l'Estat andorrà. Des d'una perspectiva simbòlica, aquest aspecte hauria de ser abordat en el títol dedicat al procediment d'elaboració de les lleis."

"Les funcions dels Coprínceps són només representatives i simbòliques. No se'ls poden atribuir funcions arbitràries i molt menys funcions de garant de la Constitució." "Però que fa als actes a través dels quals els coprínceps exercitzen les seves funcions representatives i simbòliques, hauria de quedar clar que tota els seus actes són actes deguts." "Com a excepció, es podria reservar als Coprínceps algunes atribucions en relació a la designació de la d'alguns membres d'òrgans de l'estat."

"La solució arbitral és respecte de la nacionalitat pot ser correcta, malgrat que caldria redactar i aprovar al mateix temps que la constitució una llei que reguli el poder dels fons comuns i el poder de les parròquies." "El sistema de dos caps d'estat, amb el president de la república i el cap de govern, és una fórmula que pot ser útil en un estat de dimensions reduïdes com és Andorra, però que pot resultar perjudicial en un estat de dimensions més grans."

"Sembla exagerat que Andorra necessiti un Tribunal Constitucional, les funcions del qual podria desenvolupar l'òrgan judicial suprem en ple."

"Absans d'adoptar l'autonomia autogovern judicial a través d'un Consell Superior de la Justícia, per par mimetisme amb la Constitució espanyola, que tan malament ha funcionat en aquest punt, hauria de ponderar-se la fórmula amb molta cura i examinar altres possibilitats."

"Continuem dubtant de la necessitat d'establir un Tribunal Constitucional. Tanmateix, si es manté el criteri de l'avantprojecte, convindria introduir l'exigència que els seus magistrats tinguin la condició de juristes."

"Caldria valorar la conveniència d'introduir, en un estat de dimensions reduïdes com és Andorra, un òrgan de garantia de la naturalesa similar al defensor del poble."

"L'estatus constitucional del ministre públic resulta contradictori."

10 - "XXIV Universitat Catalana d'Estiu. Les tendències polítiques centren la diada de Prada dedicada a Andorra.", articles de J. Oliva et de M. Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 22/08/1992 (page 1 sur 2)

XXIV UNIVERSITAT CATALANA D'ESTIU

Les tendències polítiques centren la diada de Prada dedicada a Andorra

J. Oliva / M. Luesma
PREMSA DE CONFLLENT

La vint i quarta edició de la Universitat Catalana d'Estiu convertirà el debat polític andorrà més recent en protagonista avui a Prada de Conflent. Les quinze ponències programades per la Societat Andorrana de Ciències tracten alguns dels punts de discussió presents a les darreres eleccions generals al país, i que avui seran a l'abast d'aquells interessats que no han seguit aquest debat.

La història de les eleccions al Principat des del 1970, el paper de la premsa i el seu enclavament actual entre els cercles de poder andorrans; l'economia de les Valls en recessió i transformació; el territori com a condicionant urbanístic i també polític; la filosofia dels partits polítics del Principat; la futura Constitució, amb crítiques i avantatges, etcètera, són els eixos de la diada dedicada les Valls, en un programa ambiciós pel seu contingut inicial.



doncs, des d'àmbits neutres i tècnics, a bé des de *Expansió*. El DIARI D'ANDORRA publica avui, a títol de mostra orientativa, algunes de les línies mestres de les ponències que sabem que limiten lleix després que ens ho hagin confirmat els mateixos autors. També indica qui i que farà a la cita prevista. No ens ha estat possible, però, contactar amb Engrèn Giralt, del Centre Documental de la Comunicació (*Les eleccions a Andorra 1970-1992*), i amb l'ex-candidat per Iniciativa Democràtica Nacional, Vicenç Mateu (*La Instrucció a Andorra*). L'ex-sindic Josep Maria Beal (*Andorra política, igual o diferent*), sembla que finalment no hi serà present tot i que es llegirà la seva ponència.

Finalment, el subdirector del Dd'A, Pius Pujades, farà una exposició sobre *Premsa i política a Andorra*. Mitjançant l'aportació de cinc fons diversos ben informades s'insinuen els cercles d'influència que s'amaguen sota cada capçalera.

Ponents a la conferència sobre mitjans de comunicació, a l'edició passada de la Universitat.

però que ha quedat retallat per la no presència d'alguns dels ponents convidats.

Historiadors, periodistes, professionals liberals i empresaris, així com ex-polítics, formen la nòmina de l'autoria de les ponències. Cal destacar però, l'absència d'aquelles persones que ocupen ara per ara

càrrecs polítics en exercici en tres institucions com són el Consell, el Govern o els comuns. L'òptica que es donarà de la realitat andorrana es farà,

La crisi política que no ha acabat

L'inspirador de la manifestació popular que va propiciar l'autodissolució del Consell General, Lluís Babi, parteix de la tesi que la crisi política a Andorra no ha acabat, ni de bon tros, després de la constitució del nou Parlament i el canvi de Govern.

Lluís Babi argumentarà *El perquè d'una crisi política a Andorra? Segons considera l'ex-conseller general d'Ordino, el saltabaix ha estat l'esclat final d'una manera políticament egoista de treballar, que ha fixat únicament els objectius en el benefici de la pròpia*



parròquia, coneguda com parroquialisme mal entès.

Els canvis que van des de l'elecció del síndic Albert Gelabert, en substitució del dimissionari Josep Maria Beal, el 15 de febrer de l'any passat, i l'autodissolució del 31 de gener del 92, no representen ni l'inici ni el final del crac polític del Principat.

Plantejarà, doncs, les noves directrius que ha de prendre la classe política del país per superar el trencament actual.

La fórmula: començar a treballar per al país. Així vol dir, per Lluís Babi, actuar des de la visió i la intenció generals i globals d'un Estiu que ha d'entrar dins l'àmbit internacional.

Alternatives a la recessió econòmica

L'empresari i president de la coordinadora del partit Iniciativa Andorrana d'Escalades-Engordany, Enric Palmijavila, parlarà de *L'economia a Andorra*, i se centrarà en els elements històrics que han portat a l'estat actual de recessió.

Palmijavila, tot i remarcar que "en aquests moments actuals no podem ser gaire optimistes, ja que estem dins d'una recessió econòmica que afecta el context europeu", explicarà que Andorra té possibilitats de redreçar la seva situació si aprofita les



alternatives que té al seu abast. Per a Palmijavila, el que no val és la comoditat de l'autoinculpació.

El representant d'IADEE, que assisteix, però, a aquesta universitat d'estiu més com a home d'empresa que com a polític -tot i que la Societat Andorrana de Ciències els va contactar com a partit-, creu

que en el futur les oportunitats es presentaran i caldrà aprofitar-les, però això no serà fàcil sinó hi ha abans una reconversió. A grans males, grans fets, recorda.

La seva ponència descriurà l'evolució, des de l'origen fins ara, de l'economia andorrana, sense deixar de fer una previsió de futur.

El territori, el múltiple determinant

El coordinador de la V Diada d'Andorra dins el marc de la XXIV Universitat Catalana d'Estiu, que se celebra avui a Prada de Conflent, Antoni Pol, presentarà una ponència sobre *El fet territorial andorrà*.

Antoni Pol, degà del Col·legi d'Arquitectes des de la seva creació, centra el tema en el paper que té el territori en l'evolució del país.

Una visió històrica de com s'ha entès, a través del temps, el fet territorial.

L'ordenació territorial del Principat d'Andorra, país



caracteritzen per una orografia muntanyenca en el 100% del seu espai nacional, ha influït i dibuixat el sistema urbanístic actual. L'aprofitament de l'espai per a la construcció, fent també cas a l'ús de la situació del país, al mig dels Pirineus; ha determinat també el tipus d'edificacions que han donat la fisonomia de les

parròquies, on s'ha concentrat un major nombre de població, i el contrast amb l'Andorra rural, interessada a mantenir l'estètica tradicional, també com una oferta al turisme.

Les teories de diversos autors i les pròpies idees, fruit de l'experiència com a professional de l'arquitectura han d'argumentar la seva visió.

10 - "XXIV Universitat Catalana d'Estiu. Les tendències polítiques centren la diada de Prada dedicada a Andorra.", articles de J. Oliva et de M. Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 22/08/1992 (page 2 sur 2)

Diari d'Andorra
4

DISSABTE, 22 D'AUGUST DE 1992
POLÍTICA

XXIV UNIVERSITAT CATALANA D'ESTIU

Les ponències que no veuran la llum

De les quinze conferències programades per la Societat Andorrana de Ciències, algunes no veuran la llum a causa de l'absència de darrera hora dels ponents, els quals han al·legat diversos motius per no comparèixer a Prada.

Entre aquestes, la de la consellera general Maria Reig -havia de fer una disertació sobre *Economia i gestió*-, la qual no hi assisteix perquè considera precipitada la forma en què s'ha produït la seva inclusió a la llista de ponents, al·legacions crítiques que també ha compartit l'empresari editor Francesc Ruiz, al qual se li havia encomanat fer una xerrada sobre *Política i ciutadania*.

L'ex-conseller d'Educació, Cultura i Joventut Lladislau Baró (*Territori, població i sistema de partits*), ha declinat assistir-hi pel fet d'haver estat ja protagonista en edicions anteriors del certamen; pel que fa a la presència de l'actual conseller governamental Josep D'Alleser; la seva presència per avaluar *l'Evolució de la política a Encamp en els darrers quinze anys* també es descartada; segons van anunciar fonts de Presidència.

El camí cap a la instauració de la partitocràcia

L'evolució històrica que marca la instauració de la partitocràcia, o sistema plural de partits en un mateix país, paral·lelament a la creació de l'Estat modern, seran l'objecte de la ponència *De l'Estat liberal a l'Estat de partits* que realitzarà Maria Rosa Ferré.

Integrant del partit Fitesa i Progrés i del departament de Presidència de Govern, Ferré explicarà l'evolució a la qual hem arribat al Principat en aquest sentit i deixarà clar com a principi personal que



el sistema plural de partits és el que li fa més pes.

Pel que fa a l'enunciació de la ponència, indica que els termes no tenen per què ser pols excel·lents. Farà una exposició teòrica i doctrinal del que signifiquen aquests conceptes.

La Constitució que no cal per a l'Estat de dret

La ponència de Pere Moles, membre del Grup d'Acció Democràtica, ex-cònsol major d'Escaldes Engordany i ex-conseller general, tot i titular-se *Partits polítics i Constitució* es desenvoluparà a l'entorn d'aquest segon aspecte, i de manera crítica.

Moles indicarà el que ja va ser la base de la seva conferència a Escaldes, l'abril d'aquest any: la Constitució que s'està preparant sense la participació del poble an-



dorrà no és la que necessita el país per complir els requisits que li falten per arribar plenament a la consideració jurídica d'Estat de dret.

Estat ja ho és. Tan sols cal atribuir plena potestat a alguna de les institucions.

Els canvis per a una cohesió dels partits nacionals

Uns partits polítics per a Andorra. Partits nacionals com a futur ineludible i desitjable, segons l'advocat i ex-candidat pel Partit Liberal Andorrà Marc Forné.

El contingut de la ponència se centrarà en la necessitat d'introduir un nou sistema electoral que permeti arribar a la dinàmica de partits no parroquials, com ha estat norma fins fa ben poc. Forné creu convenient aquest canvi del sistema per cohesionar els mateixos grups polítics.



No obstant, això s'ha de combinar amb el manteniment del sistema del *porta a porta* i amb el treball personal.

Dibuixa actualment un mapa de mínimes diferències ideològiques a Andorra, que van de la socialdemocràcia al liberalisme pur.

La insòlita pervivència com a peculiaritat

El president de la Caixa Andorrana de Seguretat Social, Antoni Ubach, tractarà els factors històrics que han permès a Andorra de conservar la seva existència i dels quals no es pot fer una abstracció a l'hora de ser inclosos dins la Constitució.

"El fet insòlit en el fons és la nostra pròpia existència com a Estat, i la nostra obligació és mantenir aquesta perennitat dins de la Constitució". L'ex-candidat per Tradició i Progrés a



les darreres eleccions explicarà aquest aspecte en *Conneixement del passat per construir el futur polític*.

Anàlitzats els marcs institucional, polític i econòmic, es veuran els elements indispensables per projectar dins de la futura Constitució.

Documents annexes 4.6 : LA NÉGOCIATION DE LA CONSTITUTION

11 - "V Diada andorrana a la Universitat Catalana d'Estiu. Constitució i partits polítics, en el centre del debat de Prada. L'evolució de la política i l'economia van marcar ahir la discussió a Prada.", articles de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 23/08/1992 (page 1 sur 2)

Diari d'Andorra

DIRECTOR: GUALBERTO OSORIO · NUMERO 397 · DIUMENGE, 23 D'AGOST DE 1992 · PREU: 90 PTES.

V Diada andorrana a la Universitat Catalana d'Estiu

Constitució i partits polítics, en el centre del debat de Prada

■ A la jornada.. organitzada per la Societat Andorrana de Ciències, van prendre-hi part dotze ponents

■ Els temes més candents del moment actual que viu Andorra van dominar les intervencions



El contrast d'idees sobre el sistema electoral, sobre com s'ha d'organitzar el país i sobre el significat de la constitució, i l'anàlisi de la situació actual del Principat als diferents nivells econòmic, polític i social van ser els temes que van centrar les ponències i el debat, ahir, a la Diada d'Andorra que va tenir lloc dins el marc la Universitat Catalana d'Estiu que se celebra aquests dies a Prada de Conflent.

Sota el lema *Tendències polítiques a Andorra*, dotze ponents van tractar temes no solament polítics, sinó també d'àmbit econòmic i social. El debat va ser viu entre els assistents, una cinquantena de persones, que van seguir la diada en dues atapeïdes sessions de matí i tarda. (Pàgs. 3 i 4)

Un moment de la diada, celebrada en una aula del Lycée Renouvier de Prada de Conflent.

11 - "V Diada andorrana a la Universitat Catalana d'Estiu. Constitució i partits polítics, en el centre del debat de Prada. L'evolució de la política i l'economia van marcar ahir la discussió a Prada.", articles de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 23/08/1992 (page 2 sur 2)

L'evolució de la política i l'economia van marcar ahir la discussió a Prada

■ Antoni Ubach va dir que la pertinença a la cultura catalana ha fet Andorra més forta i valenta

Montserrat Luesma
PRADA DE L'ESTIU

La formació de partits polítics, el procés constituent que segueix el país i el sistema electoral que finalment haurà de ser capaç d'harmonitzar les diferents realitats parroquials, tenint com a tema de fons el problema d'una crisi política i econòmica que planeja sobre el moment de transició actual, van ser els temes principals que van centrar la cinquena diada d'Andorra dins del marc de l'Universitat Catalana d'Estiu que es celebra fins avui a Prada de Conflent.

La imposició de tributs, actualment indirectes, i la seva transformació en directa, en un termini que es vol que sigui el més dilatat possible, però que es ven necessari, es va apuntar com una de les solucions a la crisi econòmica.

Antoni Ubach va ser contrari a aquesta teoria. El fet que Andorra gaudís d'un règim fiscal avantatjós respecte dels països del seu entorn és precisament el que ha fet possible el seu desenvolupament i, en conseqüència, segons Ubach, és el que s'ha de defensar per sobre de qualsevol altra alternativa.

D'altra banda, es va referenciar, en repetit ve al llarg de tota la jornada, la idea de treballar per un equilibri a tots els

nivells. La conjunció del passat i el futur d'Andorra, el manteniment de les seves institucions i el paper de cadascuna, la seva població i el desenvolupament econòmic han de dibuixar-se sota aquesta perspectiva.

La tendència en sistemes electorals per la qual van apostar els diferents ponents va ser buscar una fórmula proporcional mixta de representació al Consell. Una representació que fos més justa tenint en compte la població de les parroquies. Aquesta mesura es va tractar com un pas previ cap a una circumscriptió única de centre nacional, en la qual no eren imprescindibles els partits nacionals.

Impostos, eix de la reunió

Ubach va destacar la pertinença a la cultura catalana com un fet important que ha fet Andorra més forta i valenta del que ho hagués pogut estar.

El director de la CASS va voler matissar, d'altra banda, el debat sobre el deute públic de l'Estat, desframingant les xifres que s'han donat. Segons Ubach, un deute global de 25.000 milions de pessetes previst per al final d'exercici —sempre es va referir a dades estimatives— no representa cap mena de salt-hoix, ja que l'economia pública es mou per paràmetres ben

diferents dels de l'economia privada. Va proposar l'aplicació d'un IVA moderat de l'ordre d'un 2,5%, que fixaria la pressió fiscal al Principat gairebé 10 punts per sota de la dels països europeus que registren els índexs més baixos. Ubach va tornar a plantejar la creació d'una moneda andorrana, l'ecu, quan Andorra sigui un Estat constitucional reconegut internacionalment. Aquesta solució resolndria de cop el deute de l'Estat.

El problema de la mala gestió dels diners públics es va tornar a tractar en parlar de l'acord de la transferència del trenta per cent als comuns. Per Mateu, resulta imprescindible determinar el volum del pressupost comunal sense haver delimitat prèviament les competències que els han de correspondre.



El ponent va fer al·lusions a la Constitució.

El debat va repartir-se al llarg de les intervencions

El debat, encapçalat d'alguna manera per la dinàmica de les intervencions i el caràcter d'apostes, es va prosseguir com a norma general després de cada ponència.

El punt que van originar més polèmica van ser la necessitat o no de crear impostos, fossin directes o indirectes, la falta de fons ideològic que encara hi ha en alguns partits polítics del nostre país, quina mena de sistema electoral necessiten i les fórmules de sortir de la crisi econòmica actual.

Antoni Ubach va fer intervencions en diverses de les ponències sobre els impostos, però també en van fer alguns dels assistents, com ara Agustí Font, Vicenç Mateu, Marc Forné i Iñaki Babi sobre altres punts.

Forné va fer sorgir la dialèctica de l'estimació que es posa als partits polítics, entre progressistes i conservadors. Josep M. Besà, en la seva ponència va parlar justament d'aquesta diferenciació de partits pel que fa a l'evolució de la política els



Un moment del debat a l'aula 214 de la Universitat d'Estiu.

últims anys.

Forné va dir que no és correcte posar aquesta mena d'etiquetes en la situació política en la qual es viu ja que "primer els partits s'han de definir, i després es poden classificar". L'al·lucinat va indicar que el partit

pel qual es va presentar a les generals, el PLA, havia estat utilitzat de conservador, quan en alguns aspectes, justament no ho era.

El debat en alguns moments va provocar que el ritme de les ponències s'alentís considerablement.

La premsa, antídoto del secretisme

El paper de la premsa en tot aquest procés d'obertura política del país es va posar sobre la taula diverses vegades. Va ser una qüestió latent en pràcticament totes les ponències que hi va haver, tot i que fossin de signe de diferent.

En diferents ocasions es va fer constar el tancament del secretisme que va significar la publicació per part del DIARI D'ANDORRA de l'avançprojecte de Constitució que s'estava negociant en aquell moment el *gener* passat.

El més secretisme va ser el que va destacar la importància dels mitjans de comunicació

però també de l'administració en aquests aspectes.

Vicenç Mateu, per la seva banda, va fer una aportació poc consistent en parafrasejar Mel·làbà tot dient que el *modi és el missatge*. Per Mateu, l'aparició dels mitjans de comunicació diaris ha canviat la manera de fer i de viure la política al país, i n'ha canviat el ritme per fer-lo més ràpid.

I a vida social del país ha canviat a causa de la pressió dels diversos mitjans de comunicació.

Rosa Ferré va defensar, però, que el secretisme s'ha arribat gràcies a l'augment de comunicació de premsa que es fa ara.

12 - "L'assignació del 30% ha estat corroborada aquesta setmana. Els cònsols i el cap del Govern per delegació van tancar un any de negociació.", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 02/10/1992.


 Les xifres que corresponen a cada comú, segons la llei de transferències, hauran de compensar els desajustos de l'anterior sistema de finançament en dos anys. Queden fixades les bases de l'autonomia financera

L'assignació del 30% ha estat corroborada aquesta setmana

■ Els cònsols i el cap del Govern per delegació van tancar un any de negociació

Montserrat Luesma
ANDORRA LA VELLA

La parroquia d'Escaldes-Engordany, amb uns 1.090 milions de pessetes, i la de Canillo, amb la xifra global de 1.055 milions, són les dues parroquies que rebran una major transferència quan es faci efectiva la partida pressupostària que els correspon per als exercicis dels anys 1991 i 1992.

Andorra la Vella ingressarà 772 milions de pessetes repartits entre aquests dos anys, el total per al comú d'Encamp serà de 728 milions; Sant Julià de Lòria disposarà d'una partida pressupostària de 500 milions; a les parroquies d'Ordino i la Massana els correspon un pressupost de 473 milions a cadascuna.

Les diferències entre les partides que corresponen a cada parroquia per ser gestionades directament pels comuns són fruit d'un reajustament acordat entre els representants del Govern i dels set comuns. D'una banda, la llei de transferències als comuns, aprovada pel Consell General el 23 de desembre de l'any passat, que estableix una base del repartiment a partir del 1997 dels ingressos totals de l'Estat. I per l'altra, l'acord entre el Govern i els comuns de les set parroquies, on quedou fixades totes les operacions i factors del finançament de les parroquies que s'han tingut en compte per arribar a les xifres finals.

A cada comú li corresponen 31,5 milions de pessetes per a l'any 91 i 30,7 milions per a l'any 92. La suma d'aquestes quanties representa la unitat de la transferència a les corporacions locals. La resta de la partida s'obté dels percentatges extrems sobre els factors de la població i el territori de cada parroquia.

Andorra la Vella és la parroquia que més rebrà en funció de la població, 61,6 milions per a l'any 91 i 61,4 milions per a l'any 92. A l'altra extrems, la parroquia d'Ordino rep 5,3 milions del 91 i 4,8 milions corresponen al 92; i la parroquia de Canillo, amb 5,1 milions corresponents al 91 i 4,8 per a l'exercici del 92.

Gràcies al percentatge de població que representa el 35% del total de la partida Escaldes-Engordany rebrà 35,1 milions de pessetes l'exercici del 91 i 33,7 milions l'exercici del 92; 24,1 milions per a Encamp el primer any i 26,5 el segon. La parroquia de Sant Julià de Lòria disposarà de 19,2 milions corresponents al 91 i 20,1 per al 92.

GANILLO

1991: 1.055 milions
1992: 1.055 milions

TERMINI DE L'ESTAT: 1.120

ENCAMP

1991: 728 milions
1992: 728 milions

TERMINI DE L'ESTAT: 6.633

ORDINO

1991: 500 milions
1992: 500 milions

TERMINI DE L'ESTAT: 1.293

ELS DINERS QUE COBRARAN ELS COMUNS

LA MASSANA

1991: 473 milions
1992: 473 milions

TERMINI DE L'ESTAT: 4.026

ANDORRA LA VELLA

1991: 772 milions
1992: 772 milions

TERMINI DE L'ESTAT: 19.200

SANT JULIA DE LORIA

1991: 500 milions
1992: 500 milions

TERMINI DE L'ESTAT: 6.430

ESCALDES-ENGORDANY

1991: 1.090 milions
1992: 1.090 milions

TERMINI DE L'ESTAT: 7.120

Les xifres sobre població i territori són orientatives.

La llei de transferències reparteix

La llei de transferències aprovada pel Consell General estableix el sistema de càlcul per fixar el pressupost que correspon de gestionar a cada comú.

A partir de l'any començament de les inversions que el Govern havia fet als comuns entre els anys 1980 i 1990, i observant especialment els últims cinc anys d'aquest període, per acord entre el Govern i els comuns de l'anterior legislatura, es va fixar que la quantia de la transferència als comuns serà el 30% dels ingressos anuals de l'Estat. La xifra total es reparteix entre els set comuns. Un 50% dels diners destinats als comuns es divideixen en set parts iguals, i de l'altra meitat se'n fan dues parts desiguals, una que representa el 35% d'aquesta segona meitat que es repartirà en funció del nombre d'habitants de cada parroquia i el 15% restant en funció del territori que gestiona cada administració comunal.

Les disposicions transitòries de la llei estableixen un sistema de compensació dels desajustos entre les parroquies segons els deutes i la inversió que cadascuna havia acumulat. Alhora que es va aprovar la llei de transferències van quedar derogades les antigues lleis generals que van servir per a la construcció i finançament dels camps de neu i instal·lacions turístiques-esportives (falta mantença; els apartaments verticals i horitzontals; i els equipaments culturals; així com la resta de subvencions que tradicionalment havien rebut els comuns. El pressupost de les corporacions locals ha de cobrir despeses d'inversió i funcionament. La llei fixa un màxim del 10% de la partida pressupostària per finançar despeses derivades d'activitats esportives, culturals, socials,

Diners lligats a la delimitació de les competències

La participació directa de les corporacions locals en el pressupost nacional pretén la seva autonomia financera. Abans de la llei de transferències, l'administració central intervenia directament en les inversions de les parroquies, i les lleis per a la promoció d'equipaments esportius i socials obligaven a un tipus d'inversió molt determinat.

Una autonomia financera havia d'anar lligada a una autonomia de gestió administrativa. L'any 1987, es va iniciar el procés de negociació per a la delimitació de les competències que corresponien a cada institució.

L'acord institucional, signat a començaments del mes de setembre passat, estableix, amb detall, les atribucions de cada administració. En línies generals, al Govern li corresponen les qüestions d'ordre general (educació, sanitat, servei d'ordre, grans vies de comunicació, etc.) i als comuns, les estrictament parroquials (espais esportius, aparcaments, subvencions a entitats esportives, clavegueres, etc.).

Les carreteres secundàries, tot i que es qualifiquen com a competències dels comuns, és un tema que resta pendent d'una última revisió.

Un cas similar és el de la gestió de certes instal·lacions finançades pel Govern, de les quals els comuns han d'acabar de decidir si assumeixen la gestió. Es tracta del Palau de Gel, el camp de tir de la Rabassa i el complex esportiu de l'Aldosa.

D'altra banda, el Govern i els comuns han signat un acord de col·laboració per a la construcció i manteniment dels col·lectors d'aigües residuals i plantes de tractament.

Posteriorment, s'hauran de signar acords bilaterals entre el Govern i cada comú per a la cessió de les obres realitzades pel primer, tant les que estan acabades com les que es troben en fase de construcció, de les quals, a partir dels acords, seran els comuns els qui s'hauran de fer càrrec.

13 - "La Mitra reitera el perill d'una futura "monaquització" d'Andorra.", article d'Àlvar Valls, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 12/11/1992.

Fem la consititució
Actualitat

Joan Martí i Alanís va referir-se alir al perill que Andorra pugui esdevenir en el futur un nou Mònaco, pel que fa a la influència de l'estat francès, si la Constitució no preserva el tradicional equilibri entre els dos coprínceps

La Mitra reitera el perill d'una futura "monaquització" d'Andorra

Àlvar Valls
LA SEU D'URBELL

El bisbe d'Urgell i coprínceps episcopal, Joan Martí i Alanís, va advertir ahir del perill de monaquització d'Andorra, havent la possibilitat que el procés constitucional del Principat comporti un desequilibri en la influència dels dos coprínceps en favor de França, i Andorra passi a dependre en bona part d'aquest país, tal com passa amb el Principat de Mònaco.

En una conversa mantinguda amb el director de l'Agència espanyola Ete, Andreu Urea, el coprínceps episcopal va defensar les conseqüències de la Mitra pel que fa al necessari control, per part dels coprínceps, "sobre decisions que podrien hipotecar la independència d'Andorra", com són les decisions internacionals, "que ningú ha de monopolitzar". Segons Joan Martí, si els coprínceps desien de complir la seva funció d'equilibri, "el pes fielle de França podria elevar Andorra cap a aquest país", si bé, pel que fa a la monaquització, va opinar que "les coses mai no arribarien tan lluny, perquè els andorrans no ho acceptarien".

El coprínceps va manifestar que, un cop aprovada la Constitució, "si el Principat signa acords bilaterals amb França ho ha de fer encara més amb Espanya", tot afegint que "als andorrans els interessa



Joan Martí i Alanís amb el secretari de la delegació episcopal, Joan Massa.

Una qüestió que podria ser la darrera

Avui a dos quarts de dues de la tarda les autoritats andorranes penjaran un cop més l'acte de lliurament del tribut de la qüestió al coprínceps episcopal, en una cerimònia que tindrà lloc al palau episcopal i que bé podria ser l'última qüestió lliurada a un dels dos coprínceps, si es compleixen les previsions que la constitució entrí en vigor per la primavera vinent. El vicari general Jordi Ferràs, el subvicari Josep Masot i els consellers generals Albert Pujal i Albert Gelibert formen la delegació oficial que lliurará les 900 pessetes que constitueixen l'import de dos anys d'aquest tribut que es ret cada any alternativament a cada un dels coprínceps. També hi assistirá el cap de Govern, Oscar Ribas, en qualitat de convidat del coprínceps.

El lliurament de la qüestió és un acte que té molt d'acompliment d'un ritual, si bé en aquesta ocasió alguns observadors esperen amb una certa expectació el tradicional discurs del coprínceps, que podria tractar dels temes candents de la negociació constitucional.

sobre manera mantenir l'equilibri entre França i Espanya".

Segons fonts de la Mitra, consultades pel Diari, les paraules del bisbe no inclouen cap novetat i estan en la línia de les tesis defensades per la representació episcopal a la comissió tripartida. En paraules de Joan Massa, secretari de la delegació episcopal, "nosaltres sempre hem sostingut que l'acceptació no del coprínceps és de la lliure decisió dels andorrans, però que, si l'accepten, han d'entendre que vulgui que els coprínceps continuïn garantint, com a caps de l'estat andorrà, la independència i la sobirania del país".

Massa va precar en relleu que el fet que un dels coprínceps sigui el cap d'estat d'un gran país europeu li dona una incidència política internacional que el coprínceps episcopal no té, i que per això "el vuller perquè no es trenqui la simetria que ha presidit la presència històrica de la institució dels coprínceps".

Segons el secretari de la delegació episcopal, l'elaboració de la Constitució constitueix un nou pacte amb el poble andorrà i és lògic que es demani per als coprínceps una incidència real a veure per la sobirania d'Andorra. "Si algun paper ha fet l'episcopat durant més de set-cents anys d'història andorrana, ha estat precisament aquest", va concloure Massa.

Per la seva banda, el veguer episcopal, Francesc Badia, va declarar al Diari que "això ho diem moltes vegades; ja, de tots els països petits, el que menys m'agradaria que Andorra s'hi assemblés és Mònaco". Per a Badia, "qui ho reclamant sempre la independència d'Andorra ha estat la Mitra".

Preguntat sobre la dificultat d'arribar a un acord pel que fa als tractats internacionals, el veguer episcopal va dir que "estem condemnats a entendre'ns".

Es pacta la llei del poder judicial

La comissió restringida nomenada per la Tripartida va deixar definitivament resoltes el Títol VII de la Constitució sobre justícia, en la reunió que van fer ahir a Saldigna, i va perfilar com ha de ser la llei orgànica del poder judicial. De fet, noves va quedar per consensar l'article 95, que ha d'establir la composició del Consell Superior de la Justícia. Així ho va dir el veguer episcopal Francesc Badia després de la reunió, on va assenyalat que "encara pot ser objecte de noves discussions", a causa del seu contingut més polític, "que no hauria de tenir, perquè en definitiva parlem de la justícia, que hauria de ser el més apolític del món".

El bon clima d'entesa que es va viure al llarg de la reunió celebrada a Saldigna, va passar en un consens pròxim. Malgrat tot, Badia va puntualitzar que "tampoc el podem resoldre de manera definitiva perquè era un article reservat que ha de ser objecte d'un debat més intens".

De la llei d'organització del poder judicial es va fer un organigrama bàsic de tribunals que estava inicialment consentit, i van establir els requisits que se'ls demanarà als jutges, dues de les bases d'aquesta llei lligada al Títol VII.

La justícia, més simple

La justícia, tal com està a la Constitució després d'aquesta tercera redacció, s'ha simplificat, van coincidir alguns dels membres associats a la reunió.

Els membres de la comissió treballen a estudiar article per article l'avantprojecte del Títol VII, en el qual ja s'hi haurien inclòs les modificacions acordades a l'última Tripartida. A la reunió van assistir Enric Casades i l'Imma Barroet com a representants del Consell General, Jean Pierre Couratou, el veguer francès i Joan Brunet, president del Tribunal de Cass, per la part francesa, i Francesc Badia, el veguer episcopal, el seu secretari, Josep M. Viala, i el batlle Xavier Fontana per la part episcopal, i el fiscal general Antoni Sabater.

El Títol VII es va tractar a la Tripartida i va ser objecte de molt debat "amb l'avantatge que es tracta en un 90% de qüestions purament tècniques i no polítiques, el que fa la discussió més fàcil", va dir el veguer episcopal, que va afegir però que "s'han arribat a molts errors de consens, ja crec que s'ha avançat moltíssim".



Els dos veguers se saluden en sortir de la reunió d'ahir.

14 - "Discurs de S.E. el copríncep i bisbe d'Urgell en ocasió de la quèstia de 1992. L'esclat final d'un conflicte anunciat.", edició especial, Diari d'Andorra, Andorra la Vella, 12/11/1992 (page 1 sur 2)

Diari d'Andorra
II

Edició especial

DUOUS, 12 DE NOVEMBRE DE 1992

Discurs de S.E. el copríncep i bisbe d'Urgell en ocasió de la quèstia de 1992

Molt il·lustres senyors,
Quantes vegades, essent jo bisbe d'Urgell, heu vingut a visitar-me i a rebre aquesta cerimònia protocol·lària, però plena de significat? Certament, moltes. Però cap no ha tingut la significació i la importància d'aquesta. Simplement perquè pot ser la darrera. Esperem que ho sigui i que l'aurora de la nova època política que vivim ens porti el sol iact d'una democràcia, unes llibertats, unes garanties per a l'home i els seus drets que siguin homologades políticament a les que s'han experimentat en els països més avançats i, per aquí, obtinguem més reconeixement i més garanties que se'ns respecti la nostra situació sobirana i independent.

Si estem d'acord que el moment que vivim és històric, no us haurà d'estranyar que giri la vista cap a la història i el passat. Pot ser un record romàntic per part meua. Però la història és també mestra de la vida.

L'ESGLÉSIA I ANDORRA

Les Valls d'Andorra, diu Antoni Fiter i Rossell, "*Ladovico Pio, successor en totas las Terras Regnes, y Dominis de son Pare lo Emperador Carlo Magno, les deua llibres, neuras, y Sobranas, e independents de tot Comtat, Regne, y provincia, ab son peculiar Govern, y les dona llibres, neuras, y Sobranas als Srs. Bisbes d'Urgell, en lo any 819 de nostra Redempció*".

Molt abans havia començat la tasca de l'Església en aquestes terres pirinqueses on, amb paciència, ha afaiçonat una cultura cristiana, un humanisme, uns costums i una llengua que començava a parlar català a l'Església d'Organyà i que faria de mestra de les arts i de les lletres a Andorra fins a temps recents.

Sense els hospitals i asils de l'Església, sense les causes pies i les fundacions, sense les mutualitats d'ajuda i de solidaritat, la tradicional pobresa d'aquestes terres hauria mossegat més fortament els seus homes i dones, els nens, els vells i els malalts, la seva vida i la seva dignitat.

Fou el bisbe príncep d'Andorra el que pactà amb els comtes d'Urgell i directament amb el poble les tres Concòrdies del segle XII. Vull recordar el meu antecessor Pere d'Urts, el qual al segle XIII va signar els Pariajes, en recerca de la pau; el bisbe Francesc de Tovià, qui va crear el Consell de la Terra; el bisbe Josep Caixal, el qui va fer la Nova Reforma.

És un procés que madura d'acord amb els temps i amb el concurs de tots, incloent-hi el copríncep francès. Però la història ens diu documentalment que no ha estat un poder, el del bisbe, mancat de respecte al poble, sinó essencialment una funció unitària, que ha respectat i promogut la persona i les llibertats, públiques i privades. Tot s'ha subordinat a l'home, a les seves llibertats, la seva terra, la seva independència, la seva unitat i la seva continuïtat.

En els darrers temps, vosaltres ho sabeu, hem defensat, com sempre, el reconeixement del Principat en el camp internacional, i no hem renunciat mai a cap dret bàsic per tal de poder arribar amb una situació íntegra al moment històric que esperem: la conclusió de la primera Constitució moderna del nostre petit, però històric i estimat, Principat.

LA CONSTITUCIÓ, CLAU DE VOLTA DEL PROCÉS DE REFORMA INSTITUCIONAL

Fou el molt il·lustre Consell el qui en els temps actuals va donar la primera indicació que calia avançar políticament cap a la "*Reforma de les institucions*", amb la memòria de l'any 1978. Els coprínceps, amb el decret del 15 de gener de 1981, crearen el Govern i fèrem un bon pas cap a la modernització.

L'experiència de govern, el desenvolupament del país, el context històric d'una Europa democràtica i en pau, la insatisfacció que es detectava en el molt il·lustre Consell General, que significava ansies creixents d'exercir de manera plena la funció parlamentària, la necessitat d'harmonitzar aquestes altes responsabilitats polítiques amb l'equilibri i el control de poders i del respecte als drets humans i a totes les llibertats, em van fer entendre que havia arribat el moment de portar la reforma política al final: el nou pacte que estem preparant. Per això vaig ser el primer a demanar una Constitució. S.E. el copríncep francès i les forces polítiques andorranes, avalades per les urnes de dues eleccions generals, també la volen. I vegeu com aquesta podria ser la darrera quèstia que es presentés al bisbe-príncep. Des d'ara faig veus perquè la relació que ens uneixi, a més de la religiosa, sigui una relació política completament nova.

La quèstia, en un principi signe de vassallatge, ha anat evolucionant cap a significar l'acceptació lliure i sobirana dels coprínceps per part del poble i vos i els vostres antecessors. Sr. síndic, heu expressat prou bé amb els vostres discursos durant els més de vint anys que jo ocupo aquesta seu. Ara, la quèstia és el símbol d'un pacte fet entre tres, en el qual té una part molt preponderant el poble andorrà. Per quans de temps, aquest pacte? El meu desig és que aviat sigui substituït per la nova Constitució. Però això sí, ho vull remarcar, encara que vivim un final d'etapa, cal respectar la legalitat vigent en cada moment i evitar que la transició porti un buit de poder, del qual es ressentiran no solament sectors tan importants com la protecció dels drets dels ciutadans, l'ordre públic i l'economia, sinó tot l'edifici del bé comú.

Però quina sort si podem concloure aviat un pacte nou, una nova Constitució! Jo des d'aquí demano a tot el poble, que és el veritable protagonista, que se la doni lliurement, de la manera que vulgui, amb copríncep o sense, amb el bisbe o sense el bisbe, aquesta Constitució. Que avanci prudent, però decidit, cap a una situació política que jo crec, n'estic segur, serà millor. Ha de ser el poble el qui es governi, el qui faci respectar els seus drets, el qui es faci reconèixer internacionalment de manera formal i inequívoca. Convoque aquest poble que participi en el procés, com ho ha que ho faci amb voluntat positiva i sense por. No deixem passar aquesta circumstància històrica!

EL BISBE D'URGELL EN EL MARC CONSTITUCIONAL

Fa un any i mig que a la taula tripartida avancen les converses. Em sembla clar que els andorrans, ben lliurement, volen que els coprínceps continuïn essent una institució política bàsica d'Andorra. Només per respecte a aquesta voluntat jo he acceptat d'entrar en la negociació. Per part de l'Església, ho podeu ben creure, seria millor que el bisbe es lligués al seu propi ministeri. En els temps moderns, amb la cultura imperant esdevé més difícil barrejar les dues funcions. Només una dosi de prudència i voluntat lliurement expressada i respectada poden evitar incompatibilitats. Però això a Andorra, és possible. Jo ho he vist en els 22 anys del meu pontificat. D'acord. Si el poble ho vol, i em sembla que ho vol, continuem treballant junts. En algun aspecte s'haurà de tenir en compte en el text de la nova Constitució. Però això no impedirà que sigui democràtica, ni que sigui moderna, ni que sigui homologable als altres països del nostre entorn.



Documents annexes 4.6 : LA NÉGOCIATION DE LA CONSTITUTION

14 - "Discurs de S.E. el coprincep i bisbe d'Urgell en ocasió de la quèstia de 1992. L'esclat final d'un conflicte anunciat.", edició especial, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 12/11/1992 (page 2 sur 2)

12 DE NOVEMBRE DE 1992 Diari d'Andorra

Edició especial III

Vull referir-me expressament a la funció dels coprinceps en el nou marc de la Constitució. Per a mi és una qüestió fonamental, donada la meua experiència política d'Andorra, i vull que el poble la sàpiga per boca meua, perquè confio que hi estarà d'acord.

Un coneixedor d'Andorra i bon jurista va escriure en el pròleg de l'edició del *Manual Digest* publicat pel Consell General: "Si en els actes de gestió, els d'esRICTE govern, l'obligada concurrència de voluntats constitueix una dificultat per a llur execució, en canvi en els acords transcendents que afecten la vida col·lectiva és garantia de ponderació, de prudència, de l'equilibri en què els pobles afirmen més plenament *illur ésser*". Què vol dir, quan parla de "concurrència de voluntats"? Vol dir que per als acords de gravetat històrica a Andorra ha estat bo que, a més del Consell General de les Valls, també hagi comptat la voluntat dels coprinceps.

Jo desitjo que això continuï en la nova Constitució. Dels actes transcendents, que puguin comprometre la sobirania i la independència del Principat i la salvaguarda de l'ordre institucional volgut pel poble, m'hi vull sentir corresponsable, si he de conmutar l'ent de coprincep. No vull fer coacció ni exercir paternalisme. Déu m'hi liberi. Però tampoc jo emana amb llibertat ni amb seguretat en un nou pacte, si no és amb aquesta garantia. Només així començarem junts amb coratge i garanties la nova etapa.

Algui es pot preguntar per la raó d'aquesta condició i pot recordar la teoria constitucional segons la qual els representants del poble ja veïllaran per aquells valors. És cert, podria ser així. Però jo que coneix bé Andorra i la seva feblesa, sé que sense la garantia, a més, dels coprinceps, entrariem en una època d'incertesa política. Jo no m'hi voldria trobar, en aquesta incertesa, i no voldria que això ho pagués Andorra amb una disminució de sobirania i d'independència, potser embolicada amb l'oripell d'uns coneixements teòrics i formals.

Deixeu que els coprinceps, juntament amb el molt il·lustre Consell, vigilem per damunt de les fronteres. Que fem de sentinelles un a cada banda. Que pugem dir, com antigament deia la guàrdia de reïlleu per indicar que no hi havia novetat: "Bona guaita, bona!" Com voleu que faci de coprincep el bisbe, si no és així? Despreu de poders fàctics, doneu-li els mitjans necessaris per ser el garant de la sobirania i la independència i del bon funcionament de les institucions, com també els ha de tenir l'altre coprincep.

Serà més redona la democràcia, de l'altra manera? No ho sé. Però primer de tot cal preguntar-se si seria. I per damunt de tot, recordant el text que he citat inicialment, hem de garantir, com més millor, que les Valls d'Andorra siguin "l'libres, neurats, y Sobiranas: é independentes de tot Comptat, Regne y provincia". Tota la filosofia de la consciència política andorranca descansa en el que el *Manual Digest* en diu neutralitat. Neutre en un mot llatí que vol dir que no és més dels uns que dels altres. Es refereix, naturalment, als nostres germans grans, els països veïns.

L'esclat final d'un conflicte anunciat

La pençió que constitueix el nus del discurs de Joan Martí i Alanís —que els coprinceps inquina vení i vot en la representació internacional d'Andorra— no és cap novetat en les lletres sostingudes per la Mitra des del primer moment de la negociació constitucional. Que en el nou ordre que ha d'establir la Constitució els coprinceps retinguin, dels antics poders, el de ser els garantits de la sobirania i la independència d'Andorra, és un dels suggeriments més repetits, i repetits amb més èmfasi, pels negociadors episcopals en el si de la comissió tripartida.

La novetat que aporta el discurs d'avui és que sigui el mateix coprincep qui, en una ocasió solemne i davant de les més altes autoritats del legislatiu i de l'executiu, hagi manifestat la seva posició, i ho hagi plantejat, clarament i sense embuts, com una condició per a la seva continuïtat.

D'aquesta manera ha arribat a la seva fi el llarg període d'incertesa sobre el marge de maniobra que la negociació podia donar finalment a aquesta exigència de la Mitra. Les paraules del coprincep: "Com voleu que faci de coprincep el bisbe, si no és així?" tanquen de cop i anuncien que a partir de la propera sessió de la comissió tripartida, convocada per a dissabte dia 21, s'aurà d'entrar en una fase de renegociació, o més aviat d'autèntica negociació d'allò que no havia estat mai negociat.

Les raons del bisbe per adoptar aquesta posició són explicades en el mateix discurs: si algun paper han de tenir els coprinceps que no sigui el purament honorífic, aquest paper ha de ser el de garantits de la sobirania i la independència d'Andorra. En definitiva, el de caps d'Estat d'una monarquia democràtica.

Però, més enllà de la lletra del discurs, en les paraules del bisbe subsona un conflicte latent, que precisament abur va ser portat a la palestra en ocasió d'unes afirmacions d'ell mateix fetes públiques per una agència de premsa: el conflicte que els mateixos representants episcopals han explicat com l'asimetria que pot produir-se entre els dos coprinceps en el cas que la Constitució no preveïa com a prerogatives de tots dos el control de les relacions internacionals. Una asimetria que vindria donada pel fet que, essent com és el cap d'Estat d'un dels dos grans països veïns d'Andorra precisament el coprincep francès —un estatista que disposa de grans recursos dins el camp de les relacions internacionals— podria produir-se un desequilibri que, en la vista de la Mitra, redundaria en contra de la independència d'Andorra.

El tema que avui ha esclatat era un tema que, com la qüestió interna andorranca de la composició del Consell, precisament per la seva previsible dificultat, s'havia deixat per al final de la negociació. Potser algú havia pensat que el conflicte no arribaria a sorgir obertament, però hi havia indicis de la resolució de la Mitra, que havia donat diversos avisos, com quan el delegat permanent, Nemesi Marqués, en una roda de premsa després de la tripartida del dia 11 de setembre, subvertí ja del perill de monarquia.

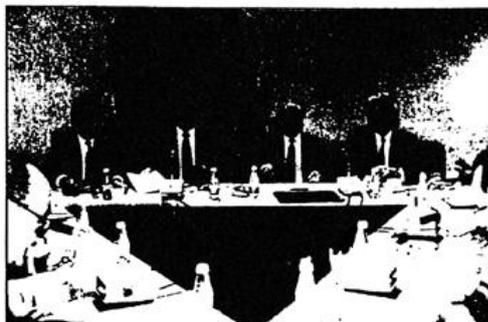
Per una Constitució a tres bandes és com fer un matrimoni envessat. Dificilment pot ser un camí de flors i violes. El conflicte està servit. De la saviesa de les tres parts —la voluntat ja se'ls suposa— depèn que la carta magna que ha de donar la majoria d'Estat a aquest Estat antic de set-cents anys pugui entrar en vigor, com els més optimistes preveïen, no més enllà de la primavera vinent.

EVOLUCIÓ PROGRESSIVA

Fa pocs dies, el 27 d'octubre passat, en el discurs de recepció de l'Acadèmia de Ciències Morals i Polítiques de París, Václav Havel, home d'Estat admirat per tothom, va glossar el concepte d'impaciència política. Una impaciència que ell mateix, va confessar, havia experimentat. Va dir que en política no ens hem de sentir presoners de categories racionals, ni de la civilització tecnocràtica, ni voler fer avançar la història com ho podria fer un nen estrany una planta per fer-la créixer més i, amb això, potser, anencar-la.

Reguem el nostre jardí polític d'Andorra per tal que vagi creixent naturalment. L'estrada ja és prou forta, creixeu-me. No deixeu per als coprinceps només els honors. Un mal resultat tampoc serà un honor per a ells. El mateix Consell d'Europa ens ha recomanat el canvi progressiu. Si cal avançar més o cal canviar de direcció, els andorrans de demà ja ho veuran.

Palau episcopal
La Seu d'Urgell, 12 de novembre de 1992.



15 - "El bisbe de la Seu posa les seves condicions per continuar com a copríncep. Martí Alanis reclama tenir el dret a vet en la Constitució d'Andorra. Tem que el Principat pugui caure en mans franceses.", article de Lluís Bonada, *Avui*, Barcelone, 13/11/1992.

AVUI / PAÏSOS CATALANS divendres, 13 de novembre de 1992

El bisbe de la Seu posa les seves condicions per continuar com a copríncep

Martí Alanis reclama tenir el dret a vet en la Constitució d'Andorra

Tem que el Principat pugui caure en mans franceses

El bisbe d'Urgell va aprofitar la tradicional cerimònia de lliurament de la quèstia, tribut medieval de caràcter anual que els andorrans paguen alternativament als coprínceps, per anunciar que està disposat a renunciar si la nova Constitució no re-

coneix als coprínceps el paper de garants de la sobirania i bon funcionament de les institucions. El bisbe vol prevenir un hipotètic tractat d'Andorra amb França que trenqués l'equilibri de relacions entre Andorra, França i el bisbat.

Lluís Bonada
LA SEU D'URGELL. — Monseñor Joan Martí i Alanis, bisbe d'Urgell i copríncep d'Andorra, tem que la nova Constitució andorrana, en procés d'elaboració fa un any i mig, redueixi els coprínceps a una figura protocol·lària. Aquesta reflexió la va fer ahir en el discurs d'acceptació de la quèstia, pagament del tribut feudal de 900 pessetes que cada dos anys li ofereix el Consell General del Principat.

La cerimònia, que quedarà abolida per la futura Constitució, es va celebrar al migdia al Palau episcopal de la Seu. Les últimes 900 pessetes que el Consell General lliura al copríncep de la Seu seran destinades simbòlicament, va anunciar el bisbe al final del seu discurs, "a constituir el fons inicial d'una fundació, l'objecte de la qual serà vetllar per tal que a Andorra es respectin l'Estat de dret i els drets de l'home".

Segons Martí i Alanis, els coprínceps, en la nova Constitució, han de ser els garants de la sobirania i independència del bon funcionament de les institucions.

"Dels actes transcendents —va dir— que puguin comprometre la sobirania i la independència del Principat i la salvaguarda de l'ordre institucional volgut pel poble, me'n vull sentir corresponsable, si he de continuar fent de copríncep. No vull fer coacció ni exercir paternalisme. Déu me'n lliuri. Però tampoc jo entraria amb llibertat ni amb seguretat en un nou pacte, si no és amb aquesta garantia. Només així començarem junts amb coratge i garanties la nova etapa."

La por a França

La clau de volta de la discrepància entre el copríncep i el Consell General pel que fa a la nova Constitució, és el dret de vet dels coprínceps.

"Segons el bisbe, aquest dret podria impedir que en un futur hipotètic Andorra decidís fer un tractat amb França que desequilibrés, segons el bisbat, l'actual equilibri tripartit que existeix entre França, Andorra i el bisbat.

"El bisbe no vol firmar l'entrega d'Andorra a França", va assenyalar a l'AVUI un col·laborador pròxim al bisbe.

Martí Alanis va fer en el seu llarg i meditat discurs una reivindicació dels drets d'autogovern del poble andorrà. Tot i que va dir que seria mi-

llor que el bisbe es limités al seu propi ministeri, la voluntat dels andorrans fa que accepti continuar treballant junt amb ells.

"Això no impedirà a la nova Constitució ni que sigui democràtica, ni que sigui moderna, ni que sigui homologable als altres països del nostre entorn."

A més, va dir, sense la garantia dels coprínceps, tot i que aquests ja no tindran els poders fàctics que han tingut fins ara, "entrariem en una època d'incertesa política".

Jordi Farràs, el síndic general, va precedir l'acte de lliurament del sobre amb les 900 pessetes amb un breu discurs més ambigü i protocol·lari que el del bisbe, tot i que va reconèixer que "hi ha hagut, hi ha i hi haurà dificultats per acostar i consensuar posicionaments en determinades matèries, pel que fa a la redacció del text de la nova Constitució". De tota manera, es va comprometre a tenir enllestit el projecte de Constitució abans de final d'any. Sobre la figura dels coprínceps, va dir que han de desenvolupar, de manera personal, conjunta i indivisa, les funcions pròpies d'un cap d'Estat parlamentari, sense especificar-ne cap.

El síndic va assegurar que el Consell General que presideix ha donat

prova de responsabilitat i maduresa a decidir per àmplia majoria, abans de l'aprovació de la Constitució, una reforma de l'encara vigent codi de la nacionalitat de l'any 1985. "Gràcies a una filosofia en tot moment oberturista i generosa, es permetrà a partir d'ara l'accés a la nacionalitat andorrana a col·lectius numèricament importants de residents." Fonts del bisbat veuen amb escepticisme aquestes

declaracions del president del Consell General, i recorden que el reglament que ha de portar a la pràctica aquesta reforma encara no s'ha aprovat, i que, segons la llei, aquest col·lectiu numèricament important de residents no podrà ser superior als 1.200.

Fins ara, els habitants amb dret a vot d'Andorra representen un 17 per cent de la població.



LAURENT SANSEN

El copríncep Martí Alanis ahir durant l'acte protocol·lari de la quèstia

16 - "Nou recull de parers sobre el parlament del coprincep episcopal el dia de la qüestia. Mas, Cerqueda, Babi, Aristot, Cosan i Sangrà opinen sobre el discurs.", article d'Àlvar Valls, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 14/11/1992.

DISSABTE, 14 DE NOVEMBRE DE 1992
POLÍTICA

Diari d'Andorra
5

Fem la constitució

Debat

Nou recull de parers sobre el parlament del coprincep episcopal el dia de la qüestia

Mas, Cerqueda, Babi, Aristot, Cosan i Sangrà opinen sobre el discurs

Àlvar Valls
PARROQUIES

El Diari ha continuat demanant les manifestacions de personalitats de signe divers sobre l'opinió que els mereix el contingut del discurs de la qüestia. El recull d'avui està format per les respostes d'Angelina Mas, Francesc Cerqueda, Lluís Babi, Antoni Aristot, Josep Maria Cosan i Estanislau Sangrà.

Angelina Mas: "és bo que hagi parlat clar"

"El coprincep no ha dit res de nou, però és bo que aquesta vegada hagi parlat clar", diu Angelina Mas, membre del Grup Liberal d'Encamp, i afegeix que "més val negociar els temes conflictius sobre postures clares". Sobre el paper constitucional dels coprinceps, Mas considera que "s'hauria de trobar una solució que no fos dràstica" i que, en tot cas, "no se 'n pot tancar dins d'un aparador, només per fer bonic". Tot i que assegura que "no se sap gaire com va la negociació en els temes que tenen reserves", pensa que al final es trobarà per a cada un una sortida idònia. "Si no", conclou, "la cosa va per llarg".

Francesc Cerqueda: "cal una solució a l'andorrana"

L'ex-sindic Cerqueda es manifesta profundament sorprès i preocupat per les paraules del coprincep. "No em pensava que fossin tan grans les divergències en el procés constituent", assegura. "Ja que la discussió es preveia que es conclouria el 15 de desembre". Per a Cerqueda, és condició

indispensable que els coprinceps continuïn com a garante de la sobirania i la independència d'Andorra. Com a "reflexió particular", comenta que "el poble no està compromès en aquest procés constituent", i diu que els andorrans "hem d'estar atents a l'esdevenidor". L'ex-sindic recorda que en la història del país hi ha hagut moments de gran tensió, que sempre s'han superat "gràcies a la presència dels dos coprinceps, amb els quals sempre s'ha trobat una solució a l'andorrana". Manifesta el seu desig que aquest cop també es trobi aquest tipus de solució, perquè "Andorra s'ho mereix".

Lluís Babi: "no m'agraden les amenaces"

Lluís Babi confessava ahir a la tarda que les seves ocupacions com a secretari del comitè d'Ordino no li havia permès encara d'examinar a fons el discurs de Martí i Alanís, tot i haver rebut abans d'ahir l'edició especial del Diari al mateix comitè, i que això li impedia d'opinar. "Però, una cosa sí que puc dir-la", afegia, "no m'agraden les amenaces".

Antoni Aristot: "de pressa però a poc a poc"

Antoni Aristot es manifesta totalment d'acord amb "les manifestacions i les inquietuds del coprincep episcopal". Remarca que durant set-cents anys la partit dels dos coprinceps ha estat la garantia de l'existència d'Andorra, "i tot desequilibri, en qualsevol sentit o atribucions, podria ser el principi d'una davallada de la nostra sobirania". Creu també que hi ha d'haver sintonia entre el Consell i els coprinceps, amb responsabilitats compartides per tots tres. És partidari d'"una constitució a la nostra mida" i recorda "aquella recomanació del Manual Digest que diu que tot assumpte important s'ha de realitzar festinament, que vol dir: de pressa però a poc a poc".

José Maria Cosan: "estic gratament sorprès"

"Estic gratament sorprès i plenament identificat amb el pensament del bisbe", declara Cosan, "particularment en el fet que no condiciona el poble en la decisió constitucional". El polític d'Andorra la Vella diu que el "mínim condicionant" que proposa la Mitra "és una garantia per a Andorra". Creu que el Consell ha d'arribar a un pacte amb els dos coprinceps de manera que tinguin "un poder real de representació internacional d'Andorra". Manifesta que els andorrans "hem de ser prudents com els nostres antecessors", i que un país com Andorra, "que no és ni poderós ni excepcionalment ric", gràcies en part a la presència dels coprinceps ha pogut tenir "el desenvolupament i el benestar de que gaudim avui". I finalment resumeix: "Constitució sí, però amb coprinceps".

Estanislau Sangrà: "un dels pilars de la llibertat"

L'ex-sindic Sangrà assegura que comparteix les paraules de Martí i Alanís, i que "els coprinceps han de ser iguals i estar al mateix nivell". Apela a la lliçó de set-cents anys d'història per valorar la importància de la institució dels coprinceps, institució que és "un dels pilars de la nostra llibertat". Per a l'ex-sindic escalenc, abans que es fes efectiva una hipotètica renúncia d'un o de tots dos coprinceps, "caldría consultar el poble andorrà, i crec que la immensa majoria dels andorrans voldrien conservar-los".

Uns exemples del paper de garants dels coprinceps

Durant els primers anys de la dècada del 1930, amb la promulgació de la república a Espanya, el govern de Madrid, sense el vist-i-plau ni del coprincep ni del Consell de les Valls, va nomenar un delegat per als assumptes d'Andorra, de nom Taronjí, que va residir a la Seu d'Urgell. Aquest delegat mai no va ser reconegut ni per la Mitra ni a Andorra.

Entre els anys 1936 i 1940, durant la guerra civil espanyola, el nostre país es va convertir en un lloc de pas i de refugi. El coprincep bisbe, doctor Guisart, es va exiliar a Roma i la Seu va quedar provisionalment vacant. Fent-se eco dels insistents rumors de possibles incursions de milícies armades de la part d'Espanya, el Consell va demanar empar al coprincep francès, que va enviar un cos de gendarmeria sota el comandament del coronel Baulard. Al final de la guerra civil, i a requeriment de les autoritats andorranes, aquestes forces van tornar al seu país.

Però, més tard, durant la guerra mundial, forces franceses van retornar a Andorra. Llavors ja hi havia nou coprincep a la Seu, i aquest, per demostrar els seus drets de sobirania compartida, va sol·licitar del govern espanyol el concurs d'una força armada, i aquell va enviar-nos un destacament de la guàrdia civil. Posteriorment, i per comiacord de coprinceps i Consell, uns i altres van tornar-se'n a casa seva bo i deixant lliure el nostre país.

També durant la guerra civil espanyola, va haver-hi molta escassetat de queviures al Principat. El nostre coprincep episcopal, doctor Guisart, i el nostre sindic, Cairat, van aconseguir que l'Espanya dita nacional ens subministrés, passant per França, aliments, i sobretot farina i oli.

Antoni Aristot

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL**4.7 - La Constitution andorrane de 1993****Documents:**

1 - Parmi les partisans du oui: "7 raons per votar sí. Grup d'Unió Democràtica. Encamp." Publicité électorale, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 11/03/1993.

2 - Parmi les partisans du non: "Grup d'Acció Democràtica d'Escaldes-Engordany (GAD). Comunicat sobre la constitució i el referèndum nacional." Publicité électorale, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 11/03/1993.

3 - "El poble converteix Andorra en un coprincipat parlamentari. La clau de volta d'una nova era.", *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 15/03/1993.

4 - "Andorra aprova per àmplia majoria formar un Estat in-dependent i de dret a Europa. La primera constitució obté el suport del 74'2 per cent dels andorrans. Ribas: "Després del referèndum ens sentim país sobirà.", *Avui*, Barcelona, 15/03/ 1993.

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

1 - Parmi les partisans du oui: "7 raons per votar sí. Grup d'Unió Democràtica. Encamp." Publicité électorale, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 11/03/1993.

Diari d'Andorra
8

EDICIÓ: 11 DE MARÇ DE 1993

7 raons per votar sí

- **FIDELITAT** - El nou Estat andorrà ens permetrà seguir fidels a un irrenunciable passat tot donant compliment a les exigències del present i enclinsant-nos pels camins d'un futur sense incerteses.
- **SOBIRANIA** - Els andorrans exercirem per primera vegada la sobirania, amb plena responsabilitat davant del món i de la història.
- **EQUILIBRI** - Amb els acords conclusos entre les institucions nacionals i les comunals, desapareixerà el desequilibri territorial i polític que havia alterat l'harmonia secular de les nostres parròquies.
- **INDEPENDÈNCIA** - Com a Estat democràtic en el cor d'Europa, Andorra accedirà al concert de les nacions amb caràcter d'igualtat i exercint amb plenitud la seva condició d'Estat independent.
- **FUTUR** - Finalment, ens veurem dotats de l'eina que ens permetrà afrontar amb solidesa els reptes del futur i construir l'Andorra que tots volem llegar a les generacions del dia de demà.
- **ESTABILITAT** - Els andorrans tindrem a la mà tots els elements per propiciar la normalitat política, la seguretat jurídica i la pau social, que seran les bases d'una societat estable que visqui i treballi en la prosperitat.
- **SOLIDARITAT** - En posar els interessos col·lectius per damunt dels individuals, la nostra comunitat recuperarà aquell esperit solidari que sempre havia estat el seu primer valor humà i la seva més alta bandera.

PER TOTES AQUESTES RAONS
VOTA SÍ
A LA CONSTITUCIÓ



**GRUP D'UNIÓ
DEMOCRÀTICA**
- **ENCAMP** -

2 - Parmi les partisans du non: "Grup d'Acció Democràtica d'Escaldes-Engordany (GAD). Comunicat sobre la constitució i el referèndum nacional." Publicité électorale, Diari d'Andorra, Andorra la Vella, 11/03/1993.

GRUP D'ACCIÓ DEMOCRÀTICA D'ESCALDES-ENGORDANY (GAD) COMUNICAT SOBRE LA CONSTITUCIÓ I EL REFERÈNDUM NACIONAL

En pocs dies, el Grup d'Acció Democràtica va difondre un escrit en què feia una anàlisi sobre el procediment emprat amb motiu de l'elaboració d'una Constitució per a Andorra, un procediment sobre el qual nosaltres sempre hem estat en desacord a causa de la falta de participació popular. Els que han fet la Constitució ens diuen que és la Constitució de tothom, que és la Constitució del poble andorrà. Aquesta afirmació és falsa, i nosaltres ja ho hem denunciat en diferents ocasions.

El dia 2 de febrer passat, el Consell General va aprovar per *unanimitat* el projecte constitucional. Diem per *unanimitat* en cursiva ja que tothom que va seguir el debat, per ràdio o per televisió, va poder constatar sobradament les **graus diferències** que existien entre els consellers que van votar si.

Però què hi ha, en aquesta Constitució, que a nosaltres no ens agrada? En general, no ens agrada com s'ha tractat, però més precisament hi ha una sèrie d'inconvenients que intentarem explicar. I no volem pas dir amb això que tot sigui negatiu. Existeixen, naturalment, aspectes positius com la sobirania popular, el poder legislatiu, la representació internacional, etc. Però suposem que d'aquests aspectes us en parlarem sobradament els partidaris del si i els conferenciants estrangers pagats pel Govern.

En primer lloc, per poder arribar a un consens sobre l'aprovació d'aquesta Constitució en el si del Consell General s'ha hagut d'aprovar una Llei de transferències als comuns, on el nostre grup es reafirma en la convicció que el seu cost (el 30% dels ingressos estatals) és excessivament elevat pel Govern que l'haurà de complir.

Se us dirà que la Constitució no crea impostos, però l'aplicació d'aquesta llei ens aboca irremissiblement a la creació de nous impostos o a l'elevació dels existents. Per exemple, ja s'està aplicant un canon del 10% sobre l'electricitat i un altre 10% sobre els telèfons. I també canons de 25.000 pessetes, de 50.000 pessetes i 75.000 pessetes sobre les empreses particulars i societats. Però irremissiblement n'arribaran de nous, perquè els actuals són totalment insuficients.

Deixant de banda aquest aspecte, allò que és més greu de dir llei, com totes les lleis anomenades *qualificades*, és que només es podrà canviar efectuant dues votacions per separat, el que fa que sigui molt difícil de modificar:

...La primera amb catorze consellers dits *parroquials* (dos per parroquia).

...La segona amb els altres catorze consellers dits *noionats*.

Sobre aquest tema, cal reconèixer que els nostres constituents tenen unes idees i una imaginació fora de sèrie. Amb una mica de sentit comú, a ningú no se li hauria acudit mai crear *dues categories de consellers*, reunits en una única cambra parlamentària.

La delimitació de competències dels comuns, que no és altra cosa que la conseqüència lògica d'aquesta Llei de transferències, és també altament perjudicial per a l'interès nacional d'Andorra.

Es va de cara a un particularisme que cada dia serà més exacerbat, amb multiplicació de serveis inútils, d'oficines, de funcionaris, etc. Actualment, ja estem veient que alguns comuns es llancen sols i individualment a fer campanyes turístiques multimilionàries a l'estranger, per promocionar, no el país, sinó la parroquia. L'estructura territorial definida en aquesta Constitució sembla més pròpia d'un Estat d'autonomies que no pas d'un Estat unitari, més adaptat a un país de dimensions reduïdes com el nostre. La falta d'unitat nacional, en molts aspectes comportarà més despeses i més ineficiència, i amb, tota seguretat, més divergències i més impostos.

En segon lloc, sota el pretext que la Constitució havia de ser referendada per un major nombre de ciutadans, s'ha modificat, a corre-cuita i malament, el Codi de la nacionalitat.

De què ha servit de fer aquest esforç si resulta que el nou Codi de la nacionalitat no és acceptat pels coprínceps i, en canvi, accepten que se celebri el referèndum nacional sense que els possibles futurs andorrans puguin participar hi? El nou codi és ple d'incongruències jurídiques, per tant és anticonstitucional i, a més, ningú no sap encara com es podrà resoldre el problema de la doble nacionalitat.

En definitiva, per garantir el procés d'elaboració d'aquesta Constitució s'han aprovat dues lleis. La primera ha obegat l'objectiu d'unitat nacional creant set estats dins l'Estat; la segona ni tan sols ha prosperat davant el rellís dels mateixos coprínceps a aprovar-la.

Amb aquesta Constitució, i a la llum dels articles 45 al 49, els coprínceps no solament no perden prerrogatives, sinó que les augmenten, tant en l'àmbit interior com en l'inter nacional. Fins i tot intervenen en actes que tradicionalment han estat competència del poble, com convocar eleccions o nomenar el cap de Govern. També poden refusar de promulgar les lleis aprovades pel Consell General, tant si són constitucionals com no, i encara que no existeixin circumstàncies especials que els ho impedeixin. En realitat, es tracta d'un dret de vet que ni tan sols han d'explicar ni justificar. El nostre grup denuncia aquest fet com una disminució important de la sobirania del poble i del poder legislatiu proclamats per la mateixa Constitució. No ens estranyaria que el mateix Consell d'Europa rebutgés aquests articles de la Constitució per ser contraris als principis de l'Estat de dret.

Aquesta Constitució preven també que el Consell General pugui destituir el cap de Govern per mitjà d'un vot de censura, com fins ara. És normal que així sigui. Ara bé, el que trobem totalment irracional és que el cap de Govern obtingui el dret de dissolució del Consell General. És necessari donar tant de poder a una sola persona?

A més, amb aquesta Constitució desapareix aquell dret que tenien els ciutadans d'Andorra d'interposar recors de queixa contra les lleis que consideraven perjudicials per als seus interessos. En el futur, solament una cinquena part dels membres del Consell General, el cap de Govern i tres comuns tindran dret a interposar recors d'inconstitucionalitat.

Així, doncs, amb aquesta Constitució, una sola persona, el cap de Govern, adquireix poder desorbitat en detriment dels consellers, representants directes del poble. A més, el poble, sense la possibilitat de recors en queixa, queda mut i impotent davant les possibles decisions arbitràries de l'autoritat legislativa.

Pel que fa a la justícia, aquesta Constitució la converteix en una institució exageradament sobrecarregada. Faran falta més magistrats, més jutges, més fiscals, més advocats, més secretaris, més funcionaris. L'administració de justícia serà forçatament molt més costosa.

Aquesta Constitució reconeix el dret de manifestació, cosa que compartim. El que no compartim és que les manifestacions es puguin fer amb l'única condició d'informar abans el Govern. Nosaltres creiem que el dret de manifestació ha de ser prèviament reglamentat pel Govern, tal com es fa en la majoria de països democràtics. Però la Constitució d'Andorra, que és molt progressista, no admet reglaments d'aquest ordre.

Aquesta Constitució legalitza també els sindicats, però preveu únicament que la llei creï un registre de sindicats. No seria més normal que la llei estabís també les normes de funcionament d'aquests sindicats, tal com es fa a la resta d'Europa? D'aquesta manera es garantiria el manteniment de l'ordre i de la convivència ciutadana, que formen part, també segons la nostra opinió, dels deïus de la persona.

En aquesta Constitució la paraula *vaga* no hi és mencionada enlloc. No obstant, segons els mateixos dirigents de l'Enomenat Sindicat, *Andorrà de Treballadors (SAT)*, l'article 19 defineix perfectament un marc de reconeixement d'aquest dret sense cap limitació, excepte la garantia dels *serveis essencials*. El mateix Sindicat *Andorrà de Treballadors* valora positivament aquesta Constitució, precisament pel que fa a aquest dret de vaga. Segons el SAT, "la millor llei de vaga és la que no existeix" (vegeu *Informacions-Diari* del dia 8 de febrer de 1993).

Quant als serveis essencials, tots els andorrans que hem tingut ocasió de viatjar per França o per Espanya en temps de vaga, sabem, per experiència, en què consisteixen aquests serveis. A la pràctica, es converteixen en la paralització total de transports, comerços, indústries, hotels, etc. Una bona perspectiva per a l'economia andorrana...

Aquests exemples que hem citat són prou eloqüents i clarificadors perquè el poble andorrà vegi i pugui apreciar cap on ens porta aquesta Constitució.

Els nostres consellers diuen que caldrà fer prova d'imaginació per no posar cap sistema fiscal directe, tal com ho preveu la Constitució, a l'article 37. Nosaltres els diem que la imaginació l'havien d'utilitzar abans de negociar la Constitució de la manera en què ho han fet.

Ho repetim una vegada més: la Constitució que se'n proposa no és, de cap manera, la que Andorra necessita. Semblaria que allò que interessa és convertir l'activitat política en la professió d'uns quants.

Ens dirigim avui a tots els andorrans perquè valorin els aspectes positius i negatius abans d'anar a votar.

Que pensin que Andorra es mereix una Constitució que sigui proposada amb les nostres possibilitats econòmiques i amb les reduïdes dimensions del nostre territori i de la nostra població.

Que pensin que una bona Constitució només pot ser aquella que sigui fruit de la voluntat del poble.

Que tothom voti amb tota llibertat i amb plena consciència.

Els andorrans tenen la paraula!

GRUP D'ACCIÓ DEMOCRÀTICA

3 - "El poble converteix Andorra en un copríncipat parlamentari. La clau de volta d'una nova era.", Diari d'Andorra, Andorra la Vella, 15/03/1993.

P À G I N A T R E S

Diari d'Andorra 3

Amb una participació sensiblement inferior a les de les últimes eleccions generals, el poble d'Andorra va votar pel canvi de les estructures polítiques del país. El percentatge del vot afirmatiu va ser del 74,2% per sobre del "no"

El poble converteix Andorra en un copríncipat parlamentari

A les 10 de la nit es van conèixer els resultats definitius del primer referèndum de la història d'Andorra

El Príncipat d'Andorra es va convertir ahir en un Estat independent, de dret, democràtic i social per voluntat del poble andorrà, que va votar a al projecte de Constitució. Un 74,2 per cent dels vots vàlids que es van comptar, al conjunt dels set comuns, van ser a favor del sí; la resta, un 25,8 per cent, va votar contra la proposta que el Consell General li proposava. A dos quarts d'11 de la nit el síndic, Jordi Ferràs, va declarar adoptat el text de la Constitució, tot destacant que Andorra havia deixat de ser un Estat "de segona".

Ahir van anar a votar 6.910 ciutadans, cifra que representa una participació del 75,7 per cent del cens electoral, sobre un total de 9.123 electors. Aquest percentatge és sensiblement inferior al que hi va haver a les últimes eleccions generals, però va ser valorat positivament pels consellers de totes les parròquies, que van anar informant dels resultats definitius. L'abstenció va ser del 24,3 per cent. Cal dir que, observant els hàbits dels països de tradició democràtica, generalment l'abstenció augmenta quan es tracta d'un referèndum.

A totes les parròquies va guanyar el sí. A la d'Escaldes-Engordany aquesta opció va ser massiva: amb una participació del 77,2 per cent dels electors, es van comptar un total de 1.332 paperetes amb el sí (84 per cent) i 255 amb el no (16 per cent). El no va tenir 109 paperetes, que equivalen al 39,1 per cent dels vots vàlids.

Per tota del percentatge ge-

VOTS VÀLIDS: 6.609

SÍ
4.903
74,2%

NO
1.706
25,8%

Participació
75,7%

Abstenció
24,3%

La Constitució ha rebut 4.903 vots positius i 1.706 en contra. Dels vots emesos cal descomptar els blancs, que van arribar a 253 i els nuls, que van ser 48. Per parròquies, Escaldes-Engordany va ser la que va donar major suport a la Constitució i Canillo la que ho va fer menys.

REFLEXIÓ

La clau de volta d'una nova era

Després de quatre anys després de la Revolució francesa, i després de més tard de promulgar-se la primera constitució moderna -la dels Estats Units d'Amèrica-, Andorra assumeix en tota la seva plenitud els postulats de la revolució burgesa, amb la consagració de la sobirania popular, de les llibertats públiques i de la separació de poders com a elements diferenciadors d'un nou Estat, almenys, com se sol dir dels Estats de dret, per l'imperi de la llei.

En la més que peculiar especificitat d'Andorra, el pacte de l'Antic Règim o la democràcia s'ha fet d'una forma progressiva, per acumulació d'elements al llarg dels anys, i amb així mateix una evolució política i social no sempre pluriel i que havia anat configurant el país com una democràcia real, bé que imperfecta, i amb la gran asseguradora pendent de l'adquisició institucional dels temps moderns.

Ara, aquesta obertura ha arribat, perquè tota pel poble andorrà, encapçalada des de les institucions corresponents, accepta per les institucions històriques i finalment referendària pel poble. Amb el pacte que ahir van fer, els andorranos han manifestat al món -i a ells mateixos- el seu voluntat d'assumir la responsabilitat inherent de què deté la sobirania.

Les portes que la decisió d'ahir obre per a Andorra són les portes d'una nova era. De les portes que s'han obertes, la Constitució n'és la clau de volta: la voluntat sobirana del poble andorrà en tota la seva plenitud, el motor o el feu.

Albert Vallès

Referèndum Constitucional	% participació	VOTS		
		SÍ	NO	BLANCS/NULS
NACIONAL	75,7%	4.903	1.706	301
PARRÒQUIES				
Canillo	67,7%	170	109	4
Encamp	72,7%	611	186	27
Ordino	64,1%	158	90	30
La Massana	77,4%	349	163	16
Andorra la Vella	78,5%	1.610	562	99
Sant Julià de Lòria	75,6%	673	341	53
Escaldes-Engordany	77,2%	1.332	255	72

neral a favor del sí (74,2 per cent) hi va haver les parròquies de Canillo (60,9%), Ordino (63,7%), Sant Julià de Lòria (66,4%) i la Massana (68,2%). Andorra la Vella es va enregistrar una proporció de vot afirmatiu (74,1%) gairebé idèntic a la del resultat general, amb la participació més alta de tot el país: 78,5 per cent. La parròquia amb una participació més baixa va ser la d'Ordino (64,1 per cent).

Els índexs del no van oscil·lar entre el 16,1 per cent d'Escaldes-Engordany i el 39,1 de Canillo.

Les parròquies altres, tot i presentar els resultats d'absten-

ció i vots negatius més alt d'alt el conjunt, van defensar el canvi que representa la Constitució, tot i que consideren que amb la nova composició del Consell en seran les més perjudicades.

Encara que cap partit o grup polític va fer campanya obertament en contra de la Constitució, membres de la comissió consultiva van denunciar situacions de desestabilització, tot intentant fer sorgir la por entre l'electorat, amb la insistència sobre temes com els hipotètics perills d'una obertura excessiva de la nacionalitat i la creació d'impostos per superar el deute públic.

La informació sobre el referèndum constitucional ha estat elaborada per un equip format per Maria Amigó, Teresa Blanco, Francesca Campoy, Toni Farrés, Miquel Ferrer, Miquel Ferrer, Miquel Ferrer, Miquel Ferrer i Elena Sureda. Les intervencions internacionals han estat recollides per un equip dirigit per Joan Ramon Colomines Company i format per Ramon Llorens, Joan Torra i Miquel Ferrer. Les fotografies del dia van de Rina Casanova, Jordi Romera i col·laboradors. La part gràfica, sota la responsabilitat de Raul Valls, ha estat a càrrec de Xavier González en imatge i de Paula Gil en maquetació. Disseny editorial: Maria Martí. Redacció en cap: Ignasi Fàbregas i Albert Valls.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

4 - "Andorra aprova per àmplia majoria formar un Estat in-dependent i de dret a Europa. La primera constitució obté el suport del 74'2 per cent dels andorrans. Ribas: "Després del referèndum ens sentim país sobirà.", Avui, Barcelona, 15/03/ 1993.

L'índex de participació en el referèndum va superar les previsions i va arribar al 75'7 per cent

Andorra aprova per àmplia majoria formar un Estat independent i de dret a Europa

La primera Constitució obté el suport del 74'2 per cent dels andorrans

Els ciutadans andorrans van aprovar ahir per àmplia majoria la seva primera Constitució democràtica, que convertirà el petit Principat pirinenc en un Estat de dret i deixarà de banda molts dels aspectes propis

d'un sistema feudal que encara conservava i equipara així el Principat amb la resta d'Estats europeus. La nova Carta Magna va obtenir el suport de més del 74'2 per cent dels andorrans, que des de bon matí es

van dirigir als set col·legis electorals per depositar la seva decisió, i es van superar les previsions inicials: els índexs de participació van arribar al 75'7 per cent, molt més del que es preveia en un primer moment.

8 **Lluís Bou, enviat especial ANDORRA LA VELLA** — Els ciutadans andorrans van aprovar ahir per àmplia majoria la transformació del Principat pirinenc en un nou Estat independent i de dret ja que van aprovar en referèndum la primera Constitució d'Andorra. La nova Carta Magna, que ha estat motiu de negociacions intenses des del 1989, va obtenir el vot favorable del 74'2 per cent d'andorrans que van exercir el dret a vot, i va confirmar d'aquesta manera les previsions inicials dels dirigents polítics del país.

De les 6.910 vots emesos, 4.903 van ser a favor de la Carta Magna i 1.706 en contra (25'8 per cent). L'índex de participació dels 9.323 andorrans amb dret a vot va superar les previsions inicials que es feien abans d'ahir en medis polítics andorrans, ja que va arribar al 75'7 per cent quan s'esperava que quedaria al voltant d'un 60 per cent. Els resultats dels referèndum demostren que entre els ciutadans andorrans s'han valorat més els aspectes globals de la Constitució que no pas les reticències que en algunes parròquies s'havien posat de manifest respecte als articles 50, 52 i 57, referents al nou sistema electoral.

Més de la meitat a favor

A cap de les set localitats andorranes el percentatge de vots favorables a la Carta Magna va quedar sota el 56 per cent, fet que va ser valorat molt positivament per les autoritats del país. La creuana formulada als electors per al referèndum recollia en certa manera totes aquestes connotacions i posava l'accent en els elements de consens ja que deia: "Voteu a favor del projecte de Constitució del Principat d'Andorra, elaborat en concertació amb els serveis dels coprínceps i adoptat pel Consell General en sessió extraordinària el 2 de febrer de 1993".

De totes maneres, el repartiment de vots per parròquies ha posat de manifest les diferents sensibilitats que hi havia en algunes d'elles sobre la Constitució, especialment les reticències sorgides a les localitats



El cap del govern andorrà, Óscar Ribas, en el moment de depositar el seu vot

tats altes, menys habitades, cap al nou sistema electoral, ja que manté la tradició que totes les parròquies tinguin el mateix nombre de representants independentment del nombre d'habitants, cosa que afavoreix les localitats petites.

El suport més gran a la Constitució es va registrar a les Escaldes (amb un 80 per cent), a Encamp, amb un 76'7 per cent, seguida per Andorra la Vella (amb un 74'1 per cent) i la Massana (amb un 66 per cent), entre les parròquies amb més població. A Ordino i Camillo, que són les dues més despoblades, va tenir lloc el percentatge menor de vots favorables, que, tot i així, es van situar respectivament en un 56'60 per cent.

Un cas a part va ser Sant Julià de Lòria (63 per cent), que es va

col·locar només just per sobre de les dues parròquies altes, quan és la tercera localitat en nombre d'habitants. En la votació de Sant Julià, que és la parròquia de l'actual cap de govern, Oscar Ribas, hi va influir el fet que el seu veí i ex cap de govern Josep Pintat es pronunciés personalment en contra de la Carta Magna per la qüestió del sistema electoral.

Avaluar les grans il·lies

Un segon element que ha estat força present en el referèndum de les diferències de criteri sobre la Constitució era el respecte, i fins i tot temor, d'un sector d'andorrans d'abandonar un sistema de funcionament que ha estat vigent durant 700 anys.

La nova Constitució reconeix per primer cop que el poble andorrà posseeix la sobirania popular i garanteix una separació dels poders legislatiu, executiu i judicial, que fins ara no tenia una definició tan clara a Andorra com a la resta d'Europa a causa d'una estructura fortament basada en els coprínceps.

El text, que consagra el català com a única llengua oficial, atorga al bisbe de la Seu d'Urgell i al president de la República Francesa que tindran certes prerrogatives especials i que participaran en la negociació dels tractats que afecten Estats veïns en relació amb seguretat i defensa del territori així com pel que fa a allò que faci referència als drets fonamentals dels ciutadans.

Ribas: "Després del referèndum ens sentim país sobirà"

LLB, enviat especial ANDORRA LA VELLA — Durant la jornada d'ahir nombrosos electors andorrans van qualificar el referèndum de fet històric per al Principat, i amb el sentiment que Andorra s'equipara a formalment als Estats europeus. Diversos consellers generals (parlamentaris andorrans) afirmaven que l'aprovació de la Constitució significa el naixement d'un nou Estat a Europa, i remaraven que això s'ha fet amb un procés absent de tensions importants. L'ambient que es respirava pels carrers era de gran optimisme i a la vegada d'expectació en una de les jornades més llargues per a molts dels polítics andorrans.

El cap de govern d'Andorra, Oscar Ribas, va declarar que el resultat del referèndum sobre la Constitució ha fet que els andorrans se sentin "un país sobirà". Ribas va afirmar que feia 18 anys que esperava aquest moment per veure complert el seu desig de modernitzar Andorra. De tota manera, el president de l'executiu va voler evitar mostrar una eufòria excessiva per la nova situació política del Principat ja que va ase-

nyalar que "els avantatges" de la Constitució no es veuran fins a mig o llarg termini, donat que ara s'obre un procés de transició. El cap de govern va explicar que confia més en l'Andorra de demà que en l'Andorra que deixa enrere.

El president de l'executiu andorrà va votar al comú de Sant Julià de Lòria, on hi estava instal·lat el col·legi electoral corresponent a aquesta localitat. Ribas és des de fa 18 anys un dels polítics que ha impulsat la reforma de les institucions del país. "Són molts anys si es té en compte que la generació nascuda en aquella època avui ha pogut ja votar la Constitució", va afegir.

També a Sant Julià de Lòria, que és coneguda com una de les parròquies més polititzades d'Andorra, hi va votar l'ex-cap de govern Josep Pintat, que és un dels pocs dirigents polítics que havia declarat públicament que votaria contra el projecte de Constitució. Pintat va tornar a argumentar aquesta decisió perquè no es conforma amb el sistema electoral que preveu la Carta Magna, tot i que va declinar fer campanya pel vot en contra.

El Síndic de les Valls (president del Parlament), Jordi Farràs, que ahir al vespre va ser l'encarregat de donar els resultats del referèndum, va qualificar la jornada de "fita històrica" per a la modernització del país, pel seu reconeixement internacional i per aconseguir una estructura correcta del nou Estat andorrà.

Eleccions el 12 de desembre

Farràs, que havia depositat a les onze del matí el seu vot a Andorra la Vella, va manifestar als periodistes, que esperaven amb ansia les últimes dades, el seu orgull pel compromís dels andorrans a l'hora de votar. El Síndic de les Valls va fer una crida als que van votar en contra demanant que ajudin a consolidar el que hem de construir plegats. Farràs va anunciar que les properes eleccions seran el 12 de desembre. D'altra banda, el dia 8 de setembre se celebrarà una cerimònia en presència dels dos coprínceps per commemorar l'aprovació de la nova Constitució andorrana.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 1 sur 20)

PREÀMBUL

El Poble Andorrà, amb plena llibertat i independència, i en exercici de la seva pròpia sobirania,

Conscient de la necessitat d'adequar l'estructura institucional d'Andorra a les noves circumstàncies que comporta l'evolució de l'entorn geogràfic, històric i sòcio-cultural en què es troba situada, així com de la necessitat de regular les relacions que, dins d'aquest nou marc jurídic, hauran de tenir unes institucions que troben els seus orígens en els Pareatges,

Convençut de la conveniència de dotar-se de tots els mecanismes que han de permetre tenir la seguretat jurídica en l'exercici d'uns drets fonamentals de la persona que, si bé sempre han estat presents i respectats en el tarannà de la societat andorrana, no es beneficiaven d'una regulació material concreta.

Decidit a perseverar en la promoció de valors com la llibertat, la justícia, la democràcia i el progrés social, i a mantenir i enfortir unes relacions harmòniques d'Andorra amb la resta del món, i especialment amb els països veïns, sobre la base del respecte mutu, de la convivència i de la pau.

Amb la voluntat d'aportar a totes les causes comunes de la humanitat la seva col·laboració i el seu esforç, i molt especialment quan es tracti de preservar la integritat de la Terra i de garantir per a les generacions futures un medi de vida adequat,

Amb el desig que el lema "virtus, unita, fortior", que ha presidit el camí pacífic d'Andorra a través de més de set-cents anys d'història, segueixi essent una divisa plenament vigent i orienti sempre les actuacions dels andorrans,

Aprova sobiranament la present Constitució.

TÍTOL I

DE LA SOBIRANIA D'ANDORRA

Article 1.

1. Andorra és un Estat independent, de Dret, Democràtic i Social. La seva denominació oficial és Principat d'Andorra.

2. La Constitució proclama com a principis inspiradors de l'acció de l'Estat andorrà el respecte i la promoció de la llibertat, la igualtat, la justícia, la tolerància, la defensa dels drets humans i la dignitat de la persona.

3. La sobirania resideix en el Poble Andorrà, que l'exerceix per mitjà de les diferents classes de participació i de les institucions que estableix aquesta Constitució.

4. El règim polític d'Andorra és el Copríncipat parlamentari.

5. Andorra està integrada per les Parròquies de Canillo, Encamp, Ordino, La Massana, Andorra la Vella, Sant Julià de Lòria i Escaldes-Engordany.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 2 sur 20)

Article 2.

1. La llengua oficial de l'Estat és el català.
2. L'himne nacional, la bandera i l'escut d'Andorra són els tradicionals.
3. Andorra la Vella és la capital de l'Estat.

Article 3.

1. La present Constitució, que és la norma suprema de l'ordenament jurídic, vincula tots els poders públics i els ciutadans.
2. La Constitució garanteix els principis de legalitat, de jerarquia, de publicitat de les normes jurídiques, de no retroactivitat de les disposicions restrictives de drets individuals o que comportin un efecte o estableixin una sanció desfavorable, de seguretat jurídica, de responsabilitat dels poders públics i d'interdicció de tota arbitrarietat.
3. Andorra incorpora al seu ordenament els principis de dret internacional públic universalment reconeguts.
4. Els tractats i acords internacionals s'integren en l'ordenament jurídic a partir de la seva publicació en el Butlletí Oficial del Principat d'Andorra, i no poden ésser modificats o derogats per les lleis.

**TÍTOL II
DELS DRETS I LLIBERTATS**

Capítol I. Principis generals

Article 4.

La Constitució reconeix que la dignitat humana és intangible i, en conseqüència, garanteix els drets inviolables i imprescriptibles de la persona, els quals constitueixen el fonament de l'ordre polític, la pau social i la justícia.

Article 5.

La Declaració Universal dels Drets Humans és vigent a Andorra.

Article 6.

1. Totes les persones són iguals davant la llei. Ningú no pot ésser discriminat per raó de naixement, raça, sexe, origen, religió, opinió, o qualsevol altra condició personal o social.
2. Els poders públics han de crear les condicions per tal que la igualtat i la llibertat dels individus siguin reals i efectives.

Capítol II. De la nacionalitat andorrana

Article 7.

1. La condició de nacional andorrà, així com les seves conseqüències jurídiques, s'adquireix, es conserva i es perd d'acord amb el que es reguli en Llei Qualificada.
2. L'adquisició o el manteniment d'una nacionalitat diferent de l'andorrana implicarà la pèrdua d'aquesta en els termes i terminis fixats per la llei.

Capítol III. Dels drets fonamentals de la persona i de les llibertats públiques

Article 8.

1. La Constitució reconeix el dret a la vida i la protegeix plenament en les seves diferents fases.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 3 sur 20)

2. Tota persona té dret a la integritat física i moral. Ningú no pot ésser sotmès a tortures o a penes i tractes cruels, inhumans o degradants.

3. Es prohibeix la pena de mort.

Article 9.

1. Totes les persones tenen dret a la llibertat i a la seguretat i només en poden ésser privades per les causes i d'acord amb els procediments establerts a la Constitució i les lleis.

2. La detenció governativa no pot durar més del temps necessari per dur a terme les indagacions tendents a l'esclariment del cas i mai no pot excedir de quaranta-vuit hores sense que el detingut sigui posat a disposició de l'autoritat judicial.

3. La llei establirà un procediment perquè tot detingut pugui acudir a un òrgan judicial, a fi que aquest es pronuncii sobre la legalitat de la seva detenció. Així mateix, crearà el procediment per restablir els drets fonamentals lesionats de tota persona privada de llibertat.

4. Ningú no pot ésser condemnat o sancionat per accions o omissions que en el moment de produir-se no constitueixin delictes, falta o infracció administrativa.

Article 10.

1. Es reconeix el dret a la jurisdicció, a obtenir d'aquesta una decisió fonamentada en Dret, i a un procés degut, substanciat per un tribunal imparcial predeterminat per la llei.

2. Es garanteix a tothom el dret a la defensa i a l'assistència tècnica d'un lletrat, a un judici de durada raonable, a la presumpció d'innocència, a ésser informat de l'acusació, a no confessar-se culpable, a no declarar en contra d'eil mateix i, en els processos penals, al recurs.

3. La llei regularà els supòsits en què, per garantir el principi d'igualtat, la justícia ha d'ésser gratuïta.

Article 11.

1. La Constitució garanteix la llibertat ideològica, religiosa i de culte, i ningú no pot ésser obligat a declarar o a manifestar-se sobre la seva ideologia, religió o creences.

2. La llibertat de manifestar la pròpia religió o les pròpies creences és sotmesa única-ment a les limitacions establertes per la llei que siguin necessàries per protegir la seguretat, l'ordre, la salut o la moral públiques o els drets i les llibertats fonamentals de les altres persones.

3. La Constitució garanteix a l'Església Catòlica l'exercici lliure i públic de les seves activitats i el manteniment de les relacions de col.laboració especial amb l'Estat d'acord amb la tradició andorrana.

La Constitució reconeix a les entitats de l'Església Catòlica que tenen personalitat jurídica d'acord amb les seves pròpies normes la plena capacitat jurídica dins de l'àmbit de l'ordenament general andorrà.

Article 12.

Es reconeixen les llibertats d'expressió, de comunicació i d'informació. La llei regularà el dret de rèplica, el dret de rectificació i el secret professional. Queda prohibida la censura prèvia o qualsevol altre mitjà de control ideològic per part dels poders públics.

Article 13.

1. La llei regularà la condició civil de les persones i les formes de matrimoni. Es reconeixen els efectes civils del matrimoni canònic.

2. Els poders públics promouran una política de protecció de la família, element bàsic de la societat.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 4 sur 20)

3. Els cònjuges tenen els mateixos drets i obligacions. Els fills són iguals davant de la llei, amb independència de la seva filiació.

Article 14.

Es garanteix el dret a la intimitat, a l'honor i a la pròpia imatge. Tothom té dret a ésser protegit per les lleis contra les intromissions il·legítimes en la seva vida privada i familiar.

Article 15.

Es garanteix la inviolabilitat del domicili, al qual no es pot entrar sense el consentiment del titular o sense manament judicial, excepte en el cas de delictes flagrants. Es garanteix igualment el secret de les comunicacions, llevat el cas de manament judicial motivat.

Article 16.

Es reconeixen els drets de reunió i de manifestació pacífiques amb finalitats lícites. L'exercici del dret de manifestació requereix la comunicació prèvia a l'autoritat i no pot impedir la lliure circulació de persones i béns.

Article 17.

Es reconeix el dret d'associació per a la consecució de fins lícits. La llei establirà a efectes de publicitat, un Registre de les associacions que es constitueixin.

Article 18.

Es reconeix el dret de creació i funcionament d'organitzacions empresarials, professionals i sindicals. Sense perjudici de la seva vinculació amb organismes internacionals, aquestes organitzacions han d'ésser d'àmbit andorrà, disposar d'autonomia pròpia sense dependències orgàniques estrangeres i funcionar democràticament.

Article 19.

Els treballadors i els empresaris tenen dret a la defensa dels seus interessos econòmics i socials. La llei regularà les condicions d'exercici d'aquest dret per garantir el funcionament dels serveis essencials de la comunitat.

Article 20.

1. Tota persona té dret a l'educació, la qual s'ha d'orientar vers el desenvolupament ple de la personalitat humana i de la dignitat, tot enfortint el respecte a la llibertat i als drets fonamentals.
2. Es reconeix la llibertat d'ensenyament i de creació de centres docents.
3. Els pares tenen dret a escollir el tipus d'educació que hagin de rebre els seus fills. Igualment, tenen dret a una educació moral o religiosa per a llurs fills d'acord amb les conviccions pròpies.

Article 21.

1. Tothom té dret a circular lliurement pel territori nacional, i a entrar i sortir del país d'acord amb les lleis.
2. Els nacionals i els estrangers legalment residents tenen dret a fixar lliurement la seva residència dins Andorra.

Article 22.

La no renovació de la condició de resident o l'expulsió de la persona legalment resident només es podrà acordar per les causes i segons els termes previstos en la llei, en virtut de resolució judicial ferma, si la persona interessada exerceix el dret a la jurisdicció.

Article 23.

Tothom amb interès directe té dret a dirigir peticions als poders públics en la forma i amb els efectes previstos per la llei.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - *Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra,*
Andorra la Vella, mars 1993 (page 5 sur 20)

Capítol IV. Dels drets polítics dels andorrans

Article 24.

Tots els andorrans majors d'edat, en ple ús dels seus drets, gaudeixen del dret de sufragi.

Article 25.

Tots els andorrans tenen dret a accedir en condicions d'igualtat a les funcions i als càrrecs públics, amb els requisits que determinin les lleis. L'exercici de càrrecs institucionals queda reservat als andorrans, excepte en el que prevegin aquesta Constitució o els tractats internacionals.

Article 26.

Es reconeix als andorrans el dret de lliure creació de partits polítics. El seu funcionament i organització han d'ésser democràtics i les seves actuacions, conformes a la llei. La suspensió de les seves activitats i la seva dissolució hauran de ser efectuades pels òrgans judicials.

Capítol V. Dels drets i principis econòmics, socials i culturals

Article 27.

1. Es reconeix el dret a la propietat privada i a l'herència, sense altres limitacions que les derivades de la funció social de la propietat.
2. Ningú no pot ésser privat dels seus béns o drets, si no és per causa justificada d'interès públic, mitjançant la justa indemnització i d'acord amb el procediment establert per la llei.

Article 28.

Es reconeix la llibertat d'empresa en el marc de l'economia de mercat i conforme a les lleis.

Article 29.

Tota persona té dret al treball, a la promoció per mitjà del treball, a una remuneració que garanteixi al treballador i a la seva família una existència conforme a la dignitat humana, així com a la limitació raonable de la jornada laboral, al repòs setmanal i a les vacances pagades.

Article 30.

Es reconeix el dret a la protecció de la salut i a rebre prestacions per atendre altres necessitats personals. Amb aquestes finalitats, l'Estat garantirà un sistema de Seguretat Social.

Article 31.

És funció de l'Estat vetllar per la utilització racional del sòl i de tots els recursos naturals, amb la finalitat de garantir a tothom una qualitat de vida digna i de restablir i mantenir per a les generacions futures un equilibri ecològic racional en l'atmosfera, l'aigua i la terra i de defensar la flora i la fauna autòctones.

Article 32.

L'Estat pot intervenir en l'ordenació del sistema econòmic, mercantil, laboral i financer per fer possible, en el marc de l'economia de mercat, el desenvolupament equilibrat de la societat i el benestar general.

Article 33.

Els poders públics han de promoure les condicions necessàries per fer efectiu el dret de tothom a gaudir d'un habitatge digne.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 6 sur 20)

Article 34.

L'Estat garantirà la conservació, promoció i difusió del patrimoni històric, cultural i artístic d'Andorra.

Article 35.

La llei garantirà i els poders públics defensaran els drets dels consumidors i dels usuaris.

Article 36.

L'Estat pot crear mitjans de comunicació social. D'acord amb els principis de participació i pluralisme, una llei en regularà l'organització i el control per part del Consell General.

Capítol VI. Dels deures dels andorrans i dels estrangers

Article 37.

Totes les persones físiques i jurídiques contribuiran a les despeses públiques segons la seva capacitat econòmica, mitjançant un sistema fiscal just, establert per la llei i fonamentat en els principis de generalitat i de distribució equitativa de les càrregues fiscals.

Article 38.

L'Estat podrà crear per llei formes de servei cívic per al compliment de finalitats d'interès general.

Capítol VII. De les garanties dels drets i llibertats

Article 39.

1. Els drets i llibertats reconeguts en els capítols III i IV del present Títol vinculen immediatament els poders públics a títol de dret directament aplicable. El seu contingut no pot ésser limitat per la llei i és protegit pels Tribunals.
2. Els estrangers legalment residents a Andorra poden exercir lliurement els drets i llibertats del capítol III d'aquest Títol.
3. Els drets del capítol V conformen la legislació i l'acció dels poders públics, però només poden ésser invocats en els termes fixats per l'ordenament jurídic.

Article 40.

La regulació de l'exercici dels drets reconeguts en aquest Títol només es pot dur a terme per llei. Els drets dels capítols III i IV s'han de regular mitjançant lleis qualificades.

Article 41.

1. Els drets i llibertats reconeguts en els capítols III i IV són tutelats pels tribunals ordinaris per mitjà d'un procediment urgent i preferent regulat per la llei, que, en qualsevol cas, se substanciarà en dues instàncies.
2. La llei crearà un procediment excepcional d'empara davant el Tribunal Constitucional contra els actes dels poders públics que violin el contingut essencial dels drets esmentats en l'apartat anterior, llevat el supòsit previst a l'article 22.

Article 42.

1. Una Llei Qualificada regularà els estats d'alarma i d'emergència. El primer podrà ser declarat pel Govern en casos de catàstrofes naturals, per un termini de quinze dies i amb notificació al Consell General. El segon també serà declarat pel Govern per un termini de trenta dies en els supòsits d'interrupció del funcionament normal de la convivència democràtica i requerirà l'autorització prèvia del Consell General. Tota prorroga d'aquests estats requereix necessàriament l'aprovació del Consell General.

5 - *Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra,*
Andorra la Vella, mars 1993 (page 7 sur 20)

2. Durant l'estat d'alarma es pot limitar l'exercici dels drets reconeguts en els articles 21 i 27. Durant l'estat d'emergència poden ésser suspesos els drets recollits en els articles 9.2, 12, 15, 16, 19 i 21. L'aplicació d'aquesta suspensió als drets continguts en els articles 9.2 i 15 s'ha de dur a terme sempre sota control judicial i sense perjudici del procediment de protecció establert a l'article 9.3.

TÍTOL III
DELS COPRÍnceps

Article 43.

1. D'acord amb la tradició institucional d'Andorra els Coprínceps són, conjuntament i indivisa, el Cap de l'Estat, i n'assumeixen la representació més alta.

2. Els Coprínceps, institució sorgida dels Pareatges i de la seva evolució històrica són, a títol personal i exclusiu, el Bisbe d'Urgell i el President de la República Francesa. Llurs poders són iguals i derivats de la present Constitució. Cadascun d'ells jura o promet exercir les seves funcions d'acord amb la present Constitució.

Article 44.

1. Els Coprínceps són símbol i garantia de la permanència i continuïtat d'Andorra, així com de la seva independència i del manteniment de l'esperit paritari en les tradicionals relacions d'equilibri amb els Estats veïns. Manifesten el consentiment de l'Estat andorrà a obligar-se internacionalment, d'acord amb la Constitució.

2. Els Coprínceps arbitren i moderen el funcionament dels poders públics i de les institucions, i a iniciativa ja sigui de cadascú d'ells, ja sigui del Síndic General o del Cap de Govern, són informats regularment dels afers de l'Estat.

3. Llevat dels casos previstos en la present Constitució, els Coprínceps no estan subjectes a responsabilitat. Dels actes dels Coprínceps se'n fan responsables qui els contrasignen.

Article 45.

1. Els Coprínceps, amb la contrasignatura del Cap de Govern o, en el seu cas, del Síndic General, que n'assumeixen la responsabilitat política:

- a) Convoquen les eleccions generals d'acord amb la Constitució.
- b) Convoquen referèndum d'acord amb els articles 76 i 106 de la Constitució.
- c) Nomenen el Cap de Govern segons el procediment previst en la Constitució.
- d) Signen el decret de dissolució del Consell General segons el procediment de l'article 71 de la Constitució.
- e) Acrediten els representants diplomàtics d'Andorra a l'estranger, i els representants estrangers a Andorra s'acrediten davant de cadascun d'ells.
- f) Nomenen els titulars de les altres institucions de l'Estat d'acord amb la Constitució i les lleis.
- g) Sancionen i promulguen les lleis segons l'article 63 de la present Constitució.
- h) Manifesten el consentiment de l'Estat per a obligar-se per mitjà dels tractats internacionals, en els termes previstos en el capítol III del Títol IV de la Constitució.
- i) Realitzen els altres actes que expressament els atribueix la Constitució.

2. Les disposicions previstes en els apartats g) i h) d'aquest article han d'ésser presentats simultàniament a un i altre Copríncep que han de sancionar-los i promulgar-los o manifestar el consentiment de l'Estat segons el cas, i n'han d'ordenar la publicació no abans de vuit dies i no més tard de quinze.

En aquest període els Coprínceps, conjuntament o separatament, poden adreçar-se al Tribunal Constitucional amb missatge raonat a fi que aquest es pronuncii sobre la seva constitucionalitat. Si la resolució fos positiva l'acte pot ésser sancionat amb la signatura d'almenys d'un dels Coprínceps.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 8 sur 20)

3. Quan concorrin circumstàncies que impedeixin per part d'un dels Coprínceps la formalització dels actes enumerats en l'apartat 1 del present article dins dels terminis constitucionalment previstos, el seu representant ho ha de notificar al Síndic General o, en el seu cas, al Cap de Govern. En aquest supòsit, els actes, normes o decisions afectats entraran en vigor transcorreguts els dits terminis amb la signatura de l'altre Copríncep i la contrasignatura del Cap de Govern o, en el seu cas, del Síndic General.

Article 46.

1. Són actes de lliure decisió dels Coprínceps:

- a) L'exercici conjunt de la prerrogativa de gràcia.
- b) La creació i l'estructuració dels serveis que considerin necessaris per a la realització de les seves funcions institucionals, el nomenament dels seus titulars i el seu acreditament a tots els efectes.
- c) La designació dels membres del Consell Superior de la Justícia, d'acord amb l'article 89.2 de la Constitució.
- d) El nomenament dels membres del Tribunal Constitucional, d'acord amb l'article 96.1 de la Constitució.
- e) El requeriment de dictamen previ d'inconstitucionalitat de les lleis.
- f) El requeriment del dictamen sobre la inconstitucionalitat dels tractats internacionals, previ a la seva ratificació.
- g) La interposició de conflicte davant del Tribunal Constitucional per raó d'afectació de llurs funcions institucionals, en els termes dels articles 98 i 103 de la Constitució.
- h) L'atorgament de l'acord per a l'adopció del text d'un tractat internacional, d'acord amb les previsions de l'article 66, abans de la seva aprovació en seu parlamentària.

2. Els actes derivats dels articles 45 i 46 són exercits personalment pels Coprínceps, llevat de les facultats previstes a les lletres e), f), g) i h) del present article, que poden ésser realitzats per delegació expressa.

Article 47.

El Pressupost General del Principat ha d'assignar una quantitat igual a cada Copríncep, destinada al funcionament de llurs serveis, de la qual poden disposar lliurement.

Article 48.

Cada Copríncep nomena un representant personal a Andorra.

Article 49.

En cas de vacança d'un dels Coprínceps la present Constitució reconeix la validesa dels mecanismes de substitució previstos en els seus ordenaments respectius, a fi que no s'interrompi el funcionament normal de les institucions andorranes.

TÍTOL IV DEL CONSELL GENERAL

Article 50.

El Consell General, que expressa la representació mixta i paritària de la població nacional i de les set Parròquies, representa el poble andorrà, exerceix la potestat legislativa, aprova els pressupostos de l'Estat i impulsa i controla l'acció política del Govern.

Capítol I. De l'organització del Consell General

Article 51.

1. Els Consellers són elegits per sufragi universal, lliure, igual, directe i secret, per un

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 9 sur 20)

termini de quatre anys. El mandat dels Consellers acaba quatre anys després de la seva elecció o el dia de la dissolució del Consell General.

2. Les eleccions s'han de celebrar entre els trenta i quaranta dies següents a la finalització del mandat dels Consellers.

3. Són electors i elegibles tots els andorrans que estiguin en el ple ús dels seus drets polítics.

4. Una Llei Qualificada regularà el règim electoral i preveurà les causes d'inelegibilitat i d'incompatibilitat dels Consellers.

Article 52.

El Consell General es compon d'un mínim de vint-i-vuit i d'un màxim de quaranta-dos Consellers Generals, la meitat dels quals s'elegeixen a raó d'un nombre igual per cadascuna de les set Parròquies i l'altra meitat s'elegeix per circumscripció nacional.

Article 53.

1. Els membres del Consell General tenen la mateixa naturalesa representativa, són iguals en drets i en deures i no estan sotmesos a mandat imperatiu de cap classe. L'ur vot és personal i indelegable.

2. Els Consellers són irresponsables pels vots i opinions manifestats en l'exercici de les seves funcions.

3. Al llarg del seu mandat els Consellers no podran ésser detinguts ni retinguts, excepte en el cas de delictes flagrants. Llevat d'aquest cas, correspon decidir sobre la seva detenció, inculpció i processament al Tribunal de Corts en Ple i el seu judici, al Tribunal Superior.

Article 54.

El Consell General aprova i modifica el seu Reglament per majoria absoluta de la Cambra, fixa el seu pressupost i regula l'estatut del personal al seu servei.

Article 55.

1. La Sindicatura és l'òrgan rector del Consell General.

2. El Consell General es reuneix en sessió constitutiva quinze dies després de la proclamació dels resultats electorals i elegeix, en la mateixa sessió, el Síndic General, el Subsíndic General i, si és el cas, els altres membres que reglamentàriament puguin compondre la Sindicatura.

3. El Síndic i Subsíndic Generals no poden exercir el seu càrrec més de dos mandats consecutius complets.

Article 56.

1. El Consell General es reuneix en sessions tradicionals, ordinàries i extraordinàries, convocades segons el que es prevegi en el Reglament. Hi haurà dos períodes ordinaris de sessions al llarg de l'any, determinats pel Reglament. Les sessions del Consell General són públiques, llevat que el mateix Consell General acordi el contrari per majoria absoluta dels seus membres.

2. El Consell General funciona en Ple i en comissions. El Reglament preveurà la formació de les comissions legislatives de manera que siguin representatives de la composició de la Cambra.

3. El Consell General nomena una Comissió Permanent per vetllar pels poders de la Cambra quan aquesta estigui dissolta o en el període entre sessions. La Comissió Permanent, sota la presidència del Síndic General, estarà formada de manera que respecti la composició paritària de la Cambra.

4. Els Consellers poden agrupar-se en grups parlamentaris. El Reglament preveurà els drets i deures dels Consellers i dels grups parlamentaris, així com l'estatut dels Consellers no adscrits.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - *Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra,*
Andorra la Vella, mars 1993 (page 10 sur 20)

Article 57.

1. Per prendre vàlidament acords, el Consell General ha de trobar-se reunit, amb l'assistència mínima de la meitat dels Consellers.
2. Els acords són vàlids quan han estat aprovats per la majoria simple dels Consellers presents, sense perjudici de les majories especials determinades per la Constitució.
3. Les lleis qualificades previstes per la Constitució requereixen per a la seva aprovació el vot final favorable de la majoria absoluta dels membres del Consell General, llevat de les Lleis Qualificades electoral i de referèndum, de competències comunals, i de transferències als Comuns, que requereixen per a la seva aprovació el vot final favorable de la majoria absoluta dels Consellers elegits en circumscripció parroquial i de la majoria absoluta dels Consellers elegits en circumscripció nacional.

Capítol II. Del procediment legislatiu

Article 58.

1. La iniciativa legislativa correspon al Consell General i al Govern.
2. Tres Comuns conjuntament o una desena part del cens electoral nacional poden presentar proposicions de llei al Consell General.
3. Els projectes i les proposicions de llei han d'ésser examinats pel Ple i per les comissions en la forma que determini el Reglament.

Article 59.

Mitjançant llei, el Consell General pot delegar l'exercici de la funció legislativa al Govern, la qual en cap cas podrà ésser subdelegada. La llei de delegació determina la matèria delegada, els principis i les directrius sota els quals haurà de regir-se el corresponent decret legislatiu del Govern, així com el termini dintre del qual haurà d'ésser exercida. L'autorització preveurà les formes parlamentàries de control de la legislació delegada.

Article 60.

1. En casos d'extrema urgència i necessitat, el Govern podrà presentar al Consell General un text articulat perquè sigui aprovat com a llei, en una votació de totalitat, en el termini de quaranta-vuit hores.
2. Les matèries reservades a Llei Qualificada no poden ésser objecte de delegació legislativa ni del procediment previst a l'apartat 1 d'aquest article.

Article 61.

1. La iniciativa del projecte de Llei del Pressupost General correspon exclusivament al Govern, que ha de presentar-lo per a l'aprovació parlamentària, com a mínim, dos mesos abans de l'expiració dels pressupostos anteriors.
2. El projecte de Llei del Pressupost General té preferència en la seva tramitació respecte a d'altres qüestions i es tramitarà d'acord amb un procediment propi, regulat en el Reglament.
3. Si la Llei del Pressupost General no és aprovada abans del primer dia de l'exercici econòmic corresponent, es considera automàticament prorrogat el pressupost de l'exercici anterior fins a l'aprovació del nou.
4. La Llei del Pressupost General no pot crear tributs.
5. La Comissió de Finances del Consell General revisarà anualment el compliment de l'execució pressupostària.

Article 62.

1. Els Consellers i els grups parlamentaris tenen dret d'esmena als projectes i a les proposicions de llei.

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 11 sur 20)

2. El Govern podrà sol·licitar que no es debatin aquelles esmenes que comportin increment de despeses o disminució d'ingressos en relació amb els previstos a la Llei del Pressupost General. El Consell General, per majoria absoluta de la Cambra, podrà oposar-se a aquella sol·licitud amb una moció motivada.

Article 63.

Aprovada una llei pel Consell General, el Síndic General en donarà compte als Coprínceps perquè, entre els vuit i quinze dies següents, la sancionin, promulguin i n'ordenin la publicació en el Butlletí Oficial del Principat d'Andorra.

Capítol III. Dels tractats internacionals

Article 64.

1. Els tractats internacionals han d'ésser aprovats pel Consell General per majoria absoluta de la Cambra en els casos següents:

- a) Tractats que vinculin l'Estat a una organització internacional.
- b) Tractats relatius a la seguretat interior i a la defensa.
- c) Tractats relatius al territori d'Andorra.
- d) Tractats que afectin els drets fonamentals de la persona regulats al Títol II.
- e) Tractats que impliquin la creació de noves obligacions per a la Hisenda Pública.
- f) Tractats que creïn o modifiquin disposicions de naturalesa legislativa o que requereixin mesures legislatives per a llur execució.
- g) Tractats que versin sobre representació diplomàtica o funcions consulars, sobre cooperació judicial o penitenciària.

2. El Govern informará el Consell General i els Coprínceps de la conclusió dels altres acords internacionals.

3. Per a la denúncia dels tractats internacionals que afectin les matèries enumerades a l'epígraf 1 també caldrà l'aprovació prèvia de la majoria absoluta de la Cambra.

Article 65.

Per als interessos del poble andorrà, del progrés i de la pau internacionals, es podran cedir competències legislatives, executives o judicials sempre que sigui a organitzacions internacionals i per mitjà d'un tractat que ha d'ésser aprovat per una majoria de dues tercers parts dels membres del Consell General.

Article 66.

1. Els Coprínceps participen en la negociació dels tractats que afectin les relacions amb els Estats veïns quan versin sobre les matèries enumerades en els apartats b), c) i g) de l'article 64.1.

2. La representació andorrana que tingui per missió negociar els tractats assenyalats en el paràgraf anterior, comprendrà, a més dels membres nomenats pel Govern, un membre nomenat per cada Copríncep.

3. Per a l'adopció del text del tractat caldrà l'acord dels membres nomenats pel Govern i de cadascun dels membres nomenats pels Coprínceps.

Article 67.

Els Coprínceps són informats dels altres projectes de tractats i d'acords internacionals i, a petició del Govern, poden ésser associats a la negociació si així ho exigeix l'interès nacional d'Andorra, abans de la seva aprovació en seu parlamentària.

5 - *Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra,*
Andorra la Vella, mars 1993 (page 12 sur 20)

Capítol IV. De les relacions del Consell General amb el Govern

Article 68.

1. Després de cada renovació del Consell General, en la primera sessió, que se celebrarà en el termini de vuit dies després de la sessió constitutiva, es procedirà a l'elecció del Cap de Govern.
2. Els candidats han d'ésser presentats per una cinquena part dels membres del Consell General. Cada Conseller només pot avalar una candidatura.
3. Els candidats han de presentar el seu programa i resultarà elegit aquell que, després d'un debat, en una primera votació pública i oral obtingui la majoria absoluta del Consell General.
4. En el cas que fos necessària una segona votació tan sols poden presentar-se els dos candidats que hagin obtingut els millors resultats en la primera votació. Serà proclamat com a Cap de Govern el candidat que obtingui més vots.
5. El Síndic General comunicarà als Coprínceps el resultat de la votació perquè el candidat elegit sigui nomenat Cap de Govern i en contrasignarà el nomenament.
6. S'ha de seguir el mateix procediment en els altres supòsits en què quedi vacant el càrrec de Cap de Govern.

Article 69.

1. El Govern respon políticament davant del Consell General de manera solidària.
2. Una cinquena part dels Consellers poden presentar una moció de censura, per mitjà d'un escrit motivat, contra el Cap de Govern.
3. Un cop fet el debat entre els tres i cinc dies posteriors a la presentació de la moció i en la forma que determini el Reglament, es procedirà a una votació pública i oral. Perquè la moció de censura prosperi, caldrà el vot favorable de la majoria absoluta del Consell General.
4. Si la moció de censura és aprovada, el Cap de Govern cessa. Tot seguit es procedirà segons el que preveu l'article anterior.
5. No es pot presentar cap moció de censura abans que hagin transcorregut sis mesos des de la darrera elecció del Cap de Govern.
6. Els Consellers que hagin presentat una moció de censura no en poden signar cap altra abans que hagi transcorregut un any.

Article 70.

1. El Cap de Govern pot plantejar davant del Consell General la qüestió de confiança sobre el seu programa, sobre una declaració de política general o sobre una decisió de transcendència especial.
2. La confiança es considera atorgada quan, en una votació pública i oral, obtingui la majoria simple. En cas de no obtenir aquesta majoria el Cap de Govern ha de presentar la seva dimissió.

Article 71.

1. El Cap de Govern, després d'una deliberació amb el Govern, i sota la seva responsabilitat, pot demanar als Coprínceps la dissolució anticipada del Consell General. El decret de dissolució ha de fixar la convocatòria de les eleccions d'acord amb l'article 51.2 de la Constitució.
2. La dissolució no pot efectuar-se si s'està tramitant una moció de censura o s'ha declarat l'estat d'emergència.
3. Cap dissolució no pot efectuar-se abans que hagi transcorregut un any des de les eleccions anteriors.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 13 sur 20)

**TÍTOL V
DEL GOVERN**

Article 72.

1. El Govern es compon del Cap de Govern i dels Ministres, en el nombre que determini la llei.
2. Sota l'autoritat del seu Cap, dirigeix la política nacional i internacional d'Andorra. Dirigeix també l'administració de l'Estat i exerceix la potestat reglamentària.
3. L'Administració pública serveix amb objectivitat l'interès general, i actua d'acord amb els principis de jerarquia, eficàcia, transparència i plena submissió a la Constitució, les lleis i els principis generals de l'ordenament jurídic definits en el Títol I. Tots els seus actes i normes estan sotmesos al control jurisdiccional.

Article 73.

El Cap de Govern és nomenat pels Coprínceps, una vegada hagi estat elegit en els termes previstos en la Constitució.

Article 74.

El Cap de Govern i els Ministres estan sotmesos al mateix règim jurisdiccional que els Consellers Generals.

Article 75.

El Cap de Govern o, si és el cas, el Ministre responsable, contrasigna els actes dels Coprínceps previstos en l'article 45.

Article 76.

El Cap de Govern, amb l'acord de la majoria del Consell General, pot demanar als Coprínceps la convocatòria d'un referèndum sobre una qüestió d'ordre polític.

Article 77.

El Govern finalitza el seu mandat quan acaba la legislatura, per dimissió, defunció o incapacitació definitiva del Cap de Govern, en prosperar una moció de censura o perdre una qüestió de confiança. En tots els casos, el Govern segueix en funcions fins a la formació del nou Govern.

Article 78.

1. El Cap de Govern no pot exercir el seu càrrec més de dos mandats consecutius complets.
2. Els membres del Govern no poden compatibilitzar el seu càrrec amb el de Conseller General i només poden exercir les funcions públiques derivades de la seva pertinença al Govern.

**TÍTOL VI
DE L'ESTRUCTURA TERRITORIAL**

Article 79.

1. Els Comuns, com a òrgans de representació i administració de les Parròquies, són corporacions públiques amb personalitat jurídica i potestat normativa local, sotmesa a la llei, en forma d'ordinacions, reglaments i decrets. Dins l'àmbit de les seves competències, exercides d'acord amb la Constitució, les lleis i la tradició, funcionen sota el principi d'autogovern, reconegut i garantit per la Constitució.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 14 sur 20)

2. Els Comuns expressen els interessos de les Parròquies, aproven i executen el pressupost comunal, fixen i duen a terme les seves polítiques públiques en el seu àmbit territorial i gestionen i administren tots els béns de propietat parroquial, siguin de domini públic comunal o de domini privat o patrimonial.

3. Els seus òrgans de govern són elegits democràticament.

Article 80.

1. Dins el marc de l'autonomia administrativa i financera dels Comuns, les seves competències són delimitades mitjançant Llei Qualificada, almenys en les matèries següents:

- a) Cens de població.
- b) Cens electoral. Participació en la gestió del procés i administració electorals que els correspongui segons la llei.
- c) Consultes populars.
- d) Comerç, indústria i activitats professionals.
- e) Delimitació del territori comunal.
- f) Béns propis i de domini públic comunal.
- g) Recursos naturals.
- h) Cadastre.
- i) Urbanisme.
- j) Vies públiques.
- k) Cultura, esports i activitats socials.
- l) Serveis públics comunals.

2. Dins el marc de la potestat tributària de l'Estat, l'esmentada Llei Qualificada determina les facultats econòmiques i fiscals dels Comuns per a l'exercici de les seves competències. Aquestes facultats es referiran, almenys, a l'aprofitament i explotació dels recursos naturals, als tributs tradicionals i a les taxes per serveis comunals, autoritzacions administratives, radicació d'activitats comercials, industrials i professionals i propietat immobiliària.

3. Mitjançant llei es podrà delegar a les Parròquies competències de titularitat estatal.

Article 81.

Amb la finalitat d'assegurar la capacitat econòmica dels Comuns, una Llei Qualificada determina les transferències de capital del Pressupost General als Comuns, garantint una partida igual per a totes les Parròquies i una partida variable, proporcional segons la seva població, l'extensió del seu territori i altres indicadors.

Article 82.

1. Els litigis sobre interpretació o exercici competencial entre els òrgans generals de l'Estat i els Comuns seran resolts pel Tribunal Constitucional.

2. Els actes dels Comuns tenen caràcter executiu directe pels mitjans establerts per llei. Contra aquests es poden interposar recursos administratius i jurisdiccionals per controlar-ne l'adequació a l'ordenament jurídic.

Article 83.

Els Comuns tenen iniciativa legislativa i estan legitimats per interposar recursos d'inconstitucionalitat en els termes previstos en la Constitució.

Article 84.

Les lleis tindran en compte els usos i costums per determinar la competència dels Quarts i dels Veïnats, així com les seves relacions amb els Comuns.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 15 sur 20)

**TÍTOL VII
DE LA JUSTÍCIA**

Article 85.

1. En nom del poble andorrà la Justícia és administrada exclusivament per jutges independents, inamovibles i, en l'àmbit de les seves funcions jurisdiccionals, sotmesos només a la Constitució i a la llei.

2. L'organització judicial és única. La seva estructura, composició, funcionament i l'estatut jurídic dels seus membres hauran d'ésser regulats per Llei Qualificada. Es prohibeixen les jurisdiccions especials.

Article 86.

1. Les normes de competència i procediment aplicables a l'Administració de Justícia estan reservades a la llei.

2. En tot cas, les sentències seran motivades, fonamentades en l'ordenament jurídic i notificades fefaentment.

3. El judici penal és públic, salvades les limitacions previstes per la llei. El seu procediment és preferentment oral. La sentència que posi fi a la primera instància és dictada per un òrgan judicial diferent del que va dirigir la fase d'instrucció, i sempre és susceptible de recurs.

4. La defensa jurisdiccional dels interessos generals pot efectuar-se mitjançant l'acció popular en els supòsits regulats per les lleis processals.

Article 87.

La potestat jurisdiccional és exercida pels Batlles, el Tribunal de Batlles, el Tribunal de Corts i el Tribunal Superior de Justícia d'Andorra, així com pels presidents respectius d'aquests tribunals, d'acord amb les lleis.

Article 88.

Les sentències, un cop fermes, tenen el valor de cosa jutjada i no poden ésser modificades o anul·lades llevat els casos previstos per la llei o quan excepcionalment el Tribunal Constitucional, mitjançant el procés d'empara corresponent, estimi que han estat dictades amb violació d'algun dret fonamental.

Article 89.

1. El Consell Superior de la Justícia com a òrgan de representació, govern i administració de l'organització judicial, vetlla per la independència i el bon funcionament de la Justícia. Tots els seus membres seran de nacionalitat andorrana.

2. El Consell Superior de la Justícia es compon de cinc membres designats entre andorrans majors de vint-i-cinc anys i coneixedors de l'Administració de Justícia, un per cada Copríncep, un pel Síndic General, un pel Cap de Govern i un pels Magistrats i Batlles. El seu mandat és de sis anys i no poden ser reelegits més d'una vegada consecutiva. El Consell Superior de la Justícia és presidit per la persona designada pel Síndic General.

3. El Consell Superior de la Justícia nomena els Batlles i Magistrats, exerceix sobre ells la funció disciplinària i promou les condicions perquè l'Administració de Justícia disposi dels mitjans adients per al seu bon funcionament. Amb aquesta darrera finalitat podrà emetre informes amb motiu de la tramitació de les lleis que afectin la Justícia o per donar compte de la situació d'aquesta.

4. La Llei Qualificada sobre la Justícia regularà les funcions i competències d'aquest Consell Superior.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 16 sur 20)

Article 90.

1. Tots els Jutges, independentment de la seva categoria, seran nomenats per a un mandat renovable de sis anys, entre persones titulades en Dret que comptin amb aptitud tècnica per a l'exercici de la funció jurisdiccional.
2. Els Presidents del Tribunal de Batlles, del Tribunal de Corts i del Tribunal Superior de la Justícia són designats pel Consell Superior de la Justícia. La durada del seu mandat i les condicions d'elegibilitat seran determinades per la Llei Qualificada esmentada a l'article 89.4 de la Constitució.

Article 91.

1. El càrrec de Jutge és incompatible amb qualsevol altre càrrec públic i amb l'exercici d'activitats mercantils, industrials o professionals. Els Jutges són remunerats únicament a càrrec dels pressupostos de l'Estat.
2. Durant el seu mandat, cap Jutge no pot ésser amonestat, traslladat, suspès en les seves funcions o separat del seu càrrec si no és com a conseqüència de sanció imposada per haver incorregut en responsabilitat penal o disciplinària, mitjançant un procediment regulat per la Llei Qualificada i amb totes les garanties d'audiència i defensa. La mateixa llei regularà també els supòsits de responsabilitat civil del Jutge.

Article 92.

D'acord amb les lleis i sense perjudici de les responsabilitats personals dels qui els causin, l'Estat repararà els danys originats per error judicial o pel funcionament anormal de l'Administració de Justícia.

Article 93.

1. El Ministeri Fiscal té la missió de vetllar per la defensa i aplicació de l'ordre jurídic i per la independència dels tribunals i de promoure davant d'aquests l'aplicació de la llei per a la salvaguarda dels drets dels ciutadans i la defensa de l'interès general.
2. El Ministeri Fiscal es compon de membres nomenats pel Consell Superior de la Justícia a proposta del Govern, amb mandats renovables de sis anys, entre persones que reuneixin les condicions per a ésser nomenades Jutge. El seu estatut jurídic serà regulat per llei.
3. El Ministeri Fiscal, dirigit pel Fiscal General de l'Estat, actua d'acord amb els principis de legalitat, unitat i jerarquia interna.

Article 94.

Els Jutges i el Ministeri Fiscal dirigeixen l'acció de la policia en matèria judicial segons el que estableixen les lleis.

TÍTOL VIII

DEL TRIBUNAL CONSTITUCIONAL

Article 95.

1. El Tribunal Constitucional és l'interpret suprem de la Constitució, actua jurisdiccionalment i les seves sentències vinculen els poders públics i els particulars.
2. El Tribunal Constitucional aprova el seu propi reglament i exerceix la seva funció sotmès únicament a la Constitució i la Llei Qualificada que el reguli.

Article 96.

1. El Tribunal Constitucional es compon de quatre Magistrats constitucionals, designats entre persones de reconeguda experiència jurídica o institucional, un per cadascun dels Coprínceps i dos pel Consell General. El seu mandat té una durada de vuit anys i no és renovable per períodes consecutius. La renovació del Tribunal Constitucional es farà per parts. El règim d'incompatibilitats serà regulat per la Llei Qualificada a què fa referència l'article anterior.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 17 sur 20)

2. És presidit cada dos anys pel Magistrat al qual correspongui l'esmentada presidència segons torn rotatori.

Article 97.

1. El Tribunal Constitucional adopta les seves decisions per majoria de vots. Les deliberacions i els vots són secrets. El ponent, sempre designat per sorteig, té vot de qualitat en cas d'empat.

2. Les sentències que estimin parcialment o totalment la demanda han d'especificar, d'acord amb la Llei Qualificada, l'àmbit i extensió dels seus efectes.

Article 98.

El Tribunal Constitucional coneix:

- a) Dels processos d'inconstitucionalitat contra les lleis, els decrets legislatius i el Reglament del Consell General.
- b) Dels requeriments de dictamen previ d'inconstitucionalitat sobre lleis i tractats internacionals.
- c) Dels processos d'empara constitucional.
- d) Dels conflictes de competències entre els òrgans constitucionals. A aquests efectes, es consideren òrgans constitucionals els Coprínceps, el Consell General, el Govern, el Consell Superior de la Justícia i els Comuns.

Article 99.

1. Poden interposar recurs d'inconstitucionalitat contra les lleis i els decrets legislatius una cinquena part dels membres del Consell General, el Cap de Govern i tres Comuns. Una cinquena part dels membres del Consell General pot interposar recurs d'inconstitucionalitat contra el Reglament de la Cambra. El termini d'interposició de la demanda és de trenta dies des de la data de publicació de la norma.

2. La interposició del recurs no suspèn la vigència de la norma impugnada. El Tribunal haurà de dictar sentència en el termini màxim de dos mesos.

Article 100.

1. Si en la tramitació d'un procés un tribunal té dubtes raonables i fonamentats sobre la constitucionalitat d'una llei o d'un decret legislatiu que sigui d'aplicació imprescindible per a la solució de la causa, formularà escrit davant del Tribunal Constitucional demanant el seu pronunciament sobre la validesa de la norma afectada.

2. El Tribunal Constitucional podrà no admetre la tramitació de l'escrit sense recurs posterior. En cas d'admissió dictarà sentència en el termini màxim de dos mesos.

Article 101.

1. Els Coprínceps, en els termes de l'article 46.1.f), el Cap de Govern o una cinquena part dels membres del Consell General, poden requerir dictamen previ d'inconstitucionalitat sobre els tractats internacionals abans de la seva ratificació. Aquest procediment tindrà caràcter preferent.

2. La resolució estimatòria d'inconstitucionalitat impedirà la ratificació del tractat. En tot cas, la celebració d'un tractat internacional que contingui estipulacions que contradiguin la Constitució exigirà la reforma prèvia d'aquesta.

Article 102.

Contra els actes dels poders públics que lesionin drets fonamentals, estan legitimats per demanar empara davant el Tribunal Constitucional:

- a) Els qui hagin estat part o siguin coadjuvants en el procés judicial previ al que es refereix l'article 41.2 d'aquesta Constitució.
- b) Els qui tinguin un interès legítim en relació a disposicions o actes sense força de llei del Consell General.
- c) El Ministeri Fiscal en cas de violació del dret fonamental a la jurisdicció.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 18 sur 20)

Article 103.

1. El conflicte entre els òrgans constitucionals es plantejarà quan un d'ells al·legui l'exercici il·legítim per l'altre de competències que li són constitucionalment atribuïdes.
2. El Tribunal Constitucional podrà suspendre amb caràcter cautelar els efectes de les normes o actes impugnats i, en el seu cas, ordenar el cessament de les actuacions que han donat lloc al conflicte.
3. La sentència determinarà i atribuirà a una de les parts la competència en litigi.
4. L'inici d'un conflicte de competències impedeix el plantejament de la qüestió davant l'Administració de Justícia.
5. La llei regularà els supòsits en els quals el conflicte es plantegi per raó del no exercici de les competències que els òrgans mencionats tenen atribuïdes.

Article 104.

Una Llei Qualificada regularà l'estatut jurídic dels membres del Tribunal Constitucional, els processos constitucionals i el funcionament de la institució.

TÍTOL IX

DE LA REFORMA CONSTITUCIONAL

Article 105.

La iniciativa de reforma de la Constitució correspondrà als Coprínceps conjuntament o a una tercera part dels membres del Consell General.

Article 106.

La reforma de la Constitució requerirà l'aprovació del Consell General per una majoria de dues tercers parts dels membres de la Cambra. Immediatament després la proposta serà sotmesa a referèndum de ratificació.

Article 107.

Superats els tràmits de l'article 106, els Coprínceps sancionaran el nou text constitucional per a la seva promulgació i entrada en vigor.

DISPOSICIÓ ADDICIONAL PRIMERA

La Constitució dóna mandat al Consell General i al Govern perquè, amb l'associació dels Coprínceps, proposin negociacions als Governos d'Espanya i de França amb l'objectiu de signar un Tractat Internacional trilateral per establir el marc de les relacions amb els dos Estats veïns sobre la base del respecte a la sobirania, independència i integritat territorial d'Andorra.

DISPOSICIÓ ADDICIONAL SEGONA

L'exercici de la funció de representació diplomàtica d'un Estat a Andorra és incompatible amb l'exercici de qualsevol altre càrrec públic.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra, Andorra la Vella, mars 1993 (page 19 sur 20)

DISPOSICIÓ TRANSITÒRIA PRIMERA

1. El mateix Consell General que ha aprovat la present Constitució obrirà un període extraordinari de sessions, per tal d'aprovar, almenys, el Reglament del Consell General, les lleis qualificades referents al règim electoral, les competències i el sistema de finançament dels Comuns, la Justícia i el Tribunal Constitucional. Aquest període de sessions finalitzarà el dia 31 de desembre de 1993.
2. En aquest període, que comença el dia hàbil següent al de la publicació de la Constitució, el Consell General no podrà ser dissolt i exercirà totes les facultats que constitucionalment li corresponen.
3. El dia vuit de setembre de 1993, festa de la Mare de Deu de Meritxell, el Síndic General convocarà eleccions generals, que se celebraran dins la primera quinzena del mes de desembre d'aquest mateix any.
4. La finalització d'aquest període de sessions implicarà la dissolució del Consell General i el cessament del Govern, que seguirà en funcions fins a la formació del nou, d'acord amb la Constitució.

DISPOSICIÓ TRANSITÒRIA SEGONA

1. La Llei Qualificada relativa a la Justícia preveurà, amb esperit d'equilibri, la designació de Jutges i Fiscals procedents dels Estats veïns mentre no sigui possible fer altrament. Aquesta llei, així com la del Tribunal Constitucional, regularan el règim de nacionalitat per als Jutges i Magistrats que no siguin andorrans.
2. La Llei Qualificada de la Justícia habilitarà així mateix el règim transitori de continuïtat en el càrrec d'aquells jutges que, en el moment de la seva promulgació, no tinguin la titulació acadèmica prevista en aquesta Constitució.
3. L'esmentada Llei Qualificada de la Justícia preveurà els sistemes d'adaptació dels processos i causes pendents al sistema judicial i processal previst en aquesta Constitució, per tal de garantir el dret a la jurisdicció.
4. Les lleis i normes amb força de llei vigents en el moment de la creació del Tribunal Constitucional, podran ésser objecte de recurs directe d'inconstitucionalitat dins d'un termini de tres mesos, a partir de la presa de possessió dels Magistrats constitucionals. Els subjectes legitimats per interposar-lo són els previstos en l'article 99 de la Constitució.
5. Durant el primer mandat subsegüent a l'entrada en vigor de la Constitució, els representants dels Coprínceps en el Consell Superior de la Justícia podran no ésser andorrans.

DISPOSICIÓ TRANSITÒRIA TERCERA

1. Els serveis institucionals dels Coprínceps, les competències i funcions dels quals han estat encomanades per aquesta Constitució a altres òrgans de l'Estat, seran objecte de traspàs als òrgans mencionats. Amb aquesta finalitat, es constituirà una comissió tècnica formada per un representant de cada Copríncep, dos del Consell General i dos del Govern que prepararà i adreçarà un informe al Consell General perquè, en el període esmentat en la Disposició Transitòria Primera, s'adoptin les disposicions necessàries per fer efectius els traspassos.

Documents annexes 4.7 : LA CONSTITUTION ANDORRANE DE 1993

5 - *Constitució del Principat d'Andorra. Consell General de les Valls d'Andorra,*
Andorra la Vella, mars 1993 (page 20 sur 20)

2. La mateixa comissió prendrà les disposicions necessàries per posar els serveis de policia sota l'autoritat exclusiva del Govern en el termini de 2 mesos a partir de l'entrada en vigor de la Constitució.

DISPOSICIÓ DEROGATÒRIA

Amb l'entrada en vigor d'aquesta Constitució queden derogades totes les normes anteriors en allò que la contradiguin.

DISPOSICIÓ FINAL

La Constitució entra en vigor el dia de la seva publicació en el Butlletí Oficial del Principat d'Andorra.

I nosaltres els Coprínceps, després que el Consell l'ha adoptat en sessió solemne celebrada el dia 2 de febrer de 1993, i que el Poble Andorrà l'ha aprovat en referèndum celebrat el dia, la fem nostra, la ratifiquem, la sancionem i promulguem i, per a general coneixement, n'ordenem la publicació.

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL**4.8 - La mise en place de nouvelles structures****Documents:**

1 - "Les noves normes electorals canvien les relacions polítiques a la cambra.", article de M.C. Orduño, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 13/08/1993.

2 - "El reglament diu com es treballarà en la cambra parlamentària del futur. Es farà un diari oficial del Consell General per primera vegada a la història.", *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 15/08/1993.

3 - "Llei d'expropiació: una eina per a les administracions. El text està inspirat en la legislació que ja va aprovar el Consell General l'any 1989.", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 26/08/1993.

4 - "El Consell examina quinze lleis de les quals cinc tenen diverses esmenes.", article de M.C. Orduño, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 02/09/1993.

5 - "El Consell podrà debatre les 32 lleis que van entrar a tràmit fins ahir. Cinc lleis que configuren un país. La llei d'immigració rep els darrers retocs.", *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 02/09/1993.

1 - "Les noves normes electorals canvien les relacions polítiques a la cambra.", article de M.C. Orduño, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 13/08/1993.

El projecte de llei electoral estableix que la cambra estarà formada per 28 consellers, que les eleccions es faran per mitjà de llistes tancades i s'utilitzarà el sistema de la "resta més elevada" per fer el recompte

Les noves normes electorals canvien les relacions polítiques a la cambra

■ En el debat hi haurà segurament propostes de modificació, tot i el consens de la cambra

M.C. Orduño
ANDORRA LA VELLA

La renovació de la llei electoral significarà, una vegada el Consell General l'hagi aprovat, el dia 2 de setembre vinent, una alteració substancial de les relacions de poder polítiques que hi ha hagut fins avui a Andorra.

Tot i que la proposició de llei feta per la comissió constituent preveu un nombre total de consellers de 28, els matisos que fins ara, el fet que siguin elegits per la comissió constituent (la parroquial i la proporcional nacional) és un fet cabdal que ha estat perseguint no només per les parroquies d'elles, Andorra la Vella i Escaldes-Engordany, sinó també pel mateix Consell d'Europa quan va fer la seva famosa resolució de demanda de reforma de la situació política d'Andorra.

A banda d'aquest aspecte crucial, s'han destacat amb la publicació de la llei altres punts que resulten força aclaridors, com pot ser la nova manera de fer política al Principat.

La tracia de l'establiment de les llistes tancades titencant amb la tradició andorrana de poder afegir qui s'electe vulgui dins una candidatura, de la necessitat de tenir el vot i pla del candidat amb que es compta en la candidatura, la no elegibilitat de jutges i magistrats, i la incompatibilitat dels funcionaris, i dels treus de la campanya electoral, més propera als costums dels països de l'entorn que mai. I hi ha un detall que moua el canvi ineludible dels temps: les paperetes només podran ser oficials i emeses per les institucions corresponents.

El temps que passa

Ha baixat molta aigua pel Valira des que l'any 1866 es va presentar públicament contra el restringit sistema electoral vigent en aquell moment: només podien votar els caps parroquials; els caps de casa d'unes quantes famílies importants, unes 300 a tot Andorra.

Des d'aleshores hi ha hagut moltes petites revolucions, i la parcel·la de poder que donen els vots cada vegada ha quedat més repartida. El 1933 es va aconseguir el sufragi universal masculí, el 1973 que les dones poguessin votar, i el 1971 que la majoria d'edat baixés als 21 anys. Més tard, els anys vintanta, s'ha situat en els 18 anys.

En fi, la proposició de llei que ha presentat davant el parla-

ment la comissió permanent respon d'alguna manera a les aspiracions de molts polítics i ciutadans del país, com el mateix cap de Govern, que fa més d'un any ja va apostar per una llei com l'actual que conté un sistema mixt.

Sufragi universal

El sufragi és universal, lliure, igual, directe i secret, i el poden exercir tots els andorrans, majors d'edat, amb ple ús dels seus drets civils i polítics, tal com

emancipà la llei en el seu primer capítol.

Poden exercir el dret de vot els que estiguin inscrits en les llistes del cens communal de la seva parroquia. Aquestes llistes són permanents i es publiquen provisionalment cada 30 de març i cada 30 de setembre.

Consenten totes les dades personals dels electes, i totes les candidatures tenen dret a rebre'n una còpia de manera gratuïta. Els andorrans residents a l'estranger poden exercir el seu dret si s'inscriuen al cens. Es poden fer els canvis de llista que es feien tradicionalment fins ara i hi ha dret a la impugnació.

Les candidatures

Les candidatures estaran formades per qualsevol andorrà major d'edat. Cal tenir en compte, però, que no poden ser elegits càrrecs lligats amb la justícia: els magistrats, jutges i buïlles, i que s'estableix incompatibilitat per als càrrecs de funcionaris.

Una innovació important en

aquest punt és que els candidats no han d'aportar com es feia fins ara: han de signar la seva candidatura i per tant s'ha de comptar amb el seu consentiment. No es pot ser en dues candidatures alhora, i serà mèl·la la candidatura en la qual hi hagi més candidats que càrrecs a proveir.

Una campanya electoral

Pel que fa a la campanya electoral, no podrà ser inferior a deu dies ni superior a quinze, els càrrecs hauran de penjar en els llocs especialment adequats i els mitjans de comunicació públics hauran de fer espais gratuïts per als electes.

Aquests i altres elements acosten les futures campanyes electorals cada vegada més a les que s'entenen fora d'Andorra. No s'especifica res, però, de consens com el porta a porta, que es continuarà fent. Es s'abrà el domicili el que serà una professional de fe en la proposició de llei, que són el reflex de totes les candidatures.

El vot s'haurà de fer, arribat el moment, de manera personal o per dipòsit judicial davant del batlle. Les paperetes i els sobres seran oficials, i es votarà al cens de cada parroquia i sempre en dia nengre.

Sistema electoral

Pel que fa al sistema electoral s'estableix, i amb es mèl·la d'algunes discrepàncies, per a les eleccions generals i per a les comunals. Es diu el nombre de consellers, 28 pel Consell General i entre 10 i 16 pel communal, i s'especifica que en el cas de les generals es votarà en urnes diferents per a les candidatures parroquials i per a les nacionals.

La novetat més atractiva és sense cap mena de dubte la reforma tècnica que suposa el recompte de vots. Per als de representació territorial seran els més vots. Però per als de representació per proporcional nacional s'utilitzarà el sistema de la resta més elevada.

Amb aquest sistema, a cada candidatura li correspondran tants escos com resulti de dividir el seu nombre de vots pel quocient electoral. Si una vegada feta aquesta operació no s'haguessin coberts els càrrecs de conseller, els escos restants s'adjudicarien a aquelles candidatures que ja tinguessin representació en funció del nombre de vacants existents. És obvi que anem cap al sistema de parts polítiques i dessem enrera una manera de fer.



2 - "El reglament diu com es treballarà en la cambra parlamentària del futur. Es farà un diari oficial del Consell General per primera vegada a la història.", *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 15/08/1993.

El reglament diu com es treballarà en la cambra parlamentària del futur

■ Es farà un diari oficial del Consell General per primera vegada a la història

M.C.O.
ANDORRA LA VELLA

La tasca parlamentària quedarà completament delimitada i establerta, pel que fa a competències, funcions i objectius, en el moment que s'aprovi la proposició de llei de la comissió permanent del Consell General sobre el reglament de la cambra. A més de ser l'expressió de la nova política, que serà feta sobre la base de l'existència de grups parlamentaris i un de mixt, la llei establirà molt bé les normes de funcionament pel que fa a les sessions, els debats, les votacions i d'altres punts, i farà el mateix sobre el procediment legislatiu, ja sigui fet per la via ordinària -comú- o bé l'especial, i en l'impuls i control de l'acció de l'executiu.

Un diari i un butlletí

Hi haurà un diari oficial del Consell General en el qual es publicaran totes les intervencions, incidències i acord adoptats en

les sessions públiques del Consell. També es farà un butlletí oficial del Consell General que publicarà tots els projectes i proposicions de llei, esmenes, documentacions i acords del Parlament.

Dos blocs de sessions

El Consell es reunirà anualment durant dos períodes ordinaris de sessions. Un serà a la primavera, de l'1 de març al 30 de juny, i l'altre a la tardor, de l'1 de setembre al 31 de desembre.

El síndic serà el convocant de totes les sessions, i en el cas de les extraordinàries només podran ser convocades per acord de la comissió permanent, del Govern, de dos grups parlamentaris o d'una quarta part dels consellers generals.

S'estableix una normativa molt precisa per al desenvolupament de les sessions, sobre les quals es continuarà aixecant acta; l'ordre del dia, que pot ser alterat per acord d'una cinquena part dels consellers generals; els

debats, que no es podran fer si no s'ha donat als consellers la documentació cinc dies abans, i en què s'estableix un temps màxim de quinze minuts per intervenció d'un grup parlamentari.

Votacions

Les votacions es faran només quan hi siguin presents almenys la meitat dels consellers generals en la sala, i el vot serà personal i indelegable. S'estableix, a més del vot oral, el vot secret amb papereta.

També es regulen els terminis, la declaració d'urgència per entrar a tràmit una llei, la caducitat de les iniciatives i tràmits parlamentaris, l'elecció de persones que puguin fer una llei i de l'acord del Consell per a la convocatòria del referèndum, que es prendrà després d'un debat reglamentari.

Pel que fa als procediments legislatius de tramitació de lleis, el reglament hi dedica dos capítols: es parla de la via comú i de l'especial, per contra de l'ordinà-

ria i extraordinària o d'urgència, com fins ara.

S'especifica la diferència de denominació entre una proposta feta pel Govern, que serà un projecte, o pel Consell -a través d'un grup parlamentari o de tres consellers-, per tres comuns o per una desena part del cens electoral; en aquests casos serà una proposició.

Via especial

Podran fer servir la via especial les lleis del pressupost general, les qualificades -ja que necessiten una majoria qualificada específica per ser aprovades-, les tramitades amb extrema urgència i les de lectura única.

També ho seran la reforma constitucional i els tractats internacionals. En el primer cas s'inicia el tràmit de manera comú, però si es pren en consideració la proposta de canvi es constituirà una comissió especial de seguiment. En el segon, el procediment va lligat al que diu sobre aquest punt la Constitució, que

no ho oblidem, va ser un dels més conflictius de negociar amb la Mitra.

Es parla en aquest espai de les esmenes, com s'han de fer i en quins terminis, i de la retirada dels projectes i proposicions.

Impulsar el Govern

Pel que fa a l'executiu, el reglament estableix unes normes fonamentals de treball: les propostes de candidat a ser cap de Govern han de ser presentades per escrit, i poden referir-se a membres del Consell o de fora de la institució, és a dir, que no siguin escollits popularment. S'hauran de presentar en els cinc dies següents a la constitució de la cambra.

En el moment de l'elecció, els candidats presentaran el seu programa de manera successiva i sense límit de temps, i hi poden haver intervencions dels grups parlamentaris. L'endemà del debat es faran les votacions.

El reglament estableix en aquest punt un procediment per a la moció de censura -que haurà de ser presentada per 1/5 part de la cambra per prosperar inicialment-, però a la qüestió de confiança, presentada pel mateix cap de Govern a la cambra, el procediment que s'emprarà per fer preguntes a l'executiu i al seu cap, per als debats d'orientació política i dels programes.

Documents annexes 4.8 : LA MISE EN PLACE DE NOUVELLES STRUCTURES

3 - "*Llei d'expropiació: una eina per a les administracions. El text està inspirat en la legislació que ja va aprovar el Consell General l'any 1989.*", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 26/08/1993.

DIJOUS, 26 D'AGOST DE 1993
POLÍTICA

LLEIS La comissió legislativa de serveis públics ha elaborat una proposició de llei d'expropiació que debatrà el plenari del Consell. La normativa ha de resultar una eina per a les administracions quan es tracti d'un cas d'utilitat pública

Llei d'expropiació: una eina per a les administracions

■ El text està inspirat en la legislació que ja va aprovar el Consell General l'any 1989

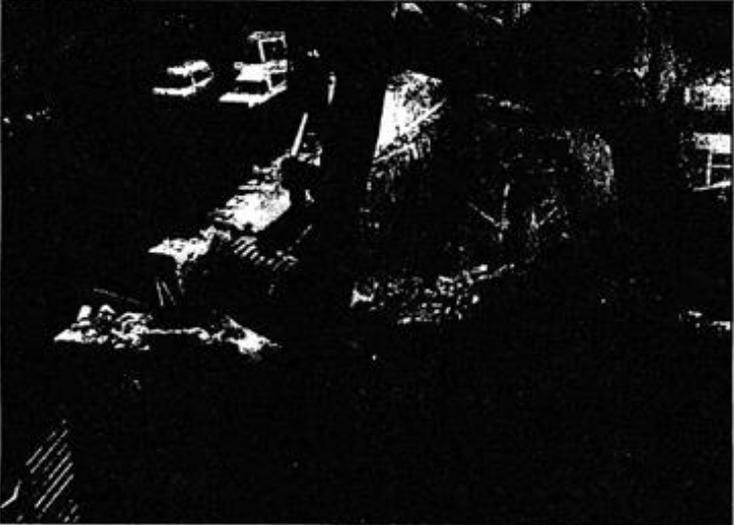
Montserrat Luesma
ANDORRA LA VELLA

Amb la llei d'expropiació a la mà, les administracions podran iniciar expedients d'expropiació forçosa quan es consideri que es tracta d'una causa d'utilitat pública. La comissió legislativa de serveis públics va presentar a Sindicatura el text de la proposició de llei que la cambra parlamentària haurà de debatre properament.

La falta d'un procediment d'expropiació forçosa que hagi dotat les administracions d'un instrument operatiu adaptat a les necessitats del conjunt de la comunitat "ha estat durant anys un dels principals frens al desenvolupament de les obres i els serveis públics del Principat", segons es fa constar al preàmbul de la proposició de llei que s'ha presentat i que estudien els consellers generals abans del debat.

El text està inspirat essencialment en la llei que ja va aprovar el Consell General l'any 1989. Aquella versió de la normativa sobre expropiació no va ser promulgada directament per la cambra parlamentària, perquè com que es tractava d'una llei que afectava directament el dret de la propietat, requeria la intervenció dels coprínceps. El Consell la va trametre als delegats permanents perquè fos aprovada i sancionada, però en els tràmits "sorgiren algunes dificultats, més de caràcter formal que de fons, que van anar retardant-ne la publicació fins al punt de fer-la impossible", tal com recorda la comissió del Consell en la presentació de la proposició actual.

Anteriorment hi havia hagut un decret, l'any 1958, que va ser



Amb la llei d'expropiació, els poders públics podran iniciar expedients d'expropiació.

modificat després, el 1974.

El Govern s'ha vist obligat a negociar amb cada particular l'adquisició de terrenys que eren necessaris per a les obres públiques. Però sovint "una sola voluntat individual podia paralitzar de forma pràcticament indefinida la satisfacció de l'interès general", denuncia la comissió de serveis públics. I posa com a exemple més evident l'estat actual de la xarxa de carreteres.

La llei té com a objectiu adquirir aquells béns i drets que resultin necessaris per a l'execució de les obres i els serveis declarats d'interès general, fins i tot contra la voluntat dels propietaris.

El propietari beneficiat contribueix a l'obra

La proposició de llei preveu que els propietaris dels béns immobles que resultin expropiats es beneficiïn especialment de la revalorització de les seves propietats de resultes de l'obra pública que s'hi realitzi, però que alhora hagin de contribuir forçosament al seu finançament.

Aquesta contribució no tindria una execució immediata, tenint en compte que potser la revalorització de les propietats no serà automàtica i no reportarà guanys directament.

L'obligació de pagar es vincula al moment de realització de la plusvàlua, que la llei fa coincidir amb el moment en què la finca sigui objecte de venda, o bé amb aquell en què se sol·liciti el permís per edificar-la o fer-hi obres.

Documents annexes 4.8 : LA MISE EN PLACE DE NOUVELLES STRUCTURES

4 - "El Consell examina quinze lleis de les quals cinc tenen diverses esmenes.", article de M.C. Orduño, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 02/09/1993.

La sessió plenària del Parlament que s'inicia avui té el que possiblement és l'ordre del dia més llarg de la història del Consell General. Els consellers examinaran quatre lleis qualificades encarregades per la mateixa Constitució

El Consell examina quinze lleis de les quals cinc tenen diverses esmenes

■ El Govern ha demanat que dues proposicions de llei siguin posposades per a una futura reunió de la cambra

Montserrat Llusana
ANDORRA LA VELLA

Les primeres lleis qualificades que s'encarrega la Constitució, a través de la disposició transitòria primera, seran examinades pels consellers generals al llarg de la sessió plenària que comença avui a partir de les 10 del matí. En aquest primer paquet legislatiu hi ha tres proposicions de llei que corresponen a la llei del Tribunal Constitucional, la justícia i la del règim electoral i del referèndum, a més de la proposició de reglament del Consell General.

L'ordre del dia, que comença amb el bloc de lleis constitucionals, inclou onze textos legislatius més; l'últim es l'examen i aprovació de la proposició de llei qualificada de la nacionalitat.

Forts del Consell General especulaven abans amb la possibilitat que es pogués demanar a la presència de la cambra, encapçalada pel síndic general, Jordi Ferris, que la proposició de llei qualificada que modifica l'actual Codi de la nacionalitat canviés el seu líloc dins l'ordre del dia i es discutís després de votar el grup de lleis constitucionals.

Després quinze textos legislatius que s'hauran d'examinar entre avui i potser demà, en funció de com es desenvolupi aquesta primera jornada, cinc han rebut esmenes per part d'algun grup de consellers i del mateix executiu. Concretament, la llei sobre el Tribunal Constitucional, la justícia, el règim electoral, la llei d'arrendaments urbans i la de la nacionalitat.

El Govern ha fet quatre informes i ha sol·licitat que les lleis sobre l'ordenació farmacèutica i la contaminació atmosfèrica i acústica siguin eliminades de l'ordre del dia d'avui i posposades per a una futura sessió del Consell General, que podria tenir lloc a finals d'aquest mateix mes o a principis de novembre.

En el seu informe l'executiu argumenta, en el cas de la llei de farmàcia, que conté "afectacions incògnites i fórmules que podrien donar lloc a problemes jurídics en el moment de la seva aplicació" i per tant, va acordar no efectuar esmenes a la llei però demanar un ajornament del debat parlamentari.

En el cas de la llei de la contaminació atmosfèrica, el Govern opta també per demanar-ne el retardament, i indica que es tracta d'un text excessivament detallista i que també necessita un estudi tècnicament acurat; a més a més, ha considerat que "l'execució o l'aplicació d'aquesta comportaria un augment de personal a l'administració".

Els membres de la comissió de sanitat, benestar social i medi ambient, que ha elaborat aquestes dues lleis, van mostrar contraris a acceptar la proposta de l'executiu i demanaran que s'ignin debatudes avui.

La comissió permanent del Consell, encarregada de fer l'ordre del dia, ha inclòs un projecte de llei presentat pel Govern que proposa un augment global del quatre per cent de les tarifes elèctriques corresponents a aquest any.

El Govern, però, té presentats un total de diversos projectes de llei, quatre dels quals són crèdits extraordinaris i nou, simplement de crèdit.



Els consellers examinen avui quatre lleis del paquet que exigeix la Constitució.

L'article 66 de la llei electoral és el que té més esmenes

L'article que ha rebut més esmenes, de totes les lleis que s'examinen avui, és el 66 de la llei electoral. Aquesta fa referència, en el primer apartat, a la proclamació dels consellers generals que hauran sortit elegits després d'una cerimònia dins la circumstància parroquial. Segons la proposició, s'escolliran els candidats de la llista més votada.

Per la seva banda, el Govern, els consellers d'Andorra la Vella Miquel Armergol, Robert Cassany i Antoni Armergol i el conseller de la parroquia d'Ordino Enric Deiba, consideren que han de sortir elegits els candidats que obtinguin la majoria absoluta, i poder passar a una segona volta, diurnatge següent, en el cas que no hi hagi cap majoria, a la qual concorrerien els candidats de les dues llistes més votades.

Dues parelles de consellers de les parroquies d'Encamp i Suro Julià de Llorca, Jordi Mas i Gabriel Dulles, d'una banda, i Ladislau Baró i Ture Abellar, de l'altra, presenten un total de tretze esmenes a la proposició de la nacionalitat.

La ràdio nacional transmetrà la sessió en directe.

L'executiu proposa 42 consellers

El Govern presenta una esmena a l'article 57 de la proposició de llei del règim electoral i del referèndum mitjançant la qual proposa que el nombre de consellers sigui augmentat fins a 42. La comissió constituint, que ha elaborat la llei, ha mantingut el nombre tradicional de 28.

Segons les motivacions del Govern, una composició més ampla del Consell General afavorirà un Parlament més plural, que permetria una major presència de les minories. I afegeix, en el seu informe, un altre argument: "No hem d'oblidar que a la pràctica, un cop elegits d'entre els consellers generals el síndic i el subsíndic, hi haurà dos parlamentaris menys, amb la contingència representada en la distribució de tasques en les comissions legislatives", diu textual-

ment.

Forts del Consell han especulat amb la possibilitat que el síndic proposi, abans d'entrar a examinar la llei del règim electoral, una votació per decidir si s'opta per una cambra de 28 o de 42 membres. Si s'arriba a plantejar aquest tipus de procediment, a continuació s'actuarià en conseqüència. En el cas que guanyés la proposta dels 28 consellers s'entraria a discutir el contingut del text, però si l'opció és a 42, la proposició de llei quedaria retradada seguidament, ja que tot l'articulat que la comissió constituint ha preparat parteix de la base que es formi un Consell que mantingui la xifra actual. L'article 52 de la Constitució fixa un mínim de 28 parlamentaris i un màxim de 42 per constituir el Consell.



El síndic general és l'encarregat de marcar els procediments a seguir durant la sessió plenària.

Documents annexes 4.8 : LA MISE EN PLACE DE NOUVELLES STRUCTURES

5 - "El Consell podrà debatre les 32 lleis que van entrar a tràmit fins ahir. Cinc lleis que configuren un país. La llei d'immigració rep els darrers retocs.", Diari d'Andorra, Andorra la Vella, 02/ 09/1993.

El Consell podrà debatre les 32 lleis que van entrar a tràmit fins ahir

■ Sindicatura va enviar ahir als consellers les cinc últimes propostes rebudes perquè les estudiïn

M.C.O.
ANDORRA LA VELLA

Sindicatura ha fet arribar als 28 consellers generals d'illues parlar les còpies de les cinc darreres de les 32 propostes o projectes de llei que s'han presentat a tràmit durant els darrers mesos i amb data límit de principis d'aquest mes.

Bona part d'aquestes lleis s'hauran de debatre, tal com va anunciar oficialment el síndic, Jordi Pujol, a l'últim ple del Consell entre els dies 2 i 3 de setembre. No es descarta, però, que el debat s'allargui més del previst, a causa del gruix i la importància d'algunes d'elles.

Les comissions legislatives del Consell han presentat un total de catorze propostes de llei, per aquest ordre: la de modificació de la llei de creació d'INAFA, la de mesures provisionals en matèria de jocs d'atzar, la reguladora de les ordinacions dins el marc de la Constitució, la qualificada d'educació, la de creació de la Cambra de comerç, indústria i serveis, la d'expropiació, la d'ordenació farmacèutica, la de la contaminació atmosfèrica i acústica, la d'arrendaments de finques urbanes, les qualificacions del Tribunal Constitucional, de la justícia, del règim electoral i del referèndum, de la nacionalitat i, finalment, el reglament del Consell General.

D'altra banda, el Govern ha presentat divuit propostes de projecte de llei, nou de suplement de crèdit, quatre de crèdits extraordinaris i cinc projectes més que inclouen les lleis de radiofrecüència i d'instal·lacions radioelèctriques d'aficionats, de guarderies infantils, de modificació de les tarifes elèctriques de FEDA per al 93, la de modificació de les sancions del Reglament laboral vigent i, finalment, la de la quota d'immigració per a l'any 1993.

Emenes individuals

D'aquesta manera, i des d'ahir, queda obert el període de temps perquè el Govern (per 14 dies) i els consellers generals (que en tenen quinze) facin les emenes que considerin oportunes a les darreres cinc lleis rebudes. Entre els temes esmentats n'hi ha de diferent importància: la majoria de les presentades pel Govern sobre crèdits extraordinaris ho van ser dijous passat, les altres, però, ja ho havien estat en mesos anteriors. La de les tarifes elèctriques de FEDA ja se'n té tot acabat, i la resta esperen els informes de les comissions legislatives pertinents. Pel que fa a les propostes de llei del Consell, n'hi ha algunes sobre les quals el Govern ja ha anunciat que no presentarà cap emena.



A l'últim Consell General, el síndic va anunciar oficialment l'inici del tràmit legislatiu.

Cinc lleis que configuren un país

Les cinc lleis de les comissions presenten i constitueixen el Consell General que donen dades fonamentals de com es configurarà l'Andorra del futur sota les qualificacions del règim electoral i del referèndum, de la justícia, de la nacionalitat, del Tribunal Constitucional i també el reglament del Consell General. Una d'elles, la de la

nacionalitat, ja era feta des d'abans de l'aprovació de la Constitució, mentre ha calgut complementar-la lleugerament pel que fa a les referències als delegats permanents.

Les altres quatre, però, formen part del paquet de lleis transitòries marcades per la Constitució, que han de quedar enteses abans de l'acaba-

ment de la legislatura, el desembre d'aquest mateix any.

Les lleis que han aixecat més expectació són les del règim electoral i el reglament del Consell, ja que van lligades i marquen les pautes de com ha de ser la cambra de després de les eleccions. També s'han creat les del TC i de la justícia, dues de les més denses.

La llei d'immigració rep els darrers retocs

■ S'estableix una sanció de tres milions i mig per tenir un treballador il·legal

La llei d'immigració va ser ahir una altra vegada l'objecte de la reunió de la comissió legislativa de sanitat, benestar i medi ambient: es van quantificar les sancions a què estarà exposat un empresari que porti treballadors de fora sense legalitzar. La primera vegada serà sancionat amb tres milions i mig de pessetes, la reincidència estarà castigada amb altres mesures, com la suspensió de contractes entre l'administració i els empresaris afectats.

Maria Reig, presidenta de la comissió, va afirmar que "la clau d'aquesta llei és que posi les bases clares de com entra el treballador estranger i de com entra i per quant de temps, però després les quotes obertes". La reglamentació a què va fer emena la consellera ha estat criticada pels consellers

generals i el Govern, que la consideren excessiva. Justament, l'executiu ja ha tramès a la comissió un projecte de llei en el qual es proposa una alternativa a la llei configurada per la comissió de sanitat.

Règim va reincidir en aquest punt, i va dir que "per això és bona la llei, perquè no prohibeix res, sinó que remet a un reglament". Va desestimar el fet que la població estable d'Andorra s'hagi de situar d'aquí a pocs anys en 60.000 persones, perquè, segons va dir, "no hi haurà feina per a tothom".

Aquesta llei serà i escombrada a finals d'agost, respectant el tràmit legislatiu establert, que va del 20 al 30 d'aquest mes. Al llarg de les dues primeres setmanes vistes els consellers podran repassar la llei abans que sigui entrada a tràmit. Es farà



La consellera va parlar dels problemes sobre immigració,

una última reunió el 23 d'agost. "Nosaltres creiem que d'il·legals en aquest país no n'hi poden haver perquè són un problema greu: d'una part fan una competència deslleial al nacional, que es troba actualment amb problemes de feina, i d'altra banda es provoca un problema molt greu que és el seguiment de l'estat

de salut d'aquest il·legal: perquè és un senyor que s'amaga i que per això pot crear problemes sanitaris", va dir Reig, la qual va advocar per una responsabilització més gran dels empresaris en el moment de registrar els seus treballadors, i també per la prioritat dels treballadors nacionals a l'hora de ser contractats.

Jordi Pujol parla d'Andorra en una trobada en què hi va ser Entesa

Jordi Pujol, president de la Generalitat de Catalunya, va fer referència a la seva visita a Andorra en un acte de la Joventut Nacionalista de Catalunya que es va fer diumenge a Planolles, a la comarca del Ripollès, on van assistir alguns membres d'Entesa i Progrés, entre els quals hi havia Jaume Bartumeu. Aquesta és la segona vegada consecutiva que Entesa participa en l'acte. Aquest cop, Bartumeu i Pujol, que ja es coneixen d'actes anteriors, van parlar durant el dinar de diversos temes relacionats amb Andorra, els temes que ha portat la Constitució i el reconeixement internacional del Principat, traduït en l'entrada a l'ONU.

A l'acte de cloenda, Bartumeu va explicar als congressats l'evolució que hi ha hagut al país els últims anys.

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

4.9 - L'Andorre est-elle un État?

Documents:

- 1 - "**Préface**", par Charles Rousseau. Bertrand Bélinguier, *La condition juridique des Vallées d'Andorre*. Paris, 1970.
- 2 - "**La question de la souveraineté de l'Andorre.**", Bertrand Bélinguier, *La condition juridique des Vallées d'Andorre*, Paris, 1970, p.221 et 223-224.
- 3 - "**La nature des droits du président de la République agissant en tant que coprince d'Andorre.**", Bertrand Bélinguier, id., p.74-75-76.
- 4 - "**La situation de fait en Andorre.**", K. Zemanek, *Le statut international d'Andorre*, Andorra la Vella, 1980, p.4-5.
- 5 - **La représentation de l'Andorre à la conférence sur la protection des phonogrammes, Genève, octobre 1971.** K. Zemanek, id., p.97-99.
- 6 - **La représentation de l'Andorre à la conférence de Radiodiffusion par Satellite, Genève, 1977.** K. Zemanek, id., p.102-104.
- 7 - "**L'exercice des compétences internationales**", K. Zemanek, id., p.145-147.
- 8 - "**Conclusions. L'Andorre est une entité distincte en droit international ('de facto-Regime')**", K. Zemanek, id., extraits: p.149-151.
- 9 - "**Conclusions. Nécessité de modifier la structure des pouvoirs publics pour consolider la position de l'Andorre dans la communauté internationale.**", K. Zemanek, id., extraits: p.151-153.
- 10 - "**Nocions introductòries. I. Qüestions sobre la nacionalitat andorrana.**", Ramon Viñas Farré, *Nacionalitat i drets polítics al Principat d'Andorra*, La Seu d'Urgell, 1989, p.15-17.

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

1 - "Préface", par Charles Rousseau. Bertrand Bélinguier, *La condition juridique des Vallées d'Andorre*. Paris, 1970.

PRÉFACE

Parmi les collectivités minuscules qui relèvent du droit international Andorre occupe une place à part. L'ancienneté de son statut, le caractère encore profondément féodal de ses structures, l'originalité de ses rapports avec les deux États limitrophes devaient tout naturellement attirer l'attention des spécialistes sur une situation juridique complexe à plus d'un titre et qui, pour beaucoup, reste un anachronisme. Encore est-il juste d'observer que, spécialement dans la littérature française — si l'on excepte les analyses pénétrantes du professeur Ourliac, que sa formation d'historien du droit prédisposait à une approche réaliste du problème — les travaux relatifs aux Vallées d'Andorre relevaient dans l'ensemble, il faut bien le dire, moins de la science juridique que du folklore ou de l'information touristique. Quant aux décisions des tribunaux judiciaires français, elles continuent de se signaler par une méconnaissance à peu près générale du particularisme andorran et, ce qui est plus grave, par une ignorance persistante des données élémentaires du droit international public.

Le grand mérite de l'ouvrage que présente aujourd'hui M. Bertrand Bélinguier est d'avoir rompu avec cette trop longue tradition et d'avoir résolument abordé le problème de la condition juridique des Vallées d'Andorre en le replaçant d'abord dans sa perspective historique, trop souvent négligée par les internationalistes, et en confrontant le caractère spécifique de ce statut avec les réalités contemporaines, notamment dans l'ordre économique.

L'enquête à laquelle a procédé l'auteur sur place est d'ailleurs le garant du réalisme de son analyse, qui est bien autre chose qu'un travail d'érudition pure. L'un des passages les plus neufs et les plus révélateurs de la thèse de M. Bélinguier est l'interprétation qu'il donne de l'Édit de réunion promulgué par Henri IV en juillet 1607 et de l'Édit de Louis XIII daté du 19 octobre 1620 qui, ayant fait passer selon l'expression de l'auteur « les droits de co-seigneurie des Vallées d'Andorre dans le domaine national », ont permis à tous les chefs d'État français de devenir les héritiers du comte de Foix. L'analyse est capitale, car elle a pour conséquence de réfuter l'interprétation en honneur dans la littérature espagnole, suivant laquelle la co-principauté d'Andorre serait demeurée dans le patrimoine personnel des Bourbons, leurs successeurs, de Bonaparte au général de Gaulle, n'ayant fait que s'octroyer des droits que ne justifiait aucune assise historique. La vérité est tout autre et il faut savoir gré à M. Bélinguier de l'avoir rétablie — sans passion inutile, mais avec la sérénité qui est la marque du savant.

On trouvera de même de fort utiles précisions dans les pages qui vont suivre sur les problèmes de la radiodiffusion — qui ont tenu une grande place dans l'évolution des rapports franco-andorrans au cours de ces dernières années — et sur le développement de l'économie des Vallées. Il faut enfin être reconnaissant à M. Bélinguier d'avoir affirmé avec force, conformément à la doctrine constante du Quai d'Orsay et contrairement aux efforts persistants du gouvernement espagnol, qu'il n'existe à Andorre qu'une seule autorité temporelle et que le co-Prince français est à cet égard l'unique détenteur de l'action internationale : l'exclusivité est ici la règle. La démonstration est péremptoire et devrait faire bonne justice de prétentions avancées au-delà des Pyrénées davantage pour des considérations de prestige que par respect de la vérité historique et juridique.

A tous ces points de vue l'ouvrage de M. Bélinguier apporte une contribution exemplaire à l'étude de la condition internationale d'Andorre, problème trop souvent mal connu ou méconnu, démontrant avec éclat qu'il n'existe pas de petits sujets pour un juriste digne de ce nom.

Charles ROUSSEAU,
Professeur à la Faculté de Droit de Paris,
Directeur de l'Institut des hautes études
internationales.

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

2 - "La question de la souveraineté de l'Andorre.", Bertrand Bélinguier, *La condition juridique des Vallées d'Andorre*, Paris, 1970, p.221 et 223-224.

SECTION III

La question de la souveraineté de l'Andorre

C'est une question déterminante : si l'Andorre est souveraine, s'il existe un gouvernement andorran indépendant qui dispose du monopole de la contrainte, du monopole de l'exercice de la compétence juridictionnelle, et de l'organisation des services publics, alors l'Andorre, qui dispose d'un territoire déterminé et d'une nationalité propre, est un Etat.

Mais nous avons déjà vu que l'Andorre n'avait pas de représentation diplomatique propre puisque celle-ci est exercée par la France et qu'elle n'avait pas le droit de traiter. Ce sont là assurément des amoindrissements de la souveraineté considérables ; mais comme en Andorre, rien ne se passe jamais comme ailleurs, il faut aller plus loin car la situation de l'Andorre est d'une extrême complexité sur ce point : en effet la souveraineté de l'Andorre n'a jamais été établie ; mais les coprincés exercent en Andorre une souveraineté incontestable, alors que tous deux ne résident pas dans les Vallées.

Il résulte de ces difficultés, on serait tenté de dire ces contradictions, que la recherche de la notion de souveraineté de l'Andorre se présente nécessairement d'une façon particulière : l'Andorre dispose de certains attributs de la souveraineté, mais les « anomalies » de sa vie internationale empêchent de la considérer comme un Etat souverain.

§ 1. — L'ANDORRE DISPOSE DE CERTAINS ATTRIBUTS
DE LA SOUVERAINÉTÉ

En effet l'Andorre se comporte comme un Etat sur bien des points que ce soit à l'égard des autres Etats ou sur le territoire même des Vallées.

§ 2. — L'ANDORRE N'EST PAS CONSIDÉRÉE
COMME UN ETAT SOUVERAIN

La souveraineté constitue un ensemble de pouvoirs juridiques reconnus à un Etat pour lui permettre d'exercer, dans un espace déterminé, les fonctions étatiques (actes législatifs, administratifs et juridictionnels). Elle a d'autre part un aspect négatif, l'exclusivisme qui est la faculté d'exclure toute autre compétence d'Etat à l'intérieur du territoire sur lequel elle s'exerce. Ainsi a jugé la Cour permanente d'Arbitrage dans une sentence célèbre rendu en 1928 :

« La souveraineté territoriale implique le droit exclusif d'exercer les activités étatiques. » (59)

Il en résulte qu'un Etat ne peut jouir des prérogatives attachées à la personnalité internationale que s'il a été reconnu comme tel par les autres Etats, ceux-ci étant libres dans leur jugement. La reconnaissance des Etats est un élément essentiel dans l'attribution du caractère souverain d'une collectivité.

Or, les Vallées d'Andorre, qui n'ont d'autre nom juridique que leur appellation géographique, ne disposent pas de compétence externe puisque c'est la France qui représente l'Andorre au point de vue international. A cet égard, l'objection selon laquelle ce serait le coprince français à titre personnel, et non la France, qui exercerait cette compétence externe, est sans effet dans la mesure où l'important est qu'en tout état de cause, ce ne sont pas les Andorrans eux-mêmes qui disposent de la compétence externe de l'Andorre. Dans ces conditions, le fait que l'Andorre n'ait pas directement accès à l'ordre juridique international nous impose de considérer une telle limitation déterminante pour affirmer qu'elle n'est pas une personne du droit des gens.

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

3 - "La nature des droits du président de la République agissant en tant que coprince d'Andorre.", Bertrand Bélinguier, id., p.74-75-76.

1° La nature des droits du président de la République agissant en tant que coprince d'Andorre

Il faut tout d'abord remarquer que la fonction de coprince d'Andorre n'est nullement réglementée par la Constitution Française. D'ailleurs aucun texte constitutionnel n'a jamais porté mention de ce titre. En fait le président de la République française se trouve être coprince des Vallées d'Andorre en vertu d'un droit régalien qu'il détient en tant que chef d'Etat français. Ce droit régalien n'est ni réglementé ni donc contredit par la Constitution française. Il s'agit en effet d'une prérogative héritée de la Monarchie dont le titre et la fonction de coprince d'Andorre ne sont pas le seul exemple : ainsi le président de la République est-il également chanoine de Saint Jean de Latran et protecteur de l'Académie française.

Mais la fonction de coprince d'Andorre est en pratique très différente car elle ne se borne pas à représenter un titre honorifique, mais bien à conférer le partage de l'autorité suprême sur un territoire où vivent 15.000 habitants. Dans cette survivance de droits régaliens on peut voir la marque de la continuité française en dépit des nombreux bouleversements qu'a connus l'histoire de notre pays.

Il n'est donc pas aisé de déterminer d'une façon précise la nature des droits du président de la République lorsqu'il agit en tant que coprince d'Andorre ; on ne peut guère y procéder que de façon négative. C'est bien ainsi d'ailleurs que le Conseil d'Etat a fait connaître son avis : en effet la haute juridiction administrative eut à connaître de cette délicate question au cours d'une affaire qui devait donner lieu à un arrêt important. Les faits étaient simples : une société minière d'Andorre, la Société Le Nickel avait présenté un recours devant le Conseil d'Etat pour lui demander de prononcer l'annulation d'un décret présidentiel en date du 19 avril 1928. Par ce décret le président de la République française agissant en qualité de coprince des Vallées d'Andorre, et s'appuyant sur les délibérations du Conseil général des Vallées, avait déclaré caduque la concession accordée à ladite société par des actes pris les 1^{er} novembre 1909 et 5 avril 1919.

Cependant si les faits étaient simples, la décision à prendre l'était moins, et le Conseil d'Etat fut sans doute embarrassé ; c'était la première fois qu'il devait se prononcer sur une affaire intéressant l'Andorre et il n'y avait aucune jurisprudence de droit administratif. Finalement, le Conseil d'Etat déclara irrecevable la requête qui lui était présentée en précisant dans son arrêt Le Nickel (4) :

« La décision ainsi attaquée ne constitue pas un acte d'une autorité administrative française dont l'annulation puisse être demandée par la voie du recours pour excès de pouvoir. »

Cet arrêt étendait aux Vallées d'Andorre une jurisprudence appliquée à propos des Etats protégés (Conseil d'Etat, 20 novembre 1929, Saïadi Abdesselem) (5), des territoires sous mandat (Conseil d'Etat, 11 octobre 1929, Causseque et Cot) (6), et des condominiums (Conseil d'Etat, 1^{er} juillet 1938, Jabin Dudognon) (7).

Dans ces espèces le Conseil d'Etat a admis que le président de la République n'agissait pas en qualité de chef de l'exécutif en vertu d'une compétence fondée sur des textes exclusivement français, mais qu'il exerçait, sur la base d'un titre conventionnel préalable, des compétences d'ordre international telles que la représentation de l'Etat protecteur ou de la puissance mandataire, le titre conventionnel pouvant être aussi bien un traité de protectorat que les « termes » d'un mandat.

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

4 - "La situation de fait en Andorre.", K. Zemanek, *Le statut international d'Andorre*, Andorra la Vella, 1980, p.4-5.

<p>2. LA SITUATION DE FAIT EN ANDORRE</p> <p><u>2.1. Les données géographiques</u></p> <p><u>2.1.1. Le territoire</u></p> <p>1. Le territoire andorran s'étend sur environ 470 km² entre la France et l'Espagne. Les sources officielles donnent comme chiffre 467.76 km², mais ce chiffre est décrit comme "provisional" vu l'absence de traité de délimitation.¹⁾</p> <p>2.1. Il n'existe pas de traité de délimitation entre la France et l'Andorre.²⁾ L'étendue du territoire est fixée en partie par des documents historiques remontant au Moyen Age.³⁾ Finalement, dit BELINGUIER, la "délimitation entre la France et l'Andorre est simplement faite par les limites existant entre les communes françaises et les paroisses andorranes."⁴⁾</p> <p>2.2. La frontière avec l'Espagne est fixée dans un document signé en 1863. Comme du côté andorran seul le Conseil Général a participé à l'établissement de ce document, il n'est pas "reconnu par la France (sic)".⁵⁾</p> <p><u>2.1.2. Population</u></p> <p>1. L'Andorre a environ 30.000 habitants.⁶⁾ Cette population est composée d'une minorité d'Andorrans (30 % en 1975), d'une forte proportion d'Espagnoles (58 % en 1975) et de quelques autres nationalités (8 % de Français, 4 % d'autres).⁷⁾</p> <p>2. Il existe une nationalité andorrane.⁸⁾</p> <p>2.1. Les conditions d'obtention et de perte de la nationalité andorrane sont réglées dans le "Codi de la nacionalitat andorrana".⁹⁾</p> <p>2.2. La nationalité andorrane est acquise par naissance ou par naturalisation. (Naissance en Andorre de père ou mère andorrans, à l'étranger de père ou mère andorrans nés en Andorre; par naissance en Andorre si au moins un des parents est né en Andorre et à condition que parents et enfants aient leur résidence en Andorre.) Elle est perdue, entre autres, par renoncement, par l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère, par l'enrôlement dans l'armée d'un Etat étranger, par l'exercice d'une charge électorale ou d'une charge politique dans un pays étranger malgré l'interdiction expresse des autorités andorranes.¹⁰⁾</p> <p>2.3. Pendant la durée de leurs fonctions, les Co-Princes et leurs organes (Viguiers, Délégués Permanents et leurs adjoints) et les ecclésiastiques exerçant leurs fonctions en Andorre ont la nationalité andorrane.¹¹⁾</p> <p>2.4. La qualité d'Andorran est concrétisée par le droit d'avoir un passeport andorran (délivré par la Syndicature)¹²⁾ et d'exercer les droits politiques.¹³⁾</p> <p>3. Français et Espagnols sont traités en Andorre comme étrangers.¹⁴⁾ Les étrangers doivent avoir un permis de séjour ou un permis de résidence pour des séjours plus longs dans les Vallées.¹⁵⁾ Ils ont besoin d'un permis de travail ou d'un permis de commerce s'ils veulent travailler dans les Vallées.¹⁶⁾ L'acquisition de terrains par des étrangers est soumise à des limitations très strictes.¹⁷⁾</p>

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

5 - La représentation de l'Andorre à la conférence sur la protection des phonogrammes, Genève, octobre 1971. K. Zemanek, id., p.97-99 (page 1 sur 2)

- 4.1.4. Nous ne disposons pas de documents qui auraient pu nous renseigner sur la suite de l'affaire, mais le résultat final est connu: Par lettre circulaire d'invitation du 4 juin 1971, l'Andorre fut invitée à la Conférence de Genève sur la protection des phonogrammes; la lettre était adressée "aux Co-Princes d'Andorre".¹⁴⁾ La Conférence était convoquée conjointement par l'UNESCO et par l'OMPI.
- 4.2.1. La Mitre autorisa deux membres de la délégation espagnole à la représenter à cette Conférence;¹⁵⁾ ils avaient pour instruction, au cas où un représentant du Co-Prince français signerait l'Acte final ou la Convention, de signer ce même instrument "por el principado civil de la Mitra de Urgel en Andorra".
- 4.2.2. Le Président français en sa qualité de Co-Prince d'Andorre établit des pleins pouvoirs pour le chef de la délégation française comme il l'avait déjà fait pour la Conférence de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur en juin.¹⁶⁾
- 4.3.1. A nouveau, des divergences de vue apparurent dans le Comité de vérification des pouvoirs à propos de la représentation internationale de l'Andorre.¹⁷⁾ Après des interventions détaillées du représentant français (qui était en même temps plénipotentiaire du Co-Prince français) ainsi que des représentants de la Mitre et de l'Espagne, le président du Comité proposa une formule analogue à celle employée lors de la Conférence de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur en juillet 1971 (v.2.3.5.1.1./3.2.1.); toutes les parties concernées en furent d'accord. Le passage du rapport sur cette première séance qui traite de ces problèmes est mot à mot conforme au passage correspondant du rapport du Comité de vérification des pouvoirs de la Conférence de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur de juillet 1971.¹⁸⁾
- 4.3.3. Ainsi le délégué français constatait-il entre autres: "Les Vallées d'Andorre ne constituent pas un État souverain, mais un territoire; pour cette raison, elles ne peuvent être représentées à des Conférences internationales, ni être parties contractantes à des accords internationaux...Des deux Co-Princes, seul le Président de la République française est une personne juridique internationale (sic)..."²⁰⁾
- 4.3.4. Le représentant de l'Espagne expliqua: "La personnalité internationale n'est qu'une projection vers l'extérieur de la souveraineté. Pour cette raison et comme le Co-Prince mitré d'Andorre est souverain, il jouit de la pleine personnalité juridique internationale, ce que ne peut ignorer aucun État ou organisation qui veut avoir des relations avec Andorre. En cette qualité, le Co-Prince mitré d'Andorre a signé de nombreux traités internationaux, notamment la Convention de 1952 sur le droit d'auteur."²¹⁾

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

5 - La représentation de l'Andorre à la conférence sur la protection des phonogrammes, Genève, octobre 1971. K. Zemanek, id., p.97-99 (page 2 sur 2)

4.3.5. Finalement, le représentant de la Mitre exposa ceci :
 "Le régime juridique d'Andorre est celui d'une co-principauté de sorte que les deux Co-Princes exercent la souveraineté sur le territoire et la population des Vallées sur un pied d'égalité, en commun et de façon absolue, c'est-à-dire qu'ils disposent des pleins pouvoirs dans les domaines législatif, exécutif et judiciaire. Un instrument international est dénué de tout effet en Andorre s'il n'a pas été signé et ratifié par les deux Co-Princes. La pratique internationale en matière de traités et de conférences se caractérise par l'exercice parallèle des pouvoirs par les deux Co-Princes, en pleine indépendance de l'un par rapport à l'autre. ... La représentation à l'extérieur d'Andorre de même que sa signature et la ratification de traités internationaux en son nom n'est possible qu'avec l'assentiment des deux co-princes souverains. C'est pourquoi la contestation des pouvoirs de l'évêque d'Urgel, Co-Prince d'Andorre, équivaut à la mise en question de ceux du Co-Prince français, lequel, seul, ne peut représenter Andorre." 22)

Au cours de cette deuxième séance ne fut point répété ce sur quoi le représentant de l'Espagne avait mis tout particulièrement l'accent lors de la première séance, à savoir qu'il était nécessaire "de faire une distinction expresse entre l'Etat français et la Co-Principauté d'Andorre ... le Chef de l'Etat français et le Co-Prince d'Andorre (autre que l'Evêque d'Urgel) n'étant liés que par une union personnelle". 23)

4.4. Se fondant sur le fait qu'on n'était parvenu à aucun accord entre les parties, le Comité de vérification des pouvoirs décida alors de ne faire aucune recommandation à la Conférence plénière à propos des pouvoirs qui lui avaient été transmis. 24) Aucune des deux délégations autorisées par les Co-Princes n'essaya de signer au nom de son Co-Prince l'Acte final ou la Convention.

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

6 - La représentation de l'Andorre à la conférence de Radiodiffusion par Satellite, Genève, 1977. K. Zemanek, id., p.102-104.

2.3.5.2.2. Conférence de Radiodiffusion par Satellite.
Genève, 1977.

1. Depuis la Conférence de Stockholm, la délégation française et la délégation espagnole auprès des Conférences de l'U.I.F. avaient procédé en commun quand il s'agissait de questions touchant à la radiodiffusion et à la télévision de l'Andorre. Dans des entretiens préliminaires à la Conférence de Genève (1977) se forma un consensus selon lequel, dans le domaine qui ferait l'objet de la Conférence, les petits Etats (on mentionna alors l'Andorre, Saint-Marin et le Liechtenstein) ne devaient faire l'objet d'aucune considération particulière. Il n'y eut donc pas de concertation entre les deux délégations concernant le dépôt éventuel d'une proposition commune ayant trait à l'Andorre.
2. Cependant, à la Conférence même, la délégation française proposa de prévoir cinq canaux pour l'Andorre (un pour le territoire andorran, deux orientés vers la France et deux orientés vers l'Espagne).
3. En réaction à cette initiative, la délégation espagnole présenta, le 14 janvier 1977, de son côté une proposition qui, en son contenu, correspondait à la demande française. Dans l'exposé des motifs qui l'accompagnait, un membre de la délégation espagnole justifiait la demande par les arguments bien connus et déjà mentionnés ailleurs: on croyait devoir rejeter "la prétention de la Délégation française de représenter à elle seule les Vallées d'Andorre".
4. Là-dessus, la délégation française fit connaître qu'elle avait agi sur instruction du Co-Prince français qui avait au préalable consulté le Co-Prince épiscopal et obtenu son accord pour une démarche commune. Effectivement, le jour où débuta à Genève la Conférence de radiodiffusion par satellite, le Viguière français avait informé téléphoniquement l'Evêque du début de cette Conférence et lui avait démontré l'éventualité pour l'Andorre de ne se voir attribuer aucun canal de télévision si on n'assurait pas une représentation active de ses intérêts à cette Conférence. C'est pourquoi l'Evêque donna son accord à la représentation des intérêts de l'Andorre par la délégation française à cette Conférence.
5. Le 17 janvier 1977, l'Evêque fut informé, par le Ministre espagnol des Affaires étrangères, de ce qui s'était passé. Il se déclara d'accord avec toutes les mesures prises en son nom du côté espagnol et donna pleins pouvoirs au chef de la délégation espagnole pour signer en son nom ceux des documents finaux de la Conférence qui seraient signés par les délégués français au nom du Co-Prince français.
6. Par la suite, des conversations eurent lieu entre représentants de la délégation espagnole et de la délégation française sur la question de la représentation des intérêts andorrans dans le cadre de cette Conférence. A cette occasion, il fut constaté du côté français qu'on comprenait fort bien que l'Espagne en tant que pays limitrophe de l'Andorre avait un intérêt particulier à une solution du problème.
7. Nous ne disposons pas de documents qui auraient pu nous renseigner sur le déroulement ultérieur des négociations.

3.2.3.2. L'exercice des compétences internationales

1. Comme le montrent les chapitres 2.3.4. à 2.3.7., les deux Co-Princes n'ont jusqu'à un passé récent que rarement exercé leur compétence internationale. Les cas dans lesquels elle a été exercée se refusent à la classification dans un modèle rationnel: chaque cas semble, plutôt, être le fruit du hasard.
2. Cet état de choses a deux raisons qui sont étroitement liées:
 - 2.1. Pendant longtemps, la politique française semble avoir eu pour but d'éviter l'apparition de l'Andorre en tant que sujet propre des relations internationales. Là où l'interdépendance nécessitait, dans l'intérêt de la France, l'application de conventions multilatérales à l'Andorre, on préféra l'application par déclaration en vertu de la "clause coloniale" de ces conventions à l'action du Président de la République en sa qualité de Co-Prince d'Andorre, parce que ceci aurait souligné l'existence séparée de l'Andorre. Cette tactique a déjà été utilisée dans la pratique française vis-à-vis des protectorats nord-africains, Maroc et Tunisie, qui, eux aussi, étaient des entités juridiques séparées. ²²⁾
 - 2.2. Comme le Co-Prince épiscopal ne pouvait agir de la même manière, il dut, s'il voulait affirmer et rendre effective sa prétention d'égalité de droits dans les affaires internationales vis-à-vis du Co-Prince français, agir directement pour l'Andorre. Pratiquement tous les cas où l'Andorre apparaît comme entité distincte dans des conférences internationales, reposent sur son initiative. Ceci explique aussi la thèse française, développée en défense contre cette tactique, selon laquelle le Co-Prince français aurait le monopole de l'action internationale pour l'Andorre.
 - 2.3. Selon le rapport des forces entre les Co-Princes et en fonction du soutien que l'Espagne voulait et pouvait fournir à l'Evêque, les solutions choisies pour une occasion déterminée (conférence internationale, ratification d'une convention internationale) diffèrent et, en fin de compte, se contredisent.
- 3.1. Mais il serait faux de vouloir tirer de ces contradictions la conclusion à laquelle arrive une "Communication du Ministère des Affaires étrangères de la République française au Directeur ^{General} de l'UNESCO concernant l'Andorre du 8 décembre 1970" : "Si l'Andorre a pu participer à certaines conférences internationales, y signer et y ratifier des conventions et être, ainsi... considérée comme une entité distincte, cela n'implique pas que ce soit sur un pied d'égalité avec les États. De même, si l'Andorre a été mentionnée dans divers documents de l'Unesco aux côtés d'États contractants ou parmi des États signataires, il s'agit d'une erreur ou d'une inadvertance qui ne peuvent conférer à ce territoire le statut d'État souverain."
- 3.2. La question de la qualité étatique de l'Andorre sera traitée ultérieurement (3.3.1.). Il ne s'agit ici que d'examiner la valeur que la "Communication" accorde à la participation de l'Andorre à des conférences ou conventions internationales.

Pour arriver à ces affirmations, la "Communication" part d'une conception erronée de ce qui constitue une pratique internationale. Elle considère apparemment que des actes français suffisent à créer une pratique internationale relative à l'Andorre, puisqu'en fait seule la France s'est opposée à la participation de l'Andorre à des conférences internationales. On passe sous silence le principe juridique selon lequel un État ne saurait, en profitant d'une dépendance qu'il a lui-même créée, procéder à certains actes pour les invoquer ensuite comme pratique générale: une telle pratique ne naît que de l'interaction.

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

8 - "Conclusions. L'Andorre est une entité distincte en droit international ("de facto-Regime").", K. Zemanek, id., extraits: p.149-151 (page 1 sur 3)

- 1.5. En résumé, il faut retenir que les conditions sociologiques pour l'existence d'un Etat sont en principe réalisées en Andorre bien que les pouvoirs publics aient encore besoin d'être développés.
2. A l'extérieur, dans la communauté internationale, l'Andorre n'a agi que rarement en son propre nom, et ce récemment: Elle n'a participé qu'à peu de conférences internationales et n'est partie que de quelques conventions internationales.
- 2.1. Cependant, la "Communication" mentionnée à la section précédente (3.2.3.2.) se trompe lorsqu'elle prétend que "cela n'implique pas que ce soit sur un pied d'égalité avec les Etats" car le droit international public moderne ne connaît que des relations sur la base de l'égalité.
- 2.2. D'autre part, le droit international public ne connaît pas seulement des relations entre Etats, ²³⁾ mais aussi des relations entre des Etats et d'autres "entités distinctes" que la théorie désigne du nom de "de facto-Regime" ²⁴⁾. Ce sont des communautés exerçant le pouvoir sur un territoire donné mais dont la prétention d'être Etat n'est pas reconnue par aucun Etat ou seulement par quelques-uns. De tels "de facto-Regime" ont été fréquents dans le passé récent, et le sont toujours, parce que de nombreux territoires ont acquis leur indépendance au cours des démêlés mondiaux sans qu'il existe à ce jour dans la communauté internationale une instance centrale qui puisse servir d'organe de reconnaissance des sujets de droit international public. Comme exemple, nous pouvons citer les relations entre la RDA et la RFA ou celles de nombreux Etats avec la Corée du Nord. Nous préférons, comme FROMEIN ²⁵⁾, l'expression "de facto-Regime" à l'expression "Etat non reconnu" utilisée par certains auteurs pour désigner ces cas.
- 2.3. La "Communication" a donc raison en ce point que la participation de l'Andorre à des conférences ou conventions internationales "ne (peut) conférer à ce territoire le statut d'Etat souverain". Pour cela il faudrait que les autres Etats aient reconnu l'Andorre expressément en tant qu'Etat et ceci n'a encore été fait par aucun Etat.
- 2.4. Dans les cas où l'Andorre agit en tant que "de facto-Regime" dans la communauté internationale, elle s, dans cette mesure et contrairement à une opinion française souvent émise, ²⁶⁾ la responsabilité internationale. Le fait que, lors des incidents provoqués par les interférences de Radio-Andorre dans les années 1950 (v. 2.3.2.5.2./2.1.), les Etats se soient adressés à la France n'infirme pas cette thèse. En s'adressant à la France, ces Etats s'adressaient aussi au Co-Prince français dont les fonctions n'étaient, à ce moment là, pas clairement distinguées de celles du Président de la République. La France ne peut ni tirer argument de ce fait ni fonder de prétention sur cette confusion qu'elle a elle-même provoquée (venire contra factum proprium).
De même, le fait qu'il n'existe pas de décisions judiciaires nationales ou internationales statuant une responsabilité internationale propre de l'Andorre ²⁷⁾ est sans importance. Sauf dans la jurisprudence française, il n'existe pas non plus de décision contraire, apparemment par manque de cas concrets. Cette situation ne peut donc pas non plus livrer d'argument contre l'existence d'une responsabilité internationale propre de l'Andorre.

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

9 - "Conclusions. Nécessité de modifier la structure des pouvoirs publics pour consolider la position de l'Andorre dans la communauté internationale.", K. Zemanek, id., extraits: p.151-153.

3.3.2. Nécessité de modifier la structure des pouvoirs publics pour consolider la position de l'Andorre dans la communauté internationale

1. Nous avons exposé dans le chapitre précédent (3.3.1./1.5.) que l'Andorre réunissait en principe les conditions nécessaires à l'existence d'un Etat mais que les pouvoirs publics avaient encore besoin d'être développés pour correspondre au modèle étatique du 20^e siècle. Si l'Andorre veut être reconnue en tant qu'Etat par d'autres Etats et ainsi mettre fin aux incertitudes liées à la situation de "de facto-Regime", en d'autres termes, si l'Andorre veut consolider sa position dans la communauté internationale, ce développement s'impose.
2. Or, une telle possibilité a suscité des objections de principe du côté français. Dans la "Note" ²⁸⁾ on lit: "Dans cette conception, les deux Co-Princes, qui sans doute ont le pouvoir législatif et administratif, n'ont pas le pouvoir juridique de transformer radicalement le statut de l'Andorre. Personne n'a le pouvoir de transformation radicale car personne n'a la souveraineté en Andorre". Et la "Note complémentaire" ²⁹⁾ en conclut: "... que personne, ni les Andorrans, ni les Co-Princes eux-mêmes, n'ont le pouvoir juridique de modifier cette situation d'une manière radicale ... En fait toute modification fondamentale du statut international de l'Andorre serait forcément illégal et prendrait donc la forme d'une véritable révolution."
 - 2.1. Nous avons déjà démontré plus haut (3.2.2.) que le point du départ de ces objections, à savoir que personne n'avait la souveraineté en Andorre, était faux. Les conclusions tirées de ces prémisses erronées sont donc elles aussi erronées.
 - 2.2. Une fois que l'on a démontré que les Co-Princes ont la souveraineté en Andorre, il est évident qu'ils ont dans la théorie comme dans la pratique le pouvoir nécessaire pour transformer les structures de l'Andorre. ³⁰⁾ Comment les peuples européens auraient-ils pu, sinon, forcer leurs souverains au 19^e siècle à leur accorder une constitution, et donc à accepter une limitation de leur pouvoir jusque-là illimité, si ces souverains n'avaient pas eu le pouvoir juridique nécessaire pour agir ainsi? On ne peut pas non plus objecter à cela que les Co-Princes sont obligés de sauvegarder les coutumes andorranes, donc de ne pas les changer, puisque cet argument ne saurait être invoqué lorsque la population, dont les droits doivent être garantis par ces coutumes, souhaite elle-même leur modification.
3. Qu'on ne se leurre pas: à longue échéance, ni le refus de réformes ni l'emploi de la force peuvent empêcher l'émancipation des peuples et la réalisation de leur volonté de démocratisation des pouvoirs publics ainsi que l'introduction des réformes qu'ils jugent nécessaires pour cela. L'histoire,

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

9 - "Conclusions. Nécessité de modifier la structure des pouvoirs publics pour consolider la position de l'Andorre dans la communauté internationale.", K. Zemanek, id., extraits: p.151-153.

et surtout peut-être l'histoire récente, en est l'exemple le plus probant. Une fois que la population juge qu'un système donné nécessite des réformes, le problème ne peut être résolu que par voie évolutionnaire ou par voie révolutionnaire. En ce point, les peuples européens ont certainement des traditions et des expériences différentes. La France connaît, de par sa propre histoire, une forte tradition révolutionnaire. Or, le succès des grandes monarchies constitutionnelles d'Europe occidentale, telles que le Royaume-Uni, la Suède, la Belgique, les Pays-Bas pour n'en nommer que quelques-unes, et récemment sans doute aussi l'Espagne, montre la possibilité d'une autre voie.

La voie évolutionnaire qui combine souveraineté princière et souveraineté populaire mène au pacte entre les deux, au constitutionnalisme. La voie révolutionnaire mène à la République.

Il semble donc peu utile, dans l'intérêt de tous, de bloquer la voie évolutionnaire par des obstacles dogmatiques et, par ce procédé, de ne laisser ouverte, même avec tous les signes de la répulsion, que la voie révolutionnaire.

Documents annexes 4.9 : L'ANDORRE EST-ELLE UN ÉTAT ?

10 - "Nocions introductòries. I. Qüestions sobre la nacionalitat andorrana.", Ramon Viñas Farré, *Nacionalitat i drets polítics al Principat d'Andorra*, La Seu d'Urgell, 1989, p.15-17.

Nocions introductòries

I. Qüestions sobre la nacionalitat andorrana

Els autors que s'han interessat per les qüestions d'Andorra han dedicat escasses pàgines al tema de la nacionalitat. Fins fa poc, bona part dels estudis al respecte provenien d'escriptors francesos, els quals, partint sovint de bases negatives, posaven en dubte la mateixa existència de la nacionalitat andorrana.¹

El conjunt de problemes que planteja aquesta matèria troba el seu origen en la naturalesa jurídica del Principat d'Andorra, que, en paraules del Professor Casanovas i La Rosa: «és un Estat amb drets molt originals i únics».² Els escrits i obres sobre les Valls d'Andorra demostren una gran confusió i contenen moltes contradiccions sobre el seu estatut internacional. A l'estudiar la situació de fet a Andorra, s'ha incidit en un dels tres elements constitutius de l'Estat: *la població i la nacionalitat* dels habitants de les Valls, potser una de les qüestions més discutides de les que planteja la naturalesa jurídica del Principat.

Alguns autors han negat explícitament l'existència de la nacionalitat andorrana,³ d'altres l'han admesa, però amb tals precisions i condicionaments que la nacionalitat andorrana semblaria trobar el seu fonament en la sobirania francesa.⁴ Belinguer critica certes expressions i afirmacions dels autors francesos, com que els andorrans constitueixen un simple *indigénat*⁵ o que els andorrans no són pas estrangers per França, i després d'analitzar la situació dels andorrans a Andorra, a França, a Espanya, i la dels estrangers a Andorra, arriba a la conclusió de que els andorrans tenen una nacionalitat o una *ciudadania* ben determinada per la legislació interna del Principat.⁶

Les opinions dels autors francesos s'expliquen pel tractament que Andorra ha rebut per part dels òrgans administratius i judicials de la República francesa. S'ha dit algunes vegades que Andorra no era un país estranger, amb la conseqüència de que les decisions emanades dels tribunals andorrans no estaven subjectes al procediment *d'exequatur*; que els drets exercits per França no permetien considerar-la com territori estranger; que els andorrans no podien ser considerats estrangers a França i, per tant, no sotmesos a la *cautio iudicatum solvi*; que l'art. 15 del Code civil no era aplicable a litigis entre francesos, quan un d'ells estigués domiciliat a Andorra.⁷ D'altres vegades s'ha tractat al Principat com territori estranger en matèria d'extradició, s'ha afirmat que els andorrans eren estrangers; que Andorra, com a país estranger, entrava dintre de les previsions de l'art. 14 del Code civil; que les decisions judicials andorranes estaven subjectes a *exequatur* a França.⁸

Es, essencialment, un problema de delimitació de la «qualitat d'andorrà» en relació amb la de «nacional francès», des del moment en què es tracta als andorrans de «protegés» francesos o se'ls considera com «ressortissants français».⁹

Avui dia no té sentit posar en dubte la nacionalitat andorrana d'aquelles persones, a les quals el dret del Principat atribueix tal qualitat, especialment des del Decret de 1939. El vigent C.N.A., modificat al 1985, és prou clar al respecte: «SS. EE. els Coprínceps consideren que una nova regulació de la *nacionalitat andorrana* serà un mitjà eficaç per a assolir aquest objectiu» (establir un millor equilibri entre comunitat andorrana i no andorrana). Andorra posa en pràctica aquell principi segons el qual cada Estat determina quins són els seus nacionals, contingut a l'art. 1 del Conveni de la Haia, de 12 d'abril de 1930, sobre certes qüestions relatives als conflictes de lleis en matèria de nacionalitat, que és expressió del costum internacional, i la jurisprudència internacional ha reiterat en diverses ocasions.¹⁰ I la nítida definició de la qualitat *d'andorrà* permet distingir entre persones que formen part de la comunitat nacional andorrana i aquelles que no són nacionals, ja tinguin la nacionalitat d'un Estat estranger, ja siguin apàtrides. En els supòsits de doble nacionalitat —hipòtesi que el dret andorrà tracta de prevenir o guarir— i una de les nacionalitats sigui l'andorrana, les autoritats del Principat tindran a aquesta persona com andorrana i resultarà irrellevant que un Estat estranger la consideri també com a nacional seva. El remei contra el cúmul de nacionalitats serà, normalment, l'exercici d'una opció per part de l'interessat.

El fet que els andorrans hagin gaudit d'una situació privilegiada a Espanya i estiguin assimilats als ciutadans francesos, en molts aspectes, quan resideixen a França, no afecta el que hem dit.

LIVRE 5 - LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

4.10 - Documents annexes : La reconnaissance internationale de l'Andorre

Documents:

1 - "*El tractat trilateral va entrar en vigor ahir de forma provisional. Espanya i França reconeixen en aquest document el Principat d'Andorra com a Estat sobirà i independent.*", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 04/06/1993.

2 - "*Ribas: "Amb aquest pas es tanca un procés que ha durat molts anys. El cap de Govern va lliurar ahir a Butros Ghali la sol·licitud d'ingrés d'Andorra a les Nacions Unides. Els mecanismes d'entrada. Una demanda d'accés amb el "si" assegurat.*", article de M.C. Ordño/EFE, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 25/06/1993.

3 - "*Andorra ja és l'Estat 184è de Nacions Unides. Òscar Ribas va fer el discurs d'ingrés en català.*", *Avui*, Barcelone, 29/07/1993.

4 - "*Òscar Ribas Reig: "El reconeixement internacional ajuda a consolidar la Constitució.*", article d'Àlvar Valls, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 01/08/1993.

5 - "*El naixement internacional de l'estat andorrà.*", éditorial, *El Temps*, València, 09/08/1993.

6 - "*Discurs del cap de govern d'Andorra, Òscar Ribas, a l'Assemblea General de les Nacions Unides, 28 de juliol del 1993.*", *El Temps*, València, 09/08/1993.

7 - "*El Consell d'Europa anima Andorra a participar en l'ens. Ser membre de l'organisme significa obtenir la patent democràtica.*", article de M.C. Orduño, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 08/08/1993.

8 - "*Suïssa reconeix la sobirania d'Andorra.*", *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 26/08/1993.

9 - "*L'ambaixador espanyol va tenir ahir la primera presa de contacte amb el Govern andorrà. Paz Agüeras: "Lliuraré les credencials als coprínceps, com diu la Constitució.*", article d'Ignasi Planell, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 31/08/1993.

10 - "*Dilluns arriba al Principat el primer ambaixador francès. Julienne coincidirà un dia amb l'ex-veguer Courtois.*", article de M. Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 01/09/1993.

11 - "*Andorra ens assumeix a tots.*", article de Joan Becat, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 04/09/1993 (reprenant un article paru le 20/08/1993 dans le journal de l'*UCE de Prada*).

Documents annexes 4.10 : LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE L'ANDORRE

1 - "El tractat trilateral va entrar en vigor ahir de forma provisional. Espanya i França reconeixen en aquest document el Principat d'Andorra com a Estat sobirà i independent.", article de Montserrat Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 04/06/1993.

Andorra i els dos Estats veïns del Principat s'han compromès a mantenir i aprofundir les seves relacions mitjançant un tractat de bon veïnatge, amistat i cooperació que ahir al matí va signar el cap de Govern, Òscar Ribas

El tractat trilateral va entrar en vigor ahir de forma provisional

■ Espanya i França reconeixen en aquest document el Principat d'Andorra com a Estat sobirà i independent

Montserrat Luesma
ANDORRA LA VELLA

El cap de Govern, Òscar Ribas, que ahir va signar el tractat trilateral amb Espanya i França, va explicar que el seu contingut es pot resumir en tres apartats principals. Segons va dir, estableix oficialment el reconeixement del Principat d'Andorra com a Estat sobirà per part de França i Espanya, fixa les bases de la representació diplomàtica entre els tres Estats i significa les relacions de cooperació sobre la base de les quals els Estats espanyol i francès es comprometen a facilitar la participació del Principat en les organitzacions internacionals.

Es tracta d'un document d'onze articles que han signat, a més del cap de Govern per part andorrana, els ministres d'Afers Estrangers dels dos Estats veïns, Alain Juppe i Javier Solana, en representació de França i Espanya respectivament.

Al preàmbul del tractat es fa referència a l'esperit de paritat que el Principat ha mantingut en les seves relacions tradicionals d'equilibri amb els dos Estats veïns i s'hi expressa la voluntat de contribuir a la construcció d'una Europa pacífica, democràtica i solidària. Es parla també de la vinculació dels tres signataris amb els valors de la pau, la llibertat, la democràcia i la justícia, que són comuns a tots tres.

Andorra compta, després de la signatura del tractat, amb el compromís de les altres dues parts que facilitaran la participació del Principat en les conferències i organitzacions internacionals i també el seu accés als convenis d'àmbit mundial.

En cas que Andorra vegés amenaçada la seva sobirania, independència o integritat territorial, França i Espanya s'han compromès "a dur a terme entre ells i el Govern andorrà consultes per tal d'examinar les mesures que podrien revelar-se necessàries a fi d'assegurar-ne el respecte", segons diu el text del tractat.

El respecte mutu dels interessos respectius es defensarà fins i tot pel que fa als compromisos contraïts per França i Espanya amb la CE. Es preveu que completant l'eventual adhesió del Principat a convenis internacionals -especialment europeus- dels quals França i Espanya en formen part, la cooperació entre Andorra i els dos Estats compromissaris a través d'acords específics, bilaterals o multilaterals.

Tractat de bon veïnatge, d'amistat i de cooperació entre Andorra, França i Espanya

RECONeixEMENT D'ANDORRA	REPRESENTACIÓ DIPLOMÀTICA	RELACIONS DE COOPERACIÓ
<p>Andorra és reconeguda com a Estat sobirà que França i Espanya reconeixen com a tal.</p> <p>Es garanteix el respecte a la sobirania, independència i integritat territorial d'Andorra.</p> <p>En cas d'amenaça a la sobirania, independència o integritat territorial dels tres Estats.</p>	<p>Andorra no emprendre accions que puguin atemptar contra la seguretat de França i/o Espanya.</p> <p>França i Espanya donaran suport a Andorra quan no pugui assegurar la seva representació diplomàtica a l'exterior.</p> <p>Els andorrans podran adreçar-se als consulats espanyols i francesos.</p>	<p>França i Espanya facilitaran la participació del Principat en les organitzacions internacionals.</p> <p>Vetllar pel respecte dels interessos mutus fins i tot pel que fa als compromisos adquirits per França i Espanya amb la CE.</p> <p>Els Estats veïns donaran suport a les aspiracions d'Andorra d'adherir-se a convenis internacionals.</p> <p>Dels acords d'Andorra amb França o Espanya en serà informat l'altre Estat.</p>

Signataris de l'acord

ÒSCAR RIBAS
Cap de Govern d'Andorra

ALAIN JUPPE
Ministre d'Afers Estrangers francès

JAVIER SOLANA
Ministre d'Afers Exteriors espanyol

França i Espanya asseguraran la presència d'Andorra

"Cas que el Principat no assegurés ell mateix la protecció dels seus interessos i la seva representació diplomàtica en Estats tercers amb els quals Andorra desitgi mantenir relacions, o en les conferències o organitzacions internacionals en les quals desitgi participar, el Principat demanarà, sigui a França o a Espanya, que se n'encarreguin" (art.6). Andorra, conscient de les seves dimensions i capacitats, confia en els dos Estats veïns perquè el representin, sempre segons el principi d'equilibri entre ells i mitjançant acords específics.

Els andorrans es podran adreçar a un consolat de la República francesa o de l'Estat espanyol indistintament en aquells Estats on Andorra no disposi d'una representació consular.

Les disposicions, acords i tractats bilaterals que el Principat subscriu amb un o altre dels seus veïns seran objecte, a partir de l'inici de les negociacions i fins a la seva conclusió, d'una informació regular i completa que serà adreçada per via diplomàtica a l'Estat que no hi participi. Aquest podrà, en cas que l'objecte del tractat sigui també del seu interès, adherir-se i establir finalment un acord a tres bandes. L'Estat andorrà en aquest tractat es compromet a no emprendre cap acció que pugui atemptar contra la seguretat interior i exterior dels seus veïns o contra els compromisos d'aquests dins l'àmbit internacional.

El tractat que va signar ahir el cap de Govern d'Andorra ja havia estat rubricat al llarg d'aquesta setmana a Madrid i a París pels respectius ministres d'Exteriors. Entrarà en vigor oficialment un cop el document hagi estat ratificat pels consells de ministres i parlaments de França i Espanya, els pròxims dies. De tota manera, segons l'article desè del text d'acord, les tres parts contractants han acordat posar en aplicació les disposicions que s'han establert des d'ahir mateix, encara que es faci a títol provisional.

Documents annexes 4.10 : LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE L'ANDORRE

2 - "Ribas: "Amb aquest pas es tanca un procés que ha durat molts anys. El cap de Govern va lliurar ahir a Butros Ghali la sol·licitud d'ingrés d'Andorra a les Nacions Unides. Els mecanismes d'entrada. Una demanda d'accés amb el "si" assegurat.", article de M.C. Ordño/EFE, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 25/06/1993.



El secretari general de les Nacions Unides va valorar positivament la futura presència d'Andorra, després que Òscar Ribas illurés oficialment ahir a tarda la carta on el Principat sol·licita l'ingrés a l'organisme internacional

Ribas: "Amb aquest pas es tanca un procés que ha durat molts anys"

■ El cap de Govern va lliurar ahir a Butros Ghali la sol·licitud d'ingrés d'Andorra a les Nacions Unides




Butros Ghali es va comprometre a traslladar la petició al Consell de Seguretat.

L'assemblea general podrà proclamar Andorra membre de ple dret a la tardor.

M.C. Ordño / Efe
GIBERRA / ANDORRA LA VELLA

El secretari general de l'Organització de les Nacions Unides, Butros Ghali, va rebre ahir de mans del cap de Govern, Òscar Ribas, la petició d'admissió del Principat d'Andorra a l'organització. L'acte va tenir lloc a la seu europea de l'ONU, a Ginebra, on Ghali es troba aquests dies.

"Amb aquest pas es tanca un procés que ha durat molts anys", va declarar Òscar Ribas al *Diari* a la sortida de l'acte. "És per mi un moment d'emoció i un motiu de satisfacció que s'hagi pogut realitzar, perquè és un pas important per consolidar la Constitució que vam votar el 14 de març i per aconseguir el reconeixement d'Andorra com a Estat en l'escena internacional".

El cap de Govern va afegir que en el moment de lliurar la

petició a Ghali havia tingut un record negatiu fins aquí, al llarg del temps, han lluitat perquè el reconeixement internacional d'Andorra fos un dia una realitat, "i, especialment, en vers aquell síndic, Pere Font, que l'any 1925 es va adherir a una convenció de la Societat de Nacions, amb seu aquí, a Ginebra, i poc mes tard l'adhesió va ser anul·lada per motius polítics".

El secretari general de l'ONU va mantenir una conversa breu amb Ribas i els seus companys, el ministre de Relacions Exteriors, Antoni Armengol, i el secretari general, Jordi Cinca. El cap de l'execució, en una nota de premsa improvisada, va manifestar la seva esperança que els primers passos a fer, el trasllat de la petició per part de la Secretaria general al Consell de Seguretat i l'estudi i resolució per part d'aquest òrgan permanent, pugui

Una demanda d'accés amb el "sí" assegurat

Quan un Estat demana entrar a les Nacions Unides, està ja molt segur que la resposta serà positiva, i en el cas d'Andorra aquest patró es repeteix.

Així ho van assenyalar fonts de l'ONU al *Diari*, les quals, a més, van apuntar la coincidència de la presidència actual d'Espanya del Consell de Seguretat, que és l'organització internacional de treball (OIT), la Unió de nacions unides per a l'Educació, la ciència i la cultura (UNESCO) o el comitè internacional de la Creu Roja.

Sobre el fet que es lliurés la petició a l'ONU a Ginebra i no a la seu de Nova York, el cap de Govern va dir que era per aprofitar l'estada de Butros Ghali a la ciutat suïssa.

Els mecanismes d'entrada

La resposta a la petició d'Andorra es pot conèixer, tal com va dir el cap de Govern, en el termini d'un mes, un cop la comissió d'admissions del Consell de Seguretat n'hagi fet el seu informe final.

La decisió sobre l'entrada a l'ONU correspon al Consell de Seguretat, que és l'òrgan que emet les resolucions. La seva flexibilitat per convocar reunions en fa possible una decisió ràpida. Més tard, l'assemblea general procedeix a la ratificació d'aquesta resolució, i és aleshores quan pren tota la seva força.

La petició, feta en forma de carta i acompanyada d'una acceptació del reglament de l'organització, va ser rebuda ahir per la secretaria general, la qual n'emetrà un informe inicial, que

Facilitar la participació

El diplomàtic espanyol Màximo Cajal, per la seva part, en la signatura del tractat trilateral ja va manifestar que Andorra podria tenir el suport dels dos Estats veïns en qüestions com aquesta. De fet, el segon article del tractat trilateral diu que França i Espanya estableixen, respectivament, relacions diplomàtiques amb el Principat i que "faciliten la seva participació a les conferències i organitzacions internacionals i també el seu accés als convenis internacionals".

L'acte quasi protocol·lari

Documents annexes 4.10 : LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE L'ANDORRE

3 - "Andorra ja és l'Estat 184è de Nacions Unides. Òscar Ribas va fer el discurs d'ingrés en català.", *Avui*, Barcelone, 29/07/1993.

AVUI

ESTIU '93

Dijous,
29 de juliol
de 1993

Preu: 100 ptes.
6 francs francesos

Any XVII - Número 5660



Andorra ja és l'Estat 184è de Nacions Unides

Òscar Ribas va fer el discurs d'ingrés en català

8-10 El Principat d'Andorra és des d'ahir el país número 184 que entra a formar part de l'Organització de les Nacions Unides (ONU). L'Assemblea General de l'ONU, reunida a la seva seu de Nova York, va aprovar ahir per aclamació l'ingrés d'Andorra en aquesta organització, acte que, de fet, suposa la seva entrada de ple dret en la comunitat internacional.

Integrada pel cap del govern, Oscar Ribas, el ministre de relacions exteriors, Antoni Armengol, i el secretari general, Jordi Cinca, la delegació andorrana va ser conduïda al lloc que li correspondrà en l'Assemblea General: entre les representacions d'Algèria i Angola. De moment, però, no hi tindrà cap representant permanent. Seguidament, representants de cinc grups de països van saludar l'arribada del nou membre de l'ONU des de la Tribuna: Uganda, Corea del Nord, Polònia, Xile i els Estats Units.

Però el moment més emotiu va ser el de la intervenció, en català, d'Òscar Ribas davant l'Assemblea. "Avui és un dia històric per a Andorra", va dir el cap de govern, que, en una extensa intervenció que publiquem íntegrament, va expressar les esperances de futur d'Andorra i va explicar a Nova York que les arrels del Principat "són les de la cultura catalana".

Óscar Ribas, a l'esquerra, aixeca la bandera d'Andorra davant l'ONU

MARK CARDWELL / REUTERS

Documents annexes 4.10 : LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE L'ANDORRE

4 - "Òscar Ribas Reig: "El reconeixement internacional ajuda a consolidar la Constitució.", article d'Àlvar Valls, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 01/08/1993.

Òscar Ribas Reig

"El reconeixement internacional ajuda a consolidar la Constitució"

Tres dies després de l'ingrés oficial d'Andorra a l'Organització de les Nacions Unides, el cap de Govern explica alguns punts del seu discurs i en comenta alguns altres referits a l'actualitat política

Àlvar Valls

Un Òscar Ribas distès, recuperat ja del desgavell del viatge intercontinental i dels canvis d'horari, ens ha obert el jardí de casa seva. Fa només tres dies que Andorra és membre de ple dret de les Nacions Unides, i el discurs de presentació que el cap de Govern va llegir davant de l'Assemblea general de l'organització internacional és ja una peça per a la història política del Principat. Un discurs que va ser dit en la nostra llengua nacional i que constitueix, de forma forçosament condensada –la seva llargària era limitada per la cronologia de la reunió–, una síntesi del que és i el que vol aportar Andorra a la comunitat mundial. Un discurs que té el caràcter de ser el primer discurs d'Estat –contenen la paraula Estat en el seu sentit més ple– que un cap de Govern andorrà pronuncia fora de les nostres fronteres.

Ens interessem, com a primera cosa, pel sentit profund de la part del discurs on Òscar Ribas va definir categòricament que "les nostres arrels són les de la cultura catalana" per citar tot seguit, "com a il·lustració de l'extensió de l'ús de la llengua catalana, els quatre punts cardinals del pancatalanisme: de Praga fins a Mao, de Salses fins a Gardamar.

–Vaig intentar explicar Andorra no sols des del punt de vista geogràfic, sinó també del cultural, tot situant un territori, una llengua i unes arrels, i és indubtable que les nostres arrels són purament catalanes. És la constància d'un fet. Jo crec que a aquesta afirmació no se li ha de donar un significat polític, sinó el significat que té el fet que Andorra és membre de les Nacions Unides i que la seva llengua i la seva referència cultural és la catalana.

La referència cultural catalana –mai desmentida pels andorrans, i que en el *Manual Digest* ja queda perfectament definida quan Antoni Fiter i Rossell afirma que Andorra "és verdadera Catalunya" – no va ser l'únic missatge inclòs dins el discurs d'ingrés a l'ONU. Òscar Ribas va dir que identitat i universalitat són perfectament compatibles, va parlar d'estimular el desenvolupament econòmic del Pirineu – "aquesta mantença a l'Europa que no separa, sinó que és un lloc de trobada" – i va assenyalar la vocació de pau dels qui "hem optat per conviure i no imposar". I va dir una frase molt bonica que li repetim: que Andorra "no té cap altra força ni riquesa que la seva gent".

–Efectivament, és ben clar que a Andorra no tenim riqueses naturals, no tenim diamants, ni pous de petroli, ni mines d'or. Per tant, la força que



"La força del país està en l'esforç de les persones i les generacions que protagonitzen cada moment històric"

ha tingut el país en el passat i la que esperem que tingui en el futur per mantenir-se independent i per salvaguardar les seves llibertats està en l'esforç de les persones i les generacions que protagonitzen cada moment històric.

Una altra referència concreta va ser en relació als petits Estats, en nom dels quals el cap de Govern va dir que "tenim més el geganisme polític com més lligats estem a la noció de mesura i a l'accessibilitat del fet polític".

–Sí, en relació als microestats vaig voler transmetre un missatge molt concret. Jo he notat en aquests anys, en els contactes que he tingut amb

altres Estats petits, la preocupació per l'accessibilitat que tenen els grans Estats a imposar certes condicions als més petits, i el missatge era aquest: un toc d'atenció als grans Estats en el sentit que els petits també hi som, amb els nostres problemes i les nostres visions.

Ens explica que, dimecres a Nova York, acabada la cerimònia de recepció, el representant de Malta el va emprendre i va mostrar-se-li receptiu a aquest missatge, i que ell creu fermament que la idea d'una entesa entre els microestats "hauria de consolidar".

–Concitem per experiència que els microestats tenim problemes comuns, als quals es podrien trobar solucions comunes. La meua idea seria arribar a fer una configuració d'entesa entre els petits estats per poder fer sentir conjuntament la nostra veu en tot allò que sigui possible. A nivell només de microestats europeus, si sumem totes les poblacions de Mònaco, Liechtenstein, San Marino, Malta i Andorra, arribem a la població de Luxemburg, que és un membre de la Comunitat Econòmica Europea. I si aprofundim una mica, veiem que els problemes

"L'ingrés a les Nacions Unides és un pas que hem fet en la línia de consolidació de la Constitució"

que tenim tots, econòmics, d'immigració, de finances públiques, de serveis, són pràcticament idèntics.

Òscar Ribas va parlar en nom del poble andorrà just després que Andorra fos acceptada per unanimitat dels Estats presents com a nou membre de les Nacions Unides.

–Un moment així, per a un home polític, és un moment culminant?

–Penso que una persona, sigui o no sigui un polític, sempre s'ha de fixar unes fites, i que la lluita per assolir aquestes fites és la dinàmica de la vida, allò que porta el progrés. Quan s'han assolit unes d'aquestes metes, se n'han buscat unes altres, si no la vida no tindrà sentit. Jo personalment, d'ençà que vaig començar la vida política, veia que Andorra havia d'adaptar-se a unes situacions europees i mundials que ens eren donades. I per arribar a aquesta adaptació, calia una evolució amb l'assoliment d'una constitució democràtica, seguida d'un reconeixement internacional. La constitució sola sense un reconeixement internacional corria el risc de quedar diluïda. Per tant, aquest pas que hem fet amb l'ingrés a les Nacions Unides no és res més que un pas que ajuda en gran manera a la consolidació de la constitució.

–És per vós una fita final?

–Jo crec que no. És un objectiu que s'ha acomplert. Ha durat deu anys, s'ha assolit, tinc la gran satisfacció que ho he vist i que he pogut ser-ne protagonista, però queden altres fites i altres objectius.

I ens recorda la voluntat i l'esforç –que qualifica d'"esforç col·lectiu"– de tots els qui han lluitat per incorporar-se, primer, ja l'any 1925, a la Societat de Nacions, i posteriorment a l'ONU.

–La incorporació a les Nacions Unides no havia estat possible abans, perquè hi havia unes oposicions polítiques molt fortes, però si ara que ens hem dotat d'una constitució democràtica i hem signat amb els dos Estats veïns un tractat de reconeixement i de bon veïnatge. Ha estat l'ocasió que molts andorrans havíem esperat que arribés, i l'hem aprofitada. ➤

El naixement internacional de l'estat andorrà

Hi ha, en la vida política de les nacions, i sobretot d'aquelles que esdevenen estat, tot un seguit de rituals simbòlics. Són aquells actes, o cerimonials, que es reproduïxen, any rere any, i van cisellant la vinculació dels ciutadans amb la idea, sempre col·lectiva i unificadora, de l'estat. Aquest és un comportament propi de tot tipus de règim, en qualsevol moment de la història, però França ha estat la principal exportadora d'una concepció de la parafernàlia enlluernadora del poder. Després de l'hexàgon, tots els organismes estatals o parastatals posteriors a les revolucions burgeses han tingut en compte el ritual, que ha estat sempre un instrument de credibilitat i confiança entre el poble i els seus líders. Sempre que els líders, al marge del sistema polític que els condiciona, siguin capaços d'anar més enllà del gest. El 28 de juliol de 1993, al recinte de l'ONU, Òscar Ribas va encarar la història amb sentit d'estat. A la francesa. Aquesta va ser la primera lliçó –i la més transcendental– de l'estat modern andorrà.

Andorra, un país fins ara invertebrat, que patia l'estranya articulació d'un protectorat bicèfal, ha fet un pas endavant que molts dels seus ciutadans encara no han entès del tot. La retòrica sobre la transformació del residu feudal en país constitucional i l'accés dels andorrans a tots els ressorts del poder estatal, es queda simplement en retòrica si no s'acompanya d'actes que facen entendre la grandesa implícita d'aquest procés de transformacions. Parlem de l'adquisició d'un sentit d'estat. L'ingrés a l'ONU era fonamental perquè significava la confirmació internacional del nou paper d'Andorra i servia per remarcar el caràcter original, únic, d'un esdeveniment que convertia el Govern andorrà –un executiu amb els poders encara molt retallats– en la representació sobirana del poble andorrà.

Però tota aquesta estratègia de confirmació internacional, que és, alhora, pedagogia interna, ha tingut un valor afegit. Un element nou

ha transformat un ritual excepcional però previsible en un acte d'afirmació –i de reflexió– que depassa, de lluny, les expectatives creades. Damunt la tarima de l'ONU, Òscar Ribas va relligar una idea d'Andorra que sorprèn, justament, per la seua ambició conceptual: un país de la vella Europa que cerca la integració amb la nova Europa, orgullós de les seues dimensions i del seu caràcter, un estat que aposta per l'internacionalisme perquè se sent segur del seu passat i del seu futur, un col·lectiu humà, en definitiva, que confirma, davant del món, les seues arrels catalanes i comparteix, sense embuts, una mateixa cultura en un sol espai geogràfic: els Països Catalans.

Andorra, tot just eixida de la rèmora parroquialista, expressava una idea d'estat plenament contemporània on la identitat ja no es construeix sobre la negació i la sospita, sinó sobre la seguretat d'una història, d'una llengua i d'un desig comú de benestar. Sense por ni recels, Òscar Ribas va donar als andorrans la credibilitat que molts no havien imaginat tot donant a l'acte una força emotiva excepcional que tothom va poder percebre. Després del discurs d'Òscar Ribas, el reconeixement internacional d'Andorra és molt més que simple retòrica. Des del 28 de juliol, el país dels Pirineus no és una acumulació càdica de botigues i pistes d'esquí. És un país que ha decidit creure en ell mateix. I ara podrà demostrar-ho.



6 - "Discurs del cap de govern d'Andorra, Òscar Ribas, a l'Assemblea General de les Nacions Unides, 28 de juliol del 1993.", *El Temps*, València, 09/08/1993.

EL TEMPS 9-8-93 / ACTUALITAT / 11

Discurs del cap de govern d'Andorra, Òscar Ribas, a l'Assemblea General de les Nacions Unides

2 8 de juliol del 1993

Senyor President (Vice-president),
Senyor Secretari General,
Digníssims representants dels Estats,
Senyores i senyors.

Avui és un dia històric per a Andorra. El meu estat ha estat admès com a membre de l'Organització de les Nacions Unides; hem vingut aquí, a Nova York, per hissar la nostra bandera junta amb la dels altres Estats. Culinem així moltes de les aspiracions del nostre poble i tot un procés de serena i tenaç transformació. Andorra ja no és un vestigi del dret feudal i medieval, sinó un Estat homologat segons els criteris del dret internacional modern. I d'aquesta manera s'ha tancat tot un secular procés de formulació jurídica que es va iniciar amb els pariatges, ara fa més de set-cents anys, i ens ha conduït a la cerimònia que estem vivint.

En aquest moment, i en aquesta ocasió, és just que ho faci, i així ho faig, que tingui un especial record pels nostres dos caps d'Estat, els Excel·lentíssims Coprínceps que han impulsat, col·laborat i acceptat la modernització institucional; i per a tots aquells dels meus conciutadans que des de l'any 1925, amb un primer intent d'aproximació a la Societat de Nacions, han lluitat per fer possible que aquest acte se celebrés.

Permetin-me, també, que els digui que, per a mi personalment, és un altíssim honor el fet de representar avui i aquí el poble andorrà i que em considero molt privilegiat de viure aquest moment i complir aquest deure tan gratificant. Perquè avui, en assolir aquesta fita, Andorra obté els objectius de normalització i d'integració a la comunitat internacional als quals moltes persones de la meva generació i jo mateix hem dedicat els millors anys de la nostra vida.

Vull expressar el sincer agraïment al Consell de Seguretat i al Secretari General pel suport que ens ha estat atorgat en la tramitació de la nostra entrada. I de manera molt singular, vull fer constar la nostra viva i profunda gratitud als excel·lentíssims representants de la República francesa i del Regne d'Espanya que, de fet, apadrinen avui l'ingrés de la meva nació. Els prego que facin arribar als seus governs respectius l'expressió dels nostres sentiments que són els que

tradicionalment han marcat la nostra franca i lleial col·laboració, que estic segur que no solament es mantindrà, sinó que encara s'enfortirà en el futur. I també estic convençut que, de manera semblant, es consolidarà la nostra integració en tot allò que la Comunitat Europea representa, perquè territorialment hi estem enclavats, però filosòficament i com a model de societat, volem igualment estar-hi immergits.

Som un Estat petit, però conscient del valor d'allò que és autèntic i que, en un món segons com desmesurat, la dimensió reduïda pot significar una aportació positiva d'equilibri i convivència. ¿Quina hauria d'esser la talla ideal d'un estat? Evidentment ni l'economia ni la ciència política no poden donar l'adequada resposta. Aristòtil nota, en la seva *Política*, que el volum de la *polis* ha de permetre que tothom conegui el caràcter dels altres; el territori, segons diu, ha de poder contemplar-se en la seva totalitat des del cim d'una muntanya; Andorra respon a aquestes característiques humanes i geogràfiques.

Amb altres microstats del món, temem més el gigantisme polític com més lligats estem a la noció de mesura i a l'accessibilitat del fet polític, una de les característiques dels nostres costums que s'ha de salvaguardar; perquè encara creiem d'actualitat que "l'home és la mesura de totes les coses". En un món que ha de lluitar per la pau, em sembla que hi ha un espai per als qui hem optat per conviure i no imposar. I, per tant, Andorra té el decidit propòsit de fer, tan modestament com es vulgui, a escala de les seves possibilitats, aquesta contribució a la pau i a la cooperació mundial i també a la del seu antic i present amor per la llibertat.

Recordo, senyor President, que el meu país no ha sofert cap guerra des del segle tretzè.

Som un estat que no té riqueses naturals. No té cap força ni més riquesa que la seva gent. Som un Estat del Pirineu, aquesta muntanya d'Europa que no separa, sinó que és un lloc de trobada. Estimular el desenvolupament econòmic del Pirineu és una prioritat que respon a criteris de benestar, prosperitat i qualitat de vida, però també, a part les consideracions de justícia i solidaritat, a la necessitat de fixar i retenir les poblacions autòctones a la muntanya per raons d'in-

terès general, com la conservació de la natura. Andorra no és, però, una zona deprimida. Sempre ha estat capaç d'adaptar-se a les noves circumstàncies per aconseguir un elevat nivell de renda. Amb l'adopció de la nostra Constitució de forma democràtica i l'obertura de participació en el món internacional que iniciem en aquest acte d'avui, Andorra mira el futur amb optimisme, i ho fa confiant en les seves capacitats i esperances, en les noves oportunitats que té al seu abast.

En realitat som una vall. I la vall és una forma de vida. És casa, aigua i habitatge i, per tant, una comunitat a mida de la persona i de la família. Tal com les grans valls del Ganges o del Nil han estat bressol de grans civilitzacions, la nostra petita vall del Valira també ha decantat, a través de segles, una identitat nacional que no s'ha fet contra res ni contra ningú. Ans el contrari, hem estat sempre un país d'acollida i una vall oberta a tothom qui hi ha vingut. És precisament des de la nostra identitat que volem l'aportació de la nostra personalitat col·lectiva. Perquè identitat i universalitat són perfectament compatibles i juntes constitueixen la sòlida base de l'intercanvi de cultures, fonament necessari per a bastir un món de pau i llibertat. És per això que per a obrir-se a la projecció exterior, convé donar, primer, cohesió a la pròpia identitat. Tenim ben clar que per a fer coses i comunicar-les cal ser cosmopolites i poliglots; però també que, per a ser, cal aprofundir en les pròpies arrels. I les nostres són les de la cultura catalana. El català és el nostre idioma oficial. És en la llengua de Ramon Llull, Ausiàs Marc i Salvador Espriu, la que es parla des de Fraga (a l'Aragó) fins a Maó (a l'illa balear de Menorca) i des de Salses (al Rosselló francès) fins a Guardamar (a les terres meridionals del País Valencià). És en aquesta llengua, la catalana, que he vingut davant aquesta Assemblea a parlar de pau, llibertat i fraternitat.

Permetin-me que acabi citant la llegenda que figura en el nostre Escut nacional: *Virtus Unita Fortior* ("l'acció o la força unida és més forta"), que s'adiu als objectius que s'han fixat les Nacions Unides.

Moltes gràcies.

Òscar Ribas
Cap del govern d'Andorra

7 - "El Consell d'Europa anima Andorra a participar en l'ens. Ser membre de l'organisme significa obtenir la patent democràtica.", article de M.C. Orduño, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 08/08/1993.

DIARI D'ANDORRA 8 D'AGOST DE 1993
POLÍTICA

El Consell d'Europa creu que és important entrar a formar part de l'organisme en règim de convidat especial, estatus que considera una fita tàctica: facilita un aprenentatge de parlamentarisme multinacional

El Consell d'Europa anima Andorra a participar en l'ens

■ Ser membre de l'organisme significa obtenir la patent democràtica

M.C. Orduño
ANDORRA LA VELLA / SIBONY

"Sense ser país membre del Consell d'Europa no es té patent democràtica, és a dir, és una garantia de respectabilitat democràtica", vaassenyalar al Diari Roberto Jacobo, cap del servei de les relacions amb la premsa i el públic del Consell d'Europa.

Roberto Jacobo, que és de vacances a Andorra, va explicar la importància de ser país membre d'aquest organisme amb l'estatus de convidat especial, cosa que permet treballar en les comissions a través d'una delegació parlamentària pròpia i fer una mena d'aprenentatge de parlamentarisme multinacional, ja que l'òrgan legislatiu del país en qüestió és convidat de l'Assemblea parlamentària amb el mateix tractament que qualsevol delegació d'un altre país membre, amb veu però sense vot. "És millor ser dins que fora del tot; per això és important tàcticament".

Actualment, hi ha nou països que formen part d'aquest alt organisme europeu amb aquest estatus, enfront dels 31 Estats membres del Consell. Les seves demandes d'enten en alguns casos de l'any 91.

El procediment estatutari

fixat assenyala que per formar part del Consell d'Europa com a membre de ple dret, primer s'ha de presentar una candidatura, i després el comitè de ministres convidat el país candidat a unir-se al Consell d'Europa: "Quan rep aquesta invitació tothom sap ja que la resposta es que sí. Aleshores signa l'estatut del Consell d'Europa i el consens dels drets humans (tots ho han fet malgrat que no és obligatori)". Tal com va explicar Jacobo, abans d'arribar a aquest estadi, els països pretendents passen per l'estatus de país convidat especial de l'Assemblea.

Els informes

Des de l'any 89 hi ha institutit "el famós procediment de l'enquesta parlamentària", és a dir, quan el govern d'un país vol que aquest entri a formar part del Consell d'Europa escriu una carta al secretari general amb la petició que sigui traslladada al comitè de ministres. "Aleshores el Consell té l'actitud d'informar-se sobre el terreny si es donen o no les condicions perquè aquest país s'hi pugui adherir". Una vegada coneguda la candidatura, aquesta es trasllada a l'Assemblea parlamentària perquè emeti la seva opinió, que jurídicament no és vinculant

però que mai ha estat contradita. L'assemblea encarrega un informe a tres de les comissions que la componen, les de política, assumptes jurídics i drets humans, i la de països no membres, que visiten el país candidat.

La decisió final sobre l'entrada d'un país al Consell d'Europa la fa el comitè de ministres, o en el seu defecte els seus representants permanents, que es reuneixen cada mes. Aquesta pot ser una de les raons per les quals s'ha dit fa poc que Andorra podrà fer part de l'organisme abans de final d'any, tenint en compte que aleshores ja haurà complert amb totes les condicions de joc polític pluralista i parlamentari.

Malgrat que no ha presentat encara la seva candidatura, "primer, Andorra no ha presentat la seva candidatura, i per tant caldria veure per quin

motiu el Consell d'Europa s'ha interessat per la qüestió andorrana: hi va haver un grup d'andorrans que va venir a reivindicar la seva qualitat d'europeus", segons Jacobo el Principat no intrinsecament per entrar-hi avui per avui.

"No importa que els andorrans hagin tingut sempre el respecte pels drets humans. El que és important és el que tenen avui i entre el primer informe i el darrer han passat justament aquesta modernització constitucional i institucional. Per això, el dia que Andorra presenti la seva candidatura al Consell d'Europa, si és que la presenta, el que es mirara no és la història sinó la situació actual", vaassenyalar Jacobo. I va afegir que "l'altra banda és indiscutible que les condicions polítiques i institucionals que es donen avui per avui a Andorra són gairebé o idèntiques a qualsevol país europeu, en l'àmbit en el qual el Consell d'Europa considera un país europeu".

Hi ha tres grans condicions per formar part del Consell d'Europa "el que anomenaríem la gran Europa democràtica". Primer, estar situat geogràficament en la zona considerada Europa. Segons, compartir tota una sèrie de valors: és al mateix temps una pertinença geopolítica i una pertinença ideològica el que explica que fins al 89 l'Europa del Consell d'Europa era l'occidental i que només quan s'han produït en l'Europa central i de l'Est el canvi necessari, s'ha ampliat el radi d'acció a països considerats abans satèl·lits d'un règim socialista. I finalment, la voluntat clarament expressada de pertànyer a l'àmbit europeu. Segons Roberto Jacobo "es donen en els andorrans tots els elements per ser lògicament i vocacionalment una nació europea més".



El Consell d'Europa és ara la fita a aconseguir per Andorra.

Una visió d'Andorra

"L'atipisme d'Andorra és l'atipisme de qualsevol país europeu, de qualsevol nació de vella civilització. La diferència que existeix amb conjunts polítics d'importància és que així com els EUA són divisions administratives, a Europa totes les nacions han seguit trajectòries polítiques i històriques i fins i tot culturals diferents. Cadascun té la seva història. Si demà es considerés fer de manera més o menys artificial que Europa fos una gran nació, seria utilitzant el llenguatge que ara està de moda—una nació molt pluricultural, multiètnica". Així parla Roberto Jacobo de les especificitats i l'atipisme del Principat.

Assenyala que Andorra és un d'aquests Estats, "amb la originalitat de tenir unes institucions que baixaven en línia recta de les estructures medievals, en les quals curiosament hi ha hagut relacions de sobirà a vassall. Però el que va canviar no és Andorra: han canviat els Estats als quals Andorra ha estat més o menys lligat al llarg dels segles: el bisbe d'Urgell ja no és el bisbe de l'edat mitjana i no diguem la República francesa, que no té res a veure amb els comtes de Foix".

"L'atipisme d'Andorra és doble: la seva especificitat com a Estat situat entre dues nacions generalment conflictives entre elles, França i Espanya i, a més, la pertinença del fet català a Andorra, que a vegades un té la impressió que els andorrans són més catalanistes que els catalans. Aquest atipisme m'atrau: no conec prou bé el país i els seus habitants com per dir quins són les petites coses que els defineixen".

Documents annexes 4.10 : LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE L'ANDORRE

8 - "*Suïssa reconeix la sobirania d'Andorra.*", *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 26/08/1993.

Suïssa reconeix la sobirania d'Andorra

El Consell federal de Suïssa, que ostenta el poder executiu d'aquest petit país del centre d'Europa, va decidir ahir reconèixer la independència d'Andorra i establir-hi relacions consulars.

Les autoritats helvètiques han informat que encarregaran al departament federal d'afers exteriors suís que prepari l'establiment, el més aviat possible, de relacions consulars amb el Principat.

Amb aquesta decisió, Suïssa

ha pres en consideració l'ingrés del Principat a l'Organització de les Nacions Unides el 28 de juliol passat, moment a partir del qual considera Andorra un Estat independent.

Suïssa és el primer país que ha decidit iniciar oficialment relacions diplomàtiques amb Andorra, un cop aquest ha esdevingut un Estat social de dret, al marge de França i Espanya, els quals per les seves relacions especials amb el Principat van signar un tractat trilateral el juny.

9 - "L'ambaixador espanyol va tenir ahir la primera presa de contacte amb el Govern andorrà. Paz Agüeras: "Lliuraré les credencials als coprínceps, com diu la Constitució.", article d'Ignasi Planell, Diari d'Andorra, Andorra la Vella, 31/08/ 1993.

DIAMARTS, 31 D'AUGOST DE 1993
POLÍTICA

Diari d'Andorra
3

L'ambaixador espanyol va tenir ahir la primera presa de contacte amb el Govern andorrà, durant la seva primera visita al Principat des que va ser nomenat per al càrrec. L'antiga vegueria episcopal serà la seu de l'ambaixada

Paz Agüeras: "Lliuraré les credencials als coprínceps, com diu la Constitució"

Ignasi Planell
ANDORRA LA VELLA

"No hi ha cap problema, està ben clar a la Constitució l'Article 45, apartat e). Les credencials dels representants diplomàtics estrangers s'han de presentar davant dels coprínceps, l'únic que s'ha de triar és la fórmula de com es farà, de la qual serà informat aviat pel Govern". Amb aquestes declaracions, el primer ambaixador espanyol al Principat, José Manuel Paz Agüeras, va respondre a les notícies contradictòries que ultimament han aparegut a la premsa espanyola, segons les quals el diplomàtic desconvia davant de qui s'havia d'acreditar.

L'ambaixador espanyol va arribar ahir a Andorra per mantenir el primer contacte amb el gabinet i preparar el lliurament de les credencials. Després de visitar l'antiga vegueria episcopal, que serà, definitivament, la seu de la futura ambaixada, va mantenir una reunió protocol·lària amb el cap de Govern, Óscar Ribas, i el ministre d'Affers Exteriors, Antoni Armengol, a les dependències de l'executiu. "En arribar a Andorra, el primer que he fet, per descomptat, és posar-me a disposició del govern andorrà", va remarcar Paz Agüeras.

A la mà o per escrit

Les dues possibilitats que es preveuen per fer efectiu l'acte protocol·làri de l'acreditació són, per una banda, que els ambaixadors espanyol i francès ho facin

personalment davant dels caps d'Estat, o que ho facin per escrit. "No hem decidit encara quina fórmula utilitzarem. Hi ha dues opcions: a la gran majoria dels Estats, la presentació de les credencials es fa davant els caps d'Estat; en canvi, ho fan per escrit sense cerimònia protocol·lària. N'hem d'escollir una", va explicar Óscar Ribas. Sobre això, el cap de Govern va afegir que no es crearà cap fórmula per a aquest cas concret, i el procediment que se seguirà aquesta vegada es mantindrà per a la resta d'ambaixadors. Per tant, l'acte no es farà "necessàriament", coincidint amb la visita dels coprínceps el 26 d'octubre vinent.

Els mateixos serveis

L'ambaixada al Principat presentarà a la nombrosa comunitat espanyola el mateix tipus de serveis que s'oferix a la resta de ciutadans del país veí que resideixen a l'estranger, segons va assegurar el diplomàtic. El govern espanyol va aprovar la creació d'un consolat general, una decisió significativa atesa "la xarxa consular que tenim no altres a Europa", va explicar Paz Agüeras.

A partir d'aquest moment, el nou ambaixador té previst fixar la seva residència permanent a Andorra, "encara que, possiblement, per concretar alguns temes puntuals amb l'administració andorrana i el govern espanyol m'haureu de desplaçar a mitjans de setembre a Madrid".

Interessos comuns que s'han d'ordenar i desenvolupar

La feina del nou ambaixador, com ell mateix va explicar, no serà exclusivament diplomàtica, sinó que s'estendrà en el terreny de la coordinació administrativa amb les autoritats del país. "Andorra i Espanya tenen molts interessos en comú, en matèria de transports, en matèria sectorial... que s'han d'ordenar i desenvolupar".

L'ambaixador espanyol va destacar que la seva feina

Josep Martí



Josep Martí
Durant els primers dies d'estada al nostre país, Paz Agüeras mantindrà una sèrie d'entrevistes amb els diferents membres de l'executiu i amb el síndic.

El diplomàtic i les autoritats andorranes ja havien mantingut contactes durant les negociacions del tractat de bon veïnatge, amistat i cooperació entre Andorra, Espanya i França. Paz Agüeras formava part de la delegació espanyola. L'ambaixador també va participar en el tractat bilateral entre Espanya i el Principat, pel qual l'Estat veí reconeixia en la persona del bisbe d'Urgell, Joan Martí Alanís, la condició de persona internacionalment protegida com a coprínceps d'Andorra.

"En sento molt afortunat"

El diplomàtic espanyol va declarar que se sentia molt "afalagat" pel fet que el seu Govern el nomenés el primer ambaixador a Andorra. "Com a saragossà, pràcticament es pot dir que soc veí seu". L'ambaixador va reconèixer que és un visitant habitual del nostre país, "al qual aprecio molt".

Comiat de l'ex-veguer francès

Courtois: "Defenseu la vostra identitat sense cap mena de complex"

M. Lluerna
ANDORRA LA VELLA

Jean Pierre Courtois, veguer francès durant els últims quatre anys, es va comiar ahir d'Andorra durant una recepció que es va celebrar a la seva residència oficial. A títol de consell amical, Courtois va dir als presents que els andorranos no han de tenir cap complex per defensar la seva identitat com a país que ha desenvolupat un Estat democràtic.

L'ex-veguer, que deixarà dimarts que ve definitivament el Principat, va recordar que Andorra pot comptar amb la col·laboració dels seus Estats veïns, lligats a més de la història que ha establert entre ells unes relacions especials, per un tractat trilatèrral d'amistat.

Pel que fa al procés polític que ha canviat les estructures del país, Courtois va dir, "França i Espanya han començat a conèixer millor Andorra, i ara existeix una comprensió millor entre els tres Estats". I va afegir que "amb la Constitució, Andorra ha girat una pàgina

de la seva història que jo considero que ha estat correcta". Amb els canvis polítics que s'han aconseguit, Courtois va dir que ara hi havia un horitzó molt més clar i definit i es va mostrar optimista de cara al futur. Va anunciar que possiblement acompanyarà el coprínceps el dia 26 d'octubre durant la seva visita al Principat.

L'acte que havia de començar a dos quarts de 7 de la tarda es va retardar més d'una hora per-

Josep Martí



Moment final del discurs de l'ex-veguer, Jean-Pierre Courtois.

què el veguer i la seva esposa esperaven els síndics Jordi Farràs i Josep Marsal van arribar quan Courtois ja havia iniciat el parlament, procedents de la Universitat d'estiu, després d'assistir a la primera conferència.

Documents annexes 4.10 : LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE L'ANDORRE

10 - "Dilluns arriba al Principat el primer ambaixador francès. Julienne coincidirà un dia amb l'ex-veguer Courtois.", article de M. Luesma, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 01/09/1993.

Dilluns arriba al Principat el primer ambaixador francès

Julienne coincidirà un dia amb l'ex-veguer Courtois

M. Luesma
ANDORRA LA VELLA

Jean-Pierre Courtois, ex-veguer francès, és aquests dies a París enlestint els últims detalls de la seva marxa. Ell i la seva família s'instal·laran per un període encara no definit, que pot ser d'entre un i dos mesos, a la capital francesa. Durant aquest temps es decidirà la seva nova destinació.

Mentrestant, podria ser que tornés a Andorra per acompanyar el copríncep François Mitterrand en el seu viatge al Principat, previst per al dia 26

d'octubre, durant el qual coincidirà amb el copríncep episcopal, Joan Martí Alanís.

Segons van informar fonts de la mateixa vegueria, Courtois tornarà aquest dilluns mateix per rebre Gerrard Julienne, primer ambaixador que França envia al Principat. Els dos diplomàtics es reuniran per tancar definitivament el traspàs de poders.

Julienne, que té actualment 59 anys, compta amb una llarga carrera diplomàtica, que s'ha desenvolupat principalment per diversos països de l'Àsia. Ha representat l'Estat francès a ciutats com Pequín i Tòquio, entre d'al-

tres. A Andorra viurà únicament amb la seva esposa, ja que encara que és pare de quatre fills, tres d'ells són casats i la seva filla més jove estudia.

París hi ha destinat un diplomàtic amb experiència perquè posi en marxa l'ambaixada. Aquesta tindrà funcions eminentment diferents a les de l'antiga vegueria, ja que mentre el veguer era el representant del copríncep i actuava com a intermediari entre Andorra i el seu cap d'Estat, l'ambaixador serà el representant oficial de França a l'estranger, i la seva funció és defensar els interessos de l'Estat francès.

Segons fonts properes a Gerard Julienne, aquest és un home molt metòdic a qui li agrada prendre un profund coneixement dels temes que ha de tractar i reflexionar cadascuna de les decisions que ha de prendre.

Durant les primeres setmanes després que arribi al Principat, Julienne iniciarà una ronda de visites per entrevistar-se amb les diverses autoritats del país.

A finals d'octubre o principis de novembre és previst que arribi el cònsol general de França, que encara no ha estat designat. El consolat exercirà funcions eminentment administratives de cara a la colònia francesa que resideix al Principat o que el visita.

Els quatre membres de la gendarmeria francesa que encara hi ha al Principat seran reemplaçats, aviat, per funcionaris de l'Estat, i mentre col·laboraran en les funcions administratives.

11 - "*Andorra ens assumeix a tots.*", article de Joan Becat, *Diari d'Andorra*, Andorra la Vella, 04/09/1993 (reprenant un article paru le 20/08/1993 dans le journal de l'*UCE de Prada*).

ANDORRA ENS ASSUMEIX A TOTS

Joan Becat



Lletres de Prada

Andorra és el país estrella de l'any 1993 als Països Catalans, deixant molt lluny enrera, per a mi, les peripècies de la política interior espanyola o qualsevol altre esdeveniment que ens afecti directament. El 28 de juliol, Andorra va entrar com a membre de ple dret a les Nacions Unides. No va per broma. Amb Andorra, el català existeix d'ara endavant jurídicament com a llengua reconeguda internacionalment, cosa que no va aconseguir Catalunya amb tot el seu pes ni cap altre país català. Ens obre portes i possibilitats a tots, tant a Catalunya Nord (on el català podrà entrar com a llengua 1 als instituts) com al sud (com l'estat espanyol podrà reconèixer el català a l'ONU i no a casa seva?).

Podem pensar que ser un microestat a l'ONU és un fet curiós i anecdòtic. No us ho creieu. Els micro o petits estats –un terme fa referència al tamany, l'altre a la població: menys de 400.000 habitants– són molts a les Nacions Unides. En total 39 dels 184 membres, o sigui més del 20% dels escons per només onze milions d'habitants en conjunt: un a la creació, el Luxemburg, disset després, sobretot deguts a la descolonització, uns catorze més als anys 70-80, i els altres recentment. L'any 1993 només en quedaven uns deu a fora, dels quals dos a Europa, a Andorra i al Vaticà. Però aquest que, en principi, podria entrar-hi ja que la pau i la universalitat són els seus objectius actuals, no sé si ho vol ni si compleix els requisits que es van demanar, segons diuen, a Andorra: constitució, representació democràtica dels ciutadans, etc.

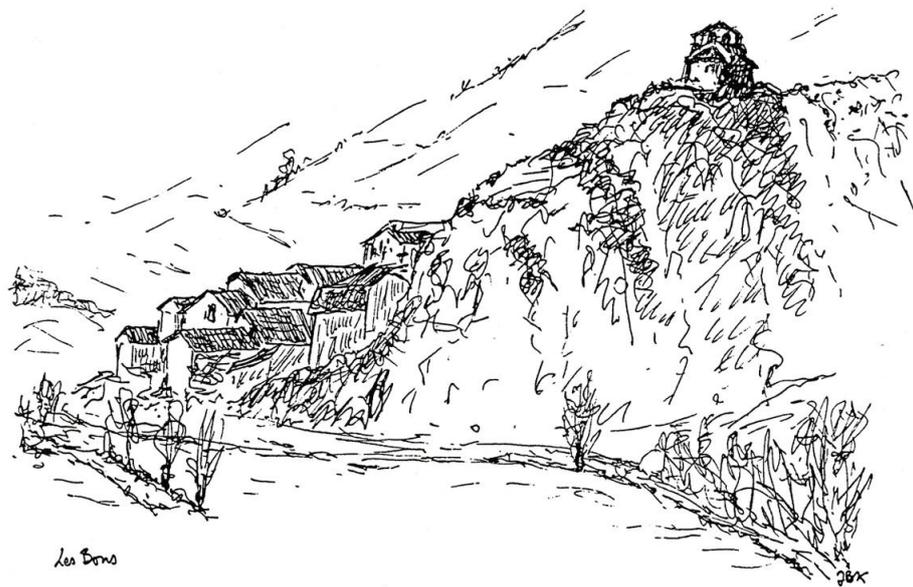
TV3 va tenir l'encert de transmetre en directe la cerimònia. Això fa que de gairebé tota l'àrea catalana es va poder veure un cap d'estat dirigir-se exclusivament en català a l'Assemblea internacional. Va durar un quart d'hora, que és molt, car habitualment es dona cinc o deu minuts. Suposo que els representants dels estats francès i espanyol, els padrins d'Andorra a l'ONU, li van deixar el temps

de paraula que se'ls havia concedit per donar-li la benvinguda. Tota una elegància... o per sortir-se del pas? D'elegància dels ambaixadors francès i espanyol, ni gens ni mica. Descaradament barroers: van escoltar el discurs d'Òscar Ribas Reig amb els auriculars de la traducció simultània posats, quan se'ls havia procurat per endavant les traduccions. Ja se sap que els francesos no saben llengües, però per a l'espanyol, ho vaig sentir com una ofensa als deu milions de ciutadans amb llengua estatutària catalana que també representava. Però deixem aquesta gent, que no em representaven ni l'un ni l'altre, per Òscar Ribas que aquest dia va ser de veritat el meu representant.

Quan passen moments com aquests, i quan tu t'estimes fort el teu país, tens por que se'n doni una mala imatge a través del discurs o del to de qui parla. Por del ridícul o de no ser a l'altura de la situació. Entre altres defectes, pecar per l'orgull desmesurat de qui s'ho veu guanyat, o voler deixar creure, per quedar bé, que la realitat és altra que la crua realitat. Doncs no va ser així. El Cap de Govern d'Andorra va pronunciar un discurs tan digne com ben estructurat, mesurat i alhora de contingut fort, amb paraules entenedores, per resumir, clar i català. La premsa el va reproduir i us aconsello de guardar-lo, que és història nostra.

Senzillament, va explicar què era Andorra i quins valors s'hi respectaven. "Som un Estat petit, però conscient del valor d'allò que és autèntic i que, en un món segons com desmesurat, la dimensió reduïda pot significar una aportació d'equilibri i de convivència", afegint "recordo, Senyor President, que el meu país no ha sofert cap guerra des del segle XIII", o encara "som un estat que no té riqueses naturals; no té cap força ni més riquesa que la seva gent".

Va acabar amb unes paraules precises i depurades, molt fortes per a tots nosaltres a l'UCE i als Països Catalans, desacomplexades i sense ambigüitats, sense els embolics habituals de molts polítics nostres. Després d'afirmar la identitat andorrana, "que no s'ha fet contra res ni ni contra ningú", i després de manifestar la voluntat de ser una vall oberta, "perquè identitat i universalitat són perfectament compatibles", va concloure amb aquestes paraules que sonaven, en català aquesta vegada i dins el mateix recinte, com un eco al "*I am catalan*" del mestre Pau Casals: "Cal aprofundir en les pròpies arrels. I les nostres són les de la cultura catalana. El català és el nostre idioma oficial. És en la llengua de Ramon Llull, Ausiàs Marc i Salvador Espriu, la que es parla des de Fraga (a l'Aragó) fins a Maó (a l'illa balear de Menorca) i des de Salses (al Rosselló francès) fins a Guardamar (a les terres meridionals del País Valencià). És en aquesta llengua, la catalana, que he vingut davant aquesta Assemblea a parlar de pau, llibertat i fraternitat".



BREF SOMMAIRE DU LIVRE 6

LES INCIDENCES SUR LE CADRE INSTITUTIONNEL

Sommaire de la thèse	4
Sommaire détaillé du livre 6	6
1 - Le cadre institutionnel andorran et son évolution: réforme ou constitution?	9
1.1 - Le cadre précédent (1970-1980)	
1.2 - La Réforme de 1981	
1.3 - Les questions à résoudre et le nouveau débat	
2 - Le temps des mutations	38
2.1 - L'évolution positive de l'administration de l'État	
2.2 - La gestion du territoire: un objectif économique et un instrument d'affirmation	
2.3 - La gestion de la population	
2.4 - La formation et la communication	
3 - La Constitution andorrane et la reconnaissance internationale de l'Andorre	93
3.1 - La négociation de la Constitution	
3.2 - La Constitution et la mise en place des nouvelles institutions	
3.3 - La reconnaissance internationale de l'Andorre	
Essai de chronologie	141
4 - Documents annexes	145
Bref sommaire	283